



HAL
open science

Paysans et citoyens. Stratégies paysannes de résistance à la mondialisation dans l'ouest du Chihuahua, Mexique

Victor M. Quintana S.

► To cite this version:

Victor M. Quintana S.. Paysans et citoyens. Stratégies paysannes de résistance à la mondialisation dans l'ouest du Chihuahua, Mexique. Sociologie. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2009. Français. NNT : 2009PA030174 . tel-00947792

HAL Id: tel-00947792

<https://theses.hal.science/tel-00947792>

Submitted on 17 Feb 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE SORBONNE NOUVELLE-PARIS 3

Ecole doctorale 122 : Europe latine- Amérique latine

Thèse de doctorat

Discipline : SOCIOLOGIE

Auteur : QUINTANA S. Victor M.

PAYSANS ET CITOYENS AU MEXIQUE

Stratégies paysannes de résistance à la mondialisation à

l'Ouest de l'Etat du Chihuahua.

Thèse dirigée par : **GROS Christian**

Soutenue : 7 décembre 2009.

Jury :

GROS Christian

HAUBERT Maxime

PÈCAUT Daniel

COCHET Hubert

LE BOT Yvon

REMERCIEMENTS

Si l'on ne peut prétendre qu'aucune thèse soit le produit d'un seul individu, c'est encore moins le cas pour celle-ci. Depuis son lointain début en 1985, à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, jusqu'à son aboutissement aujourd'hui à l'Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine de l'Université de Paris 3, elle conserve la trace de l'apport de nombreuses personnes et je veux les en remercier:

En premier lieu, ma famille, Graciela mon épouse, Josué et Marian mes enfants, pour leur tendresse constante traduite en soutien et inspiration dès l'époque de ces difficiles mais merveilleux jours parisiens.

En deuxième lieu, tous ceux qui m'ont dirigé dans sa réalisation : Maxime Haubert avec toute sa générosité et son amitié, depuis l'« académie informelle » (pour ne pas manquer à la tendance latino-américaine de à l'informalité), Christian Gros, si ouvert et attentif et Daniel Pécaut, si patient lors de mes débuts. Ici, je veux aussi remercier Sergio Zermeño pour sa collaboration lors de ces matinées du samedi, dans son appartement à République, et pour sa lecture de la thèse, 23 ans après.

Au début, j'ai profité d'une bourse du Conseil Mondial des Églises que je remercie pour sa solidarité préoccupée et efficace et par la suite de tout l'appui de mon université, l'Université Autonome de Ciudad Juarez.

Surtout je dois remercier tous ceux et toutes celles qui depuis 1985 ont investi une grande part de leur vie, de leurs engagements et de leurs rêves dans la construction du Front Démocratique Paysan qui fournit la matière première de ce travail : ses initiateurs, comme le Père Camilo, ceux qui sont déjà partis, Don Manuel Rocha, Ruperto Domínguez, Chuchú Gómez, Chonito Ruelas, Elba Gómez, le Tigre Aguilar et ceux qui continuent, Melquíades d' *El Rayo*, les

Morales de *Páramo*, Chayo et les habitants de Ranchos de Santiago, Amador et Don Perfecto de Pachera, Mère Lolita, Pedro Torres et tant d'autres et finalement mes compagnons conseillers.

Je remercie également la collaboration de Françoise Brouzés et de Jean-Baptiste Cousin.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	13
 PREMIERE PARTIE: CONTEXTES ET CONCEPTS.	31
<u>Chapitre 1</u>	
<i>Et quand il se réveilla...les paysans étaient toujours là...les paysans Mexicains face à la libéralisation économique</i>	33
1) Les paysans, exploités et exclus.	33
2) Le facteur mondialisation: la phase agro-exportatrice néolibérale.	35
3) Le facteur national: les relations Etat-paysans: des “bénéfices sans citoyenneté” à la “citoyenneté sans bénéfices.”.	41
4) « L’arsenal » des paysans mexicains.	47
 <u>Chapitre 2</u>	
Le Mexique : démocratisation, déstructuration et citoyenneté	53
1) La constitution de contre- pouvoirs par les forces sociales en tant que contenu de base du processus de démocratisation.	53
2) Les moments forts du long processus de démocratisation au Mexique	57
3) La <i>démodernisation</i> et l’affaiblissement de la société.	63
4) Construction de citoyenneté, contre-pouvoir et <i>densification sociale</i> : trois concepts-projet.	66
 <u>Chapitre 3</u>	
Chihuahua : De la « démocratie sauvage » à la modernisation sauvage : paysans, changement socioéconomique et politique.	71
1) Une terre vaste et difficile	71
2) La formation (et déformation) du paysannat de l’Ouest du Chihuahua	74
3) Comment sont aujourd’hui les paysans de l’Ouest du Chihuahua	85
4) La vertigineuse modernisation économique et ses effets sauvages	89
5) L’ <i>insurrection électorale</i> et l’alternance 1983-1992	95
 .DEUXIEME PARTIE : L’ACTION.	99
 Chapitre 4 : Le Front Démocratique Paysan : mouvements et luttes d’une organisation régionale des paysans pauvres. Première phase : l’étape de la naissance.	101
1) La structure des opportunités politiques.	104

2) Les demandes. et les actions principales	113
3) Les acteurs, les leaders et leur relation	134
4) Les formes d'organisation et d'action	145
5) Les résultats immédiats obtenus	152
Conclusions partielles	163

Chapitre 5

Seconde phase : (1988-1993) diversification de l'action et construction institutionnelle.	169
1) La structure des opportunités politiques.	169
2) Les demandes et les actions principales	174
3) Les acteurs, les leaders et leurs relations	218
4) Les formes d'organisation et d'action	225
5) Les résultats immédiats obtenus	231
Conclusions partielles.	234

Chapitre 6 :

Troisième phase (1993-1997) : L'extraversion du FDC et les premiers conflits ouverts.	239
1) La structure des opportunités politiques.	239
2) Les demandes, et les actions principales	249
3) Les acteurs, les leaders et leurs relations.	288
4) Les formes d'organisation et d'action	295
5) Les résultats immédiats obtenus.	303
Conclusions partielles.	308

Chapitre 7 :

Quatrième phase : (1997-2001) Le retour sur lui-même du FDC : remplacement de leaderships et projets économiques.	311
1) La structure des opportunités politiques.	311
2) Les demandes et les actions principales.	316
3) Les acteurs, les leaders et leurs relations	332
4) Les formes d'organisation et d'action	339

5) Les résultats immédiats obtenus	344
Conclusions partielles.	349

Chapitre 8 :

Cinquième phase : (2001-2003) : Nouvelle extroversion et protagonisme national du FDC : mouvement <i>Les campagnes n'en peuvent plus.</i>	353
--	------------

1) La structure des opportunités politiques.	353
2) Les demandes et les actions principales	359
3) Les acteurs, les leaders et leur relation	391
4) Les formes d'organisation et d'action	396
5) Les résultats immédiats obtenus.	400
Conclusions partielles	406

Chapitre 9 :

Les projets économiques du FDC : impacts et limites.	411
---	------------

1) Les projets économiques du FDC : un chantier longtemps laissé en déshérence.	411
2) Une brève relation des projets productifs et des autres fonds du FDC	414
3) FEDECOOP : la coopérative d'épargne et de crédit.	416
4) Les fonds rotatifs.	426
5) Les entreprises de commercialisation et l'entreprise intégratrice.	427
Conclusions partielles : un bilan des projets économiques du FDC.	431

TROISIEME PARTIE : AU DELA DE L'ACTION : DES RÉSULTATS ET DES SIGNIFICATIONS.	433
--	------------

Chapitre 10 :

Y-a-t-il eu influence sur le changement de l'agriculture au Mexique et au Chihuahua ?	435
--	------------

1) Les revendications économiques du FDC et leur niveau de succès.	435
2) Les revendications des organisations paysannes quant au modèle agricole.	439
3) Les transformations de l'agriculture de l'Etat du Chihuahua 1981-2003.	447
4) Les plus importants impacts des changements de l'agriculture au	

Chihuahua.	457
5) Malgré tout, quelques succès économiques.	464
Conclusions partielles.	467
<u>Chapitre 11 :</u>	
Le Front Démocratique Paysan : facteur de démocratisation et contre-pouvoir ?	471
1) Le difficile cheminement vers une organisation démocratique.	472
2) Comment les actions du FDC contribuèrent-elles en faveur de la démocratisation. ?	485
3) Le FDC est-il en train de se constituer en contre-pouvoir ?	496
Conclusions partielles	514
<u>Chapitre 12 :</u>	
Les relations internes : <i>oligarchie</i>, <i>phallocratie</i>.	519
1) La loi d'airain et la loi de soie de l'oligarchie.	519
2) La division sexuelle de l'action publique : la <i>machoarchie</i> .	536
Conclusions partielles.	542
<u>Chapitre 13 :</u>	
L'action pédagogique du FDC : une pédagogie du public, de la citoyenneté.	545
1) Ce qui disent les paysannes et les paysans, ce qui est observable dans l'action.	545
2) Une pédagogie de l'action, du public.	547
3) Le Front Démocratique Paysan en tant qu'expérience de «promotion populaire » et d'éducation populaire.	552
Conclusions partielles.	557
CONCLUSIONS GÉNÉRALES.	561
SOURCES	585
1) Bibliographie.	585
2) Thèses.	588
3) Articles des revues et des journaux.	589
4) D'autres sites d'internet consultés.	591
5) Archives.	592

6) Journaux et revues (notes journalistiques).	592
ANNEXES	595
Sigles	597
Communiqué au peuple de Chihuahua lors de l'arrivée dans la Ville de la Marche de la Dignité Paysanne, janvier 1988.	601
Communiqué au peuple de Chihuahua, lors de la fin de la lutte de 1988.	602
Lettre du FDC au pape Jean Paul II, lors de sa visite à Chihuahua, mai 1990.	604
Manifeste lors de la Prise du Pont International Ciudad Juárez-El Paso le 1 janvier 2003 pour protester contre la nouvelle phase de l'ALENA	606

INTRODUCTION

La société et le système politique mexicains ont connu au cours des 25 dernières années un bouleversement vertigineux dans tous les domaines, conséquence de la façon dont le Mexique s'est intégré à la globalisation économique ainsi que du processus de démocratisation en cours dans le pays depuis 1968. Toutefois, ces changements ont touché de manière différenciée les diverses régions et secteurs sociaux ; et il en est de même pour les réponses des groupes sociaux aux changements induits depuis l'extérieur du pays, ou produits à l'intérieur: elles vont de l'adaptation avec initiative à l'acceptation passive, au rejet sélectif, à l'opposition avec des luttes sociales et parfois jusqu'à l'affrontement par la voie des armes.

Le milieu rural est un des espaces sociaux où tous ces événements ont été le plus violents, au moins dans le cas des pays du Tiers Monde, comme le Mexique. A ce sujet nous viennent beaucoup de questions : comment s'est transformée la vie des familles paysannes au Mexique avec la modernisation économique induite par les néolibéraux ? Quelle a été la réponse des paysans face à elle ? En quoi a-t-elle affecté les différentes régions et catégories de paysans ? Quelles stratégies de résistance ont mises en marche les familles rurales ? Leurs luttes ont-elles pu obtenir un revirement du modèle agricole qui les exploite et les exclut ? Ont-elles la possibilité de construire une corrélation de forces qui leur soit plus favorable ? Quel est le futur des paysans mexicains ?

Le sujet de cette thèse est constitué par les transformations qu'ont engendrées ces processus de « macro » globalisation et modernisation économique et de démocratisation dans la région ouest de l'État du Chihuahua au Mexique et les réponses formulées par une organisation paysanne, née presque en même temps que le modèle néolibéral de modernisation économique dans cette zone : le Front Démocratique Paysan (Frente Democrático Campesino, FDC). Nous analyserons le contexte dans lequel se constituent les diverses réponses et les initiatives d'action et d'organisation du FDC, comment elles évoluent et quels résultats elles ont obtenus dans les aspects suivants : amélioration des conditions económico-productives, contribution au processus de

démocratisation, apport au développement de nouvelles connaissances, compétences et attitudes chez les paysans et paysannes et contribution à la reconstruction du tissu de relations sociales dans leur milieu.

JUSTIFICATION DE LA THESE.

Il nous paraît important d'aborder ce sujet et les sous-thèmes qui en dérivent pour plusieurs raisons : premièrement, parce que la situation des paysans et des petits producteurs du milieu rural mexicain s'est détériorée à un tel niveau qu'elle exige la mise en marche de stratégies d'intervention sociale et politique partant d'analyses sérieuses de la conjoncture et d'évaluations solides des possibilités de succès des diverses stratégies de résistance. Boaventura de Sousa Santos nous dit: « [face à tout ceci existe]... *un sentiment d'urgence... devant des inégalités sociales si intenses qu' on ne peut tolérer plus... devant la créativité destructrice du capitalisme qui détruit l'écologie et les relations sociales... devant ces sentiments... il est nécessaire de combattre la confusion intellectuelle* »¹

Deuxièmement, parce que, suivant toujours De Sousa Santos, nous voulons que cette thèse s'inscrive dans l'effort de produire des connaissances qui contribueront à réduire cette *confusion intellectuelle*. Nous voulons participer modestement à la construction de théories de portée moyenne, plus locale, proposées « d'en bas », « *depuis le Sud* », dit De Sousa, c'est-à-dire à partir du niveau régional et local en examinant comment les familles et les communautés rurales vivent et pensent ce vertigineux processus d'exploitation et d'exclusion. Nous voulons faire une lecture de la concrétisation dans l'espace régional et local de l'Ouest de l'État du Chihuahua et dans le FDC des grandes contradictions telles que : capital - travail, Etat - communautés rurales, grandes compagnies de l'agro-industrie – producteurs familiaux. De même nous analyserons de quelle façon se concrétisent les contradictions base - leaders du FDC : hommes - femmes, organisation sociale - partis politiques, pour

¹ DE SOUSA SANTOS Boaventura: *La reinvenção del estado y el estado plurinacional*, (en ligne) (Ref. 15 octobre 2009) p. 142. Disponible sur <http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/osal/osal22/D22SousaSantos.pdf>

étudier, non la « microphysique » du pouvoir, mais la « méso-physique » dans cette organisation paysanne spécifique.²

En troisième lieu, parce qu'avec cette thèse nous voulons produire « ... une pensée alternative sur les alternatives pour recueillir la richesse d'expériences émancipatrices qui surgissent dans le monde »³ et évaluer si la pratique du FDC, située dans le courant latino-américain beaucoup plus vaste d'« éducation et de promotion populaire » peut offrir quelque chose pour enrichir ces expériences ; ou, pour être moins grandiloquent, si du moins, elle offre des éléments utiles pour que d'autres groupes sociaux puissent en profiter dans leurs efforts de résistance et de reconstruction du secteur social.

A partir de ce que nous venons d'exposer, nous croyons que cette thèse peut être une poignée de terre qui contribuera à combler la grande distance qui existe entre la science des pays du Nord et la pratique politique des pays du Sud et que De Sousa exprime ainsi : « *Durant les dernières trente années nous avons des théories produites dans le Nord et des pratiques transformatrices produites dans le Sud qui ne communiquent pas entre elles* ».⁴ C'est pourquoi ce travail va de l'Ouest du Chihuahua jusqu'à l'Université de Paris 3.

OBJECTIFS DE LA THESE.

Avec ce travail, nous nous proposons de:

- Reconstruire d'un point de vue critique l'expérience du Front Démocratique Paysan depuis sa naissance en 1985 jusqu'à l'année 2003 en ses diverses phases et aspects, cela dans le contexte de la globalisation économique et de la phase agro-alimentaire néolibérale des

² Ibidem, pp.146-147.

³ Idem.

⁴ Ibidem, pp.143-144.

politiques économiques d'ajustement au Mexique et du processus de démocratisation dans le pays et dans l'État du Chihuahua.

- Analyser les limites et les portées des diverses actions du FDC quant au développement de l'agriculture paysanne, à la démocratisation et à la construction de citoyenneté.
- Extraire des conclusions théorico-pratiques pour soutenir les processus d'influence publique et de construction de citoyenneté du FDC et d'autres organisations rurales et faire un apport à l'« arsenal » de résistance des organisations populaires du Sud.
- Contribuer au débat théorique dans la ligne des questions posées dans le paragraphe de « justification ».

HYPOTHESES.

Hypothèse principale: Les luttes et les actions d'organisation économique et sociale du Front Démocratique Paysan, même si elles convergent et s'articulent avec celles d'autres organisations paysannes, n'ont pas réussi à construire une corrélation de forces leur permettant de changer ou de freiner le modèle agro-alimentaire global d'exploitation et d'exclusion imposé par le gouvernement fédéral au Mexique depuis 1983, bien qu'elles aient influencé favorablement les processus de démocratisation et de construction de contre-pouvoirs au niveau local, la construction de citoyenneté et la densification du social dans la région d'influence du FDC.

Hypothèses subordonnées:

1. Les luttes du FDC sur le plan économique-productif n'ont pas changé en général les politiques pour l'agriculture du gouvernement fédéral, mais ont obtenu que les paysans du Front accèdent plus facilement aux maigres ressources programmées par le gouvernement pour les agricultures familiales.
2. Les projets économiques du FDC en général ont échoué, sauf la coopérative d'épargne et de crédit et une entreprise de

commercialisation de haricot, dont le principal apport est la construction d'organisation sociale et de relations de confiance et d'honnêteté.

3. Les actions du FDC ont contribué au processus de démocratisation dans trois aspects différents : d'abord, en ce qu'elles ont aidé à l'alternance entre partis politiques dans les gouvernements municipaux où il opère et firent partie du courant civique qui a obtenu cette alternance au niveau national. Le second aspect est que sa lutte contre la corruption et les mesures arbitraires réussirent à réduire des pratiques corrompues et l'impunité dans les institutions de financement au domaine agricole. Le troisième aspect est que, au moins dans l'État du Chihuahua, on parvint à briser le monopole de représentation d'intérêts des paysans détenu jusqu'à ce temps-là par la Confédération Nationale Paysanne (Confederación Nacional Campesina, CNC).
4. Le FDC a fonctionné de manière très limitée comme contre-pouvoir. Bien qu'il possède certains points forts comme le fait de prendre part aux affaires publiques des communes et à la problématique rurale au niveau de l'État du Chihuahua et au niveau national, bien qu'il ait acquis un bon degré d'autonomie face à l'État et aux partis politiques et fasse partie des diverses coalitions et mouvements dans le Chihuahua et dans toute la République, sa capacité de contrebalancer les décisions prises par les niveaux fédéral et régional du gouvernement est en général très réduite.
5. Le FDC a obtenu quelques progrès dans son organisation interne quant à la construction de relations de respect et confiance entre bases, leaders paysans et conseillers mais cependant y persistent encore des pratiques élitistes et sexistes.
6. Le FDC a contribué avec ses actions à développer une *pédagogie de la construction de la citoyenneté* qui aide les paysannes et les paysans à prendre conscience de leurs droits, à les exiger et à participer à l'espace public avec une nouvelle vision éthique sur leur relation avec l'État.
7. L'ensemble des actions du FDC exprime le répertoire de la résistance des paysans et paysannes affiliés et contribue à la *densification du social* dans une région touchée sérieusement par la déstructuration sociale.

METHODOLOGIE.

Pour faire des recherches sur l'action du FDC et ses possibles résultats, nous avons choisi une méthode qualitative, diverse, de confrontations critiques entre les divers instruments de recueil d'information.

Bien que la participation directe à beaucoup des actions nous ait offert une énorme quantité d'informations de première main, nous avons veillé à la compléter, l'interroger et l'objectiver avec d'autres apports. Nos notes personnelles ont été le schéma chronologique de base, mais nous avons fait la reconstruction des actions publiques et des luttes du FDC en comparant les bases de données de presse d'au moins deux journaux locaux. Une autre source d'information et des opinions critiques est constituée par les avis des dirigeants du FDC, d'autres organisations sociales et même de fonctionnaires publics. En plus d'interviewer plusieurs leaders de communautés paysannes, nous avons organisé plusieurs *foyers de discussion*⁵ pour connaître leur avis sur l'évolution de leur organisation. Tout ceci, nous l'avons complété par l'analyse de divers types de documents : manifestes, actes d'assemblée, bulletins, résolutions de congrès. Nous avons recouru aussi au peu de bibliographie qui a été écrite sur le FDC ou les organisations similaires. Pour analyser les possibles résultats de l'action du Front, nous ne nous contentons pas de ses propres auto-évaluations puisque nous les confrontons avec des données statistiques, par exemple, sur l'évolution de l'agriculture au Chihuahua ou sur le processus d'alternance politique dans diverses communes et dans l'ensemble de cet État. Tout ceci est également mis en rapport avec une évaluation externe effectuée sur les projets économiques et en général sur toute l'organisation en 2002.

Nous veillons toujours à situer dans le vaste contexte du pays ce que nous reconstruisons des situations locales et régionales, car nous croyons qu'il y a un processus mutuel d'enrichissement de perspectives : ce qui est local non

⁵ “Grupos focales”, en espagnol: “focus groups”, en anglais.

seulement « illustre » le national et le global, il les questionne aussi et vice versa. Nous ne voulions absolument pas nous limiter à une analyse du vécu, une recherche subjective et auto-satisfaite, parce qu'alors cette thèse n'aurait pas eu d'utilité de cette thèse pour le FDC et d'autres organisations rurales. Nous veillons aussi à ne pas tomber dans la tentation évolutionniste de projeter les actions à partir d'un point de fuite vers une glorieuse étape postérieure. Nous détectons les progrès, mais aussi les reculs et nous essayons de soupeser chaque action selon sa valeur et non en fonction de ce qui pourrait (ou devrait) arriver dans le futur.

AXES THEORIQUES.

Les axes théoriques principaux qui structurent cette thèse, nous les avons divisés en trois groupes: le premier, ce sont les concepts qui tournent autour du paysannat, de la phase agro-exportatrice excluante, de la libéralisation économique dans le domaine agricole mexicain et de la résistance paysanne. C'est un axe plutôt *socio-économique*.

Le second axe théorique, davantage *sociopolitique*, est formé par les concepts de constitution de contre-pouvoirs comme contenu de base du processus de démocratisation, de l'hétérogénéité des sociétés civile et politique et de leur interaction.

Le troisième axe théorique, de caractère avant tout *socioculturel* est composé par les concepts de pédagogie de l'action, pédagogie du public et construction de citoyenneté, dé-modernisation et densification du social.

Nous allons donc les développer, surtout dans la première partie de cette thèse. Toutefois, nous proposons d'ores et déjà quelques conceptualisations de base:

La paysannerie : Nous nous approprions de la conceptualisation d'Armando Bartra à ce sujet : La famille paysanne est un noyau humain naturel, une cellule de base de production et de consommation. Est paysanne toute unité rurale qui réunit deux conditions : a) elle emploie fondamentalement ses propres

membres pour effectuer le travail et b) elle exerce un contrôle réel sur une dotation de moyens de production, dont la terre.⁶

Cette caractéristique d'être unité de production et unité de consommation est fondamentale de la rationalité interne de l'exploitation agricole paysanne. Haubert nous dit : «...son comportement économique est donc régi par la recherche d'équilibre entre la pénalité du travail fourni et la satisfaction des besoins familiaux qu'il permet d'obtenir, équilibre qui définit un niveau optimal de « bien être » »⁷ Pour l'unité paysanne, c'est la reproduction du groupe domestique et non la valorisation du capital qui détermine l'organisation et le fonctionnement de l'exploitation agricole familiale, ainsi que la manière par laquelle on recourt aux moyens de production et au travail salarié, puisqu'il s'agit toujours d'optimiser le travail domestique et les ressources dont on dispose.⁸

Deux autres importantes caractéristiques de l'unité socio-économique paysanne sont que pour elle ni les terres, ni les moyens de production, ni sa force de travail, ni ses produits ne sont pas des marchandises. D'autre part, ce qui donne leurs traits distinctifs aux exploitations familiales, ce sont les limitations (contraintes) auxquelles elles sont soumises : d'une part, un développement très faible de la technique, ce qui les rapproche des microsociétés agraires autonomes et d'autre part, leur insertion dans la société globale, ce qui les rapproche des agriculteurs des sociétés industrialisées.⁹

La clé de l'exploitation des paysans, selon Bartra, ne peut pas se trouver seulement dans l'analyse du processus de circulation de marchandises, mais ne peut pas non plus se trouver hors de lui, il faut combiner le processus de production avec celui de circulation. Ainsi l'explique avec toute clarté Armando Bartra :

⁶ BARTRA Armando: *El comportamiento económico de la producción campesina*, Cahiers Universitaires de Ciencias Sociales, Université Autonome de Chapingo, no. 3, 1982, p. 25.

⁷ HAUBERT Maxime : *Introduction générale au livre de HAUBERT Maxime (dir.) : L'avenir des paysans. Les mutations des agriculteurs familiales dans les pays du Sud.* Tiers Monde, IEDES, PUF,, pp.10 et suivantes.

⁸ Idem.

⁹ Idem.

« *L'exploitation du paysan se consume sur le marché lorsque l'excédent change de mains, mais la base de cette exploitation se trouve dans les conditions internes de son processus de production. Les effets expropriateurs de la circulation naissent non dans l'acte lui-même de vendre et acheter mais dans la nature du processus immédiat de production et consommation où l'on a créé les produits vendus et où l'on a consommé les produits achetés* ». ¹⁰

Ce cercle, ouvert dans la sphère de la production, se ferme dans la sphère de la circulation, dans le processus d'échange *inégal* auquel est soumise l'unité paysanne, échange qui n'est pas quantitatif, mais principalement qualitatif : dans cet échange ce que le paysan vend a été produit comme une chose différente de celle en quoi il se transforme en entrant sur le marché capitaliste, et ce que le paysan achète se transforme au moment où il le consomme en une chose différente de celle qui avait été produite par le capital.¹¹ C'est-à-dire que le paysan ne produit pas pour échanger des marchandises, mais des biens qui satisfassent ses besoins, et qu'il ne fait pas de la consommation pour produire de la plus-value, mais pour se reproduire lui et sa famille.

Vue dans l'ensemble, comme il se doit, l'exploitation paysanne dans le cadre du capitalisme a un caractère complexe et multiforme, puisque le paysan est intégré « à un réseau de relations d'exploitation extrêmement complexes » dans les divers échanges inégaux auxquels il se voit obligé : échange sur le marché de produits, sur le marché de l'argent, sur le marché du travail.¹²

Il faut reconnaître l'extrême diversité qui existe entre les paysans. Toutefois, avec Haubert, nous allons indistinctement utiliser le terme « paysans » ou « producteurs familiaux », ou « agriculteurs familiaux » car dans les pays « ... en mal de « développement », l'immense majorité des producteurs agricoles familiaux sont des « paysans »... ou conservent d'importants caractéristiques « paysannes ». ¹³

¹⁰ BARTRA Armando: *El capital en su laberinto. De la renta de la tierra a la renta de la vida*. UACM, CEDRSSA, ITACA, Mexico, 2006, p. 249.

¹¹ BARTRA Armando, *El comportamiento económico*, ...op.cit. p.72.

¹² BARTRA Armando, *El capital*...op.cit. p. 272.

¹³ HAUBERT Maxime, op.cit. p. 17.

Dans le premier chapitre nous exposerons comment se sont produites l'exploitation et la subordination du paysannat dans le capitalisme moderne jusqu'à arriver à la phase *agro-exportatrice néolibérale* et comment s'est produite et reproduite cette exploitation à partir de la corrélation des forces politiques du Mexique contemporain.

Résistance: Toutefois, un des présupposés de cette thèse, est que les paysans ne sont pas passifs devant l'exploitation et l'exclusion mais emploient diverses formes ou stratégies individuelles, communautaires ou corporatives de résistance. Pour cela nous utilisons le concept de résistance formulé autant par James Scott que par le mexicain Guillermo Bonfil. Pour le premier la résistance, ce ne sont pas seulement les luttes des paysans en défense de leurs terres et de leurs villages, mais aussi « l'arsenal des pauvres, le répertoire de gestes et d'actions, implicitement ou explicitement contestataires de la vie quotidienne des subalternes, interprétés comme une « infra-politique » des défavorisés. »¹⁴ Bonfil, analysant la résistance dans le contexte des peuples indiens, indique que : « ... *le Mexique profond...résiste en faisant appel aux stratégies les plus diverses selon les circonstances de domination auxquelles il est soumis... les façons de résister ont été très variées, depuis la défense armée et la rébellion jusqu'à l'attachement apparemment conservateur aux pratiques traditionnelles* ». ¹⁵

Nous n'allons pas problématiser davantage le concept et nous adoptons la position de Héau Lambert dans le sens que autant Scott que Bonfil présentent la même problématique de la longue résistance des opprimés au moyen de tactiques et de stratégies quotidiennes de survie qui finalement ne sont pas autre chose que des refus et des contre-attaques aux relations de pouvoir qu'ils subissent et qui peuvent adopter des formes très diverses.¹⁶

Luttes et mouvements : Dans le cas que nous analysons, celui du FDC, ces rejets et attaques adoptent la plupart du temps la forme de « luttes » ou de

¹⁴ SCOTT James C. (2000), cité par HEAU LAMBERT Catherine: "*Resistencia y/o Revolución*", mars 2007, revue *Teoría Política*, 1ère année, numéro 2, mars 2007, pp. 56 et suivantes

¹⁵ BONFIL Guillermo, (1990), cité par HEAU LAMBERT, loc.cit.

¹⁶ *Ibidem*, p. 60

« mouvements ». Nous ne prétendons pas non plus ici entamer une discussion sur les mouvements sociaux et «le » mouvement social. Nous allons ici aborder les actions avec lesquelles les paysans font face de manière plus ou moins directe à ceux qu'ils considèrent responsables de leur situation, confrontation qui peut aller de la révolte individuelle à la résistance civile, ou des actions de force comme l'occupation de terres, de routes, etc. Haubert distingue quatre types différents de ces luttes ou mouvements paysans :

1. *Les mouvements de résistance à l'expropriation des ressources*, soit des ressources productives, (spécialement la terre), soit des résultats de la production (impôts, revenus...)
2. *Les mouvements pour la terre (et éventuellement l'eau)*, là où les producteurs ont été dépouillés de la ressource productive.
3. *Les mouvements « pour la production », c'est-à-dire qui réclament pour les producteurs de meilleures conditions non seulement pour les processus productifs proprement dits, mais aussi pour ceux précédant la production (crédit, approvisionnement en biens productifs, entre autres) et ceux qui la suivent (transformation des produits, commercialisation).*
4. *Les mouvements pour la citoyenneté qui réclament pour les paysans les mêmes droits que pour les autres citoyens (revenu familial digne, santé et éducation, droits politiques, préservation de l'identité culturelle, de l'environnement ...).*¹⁷

Durant les 18 années d'action du FDC, ont lieu plusieurs de ces mouvements et d'autres qui combinent les caractéristiques des uns et des autres, ce que nous exposerons.

Quant au reste, dans la première partie de cette thèse nous exposerons plus amplement les autres axes théoriques : dans le chapitre 2, tout d'abord celui de la constitution de contre-pouvoirs en tant que contenu fondamental du processus de démocratisation, puis celui de l'hétérogénéité de la société civile et de la société politique et de leur interaction. Dans le même chapitre, ce qui

¹⁷ HAUBERT Maxime et TORRES Gabriel, *Desenlace de las crisis y ajustes al modelo de desarrollo*, dans revue de l'Université de Guadalajara, printemps 2003, (en ligne) (Ref. 16 octobre 2009), Disponible sur consulté sur . <http://www.cge.udg.mx/revistaudg/rug27/dossier5.html>

est relatif à la dé-modernisation et densification du social. Quant à la construction de citoyenneté et de la pédagogie du public, nous en reparlerons dans le chapitre treize.

POSITION DE LA THESE PAR RAPPORT A D'AUTRES TRAVAUX.

La présente thèse se situe ainsi par rapport à plusieurs processus de recherche et de production de connaissance qui se déroulent au Mexique :

1. *Sur l'exclusion des paysans.* Contrairement à un courant, très à la mode à la fin des années quatre-vingt et début des années quatre-vingt-dix, qui crut voir dans une alliance avec l'État néolibéral la voie du développement et du dépassement de l'exclusion des paysans,¹⁸ nous allons dans le sens d'auteurs comme Armando Bartra et Blanche Blond qui continuent à soutenir que les paysans, outre qu'ils sont exploités dans cette phase du modèle agricole transnational, en sont exclus.¹⁹ En ce sens nous différons de l'actuelle théorie de la *Nouvelle Ruralité*, qui déplace le problème de la subordination et de l'exclusion, tout en soulignant la question de l'espace rural, la « *désagrarisation* » et la disparition de la contradiction campagnes-ville.²⁰ Nous analysons comment se sont développées l'exploitation et l'exclusion dans le cas des paysans du secteur de l'agriculture pluviale de l'Ouest de l'État du Chihuahua. Nous essayons de montrer dans cette thèse comment, dans ce cas, les paysans producteurs de haricot et de maïs sont devenus pratiquement jetables pour la logique du capitalisme transnational, sans pour cela cesser d'être exploités-

2. *Sur le mouvement paysan.* Nous situons notre travail dans le vaste courant de recherche mexicaine sur le mouvement paysan. Durant les années soixante-

¹⁸ Un exemple de cette posture est le livre de Gustavo Gordillo, qui fut sous-secrétaire d'agriculture durant le gouvernement de Carlos Salinas de Gortari: *Más allá de Zapata, Por una reforma campesina*. Cal y Arena, Mexico, 1992.

¹⁹ BARTRA Armando: *El capital en su laberinto. De la renta de la tierra a la renta de la vida*. UACM-ITACA-CEDRSSA. México, 2006, pp.18-19.. RUBIO Blanca: *Explotados y excluidos: Los campesinos latinoamericanos en la fase agroexportadora neoliberal*. Plaza y Valdés, Mexico 2003, 2ème Edition.

²⁰ RUBIO Blanca: *La exclusión de los campesinos y las nuevas corrientes teóricas de interpretación*. Dans revue *Nueva Sociedad*, No. 182, Noviembre-diciembre 2002, pp. 25 et suivantes.

dix, dans le contexte de la réactivation de la lutte pour la terre, des auteurs comme Armando Bartra²¹ et Luisa Paré²² font la reconstruction historique de ce mouvement. — Dans la décennie suivante, quand beaucoup d'organisations entreront en concertation avec le gouvernement apparaissent certaines analyses sur « l'appropriation du processus productif » dans une perspective favorable²³ et d'autres dans une perspective critique. Au début des années quatre-vingt-dix, Julio Moguel, Carlota Botey et Luis Hernández Navarro, coordonnent un grand travail avec « *La historia de la cuestión agraria en México* », (Siglo XXI, 1992, neuf volumes) qui reconstitue autant les politiques publiques que les mobilisations paysannes au long de toute la période postrévolutionnaire. La rébellion de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale provoque l'intérêt pour les mouvements indiens et sont publiées des recherches excellentes comme celles d'Antonio García de Leon : « *Resistencia y utopía. Memorial de ofensas y crónica de revueltas y profecías acaecidas en la provincia de Chiapas los últimos quinientos años de su historia*. (Era, 1985, 1997), et « *Crisis agrícola y nuevo movimiento campesino en México : las razones del zapatismo* » (Revue Études latino-américaines, Vol. 2. n°4, 1995) et d'autres. La grande expropriation des producteurs agricoles par les banques est aussi à l'origine d'un grand nombre de travaux sur le mouvement du Barzón parmi lesquels il faut souligner ceux d'Hubert C. de Grammont : « *El Barzón : clase media, ciudadanía y democracia* », (IIS-Plaza y Valdés 2001), ou ceux de Gabriel Torres, sur les membres du Barzón de l'état du Jalisco. ²⁴

Dans la présente décennie l'étude des mouvements paysans se centre déjà plus sur les réactions au Traité de libre Commerce d'Amérique du Nord

²¹ Peut-être le meilleur historien du mouvement paysan au Mexique est Armando Bartra. Non seulement pour son œuvre indispensable: *Los herederos de Zapata*, (ERA, 1985), mais encore parce qu'à chaque conjoncture historique il reconstitue à partir d'une perspective critique, les mouvements qui se sont produits.

²² Luisa Paré, considérée, comme faisant partie du courant des "campesinistas" réalise avec Graciela Flores Lúa et Sergio Sarmiento une excellente analyse du mouvement paysan en rapport avec la politique agraire du gouvernement Dans *Las voces del campo, movimiento campesino y política agraria 1976-1984*. Siglo XXI, Mexico, 1988.

²³ A partir d'une perspective plutôt favorable, le livre déjà cité de Gustavo Gordillo: *Más allá de Zapata*. A partir d'une perspective plus critique, celui de HERNANDEZ Luis: *Las convulsiones sociales en MOGUEL Julio, BOTEY Carlota y HERNANDEZ Luis (coord.) Autonomía y nuevos sujetos sociales en el desarrollo rural*. Siglo XXI CEHAM, Mexico 1992.

²⁴ Par exemple, TORRES Gabriel: 2000), "El Barzón Del Agave: Sobreproduccion Y Plusvalia En Un Contexto De Globalizacion" , *Perspectivas De La Organizacion Campesina Hacia El Siglo XXI*, Tomo IV Amer-Piisecam-Unam-Fundacion Produce-Plaza y Valdes, Español, Pag.32

(TLCAN). Ainsi, la réactivation de la lutte avec le *Mouvement El campo no aguanta más. (Les campagnes n'en peuvent plus)* donne lieu à toute une série de recherches à ce sujet, nous nous référons par exemple à trois livres collectifs : « *El nuevo movimiento campesino mexicano* » ((Fondation Heberto Castillo 2004), de plusieurs auteurs : e Kirsten Appendini, Armando Bartra, Julio Boltinik, Víctor Suárez, Plutarco Emilio García, Blanca Rubio, Fernando Célis, Alberto Gómez, Víctor Quintana etc. « *El campo : ¿aguanta más ?* » (UACH, 2003), de Rita Schwentesius, Manuel Angel Gómez, José Luis Calva et Luis Hernández Navarro, entre autres et finalement, « *El campo no aguanta más* » (UAM-Miguel Angel Porrúa, 2007), coordonné par Armando Sánchez Albarrán, avec des travaux de ce dernier, de Ruth Madueño, Francis Mestries, Blanche Blond, Armando Bartra, Luciano Concheiro, Robert Diego, Jorge Mercado et Miguel Angel Sámano ; et dans une perspective non seulement mexicaine, mais aussi latino-américaine, C.de Grammont aborde l'axe de la construction de la démocratie dans le domaine agricole latino-américain.²⁵

Nous prenons beaucoup de ces recherches comme cadre mais nous nous centrons très précisément sur les mouvements produits par le Front Démocratique Paysan dans l'État du Chihuahua, qu'ils soient pour la terre ou le processus productif, contre l'ouverture commerciale, pour la défense du patrimoine. Il faut remarquer que les mouvements engagés par le FDC parfois se transforment en importants facteurs de la mobilisation nationale, comme ce fut le cas du mouvement *Les campagnes n'en peuvent plus* en 2002-2003. Nous prétendons aussi analyser l'incidence du FDC dans les processus de démocratisation de sa région et son pays, en ayant comme référence le travail coordonné par Hubert C.de Grammont sur la construction de la démocratie dans le monde rural latino-américain.

3. *Sur la société civile et le processus de démocratisation au Mexique.* À ce sujet durant les dernières dix années ont été développées beaucoup de recherches. L'incidence des organisations civiles dans la transition à la démocratie a été abordée surtout par des auteurs comme Alberto Olvera, qui

²⁵ C. DE GRAMMONT Hubert (Coord.) *La construcción de la democracia en el campo latinoamericano*. Buenos Aires, CLACSO, 2006.

analyse comment se déroulent les interactions entre société civile et société politique au Mexique, comment elles sont arrivées à construire des espaces publics qui contribuent à la démocratisation y compris en se référant à des cas du milieu rural, comme celui de l'organisation de cultivateurs de café, analysé par Fernando Célis.²⁶ Nous cherchons à analyser l'incidence des mouvements du FDC non seulement dans leurs demandes revendicatives, mais aussi dans l'ouverture de l'espace public, de la démocratisation de leurs environnements locaux et de leur propre organisation.

4. Finalement, notre thèse s'inscrit dans toute une série de recherches sur la réalité de l'État du Chihuahua. Une bonne partie d'entre elles a été publiée sous la coordination du Dr. Victor Orozco dans des volumes annuels intitulés « *Chihuahua aujourd'hui* »²⁷ et traitent de divers aspects de l'économie, la démographie, l'industrie, l'urbanisation et la culture de l'état du Chihuahua. Nos travaux sont ceux qui ont orienté la discussion sur les mouvements de protestation au Chihuahua et sur diverses étapes du mouvement paysan. Avec cette thèse, nous prétendons élaborer le premier essai étendu sur le mouvement paysan contemporain au Chihuahua, puisque jusqu'à présent le sujet n'a pratiquement pas été abordé.

Sur le FDC, peu de choses ont été écrites :

En 1996, Martha Ramos écrivit une *chronique* personnelle sur les dix premières années du FDC : *Sueño y realidad de un movimiento campesino en Chihuahua* (Equipo Pueblo, 1996, 113 p.) (*Rêve et réalité d'un mouvement paysan au Chihuahua*). La même année, Federico Pohls fit la description de la problématique de la zone pluviale du Chihuahua, des besoins et de la situation économique des paysans du FDC : *Problemas y perspectivas del agro chihuahuense. La zona temporalera* (Equipo Pueblo 1996, 144 p.) (*Problèmes et perspectives de la campagne du Chihuahua. La zone pluviale*). En 2002, Ernesto Ugarte et Armando Bartra ont élaboré un excellent document comme

²⁶ OLVERA Alberto (Coord.) , *Sociedad civil, esfera pública y democratización en México* Université Veracruzana-Fondo de Cultura Económica, Mexico, 2003.

²⁷ OROZCO Víctor (Coord.) *Chihuahua hoy*, volumes correspondants à 2003 à 2006, UACJ, Ciudad Juárez, 2003-2006

résultat de l'évaluation des projets économiques du FDC financés par l'Union Européenne : *Reporte de evaluación final del proyecto « Apoyo a las actividades económicas del FDC »* (Document privé, 2002, 68 p.) (*Rapport d'évaluation finale du projet « Soutien des activités économiques du FDC »*). Il s'agit d'une excellente analyse qui, dans ses conclusions, va bien au-delà de la question économique et situe la portée et les limites des actions du FDC jusqu'alors. Finalement, en 2005, Jean-Baptiste Cousin réalise également une très bonne analyse de la Cooperativa de Ahorro y Crédito (Coopérative d'Épargne et de Crédit) : *La experiencia de organización rural de la cooperativa de ahorro del Frente Democrático Campesino (L'expérience d'organisation rurale de la coopérative d'épargne du Front Démocratique Paysan)*, dans le livre coordonné par Rafael Reygadas Robles Gil et Carlos Zarco Mera : *Finanzas sociales y comercialización. Experiencias de desarrollo local en México* (CEAAL-La Colmena Milenaria, 2005, 473 p.) (*Finances sociales et commercialisation. Expériences de développement local au Mexique*). L'auteur de ces lignes a écrit plusieurs articles au sujet des différentes étapes des luttes du FDC, mais ce n'est qu'avec cette thèse qu'il entreprend une analyse partant des débuts de l'organisation en 1985 jusqu'à 2003, couvrant ainsi tous les aspects de ses activités : revendications, mouvements sociaux, organisation interne, relations avec les autres organisations, projets économiques, etc. Il s'agit avec cette thèse d'apporter une vision plus intégrale du labeur quotidien du FDC, de situer tout cela dans le contexte de la mondialisation économique et des impacts de cette dernière sur la campagne du Mexique et du Chihuahua ainsi qu'au sein du processus de formation des organisations paysannes démocratiques qui se situe à son tour au sein du processus de démocratisation du Mexique en général.

PARTIES ET CHAPITRES DE LA THESE.

Nous avons divisé la présente thèse en trois parties : la première d'elles est appelée « contextes et concepts » et nous y exposons les éléments de contexte et les concepts de base qui structurent notre recherche. Elle comprend trois chapitres : le premier expose l'évolution de la subordination des paysans dans

le capitalisme contemporain, la manière comment celle-ci se déroule au Mexique et la résistance organisée par les hommes et les femmes du monde rural. Dans le second chapitre, nous exposons les processus de démocratisation, dé-modernisation et la lutte pour la citoyenneté au Mexique. Finalement dans le troisième chapitre nous présentons l'espace géographique où a lieu l'action du FDC, l'État du Chihuahua, nous analysons comment s'est construite la paysannerie de l'Ouest de cet État, ainsi que le processus de modernisation que le Chihuahua a connu depuis le dernier quart du XXème siècle.

La seconde partie est simplement intitulée « l'action ». Elle représente la partie la plus volumineuse de cette thèse, étant la reconstitution historique des mobilisations du Front Démocratique Paysan. Elle est divisée en cinq étapes : 1985-1987, 1988-1993, 1993-1997, 1997-2001 et 2001-2003, qui correspondent aux chapitres 4, 5, 6, 7 et 8. Cette partie se termine par une description des projets économiques du FDC, dans le chapitre 9.

La troisième partie de la thèse est appelée « Au-delà de l'action : des résultats et des significations », et est composée de quatre chapitres : le chapitre 10 évalue l'impact des actions sur le modèle d'agriculture. Le chapitre 11 analyse les résultats en termes de la démocratisation comprise, surtout, comme construction de contre-pouvoirs. Le chapitre 12 traite des relations à l'intérieur des différents groupes du FDC et le chapitre 13 traite de la pédagogie du public, de la citoyenneté. Nous terminons avec les conclusions finales, les sources et des annexes rassemblant une série de documents - manifestes, définitions, etc.- que nous considérons utiles pour mieux comprendre le processus du Front Démocratique Paysan.

Première partie :

Contextes et concepts.

CHAPITRE 1: ET QUAND IL SE RÉVEILLA...LES PAYSANS ETAIENT TOUJOURS LÀ...Les paysans mexicains face à la libéralisation économique.

“Et là, dans les pires cauchemars du grand capital, il ya les paysans, condamnés par l’économie, l’histoire et la technologie, les campagnards sortent de leur tombe, prenant la tête d’armées de marginaux...exclus de tout genre, ils réclament l’égalité mais revendiquent la différence.”
Armando Bartra : Le capital en son labyrinthe.

Le titre de ce premier chapitre fait allusion au conte le plus court du monde, du génial écrivain guatémaltèque Augusto Monterroso : « *Et quand il se réveilla, le dinosaure était toujours là* ». Nous le citons car notre thèse est que, malgré les rêves de modernisation et les cauchemars du grand capital, comme l’affirme Bartra, les paysans - pour beaucoup aussi anachroniques que les dinosaures- continuent à défier les prophéties de leur disparition lancées du haut de la technocratie néolibérale ou de l’orthodoxie marxiste. Bien que toujours exploités, les paysans mexicains ont résisté et survécu aux successives formes de subordination qui se présentèrent au Mexique et au niveau global.

Notre posture est prise et très bien définie. Au long des chapitres de cette première partie, nous allons procéder de la manière suivante: nous présentons un contexte construit explicitement à partir d’options théoriques déterminées. Nous n’allons pas nous étendre en faits et circonstances déjà très connus, nous n’exposerons que le nécessaire pour mieux comprendre les processus et les situations du contexte social ample dans lequel se déroule l’action du Front Démocratique Paysan.

1.) Les paysans, exploités et exclus.

Nous partons du fait que signale Kostas Vergopoulos : l’histoire du capitalisme est en partie celle de la contradiction et de l’antagonisme entre la ville et le monde rural, qui termine invariablement en spoliation des campagnes, quelles que soient les tournures historiques qu’ils aient revêtues. Ce n’est ni un fait

récent qui se présente avec l'industrialisation, ni un fait qui s'achève avec la mondialisation, mais plutôt un fait qui adopte des aspects différents selon les contextes historiques.²⁸ Bien que la subordination et l'exclusion des paysans soient présentées fréquemment sous l'aspect de crise, en réalité il s'agit d'un antagonisme structurel rural-urbain.²⁹

Pour sa part, Maxime Haubert³⁰ précise également : « *L'histoire des agriculteurs familiaux et paysans du Sud est celle de leur subordination, dans le cadre des colonies et dans celui des Etats indépendants. On peut la caractériser par deux processus complémentaires : d'une part, de soumission de leur travail aux intérêts des acteurs dominants, et, d'autre part, d'expropriation et d'exclusion* ».

Comme Vergoupulus, Haubert et Rubio, nous pensons que quelle que soit la voie de la modernisation agricole (par exemple, l'agriculture industrielle dans les pays développés ou le collectivisme autoritaire dans les pays de capitalisme d'Etat), le résultat en est toujours l'exclusion des paysans. Haubert signale que même ceux qui demeurent producteurs ne sont que partiellement intégrés au système économique et que beaucoup de ruraux, en nombre croissant, ne sont d'aucune utilité à la reproduction de la société globale et de ses acteurs dominants, ou bien le sont faiblement : ils forment la masse grandissante des exclus.³¹

Le processus d'exploitation et d'exclusion est d'une causalité multifactorielle et adopte des configurations spécifiques au cours du temps. A l'intérieur de cette concaténation de causes, il en existe certaines de caractère international et d'autres de caractère national. Nous allons premièrement examiner celles-là.

²⁸ VERGOUPLUS Kostas: *La agricultura latinoamericana en la Mundialización*, prologue à la seconde édition du livre de RUBIO Blanca: *Explotados y excluidos. Los campesinos latinoamericanos en la fase agroexportadora neoliberal*. Universidad Autónoma de Chapingo, Plaza y Valdés, Mexico 2003, p. 20.

²⁹ RUBIO Blanca, op.cit. p.32

³⁰ HAUBERT Maxime: dans la Conclusion générale de HAUBERT Maxime, (directeur) : *L'avenir des paysans. Les mutations des agricultures familiales dans les pays du Sud*. Tiers Monde-IEDES-PUF, Paris, 1999, p.165.

³¹ Ibidem, p. 166.

2.) Le facteur mondialisation: la phase agro exportatrice néolibérale

Nous partons de la proposition de Blanca Rubio³²: la méthode qu'elle utilise consiste à mettre en évidence le lien entre l'agriculture et l'industrie, lequel revêt deux formes : la première, par l'apport que fait l'agriculture à l'industrie en aliments -contribuant ainsi à établir les salaires-, devises et force de travail ; la deuxième, par l'apport de matières premières de l'agriculture aux industries.

Mais ce rapport est loin d'être symétrique: l'industrie, activité capitaliste par antonomase, subordonne l'agriculture afin de pouvoir progresser et continuer à s'enrichir. Cependant, cette dynamique apparaît contradictoire : l'industrie se bénéficie et se modernise, mais l'agriculture s'appauvrit et prend du retard en lui transférant d'énormes volumes d'excédents. Il s'agit d'une subordination qui déstructure par ses effets: chute des prix, faillite de producteurs, destruction de communautés rurales, exclusion et expulsion de grandes masses de paysans.

Selon Blanca Rubio, durant l'époque contemporaine le rapport agriculture – industrie va se diviser en trois phases :

- I. La domination de l'industrie sur les paysans pendant la post guerre (1945-1970).
- II. La crise de la domination articulée de l'industrie sur l'agriculture (1975-1990).
- III. La phase agro exportatrice néolibérale d'exclusion: (1990-2002).

Nous résumerons brièvement les trois phases:

I. La domination de l'industrie sur les paysans pendant la post guerre (1945-1970).

La majorité des pays d'Amérique Latine, à partir de la fin des années trente, développe son économie en accord au modèle de « substitution d'importations ». La caractéristique principale de ce modèle est que l'industrie devient l'agent économique de base et, par conséquent, la bourgeoisie

³² RUBIO BLANCA: *Explotados y excluidos: los campesinos latinoamericanos en la fase agroexportadora neoliberal*. Plaza y Valdes, 2^a. Edition, Mexico, 2003

industrielle et le prolétariat sont les sujets essentiels de la dynamique sociopolitique. Ce modèle se sustente d'un régime d'accumulation articulée, c'est-à-dire : « (celui où) les branches productives produisent des biens industriels de consommation populaire... destinés au marché interne de leur pays et dépendent de ce fait du pouvoir d'achat de la population en général pour qu'elle consomme les biens qu'elles génèrent ... »³³

Sous ce régime, les salaires sont reliés aux prix des aliments : si l'on veut maintenir bas les premiers, il faut maintenir bas les seconds. Ainsi, la production d'aliments bon marché devient la fonction primordiale de l'agriculture pour que les salariés aient les excédents leur permettant d'acquérir des biens industriels. Pour autant, le rôle et l'identité des paysans sont très clairs : producteurs de biens de base, agents productifs indispensables à la bonne marche du modèle d'industrialisation et de production du marché interne. Leur inclusion dans la sphère économique, de même que dans la sphère sociale, est assurée. Malgré cette importante fonction, la participation paysanne se fait de façon subordonnée, les paysans étant exploités principalement de deux manières : l'excédent leur est soutiré soit au travers de l'achat des produits par les intermédiaires, ou soit au travers du prêt usuraire. Inclus, oui, mais exploités par le capital commerçant et usurier.

Les politiques publiques envers le monde agricole sont, durant cette période, d'impulsion réelle à la production. Le trésor public canalise de considérables ressources à l'agriculture. Sont mises en place des politiques douanières de protection à la production agricole et agroindustrielle fixant tarifs douaniers et quotes-parts à l'importation. S'amplifient ou, comme dans le cas du Mexique, débutent, les processus de réforme agraire.³⁴

Blanca Rubio affirme que dans cette période de substitution d'importations, la prédominance de l'agro-industrie sur la branche agricole se matérialise en deux phases : la première, de 1940 à 1960 est dominée par l'agro-industrie

³³ Rubio Blanca, op.cit. p. 39.

³⁴ CALVA José Luis. *Crisis agrícola y alimentaria en México, 1982-1988*, Fontamara, Mexico, 1988, p. 12

traditionnelle de production de matières premières pour l'exportation.³⁵ La deuxième, de 1960 à 1980, est dominée par l'agro-industrie transnationale productrice d'aliments, biens de consommation finale, destinés au marché interne. Dans les deux cas, s'incorporent de grands contingents de paysans et d'ouvriers agricoles.³⁶

Les paysans, donc, deviennent acteurs importants de la vie des nations dans l'étape de substitution d'importations, grâce à leur contribution au développement économique en tant que pourvoyeurs de biens salaires et de biens industriels, et deviennent aussi une importante base de soutien pour l'Etat. Mais comme il s'agit d'une intégration subordonnée, elle est chargée de contradictions : l'énorme transfert de richesse vers l'industrie provoque leur affaiblissement en tant que producteurs productifs et la gestation d'une première crise de production.

II. La crise de la domination articulée de l'industrie sur l'agriculture (1975-1990).

Le contexte national de cette crise est la fissuration du régime fordiste d'accumulation et par conséquent une crise de l'Etat de bien-être, la perte de l'hégémonie économique des Etats-Unis et la révolution de l'informatique et des communications.³⁷

Le régime articulé agriculture-industrie de la post-guerre commence à générer une série de contradictions qui à la longue vont faire baisser la production, la productivité et freiner le développement des forces productrices. Ainsi, la lente croissance de la productivité va entraîner une crise des gains industriels. D'autre part, l'énorme transfert de ressources de la campagne à la ville et le faible taux d'investissement en productivité, abat celle-ci dans le domaine agricole. Les paysans ne peuvent plus faire face à la demande alimentaire attisée par la croissance démographique et de matières premières exigées par

³⁵ Rubio Blanca, op.cit. p. 48

³⁶ Rubio Blanca, op. cit. p. 50

³⁷ Ibidem, pp.61-62.

l'industrie, ce qui rend impérieuse la nécessité d'importer des biens agricoles de l'extérieur. Mais c'est alors que se présente un cortège de facteurs internationaux comme l'augmentation du prix du pétrole ou le besoin de l'Union Soviétique d'importer du blé, provoquant la montée des prix des aliments.

On assiste à l'épuisement d'une forme particulière d'exploitation, de subordination des paysans et des ouvriers, de l'ère des aliments bon marché et se rompt le lien salaires-prix des aliments. Comme le remarque Blanca Rubio: *«la logique productive qui le caractérisait (le régime d'accumulation) s'est vidée de son contenu : la production massive, soutenue par des devises agricoles pour l'importation de biens de capital, des salaires réels élevés, des aliments et matières premières à bas prix. De la même façon, il a aussi perdu son caractère articulé et incluant »*.³⁸

Alors survient le processus d'exclusion. La production paysanne perd une bonne partie de sa capacité d'offrir des aliments peu chers et en quantité suffisante, elle est considérée obsolète, arriérée et les paysans se voient exclus en tant que producteurs d'aliments de base et de matières premières. Rubio le traduit ainsi : *« L'épuisement de la forme d'exploitation paysanne, la lente hausse de la production alimentaire en relation à la demande urbaine et la possibilité d'établir de bas salaires à la faveur de la crise économique permirent la promotion de politiques publiques excluant ouvertement les paysans en qualité de producteurs d'aliments de base, centrées sur la réduction de subventions, le crédit, la qualification en matière agricole et la dépense publique dirigée au secteur »*.³⁹

La lutte prédominante des paysans qui, dans la phase antérieure, avait été pour la terre, se transforme, au cours de cette transition, en une lutte pour les ressources et pour le processus productif. Mais la base matérielle qui donnait une force politique à la paysannerie en tant qu'acteur social et politique s'était épuisée, changeant défavorablement pour elle la corrélation de forces.

³⁸ Ibidem, p. 94.

³⁹ Ibidem, p. 73.

III. La phase agro exportatrice néolibérale d'exclusion: la domination désarticulée de l'industrie sur l'agriculture (1990-2002).

Rubio part du changement de corrélation de forces au niveau international ayant lieu dès la fin des années soixante dix et durant les années quatre vingt : faillite et affaiblissement du syndicalisme, ascension des dictatures en Amérique Latine, déclin du socialisme réel, défaite des mouvements paysans pour la terre, d'une part ; de l'autre, un nouvel ordre informatif et communicationnel global, qui avec la robotique et la biotechnologie, sert de base matérielle au processus de « globalisation » ou « mondialisation » selon le terme français. Profitant de leur position de force, les entreprises multinationales cherchent à internationaliser le capital pour faire face à « la fin de la longue onde expansive de la post-guerre ». ⁴⁰ Il en résulte que la souveraineté des Etats-nations s'érode, l'Etat se restructure et, dans les pays les plus développés d'Amérique Latine, s'impose un autre modèle de développement au travers des programmes d'ajustement structurel de l'économie : le modèle Néolibéral.⁴¹

L'essentiel du nouveau modèle est la *domination excluante* du capital sur les classes exploitées : une forme d'exploitation et de subordination qui n'est pas capable de reproduire les classes subalternes en leur condition d'exploités mais de plus tend à les exclure de par son caractère déprédateur exercé au travers de divers mécanismes : recours au travail temporaire et à domicile, bas salaires et flexibilité du temps de travail entre autres. Cette forme de subordination touche non seulement ouvriers et paysans, mais encore petits et moyens chefs d'entreprise qui transfèrent une partie de leurs gains au secteur financier multinational.⁴²

A partir de ces prémisses, à la fin des années quatre vingt et début des années quatre vingt dix, commence la *Phase agroalimentaire globale*. Elle se caractérise par trois processus principaux : ⁴³

⁴⁰ HIRSCH Joachim, (1997-5), cité par RUBIO Blanca, op.cit. pp. 98-99.

⁴¹ Idem.

⁴² Idem.

⁴³ RUBIO Blanca: *La fase agroalimentaria global y su repercusión en el campo mexicano*. Dans la revue: *Comercio Exterior*, Vol 54, Num.11, noviembre de 2004, pp. 948 y ss.

1. *L'utilisation des aliments comme mécanisme de concurrence* : l'augmentation des prix internationaux des aliments, à la fin des années soixante dix, impulse la production alimentaire des pays développés, surtout en ce qui concerne les grains de base.
2. *la surproduction alimentaire comme élément de contrôle des prix internationaux* : les pays développés, particulièrement les Etats-Unis, développent une double stratégie : ils accordent des subventions à l'exportation pour produire un excédent d'exportation qui déprime les prix internationaux et fait pression sur les pays pour qu'ils baissent les tarifs douaniers, signent des traités de libre commerce et importent des aliments.
3. *La domination des entreprises agroalimentaires transnationales* : Ce sont elles les grandes bénéficiaires de la politique de subventions et d'ouverture commerciale et non les petits agriculteurs des pays développés.⁴⁴ La domination excluante des agro-industries multinationales la plus importante, à notre considération, débute avec les années quatre vingt dix et se base sur trois facteurs : 1) retrait de l'Etat de la gestion productive, maniement de la réserve stratégique et industrialisation des grains de base, 2) dérégulation du marché agro-alimentaire mondial permettant ouverture des frontières et accords commerciaux, 3) possibilité de produire des aliments chers sans affecter les salaires, dans un contexte de marché global.⁴⁵

Ce type de subordination entraîne des conséquences désastreuses pour les agriculteurs des pays du sud, il déstructure l'agriculture et la société de la région car favorisant l'exercice d'une sorte de *colonialisme alimentaire* à faire dépendre ces pays des importations. Il dévaste les campagnes puisque les producteurs ne peuvent pas rivaliser avec des aliments subventionnés d'importation. Finalement, l'exclusion et la misère rurales ne font que s'approfondir.

⁴⁴ Idem.

⁴⁵ Ibidem, p. 120 et ss.

3) Le facteur national: les relations Etat-paysans; des “bénéfices sans citoyenneté” à la “ citoyenneté sans bénéfices”.

A. L’âge d’or de l’“Alliance Etat-Paysans ».

Ce furent les paysans qui apportèrent le plus de morts à la Révolution de 1910, dont une des devises était « Terre et Liberté ». Pour cette raison, bien que le projet paysan ne triompha pas dans cette guerre civile, les gouvernements postrévolutionnaires durent prêter un minimum d’attention aux revendications agraires, ne serait-ce que pour rendre le pays gouvernable. Ainsi s’établit l’ « Alliance Etat-Paysans ». Du milieu des années trente au milieu des années soixante, le monde rural mexicain fut la plate-forme du développement national, produisant des aliments bon marché pour les villes et des matières premières pour une industrie en continuelle expansion. Bien que les prix ruraux fussent sacrifiés en faveur du secteur industriel, l’agriculture connaissait des taux de croissance annuels très élevés : 5% annuel entre 1941 et 1965. « Le miracle agricole mexicain » devint un paradigme pour les pays du sud et généra un grand volume de devises qui vinrent à financer l’importation de biens de capital pour l’industrie. Selon José Luis Calva, à cette époque, plus de la moitié des exportations provinrent du secteur agricole.⁴⁶

Au-delà de cette adéquate articulation agriculture-industrie durant cette époque, l’Etat mexicain accomplit sa fonction de mettre en marche une consistante politique d’encouragement à l’agriculture, au moyen d’instruments tels que construction d’infrastructure, octroi de crédits et assurances, subventions aux facteurs de production et, avant tout, prix de garantie aux produits de base pour offrir sécurité et rentabilité aux producteurs.⁴⁷

De nombreux auteurs idéalisent cette phase : il est indubitable que la croissance du produit agricole fut spectaculaire, que la frontière agricole du Mexique s’agrandit considérablement grâce à la réforme des terres et aux politiques de soutien mises en marche par l’Etat. De même, la modernisation des campagnes progressa largement mais de manière inégale. Cependant,

⁴⁶ CALVA José Luis: *Cuándo se hundió el campo*. Diario El Universal, México, 22 mai 2008.

⁴⁷ Idem.

toute médaille a son revers : le Centre de Recherches Agraires réalise une excellente analyse critique de cette période et ses implications.

- *Dualisation agricole*: la politique officielle favorisa systématiquement la production agricole à grande échelle au détriment de la paysanne, investit des sommes disproportionnées dans la modernisation de son infrastructure physique et financière, subventionnant son expansion aux dépens des petites propriétés.
- *Contrôle politique* : la réforme agraire servit plus d'instrument de domination politique que de véhicule du développement économique de l'agriculture : les bénéficiaires de la réforme agraire furent introduits à une nuisible hiérarchie d'institutions bureaucratiques qui assuraient la dépendance économique des paysans mais non la possibilité de leur participation, conformément à leur force numérique, à la formation d'une nation mexicaine moderne.
- *Développement inégal*: le résultat de ce processus, particulièrement dénaturé, de modernisation capitaliste du monde rural, fut le sous-développement grandissant de nombre de communautés agraires et le gaspillage du « surdéveloppement » de la grande agriculture privée.⁴⁸

Le Centre de Recherches Agraires analyse très clairement ce qui a permis un tel développement inégal à contrôle politique : « ...*le fonctionnement de cette structure exploiteuse s'appuyait sur la persistante impuissance politique...de la paysannerie et sur le fonctionnement d'un système politique qui contrôlait d'en haut, au lieu de répondre aux demandes formulées depuis le bas, éliminant systématiquement les organisations indépendantes au moyen de la cooptation de leaders paysans ou bien, si cette stratégie échouait, recourant au besoin à la répression* ». Ce fait démasque la fameuse « *Alliance Etat-Paysans* » et nous révèle qu'en échange d'accorder les bénéfices de la terre, des ressources financières, des politiques de développement, etc., aux masses paysannes, l'Etat postrévolutionnaire leur a nié dans la pratique leurs droits de citoyens.

⁴⁸ CENTRO DE INVESTIGACIONES AGRARIAS, cité par HEWITT DE ALCANTARA Cynthia: *Imágenes del campo*, El Colegio de México, Mexico, 1988. pp. 185-186.

Le modèle commença à montrer des signes d'épuisement en 1965 : un facteur en fut la surévaluation des produits agricoles, c'est-à-dire l'énorme transfert de ressources du secteur agricole à d'autres secteurs de l'économie et le changement de politiques de développement. D'autre part, selon José Luis Calva, le système des prix de garantie ne fut plus utilisé comme instrument pour stimuler la production mais comme ancre anti-inflation : les prix nominaux furent congelés, provoquant la chute des gains réels et de la rentabilité agricole. De plus, il se produit une décélération de l'investissement et de la dépense promotionnelle du développement rural, ayant pour résultat une réduction de 2% annuels de 1966 à 1976. Par la suite, les gouvernements d'Echeverría (1970-1976) et, surtout, de López Portillo (1976-1982), tentèrent de relancer la croissance des campagnes. Grâce aux ressources de l'exploitation pétrolière, mais elles purent se relever. Avec la relance de la politique agricole au milieu des années 70 et notamment dans le cadre du Système Alimentaire Mexicain (1978-1981), les prix de garantie redevinrent rentables et les ressources destinées au développement rural augmentèrent. Le monde rural répondit : la croissance agricole atteint 4,9% annuels entre 1977 et 1981.⁴⁹

B. L'ajustement structurel dans le domaine agricole mexicain.

Le point de rupture dans le processus agricole au Mexique se situe en 1982. Au mois d'août de cette année-là, profitant de la déclaration de faillite du pays, est imposé au Mexique le Premier Paquet de Mesures d'Ajustement Structurel par le Fond Monétaire International, la Banque Mondiale et le Département du Trésor des Etats-Unis, ce trio étant appelé « Le Consensus de Washington ». Pour l'agriculture, ce paquet se traduit en deux grands versants de la politique :

1) la sévère réduction de la participation de l'Etat dans la promotion du développement économique sectoriel (non seulement chutèrent dramatiquement l'investissement et la dépense agricoles, mais encore fut

⁴⁹ CALVA José Luis, loc.cit.

supprimé le système des prix de garantie), la libération des prix des facteurs de production et des machines agricoles.

2) l'ouverture commerciale unilatérale et abrupte, réalisée durant les années 80, consolidée en 1994 avec l'entrée en vigueur du Traité de Libre Commerce d'Amérique du Nord (TLACAN).

A l'arrivée au pouvoir du président Salinas en 1988 commence la seconde génération de mesures d'ajustement structurel de l'économie. Il poursuit le retrait de l'Etat du secteur, promeut la signature et entrée en vigueur du TLCAN et cherche à privatiser la propriété agraire en imposant une Contreréforme Agraire : depuis 1992, les terres des ejidos peuvent être aliénées et les compagnies par actions sont autorisées à posséder des propriétés rurales. Le résultat du pari de Salinas est un fracas : actuellement, ni un pour cent des investissements étrangers qui arrivent au Mexique n'est canalisé sur l'agriculture.

Le gouvernement d'Ernesto Zedillo (1994-2000) poursuivit la guerre contre l'agriculture nationale. Il supprima le peu de prix de garantie restant, maintint l'ouverture commerciale, toléra les importations au-delà des contingents permis, continua à réduire le budget agricole et ferma la CONASUPO.

C. Les effets de *déstructuration* de l'ajustement structurel;

Les données les plus importantes sur ce changement de politiques officielles envers le domaine rural sont celles-ci: entre 1982 et 2001 l'investissement dans le développement agricole se réduit de 95,5% et la dépense publique de 73,3%. Le volume global de crédit agricole baissa de 64,4% entre 1982 et 2001.⁵⁰ La croissance agricole atteint à peine un taux moyen de 1,5% annuel pour la période 1983-2007, inférieur à la croissance démographique ; les importations agroalimentaires passèrent de mil 790 millions de dollars en 1982 à 15 mil 984,5 millions de dollars en 2006 et à 25 mil millions en 2008.⁵¹

D'autres effets du programme d'ajustement structurel Dans le domaine rural sont:

⁵⁰ CALVA José Luis *Disyuntiva agrícola*, journal El Universal, Mexico, 8 novembre 2002.

⁵¹ CALVA José Luis: *Cuándo se hundió el campo...* loc.cit. p. 13.

- *Réduction de la production agro-alimentaire par habitant.* le PIB agricole et forestier dans le triennat 2001-2003 résulta 11.1% inférieur à celui observé dans le triennat 1980-1982. En kilogrammes par habitant, la production des huit grains principaux se réduit de 10.8% dans le même intervalle; la production par habitant de viandes rouges diminua de 30.2% ; celle de litres de lait par habitant se réduit de 7.9%.⁵²
- *Détérioration de la valeur des produits du domaine agricole:* entre 1985 et 1999 le maïs perdit 64% de sa valeur et le haricot, 46%, sans que ceci n'ait signifié d'aucune manière une baisse de prix des aliments pour les consommateurs, vu qu'entre 1994 et 2002 le panier de base augmenta de 257 %, tandis que les prix au producteur agricole s'élevèrent seulement de 185%.⁵³
- La chute de la rentabilité toucha gravement les revenus des familles rurales. Selon le Secrétariat du Développement Social lui-même, la pauvreté alimentaire dans les campagnes mexicaines, qui en 1992 affectait 35.6% de la population rurale, en 2002 en atteint 52.4%. La *pauvreté d'opportunités*, c'est-à-dire, l'accès à la santé et à l'éducation, en ce même laps de temps, augmenta de 41.8% à 50% de la population.⁵⁴
- *Emigration* : selon le Secrétariat du Travail depuis 1994 un million 780 mille personnes abandonnèrent les campagnes. La SEDESOL reconnaît que chaque jour quitte le milieu rural une moyenne de 600 paysans.⁵⁵
- *Trafic de drogues et violence* : Une des options à l'émigration pour les paysans est la culture de drogues: en 2002, 100 mille hectares déjà y étaient consacrés dans les zones rurales du pays.⁵⁶ La pénétration de la délinquance organisée entraîne une situation grave de la violence dans le milieu rural. Les luttes entre les différents groupes de narcotrafiquants, les dépendances et l'action des forces de l'ordre ont exponentiellement augmenté la violence dans le monde rural mexicain.
- *Rupture du tissu social* : il se présente une réduction démographique radicale dans le monde rural. De par l'émigration des hommes et des femmes jeunes et adultes, les familles se désagrègent. Ceci affaiblit aussi les réseaux sociaux que les communautés rurales construisent depuis longtemps et qui, d'une

⁵² Calva José Luis: *Política agrícola*, loc.cit.

⁵³ SCHWENTESSIUS Rita, GOMEZ Manuel Angel, CALVA José Luis y HERNANCEZ NAVARRO Luis (coords): *¿El campo aguanta más?* Universidad Autónoma de Chapingo, México, 2003. p. 7

⁵⁴ Journal *Reforma*, 16 octobre 2002.

⁵⁵ Journal *Reforma*, 16 octobre 2002.

⁵⁶ Journal *La Jornada*, 5 juillet 2001.

certaine manière, leur offraient une protection face aux spoliations et à l'exploitation.

D. Signification et portée de la “libéralisation” du domaine rural mexicain.

Haubert et Torres signalent très précisément: « *la caractéristique essentielle de l'actuelle période n'est pas la libéralisation économique, sinon un changement radical de la corrélation de forces de l'ordre mondial et, par conséquent, de l'ordre national, cautionné par l'idéologie du néolibéralisme, dont la libéralisation est seule une manifestation. Une aussi drastique mutation s'effectue principalement au détriment des gouvernements nationaux et de quelques secteurs de la population, entre lesquels se trouvent les paysans et autres petits producteurs ruraux.* »

Le changement défavorable aux paysans, aux petits et moyens producteurs, dans la corrélation de forces, comporte de très divers facteurs : technologique, puisqu'avec la chute de l'investissement public, les petits producteurs sont dépassés ; productif-économique, car la production paysanne perd un considérable poids spécifique autant en volume qu'en valeur ; sociodémographique étant donné que la population paysanne vieillit et que disparaissent des communautés ; politique, vu que se dissout l'Alliance Etat-Paysans et que diminue considérablement l'influence politique des organisations paysannes dans les décisions publiques les plus importantes.

Ne pouvant plus influencer de manière significative dans l'orientation de la politique générale destinée au domaine agricole, les paysans voient comment elle se dirige primordialement en faveur des affaires agricoles transnationales, des oligopoles nationaux et des grands producteurs orientés vers l'exportation. D'un autre côté, Haubert et Torres nous indiquent: “*La disqualification envers les “producteurs” se dissimule sous de nouveaux manteaux, ce qui confirme qu'ils sont devenus en grande partie inutiles pour le système et ses acteurs dominants. Par la suite, leur destin sera d'être bénéficiaires de politiques sociales de type « assistancialiste » qui démarrèrent avec le programme Solidarité et s'approfondirent avec ceux de Progrès et Opportunités.* »⁵⁷

⁵⁷ HAUBERT Maxime et TORRES Gabriel, loc.cit.

Ce processus de détérioration de la corrélation de forces sociopolitiques, défavorable aux paysans, s'accompagne d'un processus de construction de la démocratie dans le domaine rural mexicain. Les attaches du corporatisme vont se rompre dans la mesure où les organisations du PRI –gouvernement ne sont déjà plus capables d'échanger avec le paysan des bénéfices pour un soutien politique et que, venant des bases, se fait jour un processus de construction d'acteurs ruraux démocratiques, nourri de nombreux courants de gauche, guérilleros, indigénistes, chrétiens de libération. Grâce à cela, on obtient une construction graduelle de la citoyenneté. Paradoxalement, lorsque cette citoyenneté arrive à se construire, le modèle néolibéral excluant n'est pas en mesure et encore moins disposé à faire respecter les droits de cette citoyenneté récemment conquise. Ainsi, au processus de *bénéfices sans citoyenneté* de la période de substitution d'importations, corporatiste, succède une période, l'actuelle, de *citoyenneté sans bénéfices*.

4.) L' "arsenal" des paysans mexicains.

Face à cette succession de formes de subordination, les paysans mexicains ont mis en place une série de formes de résistance: active, passive, parfois armée, parfois pacifique, souvent collective, parfois individuelle ou familiale. Nous en verrons les principales :

A. Les mouvements et les luttes.

Durant l'époque de la substitution des importations, la résistance paysanne s'exprima surtout au travers du mouvement de lutte pour la terre, car étant la ressource essentielle de la reproduction, elle générait de grandes disputes entre les acteurs sociaux. Au Mexique, l'agrarisme indépendant de l'Etat ne mourut jamais, malgré les infinies tentatives de celui-ci pour le contrôler. De 1940 à 1970 se réalise un mouvement pour la terre de caractère régional, dû en part aux actions répressives de l'Etat. Dans la chaleur de la prise de terres des latifundia existant encore, se fondent des organisations comme l'Union Générale des Ouvriers et Paysans du Mexique (Unión General de Obreros y Campesinos de México, UGOCM), d'une grande présence au nord du pays, des mouvements de guérillas comme celui de Rubén Jaramillo, au Morelos,

dans les années cinquante. Les luttes pour la terre dans 15 Etats de la République favorisent la naissance de la Centrale Paysanne Indépendante (Central Campesina Independiente, CCI) en 1963. Au cours de cette même décennie surgissent d'autres mouvements de guérillas, revendiquant aussi la lutte pour la terre, menés par Genaro Vázquez et Lucio Cabañas dans le Guerrero et le groupe qui prit d'assaut la caserne de Madera, au Chihuahua, en 1965.⁵⁸ Dans les années soixante dix, la lutte pour la terre acquiert des dimensions nationales et de toutes parts surgissent des mouvements, nombre desquels terminent en occupations et prises généralisées autant au nord ouest du pays qu'au sud et centre. De là surgirent deux organisations nationales importantes: la Centrale Indépendante d'Ouvriers Agricoles et de Paysans (Central Independiente de Obreros Agrícolas y Campesinos, CIOAC) et la Coordinatrice Nationale Plan d'Ayala (Coordinadora Nacional Plan de Ayala CNPA). Quelques uns de ces mouvements finissent dans la dotation de terres aux paysans, comme dans le cas de San Ignacio Río Muerto au Sonora, bien que le plus souvent ils sont regroupés en organisations proches du pouvoir pour les doter et d'autres sont réprimés ouvertement. Au début des années quatre vingt, le sens des mouvements change au même temps que change le cadre de la politique générale de l'Etat mexicain.

Dans la mesure où se modifie la forme de subordination du domaine agricole, s'affaiblissent les organisations précédentes, l'Etat lance l'offensive de l'ajustement néolibéral ; les paysans n'orientent plus leurs rébellions à la terre, mais « à l'appropriation du processus productif », à la réclamation de meilleurs prix de garantie pour les produits agricoles et pour l'accès à des facteurs de production, crédits, assurances, qui restent à la dérive lorsque l'Etat ne les fournit plus. Ici se situent les luttes du Front Paysan Démocratique Paysan de Chihuahua pour les prix de garantie, les luttes pour s'approprier de diverses phases du processus productif qui donne naissance dans plusieurs régions du pays aux organisations qui conforment l'Union Nationale d'Organisations Régionales Paysannes Autonomes (Unión Nacional de Organizaciones Regionales Campesinas Autónomas, UNORCA), etc.⁵⁹

⁵⁸ BARTRA Armando, *“Los herederos de Zapata”*, Ed. Era, Mexico, 1985, pp. 93 et ss.

⁵⁹ RUBIO Blanca, *op.cit.* pp.85 et ss.

Enfin, en pleine époque d'ajustement néolibéral et d'intégration commerciale à travers le Traité de libre Commerce d'Amérique du Nord (TLCAN), se produisent des luttes très diverses : contre les traités de libre commerce et en défense de la production nationale : contre la contre-réforme agraire promue par Carlos Salinas de Gortari. Les campagnes génèrent aussi la semence de ce qui sera la grande révolte pour défendre le patrimoine des familles et des producteurs débiteurs de la banque qui donnera naissance au *Barzón*. Il s'agit de luttes surtout de défense, face à la grande offensive du capital transnational, financier, agro-industriel, pour s'approprier des ressources productives et patrimoniales du domaine agricole mexicain. La lutte des peuples indiens qui éclate le 1er janvier 1994, avec la rébellion de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN), s'avère beaucoup plus intégrale et complète que les précédentes car elle contemple autant des aspects de lutte pour la terre, le territoire et les ressources naturelles que la défense de ses formes de gouvernement et de culture et la revendication à l'accès aux minima de bien-être pour mener une vie digne.

B. Projets de développement económico-productifs.

Sous les auspices d'organisations paysannes, de peuples indiens, en collaboration avec des organisations non gouvernementales, des institutions éducatives ou d'église, avec des organismes de la coopération internationale et jusqu'avec des dépendances de gouvernement apparaissent beaucoup de projets qui mobilisent aux Communautés dans des projets de développement alternatifs au modèle dominant.

Ces efforts sont arrivés à être l'avant-garde du futur dans beaucoup d'aspects. Par exemple, dans la culture et la commercialisation du café organique, où la Coordinatrice Nationale d'Organisations Productrices de Café a semé une riche expérience ; dans le maniement communautaire et soutenable des forêts, où il y a des organisations comme l'Union Nationale d'Organisations en Reforestation Communautaire (Unión Nacional de Organizaciones en Forestería Comunitaria, UNOFOC) ; dans l'opération et l'expansion d'expériences d'économie solidaire ou d'épargne et de crédit alternatifs, comme

l'Union d'Efforts pour l'Agriculture à Querétaro, l'Association Mexicaine d'Unions de Crédit du Secteur Social (Asociación Mexicana de Uniones de Crédito del Sector Social, AMUCSS) ; dans l'organisation pour commercialiser directement les produits, comme l'Association Nationale d'Entreprises Commerciales du Domaine Agricole (Asociación Nacional de Empresas Comercializadoras del Campo, ANEC). Toutes ces organisations constituent de véritables réseaux de communautés, de projets paysans tissés depuis le bas.

B. Coopération et solidarité *depuis le bas*.

Outre ces mouvements il s'est construit *depuis le bas* des formes de coopération et de solidarité, tant du point de vue économique que social et politique qui fortifient la résistance des communautés, leur ouvrent des espaces de survie et construisent un projet alternatif de globalisation économique. Nous exposerons brièvement certains d'entre d'eux :

Envoi d'argent des migrants : Les ressources des migrants sont déjà la principale source de revenus pour le pays, car ce qu'envoient les mexicains établis aux Etats-Unis atteint en 2001 neuf mille 800 millions de dollars annuels, plus que les apports du tourisme et du pétrole, atteignant en 2007 le chiffre record de 23 mille 979 millions de dollars⁶⁰ Selon une étude de l'ECLA, ces envois furent reçus par plus d'un million de foyers, surtout dans le monde rural et représentèrent 77% de leurs revenus.⁶¹ Bien que continue à prédominer l'informalité dans ces envois d'argent, il existe un nombre croissant d'expériences dans lesquelles un groupe de migrants la même localité d'origine s'organise et envoie systématiquement des ressources financières pour être utilisées dans des projets de développement et de génération d'emplois dans sa communauté d'origine

Constitution d'organisations binationales : Quelques groupes vont au-delà de l'envoi d'argent organisé pour des projets d'aide ou de développement. Ils en arrivent à proposer l'orientation, l'appui, la défense légale et la qualification de

⁶⁰ D'après el Banco de México, (publiée dans le journal o *El Universal*, México, D.F. 25 de febrero de 2008.)

⁶¹ CEPAL (ECLA) *Migración internacional, derechos humanos y desarrollo*, CEPAL, Santiago de Chile, 2006, pp.215 y ss

leurs affiliés qui émigrent définitivement ou temporairement aux Etats-Unis. Un cas qui a eu beaucoup de succès est celui du *Front Indien de Oaxaca Binational* (Frente Indígena Oaxaqueño Binacional, FIOB).

Constitution d'alliances et fronts multinationaux : Les groupes paysans se lient au-delà des frontières nationales. Ils prennent part à des instances comme la *Voie Paysanne*, dans le Forum Social Mondial. Ils effectuent des mobilisations conjointes avec des organisations d'autres pays, par exemple pour s'opposer au à l'Aire de libre Commerce d'Amérique du Nord (ALCA) ou à la politique agricole de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

C. Réponses familiales et communautaires.

Les précédentes sont des réponses planifiées et menées à bien collectivement, au-delà de l'unité familiale. Mais il y a tout un ensemble de réponses, surtout des est *ejidatarios*, qui se déroulent dans le contexte de l'unité familiale et même individuellement. Elles sont variées, en accord avec la diversité des campagnes mexicaines et nous les divisons en quatre types :⁶²

Stratégies d'autoconsommation et production agricole : Les paysans utilisent des tactiques qui diminuent les risques et produisent des gains complémentaires : ils renforcent les cultures traditionnelles pour l'autosuffisance de la famille : maïs, haricot et fourrage, ainsi que l'activité d'élevage en complément du régime alimentaire familial et comme réserve économique. Ils diminuent l'utilisation des facteurs de production et appliquent des technologies moins coûteuses. Ils profitent au maximum des différents programmes du gouvernement.

Participation sur des marchés de travail : Les paysans ont plus d'activités agricoles supplémentaires : 60% des familles rurales en 1997, un tiers de plus que trois ans auparavant. Ils émigrent aux Etats-Unis (45% des *ejidatarios* a un parent dans ce pays) et profitent des envois d'argent ou des économies réalisées là-bas pour la consommation ou pour l'achat d'actifs destinés à leur

⁶² Cette section reprend les données de deux ouvrages: CEPAL: *Efectos sociales de la globalización sobre la economía campesina. Reflexiones a partir de experiencias en México, Honduras y Nicaragua*. CEPAL, México pp. 1 et ss. Y DAVIS Benjamín: *Las políticas de ajuste de los ejidatarios frente a la reforma neoliberal en México*, Revista de la CEPAL, No. 72, décembre 2000, pp. 99 et ss.

activité agricole, surtout du bétail. Devant la retraite des banques publiques et privées, les paysans *s'autofinancent*.

Changement dans l'accès à la terre : La migration et la faillite des paysans les plus pauvres diminuent la pression sur la terre et facilitent à ceux qui restent l'augmentation de la surface qu'ils cultivent, au moyen de prêt, location, métayage, etc., augmentant la taille de la petite propriété. Un autre changement important est le meilleur accès de la femme à la terre en tant que titulaire de parcelles et chef de l'activité économique familiale.

Organisation sociale et participation en associations : il s'agit de tout ce que nous avons déjà exposé dans le paragraphe E de cette partie du chapitre.

Les paysans et les paysannes refusent de disparaître. Bien que la modernisation qui leur a été imposée les subordonne, les exploite à la fois qu'elle les exclut, causant une grande désarticulation et désordre dans leurs communautés et même dans leurs familles, ils ont recours à un *bricolage* très diversifié de stratégies de résistance. En accord avec leur force sociopolitique et les actifs de leur exploitation agricole, ils combinent tout un arsenal « d'armes des pauvres » : luttes sociales et politiques, formes d'organisation et solidarité depuis le bas, minimisation du risque dans la production, migration pour financer leur consommation et leur capitalisation, accès à davantage de terres, etc. Cette succession de formes d'exploitation et de résistance nous servira de base et de cadre conceptuel pour analyser l'action du Front Démocratique Paysan dans la seconde partie de cette thèse.

CHAPITRE 2 : LE MEXIQUE: DEMOCRATISATION, DESTRUCTURATION ET CITOYENNETE

L'action du FDC que nous analyserons dans la seconde partie de cette thèse ne s'inscrit pas seulement « dans » le contexte du processus de démocratisation du Mexique ; elle contribue, ainsi que beaucoup de forces sociales et politiques à faire et à transformer ce contexte. De même, elle ne s'inscrit pas seulement « dans » le contexte des impacts des programmes d'ajustement structurel sur la société mexicaine, puisque ces impacts l'ont aussi influencée. Dans ce chapitre nous allons d'abord exposer les concepts que nous utiliserons en premier lieu pour traiter cette réalité sociale et politique puis de manière très résumée, le parcours du processus de démocratisation au Mexique au long du dernier quart du XXème siècle. Par la suite, nous présenterons les principales caractéristiques et les impacts sociaux des programmes d'ajustement. Finalement, nous terminerons en développant trois notions qui, à notre avis, constituent une devise d'action face à une transition à la démocratie « bloquée » et une société déstructurée par l'ajustement : la construction de citoyenneté, la densification sociale et le contre-pouvoir.

1) La constitution de contre-pouvoirs par les forces sociales en tant que contenu de base du processus de démocratisation.

Pendant la seconde moitié des années quatre-vingts et la première des années quatre-vingt-dix prévalut au Mexique une analyse pour étudier le processus de démocratisation qui privilégiait le renforcement de la société civile comme contenu de base du premier. Ce n'était pas étonnant si l'on considère que, depuis le premier quart du XXème siècle, prédominait dans le pays une matrice « Etat-centrique »⁶³ qui suffoquait la société civile dans toutes ses expressions, la manipulait et la rendait corporatiste. Toutefois, il nous paraît peu précis d'adopter comme perspective d'analyse cette opposition société civile-société pour analyser les processus concrets qui ont eut lieu au Mexique et au

⁶³ Selon Marcelo Cavarozzi « matrice Etat-centrique » est le modèle dans lequel l'Etat intervient dans l'économie en induisant et en imposant des limites aux marchés et à la politique, contrôlant ainsi la participation par le biais de conduits clientélistes et/ou corporatifs en se basant sur une légitimité substantielle –ou par provisions- et constitutive”. Citado por LABASTIDA Julio: *Legitimidad y cambio de régimen político en México*, en LABASTIDA Julio et CAMOU Antonio, *Globalización identidad y democracia. México y América Latina*. UNAM-Siglo XXI, Mexico, 2001, p. 183.

Chihuahua dans les années que nous prenons comme référence pour notre thèse. Nous nous appuyons sur la posture, d'une part, d'HAUBERT et de DELHOUME⁶⁴ et, d'autre part, de DAGNINO, OLVERA et PANFICHI⁶⁵, qui critiquent le concept de société civile et en proposent divers autres.

En effet, le concept de « société civile » présente plusieurs problèmes : le premier est son ampleur excessive et son manque de définition : si par société civile on entend tout ce qui est hors de l'Etat ou du marché, la définition devient tellement vaste qu'elle s'avère ou impossible ou inutile. D'autre part, il n'est pas facile d'établir les limites pour déterminer où termine l'Etat et où commence le marché et où termine celui-ci et commence la société civile.⁶⁶

Un second problème est que le concept de « société civile » devient un concept normatif, apologétique d'une espèce de « devoir être » et dès lors la société civile se transforme en un organisme doté de tout type de pouvoirs de démocratisation et vertu face à l'Etat, incarnation de tous les maux. Ce concept vient dissimuler la nature des organisations qui appartiennent à cette « société civile », dissimule le caractère antidémocratique de nombre d'entre elles, leurs contradictions et les relations asymétriques de pouvoir qui les structurent.⁶⁷

De même, comme l'indiquent Dagnino, Olvera et Panfichi, il faut s'écarter des conceptions qui identifient la société civile à un seul acteur unifié, homogène, avec un seul projet politique. Un concept de société civile qui l'isole de toute interaction avec l'Etat, des interactions continues de la société politique avec la société civile et des projets politiques qui les traversent toutes deux, s'avère aussi peu satisfaisant.⁶⁸

⁶⁴ HAUBERT Maxime y DELHOUME Catherine (Coords): *Contre-pouvoirs et democratization: Une etude du role des syndicats et des associations dans quatre pays (Algérie, Bosnie-Herzegovine, Mexique, Roumanie)*. (en ligne) (Ref. 5 septembre 2009), Disponible sur : <http://recherche-iedes.univ-paris1.fr/textederecherche/texte%20PDF/texte%20%2046.pdf>

⁶⁵ DAGNINO Evelyn, OLVERA Alberto et PANFICHI Aldo: *La disputa por la construcción democrática en América Latina*, México, Fondo de Cultura Económica, CIESAS, UV, 2006.

⁶⁶ HAUBERT et DELHOUME, loc. cit. p.7

⁶⁷ HAUBERT et DELHOUME, ibidem, DAGNINO, OLVERA et PANFICHI, op.cit. p. 18.

⁶⁸ DAGNINO, OLVERA y PANFICHI, op. cit. p.18.

Si telle est notre position critique en ce qui concerne les conceptions au sujet de la société civile, nous préférons utiliser pour l'analyse de cette thèse les instruments analytiques suivants de manière systématique et combinée : tout d'abord, l'hétérogénéité de la société civile et de l'Etat, les divers projets politiques à l'intérieur de la société civile et les trajectoires des acteurs entre et à partir de la société civile-société politique, comme les entendent Dagnino, Olvera et Panfichi :

- *Hétérogénéité de la société civile*: elle décrit la différenciation interne qui existe dans celle-ci en termes d'acteurs sociaux, de formes d'action collective, de téléologie de l'action, de construction identitaire et de projets politiques. Il s'agit d'un noyau thématique qui aide à comprendre qu'à l'intérieur de la société civile, coexistent les plus divers acteurs, de multiples types de pratiques et de projets et des formes variées de relation avec l'Etat.
- *Hétérogénéité de l'Etat*: dans des régimes non autoritaires, il présente des niveaux significatifs d'hétérogénéité : de par ses cycles de transformation, de par sa structure, de par ses trois pouvoirs et de par les médiateurs qui interviennent entre société et Etat.
- *Projets politiques*: l'ensemble des croyances, des intérêts, des conceptions du monde et des représentations de ce que doit être la vie en société, qui orientent l'action politique des différents sujets.
- *Relations entre société civile et Etat*: face à la vision manichéenne et dichotomique de cette relation, nous posons l'hypothèse que la démocratie aura de plus grandes possibilités de s'affirmer quand il existera une forte correspondance entre les contenus démocratiques des projets politiques dominants dans les deux sphères de l'activité. Cependant, cet équilibre possible est le résultat contingent d'une corrélation de forces très difficile à obtenir dans la pratique.⁶⁹
- *Trajectoires*: pour dépasser la dichotomie mentionnée, il s'avère très utile d'analyser la trajectoire des différents acteurs, individuels et collectifs, de la société civile vers la société politique et vice versa.

Le point de vue qu'adoptent Haubert et Delhoume nous paraît également très utile pour étudier les processus de démocratisation au Mexique : il consiste à nous consacrer à considérer dans quelle mesure les forces sociales se constituent en contrepouvoirs et leur action contribue à la démocratisation de l'Etat, du système politique et de la société. Les processus de démocratisation

⁶⁹ Ibidem, pp. 38-43, 75.

sont alors de façon intrinsèque des luttes pour la recomposition de pouvoirs et la légitimation de nouvelles normes :

« Nous centrerons l'analyse sur les relations entre le pouvoir d'Etat et les forces sociales qui ont potentiellement la capacité de le contrebalancer, c'est à dire, en se constituant en contre-pouvoirs, de le limiter et de l'orienter. La démocratie peut aussi être caractérisée comme un équilibre des pouvoirs ou des pouvoirs et contre-pouvoirs »⁷⁰

Finalement, un autre des concepts-charnière qui vont nous aider à analyser le processus de démocratisation comme une interaction continue entre des acteurs de toute sorte de la société civile et de l'Etat, chacun dans son hétérogénéité, est le concept d'*espace public* :

« Les espaces publics sont des instances délibératives qui permettent la reconnaissance de nouveaux acteurs auxquels on donne la parole et de nouveaux thèmes, que ne monopolisent aucun acteur social ou politique ni l'Etat lui-même, mais qui sont hétérogènes et rendent donc le conflit visible, en offrant une option de gestion, de telle sorte que les intérêts et les opinions soient reconnus dans leur diversité ; ceux-ci contiennent une tendance à l'égalité de ressources des participants en termes d'information, de connaissance et de pouvoir. »⁷¹

Cette notion nous permet donc de continuer à analyser une autre des formes de rencontre, d'*interphase* de la société civile et de la société politique : l'espace où, sur le plan d'une certaine égalité, elles se retrouvent, délibèrent, s'affrontent, partagent leurs analyses et cherchent des solutions conjointes, élargissant ainsi le cadre de la politique.

Grâce à ces instruments analytiques simples nous analyserons ensuite jusqu'à quel point le FDC a contribué au processus de démocratisation du Mexique et jusqu'à quel point il s'est transformé en un contrepouvoir et nous prêterons une

⁷⁰ HAUBERT et DELHOUME, op.cit. p. 8.

⁷¹ DAGNINO, OLVERA et PANFICHI, op.cit. p.27.

grande attention à son hétérogénéité, à ses rapports avec l'Etat et à son activité dans les différents espaces publics.

2). Les moments forts du long processus de démocratisation au Mexique

La longue lutte pour établir des contre-pouvoirs face au régime de parti d'Etat au Mexique, ainsi que les caractéristiques de ce dernier, sont des plus connues et sa reconstitution n'entre pas dans les objectifs de cette thèse. Nous allons, toutefois, à titre de référence de base, en résumer les moments principaux pour y situer les efforts de démocratisation du FDC.

Sergio Zermeño indique, dans son analyse du mouvement étudiant de 1968⁷², que le modèle du Nationalisme Révolutionnaire mis en marche par l'Etat mexicain postrévolutionnaire généra d'importants acteurs sociaux : la bourgeoisie industrielle et les classes moyennes urbaines. Toutefois, au moment même de leur production, l'Etat contrôla immédiatement ces acteurs typiques de la modernisation mexicaine au moyen d'associations corporatives et suffoqua jusqu'à la moitié des années soixante leurs demandes et aspirations. En 1968, ces nouveaux secteurs comprendront clairement le caractère exclusif, contrôleur et répressif de l'Etat mexicain. Ce sera précisément contre sa fermeture d'options, son contrôle autoritaire de tous les processus sociaux, politiques et culturels que surgira le Mouvement Etudiant Populaire de 1968, réprimé sauvagement par le massacre de Tlatelolco, le 2 octobre de cette année.

L'affirmation selon laquelle le Mouvement de 68 marque le début du processus de démocratisation du Mexique contemporain fait pratiquement l'unanimité. En effet, après la répression se forma une diaspora d'activistes issus du mouvement qui, évaluant leur manque de contact avec les masses populaires comme une des causes de sa répression, abandonna l'université et la capitale du pays pour travailler et « s'intégrer », comme ils le disaient alors, dans des communautés rurales, des usines et des quartiers de grandes villes surtout au nord du pays. Cette diaspora va énormément contribuer à produire les plus

⁷² ZERMEÑO Sergio: *México: una democracia utópica. El movimiento estudiantil-popular del 68*. Siglo XXI; 4^a. Edition, México 1984, p. 51.

importants mouvements sociaux des années soixante-dix : promotion des luttes paysannes pour la terre, formation de colonies populaires au moyen de l'invasion de terrains dans les grands centres urbains, construction de « tendances démocratiques » dans les syndicats contrôlés par des leaders corporatifs.⁷³ Ces luttes et ces mouvements seraient bientôt nourris par la présence d'un bon nombre de militants du mouvement appelé « christianisme de libération », s'inspirant de tout un courant de l'église catholique latino-américaine basé sur « l'option préférentielle pour les pauvres » qui atteindra sa meilleure formulation théorique dans la Théologie de la Libération et sa meilleure réalisation pratique dans les Communautés Ecclésiastiques de Base.

Ces processus contribuent à la formation de nouvelles organisations paysannes, comme la Coordinatrice Nationale Plan de Ayala (*Coordinadora nacional Plan de Ayala*) et urbaines indépendantes, comme le Front Populaire Terre et Liberté (*Frente Popular Tierra y Libertad*) à Monterrey ou le Comité de Défense Populaire (*Comite de Defensa Popular*) à Chihuahua. D'autre part, le travail des groupes d'inspiration chrétienne contribue aussi à la formation d'organisations non gouvernementales comme le Centre National de Communication Sociale (*Centro Nacional de Comunicación Social*, CENCOS) ou l'Institut mexicain pour le Développement Communautaire (*Instituto Mexicano para el Desarrollo Comunitario*, IMDEC) à Guadalajara ou l'Équipe Peuple, plus orientés vers le travail de promotion et d'éducation populaire.

Alberto Olvera signale: « *On peut situer les origines d'une société civile [composée par]... des groupes corporatifs de classes qui se différencient de l'État et de l'économie dans la période 1971-1980. Toutefois, le manque de connexions entre ceux-ci et la société politique les a maintenus comme des mouvements limités au plan strictement local et au particularisme social.* »⁷⁴

Ce qui signifie donc que ces organisations ne purent constituer de véritables contre-pouvoirs puisque l'impact de leurs actions dépassa rarement le niveau local et les revendications les plus immédiates comme le partage de terres, l'appropriation de terrains urbains, la dotation de services publics, etc. Le

⁷⁴ OLVERA Alberto (coord.): *Sociedad civil, esfera pública y democratización en América Latina. MEXICO*, Universidad Veracruzana-Fondo de Cultura Económica, 2003, p. 49.

régime, signale Olvera ; « ... dans le discours acceptait leurs demandes (des organisations sociales) mais n'en garantissait pas l'accomplissement, et ne permettait pas l'autonomie organisatrice de l'action populaire ». ⁷⁵

Un autre des mouvements sociaux significatifs à partir de la moitié des années soixante-dix fut la croissante autonomisation politique des chefs des moyennes entreprises du nord et de l'occident du pays et l'activisme grandissant des classes moyennes urbaines. Les expropriations de terres par l'Etat dans le Sonora en 1976 et la nationalisation de la banque en 1982 furent les détonateurs de cet activisme. La crise de la « politique de développement à outrance » différencie ces secteurs et fait qu'en 1983 ils agissent déjà comme une partie d'une société civile émergente et contribuent à mettre le problème de la démocratie au centre de l'agenda public. ⁷⁶

Ainsi, au début des années quatre-vingts, apparaît une société civile faible et fragmentée que la crise de la « politique de développement à outrance » favorise, indique Olvera. D'une part se trouvaient les secteurs populaires qui pendant la décennie précédente avaient centré leurs demandes sur la sphère sociale : la terre, les services urbains, de meilleures conditions de travail et d'autre part, les mouvements de chefs d'entreprise, surtout du nord, de caractère conservateur, qui « ...provoquèrent une mutation culturelle d'importance indéniable en s'interrogeant sur le fait que le parti officiel possède le monopole de la politique et en assumant la possibilité de gouverner directement les localités par la voie électorale ». ⁷⁷ C'est précisément au Chihuahua qu'un secteur de chefs d'entreprise s'incorpora au « néo-panisme », faisant du Parti Action Nationale son bélier pour gagner les élections municipales de 1983 dans les principales villes de l'Etat du Chihuahua. On passe ainsi des luttes sociales ayant surtout comme protagonistes les secteurs populaires durant les années soixante-dix, à la lutte pour la démocratie au début des années quatre-vingts. Cette révolte électorale s'étendra surtout dans le nord du pays.

⁷⁵ Idem.

⁷⁶ Ibidem, p. 50.

⁷⁷ Ibidem, p. 51.

Toutefois, en octobre 1985, survient un événement qui replace les secteurs populaires dans le mouvement pour la démocratisation : le séisme qui secoue Mexico et d'autres villes du pays le 19 septembre de cette année-là sera aussi un séisme du sol sociopolitique. En réponse à la stupéfaction et au manque de contrôle du gouvernement du président Miguel de Madrid, la société, en particulier dans la capitale, s'auto-organise pour aider les sinistrés, remuer les décombres et reconstruire la ville.

Ces événements font qu'en 1988 l'insurrection électorale s'exprime aux élections présidentielles dans tout le pays. Les secteurs anticonformistes, les majorités, y expriment leur exaspération en votant pour Cuauhtémoc Cárdenas, candidat du Front Démocratique National - qui gagna sûrement les élections- ou pour Manuel J. Clouthier, candidat du PAN. Par ce vote, ce sont d'abord et avant tout les secteurs populaires qui s'expriment et en second lieu les classes moyennes urbaines surtout au nord du pays ainsi que les chefs d'entreprise. Quoiqu'il en soit, cet événement deviendra un point de repère dans l'histoire politique du Mexique, car il a représenté le passage du caractère central de la sphère sociale au caractère central de la sphère politique. Pour la gauche, il représenta la possibilité d'un changement de régime à partir de la résistance civile et pour la droite l'occasion de protester contre la crise structurelle et les mesures étatistes de la fin des soixante-dix et début des années quatre-vingts, ainsi que « *l'occasion de canaliser par la voie électorale les vieilles formes de la résistance civile conservatrice* ». ⁷⁸

En tout cas, affirme Olvera : « *Le passage du caractère central de la sphère sociale à la sphère politique à partir de 1988 exprime le changement de perspective des élites politico-culturelles mexicaines qui décidèrent d'accepter la voie électorale comme la manière civilisée et pacifique de favoriser le changement de régime* ». ⁷⁹

⁷⁸ Ibidem, p. 53.

⁷⁹ Ibidem, p. 53

Plusieurs facteurs pèsent beaucoup dans l'affaiblissement de ce que l'on a appelé « la gauche sociale » et dans le passage de la sphère sociale à la politique : la chute du socialisme réel, le programme d'ajustement structurel de l'économie, intensifié depuis le milieu des quatre-vingts grâce aux efforts du gouvernement de Carlos Salinas de Gortari (1988-1994) pour créer un lien direct de la Présidence de la République avec les groupes sociaux émergents, sa tentative de relancer le coopératisme avec le *Programme National de Solidarité*. (PRONASOL), Ce programme cherchait à soutenir les groupes en extrême pauvreté qui se constitueraient en « comités de solidarité » pour présenter directement leurs demandes au Gouvernement Fédéral afin que ce dernier s'en occupe. D'autre part, à travers l'opération de la « concertation sociale », ce même gouvernement cherchait des formes de négociation et d'accord avec divers secteurs, surtout avec les paysans.

Les luttes populaires pendant le *salinisme* sont ainsi ancrées dans le territoire, elles sont de nature sectorielle ou thématique, sans prétention globale. Les formes de résistance sont transférées vers les espaces locaux, sans constituer un mouvement social général.⁸⁰ Elles n'arrivent pas à construire réellement des pouvoirs. Toutefois, beaucoup d'activistes à la fin des années quatre-vingts s'orientent vers le milieu associatif civil : les groupes des citoyens se multiplient autour de sujets tels que les droits de l'homme, l'environnement, l'éducation populaire, les perspectives de genre, etc.

Une fois arrivées les années quatre-vingt-dix, il se produit un changement d'acteurs dans la société civile organisée : organisations non gouvernementales, associations civiques de promotion et défense de la démocratie électorale, nouveaux groupements corporatifs en agriculture et constitution d'un mouvement indien national.⁸¹ Ceci va changer les scénarios et les patrons de l'action collective, ainsi que l'incidence dans la constitution des contre-pouvoirs :

⁸⁰ Ibidem, p. 54-55.

⁸¹ Ibidem, p. 56.

TYPE D'ACTEUR	DECORS Y ACTIONS	RESULTATS.
ONG: Droits de l'homme, milieu ambiant, femmes, etc.	Orientées vers l'espace public pour définir les politiques: forums, ateliers, formation de réseaux, négociations, pourparlers, diffusion, etc.	Incidence significative Dans quelques rubriques: Droits de l'homme, femmes.
Groupes civiques: Mouvement Citoyen pour la Démocratie, Alliance Civique, etc.	Orientées à peser sur le caractère institutionnel et la normativité électorale pour garantir les droits politiques. Observation électorale, diagnostics participation, forums, ateliers, etc.	Incidence élevée –bien que non reconnue par les partis- dans l'apparition de l'Institut Fédéral Electoral autonome, dans la Loi d'Organisations Politiques et Processus Electoraux, etc.
Nouvelles organisations paysannes : Confédération Nationale d'Organisations Productrices de Café, Association Nationale d'Entreprises de Commercialisation, Union Nationale d'Organisations Régionales Paysannes Autonomes, FDC. Le Barzón : producteurs ruraux, endettés hypothécaires et de cartes de crédit, chefs de petites et moyennes entreprises.	Utilisation des rares programmes et ressources du gouvernement pour construire des organisations indépendantes à partir de l'appropriation de diverses phases ou de tout le processus productif : financement, commercialisation, etc. Défense du patrimoine des familles et petites entreprises face aux banques. Opposition aux expulsions, occupations de banques, qualification de débiteurs, etc.	Bas niveau d'incidence, dans les macro-programmes du gouvernement. Une certaine incidence au niveau régional et local. Ils arrivent à éviter des saisies et à renégocier des dettes en protégeant le patrimoine familial, Toutefois ils n'arrivent pas à constituer un contre-pouvoir face à la banque.
Armée Zapatiste de Libération Nationale et organisations indiennes.	Défense des droits de tout type, de la culture et de territoire des peuples indiens. Lutte armée, lutte symbolique au travers des medias et internet, solidarité nationale et internationale, marches nationales, conventions, etc.	Incidence élevée dans divers secteurs de la société : peuples indiens, secteurs populaires, intellectuels, quant à la conscience et à la solidarité sur les droits des peuples Indiens. Peu d'appui de la classe politique pour les réformes légales exigées.

Tableau: Elaboration personnelle sur données empruntées à Olvera Alberto, op.cit. pp. 56 et suivantes.

L'impact de ces divers processus de la société civile, également diverse, dans le processus de démocratisation au Mexique conçu comme la constitution et mise en place de contre-pouvoirs face au pouvoir de l'Etat, est diversifié, mais très limité: on arrive à influencer les politiques publiques mais pas de manière stable ni systématiquement, car le caractère élitiste du processus de production de ces contre-pouvoirs persiste; on obtient l'appropriation de quelques programmes gouvernementaux dans le milieu rural, mais pas l'instauration d'un contre-pouvoir qui oriente fortement les politiques agricoles en faveur des

agricultures familiales et paysannes. Il se produit un impact dans la conscience de la société au sujet de l'existence et des droits des peuples indiens, mais les réformes qui sont finalement approuvées en 2001 sont une expression du pragmatisme et des arrangements internes de la classe politique et non une réponse aux demandes indiennes. Peut-être le domaine électoral est-il l'espace de plus grande incidence, dans lequel on obtient en effet – du moins jusqu'à 2005 - la construction d'un contre-pouvoir effectif. C'est pourquoi nous pensons que le processus de démocratisation au Mexique s'est « bloqué » en n'en restant qu'à ce niveau et sans parvenir à la démocratisation sociale, ce qui à moyen terme a fini par entraver aussi l'aspect électoral, comme l'a montré l'ensemble du conflit apparu à partir des élections de 2006. C'est pourquoi l'affirmation d'Olvera Vigilant à ce sujet est très pertinente: « ... *le caractère incomplet de la démocratisation mexicaine conduit à la faiblesse de la société civile comme institution* ». ⁸² Nous allons maintenant examiner un des facteurs les plus décisifs dans l'affaiblissement de la société et, par conséquent, dans le non achèvement du processus de démocratisation.

3). La démodernisation et l'affaiblissement de la société.

Avec Sergio Zermeño, nous partons du fait que dans les pays non centraux, fortement exposés aux processus d'ouverture et de globalisation, se présente un désordre généralisé qui conduit à une fragmentation du décor social et à une pulvérisation des identités. Ceci aboutit indéniablement à l'affaiblissement de divers secteurs de la société civile, à la disparition de l'espace public et réduit significativement leurs possibilités d'influencer le processus de démocratisation ou de constitution de contre-pouvoirs. ⁸³

La racine de ce processus se trouve dans la forme d'intégration de nos économies à un monde globalisé et transnational et dans l'adoption des programmes d'ajustement structurel des économies, conçus comme « modernisation ». Zermeño l'exprime de la sorte :

⁸² Ibidem, p. 57

⁸³ ZERMEÑO Sergio: *¿Todo lo social se desvanece?*, en LABASTIDA Julio y CAMOU Antonio, (coords):, op. cit p. 265.

« ... *l'intégration transnationale a sévèrement démantelé les espaces d'action des acteurs collectifs ayant une certaine consistance, sédimentés dans les pays de plus fort métissage en Amérique latine... pendant le processus d'urbanisation et d'industrialisation entre 1940 et 1980...*[Patronat, couches moyennes d'employés du public et du privé, prolétariat, secteurs intermédiaires de la petite et moyenne bourgeoisie, structures sociales les plus solides du milieu paysan]... *Autrement dit : ce qui à partir des années quatre-vingts est appelé au Mexique « modernisation » (définie comme mondialisation et compétitivité transnationale), s'est terminé par une attaque furieuse contre les acteurs de notre « modernité » : modernisation contre modernité ? ... le processus de « modernisation » de la mondialisation subordonnée, dans les sociétés métisses, principalement, implique le démantèlement des acteurs modernes en faveur d'un noyau réduit et très puissant d'entreprises transnationales associées aux sommets du pouvoir politique et étatique dans un cadre de désorganisation et de paupérisation grandissantes, touchant aujourd'hui sept latino-américains sur dix. »*⁸⁴

Nous indiquons quelques-uns des impacts, facteurs de dispersion, d'atomisation et de rupture du tissu social dans notre forme d'intégration subordonnée à la mondialisation économique :

- *Croissance de l'économie*: La croissance économique pendant l'époque du modèle de substitution d'importations a été de 6,1% annuels entre 1935 et 1982 et de 3,2% annuels par habitant. Tandis que pendant les premiers vingt-et-un ans du modèle néolibéral, le PIB augmenta à un taux moyen annuel de 2,3% entre 1983 et 2004 et par habitant seulement à un taux de 0,5% annuel.⁸⁵
- *Pouvoir d'achat des salaires*: sous le modèle de la substitution d'importations. le pouvoir d'achat des salaires minimaux a augmenté de 96,9% pendant la période 1935-1982 ; sous le modèle néolibéral, les

⁸⁴ ZERMEÑO Sergio: *La desmodernidad mexicana. Y las alternativas a la violencia y la exclusión en nuestros días*. Océano, Mexico, 2005.

⁸⁵ CALVA José Luis: *México y el Consenso de Washington*, diario El Universal, México, D.F. 17 juin 2005.

salaires minimaux ont perdu 69,8% de leur pouvoir d'achat entre 1983 et 2004.⁸⁶

- *Emigration y pauvreté*: depuis 1983, sept millions de mexicains ont dû émigrer du pays et 20 millions ont sombré dans l'indigence.⁸⁷
- *Déstructuration de l'agriculture nationale*: dépendance alimentaire, chute de la rentabilité des cultures, concentration d'aides et de subventions, pauvreté et migration. (voir chapitre précédent).
- *Désindustrialisation*: Quelques entreprises transnationales industrielles concentrent le dynamisme et les exportations, tandis que la plupart des entreprises nationales, y compris les grandes entreprises, sont vaincues par la concurrence internationale ou se fondent dans le monde de l'informalité et des ateliers clandestins : la proportion nationale de la production manufacturière est passé de 91% en 1983 à seulement 37% en 1996. On assiste à la fermeture d'usines et à la perte d'emplois dans l'industrie textile, de la chaussure, dans la sidérurgie. En 2003 seulement, 4 mille entreprises ont fermé, accumulant une perte de 700 mille emplois depuis l'année 2000.
- *Généralisation de l'industrie de sous-traitance (« Maquilización »)*: pour produire les emplois perdus à cause de la fermeture d'industries manufacturières pour le marché interne, le pays s'est jeté d'une manière vertigineuse dans les bras de l'industrie de la sous-traitance, de l'assemblage pour l'exportation (maquiladoras), surtout sur la bande frontalière nord : durant l'année 2000, elle employait un million 327 mille travailleurs, un million de plus que quinze ans auparavant, représentant ainsi 40% de la force de travail de la manufacture. Ce phénomène a entraîné une grande anomie et un grand désordre social : urbanisation sauvage, crise du logement, désintégration familiale (en 2001, deux femmes sur trois à Ciudad Juárez étaient mères célibataires), délinquance, meurtre et violation de jeunes femmes (le phénomène a reçu le nom de « féminicide » en raison de son ampleur NTD), surtout à Ciudad Juárez : plus de 500 entre 1993 et 2003.⁸⁸

⁸⁶ Idem.

⁸⁷ CALVA José Luis: *El modelo neoliberal*, diario El Universal, México, D.F. 23 février 2007.

⁸⁸ ZERMEÑO Sergio, *La desmodernidad*, op.cit. p.

- *Augmentation du narcotrafic et de la délinquance organisée*: les cartels de la drogue ont augmenté leur pouvoir et contrôlent de vastes zones du pays. En outre leur pouvoir économique est considérable : en 2002, on considérait déjà qu'ils vendaient pour 20 milliards de dollars par an environ et « lavaient de l'argent » pour 25 milliard dollars annuels. ⁸⁹

La conclusion ne peut être plus pessimiste : tandis qu'au Mexique se développe un processus de démocratisation apparu à partir de divers secteurs sociaux, l'Etat mexicain met en marche un programme draconien d'ajustement structurel pour s'insérer « compétitivement » dans l'économie globale, ouvrant abruptement son économie et diminuant le rôle de l'Etat à un niveau tel que, par exemple, il abandonne toute politique industrielle. Avec juste raison conclut Sergio Zermeno : « ... *nous nous trouvons devant un panorama assez tragique : nous adoptons un modèle de développement qui a clairement sacrifié la densité et la santé sociale, au nom d'une dynamique qui aurait dû avoir produit une richesse matérielle significative (qui serait redistribuée sur le long terme), mais vingt ans plus tard nous nous trouvons face à une réalité où la création de cette richesse matérielle s'enfuit, quand elle existe, tandis que la richesse sociale se réduit et se dilue : de fait, c'est un double échec* ». ⁹⁰

4) Construction de citoyenneté, contre-pouvoir et densification sociale: trois concepts-projet.

Face à ce panorama de société mise en échec, comme dirait Zermeno dans son livre de 1997, de « démodernité », de déstabilisation non seulement de l'emploi, mais des contre-pouvoirs face au pouvoir de l'Etat et de la subordination excluante à la mondialisation, des organisations sociales mexicaines très diverses, parmi elles le Front Démocratique Paysan, s'efforcent de réaliser leurs projets non seulement de résistance, mais aussi de construction, au moins au niveau local, d'identités, de communautés, d'acteurs collectifs, de sujets de la vie publique. Pour bien analyser le sens, le projet de

⁸⁹ La Jornada, 22 mai 2003, cité dans ZERMEÑO Sergio: *La desmodernidad*, op.cit. p. 63.

⁹⁰ ZERMEÑO Sergio, *La desmodernidad*, p, 103 et 104.

ces acteurs, nous avons choisi trois concepts qui seront très utiles, celui de citoyenneté, celui de contre-pouvoir et celui de densification sociale.

Celui de contre-pouvoir (Haubert et Delhoume) nous l'avons déjà exposé dans le premier paragraphe de ce chapitre et nous le reprendrons dans la troisième partie de cette thèse en analysant l'impact politique des actions du FDC.

Le concept de construction de citoyenneté est très employé par les mouvements et les organisations sociales en Amérique Latine. Il est intimement lié aux deux autres concepts : celui de démocratie participative et celui d'espace public.

La discussion sur la démocratie participative apparaît comme une réponse aux caractéristiques élitistes et exclusives des démocraties électorales et aux théories qui manient une compréhension limitée de ces dernières, car elles n'admettent pas le conflit social et limitent la politique à la lutte pour le pouvoir par les élections. Au contraire, la démocratie participative est fondée sur l'ampliation du concept de politique grâce à la participation des citoyens et à la délibération dans les espaces publics. On assume ainsi la notion de démocratie comme « ... *un système articulé d'instances d'intervention des citoyens dans les décisions qui les concernent et dans la surveillance de l'exercice de gouvernement* ». ⁹¹ En ce sens, la participation de la société dans les processus de décision est centrale pour la démocratisation parce que cette participation représente la base pour la construction d'une plus grande égalité au moyen de l'incidence dans les politiques publiques orientées vers cet objectif. ⁹²

Le concept d'espace public est un instrument politique décisif pour le processus de construction démocratique : la construction de ces espaces publics, sociétaux ou avec la participation de l'Etat est fondamentale dans un projet démocratique participatif puisque le conflit y devient public, est discuté, délibéré, et les décisions à ce sujet sont prises dans la diversité. ⁹³

⁹¹ DAGNINO, OLVERA et PANFICHI, op.cit. p. 19.

⁹² Ibidem, p. 3-54.

⁹³ Ibidem, p. 57.

Le concept de construction de citoyenneté se rapproche beaucoup de la perspective de Guillermo O' Donnell, qui postule que seulement une citoyenneté intégrale (c'est-à-dire, le plein accès aux droits civils, politiques et sociaux) peut garantir l'existence d'une véritable démocratie.⁹⁴ Construire de la citoyenneté veut dire, dans le contexte de l'action des divers mouvements sociaux (qui exigent des droits spécifiques et des droits à la différence, entre autres), lutter pour définir, dans la pratique, ces droits eux-mêmes et pour obtenir leur reconnaissance, comme le cœur de la construction démocratique. Cette lutte comprend autant les droits collectifs que le droit à l'égalité et le droit à la différence.

Ce concept de construction de citoyenneté implique aussi que la reconnaissance des droits transcende ce qui est simplement légal et la relation avec l'Etat, pour impliquer aussi les relations sociales. Elle fonde ainsi des paramètres de coexistence et de construction sociale, non seulement de citoyenneté, mais aussi de communauté.⁹⁵

C'est ici que nous voulons faire référence à un autre concept-projet : celui de *densification du social* proposé par Sergio Zermeno. Il s'agit d'une notion critique de l'évolutionnisme, de la politique de développement à outrance et du néo-libéralisme des économies ouvertes, construite au milieu de la décadence et du désordre provoqués par la modernisation excluante.⁹⁶ Ainsi, « ... *densifier le social, c'est élever le niveau de vie des individus, famille et communautés, au moyen d'une meilleure alimentation, d'une meilleure éducation, d'une meilleure santé et de relations plus équilibrées avec l'environnement naturel. Une notion comme celle-ci cesse d'être dépendante de la construction de forces historiques centrales... d'accumulation de forces... d'hégémonie, de progrès... Pour densifier la société on a besoin d'une sédimentation prolongée qui recrée l'équilibre et pour que ceci soit possible il est nécessaire de réordonner le local et le régional... A son tour, ceci exige de*

⁹⁴ O'DONNELL Guillermo, cité dans DAGNINO, OLVERA y PANFICHI, op.cit. p. 21.

⁹⁵ Idem.

⁹⁶ ZERMEÑO Sergio, op.cit. pp 24 y 25.

*prendre une certaine distance par rapport au pouvoir incontesté des Etats et des forces asservissantes de l'économie monde ».*⁹⁷

Nous avons décidé d'utiliser les concept-projets de construction de citoyenneté, de densification du social et de contre-pouvoir pour plusieurs raisons : parce qu'ils sont plus utiles pour analyser la pratique réelle d'organisations sociales latino-américaines comme le FDC ; parce qu'ils ne font pas appel à des principes métasociaux, ni à de grands acteurs ou grands sujets historiques ; parce qu'ils nous aident à analyser ce qui arrive ici et maintenant et non seulement ce qui « devrait arriver », c'est-à-dire parce qu'ils ne sont pas téléologiques ; finalement, parce que nous les considérons comme des concepts de portée moyenne et que, sans préjuger des vertus ou des vices intrinsèques à la société civile ou à l'Etat, ils nous fournissent un cadre utile pour analyser l'interaction quotidienne entre eux et les instances, droits, pouvoirs et contre-pouvoirs qu'ils génèrent.

⁹⁷ Idem.

CHAPITRE 3: CHIHUAHUA: DE LA “DEMOCRACIE SAUVAGE” A LA MODERNISATION SAUVAGE: paysans, changement socioéconomique et politique.

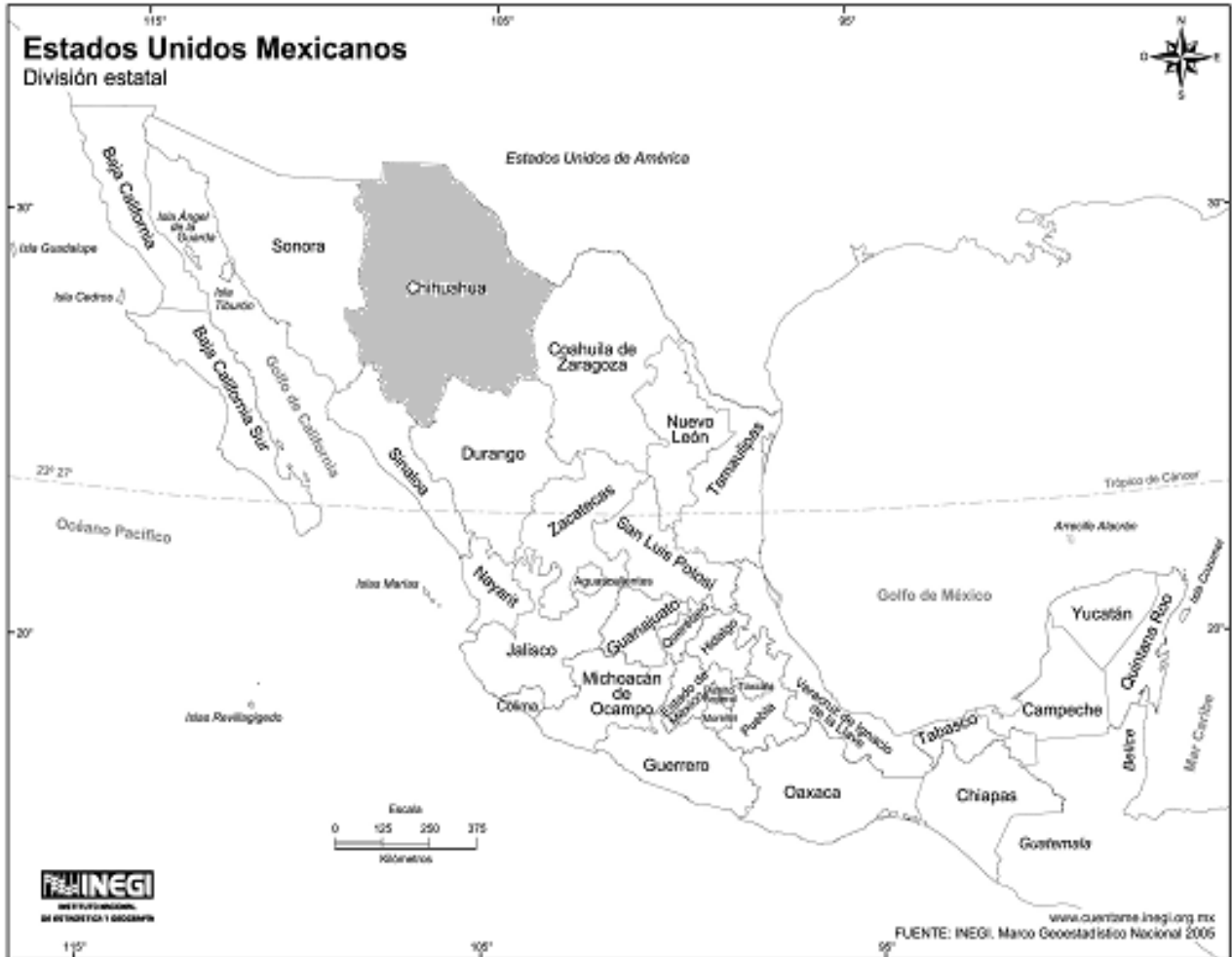
*“Ce qui se passe au Chihuahua, Mexique,
me semble une histoire du Far West”.*

Daniel Pécaut, 1987 (conversation personnelle).

Dans ce dernier chapitre de la première partie de cette thèse, nous allons présenter le contexte géographique immédiat dans lequel se déroule l'action du FDC: l'Etat du Chihuahua, puis nous ferons un bref résumé historique de la formation (et déformation) de son paysannat ainsi qu'une rapide description du mode de vie de ces paysans. Nous terminerons en exposant à grands traits l'évolution économique et politique de cet Etat au cours des dernières années.

1) Une terre vaste et difficile.

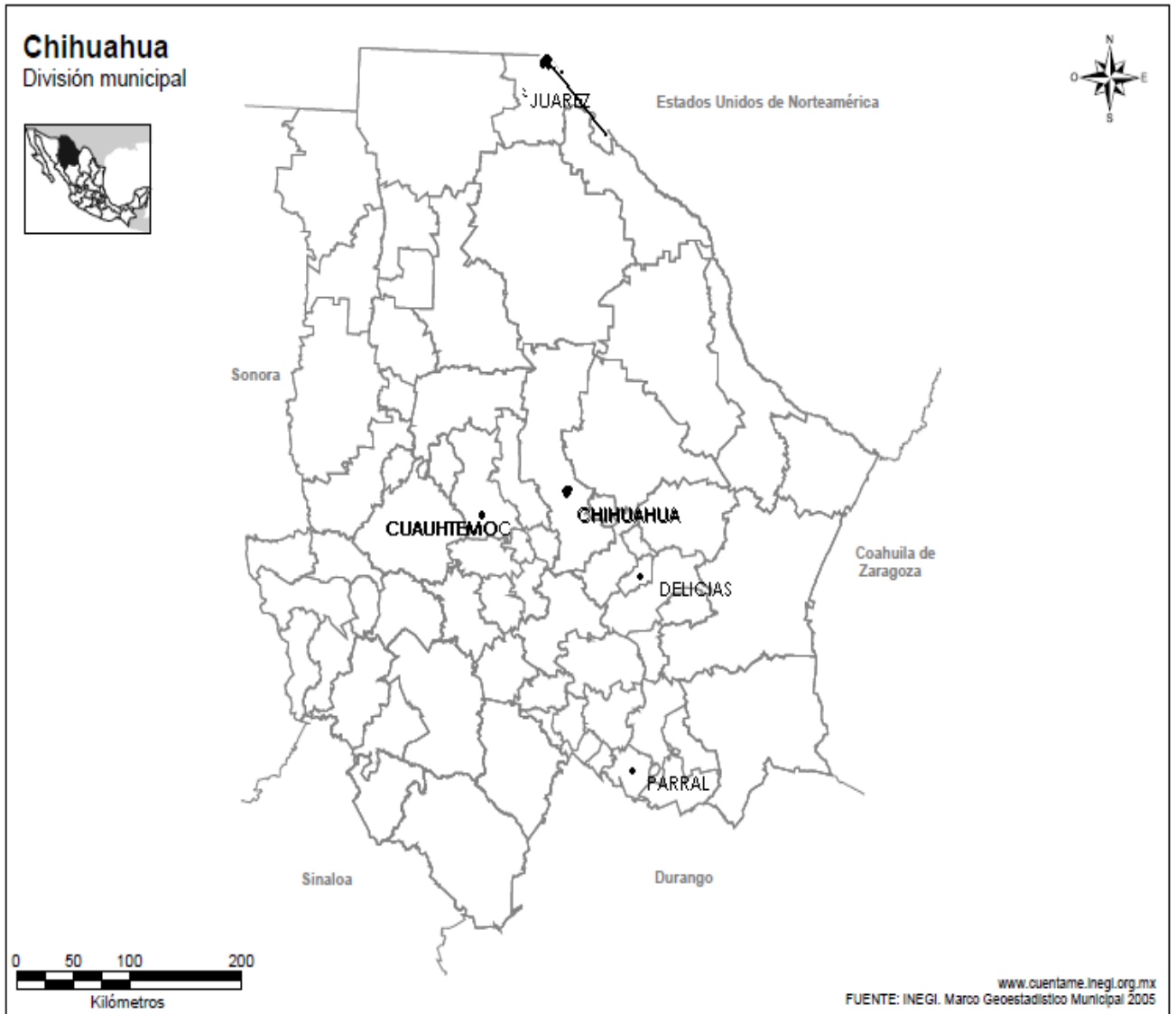
L'Etat du Chihuahua se trouve dans cette partie centrale de la République Mexicaine limitée au nord par les Etats-Unis (presque mille kilomètres de frontière avec les Etats du Nouveau Mexique et du Texas), au sud par l'Etat de Durango, à l'est par celui de Coahuila et à l'ouest par le Sonora et le Sinaloa. Avec une superficie de 245,000 km² (presque la moitié de la France), c'est l'Etat fédéré le plus vaste du Mexique. Il représente 12,5% de la surface nationale.



Carte 1: L'Etat du Chihuahua dans la République Mexicaine. Source: INEGI.-

Selon les données de l'Enquête Nationale d'Occupation et Emploi (*Encuesta Nacional de Ocupación y Empleo*), au second trimestre 2005, la population de l'Etat a atteint les 3.396.691 habitants avec une densité de 13,7 habitants au km², alors que la densité nationale est de 53,7 hab. au km². 82 % des agglomérations se trouvent en zones urbaines et le reste en zones rurales. Les communes de Ciudad Juárez et Chihuahua concentrent 62% de la population. Les villes les plus peuplées sont Ciudad Juárez (1.313.338 hab.), Chihuahua (758.791 hab.),

Cuauhtémoc (134.785 hab.), Delicias (127.211 hab.) et Hidalgo del Parral (103.519 hab.)⁹⁸



Carte 2: Chihuahua: division municipale et principales villes. Source: INEGI.

⁹⁸ CENTRE D'INFORMATION ECONOMIQUE ET SOCIALE, *Indicadores socioeconómicos del estado de Chihuahua*, Août-décembre 2008.

L'Etat du Chihuahua s'étend sur un territoire de 24.708.700 hectares, qui représente 12,6 % de la superficie nationale et dont 1.252.254 hectares sont d'usage agricole et répartis de la façon suivante : 448.883 de cultures d'irrigation et 803.371 d'agriculture pluviale. D'autre part, 17.605.566 ha sont destinés à l'élevage, 5.223.052 à l'usage forestier et 627.828 à des usages divers.⁹⁹

L'Etat du Chihuahua se divise en trois grandes régions naturelles qui le traversent du nord au sud en diagonale : le désert au nord et à l'est, la région montagneuse ou sierra à l'ouest et entre les deux, la région des plaines et collines des hautes terres.

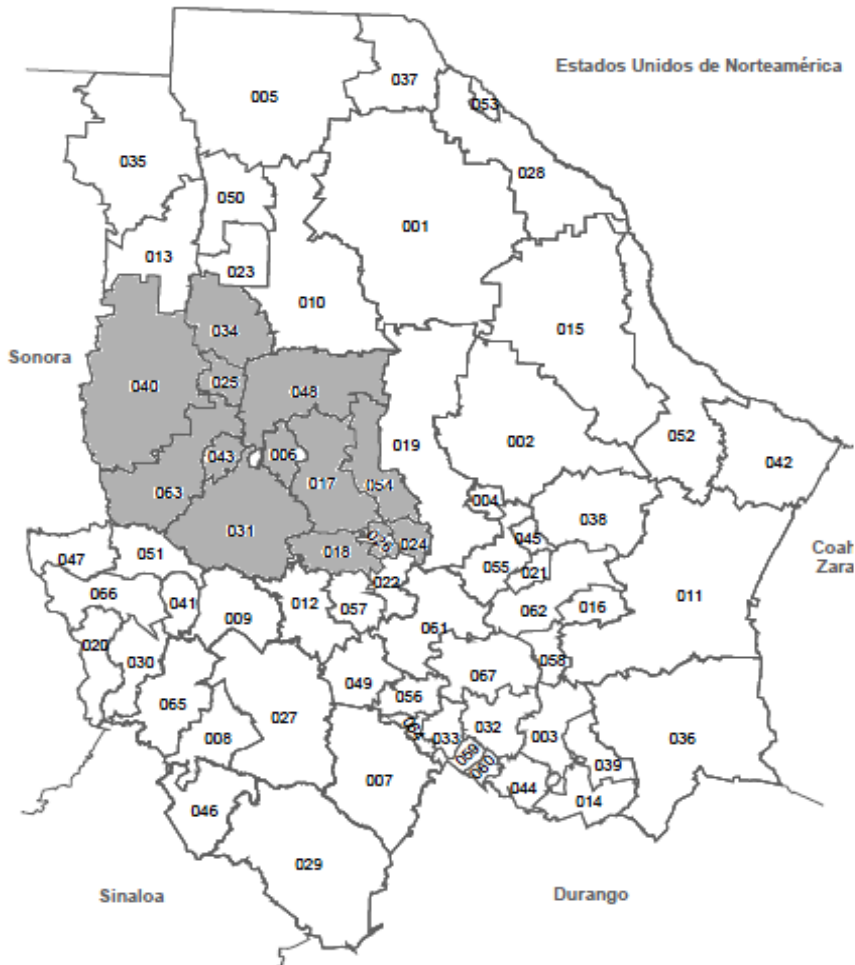
2) La formation (et déformation) du paysannat de l'ouest de Chihuahua.

C'est précisément dans la région naturelle des plaines situées sur les contreforts de la Sierra Madre Occidentale que se trouvent les vallées semi-arides où le Front Démocratique Paysan s'est installé et a réalisé la plus grande partie de son travail. Il s'agit d'une zone considérée traditionnellement comme le « nord-ouest » de l'Etat, mais qui couvre en réalité l'ouest et le « proche nord-ouest » en prenant pour point de référence la capitale, juste au centre de l'Etat. Nous avons appelé cette zone l' « ouest » du Chihuahua et elle comprend les *municipios* ayant les caractéristiques suivantes : leur agriculture est en général pluviale, même si, pendant la deuxième moitié du XXème siècle, se sont ouvertes d'importantes zones d'irrigation ; elles se trouvent sur les hautes plaines (en général plus de 1400 mètres d'altitude), elles sont principalement consacrées à la culture du maïs, du haricot, de l'avoine et à l'élevage bovin ; la population métisse prédomine, le pourcentage de population indienne étant très bas.¹⁰⁰ Le démographe Manuel

⁹⁹ Données fournies par la Délégation de la SAGARPA à Chihuahua.

¹⁰⁰ Il faudrait exclure la municipalité de Bocoyna, enclavée en pleine Sierra Madre Occidentale, au sud-ouest du Chihuahua, où la principale activité économique est forestière, avec un pourcentage élevé de population

Loera de la Rosa regroupe sous le nom de « Sierra-Babícora » les *municipios* suivants: Bachíniva, Cuauhtémoc, Cusihuirachi, Gómez Farías, Gran Morelos, Guerrero, Ignacio Zaragoza, Madera, Matáchí, Namiquipa, Riva Palacio, San Francisco de Borja et Temósachi. Le FDC est présent dans chacune d'elles, sauf dans celle de San Francisco de Borja. (voir carte 3)



Municipalités: 006: Bachíniva, 017: Cuauhtémoc, 018: Cusihuirachi, 024: General Trías (Santa Isabel), 025: Gómez Farías, 026: Gran Morelos, 031: Guerrero, 034: Ignacio Zaragoza, 040: Madera, 043: Matáchí, 048: Namiquipa, 054: Riva Palacio, 063 Temósachi.

indienne. Nous ne la considérons pas comme l'ouest du Chihuahua, bien qu'elle fasse partie de la zone d'influence du FDC.

Carte 3: L'ouest du Chihuahua, division municipale. Elaboration personnelle sur une carte de l'INEGI.

Toute la région ouest du Chihuahua partage une même histoire qui a modelé ses habitants d'une manière très spéciale. Nous la présenterons brièvement ci-dessous.

L'Etat du Chihuahua fait partie de l'*Arido-Amérique*, cette énorme région ethno-historique qui comprend le nord du Mexique actuel et le sud-ouest des Etats-Unis. Elle est située au nord de la *Méso-Amérique* et du Tropique du Capricorne. Il n'y eut pas là de domination aztèque, ni de cités imposantes, ni de sociétés complexes fortement hiérarchisées. Les immenses plaines de l'Arido-Amérique étaient peuplées de nombreux groupes ethniques nomades et semi-nomades, chasseurs-collecteurs qui s'installaient de façon temporaire dans les vallées des rares fleuves de la région et que les mésoaméricains appelaient avec mépris « chichimèques », c'est-à-dire « fils de chien ». Selon certains historiens, le Chihuahua fut : «...la province la plus étendue, la moins peuplée par les espagnols et la plus malmenée en raison de la présence des indiens, qu'eut jamais l'empire espagnol ». ¹⁰¹

Dès le XVII^{ème} siècle, quelques contrées de l'ouest furent colonisées et évangélisées par les jésuites et les franciscains ; au XVIII^{ème} siècle, elles étaient devenues des régions de villages de « *rancheros* » ¹⁰² (fermiers propriétaires libres, NTD), métis qui vécurent en paix jusqu'à l'apparition des Apaches venus du nord et chassés par les Comanches. ¹⁰³ Les attaques de ceux que l'on appela "barbares" firent se réfugier une grande partie des espagnols des villages dans le peu de villes qui existaient. La Couronne espagnole décida alors

¹⁰¹ PORRAS Ernesto, citado por SALMERON Pedro: *La División del Norte: la tierra, los hombres y la historia de un ejército del pueblo*. Planeta, México, 2006, p. 28.

¹⁰² Katz fait référence ainsi au terme de "Rancheros": égal à "*peasant freeholders*" se limite aux anciens colons militaires ou autres habitants qui reçurent des terres de l'Etat dans des conditions différentes à celles des communautés indiennes traditionnelles. Ces « *rancheros* » pouvaient être blancs, métis ou indiens, mais la base légale de leur propriété était autre que celles des communautés indiennes.". Ver: ¹⁰² KATZ Friedrich: *Pancho Villa*, tomo I, Era, México 1998, p.493.

¹⁰³ KATZ Friedrich: *Pancho Villa*, op. cit. p. 26.

d'établir des places fortes habitées par des *rancheros* armés. On attribua des primes aux espagnols qui s'y installeraient, telle que la dotation de grandes étendues de terres et il était même accordé la pleine citoyenneté espagnole aux indiens qui prenaient également cette décision, à la différence de ceux du centre du Mexique. C'est ainsi que se formèrent des colonies militaires à l'ouest et au nord du Chihuahua actuel, capables de résister aux Apaches. Lorsque ces raids se réduisirent, elles purent croître et prospérer.¹⁰⁴

Cependant, en 1830, eut lieu une autre vague d'incursions apaches. Le gouvernement du pays, devenu récemment indépendant, était incapable de leur faire face. Les grands propriétaires de la région s'enfuirent alors vers les villes, tandis que les *rancheros* des colonies militaires les affrontèrent à nouveau. Il se produisit alors à l'intérieur des colonies un phénomène social intéressant que Katz décrit ainsi :

*“Dans ces années-là, fut créé un type de société pratiquement unique en son genre au Mexique; il se limitait au nord du Chihuahua et à quelques régions victimes des attaques apaches, dans lesquelles se combinaient de manière exceptionnelle **sauvagerie et démocratie**. La première caractérisait les deux adversaires : de même que les apaches torturaient et tuaient leurs prisonniers, y compris femmes et enfants, les autorités mexicaines offraient des récompenses pour les cuirs chevelus des apaches, y compris aussi ceux des femmes et des enfants... [quant à la seconde, elle venait du fait que] cette société de rancheros libres correspondait peut-être au type de société dont l'historien Frederick Jackson Turner nous fait une description pleine de couleurs. L'hypothèse de Turner ...supposait que la frontière des Etats-Unis créait un type unique de fermier autonome, indépendant, autosuffisant. Ces fermiers, selon Turner, étaient libérés des différences de classe et des structures de pouvoir distinctives de l'est des Etats-Unis »*¹⁰⁵

La société que ces *rancheros* créèrent, selon Katz, était pauvre mais « ...considérablement égalitaire et autosuffisante, extrêmement orgueilleuse

¹⁰⁴ Idem.

¹⁰⁵ Ibidem, pp.27 et 28.

*d'être capable de résister à tant d'adversité »*¹⁰⁶; c'est un des traits qui nous sera précisément très utile pour notre analyse postérieure.

Toutefois, après avoir vaillamment défendu leur territoire contre les Apaches, ils connurent une série d'événements qui allaient leur nuire : le gouvernement fédéral expulsa les français, reprit le contrôle du territoire et reprit le combat contre les Apaches à partir de 1870 ; le chef de ces derniers fut vaincu par l'armée américaine en 1885, date à laquelle l'Etat du Chihuahua est relié à la ville de Mexico par le chemin de fer. En octobre 1888, les Apaches sont définitivement mis en déroute dans l'Etat lors de la bataille de Tres Castillos. La *paix porfirienne*, ainsi que l'on nomme cette période de relative tranquillité sociale pendant la dictature de Porfirio Diaz, le chemin de fer et l'apogée des industries d'élevage, forestière et minière dans le Chihuahua provoquèrent une augmentation du prix de la terre.¹⁰⁷

C'est alors que les *rancheros* qui avaient tant défendu leur terre commencèrent à la perdre en raison de la cupidité et de l'expansion des grands latifundistes éleveurs et forestiers soutenus par l'Etat mexicain. Comme Katz le fait remarquer:

".. Ironiquement, la destruction de leurs ennemis les Apaches annonce leur propre élimination comme classe sociale. Les gouvernants de Mexico y du Chihuahua n'avaient plus besoin de leurs capacités guerrières ni de leur esprit de lutte: ce qu'ils voulaient maintenant, c'était leur terre.....Entre 1884 y 1910, les rancheros de l'Etat perdirent une grande partie de leurs terres et de leurs droits traditionnels ; ils se sentirent attaqués en ce qui concerne leur sens de la dignité, basé sur leur liberté face à toute ingérence de l'extérieur et sur leur indépendance économique "
108

En général, tous les petits et moyens propriétaires ruraux du Chihuahua furent affectés par les expropriations : l'aristocratie des peuples libres, des colonies militaires, les colonies plus petites fondées ultérieurement, les peuples indiens, les *rancheros* qui avaient occupé des terrains nationaux ou des propriétés

¹⁰⁶ Idem.

¹⁰⁷ Ibidem, p.31.

¹⁰⁸ Idem.

abandonnées. Les mesures que le gouvernement mit en pratique pour les dépouiller furent diverses et variées : en 1880, fut promulguée une loi pour délimiter les terrains nationaux ; un tiers en fut livré aux compagnies d'arpentage et deux tiers aux latifundistes. En 1884, fut promulguée une loi selon laquelle les *chefs politiques* de chaque secteur ne seraient plus élus mais nommés par le gouvernement de l'Etat et en 1891 fut émis un décret selon lequel les chefs de district ne pourront plus élire leur maire. En 1905, le gouverneur Creel promulgue encore une nouvelle loi agricole qui remplaçait les autorités fédérales par les autorités de l'Etat, éliminait la restriction à l'expropriation des terres municipales et les ouvrait à la vente aux étrangers.¹⁰⁹

Toutes ces lois et décrets favorisèrent la spoliation des terres des communautés et la fin de la démocratie primitive des peuples libres de l'ouest du Chihuahua : les *rancheros* ne purent plus utiliser les terres des haciendas comme pâturages ; les compagnies d'arpentage commencèrent à les expulser des terrains nationaux, les grands propriétaires fonciers entreprirent de poser ce qui symboliquement était la pire offense pour les *rancheros* libres : des clôtures de barbelés.

Cette grande expropriation des terres des petits propriétaires de l'ouest du Chihuahua les appauvrit et transforma beaucoup d'entre eux en journaliers sans terre qui durent chercher du travail dans les mines, les scieries et l'industrie naissante au Chihuahua. Katz indique que cet essor capitaliste et la demande de main d'œuvre qui en découla, est peut-être une des raisons pour lesquelles le gouverneur Creel promulgua la loi de 1905 et conclut très pertinemment :

*« L'introduction à feu et à sang du capitalisme industriel au Chihuahua, des chemins de fer, des premières industries s'est fait en transformant les propriétaires en prolétaires et les rancheros en journaliers. La formation de la classe ouvrière du Chihuahua est indéfectiblement liée au processus de spoliation contre les communautés. »*¹¹⁰

¹⁰⁹ Ibidem, pp.33-34.

¹¹⁰ Ibidem, p. 45.

Tout ce processus d'expropriation se déroule au milieu d'une résistance diverse des peuples du Chihuahua : entre 1890 et 1893, des rébellions dans la région montagneuse, des révoltes à Santo Tomás et Palomas, des émeutes contre le paiement des contributions à Cerro Prieto et Cusihuiriachi, contre les haciendas du latifundium Terrazas à Namiquipa, Bachíniva et Buenaventura. En 1893, éclate à Tomóchic, commune de Guerrero, la rébellion qui pendant plusieurs mois fut capable de mettre en échec l'armée porfiriste et se termina par la quasi extermination des habitants de Tomochi et l'incendie du village. Les villageois offensés multiplièrent durant toutes ces années les lettres, les déclarations, les demandes, les plaintes face aux autorités de l'Etat du Chihuahua et à celles de la fédération. Quand ils cessèrent de croire en ces voies, les *rancheros* des districts Guerrero, Galeana et Benito Juárez exprimèrent leur demande d'autonomie et de démocratie locale en prenant part aux soulèvements du Parti Libéral, conduit par les frères Flores Magón, à partir de 1906, puis s'affilièrent au mouvement anti-réélection. Ils allaient être le fer de lance de la Révolution de 1910.¹¹¹

Il est bon d'analyser ici deux aspects qui rendent ce contingent de *rancheros* du Chihuahua décisif pour venir à bout de la dictature de Porfirio Díaz en 1911 et de celle de Victoriano Huerta en 1914 pendant la Révolution Mexicaine : sa formation sociale et sa culture politique.

Les colonies militaires du nord du Mexique, se sont différenciées socio-économiquement des villages.¹¹² Malgré cela, les villages étaient unis par leur capacité de lutte, la confiance que leur donnait le fait d'avoir vaincu les apaches, contenu à l'armée fédérale en Tomóchi, et de s'être transformés en héros populaires du Chihuahua. A ce sujet Victor Orozco nous dit:

« Ces rancheros indépendants ne vivaient pas isolés dans leurs fermes comme ceux d'autres Etats, mais dans les villages, parce qu'ils ne pouvaient pas vivre

¹¹¹ SALMERON Pedro, op. cit. p.44.

¹¹² KATZ, op. cit. p.50.

*dispersés en raison des apaches, souvent armés de Winchester à répétition achetés à des commerçants américains. Les villages représentent ici le sujet culturel et historique qui nous intéresse le plus. Le village est le principal signe d'identité des habitants de la région ; l'espace dans lequel se produisent les alliances économiques, militaires, politiques et familiales, de même que les rivalités et les procès. Chaque village a formé son contingent pendant la guerre apache et les guerres de Réforme et d'Intervention. En tant que peuples, ils se sont présentés devant les autorités pour présenter plaintes et accusations. Malgré l'esprit indépendant indéniable de leurs habitants qui se considéraient comme de petits propriétaires, ils avaient de solides coutumes communautaires. Le seul antidote efficace contre les expéditions apaches, du moins jusqu'au cours des années soixante-dix du XIX^{ème} siècle, fut l'organisation et l'auto-défense des villages ».*¹¹³

Un ingrédient de plus à ajouter à la culture des *rancheros* de l'ouest est le suivant : beaucoup d'entre eux, surtout dans les communes de Guerrero et de Cusihuirachi, rejoignirent une nouvelle forme de dissidence : le protestantisme. Ceux qui plus tard dirigeraient la Révolution de 1910 dans l'Etat du Chihuahua embrassèrent le presbytérianisme : Pascual Orozco, Albino Frías et d'autres. Selon Jean-Pierre Bastian, être protestant à cette époque signifiait être dissident face à une conception monolithique et à un contexte politique « conservateur et autoritaire ». Des formes de dissidence religieuse s'exprimèrent aussi dans les rébellions précédentes de Tomochi et de Yepómera.¹¹⁴

Ce qui nous intéresse de souligner ici est que cette attitude d'autonomie, d'unité devant la diversité, cette relation farouche, soupçonneuse et méfiante face au pouvoir central et de défense des droits des peuples et cette capacité de réagir comme un acteur collectif, *le peuple libre*, sont les caractéristiques fondamentales de la culture politique des *rancheros* de l'ouest du Chihuahua jusqu'à la révolution de 1910.

Quant à leur conformation sociale, les *rancheros* de l'ouest du Chihuahua, malgré leurs inégalités, étaient proches de la classe moyenne urbaine, affirme Katz :

¹¹³ OROZCO Víctor: *Tierra de libres: los pueblos del distrito de Guerrero en el siglo XIX*, Ciudad Juárez, Université Autonome de Ciudad Juárez, Gouvernement de l'Etat du Chihuahua, pp.14-16.

¹¹⁴ BASTAN Jean Pierre, citado por SALMERON Pedro, op. cit. p. 106.

*« ... Ils partageaient une origine ethnique commune. La majorité des anciens colons militaires étaient métis ou blancs. Les Indiens tarahumaras, le plus grand groupe indien du Chihuahua, n'ont pris part que marginalement à la révolution. Les colonies militaires et la classe moyenne urbaine avaient aussi une origine sociale semblable. Avant de perdre leurs terres, les colons avaient été rancheros de classe moyenne, sans les traditions d'organisation communale indiennes qui prédominaient dans le centre et le sud du pays ».*¹¹⁵

Il n'est donc pas étonnant que le premier soulèvement révolutionnaire du pays se soit produit dans le petit village de Cuchillo Parado, au nord-est du Chihuahua, le 14 novembre 1910. L'insurrection s'étendit rapidement à toutes les anciennes colonies militaires et peuples miniers, tant à l'ouest qu'au sud : le 20 novembre, à Namiquipa et Bachíniva, explosent ensuite des rébellions locales au long des montagnes de l'ouest du Chihuahua.¹¹⁶ Plus encore, pendant deux mois, les révolutionnaires du Chihuahua, dirigés par Pascual Orozco et Toribio Ortega entre autres, furent presque les seuls à prendre les armes contre la dictature de Porfirio Díaz, répondant à l'appel de Francisco I. Madero dans le Plan de San Luis. Katz conclut :

*« Les révolutionnaires du Chihuahua s'étaient soulevés à un moment où la plus grande partie du Mexique considérait que leur entreprise était dans le meilleur des cas une utopie et, dans le pire, une illusion folle. Pendant presque deux mois, ils avaient fait face presque seuls à celui qui était généralement considéré comme un des Etats les plus forts de d'Amérique latine. Ils avaient porté le poids du combat dans les premiers mois et avaient exhibé la faiblesse du régime aux yeux de tout le Mexique et du monde. Même si le reste du pays commença à suivre leurs pas, ils furent ceux qui gagnèrent la victoire décisive en obligeant le dictateur à démissionner ».*¹¹⁷

Cette victoire eut lieu en mai 1911. Mais en février 1913 fut assassiné Francisco I. Madero et la révolution entra dans une nouvelle étape pour renverser le nouveau dictateur, Victoriano Huerta. A cette date, Pascual Orozco était déjà décédé. Le nouveau caudillo de la révolution en Chihuahua s'appelait Francisco Villa. Avec

¹¹⁵ KATZ Friedrich, op. cit. P.79.

¹¹⁶ SALMERON Pedro, op. cit. p. 13.

¹¹⁷ Ibidem, p.163.

l'expérience accumulée au cours de leur lutte contre les apaches, des révoltes de la fin du XIX^{ème} siècle et du soulèvement de 1910, les hommes de l'ouest du Chihuahua vinrent une fois de plus de toute leur région répondre à l'appel de Pancho Villa. Ils formèrent ainsi le 29 septembre 1913 la Division du Nord, l'armée populaire la mieux entraînée, la plus disciplinée et la mieux équipée de ces temps-là. Après une campagne réussie, la Division du Nord prit la ville de Chihuahua en décembre 1913 et lança la grande offensive du printemps 1914 qui aboutit à la Prise de Zacatecas en juin de cette même année et au renversement de Victoriano Huerta. La Division du Nord ne fut dissoute qu'en 1915 lorsque les forces de Villa furent mises en échec par celles de Venustiano Carranza, dans les plus grandes batailles de l'histoire militaire mexicaine.¹¹⁸ Ainsi, les *rancheros* de l'ouest du Chihuahua, initiateurs de la Révolution Mexicaine, vainqueurs consécutifs de deux dictatures, furent finalement battus.

Lors du triomphe de la Révolution, les *rancheros* de l'ouest du Chihuahua, bien que mis en échec, exigèrent de l'Etat postrévolutionnaire les terres dont ils avaient été dépouillés. Il ne s'agissait pas d'une dotation, à la manière des *ejidos* et des communautés du centre et sud du pays. Dans l'imaginaire des habitants du Chihuahua, ce qui survivait, depuis les colonies militaires, était l'utilisation et l'appropriation de la terre comme *colonie*. Cet imaginaire se référait pour eux « ... à des traditions d'appropriation et ensuite de défense de la terre les armes à la main contre les apaches ; à tout un processus de peuplement et de colonisation ; à l'ouverture de terres de culture dans des moyens climatiques difficiles ; à des aspects d'organisation sociale intra-communales et extra-communales, parmi lesquelles des formes autonomes de relation avec l'Etat et de possession privée de la terre. »¹¹⁹ Cet imaginaire fut consolidé par le projet de colonies militaires mis en marche par Francisco Villa en tant que gouverneur de l'Etat en 1914 et par le gouverneur Ignacio C. Enríquez au début des années vingt. Ces deux hommes

¹¹⁸ Ibidem, p. 92.

¹¹⁹ DOMINGUEZ RASCON Alonso: *Tradiciones selectivas, concepción de la tierra y formación del Estado. La formación del Estado mexicano como una revolución cultural*, thèse de maîtrise, CIESAS, Chihuahua p.p. 116-117.

furent vaincus. C'est pourquoi les *rancheros* voyaient avec une extrême méfiance le projet agraire du régime postrévolutionnaire.

Pour sa part, l'Etat mexicain prétendait utiliser la réforme agraire comme un instrument de contrôle face à la pression intense et à la prise de terres des paysans agraristes. Pour ce faire, il mit au point une manière de soumettre les paysans à l'Etat : ce fut l'*Ejido*. Domínguez nous indique que:

*« Malgré les différences régionales d'usage, de relation et de conception de la terre, l'Etat prit des éléments essentiels de la tradition agricole de l'ejido et la rendit fonctionnelle pour créer un nouveau modèle d'ejido qu'il consolida dans les dispositions législatives et qu'il appliqua uniformément dans tout le pays. »*¹²⁰

Pour les *rancheros* de Chihuahua, surtout ceux de l'ouest, cette catégorie s'avéra étrange : jusqu'avant la mise en œuvre de l'*ejido* dans le Chihuahua, personne ne s'identifiait comme *ejidatario* (membre de l'*ejido*, NDT). C'est avec l'Etat de la révolution qu'apparaît cette catégorie. Autrefois les habitants des colonies se référaient à eux-mêmes comme à des agriculteurs.¹²¹

Mais le nouvel Etat mexicain cherchait avant tout le contrôle du mouvement paysan, fougueux jusqu'alors. Il crée ainsi un nouveau modèle d'*ejido* qu'il impose et homogénéise dans tout le pays. Plus encore :

*« ... à travers celui-ci (l'ejido) l'Etat crée des liens de subordination ; il s'incruste dans les traditions rurales sélectives, les rend à nouveau fonctionnelles et les impose ; il réordonne les relations sociales dans les villages et les communautés ; il transforme les usages, la perception et la relation des villages et des communautés avec la terre ; il fixe les formes et les rituels nécessaires pour accéder à être écouté par l'Etat lui-même ; il mine les autonomies ; il transforme les relations sociales internes et externes et crée de nouvelles catégories classificatoires »*¹²²

¹²⁰ Ibidem, p. 92

¹²¹ Ibidem, p.302.

¹²² Ibidem, pp. 294 et 302.

Comme une stratégie de résistance et d'amélioration de leurs conditions de vie, les hommes de l'ouest du Chihuahua acceptent l'*ejido* et tout ce qu'il implique, même s'ils continuent à se nommer *rancheros*. Toutefois, cette stratégie va leur coûter 70 années de contrôle corporatif, de manipulation politique, de dosage de leurs demandes, de répression quand ils se rebelleront. (Voir chapitre 1 de cette thèse) Le pire sera que ce que ni les apaches, ni les armées de Porfirio Díaz ni celles de Victoriano Huerta, n'avaient obtenu par la force, les nouvelles formes de contrôle de l'Etat mexicain l'obtiendront : asphyxier ou, du moins, réduire au minimum les velléités d'autonomie, la confiance en soi, l'esprit de lutte, la culture politique turbulente qui caractérisèrent cette *démocratie sauvage*.

3) Comment sont aujourd'hui les paysans de l'ouest du Chihuahua.

Avant de continuer, nous voulons que le lecteur se fasse une idée, même superficielle, des paysans de l'ouest du Chihuahua.

Position géographique: la majorité habite dans les *municipios* indiqués sur la carte n° 3 de ce chapitre auxquelles il faudrait ajouter le *municipio* de Bocoyna, dans la sierra. Il s'agit d'une région de plaines et de hautes vallées sur les contreforts de la Sierra Madre Occidentale, entre 1400 et 2000 mètres au-dessus du niveau de la mer. C'est une zone semi-aride, couverte de pâturages sur les plaines et boisée de pins, de chênes et de genévriers dans les montagnes. Les températures sont assez chaudes en été atteignant un maximum de 38° et en hiver elles peuvent être les plus froides du pays avec des gels fréquents et des températures jusqu'à 18 degrés sous zéro. La précipitation pluviale n'est pas abondante, oscillant entre les 400 et 600 millimètres cubes annuels.

Profil socioéconomique: Parmi les *municipios* où il existe une présence du FDC, seules celles de Bocoyna et Temósachi (celle-ci dans sa zone indienne seulement) sont caractérisées par un degré de marginalité « élevé » par le Conseil National de la Population (*Consejo Nacional de Población*). Seule celle de Cuauhtémoc présente un degré de marginalité « très faible », tandis que Ignacio Zaragoza, Bachíniva, Cusihuriachi, Gómez Farías, Santa Isabel, Guerrero, Madera, Matachí, Namiquipa et Riva Palacio présentent un degré de marginalité « faible », selon cet organisme.

Tenure foncière: la majorité des paysans du FDC (71.9%) sont propriétaires de la terre qu'ils travaillent, louent (par 15.8%) ou prêtent (6.6%). Il n'y a pratiquement pas de journaliers agricoles au sein du Front. La forme de propriété de la terre la plus fréquente est celle de *l'ejido*, dans lequel la parcelle individuelle la plus commune mesure entre 10 ou 15 hectares cultivables plus un droit aux pâturages d'usage commun. Dans les *municipios* de Namiquipa et de Gómez Farías, grâce à la distribution du latifundium Babícora en 1954, on a formé des colonies, comme l'avaient toujours exigé les *rancheros* de l'ouest. Ici la taille moyenne du lot individuel est de 25 hectares, plus un droit aux pâturages communs. Il y a aussi dans tous les *municipios* un bon nombre de petits propriétaires.¹²³

Profil productif: La majorité des membres du FDC cultivent des terres de terrain non irrigué, c'est-à-dire, d'agriculture pluviale. Toutefois, dans les colonies du *municipio* de Namiquipa, l'irrigation au moyen de puits s'est développée, grâce au fait que les paysans ont obtenu des financements pour la perforation, d'abord du gouvernement, puis par leurs propres moyens. Ce sont les producteurs les plus prospères du FDC. Les principales cultures de l'agriculture pluviale sont le haricot et l'avoine et le maïs se cultive seulement s'il y a en hiver suffisamment

¹²³ FRONT DEMOCRATIQUE PAYSAN-EQUIPE PEUPLE: *Problemas y perspectivas del agro chihuahuense. La zona temporalera*. DECA Equipe Peuple, Mexico, 1996, pp.67 et suivantes.

de pluies et de chutes de neige. Pratiquement tous combinent l'agriculture avec l'élevage de bétail, surtout bovin. La vente de veaux pour l'exportation, dont Chihuahua est leader national, offre aux paysans une source de recettes complémentaire plus ou moins sûre. La grande majorité des producteurs du FDC a cessé d'utiliser les animaux pour le travail de la terre et emploient leurs propres machines agricoles –souvent fruit de leur travail d'émigrants aux Etats-Unis- ou les louent.

La force de travail: En 1996, l'âge moyen d'un membre du FDC était de 45 ans, mais actuellement il dépasse la moyenne nationale de 52. Il n'y a pratiquement personne qui ne sache lire ou écrire, sauf dans la Sierra Tarahumara. 79% a terminé l'école primaire, 7,1%, le collège et seulement 6,3% possède des études secondaires ou universitaires. Deux producteurs sur trois ont indiqué que la famille participe au travail productif, et seulement 27,6% emploie d'autres personnes en dehors de l'unité domestique pour le travail agricole. La grande majorité ne dispose pas de crédits pour le travail de la terre, car, depuis 1990, ils ont été éliminés du système de crédit rural du gouvernement fédéral et ensuite, en 2007, du système de crédits sur parole. Pour cette raison, ils utilisent diverses formes d'autofinancement : réserves investies en bétail, machines, terres. Ils s'autofinancent aussi avec leur propre travail saisonnier aux Etats-Unis ou avec l'argent envoyé par des parents émigrés là-bas.

Stratégies d'insertion de travail: Au fur et à mesure que le profil de l'agriculture change au Mexique et que, surtout au Chihuahua, s'y incorporent davantage de machines agricoles et de produits agrochimiques et que, d'autre part, elle s'intègre davantage aux circuits de commercialisation de vente au détail, la force de travail familial se libère et l'on prête aussi moins d'attention à *l'économie d'arrière-cour*, c'est-à-dire, à la production de volailles, porcs, œufs, lait et légumes. Dans la mesure où il y a davantage d'échanges commerciaux, on cherche à produire davantage de revenus monétaires pour la famille en dehors

de l'unité domestique. Dans une étude effectuée en 1992 et 1993, par l'auteur, de façon conjointe avec Luis Reygadas et Gabriel Borunda,¹²⁴ on trouva des différences très importantes dans l'insertion sur le marché du travail des différentes générations de cette zone de la campagne du Chihuahua. On remarque une tendance très claire à réduire leur participation au travail agricole et à l'augmenter dans d'autres secteurs, comme le montre le tableau suivant :

INSERTION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL PAR GÉNÉRATIONS DES HOMMES ET DES FEMMES DE LA CAMPAGNE.

HOMMES					
Date de naissance		Agriculture	Construction	Industrie	Services
Avant 1921		91.3	2.7	3.3	2.7
De 1921 a 1940		71.8	18.0	3.8	6.4
De 1940 a 1960		53.0	27.3	9.1	10.6
Après 1960		61.3	20.5	6.8	9.1

FEMMES					
Date de naissance	de	Foyer	Employées domestiques	Industrie	Services
Avant 1921		98.6	0.7	-----	0.7
De 1921 a 1940		85.2	12.3	-----	12.3
De 1940 a 1960		80.0	14.0	-----	14.0
De 1960 a 1980		44.0	22.0	12.0	22.0

Tableau 1: Repris de: REYGADAS Luis, BORUNDA Gabriel et QUINTANA Víctor: *Familia y trabajo en Chihuahua*, UACJ, Cd. Juárez, 1994, pp. 81-82

Habitat y services: La majorité des familles du FDC vivent dans de petites communautés qui atteignent difficilement les cinq mille habitants. Pratiquement

¹²⁴ REYGADAS Luis, BORUNDA Gabriel y QUINTANA Víctor: *Familia y trabajo en Chihuahua*, UACJ, Ciudad Juárez, 1994, pp. 80 et suivantes.

tous sont propriétaires de leurs logements, qu'ils ont construits progressivement et dont la plupart possède l'électricité, l'eau courante, un appareil de télévision, une cuisinière à gaz et une à bois pour l'hiver. La plupart possède aussi une ou deux camionnettes, presque toujours de vieux modèles, souvent non légalisées (*chuecas*) car le transport en commun entre les communautés a pratiquement disparu.

Une donnée de plus : la majorité des paysans du FDC, sauf les indiens de Bocoyna, sont métis ; beaucoup d'entre eux ont le teint clair, une stature moyenne, ils portent des blue-jeans, des chemises à carreaux et toujours des bottes : ce sont les cowboys typiques du nord du Mexique.

4) La vertigineuse modernisation économique et ses effets sauvages .

L'Etat du Chihuahua a éprouvé un changement socio-économique vertigineux depuis le début des années quarante. A cette époque, c'était un Etat principalement rural et dans ses trois grandes villes, Ciudad Juárez, Chihuahua et Parral habitaient à peine 20.8% de la population totale de l'Etat. Toutefois, à partir de ces années-là, commence dans l'Etat un processus d'industrialisation naissante qui multiplie les taux d'urbanisation. Ainsi, la population des zones rurales de l'Etat se transforme en principale source d'émigration vers les villes. S'ajoutent ensuite deux autres centres urbains importants, Delicias et Cuauhtémoc où la population continue à se concentrer. Le tableau suivant nous montre la dynamique de la population dans l'Etat du Chihuahua quant au pourcentage qui habite dans des localités de moins de 15.000 habitants et celui qui habite dans des localités de 15.000 habitants et plus:

Année	% Population dans les localités de moins de 15.000 habitants.	% Population dans les localités de 15.000 d'habitants et plus.
1940	79.2	20.8
1980	39.4	60.6
2005	21.2	78.7

Tableau 2: Pourcentage de la population de l'Etat qui habite dans des localités de moins de 15.000 habitants et de 15.000 habitants et plus dans les années choisies. Elaboration personnelle à partir de données de l'INEGI.

Une grande partie de ce changement est due au fait qu'au Chihuahua se présente un processus d'industrialisation en deux étapes. La première va des années trente aux années soixante-dix, elle est caractéristique de l'étape de « substitution d'importations ». On ouvre des industries alimentaires et textiles et d'autres liées au traitement des ressources naturelles de l'Etat, comme le bois, la cellulose et le papier. Une tradition d'industrie métalo-mécanique provenant de la fin du XIXème siècle se poursuit et l'industrie du ciment et de la sidérurgie commencent.

La seconde phase de l'industrialisation du Chihuahua est beaucoup plus rapide et avec des impacts sociaux plus importants. En 1965, le « Programa Bracero » se termine. Il s'agissait d'une convention, en vigueur depuis 1942, entre les gouvernements des Etats-Unis et du Mexique grâce à laquelle ce dernier fournissait des travailleurs migrants temporaires qui étaient employés à des travaux manuels. C'est pourquoi, pour résoudre quelque peu le problème de la main d'œuvre au chômage, le gouvernement fédéral met en marche le *Programme Industriel de la Frontière (Programa Industrial de la Frontera)*. Avec celui-ci, comme dans les pays d'Extrême-Orient, on cherchait à favoriser l'installation sur la bande frontalière du nord du Mexique d'industries de pièces d'assemblage pour l'exportation, appelées aussi Industrie de Sous-Traitance d'Exportation (*Industria Maquiladora*). Au début, ce programme croît très

lentement ; toutefois, en 1975, à Ciudad Juárez, la ville frontalière où cette industrie produit le maximum d'emplois, il y avait déjà presque 20.000 travailleurs. Par la suite, les dévaluations successives du peso mexicain en 1976 et 1982 dynamisent énormément cette industrie qui devient la principale source d'emploi de l'économie du Chihuahua, comme le montre le tableau suivant :

Année	Personnel employé
1975	19.975
1981	47.187
1990	100.235
1995	166.749
2000	319.014
2005	288.638

Tableau 3: Personnel employé par l'Industrie de Sous-traitance d'Exportation dans l'Etat du Chihuahua.

1975-2005. Elaboration personnelle à partir de données de l'INEGI.

Cette industrie génère une transformation très importante de divers aspects de la vie économique et sociale de l'Etat. En premier lieu, elle change totalement le profil de l'emploi : la population active se réduira drastiquement dans le secteur primaire:(agriculture, élevage, sylviculture et pêche) et augmentera dans le secondaire (industrie) et le tertiaire (commerce et services), comme le montre le tableau suivant :

	<i>Primaire</i>	<i>Secondaire</i>	<i>Tertiaire</i>
1940	65.1	15.9	19.0
1960	59.3	19.1	26.5
1980	29.1	29.8	42.0
1990	17.0	35.6	41.9
2000	8.9	42.1	45.5
<i>2000 (national)</i>	<i>23.8</i>	<i>24.5</i>	<i>48.6</i>

Tableau 4: Pourcentage de la population occupée par les trois secteurs de l'économie au Chihuahua, 1940-2005. Elaboration personnelle à partir de données du CIES, Chihuahua.

Il y a donc une « secondarisation » évidente de l'économie, très liée à l'essor de l'industrie de la sous-traitance jusqu'à l'année de la première crise, en 2001. D'autre part, on constate un accroissement soutenu du commerce et des divers types de services. Le secteur primaire, c'est-à-dire celui qui est en rapport avec le monde rural, se réduit dramatiquement dans la seconde moitié du XXème siècle. En 1960, 60 habitants employés sur 100 dans le Chihuahua l'étaient dans les campagnes ; en l'année 2000, neuf sur cent seulement. Si l'on compare avec la structure nationale de la population employée durant l'année 2000, il est clair qu'au Chihuahua le secteur primaire représente seulement un peu plus du tiers de ce qu'il représente au niveau national ; par contre dans le secondaire le pourcentage du Chihuahua est en pourcentage de 17 points de plus.

Cela fait partie de la base matérielle de la modernisation au Chihuahua : urbanisation, industrialisation, réduction radicale de l'emploi dans le secteur primaire. On ne peut pas nier que cette transformation économique-productive a apporté d'importants bénéfices à l'Etat : jusqu'à 2008, il représentait la cinquième économie du pays, bien qu'il occupe la douzième place de par sa population, la sixième place sur le plan national en ce qui concerne les employés permanents

et la quatrième pour l'emploi industriel.¹²⁵ De même, dans l'évaluation de l'Indice de Développement Humain effectuée par le Programme des Nations Unies pour le Développement en 2006, Chihuahua a obtenu un indice combiné de 0,8340, ce qui lui a donné le cinquième meilleur indice du pays.¹²⁶ C'est là le visage « aimable » de la modernisation, car il est indéniable qu'il existe une contradiction visible entre ce que montre l'Indice de Développement Humain et la réalité qui est perçue avec de plus en plus d'intensité au Chihuahua :

Cette dernière est la face sauvage de la modernisation : d'abord, au Chihuahua se présente un contraste énorme entre les conditions de vie des peuples indiens et non indiens : selon le Rapport sur le Développement Humain des Peuples Indiens au Mexique, en 2006, c'est l'Etat qui montre la plus grande inégalité interethnique : .6379 pour les indiens et .8663 pour les non indiens. Des six *municipios* qui possèdent le plus haut degré de marginalisation, quatre ont des habitants indigènes. Quant au développement humain, la capitale de l'Etat se trouve au niveau de la Slovaquie, tandis que dans la commune indienne de Batopilas en particulier le niveau est semblable à celui du Botswana.¹²⁷

Ce n'est pas seulement le contraste entre les communes urbaines, certaines d'entre elles ayant les plus hauts indices de développement urbain du pays, ce qui attire l'attention. Au Chihuahua se présentent aussi des signes évidents de rupture du tissu social, d'une déstructuration provoquée par la croissance vertigineuse d'une forme d'industrialisation, l'industrie de la sous-traitance, que l'Etat mexicain n'a pas prévu, ébloui par le rythme intense de la création d'emplois : Chihuahua occupe le premier rang national pour les divorces, avec 32 sur 100 mariages,¹²⁸ pour les morts violentes des femmes, triplant la moyenne

¹²⁵ CIES Chihuahua *Prontuario de información geoestadística*, Chihuahua, novembre 2008.

¹²⁶ PNUD *Informe sobre desarrollo humano 2006-2007*, PNUD, Mexico, 2007, p.23.

¹²⁷ CEIDAS: *Chihuahua social*, publié dans le journal *Escelsior*, Mexico, 5 juin 2007.

¹²⁸ INEGI: *Estadísticas de matrimonios y divorcios 200*, (en ligne) (Ref. 10 octobre 2009) Disponible sur <http://www.inegi.org.mx/inegi/default.aspx?s=inegi&e=08>

nationale : 16,9% contre 5,4%,¹²⁹ à Ciudad Juárez, mais aussi dans le reste de l'Etat ; de 1993 à 2008, ont été perpétrés dans tout l'Etat plus de 500 « féminicides », un fait qui a attiré l'attention internationale. Il occupe aussi la cinquième place pour les suicides. C'est le troisième Etat du pays pour les grossesses et les accouchements d'adolescentes. C'est le septième Etat pour la dénonciation de violations sexuelles entre 1997 et 2002 (2.810 en nombres absolus, c'est-à-dire, 1,5 violation sexuelle quotidienne).¹³⁰

Les enfants et les adolescents sont spécialement touchés par les effets déstructurants de cette modernisation économique : Chihuahua est le septième Etat en ce qui concerne la proportion de la population entre six et 14 ans qui ne va pas à l'école. De même, le taux de l'Etat pour l'assistance scolaire des enfants de six à 11 ans est en 28ème place, au-dessus seulement des Etats du Chiapas, de Oaxaca, du Guerrero et du Michoacán. Au Chihuahua, 47,45% de la population de 15 ans ou plus n'a que des études d'éducation primaire incomplète et la probabilité qu'un élève inscrit en première année de primaire à l'âge requis entre en secondaire six cycles plus tard est la cinquième plus faible du pays (64% dans l'Etat face à 68% national). Le Chihuahua a le taux de mortalité par homicides d'enfants de cinq à 14 ans le plus élevé du pays, ainsi qu'en meurtres d'adolescents et d'hommes de 15 à 29 ans; il est également l'un des huit Etats ayant présenté le plus de dénonciations pour maltraitance infantile.¹³¹

En ce qui concerne la santé, les données ne sont pas meilleures : l'Etat a en outre le sixième taux le plus élevé de mortalité par cancer du sein, 26% supérieur au taux national (19,6 décès pour 100.000 femmes de 15 ans et plus au niveau de l'Etat face à un taux national de 15,5). Les maladies de cœur constituent une autre cause de décès. En 2005, neuf personnes sont mortes chaque jour pour cette raison, qu'il faut mettre en rapport avec le surpoids et l'obésité, les mauvaises

¹²⁹ INEGI, Boletín de prensa, 25 novembre 2003 Ibidem.

¹³⁰ Idem.

¹³¹ Idem.

habitudes alimentaires et le manque d'activité physique.¹³² Les premières causes de décès dans l'Etat sont les maladies cardiovasculaires, le cancer et les maladies chroniques dégénératives et non plus les maladies gastro-intestinales et respiratoires. Grâce à cette modernisation, les habitants du Chihuahua ne vivront pas encore comme ceux du premier monde, mais au moins ils meurent déjà comme eux.

La violence : outre les terribles données des homicides de femmes et d'enfants, le taux de décès masculin par homicides dans l'Etat est 54% plus important que le taux national. Les indices de décès par meurtre indiquent qu'en 2005 chaque semaine ont été exécutés 16 hommes et deux femmes.¹³³

5) L'insurrection électorale et l'alternance: 1983-1992

C'est précisément tout ce processus de modernisation économique par l'intermédiaire de l'industrie de la sous-traitance qui a créé un vaste secteur de professionnels et de cadres d'entreprise dans la classe moyenne urbaine de Chihuahua. Tout ceci, ajouté à la non-conformité des grands chefs d'entreprise envers les mesures des gouvernements fédéraux de Luis Echeverría (1970-1976) et de José López Portillo, qu'ils considéraient comme « populistes » et « socialistes » (1976-1982), en particulier à cause de la nationalisation de la banque décidée par ce dernier, produisit une vaste confluence de secteurs non dépendants de l'Etat qui, de façon surprenante, aux élections de l'Etat en 1983, font gagner au Parti Action Nationale (PAN) pour la première fois dans l'histoire nationale les principales mairies d'un Etat : Chihuahua, Ciudad Juárez, Delicias, Camargo, Parral et d'autres, causant un effet de vague qui va rapidement se propager au niveau national. Cet effet continua avec plusieurs triomphes du PAN aux élections législatives fédérales de 1995.

¹³² Idem. Ces chiffres se sont multipliés à partir de 2008 avec la mise en place dans l'Etat de l'«Opération Commune Chihuahua», une opération de l'Armée et des polices de tous les niveaux contre le crime organisé qui a donné pied à une augmentation des assassinats au Chihuahua qui a atteint 5 mille victimes.

¹³³ CEIDAS, loc.cit.

Pour les élections au poste de gouverneur et au Congrès de l'Etat, tout un mouvement social se produisit dans l'Etat du Chihuahua qui exprima l'exaspération de la société, des classes moyennes urbaines en particulier, envers le régime du PRI-gouvernement et qui trouva en Francisco Barrio Terrazas, candidat du PAN au poste de gouverneur, son grand leadership. Pendant presque un an, les mobilisations s'intensifièrent autour de tous les aspects du processus électoral. Des organisations très diverses s'agglutinèrent, surtout dans la classe moyenne, pour exiger le respect du vote. La protestation sociale se diversifia et s'étendit dans tout l'Etat. Quand au mois de juillet la fraude électorale sera consommée, Francisco Barrio dépouillé de son triomphe et le candidat du PRI, Fernando Baeza, imposé comme gouverneur, la résistance civile se fera encore plus intense et attirera l'attention nationale et internationale. Elle ne sera désactivée qu'avec la prise de possession de Baeza et l'usure des mouvements de contestation. Cependant, la dénommée *insurrection électorale* des habitants et habitantes du Chihuahua sera un facteur très important pour le mouvement civique au niveau national, comme nous le montrerons dans le chapitre 2. Francisco Barrio, pour sa part, gagnera le poste de Gouverneur de l'Etat et le PAN la majorité au Congrès aux élections de juillet 1992. Nous en parlerons plus amplement dans la première partie du chapitre suivant.¹³⁴

¹³⁴ Pour une plus ample exposition de l'insurrection électorale, voir: QUINTANA Víctor : *Transformation économique et crise politique au Chihuahua*, revue *Problèmes d'Amérique Latine*, No.86, 4ème. Trimestre 1987, Paris, La Documentation Française, pp. 43 et suivantes.

Deuxième partie :

L'action.

CHAPITRE 4: LE FRONT DEMOCRATIQUE PAYSAN: MOUVEMENTS ET LUTTES D'UNE ORGANISATION REGIONALE DE PAYSANS PAUVRES. PREMIERE PHASE: L'ETAPE DE LA NAISSANCE.

Ce que nous commençons maintenant pourrait s'appeler : "La mère de tous les chapitres". En effet, nous allons exposer, ici, la matière première nécessaire pour l'analyse des chapitres postérieurs : l'action collective d'une organisation de paysans pauvres, de l'ouest du Chihuahua, au Mexique, le Front Démocratique Paysan ou *Frente Democrático Campesino*, (FDP ou FDC), depuis sa naissance en 1985 jusqu'à 1988.

Tout au long de ces années, le FDC a déployé diverses formes d'actions collectives. Il y a d'abord celles qui font partie des différentes luttes qu'il a organisé ou auxquelles il a participé : occupations d'entrepôts de stockage de grains, blocages de routes, occupations de terres, marches, « sit in », campements, jeûnes, fermetures des points de passage frontaliers internationaux, manifestations devant le parlement...entre autres. Il s'agit de formes d'actions et de pressions directes, qui ne sont pas institutionnelles et se développent à la chaleur des luttes que le FDC entreprend.

Il y a aussi les formes d'actions plus institutionnelles, au moins au sein de l'organisation, qui font partie des structures participatives plus ou moins permanentes : les cours, formations, assemblées, commissions, négociations, la coopérative d'épargne, les entreprises de commercialisation, les fermes « durables »

Nous n'allons pas faire une narration linéaire des principaux événements de cette période. Nous allons procéder à une reconstruction selon plusieurs critères : en premier lieu, nous allons diviser par étapes cette période de 18 ans, en insistant

sur les changements importants observés dans les différents domaines de l'action collective du FDC : formes d'actions, revendications présentées, expansion géographique, changements dans l'organisation interne et dans le « leadership », réponses du gouvernement...

Pour chacune de ces phases, nous allons nous baser sur ce que Jonathan Fox appelle les facteurs de construction politique du capital social. Le premier est constitué par la structure des opportunités politiques ; le second, par l'énergie sociale, les « leaderships » et les idées des acteurs ; et le troisième, par les procédés utilisés pour augmenter le niveau de représentation des organisations locales et l'augmentation de leur pouvoir de négociation¹³⁵.

La structure des opportunités politiques est un concept que Jonathan Fox emprunte à Tarrow qui, à son tour, le décrit ainsi : « *L'action collective émerge en réponse à des changements dans les opportunités qui diminuent les coûts de cette même action, révèlent des alliés potentiels et montrent que les élites et les autorités sont vulnérables*¹³⁶ ».

Personnellement, je considère que la structure des opportunités politiques est également composée par les décisions politiques des autorités qui influencent positivement ou négativement les conditions d'un groupe social déterminé, c'est-à-dire par l'impact des nouvelles politiques publiques sur les conditions de vie d'un groupe de personnes déterminé. Par exemple, la décision prise par le Gouvernement de ne pas augmenter les prix de garanties des grains de base affecte négativement les producteurs de grains, mais en même temps, ouvre une opportunité afin que ces derniers s'organisent pour répondre à cette politique.

L'énergie sociale, les acteurs, leurs motivations... Il s'agit ici d'expliquer les principales activités de l'organisation. Ces actions, expression de l'énergie sociale,

¹³⁵ Fox, Jonathan, 1996, pp. 21 y ss.

¹³⁶ Tarrow, 1994, cité par Fox, 1996, op.cit. p. 121.

sont toujours liées au type d'acteurs et aux motivations qui les poussent, ainsi qu'au déroulement des différents types de leadership.

A chaque fois, nous diviserons l'analyse de chacune des étapes de la manière suivante:

- a) Les actions et les demandes principales
- b) Les acteurs, les leaders y la relation entre eux.

Le processus d'organisation et de construction du pouvoir de négociation:

Selon Fox, il s'agit d'étudier ici comment les organisations créent des opportunités afin que d'autres s'engagent dans l'action collective autonome. Tout particulièrement, comment cela s'échelonne-t-il vers le haut, c'est à dire comment le niveau d'organisation s'étend-il au-delà du niveau local afin d'augmenter le pouvoir de négociation d'un ou de plusieurs groupes locaux. Pour Fox, les organisations paysannes régionales sont particulièrement importantes dans la représentation des intérêts des groupes dispersés et opprimés, pour trois raisons principales : elles vont au delà des solidarités locales renfermées sur elles mêmes, elles augmentent le pouvoir de négociation et permettent un meilleur accès à l'information.¹³⁷

A ces trois concepts ou aspects de l'action collective, nous en ajoutons un quatrième :

Les résultats immédiats obtenus: c'est-à-dire les dividendes de l'action à différents niveaux : succès dans les revendications, avancée ou non du pouvoir social et politique de l'organisation, changement d'attitudes, acquisition de connaissances, développement de compétences de la part de ceux qui participent à l'organisation et à l'action collective.

¹³⁷ Fox, op.cit. p. 125.

En synthèse, pour chacune des étapes où nous allons reconstruire les 18 premières années du FDC, nous analyserons les aspects suivants:

1. La structure des opportunités politiques
2. Les demandes et actions principales
3. Les acteurs, les leaders et la relation entre eux
4. Les formes d'organisation
5. Les résultats obtenus

Les étapes seront divisées de la manière suivante:

1. *“L’Etat naissant”* : Formation et luttes pour les prix de garantie: 1985-1988.
2. Structuration de l'organisation, luttes contre la corruption et pour le financement de l'agriculture. 1988-1993.
3. Consolidation de l'organisation : extraversion et coalitions dans le contexte de la crise économique du pays. 1993-1997.
4. *Le retour sur nous-mêmes* : politiques publiques, projets productifs, sécheresse. 1997-2000.
5. *Marcher sur deux jambes* : consolidation de projets économiques, participation dans le mouvement « El campo no aguanta más », *Les campagnes n'en peuvent plus*. 2001-2003.

Commençons donc la reconstruction de cette histoire. Dans ce chapitre, nous présenterons la première étape.

PREMIERE ETAPE (1985-1988) : FORMATION ET LUTTES POUR LES PRIX DE GARANTIE.

1) La structure des opportunités politiques.

Nous allons procéder en trois temps : en premier, le contexte du mouvement des prix de garantie pour le maïs et le haricot lors de l'hiver 1985-1986; ensuite, le

mouvement démocratique électoral, lors de l'été 1986 et enfin, le second mouvement pour les prix de garantie de décembre 1987 à février 1988.

Le mouvement pour les prix de garantie du maïs et du haricot : 1985-1986.

Ce mouvement se déroule dans un contexte plus ample qui comprend la crise économique qui se déclenche en 1982 au Mexique, le plan d'ajustement structurel de l'économie qui commence en décembre 1982 et par conséquent les politiques néolibérales dans les campagnes, comme nous l'avons expliqué dans les chapitres antérieurs.

Au niveau régional, il est indispensable de nous situer dans le contexte de ce que l'on a appelé « l'insurrection électorale » que vit l'Etat du Chihuahua depuis l'été 1983 (aspect également traité dans les chapitres antérieurs).

La conjoncture, en décembre 1986, se présente ainsi dans l'Etat du Chihuahua:

- a) Forte augmentation du coût de la vie ; le gouvernement fédéral décide d'augmenter le prix du gaz, de l'essence, et de l'énergie en général, à tel point que le porte-parole de l'archidiocèse de Chihuahua commente: *“La hausse continue des prix et l'absence d'augmentation du pouvoir d'achat à travers le salaire réel et de trop rares possibilités de travail mènent les mexicains vers la désespérance et par conséquent vers une situation d'explosion sociale”*.¹³⁸ En 1985, l'inflation au niveau national atteint 65% annuel, tandis qu'à Ciudad Juárez et à Chihuahua elle atteint 70%.¹³⁹ D'autre part, il y a des dénonciations croissantes contre le PRI qui manipule la subvention que PEMEX¹⁴⁰ donne en hiver à plusieurs Etats du nord du pays afin de diminuer le coût du combustible domestique.

¹³⁸ Déclaration du père Dizán Vázquez, porte parole de l'archidiocèse de Chihuahua, dans le *Diario de Chihuahua*, 7 décembre 1985.

¹³⁹ *Diario de Chihuahua*, 25 décembre 1985.

¹⁴⁰ Entreprise nationale du pétrole.

- b) Pendant l'automne 1985 le Gouvernement Fédéral informe que le nouveau prix de garantie pour la tonne de maïs est de 53 mille pesos, quantité qui pour les producteurs résulte être amplement insuffisante étant donné l'augmentation des prix de l'énergie et des autres intrants qui ont élevé le coût de production à environ 70 mille pesos la tonne.
- c) Lors des premiers jours de décembre 1985, le PRI manœuvre au congrès de l'Etat afin d'imposer une série de réformes électorales avec pour objectif d'empêcher le PAN de gagner les élections de juillet 1986 au poste de gouverneur, au parlement local et aux postes de maires. Le PAN et plusieurs organisations de citoyens récusent devant l'opinion publique ces réformes et organisent plusieurs manifestations: le 5 décembre, le maire de Ciudad Juárez (du PAN) et le plus sérieux candidat déclaré de ce parti pour l'élection du gouverneur, Francisco Barrio Terrazas, se lance dans une grève de la faim qui durera 21 jours. Cinq députés de leur parti l'accompagnent depuis le congrès de l'Etat. Dans le même temps, des militants du PAN occupent pacifiquement les bureaux de la perception des impôts de plusieurs municipalités.
- d) De son côté, le PRI cherche à préserver son unité devant le défi le plus important qu'il ait dû affronter jusqu'alors de la part de l'opposition, non seulement au Chihuahua mais encore dans tout le pays. En septembre, le Gouverneur Ornelas "tombe". On lui reproche sa faiblesse et il est remplacé par un dirigeant orthodoxe et de la ligne dure : Saül González Herrera. Celui-ci organise le parti autour du candidat pour le poste de gouverneur, Fernando Baeza Terrazas qui est choisi en pleine effervescence du mouvement paysan et du rejet des réformes électorales, le 20 décembre 1985.

- e) Un catalyseur important de toutes ces opportunités est l'arrivée au pouvoir dans deux *municipios*-clés de la région de deux personnes de partis d'opposition au PRI lors des élections de 1983 : le démocrate Humberto Ramos Molina est élu à la mairie de Cuauhtémoc (troisième ville de l'Etat) sous le couvert du Parti Socialiste des Travailleurs (PST) et à Ignacio Zaragoza, l'ancien dirigeant communiste Cuauhtémoc Flores Madrid, gagne la mairie pour le Parti Socialiste Unifié du Mexique (PSUM).

La situation est bien résumée le 6 janvier 1985 par le Diario de Chihuahua: "*Il existe une absence de tranquillité politique au Chihuahua*". La structure d'opportunités politiques de cette conjoncture est composée d'un côté par le désaccord de vastes secteurs de la population face à la hausse du coût de la vie des paysans en raison de la stagnation des prix de leurs productions et en raison de l'augmentation du prix des intrants ; et d'un autre côté par le rejet de la manipulation du PRI qui veut éviter le triomphe de l'opposition lors des prochaines élections. Tout cela ôte sa légitimité à la domination du PRI et ouvre un grand espace de convergence entre ceux qui rejettent sa politique électorale, et avec ceux qui rejettent sa politique économique, surtout en direction des campagnes. Dans cette structure d'opportunités émerge le mouvement démocratique paysan « *Movimiento Democrático Campesino* ».

Le Mouvement Démocratique Electoral : mars-décembre 1986.

Nous avons déjà décrit dans un chapitre antérieur tout le processus *d'insurrection électorale* que vit l'Etat du Chihuahua de 1983 à 1986. Nous avons reconstruit aussi ses principales étapes, demandes et résultats. Nous allons donc maintenant présenter brièvement la situation politique du printemps et de « l'été brûlant » 1986, comme l'a nommé l'écrivain José Fuentes Mares, pendant lesquels se déroulèrent les élections pour le gouvernement de l'Etat, tout comme le mouvement social qui l'a précédé et qui l'a suivi.

En effet cela explique l'apparition d'une variante dans l'action et l'organisation du *Movimiento Democrático Campesino* : Le Mouvement Démocratique Electoral.

Face aux réformes à la loi électorale déjà décrites, commence à surgir dans tout l'Etat un mouvement de rejet des réformes, et de défense et de respect du vote.¹⁴¹

Tout cela parce que l'on s'attend à ce que le PRI utilise tous les moyens pour imposer son candidat au poste du gouverneur de l'Etat. Ainsi le magazine national *Proceso*, signale dans un reportage de Francisco Ortiz Pinchetti:

"La clé de la fraude, accusent le PAN, le PSUM et le MDE, réside dans les listes électorales qui ne sont pas réelles et que les autorités électorales ont refusé de rendre publique aux partis d'opposition. Cela empêche, entre autres choses, les partis politiques d'avoir des représentants dans des centaines de bureaux de vote. Ramos Molina comme Becerra Gaytán et le dirigeant du PAN Prieto Luján, interviewés séparément, coïncident sur le fait que la clé de la fraude électorale est dans l'organisation des listes électorales. Selon l'analyse de la situation réalisée par le Mouvement Démocratique Electoral, à deux semaines des élections, il y a des indicateurs clairs que : « le système a pris la décision de maintenir son hégémonie à n'importe quel moyen... Ils se sont assurés du monopole du PRI dans l'organisation, le contrôle et la qualification des élections. La seule possibilité qui restait aux partis était le bureau de vote. Mais elle n'existe plus. Ils nous l'ont quitté. En plus ils laissent l'opposition sans arguments légaux pour invalider les procès verbaux des bureaux de vote. Ainsi ce qui se passera à Chihuahua sera la vérité officielle : la seule version des faits sera celle du gouvernement et de son parti..."¹⁴²

Cette volonté de l'Etat d'imposer le triomphe du PRI génère une mobilisation des forces politiques et sociales jamais vue auparavant au Chihuahua : Le PAN et les partis de gauche : PSUM et PMT, l'église catholique, et de nombreuses organisations sociales. Cette confluence inclut les dirigeants du Mouvement Démocratique Paysan. Le professeur Antonio Becerra Gaytán est choisi comme candidat au poste de gouverneur par le PSUM, Humberto Ramos Molina, bien qu'élu sous l'étiquette du parti socialiste des travailleurs, se rapproche du PAN. Le père Camilo Daniel contribue notablement au discours et à la revendication de démocratisation de la part de l'église catholique.

¹⁴¹ Norte, Chihuahua, Chih. 5 juin 1986.

¹⁴² Revista *Proceso*, México 26 juin 1986.

Cette structure d'opportunités est complétée par le fait que grâce au mouvement des prix de garantie de l'automne-hiver, le leadership de ces trois personnages est largement reconnu dans et hors de l'Etat. Ces facteurs vont permettre la naissance du Mouvement Démocratique Electoral.

Le Frente Democrático Campesino et sa lutte pour les prix de garantie 1987-1988.

Le développement des politiques d'ajustement économique imposés par le Fond Monétaire International d'une part et par la Banque Mondiale d'autre part, et la politique économique mexicaine qui a pour conséquence une très forte hausse de l'inflation sont deux éléments fondamentaux pour expliquer la structure d'opportunités politiques qui se produit à l'automne-hiver 1987-1988.

Ainsi début décembre 1987, Arturo Ugalde, directeur du développement économique de l'Etat du Chihuahua (DECH), informe qu'il faut s'attendre à ce que l'inflation approche les 141.8 % au niveau national, les 145.1% à Chihuahua et les 148.9 % à Juárez.¹⁴³

La liste des augmentations annuelles des prix des articles de première nécessité est tout à fait illustrative : en 1987, le prix du sucre augmente de 81%, celui du café de 40%, la viande du bœuf de 175%, le haricot de 25%, la tortilla de 19% et la farine de blé de 20%.¹⁴⁴ L'essence, pendant le quinquennat 1982-1987, a augmenté de 2,465 % alors que le salaire minimum a connu une augmentation de seulement 1,777%¹⁴⁵. Le journal *La Jornada*, fait de son côté une analyse qui indique que, si le salaire minimum a effectivement augmenté en cinq occasions en 1987 pour atteindre 106% d'augmentation, les aliments, selon la banque du Mexique, ont vu croître leur prix de 200%. En conclusion, il énonce que "quand

¹⁴³ *Diario de Chihuahua*, 2 décembre 1987.

¹⁴⁴ *Norte*, Chihuahua, 21 décembre 1987.

¹⁴⁵ *El Fronterizo*, Ciudad Juárez, 17 décembre de 1987.

1988 commencera, la valeur du salaire minimum représentera 46 des 100 pesos gagnés en 1978.”¹⁴⁶

Le 19 décembre 1987 est signé le *Pacte de Solidarité Economique* entre le gouvernement fédéral et les secteurs ouvrier, paysan et le patronat, instrument grâce auquel ont veu faire chuter l’inflation qui sévit dans le pays de 50% par rapport à l’année antérieure. Les mesures les plus importantes envisagées dans le cadre du plan sont :

- 1) Recettes Publiques : augmentation des prix et des tarifs des biens et des services publics, avec notamment 85% d’augmentation de l’essence. En outre, la lutte contre la fraude fiscale sera développée.
- 2) Dépenses publiques : diminution des dépenses programmées et suppression des subventions sans justification sociale ou économique.
- 3) Politique salariale : augmentation immédiate de 15% du salaire minimum. Augmentation programmée de 20% au premier janvier 1988.
- 4) Contrôle des prix et approvisionnement : les prix des denrées de base sont contrôlés. Les prix de garantie des grains de base auront en 1988 la même valeur réelle qu’en 1987.
- 5) Politique commerciale : diminution des barrières commerciales externes au moyen de la diminution des droits de douane et de la simplification des procédés.
- 6) Politique de change : ajustement du taux de change contrôlé.
- 7) Politique monétaire : réduction des taux d’intérêt dans la mesure où les besoins de financement du secteur public diminuent. Restriction du crédit pour la banque commerciale, sauf pour le secteur rural et les PME.¹⁴⁷

Il s’agit, donc, d’un paquet typique de mesures d’ajustement néo-libéral de l’économie : contrôle des salaires, libération relative des salaires, réduction

¹⁴⁶ *La Jornada, México*, 28 décembre 1987.

¹⁴⁷ *Norte, Chihuahua*, 20 décembre 1987.

drastique de l'investissement et de la dépense publique, ouverture des frontières au commerce international... Ce qui attire le plus notre attention, pour ce travail, c'est le contenu du point 4 : les prix de garantie des produits agricoles voient leur valeur actualisée mais n'ont pas d'augmentation réelle, ce qui implique un refus face à toute demande des producteurs qui cherchent une augmentation de leurs prix.

Politiquement, le *Pacte* offre une grande opportunité pour la dénonciation, la mobilisation et la lutte des organisations sociales, politiques et d'opposition. En effet le gouvernement fédéral fait le nécessaire pour que toutes les organisations corporatistes du PRI s'associent à l'accord. Parmi elles, les centrales ouvrières comme la CTM ou la Confédération Nationale Paysanne (CNC), qui, en dépit des revendications de leurs bases, doivent défendre la politique de non augmentation des prix des produits agricoles, de réduction de l'investissement et de la dépense publique dans le secteur et de libération du prix pour les intrants.

Ainsi se génère dans l'opinion publique un ample courant de rejet du *Pacte* et de critique ouverte aux organismes qui l'ont signé (patronat, syndicats ouvriers et paysans). Par exemple, l'archevêque du Chihuahua, Monseigneur Adalberto Almeida y Merino se prononce de manière énergique contre les mesures annoncées par le Président de la République dans le dénommé Pacte de solidarité car « elles aggravent sérieusement la situation des classe les plus pauvres » et il responsabilise le pouvoir économique et politique de cette situation. « C'est le peuple qui doit s'organiser dans une véritable solidarité afin d'exiger avec efficacité ses droits ». ¹⁴⁸

Ainsi le 20 décembre, partis politiques et organisations de l'opposition intègrent un "Front de consommateurs" qui déterminera les actions à prendre en rejet du « Pacte de solidarité économique ». A ce front adhèrent les partis politiques PARM, Front Cardeniste de Reconstruction Nationale (*Frente Cardenista de*

¹⁴⁸ *Diario de Chihuahua*, 13 décembre 1987.

Reconstrucción Nacional) (FCRN), PMS, le parti vert (*Verde Mexicano*), PRT ainsi que des organisations sociales comme le FAT, CDP, SINTIHA et des communautés ecclésiastiques de base y des particuliers.¹⁴⁹

Ce courant d'opinion et d'organisation d'amples groupes de la société contre le Pacte proposé par le gouvernement fédéral et ses alliés et en faveur du rejet de l'accord, est un des facteurs de la structure politique qui permet l'émergence du mouvement pour les prix de garantie du *Frente Democrático Campesino* en décembre 1987.

L'autre facteur est la situation politique plus particulière de l'Etat du Chihuahua. Comme nous l'avons déjà expliqué, en Octobre 1986, Fernando Baeza Meléndez, du PRI, prête serment comme gouverneur de l'Etat après une fraude électorale avérée et dénoncée. Afin de légitimer son pouvoir, Baeza met en place différentes stratégies : il cherche à restaurer une relation avec le secteur du patronat sympathisant du PAN ; il tente de se rapprocher de l'église catholique, propose une réforme de la loi électorale avec la participation de l'opposition, et en général assume une position de dialogue et rejette toute forme de répression.

Cependant, un an après les élections, à l'automne 1987, l'alliance multiforme qui a dénoncé ce qui s'est passé en 1986 est toujours mobilisée. Des ponts se sont construits entre toutes les forces de cette coalition. Des liens d'amitié et de camaraderies se sont tissés entre le PAN et divers partis et organisations de gauche... Tout cela rend possible une réédition dans une nouvelle version du mouvement pour les prix de garantie.

¹⁴⁹ Norte, Chihuahua, 21 décembre 1987.

2.) Les demandes et les actions principales.

Le mouvement pour les prix de garantie du maïs et du haricot : 1985-1986.

Le 6 décembre 1985, après une marche dirigée par Humberto Ramos Molina, Maire de Cuauhtémoc, et le curé d'Anahuac, Camilo Daniel, plusieurs dizaines de paysans d'UPCALA, (Union pour le progrès des paysans de La Laguna) occupent les entrepôts de stockage de grains de la CONASUPO¹⁵⁰, dans la ville Colonia Anáhuac, du *municipio* de Cuauhtémoc. Ils déclarent que les coûts de production d'une tonne de maïs est de 70.000 pesos et par conséquent, refusent le prix d'achat officiel fixé à 53.000 pesos. Leur revendication est simple : une augmentation significative du prix de garantie pour le maïs et le haricot, étant donné la hausse du coût de l'énergie. Ils proposent que les prix de garantie soient indexés aux prix des intrants : qu'un kilo de maïs vaille le prix d'un litre d'essence et qu'un kilo de haricot vaille le prix de deux litres d'essence¹⁵¹.

Les leaders du mouvement diffusent leurs demandes, leurs actions et invitent, par le biais de messages diffusés dans les stations de radio de Cuauhtémoc, les villages paysans, de tout le nord-ouest de l'Etat, à les rejoindre dans cette lutte. Ils proposent que chaque communauté (village) occupe pacifiquement les entrepôts de CONASUPO qui existent dans chaque *ejido* ou colonie agricole.

La tactique fonctionne et en quelques jours les entrepôts de plusieurs villages commencent à être occupés. Une autre organisation paysanne, l'Alliance Paysanne du Nord Ouest (*Alianza Campesina del Norte*, ACN) du *municipio* de Zaragoza annonce qu'elle appuie le mouvement avec le maire Cuauhtémoc Flores, du Parti Socialiste Unifié du Mexique (PSUM). Le professeur Antonio

¹⁵⁰ Compagnie Nationale de Subsistances Populaires: organisme public du gouvernement fédéral du Mexique dont la fonction est la régulation du marché des aliments de base à travers l'achat des récoltes de céréales et la vente de denrées de bases dans des magasins communautaires.

¹⁵¹ *Novedades de Chihuahua* 7 décembre 1985.

Becerra Gaytán, ancien dirigeant communiste de Chihuahua et président du PSUM annonce, à son tour, qu'il soutient le mouvement.

Pendant que le gouverneur Saul González Herrera va à Mexico pour négocier avec le gouvernement fédéral la possibilité d'augmenter les prix de garantie du haricot et du maïs, commence à se former ce qui va se faire connaître sous le nom du *Mouvement Démocratique Paysan* (MDC).

Face au MDC, les organisations corporatives du PRI et du gouvernement comme la Ligue des Communautés Agraires (*Liga de Comunidades Agrarias*), affiliée à la Confédération Nationale Paysanne (*Confederación Nacional Campesina*), la Centrale Paysanne Indépendante (*Central Campesina Independiente*), les députés et maires du PRI sont obligés de reconnaître le bien-fondé des revendications des paysans mais rejettent les occupations d'entrepôts. Ils accusent les dirigeants de manipulation et exigent que le congrès de l'Etat ouvre une enquête sur le rôle de Ramos Molina et de Camilo Daniel quant à de possibles infractions à la constitution.¹⁵²

D'un autre côté, un ample secteur de la société civile composé de personnalités et de groupes organisés apportent leur soutien au MDC : les prêtres de l'archevêché du Chihuahua, puis ceux de l'évêché de Ciudad Juárez, les deux évêques, les partis politiques PAN, PSUM et PMT, le centre patronal du Chihuahua, les ouvriers en grève de l'entreprise *Aceros de Chihuahua*, les communautés ecclésiastiques de base....

Ainsi se déroule une double bataille : dans la zone rurale du nord-ouest, les paysans continuent à occuper pacifiquement les entrepôts et se tiennent informés par les émissions de radio dans lesquelles interviennent leurs leaders. Pendant ce temps, dans la capitale de l'Etat et à Ciudad Juárez, se déroule dans les médias et dans la société une discussion sur la légitimité de cette lutte avec pour

¹⁵² Journaux *Novedades de Chihuahua* et *El Heraldo de Chihuahua*, 10 décembre 1985.

protagonistes les leaders des deux coalitions décrites plus haut. La force que ce mouvement rural acquiert dans la zone urbaine est tout à fait impressionnante.

Le 11 décembre, les paysans du MDC et leurs leaders se réunissent avec les fonctionnaires de CONASUPO mais refusent de libérer les entrepôts. Ils font connaître l'ensemble de leurs revendications :

- ❖ Augmentation du prix de garantie du maïs à 120.000 pesos la tonne avec effet rétroactif pour ceux qui ont déjà livré leur récolte.
- ❖ Développement du programme de mécanisation des campagnes et réduction de son coût de 50%.
- ❖ Crédits pour l'agriculture avec un taux maximum de 12% annuel, en une seule administration avant les semailles pour les producteurs.
- ❖ Semences, engrais, insecticides et intrants subventionnés pour les producteurs pauvres.
- ❖ Finalisation de la construction des entrepôts communautaires dans les villages.
- ❖ Assurances pour le travail et le capital des paysans.
- ❖ Assistance technique remboursable en fonction des besoins des paysans.
- ❖ Autorités honnêtes.¹⁵³

Comme nous pouvons le voir, même si la demande principale continue à être l'augmentation des prix de garantie, surtout du maïs, la liste des revendications s'étend à tout ce que les politiques d'ajustement ont « touché » dans le secteur agricole : réduction et rareté du crédit rural, augmentation du prix des intrants, concentration des subventions vers les producteurs les plus aisés, suppression de l'assistance technique, abandon de l'infrastructure gouvernementale ou communautaire de stockage... A ce propos la liste des revendications de ce mouvement régional, très focalisé sur le nord-ouest de Chihuahua est un manifeste clair du ressenti des paysans pauvres, non seulement de Chihuahua

¹⁵³ *El Fronterizo*, Ciudad Juárez, Chih. 13 décembre 1985.

mais encore de tout ce Mexique rural qui rejette la politique néo-libérale pour l'agriculture.

De là son caractère centrifuge et la force qu'il arrive à rassembler en quelques jours, tout comme son caractère symbolique, semblable à ces *pronunciamientos* révolutionnaires que les paysans de cette région ont réalisé à l'aube de la révolution de 1910.

Les occupations d'entrepôts continuent à se multiplier dans les *municipios* de l'ouest et du nord-ouest de Chihuahua. Le 17 décembre, l'UPCALA convoque une réunion dans la ville d'Anáhuac. Les dirigeants, représentants des communautés qui ont occupé des entrepôts mais aussi deux députés du PAN se réunissent. De son côté, le gouverneur de l'Etat signale que les demandes des paysans sont légitimes mais que les moyens utilisés ne le sont pas. Il annonce cependant qu'il n'utilisera pas la répression mais qu'il cherchera à tout moment le dialogue. Il invite le MDC à une réunion le 18 décembre mais la suspend en raison d'un départ pour Mexico où on le somme de se rendre. Le conseiller des ouvriers du syndicat des Aciers de Chihuahua, Jaime García Chávez déclare qu'il y a une évidente convergence entre les demandes et les actions des ouvriers et paysans face à la réponse tardive du gouvernement.¹⁵⁴

Les entrepôts continuent à être occupés alors que l'hiver est de plus en plus froid. Le 20 décembre, le PRI lance comme candidat unique au poste de gouverneur de l'Etat, Fernando Baeza Meléndez, qui le jour suivant sa nomination déclare la validité des droits des paysans mais rejette l'occupation des entrepôts.¹⁵⁵

Le 21 décembre, aucune autorité ne se présente à une réunion convoquée par le MDC. En réaction, les paysans déposent des ordures devant les bureaux des administrations agraires de Ciudad Cuauhtémoc.¹⁵⁶ Peu avant Noël, le MDC

¹⁵⁴ Norte, Chihuahua, 18 et 19 décembre 1985.

¹⁵⁵ El Heraldo de Chihuahua, 21 décembre 1985, Diario de Chihuahua, 23 décembre 1985.

¹⁵⁶ Novedades de Chihuahua, 22 décembre 1985.

annonce une trêve mais rappelle que les 38 entrepôts sont toujours occupés par plus de six mille paysans.¹⁵⁷

Le dernier jour de l'année, dans la ville frontière de Ciudad Juárez, les communautés ecclésiastiques de base organisent une marche dans les principales rues de la ville afin de protester contre la vie chère et en solidarité avec le MDC. Elles sont rejointes par des membres du Parti Mexicain des Travailleurs (*Partido Mexicano de los Trabajadores*) (PMT) et l'Alliance Civique Démocrate (*Alianza Cívico-Democrática*) (ACD). La manifestation se termine par un meeting conjoint avec les travailleurs de Aceros (de l'Acier) de Chihuahua. Le mouvement s'étend ainsi à 400 kilomètres au nord de l'Etat. Le 3 janvier, trois entrepôts du *municipio* de Cusihuirachi sont occupés portant le total des occupations à quarante-quatre. Ramos Molina déclare que des paysans des Etats voisins du nord de Nuevo León et du Coahuila ainsi que ceux de l'Etat du Jalisco, pensent utiliser les mêmes tactiques que le FDC.¹⁵⁸

L'Alliance Paysanne du Noroeste (*Alianza Campesina del Noroeste*), intégrante du MDC annonce la prise de cinq entrepôts dans le *municipio* de Gómez Farías, et publie une analyse des coûts de production du maïs dans la région de la Alta Babácora: une moyenne de 55 mil 300 pesos la tonne alors que le prix de garantie est fixé à 53 mil pesos.¹⁵⁹

Le 5 janvier, le gouverneur González Herrera est à Mexico pour une réunion avec les ministres en charge de l'agriculture. Les dirigeants du *Movimiento Democrático Campesino* : Cuauhtémoc Flores, Lorenzo González, Becerra Gaytán y Humberto Ramos Molina sont aussi du voyage.¹⁶⁰ Lors de cette réunion, se dessine un accord pour donner une réponse aux demandes du MDC, mais tout le monde doit promettre de ne rien dire...

¹⁵⁷ *Novedades de Chihuahua*, 25 décembre 1985.

¹⁵⁸ *El Heraldo de Chihuahua*, 1 janvier 1985, *Novedades de Chihuahua* 4 janvier 1986.

¹⁵⁹ *Diario de Chihuahua*, 5 janvier 1986

¹⁶⁰ *Norte*, Chihuahua, 6 janvier 1986.

Cependant, de retour à Chihuahua, le gouvernement et le PRI annoncent qu'ils ont réussi à trouver un accord le même jour où Fernando Baeza prête serment comme candidat du PRI au gouvernement de l'Etat, le 7 janvier. Ce jour là, le gouverneur González Herrera annonce aux dirigeants de la Ligue des Communautés Agraires (*Liga de Comunidades Agrarias*), que grâce à son intervention, il a réussi à obtenir une solution : le paiement de la tonne de maïs à 65 mil pesos plus une bonification pour les paysans les plus pauvres qui peut s'élever jusqu'à 5.000 pesos la tonne. CONASUPO s'engage à recevoir tout le grain (alors que généralement, elle ne recevait que 40 à 50% des récoltes). Banrural concède un délai pour le paiement des prêts. Les paysans du PRI présentent immédiatement cet accord comme leur victoire et nient que ceux qui ont voulu « attenter à l'ordre et à la paix sociale » aient quelque chose à voir dans ce résultat.¹⁶¹

Les dirigeants du MDC répondent que cette offre n'est qu'une proposition du gouvernement et que ce sont les paysans qui vont décider s'ils l'acceptent ou non. Ils dénoncent que le gouverneur n'a pas respecté l'accord d'une annonce commune avec le MDC et la manipulation pour que la CNC y el PRI le revendiquent comme une victoire.¹⁶²

Le jour suivant, les paysans du MDC occupent brièvement les bureaux du district 034 du ministère de l'agriculture et qualifient d'humiliante la proposition officielle, qui a été faite à la Confédération Nationale Paysanne et non au MDC. Un conseil est intégré par les représentants des organisations et *ejidos* qui le composent. Des entrepôts sont aussi occupés dans l'Etat de Nayarit.¹⁶³

Afin de continuer leurs pressions pour obtenir l'augmentation des prix de garantie, le MDC occupe l'entrepôt d'El Charco, du *municipio* de Chihuahua et annonce qu'à l'autre extrême du pays, dans l'Etat du Chiapas, des paysans occupent les

¹⁶¹ *El Heraldo de Chihuahua* 8 janvier 1986.

¹⁶² *Ibidem*.

¹⁶³ *El Heraldo de Chihuahua*, 9 janvier 1986.

entrepôts pour les mêmes raisons. De son côté, le procureur de justice de l'Etat du Chihuahua responsabilise les paysans de ce qui pourra se passer et déclare que les entrepôts généraux de Palomas, les plus grands de l'Etat, ne pourront être occupés.¹⁶⁴

Le MDC programme une grande marche pour le 15 janvier de Cuauhtémoc à la capitale de l'Etat avec pour objectif au passage d'occuper les entrepôts de Palomas¹⁶⁵. De nombreux groupes dont le syndicat national de l'industrie du fer et de l'acier décident de s'y associer. Le 13 janvier, Humberto Ramos Molina et Antonio Becerra Gaytán sont convoqués à Mexico pour une nouvelle négociation.

Le 15 janvier, plusieurs contingents de paysans de diverses parties du nord-ouest de l'Etat se concentrent à Ciudad Cuauhtémoc afin de commencer la grande marche vers Chihuahua. Il fait très froid et il neige. Alors que la marche va débiter, les dirigeants du MDC envoyés à Mexico annoncent une seconde augmentation de 65.000 à 70.000 pesos la tonne de maïs plus la bonification de 5.000 pesos en services divers. Le MDC évalue cela comme une grande victoire et suspend la marche à Chihuahua. On commence à préparer les fêtes de la victoire.¹⁶⁶

El Movimiento Democrático Electoral : mars-juin 1986.

Le 16 mars, à Cuauhtémoc, un groupe de citoyens dirigés par le maire Humberto Ramos Molina fonde le Mouvement Démocratique Electoral (*Movimiento Democrático Electoral*, MDE). Les candidats au poste de gouverneur des partis d'opposition, Francisco Barrio Terrazas pour le PAN et Antonio Becerra Gaytán pour le PSUM acceptent d'y participer.¹⁶⁷

Le 17 juin, le MDE annonce qu'il installera des centres informatiques dans tous *municipios* de Chihuahua afin d'être en capacité d'analyser les résultats électoraux

¹⁶⁴ *El Heraldo de Chihuahua*, 11 janvier 1986.

¹⁶⁵ *El Heraldo de Chihuahua*, 14 janvier 1986.

¹⁶⁶ *Diario de Chihuahua*, 16 janvier 1986.

¹⁶⁷ *Diario de Chihuahua*, 17 mars 1986.

et se déclare tribunal moral des élections. Divers partis et organisations conforment le MDE : le Parti Mexicain des Travailleurs, le Parti Socialiste Unifié Mexicain, le comité Pro Paz, le comité de lutte pour la démocratie de Juárez (Colude), le comité pour la défense du vote, le PAN et le *Movimiento Democrático Campesino*.

Antonio Becerra exhorte les citoyens à faire valoir leurs droits le jour des élections et à surveiller les bureaux électoraux étant donné que le vote populaire ne sera pas respecté et que les représentants des partis politiques ne seront pas pris en compte.¹⁶⁸

Le lendemain, le MDE dénonce que des cartes d'électeurs ont été distribués à des mineurs dans plusieurs *municipios* de la zone d'influence du *Movimiento Democrático Campesino* : Namiquipa, Guerrero, Chihuahua, Ignacio Zaragoza et Bocoyna.¹⁶⁹

Lors d'une assemblée réalisée le 25 Juin à Cuauhtémoc, le MDE déclare que si le gouvernement a recours à la fraude électorale, de son côté ses actions principales seront : le blocage de routes, la suspension des activités agricoles et toutes les mesures propres à paralyser l'activité productive dans l'Etat.¹⁷⁰

Après les élections du dimanche 6 juillet où le triomphe est donné officiellement au candidat du PRI, un mouvement de protestation social surgit dans tout l'Etat afin de dénoncer la fraude électorale. Le 25 juillet, 500 sympathisants du MDE occupent symboliquement les entrepôts d'Anahuac avec le soutien de militants du PAN, du PSUM et du PDM afin d'exiger le respect à la volonté populaire exprimée dans les urnes.¹⁷¹ Quelques jours plus tard, un contingent mené par Humberto Ramos Molina commence une marche de Cuauhtémoc à Chihuahua.

¹⁶⁸ Norte, Chihuahua, , 18 juin 1986.

¹⁶⁹ *Diario de Chihuahua*, 19 juin 1986.

¹⁷⁰ *Diario de Chihuahua*, 26 juin 1986.

¹⁷¹ *Diario de Chihuahua*, 26 juillet 1986.

Bien que l'annulation du résultat officiel des élections ne soit pas prononcée, le mouvement de protestation continue et a des conséquences au niveau national : c'est ainsi que se forme le Mouvement Démocratique National intégré par le PAN, le PSUM et le PMT, principalement. Le MDE se joint immédiatement à cette coalition nationale. Le 3 août, ce mouvement national publie dans la presse nationale un communiqué qui remet en question les élections du Chihuahua, du Durango et du Oaxaca et signale:

*“Ces autorités son illégitimes depuis leur origine et ne compteront pas sur l'appui des peuples offensés. Il est nécessaire et urgent que les mexicains de toute tendances idéologiques confondues, amants de la démocratie, nous unissions nos forces afin d'obtenir que le peuple mexicain élise ses gouvernements grâce à des élections authentiques, pour lesquelles il est impératif de réformer les lois électorales ”.*¹⁷²

Les dirigeants du MDC continuent à participer à diverses actions de protestation du MDE, cependant la participation des paysans commence à diminuer. Une première scission se produit quand l'Alliance Paysanne du nord-ouest dément avoir donné son accord pour la publication du communiqué du 30 juin réalisée par le Mouvement Démocratique Electoral et déclare « ne pas faire partie de ce mouvement ». Notre organisation a établi depuis sa fondation le principe de ne pas participer à des questions politico-électorales, explique José Luis Aguayo.¹⁷³

Alors que la légalité s'impose par les faits, la protestation électorale va s'éteindre peu à peu. Cependant le MDE fait la déclaration suivante au peuple du Chihuahua, la veille de la prise de possession du gouverneur Fernando Baeza comme gouverneur de l'Etat :

"Le gouvernement que dirigera Baeza Meléndez est antipopulaire de par ses origines car il provient d'un processus électoral antidémocratique qui repose sur la fraude et sur un processus de décision centralisé et autoritaire. Nous réaffirmons notre engagement auprès du peuple du Chihuahua et du pays pour travailler et

¹⁷² *La Jornada*, 3 août 1986.

¹⁷³ *El Heraldo de Chihuahua*, 1 août 1986.

obtenir les réformes nécessaires aux lois électorales fédérales et des Etats afin de pouvoir compter sur des processus électoraux véritablement démocratiques où la préparation, l'organisation et la qualification du résultat des élections passe du gouvernement et de son parti vers l'ensemble des partis participants ".¹⁷⁴

De son côté, Fernando Baeza s'engage à impulser une réforme électorale selon les désirs du peuple du Chihuahua.¹⁷⁵

Dans les années qui suivent les dirigeants du MDE, sans leurs bases populaires, s'associent aux derniers bastions de résistance électorale : les occupations des mairies de Parral et Camargo dans le sud de l'Etat. Fin 1986, le MDE n'existe pratiquement plus.

Le Frente Democrático Campesino et la lutte pour les prix de garantie : 1987-1988

Le 4 octobre 1987, le père Camilo Daniel et le professeur José Luis Aguayo annoncent que diverses organisations de producteurs du nord, sud, nord ouest de l'Etat et de la Sierra Tarahumara vont se réunir afin de constituer le Front Démocratique Paysan (*Frente Democrático Campesino*). Il s'agit du *Movimiento Democrático Campesino*, de l'Alliance Paysanne du Nord Ouest (*Alianza Campesina del Noroeste*), du Front Uni des Producteurs des Campagnes (*Frente Unido de Productores del Campo*), de la Centrale Indépendante des Ouvriers et Paysans (*Central Independiente de Obreros y Campesinos*), de l'Union des Ejidos de Jiménez (*Unión de Ejidos de Jiménez*), du Parti Mexicain Socialiste (*Partido Mexicano Socialista*) et de l'Union pour le Progrès des Paysans de la Laguna de Bustillos (UPCALA). Les objectifs de l'organisation seront : lutter pour les prix de garantie, pour les crédits pour l'agriculture, pour des prix justes pour le bois et éviter le divisionnisme que promeut le parti officiel. Ils décident d'inviter le gouverneur Baeza à un forum fondateur où la problématique de l'agriculture du Chihuahua sera présentée.¹⁷⁶

¹⁷⁴ *El Heraldo de Chihuahua*, 2 octobre 1986.

¹⁷⁵ *Ibidem*.

¹⁷⁶ *Norte*, 5 octobre 1987.

Ils signalent que les 10.000 paysans qui vont former la nouvelle organisation ont décidé que Camilo Daniel, Humberto Ramos y et Antonio Becerra seront de simples “asesores” (conseillers) mais ne seront pas les dirigeants de la nouvelle organisation. De son côté, le père Camilo déclare : « Nous ne voulons pas que les partis politiques influencent le *Frente Democrático Campesino*, quelque soit le parti en question. Nous n’allons pas défendre de croyance religieuse ou idéologique et la seule chose qui nous intéresse, c’est la défense des intérêts et des revendications des paysans ». ¹⁷⁷

Le forum se réalise le 6 décembre 1987 à Ciudad Cuauhtémoc. La problématique est présentée au représentant du gouverneur et aux fonctionnaires, aux paysans du Forum de Sisoguichi, aux producteurs de maïs et de blé de l’Union des Ejidos de Jiménez, aux membres du Front Uni des Producteurs des Campagnes du district d’irrigation # 5, de l’UPCALA et de l’Alliance Paysanne du Nord Ouest. Ces différents groupes créent le *Front Démocratique Paysan des Organisations Paysannes de Chihuahua (Frente Democrático de Organizaciones Campesinas de Chihuahua)* et exigent du gouvernement une augmentation des prix de garantie du maïs. En cas de réponse négative, ils annoncent l’occupation des entrepôts de CONASUPO et le blocage des rues et des routes à partir du 26 décembre. Ils reprennent leur vieille revendication d’une équivalence entre coûts de production et prix des intrants. La valeur d’un kilo de maïs doit être égale au coût d’un litre d’essence et un kilo de haricot à deux litres de carburant. ¹⁷⁸

Rapidement la nouvelle organisation se fera connaître sous le nom du *Frente Democrático Campesino* (FDC) et les organisations qui y participent réellement sont le Forum de Sisoguichi et l’Union des Ejidos du Front Authentique du Travail de Jiménez.

Le 21 décembre, lors d’une réunion avec le gouverneur Fernando Baeza, les représentants du FDC demandent une hausse aux prix de garantie du maïs et du

¹⁷⁷ *Diario de Chihuahua* 8 octobre 1987.

¹⁷⁸ *El Heraldo de Chihuahua*,

haricot, avec indexation sur le prix de l'essence. En même temps, ils manifestent leur rejet du récent Pacte de Solidarité Economique. Après trois heures de dialogue, le gouverneur s'engage seulement à jouer le rôle « d'avocat » devant les instances correspondantes.¹⁷⁹

Le 27 décembre, malgré le dispositif policier installé par le gouvernement afin d'éviter l'occupation des principaux entrepôts de CONASUPO de l'Etat, le *Frente Democrático Campesino* arrive à prendre trois installations dans le nord-ouest de l'Etat et dans le *municipio* de Bachíniva. Dans la ville d'Anáhuac, Humberto Ramos Molina, Camilo Daniel et Antonio Becerra, dirigent l'occupation et manifestent qu'ils laisseront entrer le grain mais l'empêcheront de sortir en dépit des menaces de la police judiciaire de l'Etat, armée de mitraillettes.¹⁸⁰

Deux jours après, le FDC occupe les entrepôts de CONASUPO de Rancho de Márquez et Agua Fría, dans le *municipio* de Bachíniva, ainsi ceux de Pachera et Páramo de Morelos dans le *municipio* de Guerrero. Ce sont donc 7 entrepôts qui sont dans les mains des paysans. Le père Camilo prévient que les actions de pression vont de diversifier. Plusieurs partis politiques se solidarisent avec cette lutte : le Parti Révolutionnaire des Travailleurs (PRT), le Parti d'Action Nationale (PAN), le Parti Mexicain Socialiste (PMS) et le Parti Authentique de la Révolution Mexicaine (PARM).¹⁸¹

Les occupations d'entrepôts se multiplient dans tout le nord-ouest et dans le *municipio* de Cusihuirachi. Diverses instances du gouvernement se précipitent alors pour minimiser l'importance du mouvement. Le gouverneur assure qu'« il n'y a pas d'entrepôts occupés et les activités se réalisent de manière normale ».¹⁸²

Le 30 décembre, devant la menace d'évacuation de l'entrepôt d'Anáhuac par la police judiciaire de l'Etat de Chihuahua, les paysans sont remplacés par leurs

¹⁷⁹ *Novedades de Chihuahua*, 22 décembre 1987.

¹⁸⁰ *Diario de Chihuahua*, 28 décembre 1987.

¹⁸¹ *Norte*, 29 décembre 1987.

¹⁸² *Novedades de Chihuahua*, 30 décembre 1987.

femmes et quelques religieuses dirigées par la sœur Lolita Gallegos. Courageusement elles annoncent leur décision et demandent aux hommes de se retirer.

Les fêtes de fin d'année n'entament pas la dynamique du mouvement. Les entrepôts continuent à être occupés et de nouvelles communautés rejoignent la protestation. Face à cette situation, le gouvernement tente diverses manœuvres afin d'affaiblir le FDC. Il lui est demandé d'être « raisonnable et de faire des propositions auxquelles le gouvernement puisse répondre ». Le leader de la Confédération National Paysanne du Mexique, Héctor Hugo Olivares Ventura, qualifie le mouvement de Chihuahua comme « éminemment politique » mais reconnaît que la demande des producteurs de maïs est juste.¹⁸³

Le 6 janvier, le dialogue recommence entre les cabinets agricoles de l'Etat, de la fédération et le FDC, bien que la lutte continue à prendre de l'ampleur. 17 entrepôts sont occupés tout comme celui de Guamuchil dans l'Etat voisin du Sinaloa.¹⁸⁴

Comme deux années auparavant, les principaux acteurs sociaux qui ne sont pas du PRI commencent à se manifester en faveur du FDC. Ainsi l'évêque du diocèse de la Tarahumara, le jésuite José Llaguno Farías déclare : « Nous considérons que les paysans livrent une bataille pour leur survie, ce qui légitime leurs positions face à n'importe quelle autre norme »¹⁸⁵. Le programme de radio catholique questionne durement le Pacte de Solidarité Economique et demande solidarité pour le mouvement du FDC¹⁸⁶. De son côté le Président du Centre Entrepreneurial de Chihuahua commente que la lutte du FDC contre CONASUPO « est une réponse logique face à la situation économique qui existe dans les campagnes »¹⁸⁷.

¹⁸³ *Norte*, 5 janvier 1988.

¹⁸⁴ *Novedades de Chihuahua*, 7 janvier 1988.

¹⁸⁵ *Diario de Chihuahua*, 7 janvier 1988.

¹⁸⁶ *El Heraldo de Chihuahua*, 11 janvier 1988.

¹⁸⁷ *Diario de Chihuahua*, 8 janvier 1988.

Le 10 janvier, le FDC commence à Cuauhtémoc, la « Marche de la Dignité Paysanne ». Il s'agit d'une marche à pied de 100 km afin de diffuser et d'appuyer la revendication d'augmentation du prix du maïs et du haricot. Plus de 200 paysans et indiens Raramuris se proposent d'atteindre la capitale de l'Etat en quatre jours. Ils s'arrêteront dans chacune des communautés sur la route afin de les convaincre de rejoindre le mouvement.

Cependant, depuis le début de la mobilisation, il existe une division évidente entre le FDC et les paysans de l'Alliance Paysanne du Nord Ouest qui se nomme dorénavant l'Union des Ejidos du Nord Ouest. Leurs dirigeants Cuauhtémoc Flores y Paz Chávez déclarent ne pas être d'accord avec la marche à pied qu'ils considèrent « trop épuisante ». Ils décident d'organiser une caravane de voitures et picks-up de Cuauhtémoc à Chihuahua.

De fait, le jour suivant, pendant que les membres du FDC marchent sur les routes en dépit de températures inférieures à zéro et maintiennent occupés 24 entrepôts de CONASUPO, l'Union des Ejidos du Nord Ouest, avec quelques membres des syndicats officiels CNC y CCI, réalisent une manifestation face au palais du gouvernement de Chihuahua et demandent une hausse de 43 pour cent des prix de garantie du maïs et du haricot. Cuauhtémoc Flores, dirigeant de l'Union informe que si le gouvernement ne résout par leurs demandes, ils s'uniront au FDC et qu'eux aussi occuperont les entrepôts.¹⁸⁸

Le 14 janvier, la « Marche de la Dignité Paysanne » fait une entrée triomphale dans la ville de Chihuahua. Depuis la périphérie de la ville, des centaines de personnes l'attendent et l'accueillent avec enthousiasme et cris de bienvenue tout au long des rues qui mènent au centre ville. Plusieurs centaines de personnes participent au meeting qui a lieu face au palais du gouverneur : habitants des colonies populaires en grande majorité des communautés ecclésiastiques de base

¹⁸⁸ *Diario de Chihuahua*, 12 janvier 1988.

ou du Front des consommateurs, professions libérales et chefs d'entreprise proches du PAN, militants communistes du PMS, étudiants, religieuses, femmes au foyer, médecins qui soignent les pieds des marcheurs... Bref, une très ample représentation de toute cette société qui a participé à l'insurrection électorale pendant les dernières années. Dans son discours, le père Camilo déclare: "Nous sommes en train de grandir libres, comme des êtres humains et ceux qui sont là derrière, assis, (en faisant référence aux autorités du Palais du Gouverneur) devraient croire avec nous; les autorités sont celles qui devraient parler le plus de dignité, de droits de l'homme et individuels".¹⁸⁹

A la fin du meeting, les participants se dirigent vers les bureaux des principaux journaux du Chihuahua afin de les saluer et d'exiger d'eux responsabilité dans leur travail de journalistes. Ensuite ils retournent Place Hidalgo et installent le « Campement de la Dignité Paysanne ». Des tentes sont montées et le premier repas d'organise. De toute la société de Chihuahua affluent les témoignages de solidarité pour les paysans et leurs dirigeants installés en campement : bois de chauffage, aliments, couvertures, médicaments...

Le FDC, par le biais d'Humberto Ramos Molina, manifeste que la consigne est de ne pas se retirer jusqu'à ce qu'ils obtiennent une réponse positive à leur demande d'augmentation des prix de garantie du maïs et du haricot. Le campement des paysans est très dynamique : des tracts sont répartis à la population dans plusieurs endroits de la ville afin d'informer l'opinion publique de leurs revendications, des visites sont organisées vers les communautés où les entrepôts sont occupés, des sessions d'études sont réalisées par un groupe d'appui où s'incorporent de nouvelles personnes comme Elba Gómez, la sœur Marianela Madrigal, Graciela Ramos, Luis Aguilar, Gabriel Borunda et Víctor Quintana. Tous les soirs, après 8 heures, s'établit un rituel au contenu symbolique : le contingent se rassemble en silence face au Palais du Gouverneur et lit un poème de Daniel Torres Jáquez: "Les cinq minutes de silence des paysans".

¹⁸⁹ *El Heraldo de Chihuahua*, 15 janvier 1988.

En plus des appuis et de la solidarité en espèces, d'importants leaders d'opinion expriment leur accord avec la lutte du FDC. Ainsi, l'archevêque du Chihuahua, Adalberto Almeida y Merino considère que les pétitions des travailleurs de la terre sont "justes et urgentes" étant donné le prix dérisoire qu'offre le gouvernement pour leurs productions. Il manifeste son appui à la demande d'augmentation de 43% des prix du maïs et du haricot et ajoute que l'église catholique du Chihuahua sera solidaire jusqu'à ce que les demandes des paysans soient exaucées. D'un autre côté, aux deux extrêmes de l'échiquier politique, le professeur Antonio Becerra Gaytán du Parti Mexicain Socialiste et Guillermo Prieto Luján, dirigeant historique du PAN à Chihuahua, coïncident sur le fait que le rapprochement de deux partis, tellement différents, dans cette lutte paysanne, représente une avancée civique importante pour le pays tout entier.¹⁹⁰

Pendant que dans le campement se manifeste un grand appui social, le dirigeant de la CNC au niveau de l'Etat, Jorge Esteban Sandoval, lance un avertissement contre la « radicalisation et les postures de Messie du FDC ». Il signale que son organisation « fait des propositions concrètes car c'est une organisation sérieuse et non pas anarchique ». Il reprend les idées que le PRI-gouvernement et ses alliés tentent de diffuser afin de contrattaquer face au grand courant de sympathie généré par le FDC.¹⁹¹

Le 17 janvier, le nombre d'entrepôts occupés augmente à 30. Une assemblée générale a lieu au campement de la place Hidalgo et l'accord est pris de continuer avec les occupations et de ne pas laisser sortir le grain. De son côté, le gouverneur signale que l'augmentation des prix de garantie indexé sur l'inflation ne résout pas les problèmes de faible productivité de la zone du nord-ouest de l'Etat.¹⁹²

La semaine suivante, 57 entrepôts sont occupés dans tout l'Etat. Les appuis publics continuent à se manifester : *ejidos* du *municipio* de Chihuahua, producteurs

¹⁹⁰ *Novedades de Chihuahua*, 16 janvier 1988.

¹⁹¹ *El Heraldo de Chihuahua*, 17 janvier 1988.

¹⁹² *Norte*, 18 janvier 1988.

de lait, universitaires et 65 prêtres de l'archidiocèse du Chihuahua. Tous ces témoignages vont dans le même sens : la reconnaissance du grave retard des campagnes du Chihuahua et la validité des demandes et de la lutte du FDC. De son côté, le gouverneur s'engage à négocier une hausse de 50% des prix de garantie en espèces ou en nature.

Le dimanche 24 janvier, une gamme très diverse d'acteurs sociaux et politiques de l'Etat se retrouvent place Hidalgo afin de faire le jugement populaire du Pacte de Solidarité Economique. Les consommateurs urbains, représentés par le Front des consommateurs et les producteurs ruraux représentés par le FDC accusent ceux qui ont signé le pacte d'être à l'origine de la situation de précarité et de pauvreté que connaît le pays.¹⁹³

Le mouvement fait tâche d'huile : le 28 janvier, dans la ville de Mexico, le secrétaire d'action agraire de la CNC demande une augmentation de 43% des prix de garantie, tandis que dans la région de la Alta Babícora dans le nord-ouest de l'Etat du Chihuahua, six mille paysans rejettent l'augmentation de 17 pour cent que leur propose le gouvernement. A 400 kilomètres du Campement de la Dignité Paysanne, dans la ville frontalière de Ciudad Juárez, plusieurs dizaines de femmes et d'enfants des communautés ecclésiastiques de base, accompagnées par 14 prêtres, réalisent une manifestation devant les bureaux du Ministère de l'agriculture afin de se solidariser avec la lutte du FDC.¹⁹⁴

Le campement continue tout le mois de janvier, en dépit de chutes de neige et de températures en dessous de zéro. La solidarité ne diminue pas : des centaines de personnes se présentent avec de la nourriture, du bois, des couvertures, de l'argent ou tout simplement un appui moral. Le gouvernement parle de la possibilité d'augmenter les prix de garantie de 36% et le FDC répond qu'il n'acceptera pas moins de 43% et bloque plusieurs rues de la ville en dépit des

¹⁹³ *El Heraldo de Chihuahua*, 25 janvier 1988.

¹⁹⁴ *l Norte*, 28 janvier 1988; *Diario de Juárez*, 28 janvier 1988.

menaces d'intervention du gouverneur, accusé de mener le mouvement « aux bords de la répression ».¹⁹⁵

Le premier février, le père Camilo Daniel annonce que si le gouvernement ne donne pas au moins 43% d'augmentation, il commencera un jeûne solidaire pour une durée indéterminée. L'objectif de ce jeûne est d'attirer l'attention de l'opinion publique et des autorités compétentes pour que justice soit rendue aux paysans dans leur demande d'augmentation des prix de garantie. Il annonce qu'il fera cette démarche non violente dans le respect mutuel de chacun.¹⁹⁶

Le gouvernement annonce alors une contre proposition immédiate : huit milliards trois cent millions de pesos au lieu de cinq milliards deux cent millions qu'il avait proposés jusqu'alors. Afin d'analyser cette proposition le Père Camilo déclare que son jeûne est suspendu pendant 48 heures.¹⁹⁷

Le rapport de force continue à pencher en faveur du mouvement. Les prêtres du diocèse de Ciudad Juárez se solidarisent et accusent la politique économique à cause de son impact sur la pauvreté des paysans et des indiens. Le mouvement du FDC acquiert une forte dimension éthique. L'appui inconditionnel des évêques et des prêtres des trois diocèses du Chihuahua efface les suspicions de manipulation politique aux yeux de la population et renforce la légitimité des revendications.¹⁹⁸

Le gouvernement de l'Etat répond en publiant un communiqué dans la presse:

Le gouvernement fédéral est conscient que le niveau de vie et les conditions de travail se sont détériorées dans les campagnes...Afin d'atténuer les impacts défavorables pour l'économie populaire et d'apporter au producteur un niveau minimum de revenu, CONASUPO paye au producteur 245 mille pesos la tonne de maïs, bien que le prix international soit fixé à 206 mille pesos la tonne, et vend

¹⁹⁵ *El Heraldo de Chihuahua*, 30 et 31 janvier, 1 février 1988.

¹⁹⁶ *Norte*, 2 février 1988.

¹⁹⁷ *Novedades de Chihuahua*, 3 février 1988.

¹⁹⁸ *Diario de Chihuahua*, 3 février 1988.

*jusqu'à cette semaine, ce produit aux industriels de la tortilla à 246 mille pesos. L'exécutif de l'Etat du Chihuahua reconnaît complètement la légitimité des demandes paysannes. Le seul chemin viable en ce moment pour le Gouvernement de l'Etat est de redistribuer les ressources dont il dispose, principalement des dépenses courantes, de l'investissement urbain et de l'équipement routier, et de les allouer aux producteurs de maïs jusqu'à la quantité de 8 milliards 300 millions de pesos qui se distribueront à partir de la semaine prochaine entre les paysans les moins favorisés dans les zones du nord-ouest comme le détaillera le décret qui sera publié samedi prochain dans la presse locale*¹⁹⁹

Le *Frente Democrático Campesino* et l'Union des producteurs du Nord Ouest refusent les 8 milliards 300 millions de pesos comme subvention unique pour les paysans et demandent au moins 3 milliards afin de protéger les producteurs de haricot. La Ligue des Communautés Agraires, de son côté, accepte la proposition de l'Etat.²⁰⁰

Sur plusieurs aspects, commence donc une étape difficile pour le mouvement : en effet, le FDC devra aller à contre courant car le gouvernement commence à répartir des appuis aux producteurs sous la forme de 60.000 pesos supplémentaires par tonne de maïs et les organisations officielles poussent les paysans à accepter cette offre. Le Campement de la Dignité Paysanne (*Campamento de la Dignidad campesina*) se prépare à une nouvelle stratégie : préparer le jeûne du père Camilo à partir du 5 février à Chihuahua pendant que sur la place d'armes de Ciudad Juárez, un autre prêtre catholique, le père René Blanco annonce qu'il jeunera également.²⁰¹

Le 8 février, le FDC publie un communiqué où il rejette la proposition des 8 milliards 300 millions de pesos supplémentaires aux prix de garantie « car nous sommes persuadés qu'il y a des ressources disponibles pour résoudre nos demandes. Nous protestons en raison de la manière qu'a le gouvernement de présenter les choses. Nous avons décidé de continuer notre lutte jusqu'à ce que

¹⁹⁹ *Novedades de Chihuahua*, 4 février 1988.

²⁰⁰ *Ibidem*.

²⁰¹ *Novedades de Chihuahua*, 5 février 1988.

nous obtenions une augmentation des prix de garanties pour les producteurs de haricot et une meilleure couverture pour les producteurs de maïs ». ²⁰²

Ce jour là, Javier Benavides, dirigeant du PAN rejoint lui aussi le jeûne solidaire afin d'appuyer la lutte du FDC place Hidalgo. La présence et la solidarité de la population croit sur le campement.

Le 9 février, plus de 2000 personnes participent à un meeting de solidarité avec les personnes qui jeûnent. Après Chihuahua et Ciudad Juárez, un troisième espace s'ouvre dans l'Etat avec la décision du père Eduardo Estrada, curé de Santa Eulalia à Cuauhtémoc qui jeûne également. ²⁰³ Grâce à cela le mouvement du FDC se trouve renforcé. Il est présent dans les principales villes de l'Etat avec un appui total de l'église catholique tant du bas clergé que de la hiérarchie épiscopale. ²⁰⁴

L'un des principaux éditoriaux politiques de l'Etat observe :

« Bien que certaines personnes ne donnent pas d'importance aux derniers événements du Frente Democrático Campesino et de sa partie d'échecs avec le gouvernement afin d'obtenir de meilleurs prix de garantie ; la participation massive de l'église dans le mouvement a fait trembler les autorités du centre du pays... Il est urgent que le système réconcilie ces différents intérêts. De fait il n'y a que les ignorants qui ne voient pas que nous vivons les manœuvres préparatoires de ce qui va se passer à partir d'aujourd'hui jusqu'à juillet 88 pour les élections. La réponse au mouvement d'occupation des entrepôts ne va pas se freiner tant qu'on ne parlera pas de pesos et de centavos et de pourcentages... D'un autre côté, la participation agressive de l'église est une conséquence du recul du congrès qui n'a pas voulu instituer des sanctions pour les prêtres qui font de la politique. Cette participation de l'église est un complément idéal de ses programmes sociaux comme les Ateliers pour la Démocratie (Talleres de la Democracia) ». ²⁰⁵

Le mouvement se renforce dans la mesure où l'état de santé des participants du jeûne se dégrade. Les églises protestantes expriment leur solidarité envers les paysans. Lors des messes du dimanche à Ciudad Juárez, les prêtres, dans leurs

²⁰² *El Heraldo de Chihuahua*, 8 février 1988.

²⁰³ *Diario de Chihuahua*, 10 février 1988.

²⁰⁴ Víctor Quintana dans le magazine *Ahora*, 12 février 1988.

²⁰⁵ *El Heraldo de Chihuahua*, 26 janvier 1988.

sermons invitent les fideles à appuyer activement ceux qui luttent. 40,000 signatures sont recueillies sur une pétition qui circule dans tout l'Etat. Un quatrième campement s'ouvre dans le sud de l'Etat à Hidalgo del Parral.

Finalemt le 15 février, après 32 jours de campement face au palais du gouverneur, le FDC arrive à un accord avec le Gouvernement de l'Etat lorsque celui-ci accepte d'appuyer également les producteurs de haricot. Le gouverneur s'engage à réaliser un « programme intégral de développement pour la zone nord ouest de l'Etat afin d'obtenir un développement plus juste et plus équilibré pour les paysans ». De leur côté, les 6 personnes qui faisaient le jeûne décident d'arrêter et les entrepôts occupés dans onze *municipios* sont évacués par les paysans.²⁰⁶

Le 16 février, les paysans du FDC forment des brigades afin de communiquer leur expérience aux étudiants de l'Université Autonome du Chihuahua. L'après-midi, une messe solennelle est célébrée par 10 prêtres dans la cathédrale de Chihuahua. Le père Camilo qui officie manifeste : « Le Royaume de Dieu grandit. La multiplication des pains réalisée par Jésus a été notre demande. Il a été possible de multiplier les pains aujourd'hui pour ceux qui luttent pour la justice, l'amour et la dignité de la vie ». Lors de la même cérémonie liturgique, Ramos Molina déclare: "Dans la lutte paysanne, l'ami Camilo nous a montré d'autres formes de luttes » et Becerra Gaytán commente publiquement qu'il n'a jamais été ennemi de la religion, mais qu'aujourd'hui, après l'exemple que les prêtres nous ont donné, il serait disposé à lutter si cela était nécessaire pour que soient garantis les droits religieux.²⁰⁷

Dans les jours et les semaines postérieures, dans les différents *municipios* où le FDC est présent, s'organisent des fêtes pour célébrer le triomphe. Le travail nécessaire pour transformer en organisation ce qui a été jusque là un mouvement conjoncturel commence aussi. Nous en parlerons dans un prochain chapitre.

²⁰⁶ Norte, 16 février 1988.

²⁰⁷ El Heraldo de Chihuahua, 17 février 1988.

3) Les acteurs, les leaders et leur relation..

Lors des trois luttes importantes de cette première étape, les deux mouvements pour les prix de garantie en 1985-1986 et 1987-1988 et le Mouvement Démocratique Electoral, le même socle d'acteurs et de dirigeants interviennent, peut-être avec l'incorporation de quelques nouveaux acteurs en 1987-1988. Il s'agit d'une grande énergie sociale qui surgit d'un conglomérat particulier et hétérodoxe d'acteurs sociaux et individuels qui bénéficient de la convergence des luttes politico-électorales de la conjoncture.

Le MDC est sans aucun doute un acteur collectif issu directement du mouvement pour les prix de garantie de 1985-86. Mais il ne naît pas par génération spontanée. Il est précédé et rendu possible car plusieurs acteurs collectifs se sont constitués dans la région pendant les dernières années. Il est aussi possible grâce aux leaders qui ont un rôle dans la région ou dans leur domaine propre. Voyons donc ces acteurs collectifs et individuels.

L'UPCALA: L'Union pour le Progrès des Paysans de la Laguna de Bustillos (*Unión para el Progreso de los Campesinos de la Laguna de Bustillos*). C'est le noyau qui initie le mouvement. Il s'agit d'une organisation de paysans pauvres, des *ejidos* de la rive du lac de Bustillos dans le *municipio* de Cuauhtémoc, qui s'est constituée autour du travail pastoral du père Camilo Daniel, curé d'Anáhuac. Depuis son arrivée dans la paroisse en 1981, Camilo a commencé un travail intense de visite aux communautés rurales et a encouragé les villages à s'organiser afin de lutter pour obtenir une réponse à des revendications immédiates. Ainsi, en 1984, naît la UPCALA avec pour objectif d'introduire l'énergie électrique dans toutes les communautés de la Laguna de Bustillos. Elle va l'obtenir, grâce à l'appui du maire de Cuauhtémoc, Humberto Ramos Molina. Cette petite lutte va consolider un minimum de noyau d'organisation et de là sortira une poignée de leaders paysans qui accompagneront le père Camilo. Il ne s'agit pas d'une organisation religieuse,

ni politique, liée à un quelconque parti. C'est une organisation très paysanne de caractère social, revendicatif. Cependant, en dépit de son origine récente, beaucoup de ses membres sont des fils ou des petits-fils des travailleurs de l'Hacienda de Bustillos qui ont participé à la révolution de 1910 sous les ordres de Francisco Villa avec l'espoir d'avoir un morceau de terre à cultiver.

L'Alliance Paysanne du Nord Ouest (*Alianza Campesina del Noroeste*). A la différence de la UPCALA, la ACN est une organisation d'enracinement plus ancien et avec une culture de gauche. Elle est présente presque exclusivement dans le *municipio* de Ignacio Zaragoza, à plus de 200 kilomètres au nord-ouest de Cuauhtémoc. Elle possède une longue tradition de lutte : l'*ejido* et le *municipio* de Zaragoza sont le résultat de la lutte contre le *latifundio* de San Miguel Babícora dans les années 20. Dans les années 60, grâce à l'activisme politique d'un médecin arrivé dans le village, Zaragoza devient une base importante d'appui pour la guérilla paysanne de Pablo Gómez et Arturo Gámiz qui est pratiquement massacrée lors de l'attaque à la caserne militaire de Ciudad Madera, dans la montagne du Chihuahua, le 23 septembre 1965. Plus tard a lieu un travail intense d'organisation et d'éducation du Parti Communiste Mexicain qui en 1982 se transforme en Parti Socialiste Unifié du Mexique. C'est sous les sigles de ce parti que les paysans de Ignacio Zaragoza participent aux élections municipales de 1983 et obtiennent que leur dirigeant, Cuauhtémoc Flores Madrid, soit élu maire. C'est l'un des tout premiers triomphes électoraux de la gauche mexicaine dans le pays. Une fois installé à la mairie, Cuauhtémoc Flores et son équipe qui comprend des personnes comme Paz Chávez, se concentrent sur l'organisation économique et reçoivent les conseils de plusieurs intellectuels et techniciens afin de développer plusieurs projets productifs et organisationnels. C'est ainsi qu'ils forment l'Alliance Paysanne du Nord Ouest (*Alianza Campesina del Noroeste*) qui en 1985 regroupe plusieurs *ejidos* et colonies agricoles de Gómez Farías et Zaragoza.

Autres groupes paysans et leaders du PSUM: Mises à part ces deux organisations, quelques petits groupes issus d'un travail d'organisation paysanne, du PCM

d'abord et du PSUM ensuite, s'incorporent au MDC. Ce sont des indiens et des paysans du *municipio* de Bocoyna, dans la montagne Tarahumara, quelques villages du *municipio* de Guerrero, comme Pachera et Páramo de Morelos, ou du *municipio* de Namiquipa, comme ceux de la colonie Independencia, ou ceux du Porvenir de Bachíniva. Leurs leaders sont des cadres dirigeants de ces partis comme José Luis Aguayo, Ernesto Alcalá ou Luis Aguilar et des dirigeants paysans comme Juan Morales, Bertha González, Amador Beltrán, José de Jesús Gómez, entre autres.

Les paysans organisés depuis la mairie de Cuauhtémoc: bien qu'ils ne soient pas nombreux, quelques groupes soutenus par la Mairie de Cuauhtémoc lors de l'arrivée de Humberto Ramos Molina au pouvoir en 1983, participent aussi au MDC. Ils sont dirigés par le paysan Melquíades Rocha, chargé du développement rural dans la mairie. Il organise notamment les paysans du village d'El Rayo.

Le "capital social" que génère le mouvement pour la lutte des prix de garantie est précédé par des luttes et des processus d'organisation antérieurs très divers : aux côtés d'organisations clairement marquées à gauche, convergent des processus marqués par la démocratie chrétienne. Le mélange « prend » car cette diversité se retrouve dans la légitimité de revendications clairement ressenties et exprimées mais aussi dans la coexistence des trois principaux dirigeants du MDC lors de cette première étape.

Le Père Camilo Daniel Pérez: En tant que curé d'Anáhuac, il se donne pour tâche l'organisation de l'UPCALA au début des années 80 et propose l'occupation du premier entrepôt le 6 décembre. En 1985, c'est un prêtre de 41 ans qui associe la proximité et l'engagement auprès des pauvres mais aussi une solide préparation théologique. Il a étudié aux séminaires de Chihuahua, de Mexico et s'est spécialisé dans l'étude des saintes écritures à l'Université Grégorienne de Rome et à l'Institut Biblique de Jérusalem. Il a été recteur du séminaire régional de théologie du nord mais a démissionné pour rejoindre cette paroisse rurale lorsque les autorités

décident de fermer le séminaire en raison du fait que les séminaristes se sont lancés dans une grève de la faim afin de soutenir les mères des prisonniers et disparus politiques. Le père Camilo, comme on l'appelle avec tendresse, n'est pas un théologien de la libération classique mais plutôt un pasteur qui, de par sa proximité avec les paysans pauvres, vit la théologie catholique comme un appel à l'engagement social. Lors d'un entretien pendant ces journées difficiles, il se définit ainsi : il précise qu'au sein de la UPCALA, il est conseiller et non leader agraire. Il se présente comme « un prêtre au sens profond du terme, qui veut promouvoir la communauté, qui veut jouer le rôle d'intermédiaire entre ce que Dieu veut de nous et ce que nous vivons comme croyants. Je suis un prêtre sensible aux problèmes humains. » En relation à la Révolution Mexicaine, il signale qu'il y encore beaucoup de travail à faire. Peu lui importe si on le classe dans un courant de théologie particulier : « J'appartiens à mon peuple et j'appartiens à Dieu »²⁰⁸

Humberto Ramos Molina: Un peu plus âgé que le Père Camilo, il a passé comme lui son enfance à Cuauhtémoc. C'est une personne qui s'est toujours distinguée pour son engagement dans des causes visant à améliorer sa communauté. Il a organisé des marathons téléphoniques pour la construction de la nouvelle église de la paroisse ou pour le nouveau stade de base-ball ou encore pour aider des groupes sinistrés. C'est un grand sportif et un animateur de radio connu.

Bien que d'origine modeste, sa constance et son initiative l'amènent à former plusieurs entreprises : une boulangerie, une entreprise immobilière, une prise de participation dans une station de radio. C'est un démocrate pragmatique qui n'aime pas les grands discours compliqués et idéologiques. Il préfère l'action. En 1983, il sollicite de son parti, le PRI, la candidature à la mairie mais on lui refuse. Il s'adresse alors au PAN qui a déjà choisi son candidat. Il se tourne alors vers un petit parti inconnu qui accepte de lui « prêter » ses sigles et gagne les élections avec un avantage surprenant. Une fois au pouvoir, il se montre innovateur et défie le gouverneur du PRI : utilisant les ressources dont il dispose, il commence la

²⁰⁸ *Diario de Chihuahua*, 19 décembre 1985.

construction de l'autoroute Cuauhtémoc – Chihuahua, ce qui oblige le gouverneur à poursuivre ce chantier. Il appuie la lutte pour la démocratie électorale et se rapproche du PAN.

Le professeur Antonio Becerra Gaytán. C'est le plus âgé des trois. Parler de lui, c'est parler du parti communiste au Chihuahua dont il est l'un des principaux dirigeants dans la région. Très respecté par un grand nombre de personnes pour la cohérence de ses positions, il a été professeur au lycée de Chihuahua dépendant de l'université et à l'école Normale de l'Etat. Doté de charisme, c'est un tribun qui sait s'attirer la sympathie d'autrui. Bien qu'ayant passé plusieurs années en URSS, ce n'est en rien un communiste orthodoxe. Il aime questionner et proposer et jouit d'une position importante à la direction nationale du PCM puis du PSUM. Grâce à son ouverture d'esprit, il s'est gagné des amis à gauche, à droite et au gouvernement. Face aux orthodoxes du parti qui lui reprochent sa participation à la lutte électorale menée par le PAN, Becerra met en avant la cause de la démocratie, ce qui lui attire un grand prestige dans la société de Chihuahua. Quand débute le MDC, il est le président du PSUM de Chihuahua.

Ces trois mousquetaires de Chihuahua sont ceux qui forment et conduisent avec succès la lutte du Mouvement Démocratique Paysan, dans un premier temps, puis du *Frente Democrático Campesino*, ensuite. Lors de ces luttes, ils se connaissent et apprennent à reconnaître leurs différences et leurs complémentarités : l'éthique et l'inspiration catholique chrétienne du père Camilo, la créativité et le pragmatisme de Ramos Molina et l'habileté de Becerra pour la négociation politique. Ils sont tous les trois d'origine modeste, partagent une passion pour la justice et une confiance totale en dépit de leurs différences. Ils arrivent même à affirmer : « peu importe si, à la négociation, vont Camilo ou Becerra, c'est comme si nous étions tous les trois présents ». L'absence de division entre ces trois personnes sera un élément-clé pour le succès des luttes du MDC/FDC, pour éviter la répression et pour positionner l'organisation dans la société du Chihuahua.

Un aspect des choses important à observer est la participation d'autorités à la lutte : le fait que deux autorités civiles, les maires, Humberto Ramos Molina et Cuauhtémoc Flores mais aussi une autorité religieuse, le prêtre Camilo Daniel Perez, passent le « Rubicon » et décident de s'engager, est fondamental pour le développement et le succès du mouvement ; après cinq décennies de monopole du pouvoir, pendant lesquels le PRI a réussi à contrôler, détruire ou coopter les timides dissidences au moyen de la répression, mais aussi de la pression publique, en leur niant toute légitimité et en les qualifiant de subversives, de violentes, comme le font les députés du PRI et les dirigeants de la CNC du Chihuahua.²⁰⁹

Cependant, la présence des ces trois autorités donne au mouvement une légitimité nouvelle devant l'opinion publique et surtout devant les paysans, qui, peu à peu, rejoignent le mouvement. Les tentatives d'accusation de violence et de subversion faites au MDC ne prospèrent pas car le mouvement est mené par deux maires élus légitimement, dans un contexte de fraude électorale du PRI. En plus, la lutte des paysans compte sur l'appui moral de leur pasteur mais aussi de tout le clergé et des évêques de l'Etat.

Dans ce cas, le rôle de l'autorité dans le travail de démantèlement du pouvoir, du capital symbolique du corporatisme du PRI est évident. Ce qui, exprimé de manière positive, revient à dire que ces autorités participent à la construction de la citoyenneté, à travers un postulat éthique de défense des droits. Tant le discours démocrate de Ramos Molina comme celui de gauche de Becerra et Flores, comme le discours chrétien du père Camilo, convergent vers une dimension éthique quand ils répètent inlassablement qu'au-delà des prix de garantie et de l'amélioration des conditions de vie, l'objectif essentiel de la lutte est *pour la dignité des paysans*. Et depuis lors, cela devient le cri de ralliement et la devise principale du Mouvement et ensuite du *Frente Democrático Campesino*.

²⁰⁹ En fait la majorité du PRI au congrès de l'Etat accuse sans succès le Père Camilo de violer l'article 130 de la constitution en faisant de la politique alors qu'il est ministre d'un culte et Ramos Molina de violer l'article 126 en étant un maire aux actions subversives.

Lors de cette première étape, les relations entre les leaders du FDC, Camilo, Ramos y Becerra et leurs bases ont toutes les caractéristiques de la direction charismatique, comme la définit Alberoni lors de « l'Etat naissant ». Ces caractéristiques sont :

- Les leaders font une invitation ouverte à tous les paysans de la région afin qu'ils rejoignent le mouvement et pas seulement aux groupes de paysans avec lesquels ils ont une relation immédiate.
- Les leaders, avec les paysans, formulent les demandes fondamentales du mouvement. Leur expérience permet d'exprimer clairement, simplement mais avec force, les revendications: "Qu'un kilo de maïs vaille un litre d'essence et un kilo de haricot, deux litres d'essence."
- Les leaders diffusent par la radio la manière selon laquelle les gens peuvent s'incorporer au mouvement : occupation d'entrepôts dans leur communauté et communication avec la direction du mouvement. Les bases des différentes communautés paysannes s'auto-organisent, généralement autour de leurs leaders agraires, et réalisent l'occupation.
- Les trois leaders principaux sont aussi les portes-parole du mouvement, même si quelques paysans et cadres du PSUM participent aussi.
- Bien que les bases paysannes soient consultées et informées, la structuration et la définition des actions est le fait des trois leaders principaux, avec l'opinion d'un groupe réduit de paysans :
- C'est également ce qui se passe lors des négociations les plus importantes: Ramos et Becerra sont généralement présents avec deux ou trois dirigeants paysans et reçoivent un vote de confiance pour représenter le mouvement.
- La relation fondamentale entre les bases et leurs trois leaders est de confiance. A la différence des dirigeants traditionnels, les paysans

ont la sécurité qu'aucun des trois mousquetaires ne va les trahir ou négocier des avantages personnels. Ils sont sûrs qu'ils négocieront le meilleur pour tous.

Il s'agit, bien sûr, d'une direction proche du terrain. Les trois leaders et les autres dirigeants intermédiaires partagent tout ce que la lutte implique : les marches, les veillées lors des nuits d'hiver glacées, les tours de garde dans les entrepôts, les *burritos* (galettes de blé) qui constituent l'alimentation de base, les gardes face aux policiers. A travers ces expériences de partage, se crée une communauté d'intérêt mais aussi de langage, de rêves, entre les bases et leurs dirigeants. Une confiance solide s'installe et résiste aux attaques et diffamations que porte le gouvernement contre les leaders.

La première dissension à l'intérieur de ce groupe d'acteurs compact a lieu lors de l'été brûlant –à cause de la chaleur de la protestation sociale – de 1986. Après la formation du Mouvement Démocratique Electoral par le père Camilo Daniel, Humberto Ramos Molina et Antonio Becerra dans lequel convergent des actions avec le PAN et des groupes proches de ce parti, les dirigeants de l'Alliance Paysanne du Nord Ouest annoncent publiquement leur désaccord quant à la publication dans la presse d'un communiqué commun le 1^{er} aout. L'argumentation des dissidents, selon José Luis Aguayo, est qu'ils ne participent pas à ce mouvement car ils ont bien précisé, depuis le début, qu'ils n'interviendront pas dans des questions politico-électorales.

En réalité, derrière cette première querelle à l'intérieur du bloc du MDC, il y a plusieurs explications : le secteur le plus à gauche de l'Alliance Paysanne du Nord Ouest ne voit pas d'un bon œil le rapprochement avec le parti de droite, le PAN même si celui-ci est victime de la fraude électorale. Il y a aussi des dissensions au sein du PSUM. Ces mêmes dirigeants ne sont pas d'accord avec Antonio Becerra Gaytán et n'acceptent pas les méthodes et le rôle de Humberto Ramos Molina, qui est un proche du PAN. Cette division qui se manifeste lors du mouvement électoral

va se reproduire lors du mouvement pour les prix de garantie, un an après. Comme nous l'avons déjà expliqué, lors de cette seconde lutte, le FDC et l'ACN ont des stratégies différentes. Lors de la marche du FDC vers Chihuahua, il y a un risque de confrontation entre les deux organisations. Antonio Becerra se plaint de problèmes de communication avec le dirigeant de l'ACN, son collègue du PMS, Cuauhtémoc Flores: *Comment est-il possible que le gouvernement soit disposé à dialoguer avec nous et que l'Alliance Paysanne du Nord Ouest ne le soit pas ?*²¹⁰

Un troisième dirigeant du PMS, José Luis Aguayo tente de relativiser cette division peu de jours après, en signalant que les unions de crédit de la zone où opère la ACN sont formées de paysans qui participent aussi au sein des syndicats officiels. C'est pour cela qu'ils ne peuvent s'engager dans des mobilisations du FDC, mouvement « totalement indépendant » du gouvernement.²¹¹

Ce qui est évident dans cette tension entre FDC et ADN, c'est la contradiction que vit la majorité des organisations paysannes au Mexique : tant que la lutte est orientée vers des demandes générales des producteurs agricoles et vers la proposition ou la transformation des politiques du gouvernement, le degré de confrontation peut être élevé et les formes d'action radicales. Mais quand l'organisation a déjà une série de projets économiques, qui implique le maintien d'une relation continue avec le gouvernement et l'apport de crédit de la part de ce dernier, les formes de luttes changent, deviennent moins radicales et les demandes sont moins générales, plus spécifiques en relation avec le processus d'organisation économique. La participation des paysans devient elle aussi dépendante des temps et des rythmes que les entreprises ou les projets productifs imposent.

²¹⁰ *Novedades de Chihuahua*, 12 janvier 1988.

²¹¹ *Norte*, 18 janvier 1988.

En dépit de la différence du FDC avec l'ACN, la lutte de 1987-1988 produit toute une série de nouveaux leaders du FDC, outre ceux que nous avons décrits antérieurement :

Le noyau des leaders paysans : avec la lutte de 1987 – 1988, les leaders régionaux qui avaient surgi deux années auparavant se renforcent et se consolident. On peut nommer entre autres : Melquíades et Manuel Rocha, Ruperto Domínguez, Lorenzo González, Juan Morales, Amador Beltrán, Chuchú Gómez, Chayo Sías. Ainsi se consolide un groupe de cadres paysans qui soutiendront le FDC dans les prochaines années.

La commission de suivi ou équipe de conseillers. Depuis fin 1987, plusieurs professionnels et techniciens, dotés d'une solide formation politique et intellectuelle, s'intègrent au mouvement et suivent les questions d'éducation et de communication : Elba Gómez, Graciela Ramos, Luis Aguilar, Gabriel Borunda. Ce dernier dirige depuis 1986 le service social d'un groupe d'étudiants de l'École Supérieure d'Agriculture des Frères Escobar. Ce groupe, qui collabore avec les trois leaders fondateurs, aura la responsabilité du suivi des engagements pris par le gouverneur après la lutte de 1987-1988 et la construction des instances et formes d'organisation et participation du FDC.

Un cas spécial: "*La Mère Lolita*" et son groupe de religieuses. Il s'agit d'une communauté de sœurs qui travaille dans la paroisse du père Camilo à Anahuac. Cette communauté est dirigée par la mère Lolita Gallegos mais y participent également la mère Juanita et Isabel Saldívar, Chabelita, une apprentie religieuse. Elles se chargent des activités logistiques - la mère Lolita se révèle être une excellente administratrice des fonds reçus pour le FDC et de la préparation des aliments. C'est Lolita qui organise le groupe de femmes qui se substitue aux hommes quand les policiers menacent d'évacuer les hommes. C'est enfin Lolita, qui plus tard, organisera la Coopérative d'approvisionnement *El Ranchero*

Solidario, alors que la mère Juanita organise un important projet de médecine alternative.

Outre ces acteurs figurent aussi d'autres personnes qui soutiennent le FDC de diverses manières: le père Javier Avila, jésuite de la Sierra Tarahumara, la sœur Marianela Madrigal, qui parfois participe à l'équipe de conseillers et la chanteuse Hortensia Calzadillas, *Acihua*. (+), qui avec ses chansons folkloriques apporte beaucoup à la mystique et à la gaieté dans le campement.

Tout ce groupe hétérogène de personnes, auxquels il faudrait ajouter un groupe d'étudiants de l'Ecole d'Agriculture des Frères Escobar, un petit groupe de militants du PAN – dirigés par Victoria Chavira et Javier Benavides, et un autre groupe de dirigeants du Parti Mexicain Socialiste²¹², arrivent à dépasser leurs différences politiques et idéologiques et font des apports importants au FDC.

Comment est-ce possible ? Comment des communistes, des curés, des sœurs, des intellectuels de gauche, des petits entrepreneurs, des militants d'un parti de droite peuvent-ils ensemble travailler et coopérer de cette manière ?

Il y a plusieurs facteurs à analyser pour expliquer les convergences de cette diversité :

- ❖ L'adversaire commun : tous ont en commun leur opposition au PRI-gouvernement, non pas à cause de sa nouvelle orientation néo-libérale mais en raison de son attitude autoritaire, antidémocratique et antipopulaire.
- ❖ Le souvenir des luttes pour la démocratie électorale qui a uni tous ces acteurs depuis 1985.
- ❖ L'indiscutable légitimité des demandes du mouvement, tant pour leur rationalité intrinsèque que pour le caractère éthique du leadership, surtout représenté par le père Camilo et par la pluralité des trois têtes du mouvement.

²¹² En 1987, le Parti Socialiste Unifié du Mexique (PSUM) fusionne avec le Parti Mexicain des Travailleurs (PMT) et d'autres organisations de gauche pour former le Parti Mexicain Socialiste.

- ❖ La phase « d'Etat naissant » du mouvement, c'est à dire son caractère charismatique, qui minimise les différences entre les acteurs et tend à générer une unité autour de ses propositions. Nous reparlerons de cela plus tard.

Tous ses facteurs se conjuguent pour que le mouvement du FDC puisse obtenir une grande capacité de convocation et un niveau d'harmonie et de communication entre les différents acteurs qui l'intègrent et qui l'appuient ; c'est quelque chose qui ne se reproduira plus.

4.) Les formes d'organisation et d'action.

Il y a une évolution dans les formes d'organisation en fonction du développement des différents mouvements :

Nous avons décrit plus haut les deux organisations qui sont à l'origine du Mouvement Démocratique Paysan : la UPCALA et la ACN. Toutes les deux sont de caractère local et n'ont pas d'influence en dehors de leur *municipio*. Elles n'ont pas de système d'adhésion formel. Les gens deviennent membres dans la mesure où ils participent aux activités de l'organisation.

Cependant, même si ces deux organisations sont solides localement, elles n'ont pas de pouvoir suffisant pour négocier l'augmentation des prix de garantie pour les producteurs de maïs et de haricot. C'est un problème de dimension nationale et le gouvernement fédéral est le seul à pouvoir le résoudre.

C'est alors que les dirigeants du MDC décident d'une stratégie pour augmenter le pouvoir de négociation de leur organisation. Si on l'analyse *a posteriori*, on peut lister les éléments suivants:

- 1) Lancement du mouvement à partir d'une action significative. L'occupation du premier entrepôt d'Anáhuac est une action dont l'objet principal est de servir d'exemple pour que les autres communautés prennent conscience qu'il est possible de se mobiliser et pour que les autres connaissent la demande qui les unit tous. Comme le signale Manuel Rocha, un des paysans du MDC: « Les gens ne se réunissent pas pour des réunions, ils se réunissent pour des actions »
- 2) Diffusion de l'action et invitation à rejoindre le mouvement à travers les radios locales. Les dirigeants du mouvement visitent les stations de radio de plus grande couverture dans la région et informent de leur action symbole, c'est à dire de la première occupation de l'entrepôt mais aussi des revendications. Ils invitent toutes les communautés à rejoindre la lutte, en occupant aussi leurs propres entrepôts, avec pour engagement de le communiquer à la direction du mouvement. Ils leur offrent conseils et orientation. Les dirigeants vont, par la suite, continuellement utiliser la radio afin d'informer des avancées du mouvement et de motiver ceux qui participent à l'occupation des entrepôts.
- 3) Réplique locale de l'action "symbole". Les communautés s'organisent spontanément et rejoignent le mouvement en occupant l'entrepôt et se communiquent avec la direction.
- 4) Constitution d'un conglomérat de communautés qui donne forme au mouvement. Les représentants des communautés sont convoqués à des réunions afin d'informer de la situation, d'analyser leur attitude face au gouvernement et les propositions à faire.
- 5) Conformation d'une organisation "mouvement": c'est à dire une organisation qui se regroupe, agit et décide de manière agile et flexible, selon la conjoncture. Elle compte pour seule structure la direction formée par les leaders et quelques dirigeants paysans et l'assemblée de représentants des

communautés. La prise de décision est centralisée au niveau de la direction en fonction de la conjoncture et il existe une grande confiance des bases qui délèguent les décisions importantes à leurs leaders.

- 6) Interlocution de la direction du mouvement avec le gouvernement, au nom de ce nouveau conglomérat formé récemment, le Mouvement Démocratique Paysan et non pas avec les deux organisations de base.
- 7) Relations avec d'autres organisations sociales, politiques ou paysannes d'autres Etats par l'intermédiaire de la direction.
- 8) Organisation d'une grande action qui concentre les contingents de toutes les communautés pour démontrer l'importance de l'union face au Gouvernement : dans le cas des luttes 1985-86, il s'agit de la marche de Cuauhtémoc à Chihuahua et la menace d'occupation de l'entrepôt général de Palomas, programmée pour le 15 janvier 1986.

Ce procédé se révèle très efficace pour construire l'organisation et augmenter le pouvoir de négociation face au gouvernement. L'ajout spontané de communautés à la lutte oblige le gouvernement de l'Etat et le gouvernement fédéral à prendre conscience que le mouvement possède un grand potentiel pour s'étendre géographiquement, car sa revendication de base peut être celle de pratiquement tous les producteurs de grains du pays.

Cette possibilité de contagion préoccupe non seulement le gouvernement à tous les niveaux mais aussi l'organisation paysanne du gouvernement, la CNC (la Ligue des Communautés Agraires dans chaque Etat) ; car elle voit comment elle est dépassée par une organisation qui non seulement l'ignore mais de plus dévoile par sa mobilisation les vices et la soumission de la CNC au gouvernement. Il y a un facteur conjoncturel additionnel qui est décisif dans la structure des opportunités politiques : l'appui que le MDC reçoit d'autres secteurs comme l'église, les communautés ecclésiastiques de base et les partis qui participent au mouvement

d'insurrection électorale font que le gouvernement se dépêche de négocier avant que le phénomène ne touche d'autres Etats.

C'est là que réside le génie de ceux qui dirigent le MDC : inventer une forme d'organisation et de mobilisation très agile, facile à reproduire dans chaque communauté, avec une grande capacité d'expansion et combiner cela avec une bonne stratégie de diffusion au niveau de la région, de l'Etat et du pays afin de démontrer la menace potentielle du mouvement et d'obliger le gouvernement à négocier.

Une fois obtenus les objectifs de la lutte pour les prix de garantie de 1985-86, apparaît la nécessité de constituer le MDC comme une organisation formelle. Le 17 mars est ainsi lancée une invitation pour la constitution formelle du Mouvement Démocratique Paysan le 10 avril avec les signatures du maire Humberto Ramos Molina, du prêtre Camilo Daniel et de José Luis Aguayo du PSUM.²¹³

Dans le document constitutif du Mouvement Démocratique Paysan on peut lire: *«Ce front a pour objet la lutte agraire pour laquelle nous devons tous combattre quelque soit notre posture politique ou croyance religieuse ; un mouvement indépendant au niveau économique et politique est nécessaire afin de pouvoir lutter en toute liberté et nous allier avec les organisations qui nous conviennent. »* Dans ce document fondateur, le rôle de contrôle politique de la Ligue des Communautés est critiqué. Le Front propose la recherche inlassable de l'amélioration personnelle, familiale et communautaire de tous les paysans.²¹⁴

Une structure d'organisation minimum est décidée : l'assemblée générale qui est l'autorité suprême avec la présence de toutes les communautés, la commission

²¹³ Norte, 18 mars 1986. Il faut signaler que le 10 avril se commémore dans tout le Mexique l'anniversaire de l'assassinat d'Emiliano Zapata qui, avec Francisco Villa, est la figure la plus représentative de la participation des paysans à la Révolution de 1910.

²¹⁴ Document Constitutif du Mouvement Démocratique Paysan, 10 avril 1986.

permanente avec deux membres par village et la commission dirigeante avec six titulaires et six suppléants.²¹⁵

La participation du MDC au sein du Mouvement Démocratique Electoral n'ajoute pratiquement aucune nouveauté dans cette organisation si ce n'est la coopération accrue avec un groupe pluriel d'organisations politiques et sociales. Il s'agit de formes d'action et d'organisation typiques d'un mouvement ; c'est-à-dire d'actions agiles, ponctuelles, peu ou pas hiérarchiques et très orientées vers l'immédiat.

Le 6 décembre 1987, avec la constitution du FDCOCCH, dont les sigles se simplifient comme FDC, les dirigeants veulent donner un saut qualitatif. Outre le petit noyau des participants au mouvement de 1985-86, le Mouvement Démocratique Paysan, l'Alliance Paysanne du Nord Ouest pour les *municipios* de Zaragoza, Gómez Farías et Madera, la UPCALA, pour la région de Anáhuac, et depuis 1987, les indiens du Foro de Sisoguichi, on invite les producteurs des zones irriguées du centre sud de l'Etat, le Front Uni des Producteurs des Campagnes dirigé par Patricia Terrazas Allen et un petit groupe des paysans du sud-est de l'Etat, du *municipio* de Villa López, organisé par une centrale syndicale indépendante, le Front Authentique du Travail (FAT). C'est pourquoi la première dénomination du Front Démocratique de Organisations Paysans de l'Etat du Chihuahua essaie réellement de refléter la diversité d'organisations et de régions du nouveau référent organique. La caractéristique du mot *front* signifie qu'il s'agit d'un rassemblement d'organisations plurielles et différentes mais qui trouvent une convergence d'objectifs pour lutter sans perdre ni leur autonomie ni leurs caractéristiques propres.

Cependant, les choses ne se passent pas comme prévues. Le Front Uni des Producteurs des Campagnes ne participe pas au mouvement pour les prix des garanties de 1987-1988, au delà de quelques déclarations de solidarité, pour deux raisons : d'abord ce n'est pas la problématique vécue par les producteurs

²¹⁵ *El Heraldo de Chihuahua*, 12 avril 1986.

d'irrigation du centre-sud de l'Etat, plus orientés vers la production de l'oignon, de foin, de noix... et ensuite à cause du leadership très personnalisé de Patricia Terrazas. Ainsi, sans déclaration publique fracassante, mais plutôt par une situation de fait renforcée par l'éloignement géographique, cette organisation ne participe pas au FDC.

Nous avons déjà parlé de l'Alliance Paysanne du Nord-Ouest lors du chapitre antérieur. A l'automne 1987, baptisée sous le nom d'Union des Ejidos du Nord-Ouest, elle décide de donner priorité à son projet économique et devient plus réservée dans ses critiques vis-à-vis du gouvernement afin de regrouper beaucoup de paysans du PRI. Elle ne va pas non plus participer au FDC.

Enfin l'Union des Ejidos du FAT participe de manière très limitée au FDC en raison de son éloignement géographique (4 heures de Cuauhtémoc) et aussi à cause d'une problématique productive différente de celle des paysans sans irrigation du nord-ouest. Il faut cependant préciser que son dirigeant Don Ramón Ramírez rythme le campement de 1986-1987 avec ses anecdotes, histoires et discours à la fois graves et pleins d'humour. Tout en étant en accord avec le FDC, dans les faits, l'Union des Ejidos du FAT se retire du FDC.

A partir du mouvement de 1987-1988, le *Frente* ne fonctionne plus comme un front. Ce n'est pas une organisation de second niveau qui réunit des organisations paysannes sinon une organisation paysanne qui réunit des producteurs d'un grand nombre de communautés et de *municipios* du nord-ouest de l'Etat. C'est une organisation qui se base sur une logique territoriale plus qu'un rassemblement d'organisations.

Il est significatif d'observer que lorsque les paysans expliquent l'origine du mot *frente*, ils ne se réfèrent pas à l'unité d'un groupe d'organisations, mais au fait de

“faire front”, c’est à dire d’affronter tous ensemble une problématique et un adversaire commun : le gouvernement et ses alliés.

Quelques réflexions sur les formes d’actions et de lutte: lors du mouvement de 1985 – 1986, la lutte se déroule surtout dans les campagnes. La forme d’action privilégiée est l’occupation d’entrepôts. La diffusion du mouvement s’articule autour des stations de radio de Cuauhtémoc et la solidarité des autres acteurs se concrétise surtout à travers de déclarations dans les médias.

Le mouvement de 1987-1988, dure plus longtemps et il est plus difficile de répondre à ses revendications. Il doit diversifier ses formes d’actions et de lutte. Ainsi, pendant que les paysans occupent à nouveau des entrepôts dans les campagnes, un nouvel espace, urbain cette fois, fait son apparition : le Campement de la Dignité Paysanne. Ses formes d’actions sont diverses : occupation de lieux publics, campement face au palais du gouverneur, blocage des rues de la capitale de l’Etat, parodie de jugement public au Pacte de Solidarité Economique, jeûnes... L’usage des moyens de communication est beaucoup plus complexe et diversifié : des conférences de presses sont organisées, des communiqués publiés, des visites aux rédactions de journaux sont réalisées, les radios de Chihuahua et non plus seulement de Cuauhtémoc sont sollicitées. La solidarité des autres acteurs ne s’exprime pas seulement à travers des déclarations mais aussi par des apports en espèces, en argent ou en présence aux événements et actions du FDC.

Mouvement	Espace	Type d'actions	Usage des moyens de communication	Formes de solidarité
Prix de garantie 1985-86	Rural	Simple: occupation d'entrepôts	Prédominante régionale: radios locales.	Prédominante symbolique: communiqués.
Prix de garantie 1987-88	Combiné urbain et rural	Diversifiés: occupation d'entrepôts, campements, blocages, actions symboliques, jeûnes.	Régionale, Etat et nationale: radios locales, de l'Etat, presse écrite de l'Etat et nationale	Symbolique: déclarations, manifestes. Matérielle: argent, couvertures, aliments. Participation aux manifestations.

Les facteurs qui provoquent que les formes d'action et de lutte évoluent sont divers : la difficulté à résoudre les revendications, étant donné la conjoncture économique et politique ; la participation d'une vaste gamme d'acteurs sensibilisés par la fraude électorale de 1986, l'expérience acquise par les dirigeants, l'apport de nouveaux dirigeants qui s'intègrent au mouvement. La créativité des mouvements sociaux n'est pas seulement déterminée par la présence de leaders dotés de certaines caractéristiques, mais aussi par la nécessité d'inventer des actions très diverses afin de contrer la menace de la lassitude et d'obtenir un avantage stratégique quand l'adversaire ne cède pas aux revendications.

5.) Les résultats immédiats obtenus.

Le mouvement pour les prix de garantie du maïs et du haricot de 1985-1986

Résultats revendicatifs: même si la demande initiale des paysans n'est pas obtenue : 120.000 pesos la tonne ou l'indexation des prix des grains sur ceux de l'essence : un litre d'essence pour un kilo de maïs ou deux litres d'essence pour

un kilo de haricot; il y a cependant une augmentation significative de 53 à 70.000 pesos la tonne, plus un extra de 5.000 pesos sous forme de prestation de services. Il est important de souligner que cette augmentation est obtenue grâce à la lutte du MDC : d'abord avec la hausse de 53 à 65.000 pesos la tonne et ensuite, sous la menace de la marche à Chihuahua et de l'occupation de l'entrepôt central de Palomas, le MDC obtient une nouvelle hausse atteignant 70.000 pesos plus les cinq mille pesos supplémentaires pour les services. C'est un résultat significatif car la politique du gouvernement fédéral depuis 1982 est de contrôler de manière rigoureuse les prix des produits agricoles.

Les résultats sociopolitiques: Le MDC, en seulement un mois, parvient à faire un coup sociopolitique fort dans l'Etat du Chihuahua mais aussi, sur quelques aspects, au niveau national. C'est l'un de premiers mouvements paysans non contrôlés par le PRI ou par la CNC. En dépit des attaques de ces derniers, le MDC obtient un triomphe retentissant autour d'une revendication-clé : les prix de garantie des productions de base des paysans. C'est la fin du monopole de la CNC et du PRI dans la représentation des intérêts du secteur paysan. La majorité des mouvements paysans indépendants antérieurs, liés à la question agraire, avaient été jusqu'alors réprimés ou cooptés, avant de voir leurs revendications réalisées mais sous la bannière du gouvernement ou de la CNC. Ce fut notamment le cas des luttes pour la terre de la fin des années cinquante et du début des années soixante qui furent organisées au Chihuahua, d'abord par l'Union Générale des Ouvriers et Paysans du Mexique (UGOCM), et ensuite par la guérilla rurale dirigée par Arturo Gámiz et Pablo Gómez, éliminée en 1965. Les demandes de réforme agraire et de partage de grandes propriétés d'élevage furent ensuite gérées par le Gouvernement Fédéral qui distribua des terres aux paysans affiliés à la CNC.

A ce sujet l'attitude du MDC est très claire lorsqu'il dénonce l'attitude du Gouvernement Fédéral au moment d'annoncer un premier accord lors d'une réunion de la CNC en marge d'un meeting du candidat au poste de gouverneur du

PRI. Le MDC revendique cette avancée mais demande une augmentation plus forte ce qui contraste avec le conformisme de la CNC, qui se voit dépassée quelques jours plus tard.

La CNC ne va jamais se remettre de cette défaite historique au Chihuahua. Depuis 1986, on peut affirmer que la Ligue des Communautés Agraires a cessé d'être l'acteur social et politique majeur du monde rural qu'elle était jusque là.

Lors d'un bilan du mouvement, l'UPCALA signale le 29 janvier 1986:

“...La lutte fut pour une cause juste qui a été menée proprement, sagement, sans violence et avec une disposition au dialogue ; nous avons obtenu une avancée dans la prise de conscience ; nous avons obtenu la formation du Mouvement Démocratique Paysan ; les organisations officielles sont des organisations de papier, qui ne nous défendent pas et qui nous divisent seulement. Nous ne pouvons pas compter sur elles tant qu'elles seront liées aux partis politiques, au pouvoir. Le ministère de l'agriculture et les autorités se sont montrées incompétentes. Elles ont apporté une solution tardive, d'urgence.”²¹⁶

Résultats éducatifs: Bien qu'il ne soit pas facile de les mesurer, les impacts du mouvement de 1985-1986 sur la culture politique, sont significatifs selon les conversations et évaluations faites avec les paysans qui participèrent à cette lutte. L'occupation des entrepôts, la revendication de l'augmentation des prix du maïs et du haricot, le fait de s'organiser en dehors ou contre le PRI et la CNC ; tout cela constitue pour les paysans et l'opinion publique de la région ce que Paulo Freyre appelle *l'inédit viable* : c'est à dire la démonstration par les faits que l'on peut défier la structure de pouvoir corporative, que l'on peut remettre en question les politiques du gouvernement et exiger que ces dernières répondent aux besoins de la population. Même si la lutte a lieu en plein contexte d'insurrection électorale, il est clair que le mouvement a une influence dans le changement d'attitude des paysans face à l'autorité et aux organisations corporatives que le pouvoir manipule.

²¹⁶ *El Heraldo de Chihuahua*, 30 janvier 1986.

Le mouvement est également un facteur d'apprentissage pour les valeurs. Nous ne nous référons pas ici au contenu du discours sinon à la pratique quotidienne de certaines valeurs pendant le conflit : la dignité, le langage de la vérité, la consultation de la base, le respect dû à l'adversaire, le devoir de solidarité, le partage, la collaboration dans les tâches communes.

Pendant la lutte, les participants sont amenés à développer toute une série d'apprentissages : organiser la communauté pour occuper l'entrepôt, établir des roulements de responsabilités dans les tâches, réaliser des assemblées, faire un rapport sur ce qui a été décidé par la direction du mouvement...

Le Mouvement Démocratique Electoral: mars-juin 1986.

Il est difficile de faire un bilan des résultats spécifiques obtenus par le MDE. Son action se déroule lors d'événements pendant lesquels beaucoup d'autres acteurs (organisations civiques, partis politiques, mouvements sociaux) interviennent pour casser le monopole du Parti d'Etat au Chihuahua et au Mexique. Il est vrai que les mobilisations du MDE lors de l'été-automne 1986 n'ont pas permis d'empêcher la fraude électorale. Le candidat du PRI Fernando Baeza a été élu au poste de gouverneur et plusieurs maires du même parti ont été élus même si leurs victoires étaient très douteuses. Cependant on peut noter les résultats suivants :

Avec d'autres, le MDC parvient à obtenir que s'ouvre un large processus de consultation afin d'établir les réformes nécessaires à la loi électorale.²¹⁷

Cette lutte post-électorale est aussi un précédent important au niveau national. De nombreuses organisations citoyennes se créent et exigent un nouveau cadre juridique électoral afin d'organiser la transition vers la démocratie, comme nous l'avons expliqué lors des chapitres précédents.

²¹⁷ C'est ce que le secrétaire du gouvernement Arturo Armendariz annonce le 13 décembre 1986.

Le fait que les trois principaux leaders du MDC s'engagent très activement au sein du MDE en faveur du respect du vote est un exemple important pour les bases de l'organisation paysanne nouvellement créée.

Plus tard, les cadres et les dirigeants du MDC participeront à plusieurs réformes électorales. Cependant il s'agit d'un décalage, d'une différence marquée entre le niveau de conscience et la forme d'engagement politique des dirigeants et de la base. Nous traiterons de ce point lors d'un prochain chapitre.

Enfin un résultat politique qui n'est pas des moindres, est que le nouveau gouverneur Fernando Baeza arrive au pouvoir tout en étant sérieusement remis en question. Il doit modifier ses rapports avec la société en général et avec l'opposition en particulier. Il va débiter une politique de dialogue, de portes ouvertes, de non répression en direction des mouvements populaires et même parfois d'appui à leurs demandes dans certains cas. Sans aucun doute, tout cela pousse le gouverneur à construire des institutions qui génèrent la confiance pour l'organisation et la qualification des élections, six ans plus tard lors des élections de 1992, qui verront le PAN gagner le poste de gouverneur et le congrès local et surtout pour que ce triomphe soit reconnu et accepté.²¹⁸

Le Frente Democrático Campesino et la lutte pour les prix de garantie 1987-1988:

Résultats revendicatifs: La demande initiale du FDC était d'obtenir une hausse du prix de garantie de manière à ce qu'un kilo de maïs vaille un kilo d'essence et un kilo de haricot vaille deux litres d'essence. Lors du début de la lutte, début décembre, la différence n'était pas tellement importante : le kilo de maïs valait 245 pesos, et celui de haricot 525 pesos, pour 267 pesos le litre d'essence. Cependant, à partir de la signature du Pacte de Solidarité Economique, les prix des grains restent bloqués alors que le prix de l'essence augmente de 85%,

²¹⁸ Le Parti Action Nationale (PAN) gagne la première élection pour le poste de gouverneur face au PRI en juillet 1989 lorsque le candidat Panista, Ernesto Ruffo Appel, gagne les élections du gouvernement de Basse Californie.

jusqu'à atteindre 493 pesos. Cela fixe un abîme inaccessible entre les prix des grains et ceux de l'énergie.²¹⁹

Etant donné qu'il s'agit d'une politique nationale, les prix de garantie vont difficilement pouvoir atteindre les quantités mentionnées plus haut. Le FDC comprend bien la situation et réduit ses ambitions. Il demande une augmentation de 43%, c'est à dire 350 pesos le kilo. Le gouvernement accepte de faire un effort et propose 25% de hausse. Finalement, le mouvement du FDC obtient du budget non pas fédéral mais de l'Etat du Chihuahua une rallonge de 8 mille 300 millions pesos comme subvention pour les producteurs de maïs, ce qui représente 60 pesos par kilo, pour arriver à 305 pesos, une augmentation de 20%.

L'augmentation pour les producteurs de haricot, raison pour laquelle le mouvement s'étend deux semaines supplémentaires, est rendu publique plus tard : un appui en espèces pour les labours de 126.000 hectares de terres sans irrigation. Luis Aguilar, l'un des leaders des paysans explique que 14.000 producteurs vont demander la subvention pour ratisser 15 hectares et en labourer 7 autres; cependant, lors des réunions postérieures, l'accord se conclut à 5 hectares de ratissage et 3 hectares de labours.²²⁰

Au sens propre du terme, le mouvement n'obtient pas une augmentation du prix de garantie. Cependant, les revenus additionnels qui sont obtenus sont extrêmement significatifs dans une conjoncture politique économique nationale où il était impossible de parler d'une augmentation de prix de garantie ou d'un complément aux prix de garantie. C'est la raison pour laquelle les paysans du FDC font un bilan très favorable de leur lutte :

Le prêtre Camilo souligne:

“Si nous faisons une évaluation du mouvement, nous nous trouvons devant un triomphe évident, car au début nous n'avions rien. Ensuite nous avons eu quelque chose mais nous avons continué afin de protéger les producteurs de haricot sans

²¹⁹ Ramos Martha: *Sueño y realidad de un movimiento campesino en Chihuahua*, DECA, Equipo Pueblo, 1996. pp. 28 y ss.

²²⁰ *l Norte*, 21 mars 1988.

*irrigation qui seront aussi aidés, selon la promesse du gouvernement, à partir du 15 mars.*²²¹

Dans un communiqué que le FDC publie et où il procède à un bilan de la lutte, il précise aussi:

*“(C’est une victoire) de briser au moins au Chihuahua, ce qui a été imposé par le pacte de solidarité économique pour les prix de garantie.”*²²²

Le fait qu’une partie de la demande ait été satisfaite est importante car à la différence d’autres endroits du pays où il n’y a eu aucune augmentation ou appui additionnel au prix de garantie, le Chihuahua l’a obtenu grâce à ce mouvement ; et ce pas seulement pour les paysans affiliés au FDC sinon pour tous les producteurs de maïs et de haricot ne disposant pas d’irrigation dans l’Etat. Il faut se rappeler qu’en même temps qu’au Chihuahua, à l’autre extrême du pays, dans l’Etat du Chiapas, surgit un autre mouvement paysan qui demande aussi l’augmentation des prix du garantie du maïs. Il n’obtient pas de réponses positives et ses leaders sont emprisonnés. Pourquoi au Chihuahua y a-t-il une réponse positive et dans d’autres endroits de la République une réponse négative? Il est évident que cela a à voir avec le contexte politique dans lequel se trouve le Chihuahua à l’automne 1987, où les braises de l’insurrection électorale sont encore fumantes. Cela nous amène à considérer les points suivants:

Résultats socio-politiques: Le FDC résume ainsi les résultats socio-politiques de sa lutte dans un communiqué publié le 18 février:

*“Briser, au moins au Chihuahua, ce que le Pacte de Solidarité Economique avait imposé pour les prix de garantie. Obtenir un appui généralisé (78 mille 400 signatures à la pétition). Générer un vaste mouvement de solidarité de la part des ouvriers, des professions libérales, des étudiants, des femmes au foyer, des partis politiques, des syndicats, des groupes religieux... Etendre l’influence de notre nouvelle organisation à des villages paysans de 11 municipios de l’Etat de Chihuahua. Entrer en communication avec les habitants des principales villes de l’Etat et commencer à former un seul front uni de luttes.”*²²³

²²¹ *Diario de Chihuahua*, 17 février 1988.

²²² *Diario de Juárez*, 18 février 1988.

²²³ *Diario de Juárez*, 18 février 1988.

L'augmentation des prix de garantie et les appuis additionnels obtenus par le FDC ne représentent pas seulement l'aboutissement d'une revendication, il s'agit aussi d'un triomphe politique important : cela démontre que les FDC et la très vaste coalition qui les soutient peuvent générer des conditions favorables à leurs demandes en raison de l'illégitimité du Gouverneur Fernando Baeza arrivé au pouvoir grâce à la fraude électorale de 1986. Mais c'est aussi parce qu'il existe la peur d'une contagion du mouvement vers d'autres Etats et la menace de voir s'écrouler le contrôle des prix, une des bases de la politique économique d'ajustement structurel, que le gouvernement décide de s'occuper des demandes du FDC ; comme le reconnaît l'éditorial d'un journal :

"La solution officielle de répondre aux demandes paysannes, afin d'éviter au passage des problèmes au gouvernement fédéral, avec l'assignation de montants qui représentent le quart du budget destiné aux travaux publics n'est pas une solution correcte et affecte les intérêts de la communauté en général. Le gouvernement de l'Etat a essayé d'éviter que les protestations paysannes se convertissent en un problème national. Il retire une épine du pied de la fédération mais sacrifie les habitants de Chihuahua avec la réduction de travaux publics pour le bénéfice de la communauté ".²²⁴

Lors de la même autoévaluation de sa lutte que fait le FDC, il signale d'autres succès politiques :

- ❖ *Obtenir la reconnaissance générale:* Non seulement en raison des 74 mil 800 signatures de soutien, mais aussi des multiples déclarations publiques des divers secteurs sociaux légitimant le mouvement, ses demandes, ses formes de lutte et son leadership.
- ❖ *Générer un vaste mouvement de solidarité:* Il est remarquable de voir comment la solidarité avec le mouvement du FDC s'exprime dans tous les secteurs sociaux, dans les partis politiques, sauf le PRI, dans toutes les églises, et pas seulement l'église catholique, de tous les horizons de l'Etat. Il s'agit d'une solidarité très diversifiée : déclarations publiques, travail bénévole, apports en espèces, participation dans les meetings, etc. On

²²⁴ Ídem.

n'avait pas vu souvent à Chihuahua un tel déploiement solidaire avec un mouvement social pendant autant de jours.

- ❖ *Etendre l'influence de notre nouvelle organisation à des villages paysans de 11 municipios de l'Etat du Chihuahua* : grâce à la lutte de 1987-1988, le FDC arrive à s'implanter de manière stable dans la majorité des *municipios* de la zone sans irrigation de l'ouest du Chihuahua grâce à l'invitation et à la participation de paysans de diverses communautés, totalement contrôlées auparavant par la CNC. Dans certains cas, le FDC devient ainsi la principale force sociale de ces *municipios*. En d'autres termes, grâce au mouvement, le FDC agrandit significativement son capital social et le construit politiquement.
- ❖ *Entrer en communication avec les habitants des principales villes de l'Etat et commencer à former avec eux un seul front de lutte* : De fait, le mouvement du FDC convoque divers groupes organisés d'autres villes : communautés ecclésiastiques de base de Ciudad Juárez et de Chihuahua, Front des Consommateurs de Chihuahua, groupes sociaux de Cuauhtémoc, Delicias et Parral... Cependant, cette voie ne sera pas approfondie. Le grand front de lutte qui se visualise sous l'euphorie du triomphe et de la relative jeunesse de l'organisation ne se va pas consolider et l'ambiance de solidarité, de participation et de mobilisation s'estompera peu à peu comme nous le verrons dans le chapitre suivant.

Même l'organisation paysanne officielle, la CNC, va être influencée politiquement par le mouvement des prix de garantie. Après les attaques et les disqualifications envers le FDC en 1985 et 1987-1988, la CNC va commencer à reconnaître peu à peu la légitimité des demandes paysannes pour les prix de garantie et réduira ses attaques envers le FDC ; jusqu'à ce que fin 1992, nous retrouvions les deux organisations formant partie d'un regroupement d'organisations paysannes, travaillant et combattant ensemble.

En résumé, le FDC surgit du mouvement pour les prix de garantie 1987-1988 comme une organisation sociale prestigieuse, reconnue publiquement, respectée par le gouvernement comme un interlocuteur pour ses politiques ; avec la plus importante capacité de mobilisation parmi les communautés paysannes de la zone d'agriculture sans irrigation et avec le pouvoir de réunir d'autres organisations et secteurs sociaux au prestige national et international.

Le bilan politique du mouvement est donc très favorable et sera un carburant suffisant pour que le FDC soit la principale organisation paysanne de l'Etat pour plusieurs années.

Un autre résultat sociopolitique important est que le FDC se fortifie de manière organique importante après cette lutte: Il augmente sa présence géographique, il consolide son groupe de cadres paysans et il fortifie aussi son équipe de cadres dirigeants dans l'équipe de conseillers ou dans la commission de suivi.

Résultats éducatifs: Le mouvement 1987-1988 vient fortifier les apprentissages de la lutte antérieure pour les prix de garantie, non seulement parmi les paysans participants mais aussi parmi tous ceux qui ont suivi son action pendant ces quelques mois. Il est évident que la CNC et le PRI ne cherchent que le contrôle politique des agriculteurs et qu'ils les subordonnent aux exigences du gouvernement. Le caractère anti-démocratique de ces organisations devient palpable. On démontre par les faits qu'il est possible de défier les politiques du gouvernement de l'Etat comme de la fédération avec un certain succès, sans souffrir la répression. L'importance de la solidarité, du nécessaire appui des acteurs urbains, sociaux, culturels et religieux est démontrée.

Le communiqué de presse déjà cité insiste sur un autre succès éducatif :

« *Et vivre une intense expérience collective de fraternité, de solidarité, d'engagement, de service, de démocratie pendant les 32 jours qu'a duré le Campement de la Dignité Paysanne* ». ²²⁵

Etudions de nouveau ici l'aspect des valeurs, des changements d'attitudes. La culture politique et le mode de relation que les organisations du PRI-gouvernement promeuvent est celle de la soumission, de l'individualisme, de l'absence de participation. Vivre la solidarité diverse de beaucoup de secteurs sociaux, être pris en compte par leurs dirigeants, écouter les appels quotidiens à l'engagement, au service et à la transformation de l'injuste réalité, ne propose pas de nouvelles valeurs et attitudes paysannes, mais confère au FDC une identité très spécifique, très différente de celle des autres organisations paysannes. En ce sens, les 32 jours du campement de la dignité paysanne se révèlent comme une école pratique de solidarité, de démocratie, de service, d'engagement pour la justice.

Cela durera-t-il? Cela sera-t-il suffisant pour dépasser la fatigue du charisme ? Nous le verrons un peu plus loin.

Finalement, une autre caractéristique importante et spécifique de la lutte 1987-1988 réside dans la participation des femmes. Dès le début du mouvement elles sont présentes dans l'occupation de l'entrepôt d'Anahuac. Ensuite, les femmes sont un élément-clé pour l'organisation de tout l'aspect logistique du campement et participent activement aux activités d'éducation. Lors des assemblées paysannes, elles organisent la solidarité et une bonne partie des activités de diffusion.

Leur participation est tellement importante que quelques jours après la fin de la lutte, un groupe de 91 femmes dirigées par Elba Gómez, Graciela Ramos et la Mère Lolita Gallegos, organisent à Anáhuac une rencontre afin de capitaliser l'expérience de la femme dans le mouvement paysan. C'est une expérience particulière car la culture paysanne, qu'elle soit de droite ou de gauche, est *machista* et la femme a l'habitude d'être reléguée à des tâches domestiques et d'être exclue de la politique qui est une « chose d'homme » avec peu

²²⁵ Ídem.

d'opportunités pour s'exprimer. Ces attitudes vont commencer à être remises en question grâce à la participation reconnue des femmes dans cette lutte. Cependant, cet événement passera inaperçu et n'aura pas de suite. Ce ne sera que plusieurs années plus tard que les femmes auront de nouveau un rôle important à jouer dans le FDC.

Conclusions partielles

Après cette étape de création du *Frente Democrático Campesino*, il y a deux lignes de réflexion qui s'imposent : celle de « l'Etat naissant » et celle de la naissance d'un acteur social.

1. L'Etat naissant.

Toute la dynamique de ces premières deux années du mouvement paysan, d'abord comme MDC et ensuite comme FDC revêt toutes les caractéristiques de ce que Francesco Alberoni nomme *l'Etat naissant* des mouvements sociaux.

Selon le sociologue italien :

“Du point de vue sociologique, l'Etat naissant est un Etat de transition qui survient quand s'effritent des forces déterminées qui constituent le tissu de la solidarité sociale. Et c'est précisément là où la trame sociale se déchire que se re-forme un nouveau type de solidarité, avec ses caractères spécifiques. On peut dire que l'Etat naissant est un processus de déstructuration-restructuration d'une partie du système social. En créant une solidarité alternative, l'Etat naissant lie entre eux des personnages qui vivaient jusque-là séparés, et s'oppose à l'ordre existant. Ses membres vivent alors une expérience sui generis qui les pousse à élaborer un nouveau projet existentiel à partir duquel ils s'emploient à restructurer tout l'ensemble du champ.

Il est évident que le MDC-FDC émerge à un moment-clé de la transition démocratique au Mexique et au Chihuahua : l'insurrection électorale qui débute dans l'Etat et qui se poursuit au niveau national de 1983 à 1988 ; la naissance d'une demande pour une transition démocratique et pour une participation plus forte de la société civile, comme l'a montré le tremblement de terre de Mexico en septembre 1985.

Un des facteurs qu'Alberoni signale est l'écroulement des forces qui constituent le tissu social. Dans ce cas ces forces sont celles de « l'ancien régime », du PRI-gouvernement, avec toutes ses institutions corporatives. Il est démontré tout au long de ce chapitre comment le PRI et la CNC sont incapables de représenter ou de regrouper les paysans qui demandent une augmentation des prix de garantie. Au contraire, ils s'opposent à eux et les discréditent. C'est pour cela qu'il y a une déchirure du tissu social corporatiste tissé depuis plus de 60 ans. Les paysans abandonnent la centrale paysanne officielle et s'intègrent au FDC. C'est le processus de déstructuration dont parle Alberoni.

En même temps il y a un processus de *restructuration*, de construction d'une *solidarité alternative*. Les paysans qui s'intègrent au mouvement du MDC, puis du FDC, bien que vivant dans la même région, sont politiquement isolés : ils avaient une relation radiale avec l'organisation centraliste à laquelle ils appartenaient avec une direction autoritaire. Lorsqu'ils s'intègrent au mouvement, ils construisent un nouveau type d'organisation, plus horizontale, avec davantage de relations entre les communautés ; avec une relation différente avec leurs dirigeants, avec un appui mutuel dans la mobilisation et la lutte. C'est ainsi que se construit une nouvelle solidarité, une nouvelle structure d'organisation. C'est, pour les paysans de l'ouest du Chihuahua, une restructuration de la manière de s'organiser afin de défendre leurs intérêts.

Un autre facteur caractéristique de l'Etat naissant, est le fait, pour les participants au mouvement, de vivre une expérience *sui generis* qui les pousse à élaborer un projet existentiel alternatif à partir duquel ils vont restructurer les campagnes. C'est ce que le FDC signale dans son évaluation quand il déclare que l'un des succès du mouvement fut : « *vivre une intense expérience collective de fraternité, de solidarité, d'engagement, de service, de démocratie pendant les 32 jours qu'a duré*

le Campement de la Dignité Paysanne... » C'est alors qu'ils envisagent un nouveau front de luttes.

Cette expérience vécue, qui provoque une confluence, élimine les barrières qui existent en temps normaux, entre partis, idéologies, régions et religions, est une constante importante dans les mouvements de cette phase ; comme le rappelle Alberoni:

*“Quand les individus font l'expérience de l'Etat naissant, ils tendent à former, à mettre en œuvre une solidarité sans égale et font preuve d'une capacité de renouvellement, de prise de risques, de prosélytisme extraordinairement plus élevée que celle que l'on rencontre dans la vie quotidienne. Le mouvement s'amorce grâce à ces noyaux sociaux parfois minuscules qui se reconnaissent entre eux et qui, surtout, servent à la fois d'instance mobilisatrice et de guide”.*²²⁶

Ce noyau minuscule est, dans un premier temps, le trio de leaders, le père Camilo, Humberto Ramos Molina et Antonio Becerra. Ensuite il s'étend aux leaders paysans et aux dirigeants de l'équipe de soutien. Il ne s'agit pas d'un seul leader charismatique, d'un chef exalté capable de mobiliser les siens comme le signale Alberoni. Pour lui, *“l'unité de base du mouvement est le petit groupe qui se forme quand deux ou trois personnes en Etat naissant se rencontrent, se reconnaissent et amorcent une action commune”.*²²⁷

L'appel de ces leaders aux paysans de cette région est une rupture avec les interprétations officielles de la problématique du monde rural et des ses solutions. C'est un appel à emprunter des chemins hétérodoxes, souvent contraires à ceux préconisés par le système PRI-gouvernement, comme le conceptualise Alberoni:

*“Le mouvement débute donc par une découverte, une révélation, une perspective toute neuve sur la réalité. C'est une perspective exaltante et bientôt partagée par d'autres, qui s'enrichit et se modifie au fil des problèmes particuliers rencontrés et sous l'influence de l'action commune”.*²²⁸

²²⁶ ALBERONI Francesco, *Génesis*, Ramsay, Paris, 1992.. p. 20.

²²⁷ Ibidem. P. 21.

²²⁸ Alberoni Francesco, op.cit. p. 22.

C'est la dimension éducative-cognitive du mouvement : la rupture avec les savoirs imposés sur le monde rural mexicain, sur ses problèmes et ses formes de solutions. Les occupations d'entrepôts, les marches, le campement, les jeûnes, comme nous l'avons vu, n'ont pas seulement une dimension d'action ; ils ont aussi une dimension cognitive : la compréhension de *l'inédit viable* que Paulo Freyre conceptualise comme un des moments-clé de tout processus d'éducation populaire.

En plus de cette dimension cognitive, le fait de vivre une expérience de démocratie, de solidarité, de participation à une lutte, comme le rappelle le FDC dans la publication de son communiqué, confère au mouvement une forte et définitive dimension émotionnelle. C'est pour cela que, en accord avec Alberoni, l'Etat naissant est aussi une expérience émotionnelle, qui commotionne, enthousiasme et passionne.

2. Un acteur social est né

L'expérience de cette première phase de l'histoire du FDC nous apporte aussi des éléments pour faire une réflexion sur l'émergence, la constitution d'acteurs sociaux dans un contexte d'autoritarisme et de transition vers la démocratie comme celui du Mexique de la fin des années 80.

La structure des opportunités politiques : il y a trois facteurs à ce niveau qui favorisent l'émergence d'un nouvel acteur social:

- a) L'apparition d'un besoin ressenti et sans réponse pour un groupe significatif de la population ou couvert de manière très partielle par l'Etat. Il s'agit ici de la nécessité d'obtenir un prix juste pour les prix agricoles, chose impossible depuis 1983 étant donné les politiques économiques d'ajustement structurel.

- b) Le vide socio-politique qui se génère, quand les organisations officielles, en raison de leur soumission au gouvernement, ne peuvent ni représenter, ni canaliser la nécessité sociale qui se traduit par ces revendications.
- c) La corrélation de forces politiques, ici au niveau régional, qui empêche le gouvernement d'exercer une action répressive contre ceux qui, hors des canaux officiels, représentent et défendent des revendications. Cela est possible, comme nous l'avons dit, grâce au contexte d'insurrection électorale et à la lutte contre la fraude au Chihuahua.

L'énergie sociale : les acteurs, leurs idées, leurs motivations. A ce sujet, nous trouvons les facteurs suivants:

- a) Un noyau de dirigeants contestataires insoumis au gouvernement, qui ont une proposition alternative pour résoudre la revendication fondamentale. Ce groupe de leaders compte, en plus, sur un certain niveau de reconnaissance sociale : le prêtre, le maire et le professeur leader historique de la gauche du Chihuahua. Ils disposent de compétences indiscutables pour articuler leur discours, pour le diffuser dans les médias et ils sont prêts à tout afin de lutter.
- b) Une série de groupes préexistants au mouvement qui donnent au mouvement une base sociale minimum, une « accumulation originelle de capital social ». C'est grâce à eux que le mouvement réalise ses premières actions qui génèrent un effet de démonstration pour le reste des communautés paysannes et de la société du Chihuahua. Ces groupes sont formés soit par l'église, soit par les partis de gauche.
- c) Un discours et une pratique qui agglutine, qui constitue une *nouvelle solidarité* : le discours de la justice, de la démocratie, de la dignité sans radicalismes ni exagérations, avec des actions de protestation énergiques, décisives, mais toujours dans le cadre de la légalité. Des actions que les paysans qui rejoignent le mouvement s'approprient et reproduisent facilement. Elles constituent le facteur d'identité et de communauté du mouvement.

- d) Une volonté efficace du nouvel acteur collectif de maintenir sa capacité d'être un interlocuteur et son impact sur le public. Nous en reparlerons dans le prochain chapitre.
- e) Une série de groupes, organisations, et individus solidaires avec le mouvement. Ils lui apportent des ressources, étendent son prestige et font attention à ce qu'aucun acte répressif ne soit commis.

Finalement, il y a un autre facteur qui paraît évident mais qui est décisif pour l'émergence et la permanence d'un acteur social : le succès. Cela signifie deux choses fondamentales : l'acceptation au moins partielle de leurs revendications et l'absence d'une action répressive de la part de leur adversaire. L'obtention de leurs demandes pousse les acteurs individuels à poursuivre leur action collective et l'absence de répression élimine les risques de découragement comme la peur ou la défaite. Comme dit le dicton mexicain : « *Personne ne suit les perdants* ».

Comment continuera à évoluer ce nouvel acteur social, le *Frente Democrático Campesino* ? Jusqu'à quand va durer l'euphorie de *l'Etat naissant* ? Comment va-t-il se comporter face aux événements que le Mexique et le Chihuahua vont vivre lors des prochaines années ?

Nous le verrons lors des chapitres suivants

CHAPITRE 5: SECONDE PHASE 1988-1993: DIVERSIFICATION DE L'ACTION ET CONSTRUCTION INSTITUTIONNELLE.

1) La structure des opportunités politiques.

Contexte et conjoncture nationale:

Les principaux évènements qui marquent cette époque sont: Les mouvements d'insurrection électorale autour de Cuauhtémoc Cárdenas, candidat à la Présidence de la République pour la vaste coalition de centre gauche, le Front Démocratique National (*Frente Democrático Nacional*). Ces mouvements de protestation ont lieu après la fraude électorale qui permet au candidat du PRI, Carlos Salinas de Gortari, d'arriver à la Présidence de la République. Cette insurrection a au moins deux conséquences : d'un côté la formation du Parti de la Révolution Démocratique (*Partido de la Revolución Democrática*), dirigé par Cárdenas, en mai 1989 et de l'autre l'apparition de nombreuses initiatives civiques et politiques orientées vers la démocratisation des élections et la transition vers la démocratie au Mexique²²⁹.

L'arrivée au pouvoir de Carlos Salinas de Gortari, par le biais d'une fraude électorale, l'oblige à essayer de légitimer son pouvoir à travers un dialogue avec l'église catholique, le patronat, le Parti Action Nationale (PAN), et l'adoption d'une stratégie de concertation avec les forces d'opposition, comme principale politique de son gouvernement. C'est pour cela que Salinas incorpore à son cabinet d'importants ex-leaders étudiants et militants de la gauche sociale des années 1960 et 1970.

L'adoption, par Salinas, d'un second bloc de politiques économiques *d'ajustement structurel* dans le secteur agricole comprend :

La privatisation d'entreprises parapubliques dans le but *d'améliorer les finances publiques*, l'élimination des subventions aux carburants et aux engrais, l'ouverture des frontières et la suppression des droits de douane, la diminution des ressources

²²⁹ OLVERA Alberto: *Sociedad civil, gobernabilidad democrática, ...op.cit.*, p. 49.

disponibles pour le crédit agricole de Banrural, la promotion de l'investissement privé dans le secteur agricole. A cet effet, l'article 27 de la constitution est modifié et permet la privatisation des *ejidos* et leur hypothèque avec des entreprises privées. Mais la cerise sur le gâteau est la négociation pour un Accord de Libre Echange pour l'Amérique du Nord (ALENA ou TLCAN).²³⁰

En outre, Carlos Salinas de Gortari convertit le *Programme National de Solidarité* (PRONASOL) en programme phare de son gouvernement, en y concentrant tous les appuis et subventions pour la population en situation de pauvreté. Il s'agit de subventions focalisées, très diverses, qui vont de l'apport nutritionnel pour les enfants jusqu'à la construction d'infrastructure de communication dans les zones rurales ; de crédits sans garanties pour les paysans jusqu'à la construction de centres communautaires dans les quartiers urbains populaires... Ce programme, au fort contenu clientéliste, n'est pas administré officiellement par le PRI et doit être ouvert à toute la population quelque soit son affiliation politique.

Parmi ses efforts pour se rendre légitime et répondre à la croissante demande de démocratisation, Salinas commence par reconnaître d'importants triomphes électoraux à l'opposition de droite, représentée par le PAN. Ainsi, en juillet 1989, le PAN gagne pour la première fois le poste de gouverneur de l'Etat de Basse Californie. Salina prépare les esprits pour reconnaître le triomphe du candidat du PAN dans le Chihuahua, Francisco Barrio Terrazas.

Contexte et conjoncture de l'Etat du Chihuahua:

Lorsqu'en 1986 Fernando Baeza Terrazas accède au pouvoir avec un déficit de légitimité en raison de la fraude électorale, le gouverneur du PRI inaugure un processus de dialogue et de concertation avec tous les secteurs sociaux qui l'ont rejeté : patrons, clergé, partis d'opposition... Le Chihuahua apparaît comme un

²³⁰ UNDA GUTIERREZ Mónica: *Compendio de Política Económica de México 1980-2000*: édition privée page 4 et suivantes.

laboratoire, en plus petit, de ce qui va se passer deux ans plus tard au niveau national.

Mais, en 1988, contrairement à ce qui se passe au niveau national, il n'y a pas d'insurrection électorale à Chihuahua lors des élections présidentielles. Cuauhtémoc Cardenas a peu d'implantation dans l'Etat et même si le candidat du PAN, Manuel J. Clouthier, obtient beaucoup de votes, il ne gagne pas au Chihuahua. C'est ce qu'Alberto Aziz appelle la « fatigue électorale ».

En 1989, le PRD participe pour la première fois aux élections de l'Etat du Chihuahua et obtient un député grâce au scrutin proportionnel : Antonio Becerra Gaytán, qui devient le premier, d'une longue suite de dirigeants du FDC, à occuper un mandat électif.

Un autre fait marquant du Chihuahua est la croissante activité du trafic de drogue et par conséquent la mobilisation des différentes polices et de l'armée afin de le combattre. Cela génère divers problèmes de corruption et de nombreuses violations des droits de l'homme.²³¹ C'est dans ce contexte qu'en 1988, sous l'autorité de l'évêque José Llaguno Farias, est créé la Commission de Solidarité et Défense des Droits de l'Homme (COSSYDHAC). Par la suite le gouverneur de l'Etat créé la Commission des Droits de l'Homme de l'Etat du Chihuahua, juste après que Carlos Salinas ait créée la Commission Nationale des Droits de l'Homme.

En 1991, la situation électorale commence à se tendre de nouveau mais avec une intensité moindre qu'en 1986. Francisco Barrio Terrazas se présente de nouveau aux élections et cette fois sa victoire électorale de juillet 1992 est respectée. Le PAN gagne également la majorité au congrès de l'Etat et plusieurs mairies importantes.

²³¹ LAU Rubén y QUINTANA Víctor M. *Movimientos populares en Chihuahua*, UACJ, Ciudad Juárez, 1991, p.106.

Contexte productif de l'agriculture du Chihuahua

Dans les campagnes du Chihuahua, ces années sont marquées par les premières conséquences des politiques d'ajustement structurel. C'est ce que détaille un document que le FDC remet au gouvernement en septembre 1988 :

« ...l'économie toujours fragile des paysans connaît une sévère détérioration à partir de la crise économique de 1982... Entre 1980 et 1986, l'investissement public se réduit de 41%, l'investissement en infrastructure rurale diminue de 70%. Le budget des administrations du secteur rural se réduit de 45%... Les crédits agricoles du secteur bancaire baissent de 40%. Pendant le mandat du président Miguel de la Madrid, les taux d'intérêt pour les crédits agricoles passent de 12.5% à 96% avant de se stabiliser à 40%...La réduction des subventions et autres mécanismes compensatoires s'est accompagnée de la politique de réduction des prix de garantie réels. Entre 1982 et 1988, le prix du maïs perd 43% de sa valeur et celui du haricot 52.4%. »

“Les paysans sans infrastructures d'irrigation souffrent encore plus des conditions adverses de l'agriculture: des 310 mille hectares de maïs programmés, 205 mille seulement sont semés, mais 47 mille sont complètement sinistrés et 158 mille sont partiellement sinistrés. De 188 mille hectares programmés de haricots, 60 mille sont semés sans irrigation et 11 mille avec irrigation pour une récolte attendue de 35 mille tonnes.”²³²

A cela il faut ajouter que l'année 1989 est exceptionnellement sèche; ce qui provoque des pertes pour au moins 120.000 producteurs d'une centaine d'*ejidos* de la zone ouest et nord-ouest de l'Etat ; ce qui renforce encore plus le processus de sous-capitalisation des paysans de l'Etat.²³³

Contexte de la société civile organisée localement:

En dépit de la fatigue électorale qui caractérise ces années, et bien qu'il n'y ait pas de grandes manifestations de la base, plusieurs groupes de la société civile du Chihuahua se montrent très actifs: en plus du FDC, le front des consommateurs continue sa lutte dans la capitale de l'Etat. Comme nous l'avons déjà mentionné, COSYDDHAC se constitue en 1998, avec des bureaux et une représentation à Chihuahua, Ciudad Juárez, Parral et la Sierra Tarahumara. Avant les élections

²³² FRENTE DEMOCRATICO CAMPESINO.: document présenté au gouvernement de l'EEtat le 29 septembre 1988.

²³³ Diario de Chihuahua, 1er septembre 1989.

fédérales de 1991 est créée l'Assemblée du Chihuahua pour la démocratie et une année plus tard le mouvement La vague pour la démocratie (*La Ola por la democracia*) dont nous parlerons plus tard.

Cette effervescence des acteurs sociaux est largement reflétée dans la presse locale, contrairement à d'autres époques. Les mouvements et leurs prises de positions acquièrent une visibilité grâce au rôle joué par une génération de journalistes, hommes et femmes qui conjuguent un engagement social de gauche avec un grand professionnalisme : Olga Aragón, Dora Villalobos, Servando Pineda, Alejandro Salmón, Alejandro Gutiérrez et d'autres encore.

La présence et l'activité de ces journalistes va aider à faire connaître les mouvements sociaux et va leur offrir de plus grandes marges de négociation pendant cette période.

En conclusion, la structure des opportunités politiques se présente ainsi : bien qu'il y ait des facteurs qui affaiblissent les acteurs sociaux de l'Etat, comme la fraude électorale au niveau national et une considérable diminution des ressources budgétaires pour l'agriculture en raison des politiques d'ajustement structurelle, les opportunités d'action existent en raison de la crise générée par ces politiques dans les campagnes. L'organisation, la représentation et la défense de ces demandes acquièrent plus de force en raison de la volonté de dialogue, de concertation et de rejet de la répression manifesté par le gouvernement fédéral et celui de l'Etat du Chihuahua qui cherchent à renforcer leur légitimité. A cela il faut ajouter la présence des nouvelles organisations sociales qui se solidarisent avec ces luttes et le travail de journalistes qui diffusent et font connaître les mouvements et leurs revendications.

2.) Les demandes et les actions principales.

Les actions du FDC lors de cette période croissent et se diversifient énormément. Afin de les étudier avec la meilleure précision et clarté possibles, nous allons les aborder par thème en essayant au maximum de respecter un ordre chronologique.

La dernière lutte pour les prix de garantie : 1988-1989.

En octobre, le FDC lance un avertissement : si le cabinet agricole²³⁴ ne reconsidère pas sa position d'augmenter les prix de garantie, il y aura occupation d'entrepôts, fermeture de voies de communication et occupations d'administrations fédérales. Luis Aguilar, porte parole du FDC, déclare que le FDC va s'allier avec dix autres organisations paysannes nationales afin d'obtenir de meilleurs prix de garantie. La demande est toute trouvée : l'augmentation des prix de garantie du maïs à 773 mille pesos la tonne et du haricot à un million cinq cent mille pesos.²³⁵

La revendication est explicitée dans un document du conseil paysan du FDC qui est remis au délégué du Ministère de la Réforme Agraire du Chihuahua le 21 octobre : le FDC refuse la proposition fédérale car l'augmentation proposée de 370 mille pesos la tonne de maïs, ne couvre même pas les coûts de production. Ils renouvèlent leur exigence de 773 mille pesos la tonne de maïs et un million et demi la tonne de haricot et rappellent que le carburant, entre autres intrants, a énormément augmenté. Le FDC annonce que tant qu'ils n'auront pas de réponse positive, ils ne livreront pas leurs grains à Conasupo. Finalement, la date du 30 novembre est fixée pour la réponse du gouvernement.²³⁶

Le 14 décembre, le FDC organise 5 barrages routiers dans l'ouest et le nord-ouest de l'Etat afin de faire pression sur le cabinet agricole et d'obtenir une augmentation des prix de garantie. Le père Camilo et Luis Aguilar déclarent qu'ils considèrent

²³⁴ Le cabinet agricole est l'ensemble des institutions du gouvernement fédéral et de l'Etat du Chihuahua qui ont à voir avec les campagnes : les délégations au Chihuahua des ministères de l'agriculture, de la réforme agraire, de Banrural, de la délégation du développement rural du Gouvernement de l'Etat, de l'entreprise Conasupo...

²³⁵ *El Heraldo de Chihuahua*, 19 et 22 octobre 1988.

²³⁶ Document du FDC au délégué du ministère de l'agriculture, Mario Colokuris Valdez, 31 octobre 1988.

comme « une plaisanterie » les 50 millions de pesos offerts par le gouvernement fédéral pour stimuler la production agricole ; car 1.9 milliards de pesos seraient destinés au Chihuahua, c'est à dire 7 milliards de moins que l'argent distribué l'année précédente lors du mouvement pour les prix de garantie.²³⁷

Le 22 décembre, le FDC réalise deux actions simultanées : une marche et un meeting à Cuauhtémoc et une réunion à Chihuahua avec le cabinet agricole et l'Union des Producteurs du nord-ouest. A l'issue de cette réunion le père Camilo déclare que les fonctionnaires se sont engagés à étudier toute proposition des paysans. Pendant ce temps, lors du meeting de Cuauhtémoc, Víctor Quintana déclare qu'outre l'augmentation aux prix de garantie, le FDC exige un moratoire pour le paiement des crédits qui ont été utilisés pour la préparation des terres et un appui pour que l'année suivante ces activités soient subventionnées.²³⁸

Le 29 décembre, le FDC et d'autres organisations paysannes du Chihuahua se réunissent avec le secrétaire d'Etat de politique et concertation du ministère de l'agriculture du gouvernement fédéral, Gustavo Gordillo.²³⁹ Celui-ci manifeste qu'il ne peut y avoir de modifications aux prix de garantie car cela affecterait le Pacte de Stabilité et de Concertation Economique signé en décembre 1987. Cependant il s'engage à revenir le 13 janvier avec des réponses aux autres demandes des organisations paysannes.²⁴⁰

Le lendemain, le FDC et la UPN émettent un communiqué commun face à la position du gouvernement : « Nous ne reculerons pas sur nos revendications pour les prix de garantie ». Ils insistent et demandent un appui additionnel de 245 mil

²³⁷ *El Heraldo de Chihuahua* 15 décembre 1988.

²³⁸ *El Heraldo de Chihuahua*, 23 décembre 1988.

²³⁹ Gustavo Gordillo est un des personnages de gauche que Carlos Salinas intègre à son équipe. Formé en France avec Charles Bettelheim, Gordillo participe dans les années 70 à plusieurs organisations maoïstes et au début des années 80, il est conseiller du maire d'Ignacio Zaragoza, Cuauhtémoc Florés.

²⁴⁰ *El Heraldo de Chihuahua*, 30 décembre 1988.

pesos par tonne de maïs et 340 mil pesos par tonne de haricot. Ils préviennent qu'ils sont prêts à se mobiliser ensemble si cela est nécessaire.²⁴¹

Le dimanche 15 janvier, un groupe important de paysans du FDC auquel s'est joint un groupe de la CIOAC²⁴² occupent la place Hidalgo face au palais du gouverneur. Cependant, le délégué du Ministère de l'Agriculture annonce le report de la visite promise par Gordillo mais propose une réunion avec le cabinet agricole. Lors de cette réunion, les paysans des deux organisations demandent le bloc de mesures suivantes :

Subventions en espèces pour 253 mille pesos la tonne de maïs et 350 mille pesos la tonne de haricot, appuis d'une valeur de 100 mille pesos pour la tonne de maïs et de 104 mille pesos pour la tonne de haricot pour l'achat de carburant, d'engrais et d'autres intrants, maintien des coûts de labours proposés par le gouvernement de l'Etat, estimation réelle par Anagsa et validée par le producteur du pourcentage de sinistres des récoltes, moratoire de deux ans pour le paiement des crédits de Banrural, labours et ratissages des terres gratuits, dotation de semences par Conasupo et 25% de remise pour l'achat d'intrants.

Après un dialogue avec les fonctionnaires du cabinet agricole, les paysans des deux organisations décident de se retirer mais donnent un délai au secrétaire d'Etat Gustavo Gordillo pour qu'il honore sa promesse.²⁴³

Le 20 janvier, lors d'une longue réunion entre le cabinet agricole et le secrétaire d'Etat Gordillo, le principe d'une aide de 9.9 milliards de pesos est annoncé pour les producteurs de maïs et de haricot qui ne possèdent pas d'irrigation.

Ces mesures sont établies dans un accord signé par quatre organisations paysannes : la Confédération Paysanne Nationale, le Front Démocratique Paysan,

²⁴¹ *El Heraldo de Chihuahua*, 31 décembre 1989.

²⁴² Centrale Indépendante des Ouvriers Agricoles et des Paysans, organisation émanant du Parti Communiste Mexicain. Son dirigeant historique est Ramón Danzós Palomino.

²⁴³ *El Heraldo de Chihuahua*, 17 janvier 1989, article de Dora Villalobos.

l'Union des Ejidos du Nord-ouest et la Centrale Paysanne Indépendante, le gouvernement du Chihuahua et le Ministère de l'Agriculture. Les subventions promises sont les suivantes :

- Un apport de 800 millions de pesos du gouvernement fédéral et de 3.9 milliards du gouvernement de l'Etat du Chihuahua pour soutenir le programme de préparation des terres, 100 millions de pesos pour la perforation de puits dans la zone dépourvue d'irrigation, 2.2 milliards de pesos du nouveau programme de crédit sans garanties pour l'achat d'intrants.

En plus, le ministère de l'agriculture promet un investissement de 1.488 milliard de pesos pour 18 infrastructures rurales (canaux d'irrigation, perforation et électrification de puits, installations pour l'élevage bovin)... pour la zone dépourvue d'irrigation.

Malheureusement, pratiquement rien de cela ne se concrétise. Ainsi le 5 avril, le FDC publie un communiqué de presse dirigé au Ministre de l'agriculture, au gouverneur de l'Etat et à l'opinion publique. Il dénonce que 70 jours après la signature de l'accord, les appuis promis ne sont toujours pas arrivés et que la commission d'évaluation et de suivi ne s'est pas réunie.²⁴⁴

A la fin du cycle agricole de 1989, il n'y a plus de mobilisation pour les prix de garanties. D'abord parce que la sécheresse et les gelées précoces réduisent drastiquement les récoltes et ensuite, parce qu'il est évident qu'il est difficile de se battre contre l'une des mesures-clé du gouvernement de Salinas : le contrôle des prix agricoles. Le 8 novembre, les conseillers du FDC Enrique Ochoa et Víctor Quintana annoncent que les paysans ne livreront pas leurs récoltes à Conasupo étant donné la faible augmentation des prix de garantie décidée par le

²⁴⁴ *El Heraldo de Chihuahua*, 5 avril 1989.

gouvernement : « c'est dérisoire et les prix de garantie réels sont inférieurs au niveau de 1982 ». ²⁴⁵

En fin de compte, les paysans obtiennent un « prix de consolation ». C'est en janvier de 1990 qu'une partie de la promesse du gouvernement fédéral est tenue, mais à la manière de Salinas...où toute action doit par conséquent avoir son retour en termes d'appui politique à un régime peu légitime. Le 20 novembre 1989, le gouvernement fédéral organise une réunion publique massive de producteurs pour la venue de Carlos Salinas de Gortari à Nuevo Casas Grandes. Lors de cette réunion, le président de la République se réunit avec les représentants d'organisations paysannes et annonce un investissement de 62 milliards de pesos pour les campagnes du Chihuahua. Toutes les organisations sont invitées à participer au Conseil Agraire Permanent (*Consejo Agrario Permanente*), un organisme de consultation et de proposition pour la politique publique agricole., Antonio Becerra Gaytán y assiste pour le FDC, il fait un discours très attendu, signe l'accord et donne l'accolade au Président Salinas. Grâce à cet accord, le FDC reçoit un milliard de pesos pour la préparation des terres. Quelques organisations, dont la CIOAC, critiquent l'attitude de Becerra qui a pacté avec Salinas et accepté la politique de concertation. Immédiatement le FDC appuie la position de Becerra qui est alors député local pour le Parti de Révolution Démocratique. ²⁴⁶

La grande lutte contre la corruption de Banrural et d'Anagsa.

Le 4 janvier 1990, des paysans de sept *municipios* du centre, ouest et nord-ouest de l'Etat tiennent une conférence de presse au cours de laquelle les leaders du

²⁴⁵ *El Diario de Chihuahua*, 8 novembre 1989.

²⁴⁶ *El Heraldo de Chihuahua*, 30 novembre 1989.

FDC Luis Aguilar et Víctor Quintana dénoncent de graves irrégularités et des actes de corruption commis par les employés de Banrural et d'Anagsa.²⁴⁷

Les paysans dénoncent que les inspecteurs de la compagnie d'assurances demandent des « bakchichs », de jusqu'à deux millions de pesos, pour déclarer un sinistre (pertes totales) de leurs cultures affectées par les gelées précoces ou la sécheresse. Ceux qui n'acceptent pas de payer ne sont pas reconnus comme sinistrés et doivent donc payer leur crédit bien qu'ils n'aient pas de récoltes. Les paysans de Porvenir de Bachíniva dénoncent que Banrural a inventé des crédits de milliers d'hectares « fantômes », c'est à dire des hectares qui ne se sont pas semés, où il n'y a pas eu de récoltes mais dont Anagsa a déclaré la perte totale, même si ces terres n'ont jamais été semées.²⁴⁸

Ils accusent aussi Banrural d'être à l'origine de la perte de leurs récoltes car elle ne leur a pas donné à temps les quantités d'engrais nécessaires et qu'elle les a obligés à semer du blé au lieu de maïs.²⁴⁹

C'est avec cette dénonciation forte et peu commune, car jusqu'alors les paysans ne se permettaient pas de faire de telles déclarations publiques (même si tout le monde était au courant), que le FDC commence une lutte nouvelle, sur un nouveau terrain, avec de nouvelles armes : la dénonciation publique de la corruption du secteur public agricole au Mexique.

Deux semaines plus tard, Banrural annonce une remise de deux ans ainsi que l'annulation des agios pour les paysans affiliés au FDC et à la CIOAC, victimes de sinistres pour les gelées précoces ou pour la sécheresse.²⁵⁰

²⁴⁷ Anagsa: Compagnie d'assurance nationale agricole et d'élevage: entreprise publique qui vend des assurances pour couvrir les pertes des producteurs face aux phénomènes météorologiques, vols, incendies...

²⁴⁸ *El Heraldo de Chihuahua*, 5 janvier 1989, article de Olga Aragón.

²⁴⁹ *Idem*.

²⁵⁰ *El Heraldo de Chihuahua*, 18 janvier 1989, article de Olga Aragón.

La nouvelle de la lutte contre Banrural et Anagsa et les résultats obtenus par le FDC s'étendent rapidement dans tout l'ouest de l'Etat. Ainsi le 6 février se concentrent dans le *municipio* de Guerrero plusieurs dizaines de paysans qui dénoncent la corruption entre les inspecteurs d'Anagsa et les autorités des *ejidos*. Il est fait mention du fait que les inspecteurs demandent des « cadeaux » de parfois 250 mille pesos par hectares pour autoriser la perte totale de la récolte et le paiement de l'assurance correspondante de la part de Anagsa.²⁵¹

Après l'occupation des bureaux de Banrural pendant 26 heures, ils obtiennent un relevé de décision où la banque reconnaît que les estimations sur les pertes étaient injustement évaluées et Anagsa accepte d'augmenter la couverture de l'assurance agricole jusqu'à 5 milliards de pesos pour les producteurs des *municipios* de Namiquipa, Guerrero, Bachíniva, Cuauhtémoc et Carichí, où ont été semées près de 400 mille hectares lors du dernier cycle. Banrural s'engage à annuler les dettes des paysans quand la responsabilité du non paiement est due à des causes qui ne leur sont pas imputables.

Luis Aguilar informe que les autorités ont donné raison aux paysans qui ont démontré que leurs coûts de production s'élèvent injustement, car Anagsa considère seulement 50% des intérêts dus à Banrural et ne prend pas en compte les coûts des insecticides et des engrais.²⁵²

Le 16 février, Víctor Quintana annonce que les 252 paysans qui intègrent l'*ejido* Pachera, du *municipio* de Guerrero, recevront une indemnisation estimée à 400 millions de pesos pour la perte totale de leurs semis de blé sur plus de 1.000 hectares. Les agriculteurs obtiennent qu'Anagsa reconnaisse les pertes totales pour des causes qui ne leur sont pas imputables, après plusieurs mois de luttes.

253

²⁵¹ *El Heraldo de Chihuahua*, 7 février 1989.

²⁵² *El Heraldo de Chihuahua*, 10 février 1989.

²⁵³ *El Heraldo de Chihuahua*, 17 février 1989, article d'Olga Aragón.

Le 16 mars les succursales de Banrural et Anagsa sont de nouveau occupées par la CIOAC et le FDC. Ils exigent que les inspecteurs corrompus, qui ont inventé des crédits de 500 milliards de pesos pour des paysans « fantômes », soient poursuivis ; qu'un frein soit mis à la corruption, que les producteurs victimes de sinistres soient indemnisés et que l'accord des subventions spéciales promises soit respecté. José Viezca pour la CIOAC et Víctor Quintana pour le FDC conduisent cette mobilisation et donnent jusqu'au 10 avril pour que Banrural et Anagsa répondent à leurs demandes. Le gérant de Banrural annonce qu'une enquête interne va s'ouvrir pour instruire cette affaire.²⁵⁴

Le 30 mars les paysans de 18 communautés du FDC réunis à Anahuac exigent une intervention personnelle et directe du gouverneur Fernando Baeza Meléndez afin qu'Anagsa reconnaisse la perte totale de leurs cultures lors du cycle agricole et que Banrural accepte de leur prêter de nouveau afin de semer.²⁵⁵

Le 6 avril, le FDC, sous la direction du père Camilo Daniel, d'Antonio Becerra Gaytán, de Luis Aguilar et de Víctor Quintana occupe de nouveau les bureaux de Banrural à Cuauhtémoc. Les paysans informent qu'ils n'ont pas reçu de réponse de la banque à leur pétition de crédits immédiats pour le nouveau cycle agricole.²⁵⁶

Le lendemain, après 15 heures d'occupation, les 120 agriculteurs du FDC abandonnent les installations alors que le sous-directeur d'opération et de crédit Raúl Reza Rivera, s'engage à se réunir le lundi suivant à Cuauhtémoc avec les producteurs du FDC afin de réviser la sollicitude de crédit de chacun des producteurs et de voir la possibilité d'un moratoire de deux ans sans intérêt pour payer le capital dû. Ruperto Domínguez, Santos Soto, Manuel Rocha, José Jesús Gómez et Juan Morales, représentent les paysans lors de cette négociation.

²⁵⁴ *El Heraldo de Chihuahua*, 17 mars 1989, article d'Enrique Rodríguez et Olga Aragón.

²⁵⁵ *El Heraldo de Chihuahua*, 31 mars 1989.

²⁵⁶ *El Heraldo de Chihuahua*, 7 avril 1989, article de Olga Aragón.

Moins d'une semaine plus tard, Banrural annonce que le moratoire d'un ou deux ans a été accordé à plusieurs paysans de 30 communautés de la région car ils ont démontré ne pas être en condition de couvrir les échéances prévues étant donné les pertes et sinistres subis et dont les causes ne peuvent pas leur être imputées.²⁵⁷

Le 16 avril, le journal au plus fort tirage de la capitale de l'Etat, El Heraldo de Chihuahua parle du « grand hermétisme » de la part de Banrural à propos des enquêtes suite aux plaintes des paysans du FDC et de la CIOAC. Bien que des confrontations aient été organisées entre les producteurs et les inspecteurs sur les « bakchichs » exigés en échange de l'accord pour accepter le sinistre de leurs récoltes, on ne connaît toujours pas le résultat de ces enquêtes. Quelques fonctionnaires ont été mutés et l'affaire est entre les mains du ministère de la Contraloría²⁵⁸. On ne connaît toujours pas les noms des responsables impliqués. Il n'y a pas d'information non plus au sujet des milliers d'hectares « fantômes » qui ont bénéficié de crédits pour des semences qui n'ont jamais eu lieu mais qui ont été victimes des intempéries et qui ont été couverts par l'assurance.²⁵⁹

Le FDC continue à faire pression sur les résultats de l'enquête et l'opinion publique suit avec intérêt l'issue de ce combat. Le 21 avril, le gérant régional d'Anagsa, Jaime Reyes Neri, reconnaît pour la première fois « l'existence d'irrégularités dans l'opération de l'assurance agricole » et informe qu'une commission du département d'audit interne national est en train de faire une enquête sur ces fraudes.²⁶⁰

Les conseillers du FDC Luis Aguilar y Víctor Quintana déclarent que : « la corruption de Banrural et Anagsa mais aussi des autres institutions publiques agricoles et des syndicats de paysans liés au PRI ont été institutionnalisés par le gouvernement afin d'obtenir un contrôle politique du milieu paysan. » Ils

²⁵⁷ *El Heraldo de Chihuahua*, 12 avril 1989.

²⁵⁸ Equivalent de la Cour des comptes

²⁵⁹ *El Heraldo de Chihuahua*, 16 avril 1989, article de Olga Aragón et Ethel Riquelme.

²⁶⁰ *El Heraldo de Chihuahua*, 22 avril 1989, article d'Olga Aragón.

avertissent que ce n'est pas parce qu'on va arrêter et emprisonner quelques fonctionnaires corrompus que la racine de ce cancer social va disparaître.

Selon eux, le régime de Carlos Salinas de Gortari a intérêt à « couper des têtes de fonctionnaires corrompus » comme ce fut le cas du leader du syndicat de pétrole "La Quina" ou du trafiquant de drogue Félix Gallardo, « afin de gagner l'appui du Fonds Monétaire International » et ainsi se « légitimer devant le peuple mexicain ». Cependant il ne va pas toucher à la structure opérative qui a permis de mettre en place ce système de corruption.²⁶¹

C'est le 9 mai que neuf employés de Banrural Cuauhtémoc sont arrêtés. Leurs collègues décident d'un mouvement de grève afin de protester contre ce qu'ils considèrent comme des mesures abusives. Le Ministère de la Contraloría enquête sur 11 autres cas de corruption au sein d'Anagsa. Víctor Quintana et le père Camilo Daniel, exigent que les anciens gérants des deux institutions Fernando Piñón Foglio et Carlos Barragán Machado soient aussi mis en examen et que l'enquête ne se limite pas aux opérateurs convertis en « boucs émissaires ».²⁶²

Les dirigeants du conseil paysan du FDC, Manuel Rocha, Amador Beltrán et Miguel Angel Morales déclarent à la presse que, depuis octobre 1988, les paysans de plusieurs communautés de la région ont dénoncé publiquement le gérant de Banrural de Cuauhtémoc, Ernesto Ibarra Tecillo, comme le responsable intellectuel des fraudes commises par les inspecteurs, Ignacio Zapata, Armando Pérez et Luis Fernando Villalobos. « Ce qui est bizarre » disent ils, c'est que soudainement le gérant Ibarra a été licencié et l'inspecteur Luis Fernando Villalobos "a fui". Les paysans demandent pourquoi les autorités ont-elles laissé partir les inspecteurs et les ex-gérants avant le résultat des enquêtes pour corruption?²⁶³

Face à la pression du FDC, le gouverneur de l'Etat et le directeur général de Banrural convoquent un forum sur la problématique rurale le 16 mai à

²⁶¹ *El Heraldo de Chihuahua*, 22 avril 1989.

²⁶² *El Heraldo de Chihuahua*, 10 mai 1989, article d'Olga Aragón et Federico González.

²⁶³ *El Heraldo de Chihuahua*, 12 mai 1989.

Cuauhtémoc. A cette occasion le gouverneur déclare : « Qu'on me coupe la tête si je ne trouve pas une solution de fond aux problèmes de l'agriculture du Chihuahua, avant la fin de mon mandat ». Il se propose d'obtenir un crédit de la Banque Mondiale afin de construire de l'infrastructure rurale pour améliorer la production agricole de la zone sans irrigation et améliorer ainsi la vie des paysans.²⁶⁴

C'est dans cette ambiance tendue que le 25 mai, le bureau de la délégation du Ministère de l'Agriculture du Chihuahua brûle. Le FDC fait part à la presse de ses « soupçons ». En effet, l'incendie a eu lieu le jour où commence un audit relatif aux fraudes de Banrural. Dans le sinistre disparaissent des documents relatifs aux hectares « fantômes » et à l'usage, par certains fonctionnaires du gouvernement de l'Etat et de la fédération du programme de matériel agricole, « mécanisation des campagnes ».²⁶⁵

Début juin 1989, sans doute poussée par le climat créé par le FDC sur la corruption, une personne qui a servi d'intermédiaire dans le processus de corruption de Banrural révèle avec précision à Víctor Quintana le schéma de corruption de la banque. C'est à partir de ces éléments que la journaliste Olga Aragón de El Heraldo de Chihuahua écrit un important article le 16 juin:

- 1) *Des fraudes dénoncées par les paysans au préjudice de l'agriculture du Chihuahua et dont le montant est estimé à 24 milliards de dollars, le ministère de la justice à poursuivi trois cas qui représentent 3 millions et demi de pesos et qui concernent des fonctionnaires de second niveau de Banrural*
- 2) *La stratégie a été préparée depuis les hautes sphères de Banrural sous la coordination de l'ancien sous-directeur général Julio Salgado, et de l'ancien gérant de la région nord, Carlos Barragán Machado ; y participent aussi les « disparus » Ernesto Ibarra Tecillo, ancien gérant de la succursale de Cuauhtémoc; Ramón Sánchez Hermosillo, conseiller juridique et les inspecteurs Fernando Villalobos, Armando Pérez, Ignacio Zapata et Héctor Sánchez Hermosillo; ainsi que l'inspecteur d'Anagsa Mario García Rivas. Ce groupe proposait à 30 des 60 inspecteurs que chacun d'entre eux*

²⁶⁴ *El Heraldo de Chihuahua*, 17 mai 1989, article d'Olga Aragón.

²⁶⁵ *El Heraldo de Chihuahua*, 27 mai 1989, article d'Olga Aragón, Ethel Riquelme y Cristina Estrada.

“place” 300 hectares de crédits « fantômes » avec l’engagement de recevoir une partie des fonds ainsi détournés.

- 3) *Il existe des éléments pour considérer que dans la seule région agricole de Cuauhtémoc 80,000 hectares “fantômes” furent inventés pour de faux crédits dont le montant total est de 24 milliards de pesos. Une grande partie de ces fonds furent utilisés pour appuyer la campagne électorale du candidat du PRI pour la Présidence de la République en 1988.*²⁶⁶

Les autorités de Banrural et d’Anagsa insistent sur le fait que toutes les personnes impliquées sont poursuivies et que les autorités judiciaires vont procéder avec toute la rigueur de la loi. Le FDC reprend sa lutte en septembre 1989 : un groupe de 200 paysans du FDC occupe les bureaux de la succursale d’Anagsa à Cuauhtémoc afin d’obtenir le paiement de 54 milliards de pesos pour les producteurs qui ont perdu leurs récoltes de maïs et de haricot et avertissent qu’ils ne paieront pas leurs dettes à Banrural, car 12 milliards de pesos que la banque leur demande de payer ne leur ont jamais été remis.²⁶⁷

Après une occupation de 32 heures des bureaux de Banrural et Anagsa, les producteurs du FDC obtiennent que les autorités des deux institutions s’engagent à payer les indemnisations pour sinistre du cycle passé et soutiennent le financement de projets productifs.

Lors de ces séries de négociations les membres du FDC obtiennent, en plus des enquêtes et plaintes relatives aux fraudes et du paiement des indemnisations, des appuis pour construire un barrage réservoir pour les vergers de la communauté de San Juan y Anexas, et la construction de deux étables de vaches laitières à Independencia et Porvenir, de Bachíniva.²⁶⁸

²⁶⁶ *El Heraldo de Chihuahua*, 16 juin 1989. Article d’Olga Aragón.

²⁶⁷ *El Heraldo de Chihuahua*, 21 septembre 1989.

²⁶⁸ *El Heraldo de Chihuahua*, 22 septembre 1989.

Le 6 décembre, le FDC occupe de nouveau des bureaux de Banrural, cette fois de Santa Ana du *municipio* de Namiquipa afin de protester contre les dettes imaginaires que la banque veut faire payer aux agriculteurs.²⁶⁹

En janvier 1990, les paysans de Porvenir, *municipio* de Bachíniva et ceux de la Quemada, *municipio* de Cuauhtémoc, dénoncent les multiples fraudes commises par Ernesto Ibarra Tesillo, ancien gérant de la succursale de Cuauhtémoc de Banrural. Le montant de la fraude s'élève à 1 milliard de pesos.

Les autorités de Banrural informent plus tard que les responsables des fraudes ont été punis et emprisonnés. En février, Anagsa est définitivement fermé par le gouvernement fédéral. A cette occasion, le 11 février, le père Camilo déclare : « Il vaut mieux que des institutions, qui sont arrivées à un tel niveau de bureaucratisme et de corruption intolérable comme dans les cas de Banrural et de Anagsa, disparaissent. »²⁷⁰

Paradoxalement le gouvernement fédéral utilisera cette déclaration et toute la lutte du FDC contre la corruption au sein de Banrural et Anagsa pour fermer les deux institutions et laisser sans crédits, ni assurances les paysans à l'origine de ces plaintes.

Les actions de dénonciation et de solidarité.

Tout en organisant des luttes importantes au bénéfice des paysans, qui sont la base sociale du mouvement, le FDC se solidarise avec d'autres luttes sociales. Nous reprendrons ici les plus importantes :

1) *Contre le vol de terres et de forêts dans la Sierra Tarahumara:*

²⁶⁹ *El Heraldo de Chihuahua*, 7 décembre 1989.

²⁷⁰ *El Heraldo de Chihuahua*, 12 février 1990.

Le 29 septembre, un important groupe d'indiens et de paysans de la communauté de Sisoguichi du municipio de Bocoyna sous la direction du leader du FD, Luis Aguilar, accuse le ministère de la réforme agraire de favoriser la corruption dans le cas du vol « légal » de terres au profit des « caciques » de la région. Ils citent le cas d'un verger de 6 hectares qui appartient aux femmes de l'unité agricole des femmes. Celles-ci ont été battues et menacées par des personnes sous les ordres des caciques.²⁷¹

En mars 1989, Antonio Becerra dénonce la complicité qui existe entre l'administration des forêts et les entreprises forestières qui exploitent sans vergogne les bois des communautés indigènes, ce qui génère la violence sociale.²⁷²

En octobre 1991, après l'annonce de la réalisation de projets touristiques dans la Sierra Tarahumara, l'église et le FDC manifestent leur préoccupation face au risque de déplacement des communautés indigènes et de leur exclusion de n'importe quel projet touristique qui se développe dans la zone.²⁷³

2) *Solidarité avec les universitaires.*

En mai 1989, le FDC et plusieurs organisations sociales se solidarisent avec les professeurs qui demandent une augmentation de salaire.²⁷⁴

3) *Solidarité avec les travailleurs de PROFORTARAH.*

Le 23 Aout, le FDC se solidarise avec les travailleurs licenciés de l'entreprise publique Produits Forestiers de la Tarahumara qui demandent un crédit au gouvernement afin de pouvoir continuer à travailler en créant leur propre entreprise de fabrication de cageots de bois.²⁷⁵

²⁷¹ *El Heraldo de Chihuahua*, 30 septembre 1988.

²⁷² *El Heraldo de Chihuahua*, 9 mars 1989.

²⁷³ *El Diario de Chihuahua*, 30 octobre 1991, article d'Alejandro Gutiérrez

²⁷⁴ *El Heraldo de Chihuahua*, 4 mai 1989.

²⁷⁵ *El Heraldo de Chihuahua*, 24 août 1989.

4) Campagne pour la défense de la vie.

Le 16 octobre 1989, des chrétiens et des socialistes, des ouvriers et des paysans, des femmes au foyer et des étudiants accompagnés de religieux catholiques, réalisent une marche et un meeting pour la campagne nationale de défense de la vie. Ils exigent de meilleurs salaires, une pause dans la hausse du coût de la vie, la suspension du paiement de la dette externe et l'abolition de la torture de la part des autorités policières. Ils dénoncent le projet néolibéral du président Carlos Salinas de Gortari qui est un « projet de mort appuyé par l'impérialisme nord américain ». La campagne est relayée par le FDC, le Front des consommateurs, les communautés ecclésiastiques de base, le mouvement des chrétiens engagés dans les luttes populaires, le parti révolutionnaire des travailleurs (trotskiste), le Parti de la Révolution Démocratique, le comité Eureka, le comité des mères de disparus politiques.

Le FDC appuie cette campagne en réalisant dès le matin quatre blocages de routes à Cuauhtémoc, La Junta, Namiquipa et Bachíniva de 11 à 14 heures. Ils exigent que le gouvernement déclare zone de désastre toute la région sans irrigation en raison de la sécheresse et des gelées précoces. Dans son discours de clôture à Chihuahua, le père Camilo, accompagné de deux prêtres jésuites, déclare : « Nous, les prêtres, nous ne pouvons plus défendre la vie, le cadeau le plus important que Dieu nous a fait, seulement en priant dans les églises. Nous devons être avec le peuple dans sa lutte pour ses droits, pour une vie plus digne et plus juste, pour une société plus démocratique et un peuple plus uni ». ²⁷⁶

5 La solidarité avec la grève des travailleurs de l'usine Ford de Chihuahua.

Le FDC participe en février 1990 avec neuf autres organisations sociales et populaires à un meeting de solidarité.

La lutte pour un nouveau système de crédit pour les paysans.

²⁷⁶ *El Heraldo de Chihuahua*, 17 octobre 1989.

Cette lutte commence le 10 avril 1990, dans le cadre du 71^{ème} anniversaire de la mort du chef révolutionnaire Emiliano Zapata, lorsque 200 paysans du FDC réalisent une manifestation face au palais du gouverneur et défilent avec un cercueil, symbole de la triste situation des campagnes mexicaines devant les bureaux du ministère de la réforme agraire et de Banrural.

Les paysans dénoncent le fait que Banrural a cessé d'accréditer 150.000 hectares de terres agricoles sans irrigation et les a transféré au Programme National de Solidarité (Pronasol). Cependant, selon Luis Aguilar, ce programme ne compte pas sur les ressources suffisantes pour couvrir la demande de crédit que Banrural cesse de financer.²⁷⁷

Face au silence des autorités, les paysans du FDC reviennent à la charge et le 7 mai, 300 paysans de 10 *municipios* installent un campement place Hidalgo jusqu'à ce que le gouvernement donne une réponse favorable à leur revendication d'accès au crédit.²⁷⁸

Le gouvernement de l'Etat refuse le dialogue et déclare que la manifestation du FDC « est politisée » et qu'il s'agit d'attirer l'attention avant l'imminente visite du pape Jean Paul II prévue le 10 mai à Chihuahua. Le FDC répond que ce n'est pas de sa faute si la réponse du gouvernement dure si longtemps et que cela coïncide avec la visite du pape.²⁷⁹

Cependant, devant l'attente créée par la visite du pape et en raison de la grande religiosité de la majorité des paysans, le FDC lors d'une assemblée réalisée le 9 mai, déclare une trêve et suspend son campement en témoignage de respect pour le pape. Dans une lettre publique, ils demandent l'intervention du pape pour que les paysans sans irrigation qui ne bénéficient plus de l'appui de Banrural en raison

²⁷⁷ *El Diario de Chihuahua*, 11 avril 1990.

²⁷⁸ *El Diario de Chihuahua*, 8 mai 1990.

²⁷⁹ *El Diario de Chihuahua*, 9 mai 1990.

de leur pourcentage de sinistres élevé et de leur faible productivité, puissent avoir accès au crédit.²⁸⁰

Le campement recommence le 10 mai après-midi dès que se termine la cérémonie publique avec Jean Paul II. Le FDC réitère sa revendication de crédit pour 20.000 hectares de maïs et haricot sans irrigation, qui n'ont plus accès au système de crédit national.²⁸¹

Les actions montent d'un ton le lendemain : une centaine de paysans du FDC occupe les bureaux des ministères de programmation et du budget et de l'agriculture afin que le gouvernement leur donne des crédits afin de cultiver leurs parcelles.

C'est vers trois heures de l'après midi, le 11 mai que les paysans acceptent d'abandonner les installations avec la promesse que le secrétaire d'Etat à la concertation politique, Gustavo Gordillo vienne les écouter et résoudre leurs problèmes.²⁸²

La réunion avec Gordillo a lieu le 13 mai, mais le seul accord obtenu de la part du fonctionnaire est la promesse de négocier quelques appuis et de demander à Anagsa et Banrural de réviser des crédits déjà payés et de corriger des erreurs.²⁸³

Les paysans reprennent leur campement et le 16 mai, les premières solidarités se manifestent : des dizaines de femmes et d'enfants, poêles et casseroles à la main, accompagnent la marche des paysans du FDC. Face à Banrural, ils organisent un meeting auquel participent plus de mille personnes provenant de 40 organisations sociales, politiques, syndicales, étudiantes... Ils signent ensemble une lettre

²⁸⁰ *El Diario de Chihuahua*, 10 mai 1990.

²⁸¹ *El Heraldo de Chihuahua*, 11 mai 1990.

²⁸² *El Diario de Chihuahua*, 12 mai 1990, article de Francisco Javier Ortiz.

²⁸³ *El Heraldo de Chihuahua*, 14 mai 1990.

ouverte au Président Salinas et au gouverneur Baeza afin d'exprimer leur rejet de leur politique anti-paysanne et de souligner leur solidarité avec les paysans en lutte.

Parallèlement, un groupe de 70 membres de professions libérales et intellectuels de la ville publient une lettre ouverte dans laquelle ils soutiennent les demandes des paysans et condamnent la modernisation forcée des campagnes telle que l'impose le président Salinas.²⁸⁴

Le 17 mai, après 10 jours de campement, le FDC signe un accord avec le gouvernement de l'Etat et se retire. L'accord prévoit que le gouvernement s'engage à demander une extension des crédits de Banrural et une augmentation des appuis du programme national de solidarité.²⁸⁵

Effectivement, le nouveau programme accepte de prêter via la modalité « crédit sans garantie » la somme de 350.000 pesos par hectare antérieurement accrédités par Banrural. Ce seront les mairies qui vont distribuer les prêts et au moment du remboursement, une partie des fonds sera rendue aux paysans afin qu'ils investissent dans leur exploitation ou réalisent des travaux d'infrastructure dans leur communauté.

Le 22 février 1991, après une grande manifestation dans la ville de Chihuahua, une réunion a lieu entre le FDC et le cabinet agricole. Un nouvel accord est signé dans lequel le gouvernement accepte d'augmenter le montant du prêt jusqu'à 400 mille pesos par hectare et s'engage à financer les 30.000 hectares présentés par les producteurs du FDC.²⁸⁶

Cependant tout n'est pas réglé car le FDC dénonce que les municipalités gouvernées par le PRI dévient les ressources du programme à d'autres fins. Ainsi

²⁸⁴ *El Diario de Chihuahua*, 17 mai 1990, article de Francisco Javier Ortiz.

²⁸⁵ *El Heraldo de Chihuahua*, 18 mai 1990.

²⁸⁶ *Diario de Chihuahua*, 23 février 1991.

le 4 mars 1991, 300 paysans occupent les bureaux de Pronasol dans la mairie de Bachiniva afin d'exiger un audit pour démontrer que le maire Gabriel Hernández gère de manière illégale et irresponsable les 3.6 milliards de pesos qui devaient être destinés à l'infrastructure agricole et d'élevage.²⁸⁷

Le 4 avril, plus de 1.000 paysans du FDC demandent que les accords du 22 février soient respectés. Après une marche dans la ville de Chihuahua ils organisent un meeting en face du palais du gouverneur et exigent les 400.000 pesos par hectare sollicités par l'organisation pour les 30.000 hectares. Lorsque les paysans passent devant l'archevêché, ils nomment Monseigneur Adalberto Almeida y Merino témoin de qualité afin qu'ils vérifient l'authenticité des signatures sur l'accord du 22 février et demandent l'intervention de l'église. L'évêque bénit les paysans dans leur lutte et déclare que les autorités sont obligées de respecter ce qu'elles ont signé.²⁸⁸

Le lendemain, les paysans se réunissent avec le cabinet agricole et un émissaire du Ministère de Programmation et du Budget du gouvernement fédéral. Ce dernier donne de mauvaises nouvelles : l'appui sera de 300 mille pesos par hectare pour la superficie qu'habilitait Banrural et seulement pour les producteurs qui ont payé complètement le crédit de l'année antérieure. Mais pour les nouveaux bénéficiaires, la limite de couverture est seulement de six hectares maximum car « c'est la surface moyenne pour l'Etat et ce point ne peut être discuté.» En outre cette année, il n'y aura pas de modification, ni du nombre de bénéficiaires, ni de la couverture en hectares, ni du budget disponible. Cela veut dire que Pronasol aura un budget de 27 milliards de pesos, pour 117 mille hectares et 16 mille producteurs.²⁸⁹

La réponse génère la colère au sein du FDC. L'accord du 23 février n'est pas respecté. Il n'y a que dans les Etats du sud et du centre du pays que l'on peut

²⁸⁷ *Diario de Chihuahua*, 5 mars 1991.

²⁸⁸ *El Heraldo de Chihuahua*, 5 avril 1991, article d'Eva Trujillo R.

²⁸⁹ *El Heraldo de Chihuahua*, 6 avril 1991, article d'Eva Trujillo R.

penser qu'i est suffisant de soutenir avec des crédits un maximum de 6 hectares. Dans le nord du pays, les parcelles ejidales ont une moyenne de douze hectares.

Le lendemain, le FDC retire son campement afin de continuer la lutte dans les municipalités d'où sont originaires les paysans. Mais une commission formée par un représentant de chacune des 60 communautés concernées, reste en ville et suit les négociations avec le responsable du programme (Pronasol) et les autorités locales.²⁹⁰

La commission réalise un intense travail de lobbying dans la capitale de l'Etat. Elle se réunit avec des dirigeants politiques, le patronat, les étudiants, les milieux populaires. Des témoins de qualité en provenance des partis politiques (PAN et PRD) et de l'église catholique assistent à la réunion journalière de négociation avec le délégué du Ministère de Programmation et du Budget.²⁹¹

Le 21 avril, le FDC occupe de nouveau la place Hidalgo face au palais du gouverneur. Lors d'un meeting, une lettre ouverte au président Salinas de Gortari est lue : « Nous sommes préoccupés par l'attitude du gouvernement fédéral qui n'honore pas sa parole alors qu'un fonctionnaire de haut niveau – Jacinto Segura de la SPP – avait signé un accord dans lequel 400 mille pesos par hectare étaient proposés, alors que maintenant il n'y a plus que 300 mille pesos. Les relations entre le gouvernement et la société civile entrent dans une logique où la crédibilité est absente. Dans ces conditions, le dialogue et la concertation sont impossibles. » Ils exigent des crédits pour semer et les 400 mille pesos par hectare pour les producteurs sans irrigation.²⁹²

Devant l'absence d'avancée, le 25 avril le FDC occupe les bureaux du Ministère de la Programmation et du Budget et décident d'y rester dans l'attente de la réponse du Cabinet Agricole National à la proposition envoyée par le gouverneur de l'Etat

²⁹⁰ *El Heraldo de Chihuahua*, 7 avril 1991.

²⁹¹ *El Heraldo de Chihuahua*, 13 avril 1991.

²⁹² Lettre au Président de la République, 22 avril 1991.

Fernando Baeza Meléndez, dans une tentative pour donner une solution au problème du manque de crédit pour la production du cycle agricole en question. Grâce à cette solution, il est essentiellement demandé l'ampliation de la superficie habilitée dans l'Etat à 200.000 hectares, ce qui représenterait une augmentation de 30.000 millions de pesos pour le budget de PRONASOL destiné à cette région.²⁹³

Le premier mai, une mesure de pression supplémentaire est décidée : une escorte permanente de deux paysans accompagnera partout où il ira le délégué de la SPP Jacinto Seguro Sandoval. Des pressions sont organisées aussi dans les municipalités où les crédits pour les semis ne sont pas encore distribués.²⁹⁴

Le 7 mai le dirigeant du FDC Víctor Quintana annonce que le Gouvernement de l'Etat accepte d'étendre le programme aux *municipios* de Matachí, Riva Palacio, et Cusihuiriachic. Ce sont 23,500 hectares supplémentaires de terres qui seront couvertes par le Pronasol. Cependant le gouvernement fédéral se montre inflexible sur le nombre d'hectares à financer qui est limité à 6 même si certains paysans possèdent plus de 24 hectares.²⁹⁵

Le 8 mai, les paysans du FDC, encore en campement se réunissent avec un responsable du Programme National de Solidarité de la SPP. Le milliard de pesos pour les labours est disponible et l'accord de couverture avec le gouvernement de l'Etat est accepté. De son côté le gouvernement promet le don d'un paquet de tracteurs d'occasion avec leurs outillages pour aider les paysans du FDC. Seuls les paysans qui bénéficiaient de prêts de Banrural en 1989 pourront entrer dans le programme Pronasol.²⁹⁶

²⁹³ *El Heraldo de Chihuahua*, 26 de abril de 1991.

²⁹⁴ *El Heraldo de Chihuahua*, 3 mai 1991.

²⁹⁵ *El Heraldo de Chihuahua*, 7 mai 1991.

²⁹⁶ *El Heraldo de Chihuahua*, 9 mai 1991, article d'Eva Trujillo R.

Mais tous les problèmes ne sont pas résolus. Mi-mai, un groupe de paysans du FDC des *municipios* de Bachíniva et Cuauhtémoc occupent leurs mairies respectives car les crédits de Pronasol ne sont toujours pas versés. Des affrontements ont lieu à Cuauhtémoc entre les membres du FDC et un groupe de choc du PRI qui protège le maire et veut disperser la manifestation.²⁹⁷

Les dénonciations relatives au programme Pronasol ne sont pas seulement liées aux retards dans la distribution. Plus les élections fédérales de juillet 1991 approchent, plus le programme est utilisé à des fins électorales. Ainsi le 24 juin, les conseillers du FDC déclarent que le Pronasol « est utilisé et manipulé pour des objectifs électoraux ».²⁹⁸

Malgré ces appels publics, les fonds n'arrivent pas aux producteurs. Aussi le 3 juillet, peu avant les élections, le FDC occupe les mairies de General Trías, Riva Palacio, Namiquipa, Cuauhtémoc et Guerrero, et annoncent qu'ils resteront jusqu'à ce que Pronasol commence à verser les fonds. Dans l'après-midi, lors d'une réunion avec le délégué du ministère de la programmation et du budget, et face à l'urgence de répandre les engrais sur les semis, les représentants du FDC cèdent sur une de leur revendication : des 7 milliards de pesos exigés pour les 23.514 hectares, ils acceptent que seulement 5 milliards puissent être versés en deux tranches.²⁹⁹ Le surlendemain, trois mairies sont libérées mais Guerrero et Namiquipa sont toujours occupées car ces mairies n'ont pas commencé à verser les fonds.³⁰⁰

Même si le Pronasol est distribué, le FDC poursuit sa critique de la politique gouvernementale. Le 7 juillet, lors d'un forum où participent des paysans de 14 *municipios* à Cuauhtémoc, les candidats des partis politiques pour les postes de sénateurs et députés, présentent leurs programmes en présence d'observateurs

²⁹⁷ *El Heraldo de Chihuahua*, 17 mai 1991.

²⁹⁸ *El Heraldo de Chihuahua*, 25 juin 1991, article d'Alejandro Gutiérrez C.

²⁹⁹ *El Diario de Chihuahua*, 4 juillet 1991.

³⁰⁰ *Norte de Ciudad Juárez*, 5 juillet 1991.

étrangers. Tous coïncident pour signaler qu'une partie des problèmes de l'agriculture réside dans la corruption et la mauvaise administration des budgets de la part des autorités politiques.³⁰¹

En 1992, le FDC poursuit cette lutte afin d'augmenter la couverture insuffisante du programme Pronasol. Le 22 mai, le conseiller du FDC Miguel Angel Colunga estime que 50% des paysans n'ont accès à aucun type de crédits et rappelle que Banrural a cessé de financer 130,000 producteurs depuis 1990 mais que le budget du Pronasol n'a pratiquement pas augmenté.

En 1990 le budget était de 32 milliards de pesos et cette année il est de 35 milliards. « Mais la différence, c'est qu'en 1990 Pronasol appuyait les paysans jusqu'à 20 hectares, alors que maintenant il ne finance que 6 hectares et dans beaucoup de *municipios* de l'Etat, 3 hectares seulement. »³⁰²

Le 3 juin, le FDC occupe les mairies de Cusihuirachi, Cuauhtémoc et Matachí afin d'exiger l'incorporation de 1.100 nouveaux bénéficiaires du Pronasol, c'est à dire 1 milliard 948 millions pour financer 6 mille 464 hectares.³⁰³

La lutte pour les droits de l'homme.

Dans le contexte du combat contre la culture de drogue dans la Sierra Tarahumara et le trafic de stupéfiants dans la zone frontalière avec les Etats-Unis, l'armée mexicaine déclenche dans les années 1970 « l'opération Condor ». Les cas de torture, de violations aux droits de l'homme et assassinats sous couvert de lutte contre le crime organisé se multiplient. Ainsi, fin 1988, le paysan indien Cruz González, qui a participé aux manifestations du FDC est assassiné. En 1989, le FDC dénonce l'Etat comme responsable de l'assassinat du leader agraire Miguel

³⁰¹ *El Diario de Chihuahua*, 8 juillet 1991.

³⁰² *El Diario de Chihuahua*, 23 mai 1992.

³⁰³ *El Diario de Chihuahua*, 4 juin 1991.

Cruz González, assassiné à Maguarichi, *municipio* d'Ocampo, par des caciques de la région selon les dirigeants du Parti Mexicain Socialiste.³⁰⁴

Le 25 octobre 1990, le FDC répond à l'invitation de Cosyddhac, et forme un front commun de neuf organisations civiles qui dénoncent l'utilisation de la torture et les abus des policiers. L'initiative est dirigée par l'évêque du diocèse de la Tarahumara, José Alberto Llaguno.³⁰⁵

En janvier 1991, le prêtre Guillermo Madrigal et un couple sont assassinés à Ciudad Juárez. La police accuse un immigrant guatémaltèque du triple assassinat et le torture sauvagement. Cosyddhac, le FDC et d'autres organismes de la société civile et politique exigent que le gouvernement de l'Etat résolve les crimes, cesse les atteintes aux droits de l'homme et termine avec l'impunité qui protège les policiers qui torturent.³⁰⁶

Un mois plus tard, le 5 février, cette même coalition essaye, sans succès, de rencontrer le commandant de la police judiciaire fédérale dans le cadre de la commémoration de l'anniversaire de la constitution fédérale. Ils marchent dans le centre de la ville et font un « sit in » devant les bureaux de cette police.³⁰⁷

En juin 1991, le médecin Víctor Manuel Oropeza, journaliste et activiste pour la démocratie lors de la lutte de 1986 est assassiné à Ciudad Juárez. Face à ce crime se génère un important mouvement civique pour réclamer un éclaircissement sur les motifs de ce meurtre et la fin de la violence. Le 14 juillet, un meeting est organisé à Chihuahua avec la présence de plusieurs groupes politiques et sociaux dont le FDC. Les participants annoncent la formation de comités citoyens contre la délinquance afin de lutter contre la violence au Chihuahua. Une coordination contre la violence est créée dans laquelle participent les partis d'opposition : PAN, PRD, PARM, PRT, PDM, PEM et PRR- et des

³⁰⁴ *El Heraldo de Chihuahua*, 4 janvier 1989.

³⁰⁵ *El Diario de Chihuahua*, 26 octobre 1991, article de Juan Manuel Andazola.

³⁰⁶ *El Diario de Chihuahua*, 6 janvier 1991.

³⁰⁷ *El Heraldo de Chihuahua*, 6 février 1991.

groupes sociaux comme FEDECO, COSYDDHAC, FDC, Grupo Maquío et des communautés ecclésiastiques de bases.³⁰⁸

La lutte contre l'accord de Libre Echange d'Amérique du Nord (ALENA/TLCAN).

Dés que débutent les négociations entre les gouvernements du Mexique, des Etats-Unis et du Canada avec l'objectif de signer un accord de libre échange entre ces trois pays, les dirigeants du FDC cherchent à s'informer sur le thème. Ils participent à des forums et des réseaux sur la problématique.

Le 25 mars 1991, le dirigeant du FDC, Víctor Quintana expose, lors d'un entretien dans le journal Diario de Chihuahua, la position de l'organisation relative au traité:

« Si on ne soutient pas et on ne stimule pas les producteurs agricoles, le Mexique, en cas d'ouverture commerciale, court le risque de voir ses productions complètement délaissées au profit de celles des Etats-Unis. Quintana fait cette déclaration après une tournée dans la province canadienne de Québec à l'invitation de l'organisation catholique Développement et Paix. Il signale que deux ans après la signature de l'accord entre les Etats-Unis et le Canada, les paysans canadiens sont incapables de concurrencer les produits des Etats-Unis, ce qui leur a causé de grands problèmes économiques. »³⁰⁹

Quintana ajoute qu'il n'y a pas un seul pays capable de concurrencer les Etats-Unis en ce qui concerne les fruits, les grains et les légumes, en raison des dispositifs d'aide pour le maintien des prix agricoles. Un autre facteur déterminant est l'équipement technologique pour le matériel et l'importance des capitaux mobilisés pour le cycle agricole : semailles, récolte, distribution de la production ; sans compter le climat favorable pour une grande partie des productions.³¹⁰

³⁰⁸ *El Diario de Chihuahua*, 15 juillet 1991, article de Dora Villalobos.

³⁰⁹ *El Diario de Chihuahua*, 25 mars 1991, entretien de Mario Flores.

³¹⁰ Idem.

Le 5 mai 1991, alors que la négociation avance à grands pas, le FDC qui est en campement place Hidalgo pour la question des crédits, organise un contingent qui se transporte à Ciudad Juárez et bloque le point de passage transfrontalier « Santa Fé », qui unit le Mexique à la ville d'El Paso au Texas. Sur la ligne frontière qui divise les deux nations, les paysans du FDC retrouvent les ouvriers agricoles de l'Union des Travailleurs Agricoles de la Frontière d'El Paso et signent un « Accord unitaire pour éviter les activités défaitistes du gouvernement Mexicain envers le gouvernement expansionniste des Etats-Unis ». ³¹¹

« Les conditions de vie des paysans d'un côté comme de l'autre de la frontière sont déprimantes », est-il écrit dans le texte de l'accord. ³¹²

A titre d'exemple du fait que les paysans des Etats-Unis vivent également marginalisés, on rappelle qu'au Mexique la cueillette du chile a eu en 1980 une valeur de 26 millions de dollars, qu'en 1989 elle s'est élevée à 48 millions et en 1990 à 53 millions, alors que le salaire minimum « a été congelé » à 3,35 dollars l'heure pendant tout ce temps.

Le leader de la UTAF, Carlos Marentes, informe que les examens réalisés aux paysans le 11 avril pendant les célébrations du Jour Mondial de la Santé, ont montré qu'un grand nombre avaient la tuberculose et étaient anémiés parce qu'ils étaient victimes d'« intermédiaires sans scrupules » qui ne les payent pas un prix juste. ³¹³

Les 28 et 29 octobre 1991, un fort contingent de paysans et dirigeants du FDC vont à la ville de Zacatecas dans le centre du pays où, parallèlement à la troisième ronde de négociations interministérielles sur l'ALENA que célèbrent les ministres du commerce et de l'économie des trois pays, se réunit un groupe d'organisations sociales de tout le pays afin de former le Réseau Mexicain d'Action contre le Libre Commerce (RMALC), dont le FDC est l'un des membres fondateurs.

³¹¹ *El Diario de Chihuahua*, 6 mai 1991.

³¹² Idem.

³¹³ Idem.

A son retour de Zacatecas, Víctor Quintana relate la position du FDC présentée lors de la réunion de Zacatecas :

- 1) Si les grains de base (maïs et haricot pour Chihuahua) sont inclus dans l'ALENA, c'est près de 95 mille paysans (avec leurs familles) des zones sans irrigation qui vont perdre leur source de revenus et qui devront émigrer aux Etats-Unis ou chercher un emploi dans les zones franches industrielles (maquilas) ; tandis que 58 mille devront, soit vendre leurs terres, soit les louer et travailler comme ouvriers agricoles.
- 2) Le Mexique et le Chihuahua sont dans une situation de franc désavantage face aux Etats-Unis et au Canada, tant pour la technologie que pour la politique de subventions, ainsi que pour les conditions climatologiques et géographiques.
- 3) Les grains de base (maïs et haricot) ne doivent pas être pris en compte dans l'ALENA.³¹⁴

Par exemple:

- *Semences améliorées et engrais*: Aux Etats-Unis, les deux produits sont appliqués sur 100 % des cultures. Cinq tonnes d'engrais sont répandus à l'hectare. Au Mexique 191 kilos d'engrais sont utilisés sur 34% des surfaces cultivées. Au Chihuahua, la moyenne est d'une tonne et demie d'engrais par hectare.
- *Surfaces cultivables*: Le Mexique compte à peine 2.2 hectares de terres cultivables par paysan, dont 0.6% sont irriguées. Les USA ont 61 hectares de terres cultivables par producteur, dont 6% sont irriguées. Le Canada a 97 hectares de terres cultivables par producteur, dont 1.5% sont irriguées.
- *Géographie et climat* : Les deux tiers de la superficie cultivable du Mexique sont à flanc ou sur des collines. En 1989, 25% de la zone non irriguée se

³¹⁴ *El Heraldo de Chihuahua*, 30 octobre 1991, entretien avec Leoncio Acuña H.

cultivait par traction animale. Aux Etats-Unis, toute la superficie cultivable se trouve dans des plaines ou des plateaux.

- *Précipitations et ensoleillement:* Au Chihuahua tombent 500 millimètres d'eau alors qu'au Chiapas ou au Jalisco tombent 1,600 et 1,110 millimètres respectivement. Au Chihuahua la majorité de l'Etat souffre de gelées précoces. Aux Etats-Unis et au Canada il y a des Etats (Iowa, Indiana, Nebraska) où le soleil brille de 4 heures du matin à 10 heures du soir.
- *Politique financière:* Depuis 1928, le gouvernement des Etats-Unis développe une politique de capitalisation constante des exploitations par le biais d'une ambitieuse politique de subventions. 30% du PIB du pays est destinée à soutenir l'agriculture. Au Mexique, depuis 1982, la politique économique du gouvernement va en marche arrière. 2% du PIB est consacré à l'agriculture. Le taux d'intérêt des prêts agricoles est plus élevé. La politique du gouvernement est d'éliminer les subventions. Effectivement Banrural a cessé de financer 160.000 hectares en 1990. Aux Etats-Unis les crédits d'infrastructure s'amortissent en 20 ou 30 ans et non en 5 ans comme au Mexique.
- *Coûts de production:* Un paysan mexicain doit investir 217 dollars par hectare, un fermier des Etats-Unis, 67 dollars. La différence réside dans le coût des intrants.
- *Productivité:* Chihuahua a une productivité pour le maïs supérieure à la moyenne nationale: 700 kilos par hectares contre 512 pour le reste du pays (en excluant les Etats producteurs de maïs d'irrigation). Aux Etats-Unis, la production par hectares est de 6.7 tonnes et au Canada de 6.9 tonnes par hectares. Pour le haricot, c'est la même chose. Les Etats-Unis et le Canada produisent une tonne et demie de haricot par hectare. La moyenne du Mexique est de 512 kilos et celle de Chihuahua de 342 kilos par hectares.³¹⁵

³¹⁵ Ídem.

Les mois suivants, le FDC participe à de nombreuses réunions sur l'ALENA et l'agriculture mais c'est à partir de 1993 que les manifestations les plus fortes s'organiseront.

La lutte contre les réformes anti-agraires.

A partir d'août 1989 et anticipant la politique de réaction agraire de Salinas de Gortari, le FDC participe avec 26 autres organisations paysannes du pays à la constitution d'un front commun contre la politique agraire du gouvernement fédéral. Un congrès fondateur se tient dans le sud du pays à Cuautla, Morelos. Le FDC dénonce avec les autres, les réformes à la constitution et à la loi de réforme agraire qui conduiront à la privatisation de la propriété collective de la terre (*ejido*).³¹⁶

Dés décembre 1990, le FDC, le père Camilo, en réponse aux déclarations du gouverneur Fernando Baeza exigeant un nouveau modèle agricole, déclare que les paysans doivent se méfier des décisions autoritaires du gouvernement, qui vont contre la culture du paysan comme l'est la prétention de vouloir privatiser l'*ejido*.³¹⁷

En octobre 1990, la Chambre Nationale du Commerce de Chihuahua se manifeste publiquement en faveur des réformes à la législation agraire pour privatiser l'*ejido*. Le FDC, par l'intermédiaire de Víctor Quintana, répond qu'il n'est nul besoin de privatiser l'*ejido* pour obtenir plus d'investissements dans les campagnes. Il propose de modifier la loi agraire afin de permettre l'association entre membres d'*ejidos* et petits propriétaires en excluant les grandes entreprises. Il déclare qu'il est plus urgent de libérer l'*ejido* du corporatisme qui l'assujettit au gouvernement et aux syndicats officiels, afin que l'Etat cesse d'exercer sa tutelle sur l'*ejido*.³¹⁸

³¹⁶ *El Heraldo de Chihuahua*, 5 août 1989.

³¹⁷ *El Diario de Chihuahua*, 8 décembre 1990, article de Alejandro Gutiérrez et Mario Flores.

³¹⁸ *El Heraldo de Chihuahua*, 14 octobre 1991, article de Sandra Isabel Jiménez.

En novembre 1991, le Président Carlos Salinas de Gortari annonce son projet de réforme à l'article 27 de la constitution afin de permettre la privatisation de l'*ejido* et l'association des producteurs avec des entreprises. Le FDC annonce immédiatement son opposition à cette initiative.³¹⁹

Après une étude détaillée de l'initiative présidentielle, le FDC déclare son accord sur deux points de la réforme : l'instauration de tribunaux agraires, car de nombreux conflits perdurent et n'ont jamais été réglé par l'administration agraire. Il est important qu'une juridiction spécialisée s'occupe des conflits dans les campagnes. L'autre point important est l'autonomie de l'*ejido* face au corporatisme du gouvernement et de ses organisations affiliées.³²⁰

Le 12 novembre 1991, les représentants de 42 communautés regroupées au sein du FDC décident de s'opposer résolument à la réforme à l'article 27 de la constitution sous le slogan : « Non à la loi Salinas ; oui à la modernisation démocratique de l'*ejido*. » Avec la coalition « 500 ans de quoi ? », ils convoquent une manifestation à Cuauhtémoc le 20 novembre qui se termine par une réunion avec les autorités agraires, afin de présenter leurs idées.³²¹

Un groupe de paysans de Sisoguichi interrompt le congrès de l'Etat avec des pancartes de rejet de la nouvelle loi lors de la session ordinaire où se réalise un forum de consultation publique sur la réforme à l'article 27 de la constitution.³²²

Le FDC fait connaitre son point de vue sur cette réforme lors d'une présentation en sept points :

³¹⁹ *El Heraldo de Chihuahua*, 9 novembre 1991.

³²⁰ *El Heraldo de Chihuahua*, 10 novembre 1991.

³²¹ *El Diario de Chihuahua*, 13 novembre 1991.

³²² *Idem*.

- 1) Les paysans manifestent leur grande méfiance pour tout ce que propose le gouvernement.
- 2) La réforme agraire est terminée? Et la réforme capitaliste commence.
- 3) La conséquence de cette réforme sera la concentration des terres aux mains des caciques ou des riches de chaque village.
- 4) Les sociétés commerciales qui vont investir sont des *latifundios* déguisés
- 5) Qu'est-ce qui va se passer avec les *ejidos* de forêts et bois qui ne sont pas divisés en parcelles ?
- 6) Les communautés indiennes ancestrales ont été obligées de se transformer en *ejidos* et maintenant elles risquent de se transformer en petits propriétaires. Qu'est-ce qui se passera quand des personnes abuseront des indiens et voudront leur acheter des terres ?
- 7) Cette initiative de loi n'est pas démocratique. Il n'y a pas eu de consultation des paysans concernés.³²³

Comme annoncé, le 20 novembre 1991, les paysans du FDC interrompent le défilé civique militaire de la révolution mexicaine à Cuauhtémoc. Ils font connaître leur opposition totale à la privatisation de l'*ejido*.³²⁴

"Plutôt que privatiser l'*ejido*, le gouvernement doit permettre une modernisation démocratique des campagnes, qui permette au paysan une autonomie de gestion et une capacité de décision sur son capital et son travail » demandent-ils pendant que le père Camilo déclare lors de l'assemblée du FDC que donner la propriété individuelle de la terre aux paysans va faciliter la création d'énormes domaines gérés par des multinationales.³²⁵

³²³ Idem.

³²⁴ *El Heraldo de Chihuahua*, 21 novembre 1991.

³²⁵ Idem.

Le 3 décembre, le FDC annonce une série de manifestations contre les réformes à l'article 27 dont des barrages sur les axes routiers, l'occupation des administrations ou des campements devant le congrès.³²⁶

Cependant la presse se fait écho de certaines divergences d'opinion au sein du mouvement sur cette question des réformes agraires. Alors qu'Antonio Becerra se montre favorable aux réformes et demande de ne pas diaboliser les paysans qui veulent vendre leur terre, les conseillers Enrique Ochoa, Luis Aguilar et Víctor Quintana expriment leurs divergences tout en rappelant leur respect pour le fondateur du FDC.³²⁷

Le 9 décembre, le FDC organise une assemblée extraordinaire à Anáhuac afin de discuter du thème des réformes agraires avec la participation de plusieurs orateurs représentants des organisations paysannes au niveau national.³²⁸

Le 10 décembre, des paysans de 10 *municipios* affiliés au FDC envoient à Mexico une commission pour participer à une manifestation nationale contre la réforme à l'article 27 de la constitution, informe le conseiller du FDC Enrique Ochoa Godoy lors d'un entretien.³²⁹

Le FDC va participer à plusieurs manifestations nationales contre les réformes annoncées, d'abord dans le cadre du conseil d'Anenecuilco, puis au sein de Mouvement National de Résistance Paysanne (MONARCA) en 1991 et 1992. Mais ces participations sont symboliques et Carlos Salinas finit par imposer ses réformes avec l'appui du PRI, du PAN et du syndicat paysan officiel, la CNC.

Les luttes pour la démocratie électorale

³²⁶ *El Heraldo de Chihuahua*, 4 décembre 1991.

³²⁷ *Idem.*

³²⁸ *El Heraldo de Chihuahua*, 9 décembre 1991.

³²⁹ *El Heraldo de Chihuahua*, 11 décembre 1991.

Le FDC naît au milieu d'une révolte électorale très importante au niveau national, celle de 1983-1986 que nous avons déjà abondamment parlé. Cela a donné au mouvement une identité particulière. Aussi lors des élections suivantes, le FDC, au niveau de ses dirigeants, participe à plusieurs actions et luttes afin d'obtenir des élections libres et fiables, où les résultats seront respectés.

Dés 1991, un an avant les élections pour le poste de gouverneur, le FDC, avec d'autres organisations, demande au gouverneur Baeza qu'il remplace les fonctionnaires électoraux et qu'il termine le processus de révision des listes électorales afin de garantir des élections libres et honnêtes. L'objectif étant que tous les citoyens de l'Etat du Chihuahua en âge de voter puissent être inscrits.³³⁰ Toutes ces demandes sont reprises dans un document signés par un grand nombre d'organisations et de partis : Le Grupo Maquío (*Grupo Maquío*), Courant Critique du PRI (*Corriente Crítica* du PRI), Front Démocratique Paysan (*Frente Democrático Campesino*), Front de Consommateurs (*Frente de Consumidores*) FDC, Forum des citoyens en lutte de Chihuahua (*Foro Chihuahuense de Ciudadanos en Lucha*), Front Authentique du Travail (*Frente Auténtico de Trabajadores*), Organisation Révolutionnaire Division du Nord (*Organización Revolucionaria División del Norte*), Information Organisée du Chihuahua (*Información Procesada de Chihuahua*), Défense Citoyenne de Cuauhtémoc (*Defensa Ciudadana de Cuauhtémoc*), Cosyddhac, Colonies Populaires de Cuauhtémoc (*Colonias Populares de Cuauhtémoc*), Grupo Editor Alacrane et les partis politiques PAN y PRD.³³¹

Le 10 mars, le FDC décide, lors de son assemblée d'adhérer à l'Assemblée de la Démocratie du Chihuahua afin d'exiger des élections libres et propres, tout en s'efforçant de ne pas être instrumentalisé par les partis d'opposition: PAN, PRD,

³³⁰ Une pratique commune des gouvernements du PRI est d'effacer des listes électorales des électeurs dans les bureaux de votes où l'opposition a des chances de gagner, comme c'est le cas de Chihuahua.

³³¹ *El Diario de Chihuahua*, 28 février 1991, article d'Alejandro Gutiérrez C.

Parti Authentique de la Révolution Mexicaine (PARM) et Parti Révolutionnaire des Travailleurs. (PRT).³³²

Alors que les élections fédérales de 1991 approchent, l'assassinat du journaliste Víctor Manuel Oropeza reste inexpliqué. Les candidats des partis qui forment l'Assemblée pour la Démocratie de Chihuahua font une manifestation et demandent le report des élections et l'ouverture de négociations avec le gouverneur et le procureur de justice de l'Etat. Cependant Luis Aguilar, dirigeant du FDC et lui-même candidat à la députation, fait entendre sa différence et ne suit pas Humberto Ramos Molina et Víctor Quintana qui appuient les demandes de l'ADC.³³³

En novembre 1991, quelques mois avant les élections pour le poste de gouverneur de l'Etat du Chihuahua, le Père Camilo Daniel, Víctor Quintana et Miguel Colunga, intègrent au nom du FDC le mouvement « La Vague pour la Démocratie » (*Ola por la Democracia*), auquel de nombreuses organisations sociales adhèrent (membres de la Colonia Villa, Cosyddhac, Información Procesada et plusieurs activistes sociaux : Lucha Castro, Luis Aragón, Jesús Guillén, Hugo Almada, Graciela Ramos...)³³⁴

Lors d'une conférence de presse, ils informent que les premières actions seront des manifestations afin d'obtenir un engagement écrit du gouvernement à respecter le verdict des urnes quelque soit le résultat.³³⁵

C'est dans ce cadre d'innovation démocratique que le FDC et la Vague pour la Démocratie convoquent un événement jusque-là jamais organisé au Chihuahua : un débat public sur la situation de l'agriculture où sont invités les trois principaux candidats au poste de gouverneur de l'Etat : Francisco Barrio, du PAN, Jesús Macías, du PRI et Jaime García Chávez, du PRD. L'événement se déroule dans le

³³² *El Heraldo de Chihuahua*, 20 mars 1991.

³³³ *El Heraldo de Chihuahua*, 28 juillet 1991.

³³⁴ *El Diario de Chihuahua*, 19 novembre 1991.

³³⁵ Ídem.

gymnase de Cuauhtémoc, complètement rempli pour l'occasion en présence de nombreux moyens de communication. Le candidat du PRI décline l'invitation. Les deux candidats participants reçoivent les 21 propositions travaillées par les paysans du FDC et doivent se prononcer sur « un engagement à réaliser, ce qui pour nous est un rêve, la démocratie dans les campagnes du Chihuahua. »³³⁶

Lors de la présentation, le candidat du PRD, García Chávez gagne à l'applaudimètre ; en effet une partie des paysans du FDC sont membres du PRD. Sont aussi présents les candidats du PAN et du PRD aux mairies et députations, postulés par le FDC.

Les points principaux posés par les candidats du FDC sont: l'exclusion du maïs et du haricot de l'ALENA, l'augmentation des prix de garantie, des appuis pour la commercialisation, le traçage de chemins ruraux, des programmes de santé, de logement et d'éducation, en plus du respect des droits de l'homme des indiens de la Tarahumara.

Les deux candidats répondent à chacun des 21 points du document. Les engagements de García Chávez sont plus réels mais Francisco Barrio utilise un langage peu concret mais plus paysan et il s'attire les sympathies du public.³³⁷

Lors des élections, le PAN gagne le poste de gouverneur avec Francisco Barrio mais gagne aussi la majorité du congrès et plusieurs mairies importantes. De son côté, le FDC est satisfait : Luis Aguilar est élu député (par représentation proportionnelle) pour le PRD, Francisco Chávez, est élu maire de Santa Isabel, pour le PAN, et Jesús Ochoa, est au coude à coude pour la mairie de Bachíniva.

338

³³⁶ *El Diario de Juárez*, 1er juin 1992.

³³⁷ *El Heraldo de Chihuahua*, 1 juin 1992.

³³⁸ *El Heraldo de Chihuahua*, 18 juillet 1992.

Cependant le candidat du PRD, membre du FDC à la mairie de Bachíniva dénonce des irrégularités. Le candidat du PRI, invalidé par la justice en raison d'une condamnation pour trafic de drogue aux Etats-Unis, a été remplacé au dernier moment mais son nom est resté sur les bulletins de vote. Le PAN appuie le recours et le 16 juin 1992, le FDC déclare se mobiliser pour le respect des votes de Bachiniva en organisant une marche de Bachíniva à Chihuahua afin de protester contre les irrégularités lors des élections municipales.

Víctor Quintana déclare que le campement installé par le PRD et le FDC face à la mairie de Bachíniva a été évacué face à la menace d'un raid de groupes de choc du PRI. Une assemblée est convoquée le dimanche suivant afin de préparer la suite de la lutte électorale.³³⁹

Le 17 juin le FDC se réunit avec le nouveau gouverneur du Chihuahua, Francisco Barrio Terrazas, le second de l'histoire du Mexique à ne pas être du PRI. Le FDC propose la création d'un conseil général pour la direction du développement rural du Chihuahua. Le FDC « recommande » aussi des personnalités pour travailler dans l'administration. Barrio promet de « les prendre en considération tout en ne pouvant assurer leur intégration au gouvernement de l'Etat ».³⁴⁰

Cette "lune de miel" du FDC avec le gouverneur du PAN fait naître des critiques de la part du PRD sur la possible participation de la direction du FDC à la victoire électorale du PAN.

Cependant cela ne dure pas en raison de la tension naissante due au conflit post électoral de Bachíniva. Le FDC et Cosyddhac appuient la formation du Front

³³⁹ *El Heraldo de Chihuahua*, 17 juillet 1992.

³⁴⁰ *El Heraldo de Chihuahua*, 18 août 1992.

Civique de Bachíniva, une coalition citoyenne qui regroupe les partisans du candidat du PRD mais aussi les sympathisants du PAN et des déçus du PRI.

Alors que la date de la prise de possession du nouveau maire approche, le FDC soutient le Front Civique de Bachíniva dans sa mobilisation citoyenne avec un campement devant la mairie tout en exigeant du gouverneur l'annulation des élections.

Le 10 octobre, jour de l'entrée en fonction du nouveau maire, le FDC obtient du gouverneur qu'il n'envoie pas de représentant officiel lors de la cérémonie. Le Front Civique de Bachíniva assiste mais tourne le dos ostensiblement au nouvel élu lorsque ce dernier prête serment.

Le 12 octobre, alors que le campement se poursuit, un meeting de paysans de plus de 50 communautés est organisé par le FDC face à la mairie. Il y a un nombre impressionnant de femmes au foyer présentes qui réclament une solution politique au conflit. Le Front Civique de Bachíniva et ses alliés exigent un audit des finances de la mairie.³⁴¹

Finalement, même si le nouveau maire élu n'est pas déposé, le Front Civique de Bachíniva, appuyé par le FDC obtient des concessions de la part du nouveau conseil municipal. Parmi celles-ci, le poste de trésorier municipal est offert à Pedro Torres, le coordinateur du FDC dans le département.

La lutte pour la libération du dirigeant Luis Aguilar Salazar.

Même si, comme nous avons vu, il existait des divergences entre Luis Aguilar et d'autres dirigeants du FDC, ces différences n'ont jamais affecté les bases paysannes de l'organisation. Cependant en janvier 1992, Luis Aguilar décide, de

³⁴¹ *El Diario de Chihuahua*, 13 octobre 1992, article d'Alejandro Gutiérrez C.

son propre chef, d'orienter son temps libre vers une nouvelle mobilisation qui touche l'Etat du Chihuahua mais aussi le pays tout entier : celle des voitures importées illégalement des Etats-Unis ou autos « boiteuses » ou encore autos « chocolat ». Il est en effet aisé d'acheter une voiture d'occasion aux Etats-Unis et de lui faire passer la frontière sans payer les droits de douane et sans avoir de plaque minéralogique ou de carte grise pour pouvoir circuler légalement au Mexique. Ce problème est récurrent étant donné la longueur de la frontière du Mexique et des Etats-Unis mais aussi parce que beaucoup de migrants viennent visiter régulièrement leur famille et leur laissent en cadeau leur véhicule. A tout cela il faut ajouter la corruption des autorités des douanes qui, chargées de régulariser ces importations illégales, les laissent passer en échange d'argent. Face à cette situation, le gouvernement doit promulguer régulièrement une amnistie, un décret qui autorise certains modèles (les plus anciens) avec certaines caractéristiques, afin de les légaliser. Début 1992, en dépit de plusieurs vagues de régularisations, le problème prend de l'ampleur. Les autorités menacent de confisquer les unités illégales. Un mouvement de défense des propriétaires de ces véhicules surgit dont le leader va être l'ancien dirigeant du FDC, Luis Aguilar.

En janvier 1992, Luis Aguilar crée l'organisation pour la défense du patrimoine familial (Odepafa) afin d'obtenir du ministère des finances la suspension de la confiscation des véhicules fabriqués à partir de 1985. Plus tard, un front national est créé avec les mêmes objectifs par les différentes associations des Etats.³⁴²

Pendant les mois de janvier à mars, Luis Aguilar déploie une intense activité d'organisation des propriétaires de voitures illégales. Ainsi à la mi-mars, il organise une caravane de véhicules pour aller de Chihuahua à Mexico. Mais le 17 mars, alors que la caravane fait une halte avant d'entrer dans la capitale du pays, des agents du gouvernement fédéral arrêtent et enlèvent Luis Aguilar lors d'une

³⁴² *El Diario de Chihuahua*, 26 janvier 1992, article de Héctor Arriaga G.

opération violente où les agents n'ont ni uniforme, ni véhicules officiels selon l'information de son épouse Lilia Alicia Raynal de Aguilar.³⁴³

Le 18 mars, Luis Aguilar, qui est à ce moment-là postulé par le PRD comme candidat à député plurinominal pour le congrès de l'Etat du Chihuahua, est envoyé à la prison de Chihuahua afin d'y être jugé pour les délits de privation illégale de liberté et mutinerie.

La détention d'Aguilar Salazar, provoque de multiples actes de protestation de la part des organisations sociales et politiques. Les autorités de l'Etat qualifient cette arrestation de « politique » et s'engagent à demander l'intervention du Président Salinas de Gortari afin d'obtenir sa libération.

Dés les premières heures du matin jusqu'au soir, des dizaines de militants de ODEPAFA, du FDC, du PRD, Cosyddhac et de Convergence Démocratique, réalisent des manifestations de protestation devant la prison de l'Etat, où se trouve détenu le dirigeant depuis 10 heures du matin après son voyage dans un avion spécial du Ministère de la Justice.

Dans un communiqué de presse, ces organisations signalent que « l'arrestation de notre compagnon Aguilar, membre d'une organisation de la société civile qui exige la régularisation des véhicules d'origine étrangère (pour les modèles fabriqués entre 1985 et 1987), constitue une grave violation aux droits de libre expression et d'association garantis par notre constitution. ».

Ils rappellent que "les actions de pression réalisées par ces groupes de citoyens sont leur dernier recours pour défendre leur patrimoine, devant l'obstination, l'intransigeance et le refus de dialogue et de concertation, manifesté par le

³⁴³ *El Heraldo de Chihuahua*, 18 mars 1992.

Ministère de l'économie et des finances ». Immédiatement les membres d'Odepafa installent un campement face à la prison afin d'exiger la libération de leur leader.³⁴⁴

Le 20 mars les manifestants d'ODEPAFA lèvent leur campement et organisent une manifestation conjointe avec le FDC pour exiger la libération de Luis Aguilar, lors d'une visite du Président Salinas à Colonia Anahuac.³⁴⁵ De son côté, le vice-président de la Commission de Solidarité et Défense des Droits de l'Homme A.C. (COSYDDHAC), Javier Ávila, qualifie la détention de Luis Aguilar Salazar d'« absurde, inusitée et ridicule pour avoir été considéré comme un sujet de grande dangerosité par le deuxième juge de district »³⁴⁶

Le lendemain le juge remet un mandat d'arrêt de détention provisoire contre Luis Aguilar pour les délits de mutinerie et privation illégale de liberté, un délit qui peut occasionner 2 à 10 ans de prison.

Immédiatement, Aguilar fait appel et doit attendre le lundi suivant la décision d'un juge fédéral.³⁴⁷ Mis au courant de la situation juridique d'Aguilar, les dirigeants du PRD de l'Etat, qui l'ont postulé comme candidat à la députation locale, manifestent leur inconformité.³⁴⁸

La réaction populaire est énorme et intense. Le 22 mars, les partis politiques, les prêtres, les leaders paysans, des groupes sociaux et des organisations de défense des droits de l'homme annoncent qu'ils installent un campement permanent face à la prison jusqu'à ce que Luis Aguilar soit libéré.³⁴⁹

« Si cela est nécessaire, nous mobiliserons tous les citoyens. Nous n'allons pas rester les bras croisés. Si au cours de cette semaine, ils ne libèrent pas Luis

³⁴⁴ *El Heraldo de Chihuahua*, 19 mars 1992.

³⁴⁵ *El Heraldo de Chihuahua*, 21 mars 1992, article de Sergio Melgar R.

³⁴⁶ *El Heraldo de Chihuahua*, 21 de marzo de 1992, nota de Sergio Melgar R.

³⁴⁷ *El Diario de Chihuahua*, 22 mars 1992, article de Héctor Arriaga G.

³⁴⁸ *El Diario de Chihuahua*, 22 de marzo de 1992, nota de Héctor Arriaga G.

³⁴⁹ *El Heraldo de Chihuahua*, 23 mars 1992, article de Dora Villalobos M.

Aguilar comme l'a promis le gouverneur Fernando Baeza, les pressions vont s'amplifier » lance comme avertissement le père Camilo. Les prêtres Javier Ávila et Javier Gutiérrez Cantú; Víctor Quintana et Enrique Ochoa, conseillers du FDC; Emilia Sandoval, dirigeante de Cosyddhac; Lucha Castro, représentante de la "Vague pour la démocratie »; Jorge Luis Pérez, de Odepafa; et beaucoup d'autres dirigeants du PRD, du PPS, du CDP et du PAN font aussi des déclarations en ce sens.³⁵⁰

Pendant ce temps, à Ciudad Juárez, tous les partis d'opposition, Cosyddhac et des groupes sociaux comme le Front Unique des Usagers, réalisent des manifestations pour la libération de Luis Aguilar. En outre, plusieurs groupes d'appui envoient des documents à Amnesty International et à d'autres organismes internationaux afin de demander leur intervention pour la libération de Luis Aguilar.³⁵¹

Le 23 mars, en solidarité avec leur leader, des paysans de sept *municipios* de la montagne manifestent face à la prison alors qu'un organisme se crée pour obtenir la libération de Luis Aguilar.³⁵²

Le 24 mars, devant les représentants des organisations et partis politiques qui le soutiennent, Luis Aguilar déclare : « Avec toutes les organisations qui participent à cette campagne pour obtenir ma libération, nous allons nous unir, au delà de nos différences électorales, afin d'obtenir la suppression des délits de mutinerie et sédition contenus dans l'article 131 du code pénal fédéral. »³⁵³

Le campement du FDC et des organisations sociales continue une semaine de plus. Le FDC organise un roulement des contingents de paysans. Finalement, le 30 mars, Luis Aguilar est libre. Face à la pression le procureur fédéral retire ses plaintes et aucune charge ne peut être retenue contre lui. Il peut continuer sa

³⁵⁰ Ibidem.

³⁵¹ Ibidem.

³⁵² *El Herald de Chihuahua*, 23 mars 1992, article de Miguel A. Rueda.

³⁵³ *El Diario de Chihuahua*, 25 mars 1992.

campagne électorale avec le sourire et la bonne humeur et reprendre sa lutte pour la régularisation des voitures illégales. Il sera resté 14 jours en prison. Il annonce immédiatement son retour dans la lutte politique et sociale et déclare : « Maintenant nous sommes de nouveau prêts à occuper des péages d'autoroutes ».³⁵⁴

Les paysans du FDC et les organisations sociales « sœurs » font une grande fête pour célébrer leur victoire.³⁵⁵ De son côté, deux jours à peine après sa Libération, Aguilar reprend ses actions et le 1er avril il célèbre un acte de protestation contre la confiscation de véhicules à Ciudad Juárez ; il déclare : « nous ne ferons pas un pas en arrière dans la lutte que nous menons »..³⁵⁶

Luis Aguilar s'éloigne définitivement de la direction du FDC. Il va d'abord s'investir dans la lutte pour la régularisation des voitures illégales avec l'Odepafa puis avec l'Union Paysanne Démocratique dont il sera l'un des dirigeants. Il est élu député de l'Etat pour le PRD en 1992 et meurt dans un accident de la route en mai 1995. Cependant son charisme, son engagement dans la lutte, sa proximité avec les paysans feront qu'il aura toujours une place à part dans la mémoire des membres de l'organisation.

Le début de la lutte contre l'endettement.

Les politiques d'ajustement structurel, l'ouverture commerciale, la politique monétaire et de change ont pour conséquence leur cortège de maux pour la petite agriculture paysanne mais aussi pour les petits et moyens agriculteurs. Nous analyserons particulièrement ce phénomène lors du prochain chapitre. Cependant, dès 1992 commencent à se manifester à Chihuahua comme dans le reste du pays, les premiers signes de malaise des producteurs agricoles. Ils s'opposent aux taux

³⁵⁴ *El Diario de Chihuahua*, 31 mars 1992, article de Héctor Arriaga G.

³⁵⁵ *Norte* de Ciudad Juárez, 2 avril 1992.

³⁵⁶ *Norte* de Ciudad Juárez, 2 de abril de 1992.

d'intérêts élevés que pratique la banque contre les paysans, ce qui occasionne l'apparition des crédits en arriérés de paiement avec le risque de saisie de leurs biens et propriétés de la part des services juridiques des banques. Les manifestations commencent en janvier 1992 du fait d'autres organisations que le FDC mais celles-ci demanderont rapidement au FDC s'appuyer le mouvement.

Le 14 janvier 1992, alors que les banques commencent à vendre au plus offrant du matériel agricole saisi à des producteurs, les paysans affiliés au Front Unique des Producteurs des Campagnes (FUPC) occupent le péage autoroutier près de la ville de Saucillo afin d'exiger des autorités fédérales une solution aux problèmes des prêts en arriérés de paiement.³⁵⁷

Le 12 mars, des producteurs de plusieurs organisations et régions de l'Etat, affiliés au FUPC, à l'association de producteurs agricoles du Chihuahua (APACH) et au Comité de Défense Populaire (CDP), occupent le passage transfrontalier qui relie Ojinaga de Chihuahua à Presidio au Texas afin d'exiger une solution aux problèmes du surendettement avec les banques. Le délégué pour Chihuahua du Ministère de l'Agriculture informe que sur 1.703 producteurs des zones de Delicias et Juárez qui ont participé à une enquête, il existe des dettes en arriérés de paiement pour 210 milliards de pesos vis-à-vis de banques publiques ou d'entreprises privées comme les négociants de coton.

Il informe également que 75% des producteurs demandent une restructuration de leurs dettes à long terme et 25% des annulations d'intérêts, ou même de capital, dans quelques cas.³⁵⁸

Un mois après le début du campement, les producteurs annoncent qu'ils continueront leur manifestation face au poste frontière jusqu'à ce qu'ils reçoivent une réponse favorable à leur demande, en dépit de menaces d'intervention

³⁵⁷ *El Diario de Chihuahua* 15 janvier 1992.

³⁵⁸ *El Heraldo de Chihuahua*, 13 mars 1992, article d'Eva Trujillo R.

policière. Les paysans demandent que le gouvernement les aide à se capitaliser et à rééchelonner leurs dettes. La majorité d'entre eux ne peuvent travailler en raison des saisies et du manque de trésorerie. Les manifestants campent à 200 mètres des bureaux de la police d'immigration des Etats-Unis où on leur a offert des visas spéciaux en cas de problèmes judiciaires avec la police mexicaine.³⁵⁹

Le 26 mai 1992, après un mois de campement sur le passage transfrontalier et devant l'absence de résultats, onze agriculteurs du FUPC commencent une grève de la faim afin de protester contre les ordres d'appréhension qui les visent, contre les saisies et les ventes aux enchères réalisées par les banques mexicaines et contre le refus des banques de rééchelonner leurs dettes. Au même moment à Mexico et à Chihuahua s'ouvrent des négociations afin de traiter le cas des 400 producteurs, dont les dettes de près de 1 milliard de pesos n'ont pas fait l'objet de négociation de la part de la Commission de Révision des Dettes en Arriérés de Paiement, composée de plusieurs administrations fédérales et des représentants des banques.³⁶⁰

Le 29 mai, trois producteurs de Camargo rejoignent les grévistes de la faim. Le FUPC annonce que la crise du surendettement est structurelle et non conjoncturelle car l'activité agricole n'est pas rentable. Les 770 cas de surendettés analysés n'ont pas reçu de réponse positive jusqu'à ce jour.³⁶¹

Le 1er juin, le FDC offre son appui aux grévistes de la faim pour organiser des actions conjointes.³⁶²

Le 5 juin, les banques acceptent de reprendre le dialogue et d'étudier de nouveau les cas de surendettement. A 15 hrs 30 le campement de 255 heures est conclu et les grévistes de la faim suspendent leur mouvement.³⁶³

³⁵⁹ *El Diario de Chihuahua*, 5 avril 1992.

³⁶⁰ *El Heraldo de Chihuahua*, 27 mai 1992.

³⁶¹ *El Diario de Chihuahua*, 30 mai 1992.

³⁶² *El Diario de Chihuahua*, 2 juin 1992, article de Mario Flores.

Le 23 avril, Patricia Terrazas Allen, députée fédérale du PAN et dirigeante du FUPC, définit très bien sa lutte :

*« C'est la guerre qu'ont entreprise les banques et les autorités contre les paysans de l'Etat ! De la même façon que ces dernières nous répondent pour donner des solutions à nos problèmes, nous leur répondrons ! »*³⁶⁴

Mais en septembre 1992, les manifestations recommencent au Chihuahua. Les différentes organisations paysannes de l'Etat commencent à se concerter pour agir ensemble face au fléau de l'endettement.

Enfin le 22 novembre de la même année, le FDC, la Confédération Nationale Paysanne (CNC), le Comité de Défense Populaire (CDP), Le Front Uni de Producteurs des Campagnes (FUPC), la Centrale Paysanne Indépendante (CCI) et d'autres organisations annoncent la création de la délégation pour le Chihuahua du Congrès Agraire Permanent. Pour affronter la crise inédite de l'endettement, la Coopération de Centrales Paysannes et Organismes de Second Niveau du Secteur Agricole (CCCOSSA) est aussi créée.³⁶⁵

3.) Les acteurs, les leaders et leur relation.

La base sociale: Pendant cette seconde phase, la base sociale du FDC se consolide et s'élargit énormément tout en devenant plus formelle.

En effet, le fait de convertir le FDC en une organisation permanente et pas seulement en un mouvement saisonnier entraîne un travail intense de promotion de l'organisation, de l'intégration de nouvelles communautés par le biais de visites directes des dirigeants ou par le biais d'une décision de participer aux luttes du FDC, souvent suivi par l'intégration au mouvement.

³⁶³ *El Diario de Chihuahua*, 6 juin 1992.

³⁶⁴ *El Heraldo de Chihuahua*, 24 de abril de 1992.

³⁶⁵ *El Heraldo de Chihuahua*, 23 novembre 1992.

L'acteur collectif, c'est à dire les paysans et les paysannes du FDC, est présent dans plus de 100 villages. Il y a les *municipios* qui participent depuis 1985 : Cuauhtémoc, Cusihuirachi, Guerrero, Bocoyna, Bachíniva, Namiquipa, Santa Isabel; plus les *municipios* qui s'incorporent à partir de la lutte contre la corruption dans Banrural et Anagsa et pour le crédit : Matachí, Temósachi, Madera, Gómez Farías et Riva Palacio.

On peut parler de croissance continue et systématique du nombre de paysans qui participent aux luttes du mouvement. Le FDC n'est plus un front d'organisations comme il avait été conçu en novembre 1987 (Front Démocratique d'Organisations Paysannes de Chihuahua). En effet l'Alliance Paysanne du Nord Ouest ou Union des Ejidos du Nord Ouest de Ignacio Zaragoza, décide de ne plus participer au FDC et d'avoir sa propre stratégie. Bien que sur de nombreux points, les deux organisations se retrouvent, l'Union travaille plus systématiquement sur la question productive. Une autre organisation fondatrice, les producteurs de la FUPC de Delicias, s'éloignent du FDC et se concentrent sur la problématique de l'agriculture d'irrigation. L'Union du Front Authentique du Travail de Villa López, très éloignée de la zone de Cuauhtémoc, qui travaille aussi une problématique très différente s'éloigne également, bien que les relations de solidarités et d'appuis ponctuels ne cessent pas. Deux autres organisations se fondent complètement dans la nouvelle structure : Le Forum de Sisoguichi et la UPCALA de Colonia Anahuác (même si cette dernière conserve sa structure pour des questions productives locales)

Les leaders paysans: Le groupe de leaders paysans se consolide et s'agrandit également grâce à l'apport de nouveaux *municipios*. Ainsi aux leaders historiques, se joignent de nouveaux dirigeants municipaux comme Federico Rascón, "el licenciado", du *municipio* de Matachi, Rafael Corral et Daniel Delgado, du *municipio* de Namiquipa, Pedro Torres, José Angel Ledesma et Adalberto Ortega, du *municipio* de Bachíniva, Francisco Chávez, du *municipio* de Santa Isabel, Elías Aguilar et Cristóbal Palacios du *municipio* de Riva Palacio.

Les trois leaders historiques le Père Camilo, Humberto Ramos M. et Antonio Becerra G.: La participation des trois fondateurs et leaders moraux et historiques du FDC diminue et se circonscrit à des moments forts ou symboliques. Il y a plusieurs raisons à cela. Leurs professions respectives ne leur permettent pas de « donner » au FDC tout le temps nécessaire à une organisation en pleine croissance. Le rôle qu'ils jouaient va être progressivement assumé par l'équipe de conseillers du FDC. Enfin, la politique va les distancier, même si personnellement, ils resteront très liés entre eux. Ainsi Antonio Becerra va se rapprocher de plus en plus du gouverneur Baeza, le père Camilo adopte la conduite d'un dialogue critique alors que Humberto Ramos fuit tout contact avec le gouverneur. Par ailleurs, Antonio Becerra s'engage fortement dans la fondation du PRD à Chihuahua et sera le premier député élu au congrès local en 1989. Humberto Ramos préfère animer des organisations de citoyens avant de se rapprocher du PAN et de le rejoindre.

L'évolution de la commission de suivi à l'équipe de conseillers: Depuis la première assemblée du conseil paysan postérieur à la lutte pour les prix de garantie de 1987-1988, une commission de suivi a été mandatée afin de construire l'organisation. Cette commission se transforme en équipe de conseiller (*asesores*). Au départ participent Luís Aguilar (décédé), Elba Gómez (décédé), Víctor Quintana et son épouse Graciela Ramos. Gabriel Borunda et son épouse Isabel Encerrado les rejoignent les week-ends. C'est ce groupe qui va former le noyau dur « staff » non salarié du FDC. Margarita Contreras appuie l'équipe comme secrétaire et administratrice des faibles ressources que possède l'organisation.

Au printemps 1989, Graciela Ramos et Elba Gómez abandonnent l'équipe. Officiellement c'est pour s'intégrer à Cosydhacc, mais en réalité les processus du FDC ne sont pas très favorables au travail fait à partir d'une perspective de sexe féminin. Le machisme existe tant dans les communautés paysannes que dans

l'équipe de conseillers et le travail avec les femmes ne bénéficie ni de la reconnaissance ni du soutien nécessaire au développement de leurs actions.

Lors de cette même année, une autre personne, Enrique Ochoa Godoy se rapproche de l'équipe de conseillers du FDC. C'est un producteur, éleveur de bétail dans le désert mais avec une formation de juriste. Il a pour antécédents des années de militance dans le Mouvement Social Démocrate Chrétien à la fin des années 1960.³⁶⁶ Miguel Angel Colunga rejoint également l'équipe. Lui, vient de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne de Ciudad Juárez et a eu des responsabilités nationales au sein de cette organisation. C'est le premier membre de l'équipe de conseillers qui soit payé grâce à un projet financé par Equipo Pueblo.

Ainsi le FDC compte sur un "staff" qui compte trois caractéristiques principales :

- Un projet de changement social qui trouve ses origines dans une inspiration communiste ou un « christianisme de libération ».
- Une expérience accumulée de travail autour d'une démarche d'éducation populaire.
- Une équipe horizontale qui fonctionne démocratiquement.

Les taches de l'équipe de conseillers sont à ce moment-là les suivantes:

- Visite aux communautés et relation permanente avec eux
- Relations avec le gouvernement de l'Etat et le gouvernement fédéral
- Relations avec les autres organisations sociales et politiques
- Communication avec les organismes de coopération internationale
- Porte-parole du mouvement
- Préparation des réunions mensuelles du conseil paysan
- Préparation pédagogique des ateliers de formation
- Recherche et administration des financements

³⁶⁶ Depuis le milieu des années 1960, sous la direction du jésuite Porfirio Miranda, se génère un processus d'organisation et d'action avec des jeunes des classes moyennes baptisé « démocratie chrétienne ». Bien qu'il existe des relations avec d'autres partis démocrates chrétiens comme celui du Chili ou celui du Venezuela, ce parti acquiert rapidement les caractéristiques d'un parti de gauche. C'est de ce mouvement que naît un syndicat indépendant et combatif qui existe toujours : Le Front Authentique du Travail qui regroupe des militants de gauche et de diverses organisations sociales.

Le fait d'être présent dans la capitale de l'Etat permet au FDC de participer à plusieurs espaces de la société civile dans des domaines qui dépassent la seule question rurale. C'est ainsi que le FDC participe à l'Assemblée de Chihuahua pour la Démocratie, la Vague pour la démocratie et plusieurs groupes solidaires. Des neuf principales manifestations sociales qui ont trait à la démocratie électorale, aux droits de l'homme et à la solidarité, toutes sont marquées par un fort engagement de l'équipe de conseillers du FDC.

Cet ensemble de tâches et de devoirs exige du corps de conseillers un certain niveau de professionnalisation et de compétences spécifiques : planification stratégique du travail, stratégie de communication, réalisation de projet et pétitions. D'un autre côté, une grande disponibilité est nécessaire afin de suivre les demandes des paysans, visiter les communautés, orienter les paysans qui arrivent au bureau de Chihuahua. Enfin est nécessaire un capital social important, c'est à dire une somme de relations qui peuvent bénéficier au FDC comme, par exemple, les autres organisations sociales du Chihuahua, les ONG comme Equipo Pueblo ou la coopération internationale qui finance le projet du FDC.

Les conseillers du FDC sont un élément-clé du FDC tant pour leurs compétences que pour que pour leur engagement personnel dans le projet. Surgit, alors, la question : les conseillers du FDC, qui ne sont pas des paysans, sont-ils indispensables pour un mouvement paysan ? Si une organisation, comme le FDC, veut mener avec succès des luttes et des manifestations, a-t-elle besoin à tout prix, d'un groupe de conseillers professionnels comme celui du FDC ?

La relation base-conseillers: Etant donné les origines socio-politiques des conseillers, il existe dès le début des tensions dans le style de leadership : le style charismatique de type parti politique et le style d'influence « mao » mais surtout de Paolo Freire. Nous commencerons par ce dernier :

Une partie de l'équipe de conseillers, surtout ceux dont la formation d'origine est chrétienne ou maoïste (ou les deux en même temps), comme Alma Gómez, Graciela Ramos, Miguel Colunga ou Víctor Quintana, ont opté pour la pédagogie et les méthodes de l'éducation populaire. Ils utilisent la méthode de la Maïeutique, c'est à dire de provoquer la réflexion à partir de questions génératrices de réflexions. Ils essayent, lors du dialogue avec les fonctionnaires du gouvernement, que ce soient les paysans eux-mêmes qui parlent. Les actions doivent être décidées par eux dans la mesure du possible. Ce type de travail s'inspire de la pédagogie de Paulo Freire et des théories prêtées à Mao-Tse-Tung.

L'autre style de travail est personnifié par Antonio Becerra et Luis Aguilar, qui proviennent tous deux du parti communiste. Il consiste en des harangues fortes qui motivent les bases afin de les faire passer à l'action. C'est le leader ou le conseiller qui négocie avec le gouvernement, en présence des bases. C'est le leader qui propose les actions à suivre que la base approuve généralement. C'est le style typique des partis politiques de gauche. Même s'il y a beaucoup de verticalité et d'imposition, ce style requiert de grandes capacités oratoires et d'une confiance partagée avec la base. C'est pour cela que nous le nommons « charismatique de type parti politique ».

Les premières années du FDC sont marquées par une tension entre ces deux styles de leadership qui menace parfois de rompre l'unité au sein de l'équipe de conseillers. C'est surtout le comportement de Luis Aguilar qui est remis en question car il s'affirme comme un dirigeant autoritaire, qui ne favorise pas la réflexion propre des bases et qui s'arroge la représentation des paysans face aux autorités. C'est l'une des raisons pour laquelle Luis s'éloigne peu à peu du FDC et fonde sa propre organisation, autour de la problématique des véhicules sans immatriculation.

Plutôt que la domination d'un style sur un autre, on observe un mélange des deux que l'on pourrait appeler un style « charismatique de faible intensité ». En effet la conjoncture exige des actions rapides, claires, qui ont un impact afin que les

paysans visualisent qu'il est possible de remettre en question le gouvernement, d'exiger de lui des droits. Le mouvement a aussi besoin de personnes qualifiées qui soient capables de répondre au gouvernement, de présenter les revendications, de convaincre, de jongler avec les numéros ; qui possèdent une vision large et une connaissance du cadre juridique. Or il est difficile de trouver des paysans qui aient ce profil.

La méthode de travail issue, à la fois de Paolo Freire et de Mao, demande du temps. C'est un travail intensif qui doit se faire communauté par communauté. Ce qui est impossible à faire en temps de luttes ou même sur un territoire aussi grand que celui où est présent le FDC. C'est pourquoi on peut parler de style de travail « charismatique de basse intensité ». Les conseillers écoutent les revendications des paysans, les structurent dans le cadre d'un plan général, argumenté, qu'ils iront défendre devant les fonctionnaires. Les conseillers, par le biais de divers moyens de communication, invitent les autres communautés à se joindre à la lutte ; ils sont en première ligne des manifestations, des négociations et des discussions. Les actions sont proposées par les conseillers mais la décision revient à l'assemblée paysanne. Il faut faire un effort pour que les paysans participent aux négociations et aucune proposition du gouvernement n'est acceptée sans auparavant l'analyser et la discuter avec la base. Enfin, lorsque l'action ou la manifestation est terminée, a lieu une évaluation ou une rétro-alimentation critique avec les paysans.

En outre l'équipe de conseillers a le souci de promouvoir la formation des leaders paysans à travers :

- L'organisation d'ateliers et de cours de formation comme celui organisé à Chihuahua en janvier 1990.
- Le développement de thèmes de formation pour le bulletin du FDC : "Le preneur d'entrepôts », puis « Force paysanne ».
- La participation de leaders paysans à des réunions ou congrès nationaux.

L'équipe de conseillers, à travers ces actions de formation–réflexion, développe une espèce de « léninisme social ». C'est-à-dire qu'il tente de relier les demandes immédiates et concrètes des paysans avec la situation nationale et la nécessité d'un nouveau modèle de société juste et incluant.

En dépit de ses dissensions internes et de ses disputes pour le leadership, l'équipe de conseillers parvient à maintenir ses différences au niveau interne et n'implique pas, ni n'essaye de manipuler les leaders et la base paysanne. Cela permet au FDC de ne pas connaître de scission. Une relation forte maintient unis les paysans, leurs dirigeants, l'équipe de conseillers et les trois dirigeants historiques.

4.) Les formes d'organisation et d'action.

Définitivement, c'est lors de cette phase qu'a lieu le travail le plus intense et le plus abouti, en ce qui concerne le processus d'organisation du FDC. A partir de mars 1988, les membres de l'équipe de conseillers commencent ce chantier d'organisation :

- a) Organisation territoriale: elle commence avec la cellule de base du FDC: l'assemblée du FDC dans chaque village. Elle est composée des sympathisants du FDC dans chaque communauté. Les conseillers n'utilisent jamais les institutions agraires existantes comme l'assemblée de *l'ejido* ou de la colonie agricole. En effet ces instances sont généralement contrôlées par le PRI et il est rare que toute la communauté veuille adhérer au FDC. Dans un second temps, les communautés se regrouperont en assemblée municipale. On peut parler à cette époque de près de 60 communautés organisées.
- b) Structure de participation et de prise de décision : très rapidement se constitue le Conseil Paysan (Consejo Campesino), comme l'autorité maximale du FDC. Il est composé d'un représentant de chaque

communauté et de l'équipe de conseillers. Il se réunit tous les seconds dimanches de chaque mois dans la ville de Cuauhtémoc. Tous les présents peuvent prendre la parole et voter. C'est au sein du conseil qu'est partagée l'information sur la situation, les revendications, les luttes... C'est le conseil qui prend les décisions importantes et auquel les conseillers rendent des comptes. En 1991, une nouvelle structure intermédiaire est créée afin de faciliter la participation des leaders paysans : c'est la Commission Permanente. En son sein participent un représentant de chaque *municipio*, généralement le leader historique. Elle se réunit à la demande du Conseil Paysan ou de l'équipe de conseillers.³⁶⁷

- c) Logistique: l'équipe de conseillers se charge des tâches relatives aux ressources matérielles et financières minimum, indispensables au fonctionnement de l'organisation. En mars 1990, un bureau, équipé de façon rustique, est loué à Chihuahua. Puis, commencent les premiers contacts pour avoir accès à un financement. C'est de Mexico que proviennent les premiers appuis pour payer les frais et des compensations à deux salariés. Enfin Equipo Pueblo met en relation le FDC avec l'organisation catholique de coopération internationale du Canada, Développement et Paix. Cela permet de financer les sorties vers les villages et le travail d'organisation.
- d) Communication et relations: l'équipe de conseillers se convertit en une machine à tisser des liens tous azimuts au Chihuahua. Le FDC devient un fournisseur d'information de tout premier ordre, pour les médias, pour tout ce qui a trait aux campagnes ou à l'agriculture. Les reporters de la presse écrite et des radios et télévisions locales accourent presque chaque jour au bureau pour rédiger leurs « papiers ». Les conseillers n'hésitent pas à utiliser les forums que constituent les programmes radios ouverts aux auditeurs dans les radios locales. Les conseillers tissent également un

³⁶⁷ *Fuerza Campesina*, Buletin du FDC, An 1, numéro 1. octobre 1991.

réseau de relations avec d'autres acteurs sociaux de la région et du pays. Un bulletin est édité à destination des membres du FDC et de leurs alliés. C'est en août 1988 que paraît le premier numéro du « Preneur d'entrepôts ». Après, en octobre 1991, paraît le bulletin « Force Paysanne » qui, en dépit de plusieurs interruptions, est toujours publié au jour d'aujourd'hui.

Tout ce travail va en direction d'une tentative « d'institutionnalisation du charisme », afin de gagner en profondeur et en surface pour augmenter l'implantation et l'impact des actions. Tout le monde est conscient qu'il est nécessaire de passer à une autre étape, qu'il faut dépasser le caractère de « mouvement » de l'étape antérieure et adopter des formes plus stables, plus systématiques et plus constantes d'organisation. Ainsi le FDC conjugue deux types différents d'organisation :

a) L'organisation sociale de type revendicatif et politique : qui agglutine une large base sociale, qui conduit des luttes et des manifestations avec une forte participation des bases et une capacité de négociation et de force politique.

b) L'organisation non gouvernementale, « l'ONG typique » formée par des intellectuels, des professions libérales qui possèdent un grand capital de relations nationales et internationales, dont le mode d'action principale est le « projet » et qui sont en contact avec des communautés paysannes qui deviennent leurs « clients » ou « bénéficiaires », tout en ne formant pas partie de l'organisation. Les projets sont en général financés par la coopération internationale.

La trajectoire du FDC n'est pas comme d'autres mouvements sociaux : naître, croître, se convertir en ONG et mourir. Le FDC est, dès ces années, et jusqu'à maintenant, un mouvement social qui possède un groupe de conseillers qui assume les tâches d'une ONG. Cela n'est pas sans créer des tensions internes qui sont celles qui existent entre organisations sociales et ONGs, où les premières se plaignent d'être instrumentalisées par les secondes afin de recevoir des

financements qui leur sont destinés et pour lesquels elles ne rendent pas de compte.

Cette phase de construction du FDC s'accompagne d'une diversification des formes de luttes. Cela dépend du type de revendications mais aussi du contexte et des relations entre les acteurs. Le FDC inaugure le blocage de routes et l'occupation de bureaux du gouvernement. Il invite des « témoins de qualité » afin de gagner la bataille de l'opinion publique. Il multiplie l'envoi de délégués ou de représentants à des manifestations nationales ou des réunions internationales d'organisations paysannes ou d'autres secteurs.

La grande innovation est l'utilisation systématique de la presse. C'est la première fois dans l'Etat du Chihuahua qu'une organisation sociale élabore une stratégie vis-à-vis des principaux journaux, des stations de radio et de télévision afin de faire passer ses idées, ses opinions, ses critiques et ses revendications. Ces dix premières années sont marquées par des succès en matière d'occupation de l'espace public, à travers les médias, comme un élément de la lutte.

Après avoir privilégié des actions centralisées dans la capitale de l'Etat lors de sa première phase d'existence, le FDC combine des actions locales avec des actions dans la ville de Chihuahua. Il se rapproche des communautés et des *municipios* afin de renforcer son organisation et son contact avec sa base. Il s'agit de former les paysans à la lutte afin qu'ils s'organisent eux-mêmes. Ainsi se généralise dans la pratique une **pédagogie de l'action** qui prend deux formes différentes :

.

La première:

- 1) Une manifestation au niveau local, par exemple l'occupation des bureaux de Banrural de Guerrero.
- 2) Appel, par radio, à toutes les communautés des environs qui partagent la même problématique.

- 3) Les communautés accourent, et lors de la manifestation, s'informent sur le FDC, son fonctionnement et ses dirigeants.
- 4) Une fois la manifestation terminée, des assemblées se réalisent dans les communautés afin de former officiellement le FDC dans chacune d'entre elles.

La seconde:

- 1) Les conseillers arrivent dans un village suite à l'appel d'un petit groupe dans la communauté de Saynápuchi, *municipio* de Riva Palacio.
- 2) Lors d'une assemblée, la communauté expose la situation : l'absence de réponse de la mairie face à une série de problèmes présentés par la communauté.
- 3) Les conseillers proposent une solution pour commencer à résoudre cela : se rendre à la mairie et occuper l'édifice jusqu'à ce que le maire résolve les plaintes.
- 4) L'action se réalise : la mairie est occupée et la négociation commence avec le maire.
- 5) Une fois les problèmes réglés, la communauté s'intègre officiellement au FDC.

C'est comme cela que naît et se met en marche une "pédagogie de l'action". Il faut noter qu'à la différence d'autres postulats de l'éducation populaire qui recommandaient la "codification" d'une situation, c'est à dire la présentation de la problématique de la communauté par le biais d'images ou de représentations théâtrales ; dans le cadre du FDC la codification se donne dans la pratique, pas par le biais d'une représentation, mais par la réalité comme l'occupation de bureaux, un défi à l'autorité, une situation qui change le rapport de force traditionnel. C'est la pratique et non la représentation qui caractérise cet « inédit viable » que mentionne Paulo Freire, qui joue le rôle déclencheur pour les paysans. Ainsi le FDC convertit en axe de travail la phrase du leader paysan

Manuel Rocha décédé en octobre 1989 qui répondit à un conseiller qui proposait d'organiser une réunion :

« Non, les gens ne réunissent pas pour des réunions, ils se réunissent pour des actions ».

Le cow boy solidaire: En 1989, le FDC crée un nouveau symbole. Lors d'une assemblée dans le village d'Oscar Soto Máynez, du *municipio* de Namiquipa, apparaît un nouveau personnage masqué. Il est habillé en jean et chemise de cow-boy, avec un chapeau texan blanc mais un masque noir lui couvre son visage. Devant les paysans surpris, il demande la parole et raconte son histoire :

*“Permettez-moi de vous raconter pourquoi je suis ici: j'étais un paysan comme vous. Mais fatigué de vivre dans la pauvreté et l'injustice, j'ai vu le film du « cow-boy solitaire » et j'ai décidé de lutter comme lui. Je me suis mis un masque et j'ai commencé à lutter contre l'injustice. Mais rapidement je me suis rendu compte que je ne pouvais rien faire tout seul contre l'oppression. Alors j'ai perdu espoir et j'ai traversé la frontière afin de travailler comme ouvrier agricole dans une ferme. C'est là-bas que j'ai entendu parler des mouvements et des luttes du FDC et de vos succès. Sans plus y penser, j'ai décidé de revenir. Je m'habille ainsi car je suis un paysan, comme vous et j'ai un masque, car sous ce masque, il y a le visage de chacun d'entre vous, le visage de la fraternité et de la solidarité. C'est pour cela que l'on m'appelle le « cow-boy solidaire ».*³⁶⁸

Des lors et pendant quatre ans au moins, le cow-boy solidaire apparaîtra fréquemment lors des luttes du FDC afin d'y encourager les paysans. Il deviendra un symbole de l'organisation lors de cette étape formative. La Coopérative d'Anahuac, qui deviendra un véritable petit supermarché coopératif, prendra le nom du « cow-boy solidaire ».³⁶⁹

³⁶⁸ Archives personnelles de Victor Quintana. Le cow-boy solidaire (Ranchero Solidario) est un jeu de mot qui rappelle le personnage de bandes dessinées, puis de film des Etats-Unis : *The Lone Ranger*: le cow-boy solitaire (el Ranchero Solitario).

³⁶⁹ L'antécédent immédiat du cow-boy solidaire est un catcheur masqué qui surgit en 1987 et qui se convertit en symbole du mouvement urbain populaire: « super quartier ». Il est nécessaire d'expliquer que dans la culture populaire mexicaine il y a deux types de personnages qui jouent le rôle de défenseurs du peuple dans les films mexicains : les catcheurs masqués et les cow-boys masqués.

5.) Les résultats immédiats obtenus.

Résultats revendicatifs: Etant donné le durcissement de la politique du gouvernement fédéral pour les campagnes, le FDC ne peut contrecarrer la logique néo-libérale de l'action du gouvernement. Ainsi les prix de garantie ne sont plus augmentés. Les paysans sans irrigation ne sont plus considérés par Banrural comme des sujets de crédits. Les réformes à la constitution en matière agraire ont lieu et l'agriculture est incluse dans les négociations de l'ALENA. En dépit de ce contexte, le FDC obtient plusieurs résultats non négligeables qui motivent les paysans et les animent à continuer à s'organiser :

- Avec les dénonciations contre Banrural et Anagsa, le FDC obtient que les paysans affectés ne paient pas les dettes qu'ils n'ont pas contractées et que leurs sinistres soient reconnus.
- Pendant deux années consécutives, le FDC obtient une quantité additionnelle d'un milliard de pesos pour la préparation des terres.
- Le FDC obtient qu'en 1990, plusieurs milliers de paysans soient acceptés au sein du programme « crédit sans garantie » qui couvre 9 millions d'hectares pour un montant total de 2.7 milliards de pesos. Les crédits pour les producteurs affiliés au FDC représentent 9% du total de l'Etat. En 1990 également, les autorités acceptent de financer les producteurs pour les mêmes superficies que celles antérieurement accréditées par Banrural.³⁷⁰
- En 1991, suite à la lutte pour l'augmentation de la couverture du crédit sans garantie, le FDC obtient que les hectares financés passent à 30.000 dans l'Etat, avec un budget de 10 milliards de pesos. La part destinée aux paysans du FDC représente le tiers de l'Etat. En outre, de nouveaux *municipios* peuvent bénéficier du programme : Matachí, Cusihuirachi y Riva Palacio.³⁷¹

³⁷⁰ Bulletin *Fuerza Campesina*, octobre 1991, an 1, número 1.

³⁷¹ *Ibidem*.

- En 1991, le FDC obtient du gouvernement de l'Etat, un lot de tracteurs par groupe de travail à répartir entre ses affiliés.
- En outre, plusieurs autres petits projets sont réalisés au profit de quelques communautés spécifiques comme Saynápuchi.
- Enfin, suite aux dénonciations du FDC, le projet touristique de la Montagne Tarahumara est freiné.

Résultats sociaux politiques: En plein processus de transition démocratique, le FDC obtient avec ses manifestations des succès sociaux et politiques notables:

- Le FDC se consolide comme un acteur public important au Chihuahua qui pèse sur les politiques publiques locales. Il acquiert un pouvoir de négociation considérable tant au niveau des *municipios* qu'au niveau de l'Etat et joue un rôle de contrepoids face aux organisations paysannes traditionnelles, toutes proches du PRI. A travers le FDC, une catégorie de paysans se sent enfin représentée et défendue.
- Le FDC se renforce dans son organisation lors de cette phase. Il s'étend géographiquement à de nouveaux *municipios* et villages. Il augmente sa base sociale et construit une forme d'organisation systématique, participative avec des instances et des fonctions.
- Devant l'opinion publique locale et de l'Etat, le FDC acquiert sa légitimité comme une organisation sérieuse, défenseure des droits de l'homme, de la démocratie et des intérêts des véritables paysans.
- Le FDC se renforce aussi en formant des coalitions ou des alliances d'organisations au niveau de l'Etat mais aussi au niveau national et international.
- La lutte contre la corruption contre Banrural et Anagsa débouche sur un triomphe politique important. Le FDC dénonce une situation de fait avec des arguments et des exemples solides et objectifs. Il obtient que les principaux responsables soient poursuivis et que certains aillent en prison.

- Le FDC a une incidence décisive dans la gestion du programme « crédit sans garanties » du Programme National de Solidarité. Il parvient à modifier le type de destinataires et le nombre d'hectares à financer.
- En coopération avec d'autres organisations, en particulier COSYDDHAC, le FDC parvient à diminuer sensiblement l'utilisation de la torture à Chihuahua et à ce que les autorités prennent en compte les droits de l'homme.
- La participation ferme du FDC dans diverses alliances de la société civile pour la démocratie électorale favorise, lors des élections de 1992, la victoire d'un parti d'opposition – le PAN – qui obtient la majorité au parlement de l'Etat en plus du poste de gouverneur.
- Le FDC participe à la Vague pour la démocratie qui est la première expérience d'observation électorale pour le Mexique au niveau d'un Etat
- Trois dirigeants du FDC obtiennent des victoires électorales : Antonio Becerra est élu député au congrès de l'Etat pour le PRD en 1989. Luis Aguilar lui succède en 1992, pour le PRD également. Cette même année, Francisco Chávez, le coordinateur municipal du FDC de Santa Isabel est élu, pour le PAN comme maire du *municipio*.
- Grâce, à la mobilisation du FDC et la solidarité des autres organisations, le FDC obtient en mars 1992, la libération, sans aucune charge ni antécédents du dirigeant du FDC, Luis Aguilar.

Résultats éducatifs: Toutes ces actions, toutes ces luttes, mais aussi ces assemblées, ces ateliers génèrent une couche de sédiments, de nouvelles attitudes, de connaissances, d'apprentissages et de compétences entre les paysans et les paysannes du FDC:

- Le processus d'organisation et de luttes du FDC permet aux participants de ne plus craindre d'affronter et de discuter avec les fonctionnaires. Les paysans apprennent à défendre leurs droits et au niveau des villages les leaders développent leurs propres compétences linguistiques pour cela.

- La “technologie de la lutte” se socialise. C’est-à-dire qu’on apprend un “savoir” afin de faire pression sur le gouvernement : occupation de bureaux publics, communication avec le staff du FDC, invitation et coordination avec d’autres communautés...
- Il y a une prise de conscience, grâce à la “pédagogie de l’action”, de l’importance et de la nécessité de faire partie de l’espace public, de débattre des problèmes communs, de présenter des alternatives de solution.
- Les dirigeants communautaires et municipaux du FDC commencent à connaître de vive voix le mouvement paysan mexicain grâce à la relation avec d’autres organisations régionales et nationales.
- Ce même groupe de dirigeants, devient peu à peu capable d’analyser les politiques du gouvernement et leur impact en matière rurale et agricole comme par exemple les réformes à la constitution pour la question agraire ou l’ALENA.
- De nouvelles aptitudes sont développées qui permettent la reproduction du capital social: confiance, respect pour les normes collectives, collaboration.
- Peu à peu l’objectif fondamental du processus d’action-formation que le père Camilo assigne à l’organisation se concrétise: “Faire croître la conscience de classe et la solidarité du paysan avec les causes justes du peuple”.

Conclusions partielles

Si la première phase du chapitre antérieur est caractérisée par « l’Etat naissant » et la naissance d’un acteur social, lors de cette seconde phase, le FDC se consolide avec beaucoup de clarté en interne comme en externe comme un acteur social et politique.

Il consolide sa capacité d’action car il augmente significativement sa base sociale, il se renforce sur le plan de l’organisation. Il se diversifie géographiquement et

multiplie ses leaderships et ses relations avec d'autres acteurs. En même temps, il devient un important acteur publique du Chihuahua : le FDC devient une source d'information, d'opinion et de proposition crédible sur les politiques publiques ; non seulement sur les questions agricoles et rurales mais aussi sur les droits humains, la démocratie électorale ou l'environnement.

Cependant, au sein de cette participation publique du FDC, il y a des niveaux d'investissement différents à l'intérieur de l'organisation : les conseillers, qui ont une vision plus globale et des relations avec d'autres organisations nationales et internationales agissent comme une avant-garde. Les leaders paysans vont peu à peu s'approprier cette vision, mais ils ne disposent pas de temps suffisant pour la cultiver, ni pour faire fructifier ces relations. La base est plus préoccupée par ses revendications immédiates, même s'ils commencent à ressentir en chair et en os les conséquences des politiques macroéconomiques et des modèles de société choisis par le gouvernement.

Un autre facteur de consolidation du FDC comme acteur social et politique durant cette phase, est l'enrichissement de son répertoire d'actions collectives : occupation de bureaux du gouvernement, occupation des points de passages frontaliers, blocages intermittents des routes, marches, campements sur les places publiques, participation de *témoins de qualité*, élaboration de rapports alternatifs sur les processus électoraux, sur la politique de crédit du gouvernement...

Cependant si le FDC se renforce socialement et politiquement, il ne peut gagner la bataille contre la politique agraire et économique du gouvernement fédéral. Il ne parvient pas à freiner la politique ouvertement anti-paysanne du Président Salinas, ni son orientation en faveur des grands agriculteurs et des agro-business. Il ne peut éviter non plus la fermeture du robinet du crédit pour les petits paysans, l'inclusion de l'agriculture dans l'ALENA ou la contre-réforme agraire. La raison principale en est la faiblesse du mouvement paysan au niveau national. Le rapport de force n'est pas favorable aux organisations paysannes face à des politiques

mises en œuvre par le gouvernement fédéral mais surtout imposées depuis l'extérieur par la Banque Mondiale ou le Fonds Monétaire International. En outre, à cette époque, le Président Salinas est à mi-mandat, à l'apogée de son pouvoir médiatique, ayant vendu avec succès devant l'opinion publique le mythe du Président qui conduit le Mexique vers le « premier monde » (en le sortant du tiers monde).

Il faut donc se demander pourquoi, en dépit de son échec quant à un changement de la politique du gouvernement pour le monde rural, le FDC, loin de se fragiliser, se consolide-t-il et devient-il plus fort?

Nous pouvons avancer quelques facteurs de réponses que nous reprendrons lors du chapitre final de ce travail. Le FDC se consolide car, malgré tout, il protège les paysans de plus lourds dégâts, comme le montre la lutte contre la corruption de Banrural et Anagsa. Car le FDC obtient quelques petits succès locaux pour les villages et les *municipios*, qui démontrent que le pouvoir des caciques et des maires peut être contrôlé. Car il s'agit d'une organisation de gens « courageux », qui fait « front » face au gouvernement devant les injustices commises. Car le FDC génère la confiance entre les paysans et a un avantage comparatif évident face aux autres organisations paysannes officielles. Car les paysans sentent que, dans le FDC, il n'y a pas de corruption. Car à l'intérieur du FDC il y a un processus de prise de conscience de l'importance de la lutte pour les campagnes, de la valeur du service à la communauté, surtout envers les plus pauvres.

C'est véritablement ce second aspect que révèle cette seconde phase. En plus de sa consolidation comme acteur social et politique, le FDC, à travers ses luttes et actions, construit une pédagogie de l'action, une pédagogie de l'honnêteté, une pédagogie de la construction de la citoyenneté. Ce sera un point que nous développerons plus largement dans les chapitres de la troisième partie.

CHAPITRE 6: Troisième phase (1993-1997) L'EXTRAVERSION DU FDC ET LES PREMIERS CONFLITS OUVERTS.

1 Structure des opportunités politiques

Contexte et conjoncture nationales:

Apogée et chute du « *salinismo* », c'est-à-dire du gouvernement de Carlos Salinas de Gortari, ainsi pourrait s'intituler la première étape de cette phase, entre 1993 et 1994 tandis que le titre de la suivante serait : les mesures d'Ernesto Zedillo en vue d'une sortie de crise.

Après quatre ans de réformes draconiennes dans le cadre du programme d'ajustement structurel, d'une politique d'ouverture commerciale agressive et de l'établissement de nombreux accords de libre commerce, le président Salinas de Gortari affirme que le Mexique se trouve « aux portes du premier monde ». Ainsi, 1993 se convertit en une année d'euphorie : on réussit à négocier le Traité de Libre Commerce de l'Amérique du Nord (TLCAN), qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1994. La première journée de 1993 étrenne une réforme monétaire qui enlève trois zéros au peso : de trois mille il tombe à trois pesos pour un dollar américain et le cours du change se maintient stable, au moment où il est annoncé que le Mexique entrera prochainement dans l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE). D'autre part, Salinas a eu du succès avec sa politique de légitimation en jetant des ponts vers divers secteurs sociaux : il a maintenant le soutien du PAN, de l'Eglise, du patronat et du récemment parvenu au pouvoir William Clinton. Les beaux jours sont proches...

Cependant, la crise couve au sein de l'économie nationale. Elle éclatera fin 1994, mais en 1992 elle commence à porter sur le maillon le plus faible : le monde rural. Comme nous l'avons signalé dans le chapitre précédent, à partir de cette dernière année commencent à surgir dans l'Etat du Chihuahua diverses manifestations de

désaccord des agriculteurs moyens face au problème des crédits en arriérés de paiement (« *cartera vencida* »), c'est-à-dire les crédits bancaires que les agriculteurs ont arrêté de payer au-delà de la période de tolérance des banques.

Les chiffres sont éloquentes : le nombre des crédits venus à échéance entre 1984 et 1997 a augmenté quatorze fois, surtout depuis 1994; quant à celui de l'agriculture, il augmente six fois en termes réels entre 1988, début du « *salinismo* », et 1994. Par rapport au produit interne brut agricole, il a doublé, puisqu'il passe de 3.99% du PIB en 1989 à 7.63% du PIB en 1994. En ce qui concerne la banque de développement, c'est-à-dire les crédits accordés par la banque officielle, le crédit en arriéré de paiement augmente entre 1989 et 1994 de 221% et dans le privé, de 50%. En comparaison avec le montant du crédit total, il passe de 5% en 1989 à 33% en 1994. Celui de BANRURAL durant cette seconde année arrive à 44%. Les Etats ayant les plus hauts indices de crédit en arriéré de paiement en 1994 sont : le Sonora, avec 739.3 millions de pesos, le Sinaloa, avec 401.1 millions de pesos, le Chihuahua, avec 379.5 millions pesos, et le Jalisco, avec 346.7.millions de pesos.³⁷²

En août 1993 surgit à Guadalajara, Etat de Jalisco, le mouvement de producteurs agricoles débiteurs de la banque qui se donne le nom de *El Barzón*.³⁷³ Bien qu'il possède d'indiscutables antécédents dans les Etats du Sonora et du Chihuahua pour les combats décrits dans le précédent chapitre, c'est en fait dans le Jalisco, au centre ouest du pays, qu'il se forme comme mouvement national et définit clairement ses demandes fondamentales : restructuration des dettes, suppression d'une bonne part des intérêts, réduction des taux et crédits frais principalement.

³⁷² CANTON DE GRAMMONT Hubert: *El Barzón: clase media, ciudadanía y democracia*. Instituto de Investigaciones Sociales-Plaza y Valdés, 2001, pp.46 y ss.

³⁷³ El Barzón: désigne littéralement l'instrument qu'utilisaient les agriculteurs pour attacher et conduire les attelages de bœufs durant les travaux agricoles. Mais, dans ce cas, il est fait allusion à un chant des combattants pour la terre dans les années trente: « la courroie de l'attelage s'est cassée et l'attelage continue à avancer ».

La lutte du *Barzón*, qui par la suite se scinderait en deux courants au moins, constitue le principal mouvement social du Mexique rural en 1993 ; il deviendra, de pair avec l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (*Ejército Zapatista de Liberación Nacional*, EZLN), le mouvement le plus significatif des années quatre-vingt-dix, surtout en 1994, lorsqu'il commencera à agglutiner également les débiteurs de créances hypothécaires et de carte de crédit en milieu urbain.

1994: L'année où le danger se fit sentir : le premier jour de l'année était supposé signifier l'arrivée du TLCAN et l'entrée du Mexique dans le premier monde ; c'est le jour où éclate dans le Chiapas, lointain Etat au sud du pays, la rébellion de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN) qui revendique les droits, la culture, les territoires et les formes d'organisation des peuples indiens du Mexique. Elle conteste autant la contre-réforme agraire que le TLCAN. Passés les premiers jours de stupeur, l'EZLN s'attirera la sympathie des organisations et mouvements sociaux de tout le pays et, si l'on en croit les communiqués de l'EZLN rédigés par le sous-commandant Marcos, des coïncidences, des luttes et des projets communs vont surgir entre les secteurs mobilisés et les néo-zapatistes.

Mais la turbulence ne faisait que commencer. En été doivent avoir lieu les élections présidentielles et de renouvellement de la Chambre des Députés et du Sénat ; le 23 mars est assassiné à Tijuana, à la frontière nord, le candidat du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) à la présidence de la république, Luis Donaldo Colossio. Cet événement entraîne une grande instabilité politique, qui semble se calmer un peu avec la désignation du substitut de Colossio pour la candidature du PRI : Ernesto Zedillo Ponce de León. Toutefois, les élections du 21 août se déroulent dans une atmosphère de peur et de tension. On attend un triomphe de l'opposition, soit en la personne du candidat du Parti de la Révolution Démocratique (PRD), Cuauhtémoc Cárdenas, soit du candidat du Parti Action Nationale (PAN), Diego Fernández de Ceballos. Toutefois c'est le vote de la peur, celui de la crainte du changement qui semblera prédominer et Ernesto Zedillo gagnera sans protestation significative de l'opposition.

Cependant, l'instabilité non seulement persiste mais encore s'accroît : fin septembre est assassiné le député José Francisco Ruiz Massieu qui avait été le coordinateur des rangs du PRI et leader de la Chambre des Députés. De plus, il avait été le beau-frère du président Carlos Salinas de Gortari. Les soupçons portent principalement sur la famille de celui-ci, en particulier sur son frère Raúl. La tension augmente. Zedillo prend possession de la présidence le 1^{er} décembre alors que l'EZLN menace de recommencer à agir et sur fond de fortes rumeurs de crise économique.

En effet, l'instabilité politique de 1994 sera le facteur qui précipitera une crise économique engendrée par la conduite en matière d'économie du gouvernement de Salinas. A son arrivée au pouvoir le 1^{er} décembre, Zedillo est confronté à d'imminentes échéances de bons du trésor. Le Secrétaire des Finances débutant, Jaime Serra Puche, conduit sans expérience cette délicate situation. Il annonce que l'on va augmenter la marge de flottement du peso, initialement de quinze pour cent. Néanmoins, tout cela provoque une plus grande déstabilisation et les investisseurs étrangers s'empressent de retirer leurs capitaux, précipitant la chute du peso qui passe d'une cotisation de 3.6 à 6 pour un dollar, soit une dévaluation de presque cent pour cent. On calcule que le montant des ressources qui sortent du pays en ces jours de décembre atteint pratiquement 7% du PIB. C'est ce qui sera connu par la suite comme « l'erreur de décembre » constituant la grande crise du modèle néolibéral au Mexique qui projettera l' « effet tequila » vers d'autres économies émergentes.³⁷⁴

Les conséquences de « l'erreur de décembre » sont dévastatrices pour la macroéconomie du pays et les microéconomies des familles : l'inflation passe de

³⁷⁴ **Fernández Torres, J.E.** (2005) La crisis financiera de 1994-1995 y el TLCAN a diez años (en ligne) (Ref.10 juillet 2009); Disponible sur www.eumed.net/libros/2005/jeft/

7% annuels en décembre 1994 à 8% mensuels en avril 1995. Le taux d'intérêt interbancaire qui était avant la crise de 18% par an, s'élève en mars 1995 à 110% annuels. La hausse brutale des taux d'intérêt provoque qu'une multitude de débiteurs se voient dans l'impossibilité de faire face à leurs engagements et que la banque se trouve face à d'importants crédits en arriérés de paiement et à une chute de la demande de crédits de la part du public, puisque les taux d'intérêt extrêmement élevés les rendent impayables ; cela entraîne plusieurs banques au bord de la faillite. De nombreux débiteurs ne peuvent plus payer les mensualités de leur maison, de leur auto, du prêt pour leur affaire.³⁷⁵

La production et l'emploi sont aussi sérieusement affectés : au cours du premier semestre 1995 le PIB tombe de 5% et l'indice de chômage ouvert, qui représentait 3.6% de la PEA en décembre 1994, en représente 6.6% en juin 1995. Dans les six premiers mois, l'Institut Mexicain de Sécurité Sociale perd 824 mille affiliés.³⁷⁶

Après la dévaluation, le crédit en arriérés de paiement du système bancaire atteint 55 mille millions de pesos, en mars 80 mille millions et au premier semestre pratiquement 100 mille millions.³⁷⁷

Face à cette crise, en 1995, le gouvernement d'Ernesto Zedillo décide d'appliquer le Fond Bancaire de Protection à l'Épargne (FOBAPROA), au moyen duquel le gouvernement fédéral absorbe la dette des banques, capitalise le système financier et garantit l'argent des épargnants. En 1997, les passifs du FOBAPROA s'élèvent à 552 mille millions de dollars à titre de crédits en arriérés de paiement qui s'échangent pour des billets à ordre de la Banque du Mexique, quantité équivalente à 40% du PIB de cette même année ou aux deux tiers du budget de

³⁷⁵ Idem.

³⁷⁶ Idem.

³⁷⁷ Idem.

dépenses de la Fédération en 1998.³⁷⁸ Postérieurement, le coût du FOBAPROA atteindra presque un million de dollars.

D'autre part, durant les trois premières années de son mandat, Ernesto Zedillo poursuivra et mènera à terme le reste des mesures d'ajustement structural quant à la politique concernant le monde rural : il continuera le processus de suppression des prix de garantie des rares produits en bénéficiant encore, surtout le maïs et le haricot. Il continue et approfondit la réduction de la participation et de la régularisation de l'Etat dans la production agricole, l'élimination d'appuis et de subventions à ce secteur. Bien que de nouveaux programmes de soutien soient créés, ils n'ont qu'une incidence limitée vue la diminution réelle du budget des campagnes ; de fait, les dépenses publiques qui lui sont destinées s'effondrent : entre 1994 et 1998, la dépense nette du gouvernement fédéral pour l'agriculture, l'élevage et le développement rural est tombée à – 9.73%.³⁷⁹

Sur un fond de crise économique, de harcèlement envers les débiteurs de la banque et de sauvetage de la banque vont s'inscrire les grandes mobilisations sociales de la période 1993-1997. D'un côté se trouve la lutte de l'EZLN qui, après son irruption de guérilla les premiers jours de 1994, déploiera une vaste et intelligente activité de convocation à la société civile nationale et internationale. A plusieurs reprises les mobilisations du *Barzón* et des zapatistes convergent. L'une d'elles est la consultation sur le modèle économique du pays à laquelle convoquent ensemble l'EZLN et le *Barzón* à l'automne 1995.

En même temps, le *Barzón* s'étend dans tout le pays et se diversifie. Avec la situation de crédits en arriérés de paiement de centaines de milliers de débiteurs de créances hypothécaires, de crédits automobiles ou de petits commerces, le *Barzón* augmente énormément sa base sociale et devient le mouvement social le plus important de ces années-là au Mexique. Il diversifie considérablement ses

³⁷⁸ *Crónica Legislativa, No. 2.* Revue virtuelle de la Chambre des Députés du Congrès de l' Union, (en ligne) (Ref. 10 juillet 2009) Disponible sur : <http://www.cddhcu.gob.mx/cronica57/contenido/cont2/cronica2.htm>

³⁷⁹ UNDA GUTIERREZ Mónica: *Compendio de política económica de México* op.cit., p. 6

formes de lutte : prises de banques, chaînes téléphoniques d'alerte, actions pour empêcher saisies et expulsions, récupération de biens saisis, etc. Bien que par la suite le *Barzón* se divise et tende à s'identifier plus à un parti, sa force et sa capacité de convocation seront déterminantes pour que des centaines de milliers de mexicains conservent leur patrimoine et pour que le gouvernement fédéral mette en marche plusieurs programmes de soutien aux débiteurs.³⁸⁰

Ce contexte de crise économique et politique, ainsi que d'importants mouvements sociaux et d'organisations comme l'EZLN et le *Barzón* constitueront un bloc d'opportunités politiques qui non seulement favoriseront la mobilisation sociale au Chihuahua, mais aussi, au moins dans le cas du *Barzón*, auront été favorisées par la mobilisation préalable des producteurs agricoles du Chihuahua.

Contexte et conjoncture de l'Etat du Chihuahua

Cette phase commence presque exactement au début de l'administration du premier gouverneur issu du PAN dans l'Etat du Chihuahua et du deuxième au niveau national, Francisco Barrio Terrazas, qui assume le pouvoir le 9 octobre 1992. Durant les trois premiers mois de son mandat, Barrio travaille selon une stratégie basée sur les axes suivants : meilleure efficacité de l'administration publique, contrôle et lutte contre la corruption, amélioration du système de procuration et d'application de la justice, élaboration et soutien de l'ambitieux projet de développement économique *Chihuahua Siglo XXI (Chihuahua XXI siècle)*. Le travail en fonction de ces axes ne se fera pas sans affrontements : Barrio sera toujours l'objet d'une opposition de fer de la part du PRI et du syndicat des instituteurs récalcitrant face au fait que ses privilèges soient réduits; il aura également des conflits avec diverses associations sociales et quelques-uns des plus importants organes de presse.³⁸¹

³⁸⁰ Pour une plus ample histoire du *Barzón*, voir le livre, déjà cité, de Hubert Canton de Grammont: *El Barzón, clase media, ciudadanía y democracia*, IIS, Plaza y Valdés, Mexico, 2001.

³⁸¹ AZIZ Alberto, *Territorios de alternancia, (El primer gobierno de oposición en Chihuahua)*, CIESAS-Triana Ed. México, 1996, pp. 55-87.

A l'occasion des élections de mi-mandat, en juillet 1995, le PAN perd la majorité au Congrès de l'Etat. Alberto Aziz résume en une phrase l'évaluation de l'échec dans les urnes du gouvernement de Barrio : « Une stratégie efficace en administration et inefficace en politique ».³⁸²

En effet, bien qu'au début les relations aient été cordiales entre les organisations sociales et le premier gouvernement issu du PAN, plusieurs actions répressives de Barrio ont provoqué leur détérioration : en décembre 1992, l'expulsion de propriétaires de « *carros chuecos* » regroupés dans une organisation nommée ODEPAFA (Organisation de Défense du Patrimoine Familial) dirigée par un assesseur du FDC, la fermeture de l'Ecole d'Agriculture Hermanos Escobar de Ciudad Juárez, l'évacuation en 1993 des employés du journal *Vanguardia* durant un conflit de travail, etc.³⁸³

Laissons Aziz lui-même définir quelle sera la relation du gouvernement de Barrio avec le FDC et le *Barzón* :

“(avec ces groupes de paysans,)...le gouvernement de l'Etat a entretenu des relations plutôt conflictuelles, s'agissant d'un thème de politique économique et de ressources de la fédération, comme les prix de garantie, les crédits de programmes tels PRONASOL ou PROCAMPO, la région se fait exigeante... sans doute le cas le plus conflictuel a été celui d'une organisation appelée Usagers de la Banque...le gouvernement de Barrio, dans un premier temps essaya de résister à la pression, de convaincre les banquiers de ne pas fermer leurs succursales, laissant passer quelques blocus face aux expulsions de logements; Dans un deuxième temps il entra dans un conflit d'arbitrage et de respect de l'état de droit...Quelques deux mois avant les élections intermédiaires du 9 juillet 1995, le gouvernement décida d'exercer une action légale contre deux leaders de ce mouvement pour avoir empêché l'expulsion des occupants d'un domicile...”³⁸⁴

³⁸² Ibidem, p. 87.

³⁸³ Ibidem, pp. 47-48.

³⁸⁴ AZIZ Alberto, op.cit. pp. 129-130.

Le mouvement du Front Civique de Bachiniva (Frente Cívico Bachinivense) confrontera également le FDC avec le gouvernement de l'Etat. Nous en parlerons plus tard.

Contexte de l'agriculture du Chihuahua

Pour l'agriculture du Chihuahua, le début de cette période sera marqué par une aggravation de la crise augmentée par la sécheresse. En janvier 1993, le Père Camilo déclare à la presse que la campagne du Chihuahua affronte une grave problématique causée par la chute de la production de grains, par le chômage croissant, le manque de crédits agricoles et la récession aiguë qui existe au niveau national.³⁸⁵

La crise rurale se reflète bien dans le problème des crédits en arriérés de paiement dans le monde agricole. Fin 1992, la Direction de Développement Rural du Gouvernement de l'Etat annonce que le problème des crédits en question s'élève à 240 mille millions de pesos, alors qu'en 1988 il était à peine de 10 mille millions.³⁸⁶ A cette époque on dit que le problème touche 22 mille producteurs.³⁸⁷

Montant de la dette au Chihuahua, août 1993. (En nouveaux pesos).

	Banque commerciale	Banrural	Total	
Montant dette (pesos)	252.200.000	127.400.000	379.600.000	
Nombre producteurs	809	2700	3509	
Moyenne montant dette Producteur (pesos)	311.742	47.185	108.178	

Elaboration de l'auteur à l'aide de données empruntées à: Canton de Grammont, Hubert, op.cit.³⁸⁸

³⁸⁵ *El Heraldo de Chihuahua*, 22 janvier 1998, note d'Andrés Vela Pérez.

³⁸⁶ Il faut prendre en compte qu'à partir du 1er janvier 1993 entre en vigueur la réforme monétaire, selon laquelle on enleva trois zéros au peso mexicain, c'est-à-dire que mille pesos anciens équivalaient à un nouveau.

³⁸⁷ Déclaration du Directeur du Développement Rural dans *El Heraldo de Chihuahua*, 25 décembre 1992.

³⁸⁸ C. de GRAMMONT, op.cit. p. 72.

Un autre problème qui va caractériser la décennie suivante sera la sécheresse qui va s'abattre sur la campagne du Chihuahua et qui en 1994 commence à déclencher les premiers signaux d'alerte. De fait, au mois d'août de la même année, le coordinateur du FDC, Rafael Corral, déclare qu'à ce jour, les récoltes de maïs sont déjà perdues à 100% et celles des haricots à 60%.³⁸⁹

En juin 1996, le FDC déclare que la situation de sécheresse est si grave dans l'Etat que le 21 de ce même mois il n'a été semé que deux pour cent de la superficie cultivable de culture saisonnière de maïs, que pas un seul hectare de haricot n'a été semé et que l'on court le risque de ne plus semer 750 mille hectares dans tout l'Etat.³⁹⁰

Contexte de la société civile organisée localement.

Au cours de cette phase, les efforts de coordination et de convergence des organisations de la société civile dans l'Etat du Chihuahua vont non seulement continuer, mais encore dominer. Ce seront d'abord les organisations paysannes qui se regrouperont dans la Coordination de Centrales Paysannes et d'Organismes Supérieurs du Secteur Rural, (*Coordinadora de Centrales Campesinas y Organismos Superiores del Sector Agropecuario*, CCCOSSA), qui par la suite évoluera vers un autre front, formé de moins d'organisations mais plus homogène sur le plan idéologique : les Organisations Paysannes en Lutte, (*Organizaciones Campesinas en Lucha*, OCL), au début de 1994. En raison de la crise de cette année-là, les organisations paysannes, les débiteurs de la Banque et les organismes des Droits de l'Homme finiront par converger et formeront, fin 1995, un très vaste front de lutte : « *Tous pour Chihuahua* » (*Todos por Chihuahua*). Tous ces événements ne forment pas seulement le contexte, mais bien le centre de l'action, puisque le FDC jouera un rôle très important dans toutes les coordinations et tous les fronts, comme nous le verrons dans la partie suivante.

³⁸⁹ *Diario de Chihuahua*, 26 août 1994, note d'Alfonso Villalobos.

³⁹⁰ *El Heraldo de Chihuahua*, 18 juin 1996.

2.)- Les demandes et les actions principales:

La lutte pour un plan d'urgence pour les campagnes : janvier-février 1993.

Depuis novembre 1992, au vu de la situation de sécheresse, des gelées prématurées et des difficultés à payer les crédits sur parole, le FDC demande la mise en marche d'un plan d'urgence pour la zone d'agriculture pluviale, comprenant 14 propositions, les plus importantes étant :

- *La remise d'un subside à la production de maïs et de haricot remise à CONASUPO.*
- *La création d'un fond composé des apports des producteurs et du gouvernement de l'Etat destiné à soutenir des projets productifs approuvés par chaque communauté.*
- *L'augmentation du montant du crédit sur parole pour le cycle agricole printemps-été 1993 jusqu'à hauteur de 80% du coût de production par hectare.*
- *Une année de grâce pour payer le Fidéicomis de Soutien aux Débiteurs de Crédits en arriérés de paiement (Fideicomiso de Apoyo a Deudores con Cartera Vencida, FIRCAVEN), sans la pression de menaces d'embargos.³⁹¹*
- *La fourniture de grains et de fertilisants pour les semailles.*
- *Le début d'un programme de travaux pour créer des emplois ruraux et éviter ainsi la migration.*
- *L'accroissement des fonds fédéraux destinés à étendre l'infrastructure de captation d'eau et d'irrigation.³⁹²*

³⁹¹ Le FIRCAVEN fut le programme mis en marche pour restructurer les dettes que les paysans "ejidatarios" avaient avec la Banque Nationale de Crédit Agricole (Banco Nacional de Crédito Rural). Pour cette raison, le problème des crédits en arriérés de paiement des années suivantes ne les affecta pas de manière significative.

³⁹² Frente Democrático Campesino: "Plan de emergencia", novembre 1992.

Comme ces demandes ne trouvent pas d'écho, le FDC commence à se mobiliser le 20 janvier lorsque plus de 700 producteurs de cette organisation entreprennent un meeting permanent devant le Palais du Gouvernement, pendant lequel ils déclarent qu'ils ne se retireront pas avant la résolution de leurs demandes.³⁹³

La garde se maintient et le 26 janvier les producteurs du FDC effectuent une prise symbolique des bureaux de la Direction de Développement Rural du Gouvernement de l'Etat et du Secrétariat de Développement Social du Gouvernement Fédéral.³⁹⁴

Le 28 janvier, les producteurs du FDC intensifient leurs protestations: ils prennent deux mairies, les bureaux de la Direction de Développement Rural du Gouvernement de l'Etat dans la capitale de l'Etat pour la troisième fois et réalisent de multiples manifestations permanentes.³⁹⁵ Le 1er février, ils exécutent leur menace et s'emparent pacifiquement des bureaux du Secrétariat de Développement Social.³⁹⁶

Le 5 février, le FDC décide d'accorder une trêve de trois jours au gouvernement, après avoir évalué certaines avances sur quelques points du *plan d'urgence*.³⁹⁷ Parmi les succès obtenus, il ressort: l'application d'un programme de logement, la permanence du nombre de six hectares sujets au crédit sur parole et la mise en œuvre d'un plan pour parer à toute éventualité.³⁹⁸

Le 8 février, le FDC reprend sa manifestation permanente en face du Palais du Gouvernement. Le gouverneur Barrio leur propose d'ouvrir une caisse d'épargne à laquelle contribueraient les paysans avec les remboursements issus des crédits sur parole, tandis que le gouvernement apporterait un peso pour chaque peso

³⁹³ *El Diario de Chihuahua*, 21 janvier 1993, note de Miguel Quezada Barrón.

³⁹⁴ *El Diario de Chihuahua*, 27 janvier 1993, note d'Alfredo Uranga López.

³⁹⁵ *El Diario de Chihuahua*, 29 janvier 1993, note d'Alfredo Uranga López.

³⁹⁶ *El Diario de Chihuahua*, 2 février 1993, note d'Héctor Arriaga Guirado.

³⁹⁷ *El Diario de Chihuahua*, 6 février 1993, note d'Andrés Carrillo González.

³⁹⁸ *El Diario de Chihuahua*, 8 février 1993.

économisé par les paysans. Le FDC reçoit la proposition mais, au même moment, réalise une marche dans une des principales avenues de la ville afin de continuer à faire pression.³⁹⁹ Le 10 février ses membres se réunissent avec le gouverneur et le délégué du Secrétariat à l'agriculture. Après en être sorti, le FDC annonce la levée de la garde permanente au vu des succès importants remportés par le mouvement :

- 1) Formation d'une caisse d'épargne dans les termes exposés plus haut.
- 2) Programme de logement pour les paysans, mené par l'Institut du Chihuahua pour le logement (*Instituto Chihuahuense de la Vivienda*).
- 3) Canalisation de 6 mil millions de pesos anciens destinés au plan de contingence de la zone d'agriculture pluviale comprenant 39 *municipios*, qui seront distribués selon les sollicitudes présentées par les communautés.
- 4) Augmentation des montants des crédits sur parole octroyés par le PRONASOL, soit 300 à 350 nouveaux pesos de plus pour les nouveaux solliciteurs et de 350 à 400 par hectare pour les anciens solliciteurs, avec, de plus, l'acceptation de sollicitudes de nouveaux crédits aux paysans et l'ampliation à 6 hectares s'il ne les possèdent pas.
- 5) Prêt pour les cotisations de labour, c'est-à-dire que les paysans recevront en guise de prêt 350 mille pesos anciens au lieu d'en apporter 150 mille pour effectuer la préparation de la superficie de semence.⁴⁰⁰

Le 17 avril sont publiées les déclarations du coordinateur de la commission exécutive du FDC, récemment élu, Rafael Corral, dénonçant que les crédits sur parole du PRONASOL n'ont pas été donnés malgré la promesse du gouvernement fédéral de les remettre avant le 15 mars.⁴⁰¹

Les accords promis ne sont pas respectés et le 21 juin, après de vains avertissements, le FDC entre de nouveau en action avec installations de

³⁹⁹ *El Heraldo de Chihuahua*, 9 février 1993, note d'Eva Trujillo Rodríguez.

⁴⁰⁰ *El Diario de Chihuahua*, 11 février 1993.

⁴⁰¹ *Diario de Chihuahua*, 17 avril 1993, note de Manuel Quezada B.

campements, prises de mairies et de bureaux de l'administration publique dans au moins 10 communes.⁴⁰²

Le lendemain, le FDC accepte d'évacuer huit mairies mais persiste à maintenir ses campements devant cinq d'entre elles jusqu'à la résolution de ses demandes et par la suite reprend ses actions de pression dans cinq communes.⁴⁰³

Le 25 juin Rafael Corral, apprenant que PRONASOL destinera 4 millions 226 mille 900 pesos aux crédits sur parole dans les onze *municipios* où travaillent les producteurs du FDC, déclare que l'organisation a décidé de suspendre ses actes de pression, mais restera "sur ses gardes" pour vérifier que les 1.104 nouveaux sollicitants de ces crédits promus par le Front soient incorporés au système de crédit.⁴⁰⁴

Le dénouement de la lutte du Front Civique de Bachiniva.

Fin juin 1993, les intégrants du Front Civique de Bachiniva, dont beaucoup appartiennent au FDC, prennent durant trois jours la mairie de Bachíniva. Non seulement ils sollicitent ce que le FDC demande dans d'autres *municipios* à propos des crédits sur parole, mais encore ils demandent que le maire suppléant récupère des biens et de l'argent du *municipio* en possession des riches de la région. Il se produit une échauffourée quand le maire tente d'entrer par la force dans l'édifice de la mairie.⁴⁰⁵

Le climat de tension domine après plusieurs jours, puisque les intégrants du Front Civique et deux du FDC insistent pour que le maire substitue plusieurs fonctionnaires de premier niveau, nommés par les caciques du village.⁴⁰⁶

⁴⁰² *Diario de Chihuahua*, 22 juin 1993, note de M. Quezada, V. Bartoli et J.Reyes.

⁴⁰³ *El Heraldo de Chihuahua*, 25 juin 1993.

⁴⁰⁴ *Diario de Chihuahua*, 26 juin 1993, note de Manuel Quezada B.

⁴⁰⁵ *El Heraldo de Chihuahua*, 29 juin 1993.

⁴⁰⁶ *El Heraldo de Chihuahua*, 30 juin 1993.

Le 30 juin la Police Judiciaire de l'Etat évacue la mairie aux mains du Front Civique de Bachíniva et du FDC, arrêtant dix personnes, parmi elles plusieurs femmes et les emmènent au Centre de Réadaptation Social de la ville de Cuauhtémoc. Immédiatement, les dirigeants du FDC et de la Commission de Solidarité et Défense des Droits de l'Homme (Comisión de Solidaridad y Defensa de los Derechos Humanos, COSYDDHAC) protestent. Le père Camilo Daniel rend visite aux détenus à Cuauhtémoc et dénonce la répression. Le lendemain la libération de toutes les personnes appréhendées est obtenue.⁴⁰⁷

*La première lutte convergente : la coordinatrice d'organisations paysannes et les organisations paysannes en lutte.*⁴⁰⁸

Comme nous le signalions dans le chapitre précédent, dès l'automne 1992, à partir de diverses luttes dues au problème des crédits en arriérés de paiement, un espace de coordination des différentes organisations paysannes commence à se former dans le Chihuahua et à chercher, en un premier temps, à organiser la section de l'Etat du Conseil Agraire Permanent (Consejo Agrario Permanente). Mais par la suite il décidera de créer un organe coordinateur des organisations paysannes au niveau de l'Etat. Celui-ci se fait connaître en janvier 1993 grâce à un manifeste dont nous retiendrons les points les plus importants :

Le diagnostic de la situation:

“Au cours des dix dernières années le monde rural du Chihuahua est entré dans une phase croissante de crise et de décapitalisation qui s'étend maintenant à toute l'économie, et qui a même à voir avec la sécurité publique, la migration vers les villes, le chômage et la désertion scolaire, etc. Cette crise trouve son origine dans l'absence de planification de l'activité de la part des autorités qui ont laissé retomber tout le poids des ajustements économiques sur les producteurs agricoles, ont réduit l'investissement et les dépenses publiques, ont supprimé des subventions et en général elle prend racine dans le paternalisme et la basse productivité et même dernièrement, dans les problèmes posés par la concurrence internationale.

⁴⁰⁷ *El Heraldo de Chihuahua*, 1er et 2 juillet 1993.

⁴⁰⁸ Diverses organisations paysannes: *Manifiesto*, janvier 1993.

Leur objectif:

*... de manière conjointe et permanente nous définissons comme principal objectif de notre activité organisatrice, la récupération de la rentabilité qu'a perdu l'activité agricole, forestière et de pêche de l'Etat du Chihuahua.*⁴⁰⁹

Leurs moyens:

*"... nous lutterons de toutes nos forces pour que les réformes légales décrétées reconnaissent aux hommes et aux femmes la rétribution juste que mérite leur effort, pour la création du Mexique que nous voulons pour nos fils".*⁴¹⁰

Leurs principales propositions:

1.- La création d'une Coordinatrice des Organisations Campagnardes de l'Etat respectant toutes les idéologies... bénéficiant à tous les producteurs et à la population rurale, tant pour dépasser la crise actuelle que pour faire face à la concurrence nationale et internationale.

2. Que, en accord avec la nouvelle Loi Agricole, la programmation du secteur, à court, moyen et long terme s'effectue entre le secteur public et les organisations de producteurs..."

3. Il est spécialement urgent de décider à court terme des stratégies et des actions suivantes:

- a) Récupérer la capacité de crédit, surtout celle des producteurs de crédits en arriérés de paiement...*
- b) Concevoir et mettre en œuvre un système... pour la programmation participante du secteur...*
- c) Entamer immédiatement un programme émergent pour la réhabilitation de l'infrastructure inutilisée...*
- d) Avancer de manière décidée dans les programmes de recherche, de validation et de transfert de technologie...*
- e) Mettre en œuvre un grand programme d'organisation des producteurs ruraux...*

Il termine en convoquant toutes les organisations de producteurs agricoles à s'unir à cet effort.

Le nombre et la diversité d'organisations qui se rallient au mouvement est remarquable; parmi les organisations proches du Gouvernement Fédéral vont

⁴⁰⁹ Idem.

⁴¹⁰ Idem.

signer : la Confédération Nationale Paysanne (*Confederación Nacional Campesina*, CNC), la plus importante organisation rurale du pays, la Centrale Paysanne Indépendante (*Central Campesina Independiente*, CCI); le Conseil National de Sociétés et Unités de Paysans et Colons (*Consejo Nacional de Sociedades y Unidades con Campesinos y Colonos*, CONSUCC), et le Syndicat National de Travailleurs, Ouvriers et Salariés Agricoles de la Confédération des Travailleurs du Mexique (*Sindicato Nacional de Trabajadores, Obreros y Asalariados del Campo de la Confederación de Trabajadores de México*, CTM).

Parmi les organisations indépendantes ou du moins distantes des gouvernements fédéral et de l'Etat, signent le Front Démocratique Paysan lui-même (*Frente Democrático Campesino*), le Comité de Défense Populaire (*Comité de Defensa Popular*, CDP), la Centrale Indépendante d'Ouvriers Agricoles et Paysans (*Central Independiente de Obreros Agrícolas y Campesinos*, CIOAC), l'Union Nationale d'Organisations Régionales Paysannes Autonomes (*Unión Nacional de Organizaciones Regionales Campesinas Autónomas*, UNORCA), le Front Uni de Producteurs de Campagne (*Frente Unido de Productores del Campo*), l'Union des Cultivateurs d'Arbres Fruitiers du Nord Ouest (*Unión de Fruticultores del Noroeste*) et Centrale Paysanne Cardéniste (*Central Campesina Cardenista*, CCC).

Il faut souligner que cela représente le premier grand effort d'union dans la lutte des organisations paysannes de cet Etat. Ceci obéit surtout à deux facteurs : à l'aggravement de la crise dans le milieu rural et au fait qu'il existe maintenant des organisations indépendantes, puisqu'auparavant soit la CNC prenait la tête et conduisait de façon hégémonique toutes les actions, soit elle les suffoquait. Vue la diversité des organisations il faut observer que le ton combatif et de pression dans les actions ne correspond pas à la gravité de la problématique détectée dans le diagnostic et qu'on préfère insister sur la nécessité d'une planification et d'une programmation conjointe entre le gouvernement et les organisations paysannes. A partir de ce moment on l'appellera *Coordinatrice de Centrales Paysannes et d'Organismes Supérieurs du Secteur Agricole* (*Coordinadora de Centrales*

Campesinas y Organismos Superiores del Sector Agropecuario), que nous désignerons désormais comme la CCCOSSA.

Le 25 avril 1993 des intégrants du FDC, ayant à leur tête Victor Quintana bloquent durant 45 minutes la route de Cuauhtémoc à Colonia Álvaro Obregón comme partie de la mobilisation déclenchée dans tout l'Etat par la CCCOSSA.

Jusqu'à ce jour la CCCOSSA maintient huit des neuf postes de péage des autoroutes de l'Etat occupés ainsi que des manifestations permanentes aux ponts internationaux de Zaragoza, Palomas y Ojinaga, outre cinq succursales de la Banque BANRURAL.⁴¹¹

Les agriculteurs demandent l'analyse des crédits en arriérés de paiement de tous les paysans concernés, la formation d'un fidéicomis en vigueur pour vingt ans, des subventions au diesel et aux quotes-parts qu'ils payent à la Commission Fédérale d'Électricité, la régularisation des véhicules, des crédits émergents et la régularisation des prix entre autres pétitions.⁴¹²

Deux jours après, un autre groupe d'agriculteurs du FDC prend la succursale du BANRURAL en Colonia Soto Máynez, *municipio* de Namiquipa et procède à des blocus intermittents sur trois routes du nord-ouest de l'Etat.⁴¹³

Le 19 mai la CCCOSSA se réunit avec le Gouverneur de l'Etat, lui expose l'attitude négative de la banque envers la restructuration des dettes et exige d'en finir avec les embargos sur les propriétés des producteurs.⁴¹⁴ Les protestations s'attisent le 1er juin quand des producteurs de la CCCOSSA prennent l'édifice de la Banque de Commerce (BANCOMER) sur la Place d'Armes en plein cœur de la ville de Chihuahua pendant plusieurs heures.⁴¹⁵

⁴¹¹ *El Heraldo de Chihuahua*, 26 de abril de 1993.

⁴¹² *El Heraldo de Chihuahua*, 26 de abril de 1993.

⁴¹³ *El Diario de Chihuahua*, 28 de abril de 1993, nota de Manuel Quezada B. y Mario Flores.

⁴¹⁴ *El Heraldo de Chihuahua*, 2 juin 1993, note d'Alejandro Romero et Miroslava Breach.

⁴¹⁵ *El Diario de Chihuahua*, 17 juillet 1993, note de Víctor A. González et Mario Flores.

Le 30 juin, un des leaders de la CCCOSSA, Enrique Saucedo, du Comité de Défense Populaire (CDP), est arrêté à Cuauhtémoc, après avoir dirigé un mouvement de paysans de plusieurs localités ayant pour but de soustraire le haricot dans les entrepôts de CONASUPO pour le semer. Saucedo commence immédiatement une grève de la faim et affirme qu'il « est un prisonnier politique ». La CCCOSSA demande sa libération immédiate. Ce n'est que le 16 juillet que Saucedo suspendra sa grève de la faim.⁴¹⁶ Plusieurs jours après il sera libéré. Toutefois, cet acte répressif, lié au début de la saison du gros des tâches agricoles, entraîne une récession de la CCCOSSA pendant presque tout l'été.

Il vaut la peine de faire ici une légère digression : les agriculteurs du FDC ne sont pas très touchés par l'affaire des crédits en arriérés de paiement pour deux raisons : d'abord parce que la majorité d'entre eux ont déjà été exclus de BANRURAL (voir chapitre précédent) et que le peu qui y restent sont entrés dans le système de restructuration de dettes du FIRCAVEN. Toutefois, le FDC participe très activement au sein de la CCCOSSA et introduit un sujet sur lequel il travaille depuis longtemps : l'opposition à l'introduction de l'agriculture dans le Traité de Libre Commerce de l'Amérique du Nord (TLCAN). De fait, le FDC a continué à participer au Réseau Mexicain d'Action Face au Libre Commerce (*Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio*, RMALC). Pour les intégrants du Front, un des motifs de la prostration de l'agriculture mexicaine est l'ouverture commerciale qui sera énormément accentuée par le TLCAN, raison pour laquelle on insiste à la CCCOSA sur la nécessité de combattre le libre commerce.

Dans ce contexte, le FDC est invité, de par sa relation avec l'UTAF, dont nous parlons dans le chapitre précédent, à faire partie de la Coalition Rurale (*Coalición Rural*). Il s'agit d'un espace de coordination de nombreux groupes en rapport avec le milieu rural des Etats-Unis : l'UTAF, la Fédération des Coopératives du Sud (Alabama et Mississipi), les travailleurs agricoles organisés de la Floride, le groupe de femmes leaders de Californie, etc. Le FDC est la première organisation

⁴¹⁶ *El Diario de Chihuahua*, 17 juillet 1993, note de Víctor A. González et Mario Flores.

mexicaine invitée à la Coalition Rurale, et en septembre 1993 il envoie une première délégation à Washington, D.C., pour formaliser l'appartenance du FDC à la Coalition Rurale : elle est dirigée par le Père Camilo Daniel accompagné du conseiller Ignacio Galicia, intégré à l'équipe du FDC depuis l'automne 1992. A l'issue de cette réunion il est décidé d'inviter une délégation de membres du congrès des Etats-Unis à venir examiner la situation et évaluer l'impact futur du TLCAN dans les campagnes du Chihuahua.

A partir de ce moment, considérant que les actions contre le TLC et les luttes de la CCCOSSA s'entremêlent, nous les exposerons chronologiquement, en tenant compte du fait qu'il ne s'agit plus seulement des actions du FDC, puisque s'y intègrent certaines - pas toutes- des organisations de la CCCOSSA.

Le 11 septembre, la CCCOSSA retourne à la charge. Le porte-parole Hector Salayandía annonce qu'ils reprendront les mobilisations, mais maintenant en coordination avec les organisations d'autres Etats de la République, comme le Jalisco et le Zacatecas où l'on a formé l'organisation le *Barzón* pour exiger la résolution du problème des crédits en arriérés de paiement. Il annonce que la date à laquelle on commémore la fête de l'Indépendance, les 15 et 16 septembre, se feront sentir de fortes mobilisations d'agriculteurs, et c'est ce qui se produit : durant ces journées, il y aura plusieurs actions importantes dans les villes de Chihuahua, Delicias et Cuauhtémoc. En même temps, la CCCOSSA intensifie ses contacts avec le *Barzón* des Etats du Jalisco et du Zacatecas.⁴¹⁷

Le 3 octobre la CCCOSSA convoque à un forum à Ciudad Juárez. Des représentants de nombreuses organisations rurales y assistent, la majorité d'entre eux de l'Etat du Chihuahua, mais aussi de l'Etat du Sonora. En conclusion, ils prennent une série d'accords et émettent la Déclaration de Ciudad Juárez. Elle nous paraît importante et, nous présenterons ci-dessous certains de ses principaux points:

⁴¹⁷ *El Herald de Chihuahua*, 12 septembre 1993, note d'Alejandro Romero r.

Sur la situation des campagnes:

- *« ... le schéma de restructuration des crédits en arriérés de paiement, convenu entre le Secrétariat des Finances et de la Banque, est très loin de résoudre le problème d'endettement des producteurs et il fournit des pouvoirs absolus à la banque »*
- *« ... à l'heure actuelle de la présente administration fédérale, il s'avère définitif que la stratégie économique tracée par le gouvernement a démontré sa non-viabilité et que les campagnes mexicaines ont été le secteur le plus brutalement frappé par ces politiques ».*

Les propositions principales :

- *Politique d'investissement public: ... que le gouvernement définisse par l'intermédiaire du contrôle de la politique de crédit avec une banque nationale. Investissement massif dans des œuvres d'infrastructure.*
- *Prix justes des produits agricoles.*
- *Autosuffisance alimentaire.*
- *Redéfinir le traitement de la dette externe.*
- *Déclaration de moratoire de la dette présente, en vigueur et en arriérés de paiement de tout le secteur agricole....*
- *Suspension des jugements commerciaux.... (contre les producteurs endettés).*
- *Réduction du tarif électrique pour l'irrigation agricole.*
- *Contrôle des importations... (de produits agricoles).*
- *Législation contre les pratiques usurières.⁴¹⁸*

Il est remarquable que, outre les huit organisations appartenant à la CCCOSSA, 18 autres organisations de producteurs et d'usagers ruraux de l'Etat du Chihuahua se joignent au manifeste, l'une de l'Etat de Sonora et une autre de l'Etat de Tamaulipas. Dans cette réunion on décide aussi de reprendre les actions la semaine suivante.

En effet, vers le milieu de la première semaine d'octobre s'effectuent des marches dans les rues de la ville de Chihuahua. Cependant, la mobilisation coïncide avec la visite d'un groupe de congressistes américains au Chihuahua, comme cela avait

⁴¹⁸ CCCOSSA: *Declaración de Ciudad Juárez*, 3 octobre 1993.

été promis au FDC. Le Front propose que cette visite soit assumée par toute la CCCOSSA. Et c'est là que commence les divergences : quelques organisations, comme le Comité Défense Populaire (CDP), ou de l'Union des Cultivateurs d'Arbres Fruitières du Nord-ouest (*Unión de Fruticultores del Noroeste*), ne voient pas d'un bon œil le soutien à la lutte contre le TLCAN ; mais d'autres, comme la CNC ou la CIOAC elle-même considèrent cette lutte comme « très politique » et n'y participent pas. De fait ce sera l'un des facteurs qui finira par rompre l'unité de la CCCOSSA : la division entre les partisans de l'internationalisation de la lutte, comme le FDC, et les partisans de « laver le linge sale en famille » et de ne recourir à aucune instance internationale, position des organisations proches du PRI et de la CIOAC.⁴¹⁹

Le vendredi 7 arrive la délégation de cinq membres de la Chambre des Représentants du Congrès des Etats-Unis. Ils intègrent le Comité d'Opérations Gouvernementales dirigé par le démocrate John Conyers Jr., député de l'Etat de Michigan. Y prennent aussi part le député Collin Peterson, démocrate, de l'Etat de Minnesota, le député Bernie Sanders, indépendant, pour l'Etat du Vermont et deux autres personnes, outre le Consul des Etats-Unis à Ciudad Juárez et une nombreuse équipe.⁴²⁰ Ce même après-midi, ils se rendent au *municipio* voisin de Santa Isabel (nommée aussi Général Trías) où ils s'entretiennent avec des paysans du FDC et assistent ensuite au premier rapport du maire Francisco Chávez, lui aussi membre du Front. Le samedi 9 ils se réunissent avec les membres de la CCCOSSA au campement de la Plaza Hidalgo

Le dimanche 10 octobre la délégation part à Cuauhtémoc où ont été cités au préalable tous les militants du FDC, de la CCCOSSA et le public en général. Le député Conyers commence un discours plutôt institutionnel, mais au vu de l'enthousiasme des paysans lorsqu'il commente qu'il a fait partie de l'équipe de

⁴¹⁹ Archives personnelles de Víctor Quintana

⁴²⁰ El Rep. Conyers, afro-américain, ex-membre de l'équipe de Martin Luther King dirigea la visite. Le Rep. Collin Peterson est actuellement président du Comité d'Agriculture de la Chambre des Représentants et Bernie Sanders est sénateur.

Luther King, il s'émeut et change de ton. Suivront des interventions très touchantes des paysans du FDC expliquant en quoi le Traité de Libre Commerce va leur nuire. La réunion impressionna tant les congressistes américains, que par la suite le député Conyers, qui soutenait le TLCAN, changea sa position après sa visite à Chihuahua et finit par s'opposer au traité.

La semaine suivante, la CCCOSSA occupe la banque BANRURAL de la ville de Chihuahua et adresse une lettre à son directeur général exigeant des remises du total des intérêts normaux et moratoires, la restructuration du capital initial sur quinze ans, dont trois de tolérance, à un taux d'intérêt plus bas que le plus faible du marché. Elle exige de plus que soient accordés à tous les producteurs qui restructurent leur dette, des crédits frais et que BANRURAL suspende tout type d'action légale contre les producteurs.⁴²¹

Pour toute réponse, les représentants de BANRURAL allèguent qu'« il n'est pas nécessaire d'adopter des mesures de caractère général », mais s'engagent à réviser avec attention le problème et à accorder des financements nouveaux aux seuls producteurs considérés viables.⁴²² La réponse provoque la colère des producteurs et il est alors décidé d'effectuer la prise du pont international qui unit la ville de Ciudad Juárez (Etat du Chihuahua) à la ville d'El Paso, Texas, le lundi 25 octobre.

A cause d'erreurs de communication, la prise ne peut pas être effectuée le lundi 25. Le FDC n'arrive à Ciudad Juárez que le mardi 26 et il est décidé de prendre « temporairement » le pont international de Zaragoza, dans la section destinée aux poids lourds. Un contingent de quelques cent personnes de plusieurs organisations s'empare du pont, malgré les menaces des autorités mexicaines. Le trafic de camions transportant des marchandises est totalement suspendu. Les

⁴²¹ CCCOSSA. Lettre dirigée au Directeur Général de Banrural, Jaime de la Mora, 13 octobre 1993.

⁴²² Banque Nationale de Crédit Rural, lettre à Víctor Quintana, représentant de la CCCOSSA, 14 octobre 1993.

autorités frontalières des Etats-Unis adoptent une attitude compréhensive et disent qu'elles n'exerceront aucunes représailles, s'agissant de respecter la libre expression des mexicains. Dans l'après-midi du 26 la température baisse brusquement, il commence à tomber de la neige fondue qui deux jours après se transformera en neige. La prise « temporaire » du pont, programmée initialement pour quelques heures, sera prolongée jusqu'au vendredi 29. Grâce à elle le mouvement de la CCCOSSA et ses demandes obtiendront une grande couverture de la presse nationale et de celle des Etats-Unis, ce qui servira de toile de fond pour l'action suivante :

Le jeudi 28 octobre, au Capitole de Washington, le Père Camilo Daniel, Víctor Quintana en représentation du Front Démocratique Paysan (FDC) et Carlos Marentes de l'Union des Travailleurs Agricoles de la Frontière (*Trabajadores Agrícolas de la Frontera*) présentent leur témoignage au Comité d'Opérations Gouvernementales de la Chambre de Représentants du Congrès des Etats-Unis, en se répartissant les thèmes à exposer : le Père Camilo expose la façon dont le TLCAN va léser la vie et la culture du peuple mexicain, comment on peut évaluer le traité depuis une perspective de morale et de justice ainsi que les alternatives au traité pour améliorer la vie des paysans. Carlos Marentes expose l'impact que le TLCAN aura sur les travailleurs agricoles, surtout les migrants, aux Etats-Unis. Víctor Quintana exposera les asymétries entre les agricultures des trois pays et les impacts économiques et sociaux que le traité aura parmi les paysans pauvres du Mexique. Par ailleurs, le Père Camilo remet un document signé par cinq évêques catholiques mexicains avertissant des préjudices que le TLCAN entraînera pour les petits agriculteurs mexicains.⁴²³

A mesure que novembre avance, la situation se tend sur deux fronts : d'une part, dans les Etats du Jalisco et du Zacatecas, le *Barzón* lance une convocation à une marche de tracteurs vers la ville de Mexico à partir du 21 : d'autre part, le FDC, avec la CCCOSSA, COSYDDHAC et le Réseau Mexicain d'Action Face au Libre

⁴²³ Archives personnelles de Víctor Quintana, *El Heraldó de Chihuahua*, 3 novembre de 1993.

Commerce (RMALC) annoncent qu'ils effectueront une action de protestation sur les ponts internationaux le 16 novembre, date à laquelle le TLCAN est voté au Congrès des Etats-Unis.⁴²⁴

Le 16 novembre, à l'heure même où le TLCAN est voté au Capitole, un contingent du FDC, de COSSYDDHAC, de quelques organisations de la CCCOSSA, de Communautés Ecclésiastiques de Base et de syndicalistes, ces deux dernières de Ciudad Juárez, manifestent contre le Traité sur le Pont International de Santa Fe, qui unit le centre de Ciudad Juárez avec la ville d'El Paso. Venu du côté américain, un contingent de l'UTAF et de l'organisation La Femme Ouvrière d'El Paso s'unit aux manifestants. Mais un groupe de policiers anti-mutinerias de Ciudad Juárez surgit et attaque les manifestants qui à leur tour emploient des tactiques de résistance civile pacifique pour ne pas provoquer la confrontation. Malgré tout, la police dissout la manifestation brutalement. Postérieurement, plusieurs membres de ces organisations s'installent sur la Plaza de los Lagartos (Place des Lézards) à El Paso et commencent un jeûne pour protester contre la répression.⁴²⁵

Sur les lieux du jeûne est lu un document dans lequel le FDC, COSYDDHAC, l'UTAF et le Centre de Défense des Droits de l'Homme, A.C. (*Centro de Defensa de los Derechos Humanos*, A.C, CDDHAC), de Ciudad Juárez responsabilisent de la répression le directeur de la Sécurité Publique de la municipalité de Ciudad Juárez, le gouverneur Barrio et le président de la République, Carlos Salinas de Gortari. Ils accusent aussi le Service de Naturalisation et Immigration des Etats-Unis d'avoir privé de leurs cartes de travailleurs temporaires 50 manifestants de l'UTAF. Ils affirment aussi que ce fut grâce à l'intervention par téléphone qu' a effectuée le congressiste Bernie Sanders auprès du président Salinas que l'on a pu arrêter la répression policière. Ce même jour le jeûne se termine.⁴²⁶

⁴²⁴ *El Heraldo de Chihuahua*, 10 novembre 1993.

⁴²⁵ *El Heraldo de Chihuahua*, 17 novembre 1993, note de Blanca Bustillos.

⁴²⁶ *El Heraldo de Chihuahua*, 18 novembre 1993, note de Blanca Bustillos et Marisela Ortega.

Immédiatement, le FDC et la CCCOSSA s'empresment de prendre part à la mobilisation nationale à laquelle convoque le *Barzón*, depuis les Etats du Jalisco et du Zacatecas jusqu'à la ville de Mexico. Rafaël Corral, coordinateur du FDC, déclare que le 25 novembre six représentants de leur organisation vont partir pour s'unir au contingent et par la suite un autobus avec 40 paysans de plus. Pour sa part, Robert Cazares, dirigeant de l'Organisation de Producteurs Agricoles de Delicias,⁴²⁷ également membre de la CCCOSSA, annonce que huit membres de leur organisation se sont joints à la marche, mais que dans l'Etat du Guanajuato deux dirigeants nationaux du *Barzón* ont été arrêtés: Maximiliano Barbosa et Héctor Madera.⁴²⁸

Le 26 novembre, près de la ville de Celaya, dans l'Etat du Guanajuato, la Police Fédérale des Routes confisque 60 tracteurs aux manifestants du *Barzón* et arrête en outre les dirigeants de cette organisation au Zacatecas, Juan José Quirino et Manuel Ortega, ainsi qu'un producteur mennonite de Chihuahua, Juan Kornelson.

⁴²⁹

Le jour suivant, six paysans de plus du FDC s'incorporent à la marche nationale qui ne pourra atteindre la ville de Mexico, car elle est stoppée par l'intervention de la police. Le mouvement du *Barzón* et des débiteurs de la banque, loin d'être affaibli, se renforcera.

Mais la CCCOSSA prend le chemin sinon de la dissolution, du moins celui d'une profonde dépuración fin 1993. Les organisations proches du PRI, comme la CNC, la CCI et la CONSUCC n'ayant pas vu d'une bon œil la lutte contre le TLCAN et moins bien encore la participation au mouvement national des débiteurs de la banque, s'éloignent peu à peu; la CIOAC s'éloigne aussi pour d'autres raisons.

⁴²⁷ A l'intérieur du Front Uni des Producteurs Agricoles se produit une scission à la suite d'un désaccord avec sa dirigeante, la députée du PAN Patricia Terrazas: d'abord un groupe de Ciudad Camargo se retire pour former l'Association de Producteurs Agricoles Chihuahua, puis Roberto Cázares, futur dirigeant du *Barzón* en Chihuahua forme l'Organisation de Producteurs Agricoles de Delicias.

⁴²⁸ *El Heraldo de Chihuahua*, 27 novembre 1993, note de Blanca Bustillos.

⁴²⁹ Archives personnelles de Víctor Quintana.

Ceci provoquera qu'en 1994, la convergence des organisations paysannes du Chihuahua éprouve des changements significatifs dans son action et dans son fonctionnement interne.

Comme on le sait déjà, 1994 débute avec l'explosion de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale au Chiapas. L'effet surprise du groupe partisan laisse un tant soit peu déconcertées les organisations sociales du Chihuahua y compris le FDC qui au début émet des déclarations disqualifiant la lutte armée tout en reconnaissant la légitimité de la cause de l'EZLN. Cependant, le samedi 15 janvier 1994 a lieu un meeting dans la ville de Chihuahua auquel diverses organisations, entre elles le FDC, participent et coïncident sur les propositions suivantes : numéro un, que cesse le massacre et la persécution de l'armée mexicaine contre l'EZLN, numéro deux, qu'il soit reconnu que le recours à la lutte armée est le seul que l'Etat mexicain a laissé aux peuples Indiens, numéro trois, qu'il est nécessaire d'accorder la paix immédiatement, mais que des tables de négociation doivent être installées pour examiner les demandes légitimes de l'EZLN et numéro quatre, que les organisations offrent leur appui à l'EZLN.

Le dimanche 16 janvier a lieu dans la ville d'Aguascalientes, au centre de la République, une réunion très importante convoquée par Maximiano Barbosa, coordinateur national du *Barzón*, et le Secrétaire Général de ce dernier, Juan José Quirino Salles. Provenant de plusieurs Etats, des débiteurs de la banque y arrivent et de Chihuahua un groupe nourri de la CCCOSSA y assiste, parmi eux plusieurs représentants du FDC dirigés par Víctor Quintana. On y discute les possibilités de construire une stratégie commune du mouvement et d'adopter des actions conjointes et simultanées dans tout le pays. L'affaire de l'EZLN provoque une forte discussion, puisqu'à ce moment-là, la représentation de l'Etat de Sonora rejetait le groupe guérillero et que la représentation des organisations paysannes du Chihuahua réitérait les points d'accord du meeting du jour précédent.⁴³⁰

⁴³⁰ Archives personnelles de Víctor Quintana.

A l'intérieur de la CCCOSSA s'est approfondie la division survenue depuis l'automne 1993 : la CNC et les organisations campagnardes proches du PRI se sont éloignées et cessent peu à peu de prendre part aux actions. D'autre part, l'attitude franchement combative du *Barzón* au niveau national et l'accord des organisations qui critiquent le plus la CCCOSSA et la lutte de l'EZLN font que, fin janvier 1994, le nom de la CCCOSSA ne soit déjà plus mentionné et que les organisations qui poursuivent les mobilisations décident de changer leur dénomination pour celle d'Organisations Paysannes en Lutte (*Organizaciones Campesinas en Lucha*, OCL). C'est ce qui arrivera le 28 janvier lorsque sept organisations résoudront de suspendre le paiement de leurs dettes à la banque « jusqu'à ce que les campagnes récupèrent la rentabilité perdue ». Ils annoncent en outre qu'ils ne permettront pas qu'un seul agriculteur soit dépouillé de son patrimoine pour cause de dettes. Les organisations paysannes qui souscrivent cette position et qui adopteront désormais la dénomination d'Organisations Paysannes en Lutte sont : le Comité de Défense Populaire du Nord-ouest, l'Union de Fruiculteurs du nord-ouest, les Producteurs de Cuauhtémoc, l'Union de Producteurs Agricoles de Chihuahua, le Front Uni des Producteurs Agricoles, l'Association des Producteurs de Lait de Chihuahua et le Front Démocratique Paysan.⁴³¹

Le 12 février, les OCL se présentent au gouvernement et au cours d'une âpre réunion avec le Secrétaire du Gouvernement, Eduardo Romarin, elles exposent durement leur situation. Profitant de la sensibilité nationale envers le soulèvement du Chiapas, les producteurs lui décochent : « ... au Chihuahua la mauvaise politique agricole du gouvernement de Salinas peut provoquer un mouvement armé si on ne freine pas la voracité des banques et si l'on ne cherche pas une solution sociale au problème des crédits en arriérés de paiement ». ⁴³²

⁴³¹ Journal Norte de Ciudad Juárez, 29 janvier 1994, note de Rodrigo Ibarra.

⁴³² Diario de Chihuahua, 12 février 1994, note d' Alfonso Ramírez A.

Le 24, plusieurs centaines de paysans de l'OCL se concentrent dans la ville de Chihuahua. Portant au cou des mouchoirs (*paliacates*) rouges, ils expriment leurs exigences au sujet des crédits en arriérés de paiement tout en criant leur soutien à l'EZLN avec le slogan : « Vous n'êtes pas seuls », en réponse à un appel du sous-commandant Marcos demandant au pays de ne pas les laisser seuls face au gouvernement. Ils parcourent les rues et prennent les bureaux centraux de la Banque Nationale du Mexique. Ils impressionnent la population, et nombre de personnes commentent que : « Les zapatistes sont arrivés au Chihuahua ». ⁴³³

Le 26 février, l'OCL informe que les représentants de l'OCL se trouvent dans la ville de Zacatecas en réunion de coordination avec le *Barzón* pour organiser des protestations nationales. ⁴³⁴

Pour sa part, l'Association Nationale des Banques (*Asociación Nacional de Bancos*) annonce un plan sur 15 ans pour la restructuration du crédit en arriéré de paiement de plus de 70 mille producteurs agricoles endettés pour une quantité de trois mille 625 millions de pesos au niveau national. De même, le Secrétariat à l'Agriculture annonce une ligne de crédit de deux milliards de nouveaux pesos pour aider les producteurs agricoles à restructurer leurs crédits en arriérés de paiement.

⁴³⁵

Martín Solís Bustamante, dirigeant de producteurs de l'*Ejido* Benito Juárez, Buenaventura, fait connaître en détails le plan d'action décidé pendant la réunion de Zacatecas des jours précédents : déclarer un moratoire des paiements à la banque au niveau national :

- exiger du Gouvernement Fédéral la création d'un fidéicomis et la création dans chaque communauté d'un Comité de Défense du Patrimoine qui évite tout type d'action judiciaire contre les paysans,

⁴³³ *El Heraldo de Chihuahua*, 25 février 1994.

⁴³⁴ *El Heraldo de Chihuahua*, 25 février 1994.

⁴³⁵ *Idem.*

- entamer à partir du 10 mars une campagne internationale de dénonciation des conditions de pauvreté extrême du monde rural mexicain,
- effectuer une caravane nationale vers la ville de Mexico le 20 avril en commémoration du décès du héros Emiliano Zapata.⁴³⁶

Le 9 mars, des membres des dix organisations de l'OCL se réunissent dans la ville de Chihuahua. Ils dénoncent que le plan de restructuration présenté par l'Association Nationale des Banques s'avère non viable vus les intérêts élevés qui sont perçus et qu'aucun plan ne le sera tant que le secteur agricole ne récupérera pas sa rentabilité. Le contingent se rend aux bureaux centraux de la Banque Rurale du Nord, en prennent possession et exigent une réponse immédiate à leurs demandes. Le refus des fonctionnaires de la banque irrite tant les producteurs qu'ils sont sur le point de mettre le feu au mobilier et aux bureaux. Ils finissent par se calmer et décident de peindre, comme action de pression, sur les parois extérieures et les baies vitrées du bâtiment des consignes comme « On en a assez ». « Voleurs », « Restructuration de dettes », « Non aux intérêts moratoires », etc.⁴³⁷

BANRURAL répond en portant plainte pour les dégâts faits à ses installations contre Gabino Gómez et Victor Quintana, dirigeants de l'OCL. Une vague de protestation et de solidarité se déclenche immédiatement de la part des organisations paysannes et sociales du Chihuahua.⁴³⁸

Par la suite, Gabino Gómez et Victor Quintana déclarent volontairement devant la délégation du bureau du Procureur Général de la République. Leur représentante, Teresa Jardí⁴³⁹, enregistre personnellement leur déclaration. Gómez et Quintana

⁴³⁶ *La Jornada*, 19 mars 1994, note de Rodrigo Ibarra.

⁴³⁷ *Diario de Chihuahua*, 9 mars 1994.

⁴³⁸ *La Jornada*, 19 mars 1994, note de Rodrigo Ibarra.

⁴³⁹ Il faut préciser que Teresa Jardí, activiste de diverses organisations de droits de l'homme, parmi elles Cossyddhac, occupait alors le poste de représentante du Procureur Général de la République. Elle-même

nient toutes les charges qui leur sont attribuées et dénoncent les abus commis par les banques contre les agriculteurs du Chihuahua. Finalement, le 24 mars, le coordinateur du FDC, Rafaël Corral, déclare que la gérance de BANRURAL s'est engagée à retirer sa plainte contre les dirigeants de l'OCL.⁴⁴⁰

Ce sera la dernière mobilisation des OCL. A partir d'avril 1994 se produit une impasse dans la mobilisation sociale due au fait que la conjoncture électorale accapare l'attention. Plusieurs dirigeants des OCL de Chihuahua s'insèrent dans la campagne électorale qui terminera par les élections du 21 août : Lorenzo Perches, dirigeant de la CNC, accepte la candidature de député fédéral du district ayant pour chef-lieu Nuevo Casas Grandes et Víctor Quintana se présente aussi comme candidat à député fédéral du district ayant pour chef-lieu Ciudad Guerrero. Tous les deux participent sous l'égide du Parti de la Révolution Démocratique (Partido de la Revolución Democrática PRD), ainsi qu'Emilia González de Sandoval, dirigeante de COSSYDDHAC, qui participe avec le même parti dans un des districts de la ville de Chihuahua. Dès lors et au moins jusqu'à fin août 1994 la convergence des organisations se perd, les OCL se dissolvent de facto et seul le FDC effectuera quelques mobilisations pour la remise des ressources du crédit sur parole venant du PRONASOL en prenant les mairies de Matachí et de Cusihuirachi le 4 mai et de Général Trías, le 20 mai.⁴⁴¹

La seconde convergence : les luttes de 1995 et la mobilisation de « Tous pour Chihuahua ».

Comme nous l'indiquions déjà dans la partie « structure d'opportunités politiques », le mois de décembre 1994 est funeste pour le peuple mexicain : à peine trois semaines avant l'arrivée d'Ernesto Zedillo à la Présidence de la République, la

conseille à Gómez et Quintana de se présenter pour déclarer, de ne reconnaître aucune des charges et de profiter de la comparution pour dénoncer les abus des banques.

⁴⁴⁰ *Diario de Chihuahua*, 25 mars 1994, *El Heraldo de Chihuahua*, 27 mars 1994.

⁴⁴¹ *El Heraldo de Chihuahua*, 5 et 21 mai 1994.

crise économique explose, l'inflation s'emballa, le peso est dévalué, les taux d'intérêt grimpent au firmament, c'est l'« effet Tequila ».

Dans cette conjoncture, les principales organisations sociales du Chihuahua décident d'entreprendre une série de mobilisations conjointes début 1995. Le 3 janvier, le FDC, COSSYDDHAC, quelques militants du PAN et les différents groupes d'usagers de la banque entament un jeûne de trois jours sur les places publiques de Chihuahua et de Cuauhtémoc. L'objectif principal est de dénoncer la politique économique, d'empêcher tout dépouillement patrimonial de la part des banques et de mettre en jugement la gestion économique de l'ex-président Carlos Salinas de Gortari. Dans la capitale de l'Etat commencent à jeûner le Père Camilo Daniel, Emilia González de Sandoval, coordinatrice de COSSYDDHAC, le député local du PRD, Luis Aguilar et le coordinateur du FDC, Rafaël Corral García ; à Cuauhtémoc Humberto Ramos Molina, fondateur du FDC, le député local du PAN, Bernardo Torres et le député fédéral du PRD, Víctor Quintana font de même.⁴⁴²

Le FDC insiste, à travers son coordinateur, sur le fait qu'ils exigent « paix dans la justice » pour le Chiapas, pour les peuples indiens et pour tous les paysans. Le 6 janvier, les jeûnes sont levés lors d'une concentration et d'un meeting des organisations dans la ville de Chihuahua, où l'on procède à un jugement symbolique de Carlos Salinas de Gortari. A ce jugement assiste le dirigeant national du *Barzón*, Maximiano Barbosa.⁴⁴³

A partir de cette date et pendant les deux années suivantes, pratiquement toutes les mobilisations qu'effectue le FDC se feront en convergence avec d'autres organisations, soit de paysans, soit de débiteurs de la banque, soit de droits de l'homme. La crise économique a tellement homogénéisé et intensifié la situation que toute demande émise obtient immédiatement l'adhésion de divers acteurs sociaux.

⁴⁴² *Diario de Chihuahua*, 4 janvier 1995, note de Verónica Torres R.

⁴⁴³ *Diario de Chihuahua*, 6 et 7 janvier 1995, notes de Verónica Torres R.

Ainsi, le 18 janvier 1995, le FDC revient à la charge en exigeant la livraison anticipée du PROCAMPO,⁴⁴⁴ ainsi que l'approvisionnement en semences et en engrais pour le cycle agricole qui va commencer. Pour faire pression, ils prennent les bureaux de la délégation du Secrétariat à l'Agriculture à Chihuahua et les bureaux régionaux de celui-ci à Madera, Guerrero, Bachíniva, et Cuauhtémoc.⁴⁴⁵

Les manifestations permanentes continuent durant plusieurs jours et le 22 janvier, huit dirigeants de la CNC se joignent à la demande du FDC.⁴⁴⁶

Le 1er février, plus de 500 membres du FDC et du mouvement du *Barzón*, de Chihuahua, partent en caravane pour Ciudad Juárez, à la frontière de l'Etat du Texas et bloquent pendant plusieurs heures l'avenue située en face de l'édifice du Consulat des Etats-Unis. Ils demandent à voir le consul et lui demandent l'« asile économique puisque la politique du gouvernement ne leur permet pas d'effectuer leur activité au Mexique ». Dans un document qu'ont ensuite signé tous les manifestants, ils indiquent que des milliers de petits producteurs paysans et même de grands propriétaires vivent une crise provoquée par la politique agricole en vigueur. Ils sont dirigés par le coordinateur du FDC, Rafaël Corral et par le député fédéral du PRD, Víctor Quintana.⁴⁴⁷ Ayant le soutien de beaucoup d'habitants de Ciudad Juárez, ils resteront trois heures face au consulat puis se dirigeront vers le pont international pour le fermer partiellement.⁴⁴⁸

⁴⁴⁴ *Diario de Chihuahua*, 19 janvier 1995, note de Verónica Torres R.

⁴⁴⁵ Le PROCAMPO est un programme mis en marche par le gouvernement de Carlos Salinas de Gortari en 1993, qui peu à peu va se substituer les prix de garantie. Il s'agit d'une subvention directe que le gouvernement donne en pesos aux agriculteurs pour chaque hectare de culture de grains de base semé cette année et rétroactive sur cinq ans. Au début, les normes établissaient que le PROCAMPO serait remis aux producteurs une fois que serait « installée la culture », c'est-à-dire une fois ensemencée la terre avec des grains de base, quatre-vingt-dix jours après les semailles. Les producteurs de l'agriculture pluviale, comme ceux du FDC, déjà exclus du système de crédit rural, demandent pour cela que le PROCAMPO soit remis avant les semences pour pouvoir financer leurs cultures.

⁴⁴⁶ *Diario de Chihuahua*, 23 janvier 1995, note d'Alfonso Villalobos; 25 janvier 1995, note de Gabriel Acevedo.

⁴⁴⁷ *La Jornada*, 2 février 1995, note de Rubén Villalpando.

⁴⁴⁸ Idem.

Le 8 février, le FDC se mobilise à nouveau pour exiger la livraison anticipée du PROCAMPO, l'insertion dans ce programme de l'ensemencement de l'avoine, outre l'instrumentation d'un programme de semence pour garantir le cycle agricole et, évidemment, la résolution du problème des dettes des producteurs. Dans cinq villes les bureaux du Secrétariat à l'Agriculture sont occupés.⁴⁴⁹ Le lendemain, les bureaux des banques SERFIN, BANAMEX, BANRURAL et le tribunal de Namiquipa sont aussi pris pour obliger à la suspension des embargos et des actions judiciaires contre les débiteurs ruraux.⁴⁵⁰ Une semaine après, le coordinateur du FDC annonce que finalement ils ont obtenu que le Secrétariat à l'Agriculture accède à la remise anticipée du PROCAMPO à travers « un crédit pont » grâce auquel une banque accordera les ressources aux producteurs et ensuite les déduira des fonds de PROCAMPO au moment de l'attribution.⁴⁵¹

Postérieurement, une parenthèse s'ouvre lorsque le FDC se consacre au processus de son Second Congrès d'Etat, au cours duquel Martín Solís Bustamante sera élu comme nouveau coordinateur du FDC et dont nous parlerons plus en détail par la suite dans ce même chapitre.

Une fois dirigé par Martín Solís, le FDC développe significativement son activisme et son rapprochement avec les organisations de débiteurs de la banque. Ainsi, le 1er mai, des membres du FDC avec le *Barzón* et la Coordinatrice des Usagers de la Banque prennent les postes à péage des autoroutes à Cuauhtémoc, Saucillo et Camargo pendant trois heures, empêchant le passage des véhicules et l'encaissement des péages. Leur demande : la révision des «contrats illégaux avec la banque qui abandonnent dans la misère des centaines de personnes », comme l'indique Martín Solís.⁴⁵²

⁴⁴⁹ *Diario de Chihuahua*, 9 février 1995, note d'Alfonso Villalobos.

⁴⁵⁰ A cette date, la Coordinatrice des Usagers de la Banque (Coordinadora de Usuarios de la Banca), formée par le FDC, Cossydhac, le député local du PRD, Luis Aguilar, quelques activistes du PRD, le Comité de Défense Populaire du Nord-ouest, etc, s'était déjà intégrée dans le Chihuahua.

⁴⁵¹ *El Herald de Chihuahua*, 17 février 1995.

⁴⁵² *Diario de Chihuahua*, 3 août 1995, note de Juvencio Estrada.

Les actions communes des organisations souffrent une inflexion de plusieurs mois en raison de deux événements fondamentaux : en premier lieu, le 25 mai 1995, le député Luis Aguilar Salazar, co-fondateur du FDC et à cette époque également dirigeant de l'Union Campagnarde Démocratique, de l'Organisation pour la Défense du Patrimoine Familial et de la Coordinatrice des Usagers de la Banque périt dans un accident d'automobile ; ce décès est profondément ressenti non seulement par le FDC, mais aussi par toutes les organisations sociales et politiques de l'Etat. Le second facteur est le début d'un nouveau processus d'élection de maires et députés locaux dans l'Etat du Chihuahua où entrent d'ailleurs en compétition deux dirigeants du Front comme candidats à la députation du district dont le chef-lieu est Ciudad Guerrero : Rafaël Corral García pour le PAN et Dagoberto González pour le PRD. Tous deux sont mis en échec par le PRI, mais Dagoberto arrivera à la députation par la voie pluri-nominale.

Une autre caractéristique de l'action collective convergente de cette phase est le rapprochement et la solidarité avec l'Armée Zapatiste de Libération Nationale. Dans les discours des dirigeants et dans l'apparition des passe-montagnes, caractéristiques des zapatistes au cours des manifestations, on peut lire comment le mouvement des paysans et des débiteurs de la banque s'approprie les demandes des zapatistes et fait cause commune avec eux. Ainsi quand l'EZLN convoquera à la réalisation d'une grande consultation nationale autour du modèle économique, le coordinateur du FDC, Martín Solís, ainsi que les dirigeants d'autres organisations sociales de l'Etat, se disent prêts à participer à l'organisation de cette consultation.⁴⁵³

Dès que les élections sont passées, la lutte reprend. Le 4 août, le FDC et la Coordinatrice des Usagers de la Banque installent une manifestation permanente devant le Palais du Gouvernement, exigeant du gouverneur son soutien pour que la remise des ressources du PROCAMPO se fasse avec agilité. Trois jours plus

⁴⁵³ *Diario de Chihuahua*, 3 août 1995, note de Juvencio Estrada.

tard, le 7 août, le FDC, la Coordinatrice des Usagers et le mouvement du *Barzón* reprennent les actions.⁴⁵⁴

Le 10 août, le Président de la République, Ernesto Zedillo réalise une visite à Creel, localité de la zone de montagnes du Chihuahua. Le contingent du FDC, dirigé par Martín Solís et Victor Quintana, qui essaye d'avoir une entrevue avec le président Zedillo, en est empêché par les militaires qui ont pratiquement assiégé le village. Toutefois, les dirigeants arrivent à l'approcher et lui présentent rapidement le problème. Le président donne alors des instructions au Secrétaire à l'Agriculture pour que la subvention soit aussi accordée aux paysans qui n'ont pas pu semer par manque d'humidité.⁴⁵⁵

Malgré cela, la subvention du PROCAMPO ne va pas arriver à temps, ce qui provoquera de nouvelles mobilisations du FDC et de ses alliés, bloquant des routes et prenant des bureaux., Les chèques de la subvention sont finalement remis à partir du 28 septembre.⁴⁵⁶

Le 19 octobre, dans une conférence de presse conjointe, quelques douze organismes non gouvernementaux font connaître les détails des marches simultanées dénommées « Tous pour Chihuahua », qui partiront de quatre points de l'Etat pour se regrouper sur la Plaza Hidalgo de la ville de Chihuahua, en guise de protestation contre la crise économique, les abus bancaires, l'augmentation de la violence et la criminalité.

Les organisations qui intègrent ce vaste front formant la mobilisation massive de novembre sont ; le Front Démocratique Paysan, la Coordinatrice Nationale des Usagers de la Banque, le COSSYDDHAC, le Centre d'Attention aux Travailleuses, le Barzón, l'ODEPAFA, les Promenades de Chihuahua, le Lotissement Alamedas,

⁴⁵⁴ *El Herald de Chihuahua*, 5 août 1995, *Diario de Chihuahua*, 8 août 1995, note de Víctor González et Raúl Lechuga.

⁴⁵⁵ *Diario de Chihuahua*, 11 août 1995, note de Enrique Rodríguez V.

⁴⁵⁶ *El Herald de Chihuahua*, du 22 au 29 septembre 1995.

la Convention Nationale Démocratique, les Mères de Disparus, le Marché de Chihuahua et les Usagers du Nord-ouest.⁴⁵⁷

Le 26 octobre les organisations de « Tous pour Chihuahua » font connaître leurs demandes principales : livraisons anticipées du PROCAMPO, protection de l'environnement, respect des droits de l'homme, législation sur les problèmes des femmes, programme urgent de promotion et d'investissement dans les campagnes, fin aux augmentations de l'impôt foncier, de l'électricité, de l'eau, du transport urbain et du téléphone, régularisation des voitures « *chuecas* ». S'y ajoute l'exigence d'un changement de modèle économique, le rejet de l'impôt sur la valeur ajoutée (IVA) sur les aliments et les médicaments et la demande de liberté pour les prisonniers politiques.⁴⁵⁸

Le 4 novembre commence la marche à pied de « Tous pour Chihuahua » à partir de divers points de l'Etat. A Cuauhtémoc, le Père Camilo lui donne sa bénédiction et le FDC en compagnie d'autres organisations entament une marche de 100 kilomètres jusqu'à la capitale de l'Etat. Dans le sud, à Jiménez, de même qu'à Camargo et Delicias, le *Barzón* amorce son avancée vers la capitale.⁴⁵⁹

Le 7 novembre, ayant concentré sur la Plaza Hidalgo environ mille personnes, 50 tracteurs, 50 chevaux et plus de 100 véhicules, la marche « Tous pour Chihuahua » termine par un meeting.⁴⁶⁰

A partir de ce jour, « Tous pour Chihuahua » entame une série de journées de lutte à partir de son campement sur la Plaza Hidalgo de Chihuahua. Le 9 novembre, ils bloquent les installations des banques SERFIN, BANAMEX, BANCOMER et INVERLAT avec des tracteurs et des chevaux. Ils marquent aussi leur présence au

⁴⁵⁷ *Diario de Chihuahua*, 20 octobre 1995, note de Raúl Lechuga M.

⁴⁵⁸ *Diario de Chihuahua*, 27 octobre 1995, note de Juvencio Estrada L.

⁴⁵⁹ *Diario de Chihuahua*, 5 novembre 1995, note de Juvencio Estrada L.

⁴⁶⁰ *Diario de Chihuahua*, 8 novembre 1995, note de Juvencio Estrada.

Congrès de l'Etat, où les reçoit une commission de députés de tous les partis politiques. La déclaration du mouvement est lue à la séance plénière du Congrès, ce qui amène le coordinateur de ce dernier, Miguel Etzel Maldonado, qui appartient au PRI, à affirmer que la politique néo-libérale d'Ernesto Zedillo a été « un échec ». A ce même moment, les organisations affiliées au PRI, CNC et CCI, demandent à être incluses dans ces propositions.⁴⁶¹

Le 10 novembre, un groupe nombreux de représentants du mouvement « Tous pour Chihuahua » se dirige à la délégation du Secrétariat aux Finances et au Crédit Public pour remettre un pli pétitoire qui inclut, entre autres requêtes : la remise immédiate des véhicules confisqués, l'établissement d'une table ronde de travail pour voir la possibilité d'un nouveau décret de régularisation de véhicules jusqu'aux modèles 1988 et l'arrêt des confiscations.⁴⁶²

Le week-end suivant, les membres du mouvement diversifient leurs formes de lutte, en offrant le samedi 11 une célébration œcuménique sur la Place Hidalgo, présidée par le prêtre jésuite Javier Avila et le ministre évangélique Rodolfo Peniche et en organisant pour les femmes un atelier de formation de demande de pension pour l'alimentation et l'éducation de leurs enfants. Le dimanche 12 novembre ils se rendent dans un des parcs les plus fréquentés de la capitale de l'Etat et en profitent pour s'attirer la sympathie de la population en promenant sur les chevaux ou sur les tracteurs des paysans les enfants qui abondent dans le parc.⁴⁶³

Le 15 novembre, plus d'une centaine de paysans et de membres du mouvement « Tous pour Chihuahua » effectue une manifestation très combative à l'intérieur du Palais du Gouvernement. Les membres du mouvement ont une entrevue avec les

⁴⁶¹ *Diario de Chihuahua*, 9 novembre 1995, note de Juvencio Estrada L.

⁴⁶² *Diario de Chihuahua*, 10 novembre 1995, note de Juvencio Estrada L.

⁴⁶³ *Diario de Chihuahua*, 11 et 12 novembre 1995, notes de Juvencio Estrada L.

députés des principaux partis au Congrès de l'Etat et passent la nuit dans l'enceinte de celui-ci en attendant d'être reçus par le gouverneur.⁴⁶⁴

Le 17 novembre le mouvement « Tous pour Chihuahua » s'adjudge plusieurs réussites : les pouvoirs législatif et judiciaire de l'Etat annoncent qu'ils cautionnent le mouvement. Les députés représentants du PRI, du PAN et du PRD non seulement se joignent à la déclaration mais encore offrent aux manifestants la possibilité d'utiliser leur prérogative pour éviter qu'on ne les expulse. D'autre part, le Président de la Cour Suprême de Justice, Auguste Martínez Gil, se propose pour négocier une trêve judiciaire devant les banques en faveur des débiteurs, et le député fédéral du PRD, Víctor Quintana, convoque tous les députés fédéraux de l'Etat à soutenir les demandes de « Tous pour Chihuahua », selon les déclarations des portes-parole du mouvement, Emilia Sandoval, Roberto Cázares et Gabino Gómez.⁴⁶⁵

Le 18 novembre, après 14 jours de garde, les quatorze organisations de « Tous pour Chihuahua » décident de se retirer et dans un manifeste dirigé à la population, soulignent les succès obtenus :

« Deux semaines de lutte intense ont été deux semaines de réussites et de progrès. Nous avons convaincu le Congrès de l'Etat, le Pouvoir Judiciaire et le Pouvoir Exécutif de la légitimité de nos demandes. Nous avons obtenu qu'ils s'engagent à se mettre à la tâche pour :

- *générer des millions de salaires journaliers pour les paysans et obtenir des soutiens extrabudgétaires ordinaires adaptés aux caractéristiques de notre agriculture.*
- *chercher une trêve judiciaire qui protège le patrimoine des débiteurs de la banque, installer des défenseurs commis d'office et analyser la légalité ou non des contrats.*
- *éviter que la confiscation de véhicules d'origine étrangère continue et chercher à établir un système juste de régularisation.*

⁴⁶⁴ *Diario de Chihuahua*, 16 novembre 1995, note de Juvencio Estrada, Mario Flores et Eva Trujillo.

⁴⁶⁴ *Diario de Chihuahua*, 11 et 12 novembre 1995, notes de Juvencio Estrada L.

⁴⁶⁵ *Diario de Chihuahua*, 17 novembre 1995, note de Juvencio Estrada.

- *combattre les hausses tarifaires des services publics et empêcher les coupures.*

Nous unissons nos efforts pour créer au sein de chacun des trois niveaux du pouvoir des organismes spécialisés pour la promotion et la surveillance des droits de la femme. Nous allons nous coordonner pour défendre les droits de l'homme, du territoire, de la culture et des ressources naturelles des peuples indiens.

Nous avons progressé de manière significative dans plusieurs domaines : remise du PROCAMPO, fidéicomis du Marché Chihuahua, élimination de démarches bureaucratiques à la Commission Fédérale d'Électricité.

Mais le plus important de ces deux semaines, c'est qu'elles ont fait fleurir l'unité, la conscience et l'espoir. Nous avons pu nous prouver que, malgré l'atmosphère d'incertitude et de pessimisme, nous sommes des citoyens et des citoyennes organisés capables de promouvoir la participation collective et le partage du leadership. »⁴⁶⁶

Le fait de lever le campement ne signifie pas l'inactivité de « Tous pour Chihuahua ». Les six semaines qui restent de l'année 1995 connaîtront une activité intense et diversifiée pour exprimer différentes demandes : négociations pour obtenir la trêve judiciaire, prises des fourrières du Secrétariat aux Finances pour récupérer les voitures confisquées, caravane de protestation contre la pénurie. Ils termineront l'année tambour battant : à partir de la détention des dirigeants nationaux du *Barzón*, Alfonso Ramirez Cuellar et Enrique Puebla, fin décembre, « Tous pour Chihuahua » annoncent qu'ils vont entreprendre un jeûne le 29 décembre. Toutefois, les deux dirigeants sont libérés ce même jour et la mobilisation est suspendue.⁴⁶⁷

Le 7 janvier 1996, « Tous pour Chihuahua » propose la formation d'une commission médiatrice afin de négocier les conflits entre les banques et les usagers de la banque. Elle serait intégrée par l'archevêque émérite, Don Adalberto Almeida, l'universitaire Gabriel Cámara, l'écrivain Carlos Montemayor, le prêtre jésuite Mario López Barrio, les sénateurs Martha Lara du PRI, Luis H. Álvarez du PAN, Madame Pilar Estrada, le journaliste Francisco Javier Pizarro et l'actuel

⁴⁶⁶ Mouvement «*Todos por Chihuahua*», communiqué du 17 novembre 1995.

⁴⁶⁷ *El Heraldo de Chihuahua*, 24 novembre, 6, 29 et 30 décembre 1995.

président du Congrès de l'Etat. La majorité d'entre eux accepte l'invitation, mais le Centre Bancaire demande un délai pour étudier la question. Finalement, la commission proposée se constitue le 18 janvier.⁴⁶⁸

Le 15 janvier, « Tous pour Chihuahua » s'unit aux mobilisations des organisations de propriétaires de véhicules irréguliers, ODEPAFA et ONAPAFA,⁴⁶⁹ pour demander la régularisation de 130.000 véhicules d'origine étrangère qui circulent dans l'Etat.⁴⁷⁰ Deux jours après, dans un impressionnant déploiement de force, plus d'une centaine d'agents des polices judiciaires de l'Etat et de la Fédération affrontent les affiliés et les dirigeants d'ODEPAFA, du *Barzón* et du mouvement « Tous pour Chihuahua », qui maintenaient bloquée la Douane Intérieure de la SHCP dans le Parc Industriel Las Américas et qui exigeaient de freiner une possible confiscation de voitures irrégulières « *chuecas* ». Le solde en est de huit personnes blessées et cinq dirigeants arrêtés. Pour leur part, des députés locaux représentants du PRI et du PRD au Congrès de l'Etat ont une rencontre avec le gouverneur Barrio auquel ils expriment leur non-conformité au sujet de la répression et lui demandent la liberté immédiate des détenus.⁴⁷¹

Non seulement ces faits ne freinent pas les mobilisations, mais ils les stimulent plus encore : le 19 janvier, « Tous pour Chihuahua » prend des tribunaux et barre des routes dans trois agglomérations du nord-ouest et du centre sud de l'Etat en présentant une dénonciation contre un juge qu'ils considèrent en cheville avec les banquiers⁴⁷² Le 22 janvier, la coalition entame une « Journée contre la Répression » dans la ville de Chihuahua, pour protester contre les actions policières des jours précédents, tandis que les représentants de la Commission

⁴⁶⁸ *Diario de Chihuahua*, 8 janvier 1996, note d'Eva Trujillo et Juvencio Estrada. 9 janvier 1996, note d'Alfonso Villalobos et Manuel Quezada; *El Heraldo de Chihuahua*, 19 janvier 1996.

⁴⁶⁹ *El Heraldo de Chihuahua*, 18 janvier 1996, note de Víctor Salinas.

⁴⁷⁰ Au vu de la prolifération des véhicules importés de manière irrégulière, plusieurs organisations de propriétaires se constituent pour empêcher les confiscations. Nous avons déjà expliqué dans le précédent chapitre, comment Luis Aguilar, dirigeant du FDC puis député local, fonda l'Organisation pour la Défense du Patrimoine Familial (ODEPAFA); postérieurement sera fondée l'Organisation Nationale du Patrimoine Familial (ONAPAFA).

⁴⁷¹ *El Heraldo de Chihuahua*, 18 janvier 1996, note de Víctor Salinas.

⁴⁷² *Diario de Chihuahua*, 20 janvier 1996, note de Juvencio et Eva Trujillo.

Médiatrice obtiennent une entrevue avec le gouverneur Barrio pour solliciter la garantie du droit de manifestation.⁴⁷³

La coalition diversifie ses actions et ses demandes : le 24 janvier, des membres de « Tous pour Chihuahua » kidnappent deux camions de livraison de gaz à usage domestique ; ils les amènent au délégué du Secrétariat au Commerce et à l'Industrie pour lui démontrer qu'il manque jusqu'à 6 kilos de gaz LP sur des réservoirs de 45 kilos, exigeant le respect du poids ainsi que des actions contre les entreprises fraudeuses :⁴⁷⁴

Le 18 février, le FDC et COSSYDDHAC au nom de « Tous pour Chihuahua » dénoncent que, depuis 14 février dernier, 32 familles qui habitaient le village de Palanganas, dans la municipalité de Nuevo Casas Grandes, ont été délogées et leurs maisons détruites par des bulldozers, ainsi que l'école et le local où l'on offrait une attention médicale aux habitants et que le bétail des paysans a été dispersé sur les terres où ils semaient et élevaient leurs animaux depuis de nombreuses années. De plus, la police a détenu 8 paysans accusés d'occupation de terres. Cette dénonciation entraînera par la suite une des luttes agraires les plus importantes du FDC.⁴⁷⁵

Fin février, « Tous pour Chihuahua » intensifie à nouveau ses actions. Le 27, ses adhérents commencent par un meeting un campement en guise de protestation sur la Plaza Hidalgo, accompagnés de chevaux et de tracteurs. Ils exigent une réponse aux différents points de leur manifeste du mois de novembre 1995.⁴⁷⁶ Le lendemain, ils bloquent les accès aux bureaux de huit banques dans le centre de la capitale de l'Etat.⁴⁷⁷ La combativité du contingent se déploie un jour après lorsque, bloquant les bureaux du Secrétariat des Finances dans cette même

⁴⁷³ *Diario de Chihuahua*, 23 janvier 1996, note de Juvencio et Eva Trujillo.

⁴⁷⁴ *El Heraldo de Chihuahua*, 25 janvier 1996, note de Jorge Macías R.

⁴⁷⁵ *Diario de Chihuahua*, 19 février 1996, note de Juvencio Estrada.

⁴⁷⁶ *Diario de Chihuahua*, 2 février 1996, note de Juvencio Estrada.

⁴⁷⁷ *Diario de Chihuahua*, 3 mars 1996, nota de Juvencio Estada.

capitale, plusieurs dizaines de membres de « Tous pour Chihuahua » connaissent un affrontement avec des agents de la Police Judiciaire de l'Etat.⁴⁷⁸

Le 2 mars, l'action de « Tous pour Chihuahua », en particulier celle du FDC, se transporte en milieu rural, où de nombreux producteurs, dirigés par le co-fondateur du FDC, Humberto Ramos Molina, ont pris plusieurs entrepôts de CONASUPO pour réclamer une augmentation du prix du haricot qu'ils ont livré en vue de sa vente à cette entreprise para-étatique. De cette façon, des membres de la coalition, des paysans du FDC et d'autres organisations prennent l'entrepôt le plus important de la CONASUPO dans l'Etat : celui de Palomas, à 40 km de la capitale. Les producteurs allèguent que CONASUPO les a payés 1.920 pesos la tonne, pour la revendre jusqu'à 5.000 pesos, ce pourquoi ils exigent qu'elle leur soit payé au moins 4.000 pesos. Ils affirment qu'ils ne laisseront pas sortir un grain des magasins tant que leurs requêtes ne seront pas prises en compte et désignent le député fédéral Victor Quintana comme leur représentant pour négocier avec l'entreprise.⁴⁷⁹ Celui-ci entreprend donc les négociations et les producteurs, ainsi que les militants de « Tous pour Chihuahua », continuent à monter la garde dans les entrepôts de Palomas pendant deux mois et demi.

En dialoguant avec les producteurs, Quintana élabore une proposition pour CONASUPO : qu'il soit permis aux producteurs de sortir tout le haricot qu'ils ont livré à l'entreprise pour le vendre à leur compte et payer ensuite à la CONASUPO les 1.920 pesos la tonne qui leur ont été payés plus le coût du stockage. Le 15 mai, le directeur général de la CONASUPO, Humberto Moscón, offre aux producteurs de sortir seulement les deux tiers des 4.700 millions de tonnes de haricot pour qu'ils puissent les commercialiser. Son offre est rejetée et les paysans aidés par « Tous pour Chihuahua » commencent à soutirer le haricot de plusieurs entrepôts. A Carvajal, municipalité de Cusihuirachi, ils sont cernés par la police anti-mutinerias, mais reçoivent l'appui et la solidarité de toutes les communautés

⁴⁷⁸ *Diario de Chihuahua*, 3 mars 1996, nota de Juvencio Estada.

⁴⁷⁹ *Diario de Chihuahua*, 21 mai 1996, note de Manuel Quezada B.

voisines.⁴⁸⁰ Au moment même où les activistes soustraient le haricot des entrepôts, leurs représentants, dirigés par Humberto Ramos, Martín Solís et Víctor Quintana, commencent un cycle de difficiles négociations avec la CONASUPO et certains représentants du Congrès et du Gouvernement de l'Etat.

Au milieu d'une grande tension causée par la prise des entrepôts et le harcèlement de la police anti-mutinerias, une solution est enfin obtenue le 21 mai : le coordinateur du FDC, Martín Solís, informe que la CONASUPO accepte de restituer 4.900 tonnes de haricot aux producteurs, soit 70% du stock des entrepôts pour qu'ils les commercialisent directement, après quoi ils payeront deux pesos par kilo à la CONASUPO. Une convention est signée à ce sujet et les producteurs et « Tous pour Chihuahua » libèrent les entrepôts occupés. Une partie de la récolte à commercialiser sera directement vendue dans les colonies populaires de Chihuahua à 4,50 pesos le kilo, alors que sur le marché elle se trouvait à sept pesos.⁴⁸¹

Au cours de mars, avril et mai 1996, les militants de « Tous pour Chihuahua » effectuent des actions variées :

- ils empêchent plusieurs expulsions de leurs logements de personnes ayant des dettes d'hypothèques ou de loyers.⁴⁸²
- Ils récupèrent des voitures saisies et prennent les installations du Secrétariat aux Finances pour exiger de nouveau la régularisation des véhicules « *chuecos* ». ⁴⁸³
- Ils s'affrontent à des mandats d'arrêt ayant pour motif, dans les cas de Martín Solís et d'autres dirigeants, les actions contre les avocats des banques et font aussi l'objet de répression de la part de la police judiciaire de l'Etat.⁴⁸⁴

⁴⁸⁰ *La Jornada*, México, D.F., 16 mai 1996, note d'Alejandro Romero.

⁴⁸¹ *Diario de Chihuahua*, 29 mars 1996, note de Alfonso Ramírez; 3 avril 1996, note de Juvencio Estrada.

⁴⁸² *El Heraldo de Chihuahua*, 11 avril 1996, note de Marcos Monroy.

⁴⁸³ *El Heraldo de Chihuahua*, 11 avril 1996, note de Marcos Monroy.

⁴⁸⁴ *Diario de Chihuahua*, 16 mars 1996, note de Juvencio Estrada.

- Ils font irruption dans le défilé officiel du 1er mai et exigent une augmentation salariale d'urgence, ils condamnent la politique économique du gouvernement et avertissent de possibles violences au terme de la trêve judiciaire accordée par les banques aux débiteurs.⁴⁸⁵

Une parenthèse à propos de la lutte agraire :

Le 17 avril, Martín Solís, coordinateur du FDC, annonce que dans quelques jours un contingent du FDC et de « Tous pour Chihuahua » entreprendra une action dans la localité de Palanganas, commune de Casas Grandes, pour récupérer des terres et un village dont avait été dépouillés les « *ejidatarios* » depuis mars 1995. Comme nous le relations plus haut, 32 familles avaient été alors délogées par des policiers judiciaires de l'Etat, lesquels, à l'aide de machines « caterpillar », avaient démolit l'église et l'école. Au moment dont nous parlons, la famille Navar Corral, qui se disait propriétaire du terrain, y maintenait une garde armée de 18 personnes.⁴⁸⁶

Le 1er mai, des dirigeants des organisations qui intègrent le mouvement « Tous pour Chihuahua » se rendent à la communauté de Palanganas, afin de cerner les lieux et récupérer les terres. Ils sont accompagnés par le Père Camilo Daniel, président de COSSYDDHAC, et le député fédéral Víctor Quintana.⁴⁸⁷ Le contingent campe plusieurs jours sur l'ancien emplacement du village et manifeste son soutien aux familles paysannes. Cette action sera décisive pour que, l'année suivante, la communauté de Palanganas récupère onze mille hectares.

Durant les premiers jours de 1997, les « *ejidatarios* » de Palanganas, soutenus par le FDC, entament une manifestation permanente devant le Palais de Gouvernement pour exiger le remplacement de leurs terres. Des familles entières y prennent part qui improvisent même une école sur la Plaza Hidalgo pour

⁴⁸⁵ *Diario de Chihuahua*, mai 1996, note d'Alejandro Salmón.

⁴⁸⁶ *El Heraldo de Chihuahua*, 17 avril 1996.

⁴⁸⁷ *Diario de Chihuahua*, 8 janvier 1997, note d'Alejandro Gutiérrez.

dénoncer ainsi que la famille Navar, grand propriétaire qui dit posséder les terrains, a incendié leurs logements et l'école du village. Martín Solís, coordinateur du FDC, expose sur cette même place les problèmes agraires dont s'occupe son organisation : outre le cas de Palanganas, celui des communautés indigènes d'Humaniza, La Laguna, San José Baqueachi et des « *ejidos* » Morelos Agrarista et Chopeque.⁴⁸⁸

La manifestation, avec son campement et son école, se prolonge plusieurs jours. Le FDC la renforce en barrant des routes dans diverses parties de l'Etat les 23 et 28 janvier et en organisant un forum de paysans sur les questions agricoles, tenu le 23 également sur la même place, avec la participation d'*ejidos* de divers *municipios* dont les demandes atteignent les 200.000 hectares.⁴⁸⁹

Ce même 28 janvier, le gouvernement de l'Etat propose aux « *ejidatarios* » de Palanganas et au FDC de les doter de 11.000 hectares et de les financer pour former une nouvelle unité productive. Le FDC, pour sa part, exige 16.000,500 hectares et la reconstruction du village, plus des ressources pour des projets productifs. Après plusieurs mois, le FDC et les « *ejidatarios* » accepteront la proposition gouvernementale, augmentée de la reconstruction du village. Ce succès sera très significatif en raison du nombre d'hectares dont il s'agissait et en tenant compte du fait qu'à cette époque le gouvernement fédéral avait déjà décrété la fin de la répartition agraire.⁴⁹⁰

Les luttes du deuxième semestre 1996 :

En juin, « Tous pour Chihuahua » reprend de nouveau ses actions dans la capitale de l'Etat ; le 11, ils prennent la Plaza Hidalgo avec des machines agricoles et du bétail, tout en tenant un congrès auquel assiste le dirigeant national du Barzón, Maximiano Barbosa. Ils réitèrent là leurs demandes de solution au

⁴⁸⁸ *El Heraldo de Chihuahua*, 24 et 29 janvier 1997, notes de Blanca Bustillos.

⁴⁸⁹ *El Heraldo de Chihuahua*, 29 janvier 1997.

⁴⁹⁰ *El Heraldo de Chihuahua*, 29 janvier 1997.

problème des crédits en arriérés de paiement.⁴⁹¹ Au bout de cinq jours le campement est levé.⁴⁹²

De la mi-juin à la mi-octobre, «Tous pour Chihuahua » déploie à nouveau une grande variété d'actions dans une grande partie de l'Etat, les plus remarquables étant :

- Les mobilisations pour la délivrance du PROCAMPO : Approximativement 500 affiliés du Front Démocratique Paysan prennent le 13 juin les bureaux de la SAGDR à Guerrero et sept tronçons de route dans différents points de l'Etat en protestation contre le manque de soutien aux campagnes et pour exiger la remise immédiate de l'aide économique du PROCAMPO aux agriculteurs.⁴⁹³
- Les empêchements d'expulsions de logements et d'embargos.⁴⁹⁴
- Les barrages de routes pour exiger la trêve judiciaire et l'arrêt des confiscations de véhicules « *chuecos* ». ⁴⁹⁵
- Le lancement de la campagne « sauve ta maison » au mois d'août. On ouvre des « bureaux » de l'organisation en pleine Plaza Hidalgo de la ville de Chihuahua où l'on commence à orienter les débiteurs de crédits hypothécaires et à les former pour qu'ils défendent. L'affluence est telle que l'on décide d'aider aussi les débiteurs de cartes de crédit et de continuer indéfiniment la campagne et les cours de formation.⁴⁹⁶
- Les manifestations de protestation en solidarité avec les étudiants non admis à l'École Normale de l'Etat et aux « *bachilleratos* » (équivalents des collèges, NDT). Les manifestants portent des vêtements de deuil et protestent en face du Palais du Gouvernement contre le rejet des candidats

⁴⁹¹ *Diario de Chihuahua*, 13 juin 1996, note d'Enrique Rodríguez et Eva Trujillo.

⁴⁹² *El Heraldo de Chihuahua*, 12 juin 1996, note de Marco Monroy.

⁴⁹³ *El Heraldo de Chihuahua*, 12 juin 1996, note de Marco Monroy.

⁴⁹⁴ *Diario de Chihuahua*, 14 juin 1996, note d'Alfonso Villalobos L.

⁴⁹⁵ *El Heraldo de Chihuahua*, 23 juin 1996, *Diario de Chihuahua* 31 août 1996, note d'Enrique Rodríguez, 4 septembre 1996, note d'Eva Trujillo

⁴⁹⁶ *Diario de Chihuahua*, 5 juillet 1996, note d'Enrique Rodríguez.

et contre la militarisation croissante de l'Etat.⁴⁹⁷ Ils manifestent ensuite aux postes de péage de l'autoroute : ils en sont délogés par la force et sept des dirigeants de la coalition sont arrêtés. Ils sont libérés plusieurs heures après, grâce à la pression du mouvement et de plusieurs députés locaux.⁴⁹⁸ Ils rejettent le programme de restructuration des crédits en arriérés de paiement proposé par le gouvernement fédéral, le considérant : « unilatéral, trompeur et illicite ». ⁴⁹⁹

Les attaques externes, la division et la rupture internes :

Les attaques à « Tous pour Chihuahua » ne sont pas faites attendre, et nous ne parlons pas seulement des menaces et de la répression de la part du gouvernement. Depuis juin, la coalition dénonce que plusieurs organisations sociales qui ont accepté le « *Plan Ranchero* » (un programme du gouvernement de Francisco Barrio pour restructurer les dettes envers la banque) ont entamé une attaque contre ses membres.⁵⁰⁰ Par la suite, le 31 juillet, Lucha Castro, dirigeante de « Tous pour Chihuahua » porte plainte devant le Procureur Général de Justice pour menaces de mort par voie téléphonique.⁵⁰¹

Le 6 août, apparaît un étrange groupe appelé « le *Barzón* Hypothécaire » (« *El Barzón Hipotecario* ») qui provoque les dirigeants de « Tous pour Chihuahua » à une violente confrontation aux alentours des tribunaux.⁵⁰²

Toutefois, ce ne sont pas les attaques externes, mais les problèmes internes qui finiront par démembrer « Tous pour Chihuahua ». Le 10 octobre 1996, la presse fait savoir que cinq organisations membres de la coalition : le Front des Consommateurs, le Comité de Mères de Prisonniers et Disparus Politiques, la Fédération de l'Etat le *Barzón* (groupe dirigé par Robert Cázares), les Colons de

⁴⁹⁷ *Diario de Chihuahua*, 2 septembre 1996, note d'Alfonso Villalobos.

⁴⁹⁸ *El Heraldo de Chihuahua*, 8 septembre 1996.

⁴⁹⁹ *El Heraldo de Chihuahua*, 8 septembre 1996.

⁵⁰⁰ *Diario de Chihuahua*, 27 juin 1996, note d'Enrique Rodríguez.

⁵⁰¹ *Diario de Chihuahua*, 1er août 1996, note de Carlos Coria.

⁵⁰² *Diario de Chihuahua*, 7 août 1996, note d'Enrique Rodríguez.

Promenades de Chihuahua et le Centre d'Attention à la Femme Travailleuse se tiennent à distance de « Tous pour Chihuahua » en attendant que la dirigeante Luz Estela Castro (Lucha) se retire de l'organisation « parce qu'elle n'a pas respecté ses propres principes ». ⁵⁰³ Deux jours après, Lucha Castro elle-même, Gabino Gómez et Pavel Aguilar, dirigeant d'ODEPAFA, se réunissent dans le local du FDC, affirment qu'il n'y a pas eu de scission et appellent les autres organisations à oublier les rivalités et à reconstruire le mouvement. ⁵⁰⁴

La division s'approfondit les jours suivants. Comme les accusations contre Lucha Castro se maintiennent, différents groupes prennent sa défense, par exemple, les membres du *Barzón* des communes de Cuauhtémoc, Bachíniva, Namiquipa et Buenaventura. D'autres personnes indiquent qu'elles n'ont pas été consultées pour publier le texte dénonçant Mme Castro. Ils signalent en outre que la corruption se trouve dans le groupe qui lance les accusations et dont les membres essaient de se mettre en valeur en vue d'obtenir une candidature du PRD. ⁵⁰⁵

Ce même jour, un total de 22 organisations souligne que Luz Estela Castro a employé des tactiques déloyales pour leur nuire et qu'ils ne veulent pas être complices d'actions malhonnêtes; à cause de cette situation, ils rendent publique leur décision de retirer leur soutien.

Les organisations qui soutiennent la sortie de Luz Estela Castro sont : le Front des Consommateurs, (FEDECO), les Promenades de Chihuahua, l'Union des Petits Chefs d'Entreprise, le *Barzón* des communes de Chihuahua, Ojinaga, Delicias, Jiménez, Madera, Meoqui, Ignacio Saragoza, Aldama, Gómez Farías, Galeana, Buenaventura, Namiquipa, les Mennonites, Cuauhtémoc, Cárdenas et Nuevo Delicias et le groupe de soutien de l'Association pour la Défense des Droits de

⁵⁰³ *El Heraldo de Chihuahua*, 10 octobre 1996.

⁵⁰⁴ *El Heraldo de Chihuahua*, 12 octobre 1996

⁵⁰⁵ *El Heraldo de Chihuahua*, 16 octobre 1996.

l'Homme « José Llaguno ». ⁵⁰⁶ Le lendemain le groupe dirigé, entre autres, par Lucha Castro et Gabino Gómez leur répond: les membres et les conseillers de l'organisation Usagers de la Banque-le *Barzón* critiquent l'action de quelques groupes intégrants de ce mouvement et prétendent ne pas reconnaître Luz Estela Castro comme membre de « Tous pour Chihuahua », et considèrent que son attitude affecte l'esprit du mouvement. ⁵⁰⁷

Fin 1996, « Tous pour Chihuahua » a cessé d'exister. Pour sa part, comme il a été déjà exposé, le FDC continuera avec succès la lutte agraire de Palanganas et entrera dans une nouvelle phase de son action : un retour sur lui-même.

3.) Les acteurs, les leaders et leur relation.

La base sociale :

Durant cette phase, il n'y a pas d'accroissement significatif des communautés qui s'intègrent au FDC, puisque la caractéristique principale de l'action au cours de ces années-là est de faire converger les luttes avec d'autres organisations. Il apparaît, toutefois, un phénomène nouveau : l'intégration au FDC de quelques communautés et le retrait d'autres pour des différences au sujet de l'élection des dirigeants de l'Etat : ainsi, au cours du Second Congrès en 1995, l'entrée dans l'organisation des paysans de l'« *ejido* » Benito Juárez, de la municipalité de Buenaventura est décisive; de fait, son dirigeant, Martín Solís, devient second coordinateur du FDC. Mais s'agissant précisément d'une communauté récemment entrée dans la lutte, certains en viennent à penser que les élections ont été manipulées et le Prof. Dagoberto González, dirigeant de la municipalité de Guerrero, annonce durant la cérémonie de prise de possession de Martín Solís que lui et les bases de sa commune se retirent du FDC. Par la suite, entre 1995 et 1997, des communautés et des dirigeants proches de Martín Solís entreront au

⁵⁰⁶Idem. Il faut noter que, bien qu'il soit dit qu'il s'agisse de 22 organisations, en réalité, la majorité d'entre elles forment part du *Barzón* Fédération de l'Etat (*Barzón Federación Estatal*.)

⁵⁰⁷ *Diario de Chihuahua*, 17 octobre 1996, note de René Medrano.

FDC, surtout celles qui appartenait précédemment au Comité de Défense Populaire. Pour le Troisième Congrès, en mars 1997, le Prof. Dagoberto González et toute la commune de Guerrero annoncent leur réintégration au FDC. Leur participation est décisive, parce qu'ils soutiennent la candidature de Mario Vázquez qui mettra en échec le candidat de Martín Solís, Gabino Gómez et il se passera finalement le contraire : ce seront les communautés qui s'étaient à peine intégrées à partir de 1995 qui abandonneront le FDC, avec ces deux derniers dirigeants. Ils formeront plus tard le *Barzón* de Chihuahua.

A l'exception des paysans de Palanganas, pendant cette phase la base sociale du FDC ne s'accroît pas. De fait, cette base sociale, consolidée jusqu'à cette époque, va constituer le noyau de base du Front et il n'y aura pas de croissance significative les années suivantes. Les raisons peuvent être les suivantes:

- Le processus d'émigration : avec l'aggravation des politiques d'ajustement au point de vue agricole, les paysans, surtout les jeunes, intensifient leur processus d'émigration, principalement aux Etats-Unis. Ceci réduit très clairement le potentiel de nouveaux membres pour le FDC.
- Le FDC ne s'étend déjà plus à d'autres régions de l'Etat, en partie parce qu'étant plus éloignées, ceci s'avère plus coûteux, mais aussi parce que d'autres organisations comme les deux versions du *Barzón* commencent à agglutiner des producteurs dans les régions centre-sud et nord.
- La direction du FDC néglige la stratégie de visite aux communautés, d'organisation et de mobilisation autour de leurs problèmes locaux, stratégie qui avait été fondamentale pour la croissance des années précédentes.

Sans aucun doute, la base sociale des mouvements de la CCCOSSA ou de l'OCL ou de « Tous pour Chihuahua » est très vaste et diversifiée : non seulement des producteurs du secteur d'agriculture pluviale y prennent part, mais aussi des agriculteurs de l'irrigation, d'arbres fuitiers et des éleveurs. Il y a aussi des habitants des couches moyennes et des classes populaires des villes qui

défendent leur maison, leur véhicule, leur petite affaire contre les banques et contre les dispositions du gouvernement fédéral. Il y a des femmes, des chauffeurs de taxis, des vendeurs louant des emplacements sur les marchés. Ils ne se trouvent pas seulement à l'ouest du Chihuahua, mais aussi dans les villes principales, comme Cuauhtémoc, Delicias, Camargo, Parral et occasionnellement dans la lointaine Ciudad Juárez. Toutefois, cette base sociale si vaste et diversifiée sera seulement conjoncturelle : à la fin des mouvements en coalition, le FDC retournera à ses bases traditionnelles dans l'ouest de la région.

La dynamique complexe des leaderships :

Au cours de cette phase, se produit une véritable rotation de leaderships dans le FDC, provoquée par la sortie de quelques leaders, du changement de fonction d'autres et de l'incorporation de nouveaux éléments. Mais ce processus n'est pas exempt de conflits :

Les trois fondateurs : Dans cette période, le professeur Antonio Becerra met fin à sa participation habituelle dans le FDC, entre autres, parce qu'il devient président du Comité Exécutif Etatique du PRD ; ses interventions deviennent alors plutôt sporadiques. Humberto Ramos Molina oriente sa participation vers d'autres groupes, il tourne d'abord son soutien vers les débiteurs de la banque puis vers les producteurs de haricot et de maïs qui combattent pour récupérer le grain qu'ils ont livré à la CONASUPO, comme il a été indiqué plus haut. Toutefois, il ne se réincorporera pas au FDC. Le Père Camilo Daniel, le plus lié au Front, continue à y participer sans que ce soit de façon permanente et cependant, dans les moments critiques, sa participation est décisive : lors des comparutions devant le Congrès des Etats-Unis, de la lutte contre la répression à Bachíniva et du mouvement par la récupération des terres de Palanganas. Il maintient donc une direction effective, bien que non constante.

L'équipe conseillère : l'équipe de la phase précédente subit aussi des changements. Luis Aguilar se consacre totalement à son travail comme député local et décède en mai 1995. Gabriel Borunda continue à en faire partie au moins jusqu'à 1996, de même qu'Ignacio Galicia, qui s'était incorporé en 1992.⁵⁰⁸ Enrique Ochoa se retira à la suite d'un conflit avec le coordinateur du FDC et le reste de l'équipe en décembre 1993. Victor Quintana, pour sa part, depuis la campagne électorale de 1994, s'est retiré temporairement et depuis novembre de cette année-là, date à laquelle il entre à la Chambre de Députés du Congrès de l'Union, il changera sa façon d'intervenir, sans laisser le FDC, : il laissera les tâches immédiates, servira de liaison avec les instances du gouvernement fédéral, et à certains moments cruciaux, fera partie de la direction, par exemple, au moment de la formation de « Tous pour Chihuahua » ou dans le mouvement de récupération de grains des entrepôts de la CONASUPO.

D'autre part, depuis que Martín Solís assume la coordination du FDC en 1995, Gabino Gómez commence à assumer de fait la charge de conseiller. Comme nous l'avons déjà indiqué, celui-ci avait d'abord milité au Comité de Défense Populaire puis à la CCCOSSA et à l'OCL. Il fera partie ensuite de l'initiative du mouvement des débiteurs de la banque et postérieurement du Barzón.

Les premières « directions paysannes » : avec la célébration du Premier Congrès du FDC, en 1993, la participation paysanne s'institutionnalise comme faisant partie de la direction du FDC au plus haut niveau. On choisit un coordinateur général, un secrétaire d'organisation et un secrétaire des finances, qui formeront la Commission Exécutive du FDC. Le statut le formule clairement : ils doivent être producteurs, ce qui est supposé garantir qu'ils soient paysans. Toutefois, cette garantie ne sera pas tellement évidente : même si tous ceux qui arrivent à la

⁵⁰⁸ Ignacio Galicia est d'une origine très semblable à celle de Miguel Colunga, dont nous avons déjà parlé dans le chapitre précédent; il provient de Ciudad Juárez, d'une famille de classe populaire. Il y a participé aux travaux des groupes catholiques dans la ligne de la Théologie de la Libération : Communautés Ecclésiastiques de base, Jeunesse Ouvrière Chrétienne et aux débuts de COSSYDHAC. En novembre 1992 il s'incorpore à l'Equipe Conseillère pour remplacer Miguel Colunga, qui s'en retire temporairement pour travailler comme Secrétaire de la Mairie de Santa Isabel qui a à sa tête un membre du Front : Francisco Chávez.

coordination seront effectivement producteurs, du moins jusqu'à 2001, il est douteux qu'ils soient vraiment des paysans: Rafaël Corral, coordinateur général de 1993 à 1995 et dont le père a été combattant agraire, membre du Parti Communiste mexicain, est un producteur moyen de Colonia Independencia, Namiquipa, qui a étudié jusqu'à l'école secondaire et a participé en 1972-1973 à la lutte qui a donné naissance au Comité de Défense Populaire. Martín Solís, lorsqu'il assume la coordination, est le plus jeune pour le poste qu'ait connu le FDC puisqu'il n'a même pas 30 ans. Il est le fils d'un paysan de l'Ejido Benito Juárez, dans la municipalité de Buenaventura, qui entre malgré tout à l'École d'Agriculture « Hermanos Escobar» de Ciudad Juárez, une école qui joue un rôle très important en ce qui concerne le soutien à la formation du FDC dans ses premières années. Martín y prendra une part active et dirigera ensuite un mouvement de démocratisation de cette école, ce qui lui vaudra d'être expulsé par le groupe qui la contrôlait. Dans le cas de Rafaël comme dans celui de Martín, il s'agira de fils de paysans, eux-mêmes producteurs, mais ayant une formation scolaire avancée et une expérience significative des luttes sociales en ville.

L'élection de la direction paysanne du FDC à travers la nomination de la commission exécutive implique un réel déplacement, issu des pratiques protagonistes de la direction de l'organisation. Le coordinateur a un pouvoir tangible: il est celui qui représente le FDC devant les instances gouvernementales et non gouvernementales, celui qui dirige l'opération quotidienne de l'organisation et dirige les mobilisations. Il est certain qu'il est soutenu par les conseillers, mais ceux-ci fonctionnent maintenant seulement comme des conseillers qu'ils sont et non comme preneurs de décisions. C'est précisément ce déplacement, cette « appropriation du pouvoir » par des leaders paysans qui arrivent à la coordination du Front, ce qui va produire ensuite de multiples tensions et conflits.

Les premières tensions se produisent entre Rafaël Corral et Enrique Ochoa. Le premier perçoit que le second ne le prend pas en considération, qu'il décide de son propre chef et qu'en outre il émet des déclarations au nom de l'organisation

sans son consentement. Corral soumet l'affaire à la Commission d'Honneur et de Justice du FDC formée par les trois fondateurs et Ochoa est prié de quitter le Front en décembre 1993. Le second conflit a lieu pendant le Second Congrès, en mars 1995 : plusieurs conseillers et Corral ne souhaitent pas que Dagoberto González arrive à la coordination et, comme nous l'avons déjà exposé, ils soutiennent Martín Solís qui gagne en provoquant que González et toute la municipalité de Guerrero abandonnent le FDC pendant deux ans. Là aussi se font jour les ambitions partisans : Corral s'est peu à peu rapproché du Gouvernement de l'Etat et du PAN tandis que Dagoberto est militant du PRD. En juillet 1995, ayant rompu leurs relations, les deux dirigeants prennent part aux élections à la députation locale du district de Guerrero. Rafaël pour le PAN, Dagoberto pour le PRD. Le PRI gagne, mais Dagoberto arrive au Congrès de l'Etat sur la liste du PRD.

Un autre conflit survient lors du Troisième Congrès, en mars 1997. La tension entre Martín Solís et les conseillers Miguel Colunga et Ignacio Galicia avait considérablement augmenté au vu du rapprochement entre Solís et Gabino Gómez, considéré par beaucoup des membres du Front comme quelqu'un qui ne s'engageait pas avec le FDC mais avec le *Barzón*. Toutefois, contrevenant les statuts, puisque les conseillers ne pouvaient aspirer à la coordination du FDC, Gabino se présente comme candidat à cette coordination, soutenu par Martín Solís et les membres du *Barzón*. Les conseillers Colunga et Galicia sollicitent l'intervention de Victor Quintana, encore député fédéral et celle de Dagoberto González qu'ils invitent à revenir au FDC, ainsi que les autres membres du Front de Guerrero. Tous soutiennent Mario Vázquez, nouveau venu au FDC, ayant été trésorier municipal de Santa Isabel, candidat du Parti Vert Écologiste du Mexique à cette même mairie en 1995 et qui en 1997 était déjà très proche du PAN. Le soutien de Dagoberto et de Víctor Quintana est décisif et fait pencher le vote en faveur de Mario Vázquez. C'est alors que Martín Solís, Gabino Gómez et le groupe proche du *Barzón* décident de se séparer du FDC sous prétexte que le Front a été livré au PAN. Le fait est que dans le rejet de l'élection de Gabino Gómez comme coordinateur plusieurs facteurs entrèrent en jeu: le désir de Dagoberto de se

dédommager de la défaite que Solís lui a infligée en 1995, le questionnement de Colunga et de Quintana à propos du fait que le FDC se soit immergé dans le *Barzón* : par ailleurs, il existait un certain intérêt du Gouvernement de l'Etat, transmis par Ignacio Galicia, pour qu'un opposant comme Gabino Gómez n'arrivât pas à la coordination. Dans le chapitre suivant nous expliquerons comment les intérêts de parti et les intérêts politiques continueront à interférer au sein du FDC.

La relation bases-direction-conseillers : Il faut préciser que, du moins jusqu'à 1997, s'il existe formellement une Commission Exécutive du FDC formée par le coordinateur, le secrétaire de l'organisation et le secrétaire des finances, seul le coordinateur est à temps complet dans l'organisation, puisqu'il n'est pas envisagé que le reste de la commission exécutive soit payée et abandonne son travail agricole. La direction de fait sera donc formée par le coordinateur et les conseillers, bien que ce soit toujours avec une prédominance claire du premier entraînant des changements dans les relations de la direction avec la base dont nous mentionnerons les plus perceptibles :

Le style de direction des coordinateurs d'extraction paysanne est beaucoup plus autocratique et unipersonnel que celui de l'équipe consultative précédente. Cette dernière, ne provenant pas du monde agricole, avait quelques scrupules et convoquait les bases quand il y avait une décision importante à prendre. En revanche, les coordinateurs d'origine paysanne n'ont plus cette gêne et prennent souvent des décisions sans convoquer les bases ou les leaders municipaux.

Peu à peu le style de leadership freirien-maoïste dont nous parlions dans le chapitre précédent perd du terrain ; il va se restreindre à des moments comme les réunions de la commission permanente du FDC ou la réalisation de quelques ateliers. Par contre le type de leadership charismatique-partisan se renforce, non seulement en raison d'une option personnelle des coordinateurs, mais parce que la fluidité des conjonctures des années 1994 à 1997, la nécessité de répondre rapidement à tant de mobilisations et de participer agilement aux coalitions comme

l'OCL ou « Tous pour Chihuahua », obligent à centraliser davantage l'information et les décisions. La nécessité d'une période de lutte intense imposera donc un style de leadership beaucoup plus adapté à la mobilisation et aux mouvements. La direction du FDC, surtout le coordinateur, convoque, propose, dirige les mouvements, représente l'organisation dans les négociations avec le gouvernement, dans les relations avec d'autres organisations, recueille les demandes des communautés, etc.

Pour leur part, les bases rurales prennent part aux mobilisations dans la mesure où les demandes reflètent leurs nécessités ; elles participent aux actions, aux assemblées, font pression. Cette phase ne comportera pas beaucoup d'événements éducatifs ou de réflexion : l'action prédomine.

4.) Les formes d'organisation et d'action.

4.1 L'organisation interne du FDC.

Le Premier Congrès d'Etat du FDC est décisif en ce qui concerne l'orientation et le développement de l'organisation. Convoqué avec suffisamment d'anticipation à partir de septembre 1992, son but principal est de fixer avec clarté l'objectif, le travail et surtout la structure organisatrice du FDC.⁵⁰⁹ Dans la manière de réaliser le congrès, le but est le suivant : que la démocratie et la participation y soient réelles. A cette fin, les quatre étapes que suivra le processus du congrès sont expliquées:

- 1) Réunion des représentants des communautés de chaque *municipio*.
- 2) Assemblée dans chaque communauté pour examiner les points résolus par le Conseil.
- 3) Congrès municipal pour exposer les accords de communauté et nommer les délégués du *municipio* au congrès de l'Etat.

⁵⁰⁹ *Fuerza Campesina*, bulletin du FDC, septembre 1992, II année, no.11.

- 4) Congrès de l'Etat dans lequel chaque *municipio* expose ses accords et où l'on choisit, par un vote général, la commission exécutive.⁵¹⁰

Le contenu du congrès est présenté dans les questions qui seront examinées dans les assemblées :

- 1) Quel doit être l'objectif de notre organisation et quelles sont les tâches les plus importantes pour y parvenir ?
- 2) Quelles sont les valeurs que nous partageons ou que nous devrions mettre en pratique dans le Front ?
- 3) Qu'est-ce que nous nous proposons pour rendre plus démocratique notre forme d'organisation ?
- 4) Que faut-il faire pour que nos dirigeants offrent un meilleur service ?
- 5) Que devons-nous poser comme condition à ceux qui veulent entrer au FDC ?
- 6) Quel type de rapports devons-nous avoir avec les gouvernements ?
- 7) Quel type de rapports devons-nous avoir avec les partis politiques ? pouvons-nous nous déclarer en faveur d'un parti ?
- 8) Quel va être le soutien économique de notre organisation ?
- 9) Quelles sont les fonctions de l'équipe conseillère ? Que faut-il pour qu'une personne puisse être considérée conseiller du FDC ?
- 10) Quelle procédure faut-il suivre pour analyser les problèmes qui peuvent se présenter avec un dirigeant, un conseiller ou un militant du FDC ?

Nous sommes vraiment en présence d'un processus d'éducation et de participation populaire typique freirien-maoïste qui va conduire tout le processus du premier congrès.

Le Premier Congrès d'Etat du FDC s'effectue à Cuauhtémoc les 27 et 28 mars 1993. 150 délégués de 13 *municipios* de l'Etat y assistent. La participation au

⁵¹⁰ Idem.

cours des tables rondes se fait conformément aux questions précédentes. Lors de la systématisation des réponses, la structure de base et les statuts du FDC apparaissent, issus d'un processus de réelle participation et nous en exposerons seulement l'essentiel :

- **Objectif** : *Le Front Démocratique Paysan est une organisation sociale ayant pour objectif de base de défendre les droits des paysans, de lutter pour la démocratie dans le monde rural, c'est-à-dire, pour que les paysans soient ceux qui décident de tous les processus qui les concernent et de tout faire pour que les familles paysannes vivent dans la dignité.*
- **Appartenance** : *Peuvent entrer au FDC tous les travailleurs et les travailleuses ruraux, indépendamment de leur idéologie, doctrine religieuse ou militantisme politique...n'appartenant pas à une autre centrale rurale, étant disposés à prendre part aux activités et aux mobilisations que le Front organise et s'acquitter des contributions économiques établies.*
- **Valeurs** : *... l'honnêteté, la responsabilité, l'amour pour la démocratie, entendu comme une participation active, comme une reconnaissance à l'égalité de tous devant la loi et comme un respect des opinions et des actions différentes aux nôtres. La justice ainsi que la solidarité, celle-ci étant comprise comme une disponibilité pour soutenir nos semblables, surtout les plus faibles.*
- **Autorité** : *L'autorité maximale du FDC est l'assemblée de chaque instance, que ce soit du groupe de base, du Conseil municipal, ou du conseil rural, en fonction de la portée des décisions : seulement un groupe, toute une communauté, toute la municipalité ou tout le Front.*
- **Caractère de l'organisation** : *Le FDC est une organisation sociale, indépendante de toute instance de gouvernement, ecclésiastique ou civile et de tout parti politique. Toutefois, le Front respecte et encourage même ses membres à ce qu'ils militent de manière active et critique dans le parti politique de leur élection.*

- **Structure organisatrice** : groupes de base ou de communauté, conseils municipaux, conseil ruraux, comme organes de participation-décision. La commission permanente du FDC sera l'instance de décision ordinaire quand le Conseil rural ne se réunira pas et tiendra une session une fois par mois avec deux représentants par municipio.
- **Direction** : La commission exécutive du FDC, composée du coordinateur général, du secrétaire d'organisation, du secrétaire des finances et de leurs suppléants respectifs, qui traite habituellement les affaires du FDC et convoque aux diverses réunions, intégrera aussi un représentant de l'équipe conseillère. Cette instance durera en fonction deux ans et le Congrès de l'Etat du FDC élira la suivante.
- **Équipe conseillère** : Sa fonction est d'orienter, de soutenir et d'accompagner les membres du FDC dans les activités organisatrices, technico-productives, culturelles et politiques que les assemblées sollicitent. Ses membres devront être subordonnés aux différentes instances de décision du FDC. Quand il le leur sera demandé ils pourront avoir droit à la voix mais non au vote. Il y a quatre types de conseillers : permanents, d'honneur, à l'essai et temporaires.
- **Conseil d'honneur** : il est intégré par les militants et conseillers qui se sont distingués dans la lutte et dans l'organisation du FDC. D'emblée les trois fondateurs du Front en font partie: le Père Camilo Daniel Pérez, le Professeur Antonio Becerra Gaytán et Humberto Ramos Molina.⁵¹¹

On peut voir qu'en général, c'est une vision de démocratie de masses qui prévaut, tout à fait dans la ligne de la démocratie participante des groupes ecclésiastiques de base et des organisations maoïstes des années soixante-dix, une vision autonomiste, vraiment de base. Il y a seulement un point sur lequel le Premier Congrès soutient une discussion serrée : la forme de direction. Là s'affrontent clairement la vision partisane, défendue par le Prof. Becerra Gaytán et la vision freirienne-maoïste, défendue par Gabriel Borunda, Enrique Ochoa, le dirigeant

⁵¹¹ Frente Democrático Campesino: *Estatutos del FDC*, mars 1993.

paysan Melquíades Rocha, quelques dirigeants municipaux et Víctor Quintana. La première insiste sur le fait qu'il y ait une direction unipersonnelle qui commanderait les autres, la deuxième défend une direction plus horizontale et collective. En fin de compte c'est la première qui prédominera jusqu'à nos jours.

Au cours du Congrès, on fixe une quantité de cinquante pesos comme quote-part annuelle pour chaque membre du FDC. Toutefois, ce qui en est perçu couvre seulement une partie minimale des frais du FDC. Celui-ci, en 1993, a déjà étendu ses sources de financement à : l'« Organisation Canadienne pour le Développement et la Paix », du Canada, à « Frères des Hommes International », à « Équipe Peuple » et au « Centre National d'Appui aux Missions Indigènes », toutes deux du Mexique. En juin 1993, après une visite de représentants du « Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement » (CCFD), de France, le FDC entame une relation avec ce dernier, qui se concrétisera ensuite dans les facilités que le CCFD et « Frères des Hommes » accorderont à un projet de soutien de l'Union Européenne au Front, avec la participation de l'Équipe Peuple, du Mexique également. En 1994, le FDC dispose d'un soutien annuel qui atteint approximativement 140 mille nouveaux pesos soit quelques 45 mille dollars américains.⁵¹²

Après avoir réalisé plusieurs expériences économiques sans succès, en 1993, le FDC entame un projet de caisses d'épargne, le Fonds Solidaire du FDC. A son début et au cours de sa consolidation, la tâche de Jean-Baptiste Cousin est très importante. Il s'agit d'un volontaire français, objecteur de conscience, qui arrive au FDC en janvier 1993 grâce à la relation préalable de Víctor Quintana avec « Frères des Hommes ». Jean-Baptiste s'intègre dès le premier moment à la mobilisation et au travail ; sa participation intelligente et son dévouement seront très importants pour le premier projet à succès du FDC : la FEDECOOP, c'est-à-dire les caisses d'épargne. Nous parlerons des projets économiques deux chapitres plus loin.

⁵¹² Archives personnelles de Víctor Quintana

4.2 La participation du FDC dans des « organisations d'organisations ».

Pendant cette phase, bien que le Front consolide son organisation interne, il fait aussi preuve d'une vaste participation à des coalitions et à des mouvements de divers organismes. D'une part, le FDC continue sa participation au Réseau Mexicain d'Action face au Libre Commerce (RMALC), dont nous parlons dans le chapitre précédent, avec d'autres organisations sociales du pays. En outre, depuis 1993 le FDC est invité - et c'est la première organisation mexicaine à l'être - à faire partie de la Coalition Rurale (*Rural Coalition*), mentionnée plus haut et le FDC enverra donc d'importantes délégations aux Assemblées Générales de la Coalition Rurale aux Etats Unis: en mars 1994, en Caroline du Sud et en juin 1995, à Window Rock, Arizona.

Mais, sans aucun doute, cette phase se caractérise surtout par l'« extraversion » du FDC, puisque l'activité de l'organisation va s'effectuer de manière prédominante à travers les trois coalitions de cette époque : la CCCOSSA, les OCL et « Tous pour Chihuahua ». Nous avons élaboré le tableau suivant pour différencier chacune des trois coalitions.

Coalition	Type organisations integrantes	Base sociale	Demandes	Formes d'action	Motifs de dissolution
CCCOSSA 1992-1993	Seulement organisations paysannes, proches du Gouvernement Fédéral et du PRI et organisations qui ne le sont pas.	Producteurs ruraux: paysans, agriculteurs moyens.	Re-négociation dettes bancaires. Subventions à l'agriculture.	Manifestations permanentes, prises de banques et de bureaux. Barrage de routes. Prise du pont international.	Différences idéologiques et politiques quant à la critique faite aux politiques du gouvernement fédéral.
OCL 1994	Seulement organisations campagnardes d'opposition au gouvernement fédéral.	Producteurs ruraux : paysans, agriculteurs moyens.	Re-négociation dettes bancaires. Subventions à l'agriculture. Contre le TLCAN.	Manifestations permanentes, prises bureaux de banques, de routes, de ponts internationaux	Campagne électorale 1994. Formation de l'organe coordinateur des débiteurs de la banque.
"Tous pour Chihuahua" 1995-1996	Organisations paysannes, de débiteurs de la banque, de femmes, de droits de l'homme, de locataires de marché, de colons urbains, de consommateurs, de propriétaires de véhicules irréguliers.	Producteurs ruraux, surtout agriculteurs moyens ; couches moyennes et populaires urbaines. Travailleurs à leur compte, petits commerçants professionnels, petits commerçants	Re négociation de dettes bancaires : non aux embargos et aux exécutions judiciaires, réduction intérêts, etc. Régularisation véhicules, non confiscation de ces derniers. Contre la répression.	Actions de fait contre des embargos et réquisitions. Récupération de voitures confisquées. Marches, campements.	Différences internes entre deux blocs d'organisations.

Dans toutes ces formes de coalition il y a des caractéristiques communes quant à leur mode d'organisation : leadership collectif pour les représentants de chaque organisation: une organisation vaut un vote, indépendamment de son affiliation : les portes-parole cherchent la rotation, bien qu'ensuite la presse repère les plus à même de fournir l'information et s'adresse plutôt à eux. C'est une forme d'organisation caractéristique du type "mouvement".

4.3 Les formes d'action :

Dans un premier temps, de 1993 à août 1994, les formes d'action tendent à ressembler plutôt à celles des années précédentes : manifestations permanentes, prises de bureaux, barrages de routes, etc. Toutefois, l'arrivée de contingents de producteurs déjà plus touchés par la pression des banques, d'une part et la prise de conscience de la dimension internationale du problème –à cause des effets du TLCAN- vont rendre plus radicales les actions sans qu'elles deviennent violentes pour autant et le recours à l'« internationalisation » des actions en bloquant, par exemple, les ponts qui unissent le Mexique aux Etats-Unis va être plus fréquent.

De cette manière, en 1993 déjà, on ne prend plus seulement les banques : les paysans commencent à les barbouiller de graffitis. En octobre de cette année-là, se déroule la première action sur le Pont International de Zaragoza et en novembre suivant, l'occupation du Pont International de Santa Fe. Pour la première fois a lieu une répression contre les actions du FDC : Gabino Gómez et Víctor Quintana sont accusés devant le Procureur Général de la République à la suite de la première action. Et lors de l'occupation du pont en novembre la police de Ciudad Juárez effectue une évacuation.

En 1995, en raison de la crise bancaire qui éclatera au détriment non seulement des paysans mais aussi des débiteurs d'hypothèques, de cartes de crédit et de petites affaires, le FDC et les autres organisations associées allaient affronter directement la police quand elle se disposerait à les déloger des maisons dont les hypothèques n'avaient pas été payées, quand elle allait exécuter l'ordre d'embargo de bien meuble ou au moment de confisquer une automobile « *chueca* ». Il se produit ainsi une escalade dans le type d'actions des luttes et dans le tableau suivant nous en décrivons trois : symboliques, de pression indirecte et de pression directe et immédiate, selon le résultat cherché en donnant des exemples pour chacune:

	Actions symboliques (type 1)	Actions de pression indirecte. (type 2)	Actions de pression directe immédiate. (type 3)
Description	Expriment une demande ou une non-conformité sans provoquer une situation de force. N'ont pas un effet pratique immédiat.	Il est fait pression sur celui qui va prendre la décision en empêchant son accès à un lieu, en occupant son emplacement de travail, en lui interdisant le libre passage.	On évite que l'autorité effectue une action immédiate : une expulsion, un embargo, une coupure de courant ou l'on effectue une action sans le protocole légal ou juridique.
Exemples	Manifestation silencieuse.	Prise de bureaux, barrages de routes.	Éviter l'évacuation de logements, la confiscation de véhicules, occuper un terrain.

Le type d'actions qui prédomine en 1995 et 1996 est du type 3. Bien que les types 1 et 2 se poursuivent, la grande offensive des banques contre les débiteurs et du gouvernement contre les propriétaires de véhicules irréguliers, provoquera un grand nombre d'actions de pression directe immédiate pour éviter embargos, expulsions et confiscations. Dans cette mesure, les confrontations physiques avec la police, les arrestations des leaders y compris leur emprisonnement, même pour peu de temps, vont se multiplier au long de cette phase.

5.) Résultats immédiats obtenus :

Résultats revendicatifs : Depuis la première manifestation permanente contre le gouvernement de Barrio, en janvier 1993, le FDC commence à avoir accès aux différents programmes de soutien au logement du Gouvernement de l'Etat : ils consistent en vente de tôles pour les plafonds, de sacs de ciment, de mobilier de salles de bains à bas prix et avec des facilités de paiements. Le FDC obtient aussi depuis ce même mois une aide du gouvernement pour le fonctionnement des

caisses d'épargne avec le système « peso pour peso » consistant en ce que le gouvernement apporte un peso pour chaque peso économisé par les paysans.

Au début 1995, les mobilisations du FDC obtiennent la livraison anticipée de la subvention PROCAMPO, au début de la période d'ensemencement, au printemps, au lieu des mois de juillet et août ; de même, grâce à la mobilisation du mois de juillet face au président Zedillo, on obtient que la subvention soit maintenue pour les paysans qui n'ont pas ensemencé par manque d'humidité.

D'autre part, à partir du mouvement « Tous pour Chihuahua », d'importants succès revendicatifs sont obtenus : le délogement d'un bon nombre de personnes est stoppé, des véhicules confisqués par les autorités fiscales sont repris et la restructuration des dettes avec la banque est obtenue avec des « remises » c'est-à-dire des réductions d'intérêts.

Un des résultats revendicatifs les plus importants est celui de la lutte agraire de Palanganas : grâce à elle, les « *ejidatarios* » obtiennent une dotation d'onze mille hectares pour leur communauté, une surface très peu souvent accordée dans d'autres luttes.

Une autre revendication obtenue est la suivante : la CONASUPO accepte le retrait de ses entrepôts de 4.900 tonnes de haricot que les producteurs avaient déjà livrées pour qu'ils les commercialisent directement et qu'ils payent par la suite à l'entreprise ce qu'elle-même leur avait payé, ce qui va permettre aux producteurs de recevoir au moins deux pesos de plus par tonne. On obtient ensuite la même chose avec le maïs. Grâce à ce système, le schéma conçu par le FDC appelé « schéma de rétro-achat » sera mis en œuvre au niveau national.

Résultats sociopolitiques : Le FDC est consolidé depuis le début même du gouvernement de Barrio comme interlocuteur de celui-ci grâce au mouvement de janvier 1993.

Le Front Civique de Bachiniva, formé dans sa majorité par des gens du FDC obtient la libération immédiate de ses membres emprisonnés en juin 1993 et se consolide comme un acteur et une instance de vigilance de la mairie de Bachíniva.

Le Premier Congrès d'Etat du FDC aboutit au renforcement de son organisation. Malgré les tensions, le Front obtient l'institution d'un accord entre ses membres, exprimé dans sa structure organisatrice et dans ses statuts. Cet accord confère à l'organisation une grande stabilité et il lui donne des mécanismes de direction, participation, représentation et résolution des conflits. Il lui donne aussi des certitudes et les paysans qui en font partie comme les conseillers et mêmes les autorités, savent à partir de ce moment à qui s'adresser et à quoi s'attendre quand ils chercheront une relation avec le FDC. Ce fait donne au Front une bonne image externe et un plus grand poids politique dans ses relations et négociations. Même les divisions ultérieures du Front ne pourront fracturer définitivement l'union et l'action conjointe de l'organisation.

Pour la première fois depuis 1972, des coalitions d'organisations progressistes se créent dans le Chihuahua, à partir d'une multiplicité de demandes, parmi lesquelles se détache la renégociation des crédits en arriérés de paiement avec les banques. On obtient en outre l'intégration d'organisations très hétérogènes, y compris gouvernementales, de tout le Chihuahua.⁵¹³

L'activisme du FDC contre l'introduction de l'agriculture dans le TLCAN va lui faire gagner un prestige et une reconnaissance autant au niveau national qu'international. Jusqu'à ce jour, il est reconnu comme une des organisations

⁵¹³ A ce propos, voir le livre de Lau Rubén et Quintana Víctor, *Movimientos populares en Chihuahua*, UACJ, 1991.

paysannes ayant combattu ce traité avec le plus de force, de connaissance et de capacité de mobilisation.

Grâce à sa participation à la CCCOSSA, aux OCL et à « Tous pour Chihuahua », le FDC acquiert un important leadership parmi les organisations paysannes et sociales de l'Etat. Bien que par la suite il se présente une division au sein de la dernière coalition, ses réalisations politiques sont indéniables :

- L'opinion publique reconnaît la validité de ses luttes contre l'usure et en défense du patrimoine des producteurs et des familles.
- Les mêmes instances du gouvernement, même si elles le menacent ou le répriment ensuite, reconnaissent la légitimité des demandes du mouvement.
- Il influe pour que le Suprême Tribunal de Justice de l'Etat du Chihuahua se conduise avec précaution et justice dans les jugements d'embargo promus par la banque contre les producteurs, les débiteurs d'hypothèques et de cartes de crédit.
- Il établit la pratique d'aller au Congrès de l'Etat pour lui faire prendre des engagements vis-à-vis des luttes des organisations.
- Il parvient à travailler avec des directions partagées ou tournantes et, malgré les divisions immédiates, ouvrira le chemin à des coalitions postérieures et des actions conjointes.

Résultats éducatifs : Indéniablement, toute l'action du FDC pendant cette phase est un déploiement continu de la « pédagogie de l'action » dont nous parlions dans le chapitre précédent. Bien que celle-ci soit une phase où l'action prédomine sur la réflexion, les luttes et les mobilisations sur les ateliers et les événements de formation, il est incontestable que peu à peu se produisent d'importants changements chez les membres du Front quant à l'acquisition de connaissances, d'attitudes et de compétences :

- L'action contre l'introduction de l'agriculture productrice de grains de base dans le TLCAN amène les paysans à s'approprier des énoncés fondamentaux qui montrent qu'elle nuit aux paysans pauvres et au pays.
- Les prises de ponts internationaux, en plus d'inhiber la peur d'une action dans un espace pour le moins binational, montrent aux membres du Front comment elles doivent être menées à bien pour éviter la répression.
- La participation des coalitions avec d'autres organisations paysannes introduit les paysans du FDC à la connaissance de la problématique de secteurs autres que celle des paysans et des producteurs ruraux moyens. Bien qu'au début existe la méfiance et la jalousie pour l'aide aux « riches » des communautés, c'est-à-dire ceux qui profitent de l'irrigation et d'un petit capital, celles-ci disparaissent dans la mesure où les paysans voient comment la crise les affecte aussi.
- Le Premier et Second Congrès d'Etat du FDC sont d'authentiques événements formatifs au-delà de toute attente. Les participants à toutes les phases de ces congrès réfléchissent et font des apports sur la nature et le travail de leur organisation. Ils se rendent compte de la nécessité de créer des espaces de participation, d'établir des contrepoids et des mécanismes pour que les dirigeants et les conseillers rendent des comptes. Ils apprennent à suivre les règles minimales du fonctionnement démocratique et à accepter – sauf quelques exceptions- les résultats des votes.
- La nouvelle façon d'organiser le FDC, avec une commission exécutive intégrée surtout par des paysans, aboutit à une formation intensive de nouveaux leaders, surtout de coordinateurs dans des domaines très divers : la situation du monde rural au Mexique, les politiques du gouvernement, comment mener à bien une négociation, comment faire des déclarations aux médias, etc.
- Toute la confrontation avec les banques, avec le gouvernement qui agit pour elles, contre la police qui confisque des voitures ou pratique des embargos, consolide sinon une conscience de classe proprement dite, au moins une « conscience de groupes subordonnés », c'est-à-dire, de tous

ceux qui, d'une certaine manière, souffrent d'une forme exploitation et d'une subordination sociale qui s'aggravent sérieusement avec la crise économique de 1994-1995.

Conclusions partielles.

Cette phase de quatre années dans la vie du FDC que nous venons de reconstruire démontre la maturation de l'organisation tant dans son organisation que dans sa capacité de leadership à l'extérieur. La donnée de base de cette maturation est que le Front se dote d'une direction paysanne, d'une forme d'organisation et de statuts qui sont le fruit de la réflexion et la discussion des communautés du monde rural elles-mêmes. Ceci reflète de fait un *pacte* entre les diverses *municipios*, communautés, groupes et acteurs individuels qui conforment le FDC. On pourra considérer que ce n'est pas l'idéal, mais ces règles du jeu sont acceptées, connues et durables et constitueront pour de nombreuses années les cadres de l'activité des dirigeants comme des bases du Front.

Ce renforcement interne, qui a surtout lieu durant la première année de la phase que nous venons d'étudier -1993 - va être la base pour qu'ensuite le FDC devienne « extraverti », pour qu'il sorte de lui-même et de ses problématiques et commence à prendre part à des coalitions formées autour des grands problèmes qui touchent non seulement le Front, non seulement le monde rural, non seulement le Chihuahua, mais tout le pays : la rébellion de l'EZLN, la problématique des peuples Indiens, le TLCAN et son impact dans l'agriculture, la crise économique sous toutes ses formes, la crise bancaire et leurs conséquences dans l'économie des familles, etc. En ce sens, le FDC se constitue comme un acteur décisif dans le Chihuahua de la grande épopée du peuple mexicain organisé depuis le milieu des années quatre-vingt-dix : ce que nous appelons la lutte contre l'expropriation. Celle-ci se forme à partir de toute une série de mobilisations collectives dans le pays dès 1993, mais elle s'accroît avec la crise économique et bancaire de 1994 et 1995, dans laquelle joue un rôle fondamental l'organisation du « *Barzón* »,

dans la mesure où il agglutine les débiteurs, d'abord du secteur agricole et, ensuite, ceux des hypothèques, des petites entreprises, des cartes de crédits, etc.

C'est donc dans le Chihuahua, qui, selon tous les auteurs qui ont étudié ces mouvements, est l'un des Etats pionniers et formateurs du « *Barzón* », que la participation du FDC aux antécédents de cette organisation est très importante. C'est le Front qui donne davantage de solidité et de cohérence à la CCCOSSA, premier mouvement dans l'Etat qui fait face au problème des crédits en arriérés de paiement. Le FDC est donc de nouveau le moteur fondamental des OCL. Finalement, c'est une des organisations leaders du mouvement « Tous pour Chihuahua ». De fait, lorsqu'a lieu la scission de cette coalition, en octobre-novembre 1996, le FDC n'opte pour aucune des deux factions : il se maintient comme une instance d'agglutination et un espace de dialogue.

Une donnée très importante : dans le centre-sud de l'Etat, Roberto Cazares constitue depuis début 1995 le « *Barzón* », uni au groupe que dirige au niveau national Maximiano Barbosa, nommé le *Barzón* Confédération. Mais ce n'est que lorsque Gabino Gómez perdra les élections pour la direction du FDC que lui-même, Martín Solís, Lucha Castro et d'autres formeront le *Barzón* Chihuahua en coordination avec le groupement que dirige Alfonso Ramirez Cuellar au niveau national, et qui est appelé le *Barzón* Union.⁵¹⁴

Pour récapituler, les mouvements de coalition comme le sont la CCCOSSA et l'OCL, dans lesquels le FDC joue un rôle de direction, précèdent et influencent le mouvement du *Barzón* dans l'affaire des crédits agricoles en arriérés de paiement. La mobilisation intense de « Tous pour Chihuahua » coïncide donc avec l'apogée du *Barzón* au niveau national et ce n'est que lorsque « Tous pour Chihuahua » se dissoudra que se renforceront les deux versions du *Barzón* dans le Chihuahua. Ceci démontre l'importance du FDC dans la lutte des débiteurs de la banque dans

⁵¹⁴ Pour l'histoire de la scission du *Barzón* entre les factions que dirigent Maximiano Barbosa et Alfonso Ramirez Cuellar, nous recommandons totalement le livre d'Hubert Cantón de Grammont: "El *Barzón*, clase media, etc...", op.cit.

un des Etats qui se détache le plus dans cette grande mobilisation nationale contre l'expropriation du patrimoine des couches moyennes et des producteurs agricoles.

Toutefois, l'extraversion du FDC dont nous parlons va aussi entraîner quelques problèmes et contradictions. D'une part, les bases les plus traditionnelles du Front, les secteurs des producteurs pauvres, de l'agriculture pluviale de l'ouest de l'Etat se sentiront quelque peu négligés car l'organisation selon eux se centre trop sur les problèmes des débiteurs de la banque. D'autre part, le protagonisme indéniable du FDC en fait pour ses dirigeants une plate-forme de lancement vers la politique de parti en même temps qu'une proie importante pour le contrôle du gouvernement et des partis, ce qui deviendra très évident au cours du Troisième Congrès d'Etat du FDC, en mars 1997, durant les élections fédérales de cette même année et durant les élections de l'Etat de 1998 dont nous parlerons dans le chapitre suivant.

CHAPITRE 7 : QUATRIEME PHASE (1997-2001) : LE RETOUR DU FDC SUR LUI-MÊME: RECHANGE DE LEADERSHIPS ET DE PROJETS ÉCONOMIQUES.

1) La structure d'opportunités politiques :

Contexte et conjoncture nationaux :

La seconde moitié du mandat de six ans d'Ernesto Zedillo (1997-2000) va se caractériser par une avancée très significative de la transition à la démocratie dans le secteur politique. Ce sera dû plus à l'acharnement des forces de la société civile et des partis d'opposition qu'à une volonté réformiste du PRI-Gouvernement. La plate-forme de lancement de cette transition va être constituée par une nouvelle loi des organisations politiques et des processus électoraux, approuvée par le Congrès de l'Union en 1996 et la construction d'un organisme véritablement autonome pour l'organisation, la promotion, la conduite et la qualification des élections fédérales : l'Institut Fédéral Électoral (*Instituto Federal Electoral*, IFE) dont les conseillers sont nommés par ce même Congrès. Un premier résultat de ce nouveau cadre juridico-institutionnel est le suivant : après les élections législatives de 1997, l'opposition obtient pour la première fois davantage de sièges à la Chambre des Députés que le PRI. L'aboutissement de cette première phase de transition a lieu à l'occasion des élections à la Présidence de la République en 2000, lorsqu'un parti différent du PRI, le Parti Action Nationale, obtiendra pour la première fois le triomphe en portant Vicente Fox au fauteuil présidentiel. D'autre part, le membre du parti PRD, Cuauhtémoc Cárdenas Solórzano, sera élu Chef du Gouvernement du District Fédéral (Ville de Mexico), qui, pour la première fois également, aura un dirigeant choisi directement par suffrage populaire. Comme collaborateurs, Cárdenas choisira plusieurs activistes d'organisations sociales et non gouvernementales.

Dans le secteur économique, le président Ernesto Zedillo dépasse la crise et l'instabilité politique de 1994-1995 grâce à une série de nouvelles mesures

d'ajustement, surtout grâce au sauvetage des banques avec les impôts des contribuables, en même temps qu'il continue à réorienter l'économie à faveur des grands oligopoles. Il approfondit la réduction de la participation et de la régulation de l'Etat en matière agricole, de telle sorte qu'en 1998 survient la fermeture définitive de la CONASUPO puis de la Banque Nationale de Crédit Rural, dernier bastion du crédit officiel octroyé au domaine agricole. La CONASUPO est liquidée pour céder sa place à la Financière Rurale (Financiera Rural), dont le cadre d'action et le volume de crédit sont beaucoup plus limités. D'autre part, depuis 1996, le gouvernement de Zedillo entame de nouveaux programmes d'assistance au monde rural, comme le programme d'assistance technique et de financement à la production de grains de base, le programme de soutien financier au secteur agricole et de la pêche, des programmes de couverture des prix pour divers produits agricoles et des programmes d'appuis à la commercialisation agricole (PROFECA) pour divers produits.

Il faut souligner que, en ce qui concerne la politique agro-alimentaire, Zedillo autorise des importations d'aliments très au-dessus des quotas prévus par le TLCAN, afin de baisser les prix au consommateur, provoquant cependant la chute des prix pour les producteurs locaux. Ceci, associé à la réduction des frais publics dans le domaine agricole, a pour but d'obtenir ce qu'Armando Bartra appelle « la politique de vidage démographique de producteurs inefficaces entamée avec les réformes en matière agraire et l'ouverture commerciale »⁵¹⁵. Ceci démontre que l'Etat mexicain a effectué un virage dramatique dans ses alliances avec les producteurs ruraux en privilégiant les grands chefs d'entreprise en rapport avec l'exportation et les grandes entreprises transnationales de l'agro-industrie.⁵¹⁶

⁵¹⁵ BARTRA Armando, 2003, cité dans C. de Grammont Hubert: *La construcción de la democracia en el campo latinoamericano*, Clacso, Buenos Aires, 2006, p. 40.

⁵¹⁶ C. de GRAMMONT Hubert, op.cit. pp.40-41.

Les facteurs suivants : la transition à la démocratie, l'approfondissement des politiques d'ajustement en matière agricole et le changement quant aux interlocuteurs ruraux privilégiés par le régime, vont configurer la structure d'opportunités politiques dans le milieu rural mexicain de manière très différente aux années précédentes. En effet, la carte des acteurs sociaux et politiques dans le monde paysan va se redéfinir, autant en raison de l'agressivité envers les petits et moyens producteurs qu'a démontré le nouveau modèle agricole promu par Salinas et Zedillo, que pour l'inefficacité des organisations gouvernementales et de celles qui se sont rapprochées du régime pour résister aux nouvelles politiques agricoles et à l'ouverture commerciale. Il se produit un affaiblissement de la CNC et des organisations proches du PRI ainsi que des organisations qui prennent part au Conseil Agricole Permanent, qui va perdre un poids spécifique énorme. Ainsi se fortifient de nouvelles organisations, précisément en raison de leur combativité face aux réformes néolibérales : Le *Barzón*, la Coordination Nationale des Organisations de Planteurs de Café (*Coordinadora Nacional de Organizaciones Cafetaleras*, CNOOC), l'Association Nationale d'Entreprises Commerciales du Monde Agricole (*Asociación Nacional de Empresas Comercializadoras del Campo*, ANEC), et le Front Démocratique Paysan lui-même, entre autres.⁵¹⁷

Ces nouveaux acteurs ruraux vont expérimenter de nouvelles formes de lutte, favorisées précisément par le contexte d'une plus grande pluralité politique et d'une division des pouvoirs naissante. Ils dénoncent en toute clarté les énormes préjudices causés aux paysans, aux petits et moyens producteurs et, en général, à l'agriculture nationale, par les politiques d'ajustement en matière agricole. Ils entament aussi une pratique qui s'est institutionnalisée chaque année : les mobilisations paysannes et les manœuvres à la Chambre des Députés pour obtenir d'intervenir dans le budget que celle-ci assigne au secteur agricole à partir de la proposition du pouvoir exécutif fédéral. Les premières actions réalisées à

⁵¹⁷ AZIZ Alberto, *Los ciclos de la democracia. Gobierno y elecciones en Chihuahua*, CIESAS, Porrúa, UACJ, México, pp.113 et ss.

propos du budget rural de 1999, ont lieu à l'automne 1998 et à partir de là, elles deviendront désormais une pratique systématique des organisations paysannes.

Contexte et conjoncture de l'Etat du Chihuahua.

Dans l'Etat du Chihuahua, le premier gouvernement, dirigé par Francisco Barrio, issu du PAN, vit ses derniers mois. Il s'agit d'une conjoncture faite de multiples rivalités, puisque le PRI a la majorité au Congrès de l'Etat depuis octobre 1995. La relation conflictuelle que l'administration de Barrio a inaugurée avec les organisations sociales en 1992 va être maintenue. Cette phase est aussi marquée par les luttes qui ont lieu dans le contexte de la succession au poste de gouverneur de l'Etat. Il s'agit d'abord de l'opposition aux réformes électorales que promeut le PRI avec l'appui du PRD et qui vont donner lieu à ce que le PAN, le Parti Vert Écologiste du Mexique (*Partido Verde Ecologista de México*, PVEM), le PT, les organisations patronales, comme la Confédération Patronale de la République Mexicaine (*Confederación Patronal de la República Mexicana*) et sociales, comme les Femmes pour le Mexique (*Mujeres por México*), promeuvent la réalisation d'un referendum dérogatoire pour mettre à bas ces réformes.⁵¹⁸

Les réformes projettent d'importants changements au sein des organismes électoraux, tant dans leur dénomination, que dans leur intégration. Elles augmentent le nombre de députés au Congrès de l'Etat, ajoutent la figure de révocation du mandat à celles de la démocratie participative déjà incluses dans la constitution de l'Etat, comme sont le referendum et le plébiscite. Elles incluent le « pourcentage de genre » obligeant à ce qu'aucun parti ne puisse présenter plus de 70% de candidatures d'un sexe. Le groupe de citoyens et d'organisations déjà mentionnés ne sont pas d'accord avec la réforme et constituent le Conseil Citoyen du Chihuahua pour le Referendum (*Consejo Ciudadano Chihuahuense Pro Referéndum*). Les faits qu'ils contestent le plus de cette réforme sont la réorganisation des districts pour choisir les députés, les changements au Conseil des Élections de l'Etat et dans la composition du Tribunal d'Etat Electoral,

⁵¹⁸ Ibidem, pp. 119-120.

l'augmentation du nombre de députés et, surtout, le fait de ne pas avoir consulté les citoyens pour effectuer cette réforme. Le Conseil réunit 264.509 demandes de citoyens et citoyennes pour effectuer le referendum, chiffre 10% supérieur à ce que la loi exige. Cependant, l'autorité électorale rejette plus de 100.000 demandes soi-disant parce qu'elles ne remplissent pas les conditions requises et le referendum est rejeté, la réforme électorale restant telle quelle.⁵¹⁹

Dans la bataille électorale pour la candidature à gouverneur de l'Etat en 1998, il y aura des difficultés en ce qui concerne les élections internes du PRD et du PAN. Dans le premier parti, María Esther Orozco, une scientifique de prestige national, mais très peu connue dans le Chihuahua, bat le 30 janvier, en une élection serrée où voteront seulement les dirigeants municipaux du PRD, Víctor Quintana, donnant lieu à un mouvement de protestation contestant sa victoire. Au PAN, il y a de fortes dissensions internes mais finalement Ramón Galindo Noriega est élu candidat. Entre-temps, le PRI effectuera pour la première fois une élection interne ouverte à la citoyenneté et Patricio Martínez García, chef d'entreprise, ex-maire de la ville de Chihuahua, gagnera la nomination. En juillet 1998, le PRI récupère le gouvernement avec le triomphe de Patricio Martínez, qui entamera sa gestion le 10 octobre de la même année.

Contexte de l'agriculture dans le Chihuahua

Ces années sont très difficiles pour l'agriculture du Chihuahua. Outre l'effet des politiques d'ajustement qui la touchent, elle doit faire face aux problèmes liés à la sécheresse : en octobre 1998, le coordinateur du FDC, Mario Vázquez, indique que cette année-là « a été l'une des pires pour l'agriculture du Chihuahua » et fournit une donnée de poids : au lieu d'une production attendue de 135.000 tonnes de haricot, la récolte ne sera que de 20.000.⁵²⁰ Au cours de ces années-là, les zones de la région qui avaient des moyennes de précipitation pluviale de l'ordre de

⁵¹⁹ *El Diario de Chihuahua*, 1er de octubre de 1998, note de Silvia Macías M.

⁵²⁰ Données remises par la Gérance de l'Etat de la Comisión Nacional de l'Eau.

300 millimètres annuels, les voient tomber à moins de 200 et celles qui avaient une moyenne de 200 millimètres les voient diminuer à un peu plus de cent. Même les zones les moins sèches de l'Etat atteignent difficilement les 300 millimètres de précipitation annuelle.⁵²¹

D'autre part, et dans le même sens qu'au niveau national, l'investissement et les frais dans le secteur agricole souffrent une forte contraction dans l'Etat du Chihuahua : entre 1994 et l'année 2000, l'Etat reçoit seulement 406.9 millions de pesos, et il occupe la dernière position des Etats de la Frontière Nord : en outre, le rythme d'investissement diminue, puisque, la première année, 67.1 millions sont investis et la dernière, 46.3 millions de pesos.⁵²²

Un autre des facteurs qui rendent difficile la situation de l'agriculture dans le Chihuahua est le prix de l'énergie : entre janvier 1995 et janvier 2001 seulement, le prix du supercarburant augmente de 1,36 pesos le litre à 5,30 pesos et celui du diesel passera de 99 centimes la première année à 4,39 pesos en 2001.⁵²³

2.)- Les demandes et les actions principales:

Le reflux de 1997-1998

Après la mobilisation intense pour la récupération des terres et des logements de l' « ejido » Palanganas, en janvier et février 1997, le FDC emploie toute son énergie à l'organisation du Troisième Congrès d'Etat en mars de la même année. Comme nous avons déjà expliqué, ce congrès se termine par une confrontation entre le groupe qui soutient Mario Vázquez, choisi comme coordinateur, et le groupe du Barzón, qui soutient Gabino Gómez pour le même poste, dirigé par Martín Solís, coordinateur sortant. A partir de là, ce second groupe abandonnera les files du FDC. Puisqu'il s'agit du groupe qui, en général, avait le plus participé

⁵²¹ Données remises par la Gérence de l'Etat de la Commission Nationale de l'Eau.

⁵²² Données de l'INEGI: *El sector alimentario en México 2000*, Mexico, 2005.

⁵²³ Source: Gérence de l'Etat de Pétroles Mexicains (PEMEX).

aux mobilisations des deux années précédentes, son départ va produire une inflexion dans les luttes du Front.

Il existe d'autres facteurs qui font de 1997 une année pauvre en mobilisations:

- Un reflux naturel, une espèce de fatigue après plusieurs années de mobilisation très intense.
- Le rechange des cadres dirigeants du FDC : les leaders et les activistes les plus actifs se retirent totalement ou temporairement : déjà, les trois fondateurs ne participent pratiquement plus : Gabriel Borunda est sur le point de partir, Victor Quintana termine son mandat comme député fédéral et par la suite, il se mettra en campagne pour la candidature du PRD au Gouvernement de l'Etat et Dagoberto González est député local.
- La coïncidence de deux conjonctures électorales : les élections fédérales de juillet 1997 et celles de l'Etat en juillet 1998, puisqu'elles vont impliquer la participation de plusieurs dirigeants du FDC au PRD comme au PAN, comme nous le verrons ensuite.
- Le démarrage des projets économiques du FDC, surtout celui des caisses d'épargne qui exigera beaucoup de temps.
- Une certaine inexpérience du nouveau coordinateur, Mario Vázquez, au sein de la mobilisation. Il a en effet des antécédents politico-idéologiques différents à ceux de ses prédécesseurs.
- La division des organisations sociales du Chihuahua depuis la dispersion et la division du mouvement « Tous pour Chihuahua ».

Et même ainsi, le FDC entreprend quelques actions et soutient d'importants positionnements devant l'opinion publique dont les plus importants sont :

A peine a-t-il pris possession que Mario Vázquez, coordinateur du FDC de l'Etat définit clairement sa position face au problème des agriculteurs d'irrigation : il annonce que le FDC soutient leur sollicitude de maintenir le tarif d'électricité au type 09 (avec subvention) pour l'irrigation par pompage, même si la plupart des

agriculteurs du FDC ne disposent pas de puits. La déclaration est importante car elle consolidera l'alliance du Front avec les producteurs d'autres régions de l'Etat ayant davantage de ressources économiques et productives.⁵²⁴

Le 22 mai, des éléments de la Police Judiciaire de l'Etat et de la Police Municipale de la ville de Chihuahua répriment violemment un groupe d'indiens « rarámuri » de l'*ejido* Monterde qui protestent devant les bureaux du Procureur Général de la République dans la capitale de l'Etat. Il y a plusieurs blessés et les dirigeants des *ejidatarios* indiens sont arrêtés, suscitant immédiatement un vaste mouvement de solidarité de toutes les organisations sociales y compris les plus distantes entre elles. Le lendemain, des membres de 25 organisations, entre elles le *Barzón*, les Usagers de la banque-El *Barzón*, l'ODEPAFA-UCD, le Front Démocratique Paysan, le PRD et COSYDDHAC effectuent une manifestation face au palais de gouvernement de Chihuahua, « contre la répression du gouvernement de Barrio » pour exiger justice et fêter la libération de plus de 50 indiens arrêtés le jeudi. On exige une solution immédiate au problème de l'*ejido* forestier Monterde, où les paysans demandent l'action de la justice fédérale contre l'ex-administrateur, qu'ils accusent de fraude et de vol contre le patrimoine commun. D'autres demandes centrales sont l'attention médicale et une indemnisation pour ceux qui ont été frappés, une enquête et des sanctions « pour les responsables de la répression sauvage » et la « liberté inconditionnelle à tous ceux qui ont été libérés sous caution, entre eux Luz Estela Castro et le dirigeant des indiens Saúl Carrasco ». Parmi les orateurs figurent le Père Camilo Daniel, maintenant président de COSYDDHAC et le député fédéral Victor Quintana.⁵²⁵

A l'arrivée de l'automne et de la saison des récoltes, la demande de prix justes pour le maïs et le haricot est réactivée. Début octobre, le coordinateur du FDC, Mario Vázquez, convoque la Compagnie Nationale de Subsistances Populaires (CONASUPO), à entrer sur le marché et à fixer des prix de référence pour le maïs

⁵²⁴ *Diario de Chihuahua*, 24 mars 1997, note de Juan Gómez Franco.

⁵²⁵ *La Jornada*, 24 de mayo de 1997, nota de Rubén Villalpando

et le haricot ; dans le cas contraire, le FDC entreprendra des actions de protestation au plus tard le 10 octobre.⁵²⁶ Plusieurs semaines plus tard, le même Vázquez exige que le kilo de maïs soit payé \$1,80, le sorgho \$1,30, le haricot \$5,40 et que la Compagnie Nationale de Subsistances Populaires à travers ses Entrepôts Ruraux recueille la totalité de la production qui sera de 670 mille tonnes pour la saison.⁵²⁷

Le 25 novembre, le FDC et le *Barzón* Fédération entament des mobilisations pour exiger de meilleurs prix pour leurs grains : Des producteurs agricoles obstruent cinq routes de l'Etat dans les régions nord-ouest et sud, comme mesure de pression envers la CONASUPO pour que soit élevé à 1.400 pesos le prix de référence du maïs blanc et que soit établie la base de commercialisation de la récolte de haricot, informent Fernando Flores et Mario Vázquez, dirigeants du *Barzón* local et du Front Démocratique Paysan respectivement. Mario Vázquez indique que les producteurs ne sont pas d'accord avec le prix de référence qu'a fixé la CONASUPO pour le maïs blanc : 1.245 pesos par tonne, quantité qu'ils considèrent insuffisante pour faire face aux coûts de production, ce pourquoi ils exigent qu'il s'élève au moins à 1.400 et qu'on leur fournisse un appui de 200 pesos pour la commercialisation. De même, ils demandent que l'entreprise paraétatique établisse le prix de commercialisation pour la récolte de haricot à 5.000 pesos la tonne au moins.⁵²⁸ Toutefois, malgré ces mobilisations, la CONASUPO ne change pas de position et maintient les prix du maïs à 1.400 pesos et et du haricot à 4.100 pesos la tonne. Ainsi terminera l'année 1997.

Cette lutte ne sera reprise qu'un an après. Pendant toute la première moitié de 1998, le FDC sera presque exclusivement impliqué dans la conjoncture politique électorale. Il y a ici deux processus à considérer : un, à l'intérieur du PRD, un autre, à l'intérieur du PAN.

⁵²⁶ *El Heraldo de Chihuahua*, 3 octobre 1997.

⁵²⁷ *Diario de Chihuahua*, 30 octobre 1997, note de Norma Gómez

⁵²⁸ *La Jornada*, 27 novembre 1997, note de Miroslava Breach V.

Nous avons déjà expliqué comment Víctor Quintana est mis en échec lors de l'élection interne du PRD pour le poste de gouverneur de l'Etat fin janvier 1998. Ce fait provoque un mouvement de protestation des paysans du FDC qui dénoncent le fait que Quintana a été victime de fraude et rejettent la candidate qui a obtenu la nomination, María Esther Orozco. Pendant plusieurs fins de semaine, de début février à début mars, les paysans du Front qui soutiennent Quintana et des membres d'autres organisations sociales ainsi que du PRD se réunissent pour protester devant le président du Comité Exécutif National du PRD, Andrés Manuel López Obrador.⁵²⁹ Ils exigent de lui l'annulation des élections internes. López Obrador offre à Quintana une autre candidature à la place, par exemple, celle de député local, mais les membres du Front la rejettent catégoriquement. Aucune négociation n'a lieu et Quintana opte pour ne pas participer à ces élections, et se retire dans la Ville de Mexico où il prendra la direction de l'organisation non gouvernementale « Équipe Peuple » ; peu de mois après, Cuauhtémoc Cárdenas le désignera Directeur Général d'Administration et de Développement du Personnel du Gouvernement de la Ville de Mexico. Toutefois, la non-conformité des membres du Front et l'absence de Quintana affecteront sensiblement le vote pour le PRD aux élections de juillet 1998.

Pour sa part, le PAN avait établi des contacts avec quelques dirigeants du FDC afin de les recruter. D'abord, comme nous l'avons déjà exposé dans le chapitre précédent, il nomme Rafaël Corral candidat à député local en 1995, puis effectue un net rapprochement en réussissant à recruter Mario Vázquez et Ignacio Galicia. Ceux-ci soutiennent Eduardo Romero Ramos, ex-secrétaire du gouvernement de Francisco Barrio, dans la lutte pour la candidature du PAN, qui sera mise en échec par Ramón Galindo le 31 janvier 1998.

⁵²⁹ En 2000, López Obrador gagnera les élections de Chef du Gouvernement de la Ville de Mexico et en 2006 il sera candidat du PRD, Parti du Travail et Convergence à la Présidence de la République. Les résultats de ces élections seront fortement remis en question et contestés mais finalement le candidat du PAN, Felipe Calderón Hinojosa s'imposera.

Le 19 mai 1998, le coordinateur du FDC de l'Etat, Mario Vázquez, au cours d'une conférence de presse, fait savoir qu'il demande un permis pour s'absenter de son poste au Front afin de se charger de la coordination de la campagne « prairie bleue » dont le but est d'aider le candidat du PAN aux élections de gouverneur, Ramón Galindo, dans le milieu rural du Chihuahua. Vázquez signale qu'il s'agit d'une décision personnelle, que des paysans de 28 *municipios* l'accompagnent et que tout ceci montre que le FDC n'est pas un bras du PRD mais une organisation plurielle.⁵³⁰

Le lendemain, Dagoberto González affirme en conférence conjointe avec le conseiller Miguel Colunga, qu'il assume la coordination du FDC de manière provisoire. Il indique aussi que le Front est délié de toute action partisane de Mario Vázquez et que les membres de l'organisation qui s'insèrent dans la campagne électorale devront mettre au clair le fait qu'il ne s'agit pas d'activités institutionnelles du FDC. Dans l'équipe coordinatrice du FDC figurent aussi Bertha González comme suppléante et comme conseillers Miguel Colunga et Ignacio Galicia.⁵³¹

Les nouvelles luttes pour la commercialisation du haricot.

Après la longue parenthèse électorale, le FDC reprend les mobilisations à la mi-juillet 1998 : c'est précisément à partir de la décision du gouvernement fédéral de liquider définitivement Conasupo et de fermer BORUCONSA (Entrepôts ruraux Conasupo, société anonyme) qui gère les entrepôts de cette entreprise de l'Etat, que les employés de ces entrepôts, dispersés dans tout l'Etat, sollicitent son soutien pour réaliser les démarches afin d'obtenir leur indemnisation pour renvoi. Le FDC, avec le *Barzón* Confédération et l'Union Paysanne Démocratique organisent les employés, les gardiens d'entrepôts, les analystes, les administrateurs, et prennent pendant trois semaines les bureaux centraux de l'entreprise dans la ville de Chihuahua. Finalement, le 12 août, Pavel Aguilar

⁵³⁰ *Diario de Juárez*, 20 mai 1998, note d'Ignacio Alvarado.

⁵³¹ *El Herald de Chihuahua*, 21 mai 1998.

Raynal (fils de Luis Aguilar) et Víctor Quintana, mandatés pour négocier l'affaire avec la direction nationale de la CONASUPO à Mexico, communiquent par téléphone qu'ils sont arrivés à un accord final : ils ont obtenu le paiement de liquidations pour une quantité proche de celle qu'ils exigeaient, de 1.500 pesos additionnels pour année de travail, et ils ont obtenu en outre le transfert de l'infrastructure des entrepôts afin que les paysans, après avoir reçu la formation nécessaire à cette nouvelle responsabilité, les gèrent à partir d'octobre, lorsque le stockage des récoltes du cycle 1998 commencera.⁵³²

Peu après les élections, Mario Vázquez revient au FDC et accorde une grande importance au développement des projets économiques du Front. En novembre 1998 reprennent les actions de protestation : le 12 de ce mois, des paysans du FDC se concentrent devant le Palais de Gouvernement et occupent les couloirs du Congrès de l'Etat. Leur demande est la suivante : que le gouvernement achète à bon prix leurs récoltes de haricot et de maïs et que les entrepôts de CONASUPO ne soient pas fermés. Les groupes parlementaires du PRI, du PRD et du PAN soutiennent leurs requêtes et l'un des fondateurs du FDC, Humberto Ramos, député du PAN, demande que les prix du haricot soient indexés sur ceux de l'essence. Après une réunion tendue avec le cabinet agricole et les députés de la Commission de Développement Rural, le FDC, dirigé par Mario Vázquez et Dagoberto González, annonce que le gouvernement accepte de leur acheter 100 mille tonnes de grains au lieu des 58 mille annoncés à l'origine. Le point qui reste en suspens est le prix qu'il fixera par tonne.⁵³³

Toutefois, les accords ne se concrétisent pas. Le 23 novembre, le coordinateur du FDC, Mario Vázquez, déclare que, étant donné la lenteur des organismes officiels pour acheter des grains, les accapareurs et les intermédiaires (appelés « coyotes ») ont déjà concentré 15% des récoltes, provoquant une perte de 10

⁵³² *El Diario*, 13 août 1998, note de Luis Rodríguez V.

⁵³³ *El Diario*, Chihuahua, 12 novembre 1998, note de Juan Gómez Franco.

millions de pesos pour les producteurs, puisque le haricot qu'ils payent maintenant 4 pesos le kilo, la CONASUPO l'a payé 4.85 pesos en 1997.⁵³⁴

Le 10 décembre, des producteurs agricoles organisés au sein du Front Démocratique Paysan et du *Barzón* prennent 15 mairies de l'Etat du Chihuahua et les bâtiments du Secrétariat à l'Agriculture dans quatre chefs-lieux de municipalités pour exiger que soient établis les prix de base des récoltes de maïs, sorgho, haricot et coton. Concrètement ils demandent que la tonne de maïs soit payée à 1.500 pesos, et celle de haricot à 6.100 pesos.⁵³⁵

La semaine suivante, les deux organisations de producteurs rejoignent la mobilisation des « *Femmes pour le Mexique* », qui exige le paiement de tarifs justes à Téléphones du Mexique (Teléfonos de México, TELMEX), et prennent quatre postes de péage, laissant passer les conducteurs sans payer, pour exiger une solution au problème des facturations de TELMEX et des prix de garantie pour le maïs et le haricot.⁵³⁶

Le même jour des fonctionnaires du Bureau Fédéral de Protection aux Consommateurs (*Procuraduría Federal del Consumidor*) et du Secrétariat aux Communications et aux Transports, se réunissent pendant plusieurs heures avec le groupe « Femmes pour le Mexique". Il y est annoncé que TELMEX se retire des pourparlers sur la réinstallation totale du service pour les membres de « Femmes pour le Mexique" tant que les bâtiments de cette entreprise ne seront pas délogés. L'organisation exige que Téléphones du Mexique réinstalle totalement le service à ses affiliés, veillant à ce que plus de mille personnes déposent l'argent dans des tribunaux, et signale en outre qu'elle considère illégale la forme de facturation du service téléphonique. Du fait qu'il n'y a pas d'accord

⁵³⁴ *El Diario*, Chihuahua, 24 novembre 1998, note de Manuel Quezada B.

⁵³⁵ *La Jornada*, México, D. F. 11 décembre 1998, note de Miroslava Breach V.

⁵³⁶ *El Herald de Chihuahua*, 19 décembre 1998, note de Víctor Salinas

avec TELMEX, « Femmes pour le Mexique" prend deux des postes de péage qui ont été obstrués.⁵³⁷

Le 20 décembre, les producteurs du Front Démocratique Paysan et du *Barzón* suspendent l'occupation du poste de péage de Cuauhtémoc. De fait une trêve a lieu à l'occasion des fêtes de Noël. Au milieu de celle-ci, le coordinateur du FDC Mario Vázquez déclare que les producteurs de l'Etat ont besoin d'un programme de protection pour les récoltes du haricot, ainsi que d'un supplément tarifaire de 300 pesos pour la culture du maïs, dans le but de garantir la subsistance du secteur agricole et convoque le gouvernement à donner d'ici quatre jours une réponse satisfaisante à ces demandes sous peine de reprendre leurs actions de pression.⁵³⁸

Le 6 janvier 1999 reprennent les mobilisations conjointes du FDC et du *Barzón* Fédération avec la prise de six postes de péage sur les autoroutes de l'Etat. Ils exigent des appuis à la commercialisation du grain ainsi que la suspension des importations de ce dernier. Ils profitent de leur action pour vendre des haricots à bon prix aux automobilistes et en seulement quinze heures ils en vendent deux tonnes.⁵³⁹

Après neuf jours d'occupation des postes de péage, le quinze janvier, le leader du FDC, Mario Vázquez, déclare que l'organisation accepte « temporairement » un programme proposé par le gouvernement du Chihuahua pour commercialiser ses produits. Ce programme consiste en ce que CONASUPO achète 45.000 tonnes de haricot à cinq pesos le kilo, avec l'engagement de payer aux paysans « le surplus » - dont la quantité n'est pas spécifiée- à un peso de plus par kilo, « quand de meilleurs prix seront trouvés ». ⁵⁴⁰ Toutefois, le leader du *Barzón* Fédération, Roberto Cázares, affirme que son organisation n'accepte pas cet accord et qu'ils

⁵³⁷ Idem.

⁵³⁸ *El Heraldo de Chihuahua*, 28 décembre 1998.

⁵³⁹ *El Diario*, Chihuahua, 8 janvier 1999, note de Juan Gómez F. Roberto Ramos et Efraín Klerigan.

⁵⁴⁰ *La Jornada*, México, D.F., 16 janvier 1999, note de Miroslava Breach V.

continueront à se battre pour un meilleur prix, et que d'autre part ils rejettent l'accord entre le leader du FDC et le gouvernement.⁵⁴¹

La différence entre les deux organisations se corrige par la suite et le 28 janvier, elles effectuent conjointement la prise du Pont International de Zaragoza à Ciudad Juárez-El Paso pour protester contre la contrebande de haricot et d'autres produits agricoles.⁵⁴²

En avril, le FDC reprend ses actions en prenant plusieurs succursales de BANURAL dans quatre populations de l'ouest de l'Etat. Après les négociations, ses membres accèdent à baisser de 3,50 à 3,15 pesos le kilo du prix du haricot pour stimuler un ajustement à la commercialisation d'au moins 20.000 tonnes de ce grain, selon un schéma de mise en gage, informe Jesús Emiliano, conseiller du FDC.⁵⁴³

Toutefois, le lendemain, le nouveau coordinateur du FDC, Dagoberto González déclare que le directeur du BANRURAL de l'Etat, César Comte, informe que la Commission de Promotion du Secrétariat aux Finances n'a pas autorisé les fonds pour le programme de mise en gage du haricot pour 32.000 tonnes comme il avait été accordé. Dagoberto indique qu'avec ce refus le programme de mise en gage s'effondre, affectant l'économie de plus de cinq mille producteurs du nord-ouest et de leurs familles. Face à cela, il indique que le FDC présentera le problème de commercialisation des récoltes au Gouvernement de l'Etat, et qu'afin de permettre une plus grande marge de négociation, il abandonnera l'occupation des bureaux de BANRURAL dans le nord-ouest.⁵⁴⁴

⁵⁴¹ *El Diario*, Chihuahua, 18 janvier 1999, note de Juan Gómez F. et Efraín Klerigan.

⁵⁴² *La Jornada*, México, D.F. 29 janvier 1999, note de Rubén Villalpando.

⁵⁴³ *El Diario*, Chihuahua, 22 avril 1999, note de Manuel Quezada B. La mise en gage consiste en ce que, lorsque le producteur donne sa récolte, il lui est accordé un paiement partiel "à l'avance" et postérieurement d'autres paiements partiels lui sont donnés suivant le prix de vente de la récolte.

⁵⁴⁴ *El Diario*, Chihuahua, 23 avril 1999, note de Manuel Quezada B.

Le 26 avril, producteurs et paysans s'emparent des installations de BANRURAL dans huit *municipios* et de sa maison-mère dans la capitale de l'Etat, exigeant le respect des accords selon lesquels la banque de promotion agricole s'est engagée à exercer un programme de mise en gage pour 32.000 tonnes de haricot, avec un investissement de 70 millions de pesos, informe le dirigeant du FDC, Dagoberto González. La convention a établi un prix de mise en gage : livrer la récolte en gage à 5 pesos le kilogramme de haricot, dont on avancerait 3,50 aux producteurs ; toutefois, après avoir fait traîner en longueur la mise en marche du programme pendant plus de trois mois, BANRURAL réduit le prix à 4 pesos le kilo et à 2,80 les avances à donner aux paysans.⁵⁴⁵

Le problème de la commercialisation du haricot ne se résout pourtant pas. Ainsi le 14 septembre, Dagoberto González, coordinateur du FDC et Ignacio Galicia, conseiller, exigent que le gouvernement passe aux actes et mette vraiment fin à la contrebande de haricot qui se produit dans 80% du marché national et indiquent que les paysans sont disposés à collaborer à la surveillance des douanes pour éviter que le haricot américain continue à être introduit dans le pays.⁵⁴⁶

A l'approche de la saison des récoltes, le problème de la commercialisation du haricot s'aggrave ; ainsi, en novembre, le Front Démocratique Paysan demande au Congrès de l'Union qu'il autorise la création d'un fidéicomis permettant d'acquérir entre 20.000 et 30.000 tonnes de haricot du cycle agricole 99/99 produit au Durango, au Zacatecas et au Chihuahua, de les garder pour les vendre à d'autres saisons, comme le faisait la CONASUPO afin de ne pas laisser ce grain de base aux mains des « coyotes ». Cette proposition a été remise par écrit aux législateurs fédéraux et au gouverneur de l'Etat, Patricio Martínez García, indique Ignacio Galicia, conseiller du FDC.⁵⁴⁷

⁵⁴⁵ *La Jornada*, México, 27 avril 1999, note de Miroslava Breach V.

⁵⁴⁶ *El Diario*, Chihuahua, 15 septembre 1999.

⁵⁴⁷ *El Diario*, Chihuahua, 8 novembre 1999.

Le FDC recommence à faire pression vers la mi-novembre : des paysans de l'organisation s'installent sur la Plaza Hidalgo de la ville de Chihuahua et commencent à vendre des haricots aux passants. Mario Vázquez, secrétaire de finances de l'organisation déclare : « *Les accapareurs obtiennent le haricot à des prix d'il y a dix ans, ce qui ne peut pas continuer, puisque nous ne récupérons même pas l'investissement de production ; on nous paye 2.500 la tonne de haricot alors qu'il faudrait nous en donner au moins 6.000 pesos* ». En outre, il responsabilise les autorités de l'Etat de ne pas avoir commercialisé 30.000 tonnes de la mise en gage de 1998 et de n'avoir pas pensé où garder et comment vendre les 100.000 tonnes de la récolte de 1999.⁵⁴⁸

Le 15 décembre, plusieurs dizaines de paysans du FDC prennent l'enceinte du Congrès de l'Etat. Le coordinateur Dagoberto González déclare qu'il demande de constituer un fidéicommis de 30 millions de pesos pour la formation d'un fonds renouvelable pour commercialiser le haricot.⁵⁴⁹ Le jour suivant, les paysans du Front prennent le poste de péage de l'autoroute Cuauhtémoc-Chihuahua pour soutenir leur demande.⁵⁵⁰ 1999 se terminera ainsi sans résoudre le problème : au contraire, la prise des postes de péage et les déclarations du FDC à la presse vont susciter durant l'année 2000 un conflit aigu entre le Front et le gouverneur de l'Etat, Patricio Martínez García.

Ainsi, le 11 janvier 2000, lors d'une conférence de presse, le Gouverneur, lassé des critiques du FDC et du *Barzón* Fédération contre le programme de commercialisation du haricot, dénonce que le gouvernement de l'Etat a dépensé 10 millions de pesos en subventions à l'achat de 10.000 tonnes de grain l'année antérieure, cela étant « une escroquerie puisqu'ils ont fini aux mains d'inconnus ». Il affirme en outre, que, pendant la prise des postes de péage, les paysans « ont dérobé huit millions de pesos ». ⁵⁵¹ Immédiatement Mario Vázquez lui répond au

⁵⁴⁸ *El Diario*, Chihuahua, 19 novembre 1999, note de Candelaria García.

⁵⁴⁹ *El Heraldo de Chihuahua*, Chihuahua, 16 décembre 1999, note d'Edgar Prado.

⁵⁵⁰ *El Diario*, Chihuahua, 17 décembre 1999, note d'Eduardo Esparza.

⁵⁵¹ *El Diario*, Chihuahua, 12 janvier 2000, note de Silvia Macías.

nom des dirigeants du FDC et déclare que « le gouverneur doit prouver ses affirmations, car les organisations paysannes n'ont pas vu un centime de ces dix millions de pesos. C'est la même chose en ce qui concerne les postes de péage puisqu'ils ont laissé passer les automobiles sans les faire payer ». ⁵⁵² Par la suite, plusieurs dizaines de paysans du Front, en protestation contre les accusations du gouverneur, collent sur la façade du Palais du Gouvernement les factures de paiement où il apparaît que le prix payé par tonne de haricot a été de 5.000 pesos la tonne, réfutant ainsi les déclarations du mandataire qu'ils traitent de menteur. ⁵⁵³

La polémique continue durant plusieurs jours, le gouverneur arrive même à accuser le FDC d'en faire un problème «de parti». Finalement, au cours d'une réunion privée des dirigeants du *Barzón* et du Front Démocratique Paysan avec le gouverneur de l'Etat, Patricio Martínez García, on accorde de travailler conjointement pour résoudre la problématique de la commercialisation du haricot, celui de la mise en gage comme celui de la nouvelle récolte et d'oublier les frictions des derniers jours. ⁵⁵⁴

Toutefois, le problème n'étant pas résolu, le FDC doit reprendre les actions : le 16 février, approximativement 300 membres du FDC, du *Barzón* Fédération et de l'Union des Travailleurs Agricoles de la Frontière bloquent le pont international de Zaragoza de la ville de Juárez-El Paso pour exiger que cessent les importations des grains de base et que soit révisé le Traité de Libre Commerce d'Amérique du Nord en matière agricole. Au même moment, d'autres paysans soutiennent la mobilisation en bloquant la route panaméricaine dans le *municipio* de Villa Ahumada. ⁵⁵⁵

⁵⁵² *El Diario*, Chihuahua, 17 janvier 2000, note de Candelaria García.

⁵⁵³ *El Diario*, Chihuahua, 18 janvier 2000, note de Raúl Lechuga M.

⁵⁵⁴ *El Heraldo de Chihuahua*, 25 janvier 2000, note de Víctor Salinas.

⁵⁵⁵ *La Jornada*, México, 17 février 2000. note de Rubén Villalpando et Miroslava Breach.

Devant la difficulté de trouver des schémas qui résolvent réellement le problème de la commercialisation du haricot, le FDC va mettre en marche diverses actions convergentes : organiser plusieurs centres de commercialisation du haricot dans divers lieux de sa zone d'influence, constituer, avec d'autres organisations, une association « Intégratrice des Producteurs de Haricot de l'Etat » et également organiser avec le gouvernement le Système-Produit Haricot. Nous parlerons de tout cela dans le chapitre relatif aux projets économiques du FDC.

Les luttes pour le budget rural:

A l'automne 1999, le FDC va prendre part à une nouvelle modalité de lutte qui se reconduira d'une année sur l'autre et ayant pour but le budget rural. Il s'agit de lutter, conjointement avec d'autres organisations paysannes au niveau national, en particulier l'Association Nationale d'Entreprises Commerciales du Domaine Agricole (*Asociación Nacional de Empresas Comercializadoras del Campo*, ANEC). pour que la Chambre des Députés du Congrès de l'Union augmente le budget assigné aux campagnes

Le 8 novembre 1999, le conseiller du FDC, Ignacio Galicia, annonce que son organisation a élaboré avec d'autres organisations agricoles un document contenant une série de propositions à soumettre à la Chambre des Députés et à intégrer au Budget des Dépenses de la Fédération pour l'année 2000 en ce qui concerne la politique agricole. Les principales propositions du Front et d'autres organisations comme l'ANEC sont :

- Que soit augmenté de 22.000 à 35.000 millions de pesos le soutien au développement agricole en l'an 2000.
- Que soit appliquée en 2000 une politique budgétaire pour la campagne, que 60 pour cent du budget agricole soient canalisés au développement productif de l'agriculture paysanne, 25 pour cent aux organisations économiques de producteurs et que soit établi un calendrier pour les dépenses rurales en fonction des cycles agricoles, d'élevage et forestiers.
- Que soit créé le Conseil National pour le Développement Rural et démocratisés les Conseils et les Fonds d'Etat Agricoles, que soit mis à jour

le PROCAMPO dans le sens de l'efficacité, d'une meilleure distribution et d'une orientation écologique.

- Que soit doublé le budget du programme Alliance pour le Domaine Agricole afin de promouvoir le développement productif de l'agriculture paysanne et que soit accordé un budget de 4.000 millions de pesos de soutien à la commercialisation liés à un système de prix rémunérateur, dans la certitude, la transparence, l'équité et qui incorpore le haricot et le café.
- D'autres propositions sont faites : réactiver le crédit pour la campagne, favoriser la création d'institutions financières locales et doter de congruence l'intervention de l'Etat dans le financement rural, déclarer Etat d'urgence en ce qui concerne la culture nationale du café, mettre en œuvre des actions immédiates pour améliorer les prix, et fortifier grâce à des appuis économiques les organisations de paysans et de producteurs ruraux.⁵⁵⁶

Le 12 novembre de cette même année, le FDC organise un forum auquel il invite des députés fédéraux et locaux, ainsi que des fonctionnaires des gouvernements fédéral et de l'Etat. Víctor Suárez, directeur de l'Association Nationale d'Entreprises Commerciales du Domaine Agricole dirige le forum. Il y est réitéré que les organisations paysannes ont préparé un plan de 20 propositions pour le budget de dépenses de l'année 2000. On exige des députés fédéraux et locaux présents à ce forum, que soit autorisé en l'an 2000 un budget permettant de sauver les campagnes avant l'octroi de la subvention du PROCAMPO, pour que les paysans arrêtent de subventionner les banques avec le paiement de leurs intérêts et que soit créé un fidéicomis en aide à la commercialisation des grains de base.⁵⁵⁷

Les membres du Front ne s'en contentent pas. Grâce à des manœuvres, ils obtiennent que l'Assemblée de Coordination Parlementaire du Congrès de l'Etat, avec la représentation des partis PRI, PAN et PRD, fasse sienne l'initiative du plan des 20 points, la vote favorablement et à l'unanimité en séance plénière et qu'elle soit envoyée à la Chambre des Députés du Congrès de l'Union.⁵⁵⁸

Fin novembre, un contingent du FDC, en compagnie d'autres organisations paysannes se rend à la ville de Mexico pour soutenir la demande d'accroissement

⁵⁵⁶ *El Diario*, Chihuahua, 9 novembre 1999, note de Candelaria García.

⁵⁵⁷ *El Diario*, Chihuahua, 13 novembre 1999, note de Candelaria García.

⁵⁵⁸ *El Diario*, Chihuahua, 18 novembre 1999, note de Luis Rodríguez V.

budgétaire pour la campagne. Leur séjour dans la capitale du pays coïncide avec l'arrivée de la « Chevauchée pour la dignité des campagnes » : une marche à cheval de deux mois sur deux milles kilomètres, depuis Ciudad Juárez jusqu'à la ville de Mexico, entreprise par le *Barzón* Chihuahua et le *Barzón* Fédération.

La mobilisation avec d'autres organisations connaît un succès relatif, car le budget des dépenses pour l'agriculture, l'élevage et le développement rural est fixé à 25 mille 769 millions de pesos, un peu plus de 8% supérieur au budget exercé en 1999 qui avait été d'environ 20 mille 744 millions de pesos. Bien que l'augmentation exigée par les organisations paysannes n'ait pas été obtenue, la proposition originelle du Pouvoir Exécutif Fédéral est cependant augmentée de mille 150 millions de pesos.⁵⁵⁹

En décembre 2000 le coordinateur du FDC, Dagoberto González, annonce qu'un contingent de l'organisation partira pour Mexico afin de se réunir avec d'autres organisations de 19 Etats de la république, appartenant à l'ANEC, pour demander à nouveau l'accroissement du budget destiné à la campagne à la Chambre des Députés, au Secrétariat à l'Agriculture et au Secrétariat au Développement Social du Gouvernement Fédéral. Le coordinateur du FDC déclare qu'un accroissement du budget a été sollicité parce que l'appui en ce domaine a connu une chute progressive : en 1980, il était de 12 pour cent des frais programmables, en 1990-1992 il se réduit à 6 pour cent et en 2000 il est seulement de l'ordre de 3,8 pour cent, ce qui est insuffisant. C'est pourquoi ils demanderont aux députés fédéraux et aux autorités fédérales une récupération d'au moins 2 points.⁵⁶⁰

Le résultat de la mobilisation est à nouveau un succès relatif : l'augmentation, qui avait été exigée, de deux points de pourcentage du budget n'est pas obtenue en ce qui concerne les dépenses programmables. Toutefois, le projet original

⁵⁵⁹ CASAR María Amparo, REVILLA MARTINEZ Eduardo et GUERRERO Amparán Juan Pablo: *Algunos aspectos relevantes del presupuesto 2000*, CIDE, (en ligne) (Ref.18 juillet 2007). Disponible sur: http://www.presupuesto-y-gastopublico.org/documentos/presupuesto/aspectos_relevantes_2000.pdf

⁵⁶⁰ *El Diario*, Chihuahua, 5 décembre 2000, note de Candelaria García.

présenté par l'Exécutif Fédéral passe de 26 mille 793 millions de pesos assignés à la branche « Agriculture, bétail, développement rural, pêche et alimentation », à 31 mille 60 millions, soit une augmentation de quatre mille 107 millions de pesos.⁵⁶¹

3) . Les acteurs, les leaders et leur relation.

La base sociale : Pendant cette phase, il n'y a pas eu d'expansion de la base sociale, c'est-à-dire du nombre de *municipios* et de communautés faisant partie du FDC. L'extraversion de la phase précédente fait que le Front se replie un tant soit peu sur lui-même, dans sa « région naturelle », c'est-à-dire, la zone d'agriculture pluviale de l'ouest de l'Etat du Chihuahua. De fait, les paysans qui s'étaient intégrés entre 1995 et 1997, pendant la coordination de Martín Solís, et qui sont les producteurs d'irrigation du *municipio* de Buenaventura et les cultivateurs d'arbres fruitiers de Bachíniva et de Namiquipa, se retirent avec Martín et Gabino Gómez et intègrent le *Barzón* Chihuahua.

C'est précisément de cette base de paysans d'agriculture pluviale, de haricot surtout, (puisque la sécheresse met pratiquement fin à la culture du maïs), dont on s'occupera le plus durant cette période. Avec eux, les entreprises qui commercialisent le haricot commencent à s'intégrer, et ce seront les demandes de commercialisation de ce grain ainsi que la lutte contre la contrebande de ce dernier qui domineront les luttes durant cette phase.

D'autre part, à partir du travail de la Coopérative d'Épargne et de Crédit (Cooperativa de Ahorro y Crédito, FEDECOOP), il se produit une extension de la *base sociale potentielle* du FDC. La raison en est que la coopérative atteint un bon nombre de personnes dont le Front ne s'occupe pas ordinairement : femmes, adolescents et même enfants. Toutefois, bien qu'au début l'affiliation au FDC soit requise pour être membre de la coopérative d'épargne, cela ne dépassera pas le

⁵⁶¹ Centro de Estudios de las Finanzas Públicas de la Cámara de Diputados, (en ligne), (Ref. 18 juillet 2009), Disponible sur: <http://www.cefp.gob.mx/modpef99-05/pdf/pef2001.pdf>

niveau de la formalité, puisque que la participation de fait de la majorité des membres de la coopérative dans les luttes, les mobilisations et même dans les assemblées du Front sera très réduite.⁵⁶²

Los leaderships: c'est là que se présenteront les changements les plus significatifs durant cette étape:

« Les leaders historiques ou fondateurs du FDC » cessent de prendre part à l'organisation. Humberto Ramos Molina s'intègre totalement au PAN et est élu député au Congrès de l'Etat en 1998. Le Prof. Antonio Becerra Gaytán n'intervient déjà dans aucune des actions. Le Père Camilo Daniel commence à s'insérer davantage dans les tâches du diocèse Cuauhtémoc-Madera et à partir de l'année 2000, il est nommé à un poste national : Secrétaire Exécutif de la Commission Épiscopale Pastorale Sociale, l'organisme coordinateur des évêques catholiques mexicains pour tout le travail orienté vers la justice sociale.

Mais ce n'est pas seulement la collaboration de ces dirigeants à d'autres tâches, ce qui les éloigne du FDC, mais aussi la volonté explicite des deux coordinateurs de cette époque, Mario Vázquez et Dagoberto González, de ne pas les inviter, de ne pas chercher à ce qu'ils participent d'une certaine manière, au moins comme conseillers. Pendant la gestion de Dagoberto González il sera même décidé que le FDC n'aura plus de « conseillers », mais seulement des membres de l'« équipe technique ».

Cet éloignement des leaderships d'origine se renforce avec la sortie, définitive ou temporaire, du FDC des deux personnes qui restaient « de la commission de suivi » ou première équipe assesseure : Gabriel Borunda, qui se consacre de temps complet à ses tâches académiques et Víctor Quintana qui, comme il a déjà été dit, de février 1998 à octobre 2000, sera fonctionnaire du Gouvernement du

⁵⁶² Postérieurement, au début des années 2000, lorsque la coopérative d'épargne et de crédit se bat pour son registre et pour être reconnue officiellement, le gouvernement exigera que la condition nécessaire d'affiliation au FDC pour être sociétaire de la coopérative soit retirée de ses statuts.

District Fédéral à Mexico. En outre, Quintana invitera Miguel Colunga à collaborer avec lui. Avec leur absence et celle des leaders historiques, la référence aux principes fondateurs du FDC deviendra pratiquement inexistante. Mais le plus important sera que bientôt un autre type de leadership va dominer. Avant de développer ce thème, nous parlerons des nouveaux dirigeants du FDC et des leaders paysans.

D'un côté se trouvent ceux qui ont la charge de coordinateurs du FDC durant cette phase. Mario Vázquez, est le premier d'entre eux. Originaire du municipio de Bachíniva, il provient d'une famille de producteurs agricoles ; après avoir étudié génie civil à l'Université Autonome de Chihuahua, il s'établit dans le *municipio* de Santa Isabel, où il se consacre au commerce, et commence à prendre part à la vie de la communauté : Francisco Chavez, membre du Front, l'invite au poste de Trésorier Municipal dans l'administration 1992-1995. C'est alors que Mario s'intègre au FDC. Après le distancement de Chavez avec le PAN, Mario se présente comme candidat à la présidence municipale de Santa Isabel pour le Parti Vert Écologiste du Mexique en 1995, mais il est mis en échec par le PRI. En 1997, étant déjà militant du PAN, il est élu coordinateur du FDC au cours des élections dont auparavant nous avons parlé. Mario est un jeune homme de 35 ans quand il assume la coordination, très diligent, doué pour le commerce, avec très peu d'expérience de lutte, mais d'une bonne capacité d'organisation. Il n'a pas été présent lors de la fondation du FDC ni dans les luttes qui lui ont donné son identité. Il établit une relation très étroite avec Ignacio Galicia et ensuite avec Dagoberto González. De fait, quand celui-ci sera nommé Coordinateur Général, il invitera Mario à un poste qu'il crée spécialement pour lui : coordinateur de projets du FDC : Mario n'est pas à proprement parler un producteur agricole : c'est un petit chef d'entreprise très lié à l'économie agricole d'une petite communauté.

De Dagoberto González, nous avons déjà parlé, mais il est nécessaire d'ajouter quelques renseignements. Contrairement à Mario Vázquez et à Martín Solís, ses prédécesseurs immédiats, il n'est plus jeune lorsqu'il assume la coordination du FDC : il a environ 60 ans, mais de par sa vitalité et son aspect, il a l'air plus jeune.

Sa formation est celle d'enseignant d'école primaire et secondaire. Originaire du sud de l'Etat, de Valle de Allende, il passe ensuite de nombreuses d'années à Chihuahua où il parvient à être Secrétaire Général de la 8^{ème} Section du Syndicat National des Travailleurs de l'Éducation, le poste syndical le plus important au niveau de l'Etat. Il y arrive en tant que membre du Mouvement Révolutionnaire du Corps Enseignant, un courant syndical lié au Parti Communiste mexicain, dont Dagoberto sera membre. Mais à partir des années soixante-dix, Dagoberto est transféré à l'ouest de l'Etat, à Ciudad Guerrero, où il sera pour plusieurs années directeur de l'école secondaire technique. Il y devient aussi producteur agricole : il acquiert des terres agricoles, un peu de bétail et plante un verger de pommiers. Après avoir pris sa retraite comme enseignant, il se consacre totalement à la production agricole et fruitière. C'est alors qu'il reprend l'activisme social et politique en entrant au FDC en 1989 et presque immédiatement ensuite au PRD. Il sera candidat au poste de maire en 1992 pour ce parti et parviendra à la députation locale en 1995. Bien que l'on puisse penser que Dagoberto est plus un activiste du type de Luis Aguilar ou du Prof. Antonio Becerra Gaytán, vus les antécédents communistes des trois, il n'en est rien. Dagoberto est un homme très pragmatique, très diligent, comme Mario Vázquez, et comme lui il n'a pas été lié non plus au surgissement du FDC. Comme Vázquez, c'est un petit chef d'entreprise, mais lui réalise totalement son activité productive dans le secteur agricole.

Vue la concentration de pouvoir que le coordinateur général du FDC a acquis, le reste des membres des commissions exécutives figurent peu dans cette phase, à l'exception de Bertha González, dirigeante du *municipio* de Bocoyna, et très liée, elle, aux débuts du FDC et au leadership de Luis Aguilar. La participation de Bertha sera vitale pour le triomphe de Mario Vázquez. Postérieurement, au cours du Quatrième Congrès, en 1999, quand sera institué le Secrétariat de la Femme au sein de la Commission Exécutive, Bertha en sera la première titulaire. Une autre personne qui fait figure à cette époque, est le Prof. Luis Castañeda, coordinateur du *municipio* de Matachí. Comme Dagoberto, il enseigne à l'école

secondaire du village, prend part à la création d'une caisse d'épargne dans son *municipio* et aura ensuite la charge de trésorier au sein de la commission exécutive.

Mais la tâche de la coordination de Mario et de Dagoberto repose fondamentalement sur trois conseillers : Ignacio Galicia, Jean-Baptiste Cousin et Jesús Emiliano. De Galicia, nous avons déjà parlé depuis son intégration au FDC en novembre 1992. Malgré sa scolarité réduite, c'est un homme à la grande capacité d'apprentissage et habile en politique. Il passe du PRD au PAN et prend activement part à la campagne électorale de 1998. Au FDC il aura à sa charge, d'abord la Caisse d'Épargne quand Jean-Baptiste Cousin repart en France, puis par la suite l'organisation des entreprises commerciales de haricot, à temps complet à partir de 1999, dont il s'occupera très efficacement, en obtenant des fonds importants pour leur création et leur équipement et pour la qualification de leurs sociétaires.

Jean Baptiste Cousin est un jeune homme d'origine française. Víctor Quintana le rencontre en 1987 en France, par le biais de l'organisation Frères des Hommes. S'étant déclaré objecteur de conscience, au lieu d'effectuer son service militaire dans son pays d'origine, il s'intègre comme volontaire au FDC en janvier 1993. Quelques mois plus tard, il assume avec Gabriel Borunda la formation de la caisse d'épargne. Il deviendra par la suite conducteur, promoteur, organisateur et formateur de l'équipe de base, avec un engagement et une efficacité admirables. Il se marie avec une jeune fille de la Sierra de Chihuahua, retourne en France pendant deux ans et revient au FDC en 1999 pour reprendre le travail de la caisse d'épargne.

Jesús Emiliano García est un jeune d'origine campagnarde de la région de La Laguna, dans l'Etat voisin du Coahuila. Etant étudiant, il prend part aux luttes de l'École d'Agriculture « Hermanos Escobar » vers le milieu des années quatre-vingts. Il commence à participer au FDC à partir de la deuxième moitié de 1997 et

entre dans l'équipe conseillère en janvier 1998. Il commence tout d'abord à travailler à la caisse d'épargne et coordonne ensuite le projet d'exploitations agricoles auto-soutenables. En même temps, il commence à conseiller les communautés indiennes de la région des montagnes ayant des problèmes agraires.⁵⁶³

Par ailleurs, il y a les leaders paysans régionaux et locaux. Il se produit un processus d'épuisement chez les leaders fondateurs du FDC : à cette époque Chuchú Gómez, de Bachíniva et Ascensión Ruelas, de Loma Pelona décèdent. D'autres dirigeants, de par la crise économique, ont dû alterner leur temps entre le travail temporaire aux Etats-Unis et le travail agricole dans leur communauté, ce qui diminue leur disponibilité et leur participation dans le FDC : c'est le cas d'Amador Beltrán, de Pachera, ou de José Angel Ledesma, de Bachíniva, ou de Melquíades Rocha d'El Rayo.

Toutefois, une nouvelle génération de leaders apparaît. La plupart d'entre eux sont jeunes, ils apparaissent à partir des projets économiques du FDC, comme le sont la coopérative d'épargne et les entreprises de commercialisation, et n'ont pas beaucoup d'expérience quant aux mobilisations. Dans cette génération on trouve : Robert Montoya, de Guerrero, Abel Palais, de Benito Juárez, *municipio* de Namiquipa ; les dirigeants de l'entreprise de commercialisation « Carbajales Unis », José Granillo, de Santa Isabel, Francisco Ponce, de Guerrero, Manuel Castillo, de Bachíniva, Chayo Ponce, de Gómez Farías. Le fait d'être liés à des

⁵⁶³ Il faut aussi considérer María Luisa Kuata Pérez. Elle s'intègre en 1995 comme coordinatrice de la caisse d'épargne et y reste deux ans. C'est une avocate très spéciale : bien qu'elle vienne d'une famille prospère d'éleveurs, immigrants espagnols, elle se distingue par sa façon d'être sans formalités, aimant la fête et très proche des paysans. Elle provient du groupe d'étudiants qui depuis le milieu des années soixante a formé au Chihuahua le Mouvement Démocrate Communautaire, comme Enrique Ochoa, dont nous avons parlé dans les chapitres précédents. Bien que formellement ce mouvement soit en relation avec la Démocratie Chrétienne, au Mexique et spécifiquement au Chihuahua, où il a eu une plus grande force, il a un caractère de gauche, libertaire. Et bien que certains de ses militants se soient ensuite intégrés au PAN, d'autres sont entrés dans divers projets d'organisation populaire de type gauche chrétienne, comme le Front Authentique du Travail, ou dans ce cas, le Front Démocratique Paysan.

projets économiques leur offre qualification, mobilité et présence dans diverses communautés.

La relation bases-leaders:

Comme nous le signalions déjà dans le chapitre précédent, l'élection et la constitution de la direction paysanne donne au coordinateur de la commission exécutive du FDC un poids énorme qui n'a pratiquement pas de contrepoids, puisque d'une part la commission exécutive se réunit très peu et que d'autre part, les assemblées mensuelles de la commission permanente fonctionnent plutôt comme instance d'information et de prise d'importantes décisions, et non de présentation de comptes précis. Il faut ajouter à tout ceci que l'équipe conseillère s'est affaiblie au point de se transformer déjà en 1999 en une « équipe technique ». Tout ceci contribue à conférer encore davantage de pouvoir à la figure du coordinateur du FDC.

Or, avec l'arrivée de Mario Vázquez, d'abord et de Dagoberto González ensuite à la coordination du FDC, la direction de l'organisation éprouve un changement qualitatif. D'une part, les coordinateurs continuent à effectuer les tâches fondamentales déjà décrites dans les chapitres précédents, comme par exemple : la représentation du Front devant les instances de gouvernement, les organismes de coopération internationale, d'autres organisations campagnardes et sociales, la gestion de problèmes de communautés, le rôle de porte-parole pour les médias, la visite à des communautés, l'organisation et la conduite d'assemblées de la commission permanente, du conseil paysan, etc.

D'autre part, Mario comme Dagoberto accordent une grande importance au travail d'organisation économique. D'une part, parce que le changement des politiques gouvernementales fait que les ressources publiques sont transférées par le biais d'organisations économiques paysannes, d'autre part, parce qu'en 1999 le FDC est favorisé par un projet tri-annuel financé par l'Union Européenne et orienté vers les projets économiques. Ajoutons à ceci les qualités et l'orientation de Mario et de

Dagoberto, tous deux petits chefs d'entreprise, compétents en administration économique-productive., Ils favorisent ainsi les entreprises de commercialisation, l' « Intégratrice des Producteurs de Haricot de l'Etat », les exploitations agricoles auto-soutenables, la coopérative d'épargne. Pour cela ils disposent de l'aide appréciable des conseillers Ignacio Galicia et Jesús Emiliano, plus orientés également vers l'organisation économique-productive.

Reconnaissons que la lutte n'est pas négligée lors de cette étape et que les coordinateurs l'entreprennent quand il le faut. Mais le rythme de mobilisation baisse et sauf quelques mobilisations en coïncidence avec le *Barzón* Fédération et avec les « Femmes pour le Mexique », les instances de coordination et de solidarité avec d'autres organisations sociales sont abandonnées. La formation privilégie les aspects de gestion, d'informatique, de pratiques d'achat et de vente de grains et les contenus les plus idéologiques, comme l'analyse critique des politiques du gouvernement, le mouvement paysan, etc., disparaissent

En ce sens, apparaît une autre forme de leadership dans le FDC. Si précédemment les styles *freirien-maoïstes* ou *charismatique-partisan* ou *charismatique nuancé* prédominaient, un nouveau style se manifeste maintenant : *pragmatique et de gestion*.

4) Les formes d'organisation et d'action.

4.1 L'organisation interne du FDC.

Pendant cette phase le Front progresse dans son renforcement institutionnel. Il ne s'agit pas d'un processus exclusivement auto-généré, mais aussi d'un processus donné en réponse à deux facteurs externes : tout d'abord, le fait d'accéder à des ressources publiques grâce à des projets productifs, exige un minimum d'organisation et de caractère institutionnel interne. Deuxièmement, le FDC va enfin présenter un projet sur trois ans qui va être financé par l'Union Européenne

et qui exige aussi une série de conditions d'organisation et de renforcement institutionnel.

L'organisation interne du FDC s'est consolidée pendant les IIIème et IVème congrès de l'Etat, tenus en 1997 et 1999, respectivement. Outre le fait de renouveler la commission exécutive à chaque congrès, c'est au cours du IVème que le Secrétariat de la Femme est créé. C'est Bertha González, issue des dirigeants paysans fondateurs du Front et coordinatrice du *municipio* de Bocoyna, qui s'en chargera, comme nous l'avons dit plus haut.

En 1998 est rédigé le projet tri-annuel qui doit être financé par l'Union Européenne. Ce projet inclut l'intervention de plusieurs institutions : le FDC, qui en sera l'instrument sur le terrain avec trois sous-projets : coopérative d'épargne, entreprises de commercialisation de haricot et exploitations agricoles auto-gestionnaire. (Nous développerons ce thème dans deux chapitres ultérieurs), L'« Equipe Peuple » servira d'organisation chargée du suivi de la mise en œuvre du projet. En Europe, deux organisations se chargent de la gestion des fonds auprès de l'Union Européenne, ainsi que d'évaluer et d'élaborer le rapport du projet : le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD), et Frères des Hommes ; toutes deux siègent à Paris. Ces deux organismes se chargeront également d'établir un pont de financements dans l'attente du financement principal. Le projet va être approuvé en 1999 et le financement commencera à arriver cette même année.

Grâce à ce projet tri-annuel le FDC va fortifier ses processus administratifs et de gestion internes. C'est aussi pour cela que Dagoberto González nommera Mario Vázquez coordinateur de projets en 1999 afin d'exercer un contrôle plus systématique sur ces derniers.

En 1999, va aussi reprendre la publication du bulletin « Force Paysanne » avec le retour de Jean-Baptiste Cousin, après plusieurs années de séjour en France. La

même année, grâce à une gestion auprès du Fond Social du Patronat du Chihuahua, le Front recevra deux camionnettes neuves, une d'usage général et l'autre pour l'usage de la coopérative.

Au début de l'an 2000, après avoir payé un loyer pour son local pendant plus d'une décennie, le FDC va acquérir grâce à des dons divers et à la collaboration de ses membres, une maison dans la ville de Chihuahua. Le local sera restauré et c'est depuis lors le siège de l'organisation. .

Comme on peut le voir, les progrès d'organisation du FDC pendant cette étape est plutôt de l'ordre de l'infrastructure et de la gestion, ce qui, en termes administratifs s'appelle « renforcement institutionnel ». Il ne s'agit pas à proprement parler, d'une avancée des mécanismes de participation démocratique à l'intérieur de l'organisation, ou de l'autogestion des communautés ou des *municipios*. Il s'agit de renforcer les fondations précaires de l'administration et de la gestion, construites des années auparavant, mais qui, à l'heure actuelle, s'avèrent insuffisantes en fonction des buts et de la taille de l'organisation.

Par contre, ce qui sera adopté comme nouvelle forme organisatrice pendant cette étape est le modèle des entreprises de commercialisation du haricot : elles sont au total treize, la majorité d'entre elles se forme durant l'année 1999, deux en 1994 et deux autres durant les années 2000. Il s'agit d'une forme d'organisation des producteurs de haricot de plusieurs *municipios* se chargeant de récolter le grain, de le nettoyer, de le polir, de l'emballer et de le vendre en commun. Nous en parleront aussi dans deux chapitres ultérieurs.

4.2 Participation dans d'autres organisations:

Comme conséquence logique de l'épuisement de la phase précédente et des problèmes et des conflits internes de « Tous pour Chihuahua », pendant cette phase, le FDC diminue sa participation à des coalitions et à des efforts de coordination avec d'autres organisations sociales. Il est vrai qu'il effectue plusieurs

mobilisations conjointement avec le *Barzón* Fédération ou avec les Femmes pour le Mexique, mais il s'agit d'actions conjoncturelles, d'alliances ponctuelles qui disparaissent une fois obtenu l'objectif de la lutte ou la solidarité requise. Une donnée importante révèle l'attitude du FDC envers d'autres organisations : d'octobre 1999 à début décembre de la même année, plusieurs organisations rurales du Chihuahua, surtout le *Barzón* Chihuahua et le *Barzón* Fédération effectuent la Chevauchée de la Dignité Paysanne depuis Ciudad Juárez jusqu'à la ville de Mexico durant près de deux mois. Le FDC ne prend part à cette chevauchée que de façon marginale.

Il existe cependant deux espaces inter-organisationnels où le Front prend part. D'une part, il fait partie depuis 1999 de l'Association Nationale d'Entreprises de Commercialisation de la Campagne (*Asociación Nacional de Empresas Comercializadoras del Campo*, ANEC). Il s'agit d'une organisation nationale d'organisations paysannes régionales et d'entreprises commerciales. Elle fonctionne comme coordinatrice paysanne, comme entreprise d'entreprises, comme bureau de conseil et même comme coordination politique. L'ANEC, dirigée par Víctor Suárez, fournit des conseillers pour la formation d'entreprises de commercialisation, aide à gérer des appuis économiques et logistiques auprès du gouvernement et constitue un espace d'information et d'analyse des politiques publiques en agriculture. A certains moments, comme le sont la discussion et l'approbation du budget de l'agriculture à la Chambre des Députés, l'ANEC coordonne les mobilisations de ses organisations pour faire pression en vue d'augmenter et d'orienter le budget destiné aux paysans.

D'autre part, le FDC continue à prendre part à la Coalition Rurale, organisme ayant son siège à Washington, dont nous avons déjà parlé. Il s'agit d'une participation occasionnelle, non systématique. Toutefois, en 1999 le FDC est le siège de l'Assemblée Générale de la Coalition Rurale dans la bourgade de Creel, dans la région des montagnes, appelée Sierra Tarahumara.

4.3 Les formes d'action.

Les formes d'action que va développer le plus le FDC au cours de cette étape, correspondent à ses différents projets économique-productifs :

- Formation, coordination, et mise en marche de groupes d'économie.
- Promotion, accompagnement, mise en œuvre et suivi des exploitations agricoles en auto-gestion
- Promotion, accompagnement, formation, opération et suivi des entreprises de commercialisation.
- Ateliers et cours de formation et de qualification pour les participants à chacun de ces projets.

D'autre part le style d'actions propres aux mouvements se maintient : prise de bâtiments publics, de postes de péage, de ponts internationaux, combinant les actions dans l'espace rural et dans les espaces urbains, surtout celui de la capitale de l'Etat.

La seule innovation dans les formes d'action de cette étape est sans aucun doute le début des mobilisations conjointes au niveau national autour de la lutte pour le budget fédéral agricole. Comme nous l'avons déjà dit, elles ont commencé en novembre 1999, et à partir de là, elles seront désormais instituées comme une pratique annuelle ordinaire des organisations paysannes les moins liées au gouvernement fédéral. Le cycle que suit cette lutte annuelle pour le budget est, dans les grandes lignes, le suivant :

1. Analyse de la proposition de Budget de Dépenses de la Fédération que la Présidence de la République soumet à considération de la Chambre des Députés du Congrès de l'Union pour étudier spécifiquement le budget que tous les secrétariats et institutions fédéraux destinent à la campagne. Il s'agit non seulement du budget pour les activités productives, mais de tout

ce qui est en rapport avec la réforme agraire, le développement social des campagnes, les actions d'aide, le maniement de l'infrastructure productive et hydraulique, etc. Tout cet ensemble d'actions budgétaires sera connu postérieurement comme le *Programme Spécial Simultané*.

2. Critique du projet budgétaire présenté par l'Exécutif Fédéral et contre-proposition, modifications, réaffectations, accroissements, etc.
3. Présentation de la contre-proposition aux commissions unies de la Chambre des Députés qui ont un rapport avec la campagne : Agriculture, Bétail, Développement Rural, Pêche, Ressources Hydrauliques, etc.
4. Négociations de la proposition avec les députés des différents partis et les commissions.
5. Transfert des contingents de divers Etats de la République vers la ville de Mexico pour renforcer la demande budgétaire avec des mobilisations.
6. Diverses mobilisations à Mexico pour exercer une pression sur les députés et l'Exécutif : prise de rues, blocus des accès au Palais Législatif, prise des bureaux du Secrétariat à l'Agriculture, etc.
7. Concrétisation d'accords avec les commissions législatives.

5.) Les résultats immédiats obtenus:

5.1 Résultats revendicatifs: Bien que les mobilisations du FDC pendant cette phase n'obtiennent pas de résultats spectaculaires, puisque les politiques fédérales du gouvernement sont très rigides à ce sujet, elles arrivent toutefois à donner accès à une série de soutien beaucoup plus *focalisés* :

- Une indemnisation juste pour les travailleurs liquidés à cause de la fermeture de l'entreprise paraétatique Entrepôts Ruraux CONASUPO (BORUCONSA).
- Le transfert de ces entrepôts à des organisations de producteurs et des *ejidos*.

- Augmentation de 8 et 12%, respectivement des budgets du Secrétariat à l'Agriculture du Gouvernement Fédéral pour 2000 et 2001, suite aux mobilisations conjointes avec d'autres organisations dirigées à la Chambre des Députés.
- Accès au programme PROFECA, qui accorde des ressources pour l'organisation et la formation d'entreprises de commercialisation à la campagne.
- Accès à des programmes gouvernementaux d'amélioration du logement grâce à la vente subventionnée de tôles pour toitures et de réservoirs en plastique pour le stockage de l'eau.

5.2 Résultats socio- politiques: Pendant cette phase, le FDC va à être fortifié comme acteur politique, au moins en ce qui concerne les politiques orientées à l'agriculture, surtout dans le Chihuahua, mais aussi au niveau national. Le fait que, grâce à l'appui du Front aux travailleurs en liquidation de BORUCONSA, ces derniers voient leurs demandes satisfaites dans le cadre de leur travail, dénote que le FDC a une capacité d'action et de négociation face à quelques institutions fédérales.

D'autre part, après la confrontation entre le Front et le gouverneur Patricio Martinez à partir des attaques de ce dernier alléguant une mauvaise utilisation du fonds de commercialisation du haricot, le FDC termine libre de charge. Le gouverneur ne peut pas prouver son accusation, le Front la réfute et le gouvernement de l'Etat doit maintenir une relation de dialogue et de négociation avec l'organisation paysanne.

Un autre résultat bénéfique dans ce cadre est que le FDC se positionne comme un acteur politique important non seulement en ce qui concerne les politiques publiques concernant le monde agricole en général, mais encore plus précisément en ce qui concerne les politiques relatives à la production et à la commercialisation du haricot. Désormais, à partir de ces années-là, toutes les décisions du gouvernement de l'Etat au sujet de ce grain de base devront compter avec le FDC comme un protagoniste de poids, plus important, même que la CNC et d'autres organisations. De fait, dès la formation de deux instances mixtes gouvernement-producteurs pour l'organisation et la planification de la production et de la commercialisation du haricot, les dirigeants du FDC en sont présidents : le Conseil de l'Etat du Haricot et l'organisation du Système Produit Haricot.

Le FDC consolide aussi sa participation dans les espaces d'organisations nationales et internationales : il participe pleinement à l'ANEC, et sa participation produira des bénéfices pour les projets de commercialisation ; il est toujours lié au Réseau Mexicain d'Action face au Libre Commerce et se fortifie aussi grâce aux multiples relations internationales qu'implique le projet avec l'Union Européenne.

Toutefois, le FDC est isolé tant au niveau régional que local, ce qui rend quelque peu difficiles ses relations avec d'autres organisations sociales du Chihuahua. Bien qu'en 1999 le Front soutient Femmes pour le Mexique et se mobilisera ensuite quelquefois avec le *Barzón* Fédération, sa participation dans le monde des organisations sociales, surtout celles de gauche au niveau local, va diminuer, ce qui provoquera que le Front soit vu petit à petit comme une organisation « proche du PAN ».

5.3 Résultats éducatifs:

En ce qui concerne l'acquisition, la construction ou la transformation des connaissances, compétences ou attitudes, cette phase se caractérise par l'importance donnée à la formation, c'est-à-dire au développement chez les hommes et les femmes du FDC, de compétences (aptitudes) et d'attitudes pour pouvoir effectuer les tâches qu'exige la gestion des trois principaux projets économique-productifs :

- Un groupe d'environ trente paysans, provenant des entreprises de commercialisation est entraîné à la gestion des processus administratifs et comptables, de l'enregistrement électronique, de la réception, du stockage, du nettoyage et de l'emballage du haricot. En outre, ils sont formés à la rédaction de projets et à la présentation de rapports.
- À l'intérieur de la coopérative d'épargne et de crédit existent plusieurs niveaux de qualification : les caissiers et les caissières sont formés pour convoquer leurs épargnants, collecter, concentrer les économies et les remettre au promoteur. Les promoteurs développent des compétences pour l'organisation de groupes d'épargne, pour conduire leurs réunions, développer des thèmes de formation et concentrer l'épargne de chaque groupe. Les membres du conseil d'administration de la coopérative développent, outre les compétences des promoteurs, celles qui sont inhérentes à leurs charges à l'intérieur de ce conseil : organiser et conduire des réunions, administrer l'épargne et octroyer des crédits ; etc. etc.
- Un groupe plus réduit de paysans et paysannes est finalement formé pour administrer des exploitations agricoles en auto-gestion : conception d'un petit potager et d'un poulailler, culture du premier et enfin, utilisation des produits, etc.

Grâce à cette qualification, offerte dans des cours et des ateliers intensifs, se développe un groupe de base de paysans et paysannes qualifiés, ayant une capacité croissante de gestion et de conduite du projet collectif, surtout dans les projets des entreprises de commercialisation du haricot et de la coopérative d'épargne et de crédit. Ceci va donner une « viabilité humaine » à ces projets, c'est-à-dire une possibilité de subsister et même de croître sans avoir besoin de la présence continue de conseillers soit internes, comme les membres de l'équipe conseillère du FDC, soit externes, comme peuvent l'être des techniciens engagés de l'extérieur, ce qui constitue une avancée et un succès indéniables.

Toutefois, cette qualification essentiellement technique et spécifique de chaque projet productif, va se séparer de la direction et des instances proprement « politiques » ou corporatives du FDC. Il va arriver un moment où les promoteurs et les membres du conseil d'administration de la coopérative d'épargne et de crédit ou ceux qui conduisent les entreprises de commercialisation qui réussissent le mieux, comme celle de « Carbajales Unis », vont s'éloigner du processus d'organisation sociopolitique du FDC et vont prendre peu ou pas du tout part aux luttes et mouvements que le Front promeut. Ainsi va survenir une tension permanente entre ce qui est « spécifiquement technico-administratif » et ce qui est « social et politique ». Pour les dirigeants des projets économiques, les luttes sont de « simples magouilles », c'est-à-dire de la politique mal comprise, tandis que pour les dirigeants de l'organisation sociopolitique du Front dans chaque municipalité, *municipio* ou commission exécutive, ceux qui se chargent des projets économiques sont des « économistes utilitaristes désintéressés de la politique ».

Durant les années suivantes, et à partir de la coopérative d'épargne et de crédit, Jean-Baptiste Cousin va promouvoir avec Víctor Quintana (qui s'est réincorporé comme conseiller au début 2001) plusieurs tentatives pour « politiser » c'est-à-dire, pour inclure des analyses et une réflexion sociopolitiques dans les thèmes de

formation de la coopérative, mais ils n'obtiennent pas de grands résultats. Il en découle l'une des grandes questions du processus éducatif-formatif dans le FDC, à savoir : la formation politique n'est-elle qu'un ajout artificiel lorsque le principal intérêt des paysans qui s'organisent est économique, productif et administratif? Peut-on dépasser l'antinomie tellement fréquente dans les processus d'organisation dans le milieu paysan : « politiser les techniciens et techniciser les politiciens » ?

Conclusions partielles.

La principale caractéristique de cette phase du FDC c'est le retour sur lui-même, l'*intraversion*, qui, même si elle n'est pas absolue, révèle une prédominance des activités de renforcement institutionnel, soit au moyen d'une meilleure organisation interne du Front, soit par une diversification de ses activités, comme l'a marqué le second congrès, dans un sens économique-productif.

Ce retour du FDC sur lui-même lui est imposé, d'abord, par l'épuisement des phases précédentes de lutte extravertie au sein de coalitions, d'organes coordinateurs et de vastes fronts autour de problèmes plus généraux. Ensuite, par la demande venue de la base sociale plus vaste du Front, les paysans de l'agriculture pluviale de l'ouest du Chihuahua, de se centrer davantage sur leur problématique. En troisième lieu, par les exigences des institutions de financement, Union Européenne, CCFD, Frères des Hommes, pour que le FDC se fortifie institutionnellement et administrativement et entreprenne des projets économique-productifs avec des objectifs mesurables, évaluables, exigibles. En quatrième lieu, par l'orientation même des deux coordinateurs du FDC dans cette phase : Mario Vázquez et Dagoberto González, qui, appartenant eux-mêmes à des partis différents (PAN et PRD), maintiennent dans leur travail une orientation pragmatique et de gestion. Le conseiller Ignacio Galicia coïncide aussi avec cette orientation

Pendant les luttes de cette période, s'effectue de même un retour vers les bases traditionnelles du Front, après que, dans la phase précédente, les mouvements se soient orientés vers des demandes qui regroupaient divers secteurs sociaux ou vers des demandes plus générales de la société mexicaine. La demande unique tourne maintenant pratiquement de façon exclusive autour de la commercialisation du haricot, produit principal des paysans de l'agriculture pluviale, base sociale majoritaire du FDC. Toutes les demandes tournent autour de la commercialisation de cette légumineuse : meilleurs prix, contrôle des entrepôts de stockage, suspension des importations, constitution d'un fidéicomis pour les systèmes de mise en gage de la semence, appuis aux entreprises commerciales, etc. Le fait que le FDC se concentre sur les demandes des producteurs de haricot va lui apporter un bénéfice additionnel : il transforme le FDC en l'acteur productif le plus important de la politique publique en ce qui concerne la production et la commercialisation du haricot dans l'Etat du Chihuahua.

Toutefois, ce renforcement interne et le captage de ressources économiques supplémentaires par le FDC ont un coût : le Front est isolé des luttes d'autres secteurs sociaux au Chihuahua, et commence à être perçu comme une organisation quelque peu égoïste et peu solidaire. C'est ce qui est aussi perçu par les paysans qui ne prennent pas part aux projets économique-productifs, surtout par les fondateurs du mouvement. Il faut souligner un autre fait : la formation politique et idéologique, par exemple, l'histoire du mouvement paysan, l'importance de l'agriculture paysanne, ce qui signifie être citoyen, etc. est négligée car l'accent est mis sur une formation plus spécifique visant les aspects productif et administratif.

Tout ceci finira par donner davantage de force aux membres du PAN qui prennent part à la direction du Front. Et prépare donc l'atmosphère pour un changement de cap au cours du Cinquième Congrès d'Etat, au printemps de 2001.

Nous aimerions terminer non pas par une conclusion mais par une série de questions à reprendre dans les conclusions : il est indéniable que pendant cette

étape, le FDC se fortifie institutionnellement et promeut d'importants projets económico-productifs... mais, cela est-il compatible avec le développement d'une citoyenneté critique engagée dans un changement social revalorisant l'agriculture paysanne ? En d'autres termes : comment peut-on conjuguer dans une organisation paysanne le développement de projets económico-productifs efficaces et à succès avec une participation active, organisée, et, surtout, critique au sein du modèle d'agriculture -agriculture oligopolistique- encouragée au Mexique par les derniers gouvernements ?

CHAPITRE 8: CINQUIEME PHASE : (2001-2003) : NOUVELLE EXTRAVERSION ET PROTAGONISME NATIONAL DU FDC: MOUVEMENT : *ELCAMPO NO AGUANTA MÁS* (LES CAMPAGNES N'EN PEUVENT PLUS).

1.) La structure d'opportunités politiques.

Contexte et conjoncture nationales:

Le premier dimanche de juillet 2000 est un jour historique pour le Mexique. Ce jour-là, le PRI perd, pour la première fois de son histoire, une élection à la Présidence de la République. Vicente Fox, candidat du PAN, également soutenu par le Parti Vert Écologiste du Mexique, obtient de toute évidence le triomphe, en battant le candidat du PRI, Francisco Labastida Ochoa, celui du PRD et d'autres partis, Cuauhtémoc Cárdenas, ainsi qu'autres candidats de partis mineurs. On considère que le Mexique a entamé, enfin, une véritable transition vers la démocratie et que tous les mécanismes corporatifs, autoritaires et mercenaires érigés au cours des années 70 commenceront à être démontés pour faire place à la construction d'un régime véritablement démocratique.

Au début, le triomphe de Fox fait naître beaucoup d'espoirs. Divers secteurs cherchent à dialoguer avec lui et avec son équipe. Certains militants de renoms, membres d'organisations de la société civile, sont nommés à d'importants postes publics, surtout dans le secteur du développement social. Cependant, il sera vite clair que le « *bonus* » *démocratique* et l'*Etat de grâce* dont jouit Fox vont être gaspillés, pour deux raisons fondamentales : la première, parce que la présidence ne prend pas les décisions nécessaires pour écartier l'autoritarisme encore très présent dans la vie politique et sociale mexicaine, et la seconde, parce que les politiques économique et sociale du gouvernement de Fox vont être un prolongement des politiques néolibérales d'ajustement, en vigueur au Mexique depuis 1982.

En ce qui concerne sa politique agricole, pour l'essentiel, le gouvernement de Vicente Fox poursuit la politique d'ajustement envers le monde agricole, mise en pratique par les gouvernements fédéraux qui se sont succédés depuis 1982 : il privilégie la grande agriculture commerciale, exportatrice de fruits et de légumes, au détriment de l'agriculture productrice de grains de base.

Durant les trois premières années de son mandat au moins, Fox essayera de réduire le budget agricole. Ainsi, le budget pour la SAGARPA que présente Fox pour 2001 est de 26 mille 973 millions de pesos, le plus faible pour le secteur durant les dernières 25 années, 25% de moins que la moyenne destinée par le même secrétariat pendant les six ans d'Ernesto Zedillo. Pour 2002, il propose un accroissement pour la SAGARPA de 31.243 millions et ce ne sera qu'après une mobilisation paysanne intense que seront approuvés 4 mille 331 million de plus pour arriver à 35.000.580 millions de pesos.⁵⁶⁴

Fox laisse également voir le peu d'importance qu'a pour lui le monde agricole dans son attitude face à la Loi de Développement Rural Durable, considérée par les organisations de producteurs comme un instrument décisif pour la planification à long terme du secteur agricole et pour réduire les déséquilibres qui s'y manifestent. Cette loi est approuvée par majorité à la Chambre des Sénateurs en décembre 2000 et à l'unanimité à la Chambre des Députés huit mois auparavant. Mais en mars 2001, Vicente Fox interpose son veto présidentiel à cette loi, ce qui lui vaut de graves critiques de la part des plus diverses organisations paysannes et des chefs d'entreprise agricoles.⁵⁶⁵

Mais le plus important sera peut-être que, dans le contexte du TLCAN et de l'entrée en vigueur de l'avant-dernière phase du dégrèvement des produits agricoles, le 1er janvier 2003, le gouvernement de Fox, loin d'augmenter la

⁵⁶⁴ Quintana Víctor *A gritos y sombreros: continuidad y cambio en la política agropecuaria del gobierno de Vicente Fox*, in: Samuel Schmidt, coord.: *La nueva crisis mexicana*, Ed. Aguilar, Nuevo Siglo, México 2003, p. 189 et suivantes.

⁵⁶⁵ Idem.

production nationale d'aliments et de réduire les importations, augmente la dépendance alimentaire du pays ; une seule donnée le prouve : durant l'année 2000, les importations du secteur agro-alimentaire provenant des Etats-Unis se sont élevées à 6 mille 420 millions de dollars et après la première année de l'administration de Fox, elles parviennent à 7 mille 415 millions de dollars, et représentent une augmentation de 15% en un an ; tandis que dans le même laps de temps, les exportations de produits agro-alimentaires mexicains aux Etats-Unis sont passées de 5 mille 78 millions de dollars en 2000 à 5 mille 267 millions en 2001, soit un accroissement de seulement 3%.⁵⁶⁶ Bien que Fox ait eu la possibilité d'appliquer quelques mesures politiques pour décourager les importations d'aliments, comme celle de réviser les quotas et les volumes en établissant les tarifs douaniers encore permis par le TLCAN, les tarifs, par exemple, qu'il établit pour l'importation de maïs furent ridiculement bas : 1 et 3% pour les maïs blanc et jaune, respectivement.

Il y aura, surtout dans la première partie du mandat de Fox, quelques changements positifs mineurs dans la politique agricole : la demande des petits producteurs de recevoir avec anticipation la subvention du PROCAMPO, au moins pour les propriétés à petites surfaces, est satisfaite; des instances se créent, comme le Conseil Mexicain pour le Développement Rural Durable, afin de générer, conjointement avec les producteurs, des politiques de développement rural. Ce sont toutefois des avancées limitées qui ne peuvent contenir l'avalanche anti-paysan que va signifier l'entrée en vigueur, en janvier 2003, de l'avant-dernière phase de dégrèvement du TLCAN en matière agricole qui ne maintiendra soumises à des quotas et à des tarifs douaniers que les importations de maïs, haricot, sucre de canne et lait en poudre.

Le 13 mai est promulguée aux Etats-Unis la Loi de Sécurité pour les Fermes et l'Investissement Agricole (*Farm Bill*) qui élève jusqu'à 80% les subventions, surtout à l'exportation. Le budget net de Washington pour son secteur agricole s'élèvera à

³ Idem.

118 milliards de dollars en 2002 contre 3.500 seulement qu'exercera le gouvernement de Fox. En août 2002, le gouvernement de Vicente Fox présente une proposition de *Blindage Agricole* pour faire face à l'importation sans quotas ni tarif douanier, de tous les produits agro-alimentaires, à l'exception du maïs, du haricot et du lait en poudre ainsi que pour contrecarrer la *Farm Bill*⁵⁶⁷ des Etats-Unis, qui instaure à nouveau de grandes subventions aux exportateurs agricoles américains. Toutefois, selon les organisations paysannes, le blindage en question s'avère insuffisant pour protéger la production nationale de grains de base, de viande et de produits laitiers.

Contexte et conjoncture dans l'Etat du Chihuahua.

Chihuahua vit le premier cycle de la démocratie électorale : après avoir gagné, pour la première fois, le gouvernement de l'Etat en 1992, le PAN le perdra à nouveau en 1998 au bénéfice du PRI. Le gouvernement de Patricio Martinez présente dès le début les caractéristiques personnelles de ce dernier : combatif, habile, anti-centraliste, autoritaire, capable de décisions rapides. Ceci va l'entraîner, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, à des confrontations avec divers secteurs sociaux et même avec le FDC. Sa confrontation avec le gouvernement fédéral va jusqu'à provoquer du retard dans l'arrivée des ressources économiques des programmes fédéraux destinés à l'agriculture, comme le dénonce en juin 2001 le coordinateur du FDC, Pedro Torres.⁵⁶⁸ Toutefois, la présence politique du Front et son indéniable capacité de négociation vont obtenir que, malgré le caractère autoritaire du gouverneur, des espaces restent ouverts au Secrétariat au Développement Rural du Gouvernement de l'Etat.

Au mois de juin 2001, un groupe fourni et pluriel d'organisations sociales et politiques, parmi elles le FDC, exige du gouvernement de l'Etat la création de

⁵⁶⁷ La *Farm Bill* est un ensemble de politiques, de mesures législatives et de prévisions budgétaires que le Congrès des Etats Unis accorde tous les 7 ans en relation avec la politique agricole, alimentaire et le commerce agricole des Etats-Unis.

⁵⁶⁸ *El Diario*, Chihuahua., 26 août 2001, note de Candelaria García.

l'Institut de la Femme du Chihuahua, ce qu'il obtiendra quelques mois plus tard. Il sera menée une autre lutte qui agglutinera de nombreuses organisations ainsi que le FDC pour exiger au Congrès de reconsidérer les réformes approuvées en matière de violence domestique, violation et autres délits sexuels et qu'il soit imposé des peines plus sévères à ce sujet.⁵⁶⁹ Le gouverneur Patricio Martinez répondra à cette dernière demande en demandant au congrès de mener à bien les consultations nécessaires pour effectuer les réformes correspondantes et satisfaire ainsi les demandes de la population.⁵⁷⁰

En novembre 2001, à l'occasion du Jour International contre la Violence faites aux Femmes, une foule d'organisations de femmes et d'autres organisations sociales, parmi elles le FDC, demandent aux autorités de mettre fin au phénomène honteux et douloureux qui sévit à Ciudad Juárez depuis 1993 : le meurtre de femmes et de fillettes qui, à cette date, dépasse les 250 cas. Le cas « *des mortes de Juárez* » va scandaliser l'opinion publique nationale et internationale et entraînera diverses confrontations entre les organisations sociales, de femmes surtout et le gouvernement de Patricio Martinez.⁵⁷¹

La protestation contre l'insécurité publique croissante, y compris les meurtres de femmes sera précisément l'un des facteurs de confrontation entre le gouverneur Martinez et la société civile organisée.

Contexte du mouvement paysan.

Depuis le début de l'été 2001, un important cycle de mobilisations de diverses organisations paysannes a commencé au niveau national. Celles-ci partent des exigences des producteurs de maïs du Sinaloa, de riz du Campeche, de sorgho du Tamaulipas, d'ananas de Oaxaca et Veracruz ; elles réclament toutes de meilleurs

⁵⁶⁹ *El Diario*, Chihuahua, 26 août 2001, note de Candelaria García.

⁵⁷⁰ *El Diario*, Chihuahua, 1er septembre 2001, note de C. García, R. Lechuga et C. Coria

⁵⁷¹ *El Diario*, Chihuahua, 1er septembre 2001, note de C. García, R. Lechuga et C. Coria

prix pour leurs produits, des circuits agiles de commercialisation et un contrôle strict des importations qui leur font une concurrence déloyale.⁵⁷²

Huit mois après que Vicente Fox ait assumé le gouvernement, la rébellion des paysans contre sa politique agricole s'étend dans tout le pays, déclarant la « guerre » au Traité de Libre Commerce (TLC) avec les Etats-Unis et le Canada. Des mobilisations de protestation apparaissent dans les Etats du Sinaloa, du Sonora, du Tamaulipas, de la Basse Californie, du Zacatecas, du Jalisco, du Oaxaca, du District Fédéral, du Michoacán et du Nayarit, entre autres, comprenant des prises de secrétariats d'Etat dans la capitale, de bureaux publics dans différentes régions de la république, de raffineries de sucre, d'installations de PEMEX, d'entrepôts de grains, de ponts frontaliers ainsi que des confiscations de produits étrangers, des barrages de routes et meetings.⁵⁷³_[u1] Tout ceci va préparer le terrain pour le surgissement du mouvement paysan le plus important des dernières décennies : le mouvement *El Campo No Aguanta Más (Les Campagnes N'en Peuvent Plus)* : novembre 2002-avril 2003.

Contexte de l'agriculture du Chihuahua.

En 2001, le secteur agricole de l'Etat du Chihuahua souffre une grave crise depuis déjà 10 ans, induite tant par les effets des politiques d'ajustement structurel, que par la sécheresse. Les données concernant l'été de cette année-là sont très illustratives : selon l'Institut National de Statistique, Géographie et Informatique (*Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática*, INEGI) le manque de pluies et de sources d'emploi a provoqué qu'au moins 43 des 67 *municipios* de la région reportent des indices négatifs de croissance démographique, tandis que d'autres localités comme Ciudad Juárez et Chihuahua, ont des croissances annuelles de 5 et 3,5 pour cent, respectivement, liées directement au flux constant de migrants de la zone rurale. 80 pour cent des agglomérations rurales de l'Etat

⁵⁷² *El Financiero*, México, 23 juillet 2001, note d'Hector Silva.

⁵⁷³ *La Jornada*, México, D.F. 9 août 2001, note de Miroslava Breach.

sont à demi-désertes depuis 1992. Des femmes et des hommes jeunes qui habitaient dans 11 mille 628 communautés rurales ont choisi d'abandonner les terres stériles et les mines pour partir vers les villes s'employer dans l'industrie de la sous-traitance concentrée à Ciudad Juárez et à Chihuahua, ou de croiser le fleuve du Río Bravo à la recherche d'emploi dans les champs agricoles du Texas, du Nouveau Mexique ou d'autres Etats du pays voisin. Dans les villages ne sont restés que les vieux, quelques femmes et des enfants : de 11 mille communautés de moins de 60 familles en 1990 il n'en reste que six en 2001, et ces familles, autrefois composées de six à dix membres, ont vu leur nombre se réduire à trois.
574

Une étude du *Comité Pour l'Amélioration de l'Agriculture (Comité Pro Mejoramiento del Agro)* fait remarquer en 2002 la gravité des résultats du coût des énergétiques et des combustibles pour l'agriculture d'irrigation dans le Chihuahua: en 7 ans seulement, le coût du tarif 09 pour l'irrigation agricole est passé de 14 à 31 centimes le kilowatt/heure, tandis que le diesel a enregistré une augmentation supérieure à 500 pour cent, puisqu'en 1995 il coûtait 99 centimes le litre et que son prix en 2002 est de 4.73 pesos. Cette situation a entraîné la paralysie d'au moins 46 pour cent des 37 mille 510 tracteurs existants dans les champs cultivés, ainsi qu'un effondrement de l'utilisation des 10 mille puits opérables. En moins d'un lustre, la valeur des produits agricoles a connu un effondrement de 33 pour cent et en 2002, des 428 mille hectares d'irrigation, à peine 249 mille sont utilisés, et quant à l'agriculture pluviale, elle utilise seulement 494 mille d'un million 180 mille hectares.⁵⁷⁵

2.) Les demandes et les actions principales.

Durant le premier semestre 2001, le FDC baisse le rythme de ses actions de protestation et de ses luttes pour deux raisons : d'abord parce qu'il prépare le V

⁵⁷⁴ *La Jornada*, México, 9 août 2001, note de Miroslava Breach.

⁵⁷⁵ *Comité pro Mejoramiento del Agro* cité dans *El Diario*, Chihuahua, 1er avril 2001, note de C.García et E.Rodríguez.

Congrès d'Etat qui va avoir lieu en avril, ce qui requiert une préparation intense et la conclusion de 28 congrès préalables dans les *municipios*. Deuxièmement, parce qu'un bon nombre de militants de l'organisation vont figurer comme candidats de divers partis aux élections du premier dimanche de juillet, parmi eux les principaux dirigeants de l'organisation. Mais même dans ces conditions, le FDC entreprend une nouvelle initiative en coordination avec d'autres organisations sœurs :

2.1 La formation du Réseau Citoyen (Red Ciudadana).

En janvier 2001, Miguel Colunga et Victor Quintana sont restitués comme conseillers du FDC. Avec l'assentiment du coordinateur de l'organisation, Dagoberto González, ils commencent immédiatement à prendre part à la création d'un espace civil où sont évaluées, proposées et discutées les politiques publiques : le Réseau Citoyen. Le 27 janvier, le FDC et les organisations Femmes pour le Mexique, Commission de Solidarité et de Défense des Droits de l'Homme (COSYDDHAC), Equipe Peuple Chihuahua, Front des Consommateurs (FEDECO), Association Nationale Civique Féminine, constituent le regroupement Réseau Citoyen. Son premier objectif est d'organiser un forum sur la politique fiscale des gouvernements de la fédération et de l'Etat dont on craint qu'ils n'introduisent de nouveaux impôts qui nuiront encore davantage à l'économie des classes populaires.⁵⁷⁶

Le Forum a lieu le 3 mars avec l'assistance nombreuse de représentants d'organisations et de législateurs de l'Etat, du PAN et du PRD surtout. Il y est dénoncé que l'application de l'Impôt à la Valeur Ajoutée aux médicaments et à l'alimentation affectera sérieusement les classes populaires, de même que le changement de régime fiscal des petits contribuables et l'accroissement de l'impôt universitaire dans l'Etat du Chihuahua. Les législateurs s'engagent à voter contre

⁵⁷⁶ *El Heraldo de Chihuahua*, 27 janvier 2001.

ces impôts et à exhorter le Congrès de l'Union à ne pas approuver ceux qui ne sont pas de son ressort.⁵⁷⁷

Le 7 mars, le Réseau Citoyen annonce qu'il centrera bonne partie de son travail à «la démocratisation du Congrès de l'Etat », en œuvrant systématiquement pour que les députés soient attentifs à l'opinion des citoyens en ce qui les concerne, informent publiquement et en temps opportun de l'agenda législatif et rendent compte scrupuleusement de leur labeur. Le Réseau évaluera périodiquement l'activité du Congrès de l'Etat et la fera connaître aux citoyens.⁵⁷⁸ Son travail commence le 2 mai avec la remise des rapports de 11 législateurs locaux d'un total de 33 au Réseau.

Le 2 juin, le Réseau Citoyen tient le 1er Forum de Transparence Législative. Il y fait connaître son évaluation de l'exercice de la LIXème Législature du Congrès de l'Etat en ce qui concerne plusieurs rubriques : élaboration de lois, révision des comptes publics du Gouvernement de l'Etat et des *municipios*, travail de gestion des législateurs, assistance, ponctualité et rapport de comptes de ces derniers. Plusieurs législateurs répondent aux questions du Réseau. Il est suggéré des changements dans le fonctionnement du Congrès, une plus grande diffusion de leur tâche à travers une page d'internet –qui, à ce jour, n'a pas encore été créée- et une plus grande transparence quant à sa gestion administrative. Il est finalement annoncé que cette surveillance sur le Pouvoir Législatif de l'Etat se poursuivra.⁵⁷⁹

En avril 2002 se constitue formellement le Réseau Citoyen avec la participation du Front Démocratique Paysan, de Femmes pour le Mexique, du Front de Consommateurs, de la Commission de Solidarité et Défense des Droits de l'Homme, de l'Équipe Peuple Chihuahua et de la Coordinatrice Citoyenne. Son objectif sera de promouvoir la participation de la citoyenneté dans les affaires qui la concernent et de surveiller l'activité non seulement du Pouvoir Législatif, mais

⁵⁷⁷ *El Heraldo de Chihuahua*, 4 mars 2001.

⁵⁷⁸ *El Diario*, Chihuahua, 8 mars 2001, note de Manuel Quezada.

⁵⁷⁹ *El Heraldo de Chihuahua*, 3 juin 2001.

aussi du Pouvoir Judiciaire et de l'Exécutif. De plus, un Conseil se forme avec la participation de 35 personnalités de la société civile pour évaluer et suivre le travail du Réseau.⁵⁸⁰

Le 14 juin 2002, le Réseau Citoyen émet le rapport de travail sur 5 mois des députés du Congrès de l'Etat et signale « le coûteux » travail législatif des députés actuels au Congrès de l'Etat qui jusqu'à présent « se sont occupés avant tout de leurs intérêts de parti, et ont éludé le contrôle des comptes, rejetant les initiatives émanant de la citoyenneté et utilisant surtout la tribune pour attaquer leurs adversaires. » C'est un Congrès qui coûte quotidiennement 12 mille 764 pesos pour ses 33 députés et ses dépendances administratives, sur un budget de 153 million 743 pesos pour l'année en cours. « Dans la tâche que mène le Congrès, plus qu'une représentation populaire, ce qui prévaut, ce sont des attitudes et des visions partisans qui se reflètent dans la discussion et l'approbation d'initiatives en fonction de leur couleur. Ainsi même, la formation des différentes commissions tourne autour des intérêts de la majorité parlementaire pour obtenir le contrôle politique ». ⁵⁸¹

Le Réseau continuera son travail de surveillance du Congrès durant plusieurs années, du moins jusqu'à 2004, mais avec une participation moindre du FDC vu l'excès de travail que cela impliquait.

2.2 Un nouveau cycle de mobilisations en commun : le Front pour la Défense des Producteurs Agraires et les mobilisations de 2001-2002

Au fur et à mesure qu'avance la mise en œuvre du TLCAN dans l'agriculture, que les frontières s'ouvrent davantage aux produits américains, et que le gouvernement fédéral abandonne ses derniers espaces d'intervention à la campagne, la situation des agriculteurs non seulement paysans, mais aussi chefs

⁵⁸⁰ *El Diario*, Chihuahua, 15 avril 2002, note de Carolina Cardona.

⁵⁸¹ *El Diario*, Chihuahua, 15 juin 2002, note de Mario Flores.

de petites et moyennes entreprises agricoles se détériore. C'est ainsi qu'en mars 2001, deux leaders des producteurs de la région de Nuevo Casas Grandes, au nord-ouest de l'Etat, Armando Villareal Martha et Carlos Chavez Quevedo, font appel aux agriculteurs de cette région et du nord du Chihuahua pour former une organisation de lutte qui s'oppose aux tarifs électriques élevés de l'irrigation agricole, à l'entrée indistincte de produits agro-alimentaires de l'extérieur et au manque d'appuis pour le développement technologique des campagnes. Cet appel a du succès et le *Comité Pour l'Amélioration de l'Agriculture (Comité Pro Mejoramiento del Campo)* se constitue ainsi avec des chefs d'entreprises agricoles moyennes des *municipios* de Nuevo Casas Grandes, Casas Grandes, Janos, Ascension, Galeana et Buenaventura. Il s'agit de producteurs très différents à ceux de la zone traditionnelle du FDC. Ceux du Comité Pour l'Amélioration de l'Agriculture dans leur majorité ont des terres d'irrigation, cultivent sur de grandes surfaces ; plus que paysans, ce sont des chefs de petites et moyennes entreprises agricoles, ils ne produisent pas de grains de base mais plutôt du coton, des piments, des noix, de la luzerne. Ce comité va concentrer et promouvoir d'importantes luttes dans les mois suivants.

Les mobilisations commencent vers la mi-juillet 2001. Le 16, des producteurs du *Barzón* Fédération et du FDC prennent pendant deux jours quatre postes de péage d'autoroutes dans le sud et dans l'ouest de l'Etat. Les demandes de base, indiquent les chefs Robert Cazares et Pedro Torres, sont la dotation immédiate de semence de haricot et d'avoine pour l'ensemencement et des prix accessibles pour les combustibles et les fertilisants pour l'agriculture.⁵⁸²

Le 24 juillet, près de cinq cents paysans appartenant à différentes organisations de l'Etat du Chihuahua bloquent pendant presque une heure le passage des poids lourds au niveau de l'aire d'importations du pont international de Las Américas. Après avoir remis à l'administrateur de la Douane Frontalière une pétition, ils se rendent à la guérite du kilomètre 30, inspectent les poids lourds et empêchent

⁵⁸² *El Diario*, Chihuahua, 17 juillet 2001, note d'E. Fuentes et A. Nevárez.

l'entrée de ceux qui transportent des produits de boucherie et agricoles. Au cours des quatre jours préalables à cette action, des membres du Comité Pour l'Amélioration de l'Agriculture ont renvoyés de la douane de Janos plus de 35 poids lourds qui amenaient des Etats-Unis des tonnes de fruits et légumes avec une documentation douteuse, comme le signale le dirigeant de cette organisation, Armando Villarreal Martha. Les paysans, appartenant au Front Démocratique Paysan, au *Barzón*, à la Confédération Nationale Paysanne et au Comité Pour l'Amélioration de l'Agriculture, sont accompagnés par des députés locaux, ainsi que par 22 présidents municipaux de la région.⁵⁸³

Les demandes fondamentales de la liste de pétitions sont : la révision immédiate du TLCAN en matière agricole, la participation des producteurs aux comités de contingents et à la révision douanière des importations qui affectent le secteur, la réduction du prix du diesel à deux pesos, des tarifs d'énergie électrique pour pompage à 14 centimes le kilowatt/heure et des engrais de 50 pour cent et finalement, le retrait du veto présidentiel à la Loi de Développement Rural. Ils soutiennent aussi la demande de protection contre le décret du gouvernement de Fox qui établit de ridicules tarifs douaniers de 1 et 3 pour cent pour l'importation de maïs jaune et blanc, respectivement.⁵⁸⁴

Les paysans des quatre organisations vont arrêter des poids lourds à la douane pendant toute la nuit. Ils renvoient vers leur lieu d'origine plusieurs de ceux qui transportent des viscères de poulet et de dinde, des peaux de porc, du maïs et du fourrage. Le lendemain, après que la Commission Permanente du Congrès de l'Union se soit engagée à présenter le pli de pétitions des producteurs à l'Exécutif Fédéral, la prise de la douane du kilomètre 30 s'achève dans l'après-midi. Toutefois les producteurs du Comité Pour l'Amélioration de l'Agriculture annoncent qu'ils poursuivront la saisie de la douane de Janos. En même temps, ils lancent de là un appel aux organisations de producteurs agricoles de tout le pays, aux

⁵⁸³ *El Diario*, Chihuahua, Chih. 25 juillet 2001, note de R. Reyes, C. García, R. Domínguez et R. Lechuga..

⁵⁸⁴ *La Jornada*, Mexico, 25 juillet 2001, note de Rubén Villalpando.

familles, aux institutions académiques, aux centres de recherche et à tous les citoyens afin de constituer un front national en défense du monde rural mexicain et de faire respecter leurs demandes. Cet appel est signé par Pedro Torres au nom du Front Démocratique Paysan, Roberto Cázares du *Barzón*, Pavel Aguilar de l'Union Démocratique Paysanne, Carlos Chavez du Comité Pour l'Amélioration de l'Agriculture du Nord-ouest, Armando Dominguez de l'Union d'Élevage Régionale de Chihuahua, les Coordinateurs Parlementaires du PRI et PRD au Congrès de l'Etat, 22 Maires et le député César Duarte Jáquez, de la CNC.⁵⁸⁵

Le 3 août le 2001, dans la commune de Guasave de l'Etat de Sinaloa est constitué le Front pour la Défense des Producteurs Agricoles avec des paysans des Etats du Sinaloa, du Sonora, du Coahuila, du Durango, du Zacatecas et du Chihuahua. Le Front est intégré par des membres de la Ligue de Communautés Agricoles, la Confédération Nationale Paysanne, le Comité Pour l'Amélioration de l'Agriculture du Nord-ouest de Chihuahua, le *Barzón* Chihuahua, le *Barzón* national, le Front Démocratique Paysan, la Confédération Nationale Paysanne d'Ahome, Sinaloa, Le Front pour la Défense des Producteurs Agricoles du Sinaloa et l'Organisation Régionale Paysanne Autonome, du Sonora. De plus, il incorpore des producteurs de la Vallée de San Lorenzo, Sinaloa, de l'Union Régionale d'Ejidos et Communautés de la Laguna, comprenant des producteurs du Durango et du Coahuila, ainsi que de la Centrale Paysanne Cardéniste du Zacatecas. En représentation des organisations du Chihuahua, c'est Victor Quintana qui vient et qui propose d'effectuer la première action du nouveau front à Ciudad Juárez le 14 août.⁵⁸⁶

Le 14 août 2001, des centaines de paysans des Etats du Chihuahua, du Sinaloa et du Sonora ferment durant trois heures un des ponts internationaux de cette ville frontalière qui la relie avec El Paso et arrêtent des poids lourds provenant des Etats-Unis; cela fait partie des mobilisations qu'ils effectuent dans tout le pays

⁵⁸⁵ *El Diario*, Chihuahua, notes de Rosario Reyes et Candelaria García.

⁵⁸⁶ Archives personnelles de Victor Quintana.

pour exiger une modification de la politique agricole imposée depuis 1982 par les membres du PRI et que le gouvernement de Fox poursuit fidèlement. Les représentants du Front National pour la Défense des Producteurs Agricoles prennent contact par téléphone avec la Présidence de la République pour lui notifier leur action, exiger d'elle qu'elle prenne en considération leurs demandes et propositions et qu'elle tienne une réunion avec eux. Les propositions centrales qui les unissent sont : réduire de 50 pour cent le prix du diesel à usage agricole, des engrais et des tarifs d'électricité pour les puits d'irrigation dans le but de commencer à niveler les conditions entre producteurs mexicains et américains. Ils luttent également pour le contrôle effectif des importations de produits agricoles, pour la participation directe des producteurs dans les comités de contingents et pour une réelle attention aux problèmes de financement agricole et aux crédits en arriérés de paiement du secteur.⁵⁸⁷

Après être restés 24 heures à la frontière, les paysans du Front se retirent, mais les organisations du Chihuahua reprennent la lutte le 30 août en occupant les installations et les réservoirs de stockage de l'entreprise Pétroles Mexicains (PEMEX) pour continuer à faire pression en vue d'une solution à leurs exigences. Au même moment ont lieu des protestations du Front pour la Défense des Producteurs Agricoles dans la capitale de la République et dans le port de Veracruz, auxquelles assiste une représentation symbolique de paysans du Chihuahua.⁵⁸⁸

En l'absence de résultats importants du Front pour la Défense des Producteurs Agricoles, le FDC et d'autres organisations du Chihuahua cessent d'y prendre part dès fin septembre 2001. Toutefois, les organisations paysannes du Chihuahua continueront à effectuer sans lui des actions conjointes au cours des mois suivants. La première occasion se présentera début janvier 2002 :

⁵⁸⁷ *La Jornada*, Mexico, 15 août 2001.

⁵⁸⁸ *El Diario*, Chihuahua, 31 août 2001, note de C. García et D. García.

Le 4 janvier de la même année, des militants du Front Démocratique Paysan et du *Barzón* Chihuahua manifestent contre le mandat d'arrêt émis par le Procureur Général de la République envers Martín Solís, ex-coordonateur pour l'Etat du Front et alors dirigeant du *Barzón*. Solís n'est pas arrêté dans sa ferme, mais l'on parle de mandats d'arrêt pour d'autres producteurs.⁵⁸⁹

Le lendemain, apprenant que les mandats d'arrêt concernent non seulement Solís mais aussi 300 producteurs à partir d'une dénonciation présentée par la Banque Nationale de Crédit Rural (BANRURAL) pour une dette en suspens, dirigeants et membres du FDC et du *Barzón* Chihuahua exigent que la banque retire les accusations et ne transforment pas ces dettes en affaires marchandes pénales. La raison du retard dans le paiement des dettes, indiquent-ils, vient de l'effondrement du prix international du coton et de la concurrence déloyale du coton américain de mauvaise qualité.⁵⁹⁰

La situation n'étant pas résolue, un groupe important de producteurs du FDC, du *Barzón* Chihuahua et du Comité Pour l'Amélioration de l'Agriculture, prennent la maison-mère de BANRURAL dans la ville de Chihuahua pour obliger la banque à retirer ses plaintes et sont rejoints par des députés, hommes et femmes, du Congrès de l'Etat des partis PRI, PAN et PRD qui offrent leur appui.⁵⁹¹

Deux jours après, les invasions s'étendent aux succursales de BANRURAL à Cuauhtémoc, Jiménez, Guerrero, Namiquipa, Delicias et Ascensión. Leurs participants annoncent qu'ils ne se retireront qu'après avoir obtenu une solution politique grâce à la médiation du Congrès de l'Etat⁵⁹² qui accède à intervenir et obtient que BANRURAL retire les plaintes ; les producteurs signent une convention avec la banque et le gouvernement de l'Etat, mettant fin aux occupations au bout d'une semaine.

⁵⁸⁹ *El Diario*, Chihuahua, 5 janvier 2002, note de C.García y N.Gómez.

⁵⁹⁰ *El Diario*, Chihuahua, 6 janvier 2002.

⁵⁹¹ *El Heraldo de Chihuahua*, 10 janvier 2002, note de Hugo Hernández.

⁵⁹² *La Jornada*, México, 12 janvier 2002, note de Miroslava Breach.

Durant les mois suivants auront lieu des actions sporadiques telles que des prises d'installations de la Commission Fédérale d'Électricité pour protester contre les tarifs d'énergie électrique élevés et promouvoir la proposition du Comité Pour l'Amélioration de l'Agriculture de promulguer une initiative de *Loi d'Énergie pour le Domaine Agricole*. Au centre de cette proposition de loi, élaborée par les conseillers des producteurs du Chihuahua, se trouve la sollicitude de prix préférentiels pour les producteurs afin qu'ils acquièrent les sources d'énergie nécessaire à l'agriculture : gaz LP, gaz naturel et énergie électrique pour le pompage agricole et d'élevage, diesel pour l'utilisation de tracteurs, tracteurs à chenilles, pelles mécaniques et niveleuses, moulins, malaxeurs et bétonnières, pour rendre plus efficace l'éclairage des basse-cours d'engraissement et des écuries, le fonctionnement des abattoirs type TIF, des unités laitières comprenant machines à traire, chambres froides et conservateurs de lait, des pressoirs à fruits, des scieries et autres activités. Pour y parvenir, il est recommandé que le Secrétariat à l'Énergie (SE) et le Secrétariat pour l'Agriculture, l'Élevage, le Développement Rural, la Pêche et Alimentation (SAGARPA), établissent des prix favorisant la production agricole.⁵⁹³

Le 10 avril 2002, en commémoration de l'anniversaire du meurtre d'Emiliano Zapata, les producteurs du FDC, le *Barzón* et le Comité Pour l'Amélioration de l'Agriculture prennent de nouveau les installations du pont international de Córdoba à Ciudad Juárez et celles de la douane du kilomètre 30 et se mettent à passer avec leurs camionnettes du diesel bon marché importé des États-Unis dans des bidons de 200 litres, et actualisent la revendication de Zapata « terre et liberté » dans les termes suivants : « nos propres grains et de l'énergie bon marché ». ⁵⁹⁴

⁵⁹³ *Comité pro mejoramiento del agro: Iniciativa de Ley de Energía para el Campo.*, archives personnelles de Víctor Quintana.

⁵⁹⁴ Quintana Víctor: “*Laboratorio de globalización*”, article publié dans *La Jornada*, 16 mai 2002.

Le 2 mai, des producteurs agricoles du nord-ouest de l'Etat, surtout des affiliés du Comité Pour l'Amélioration de l'Agriculture et du *Barzón-Chihuahua*, conduits par Armando Villarreal Martha et Martín Solís, prennent le pont international Córdoba Américas (Libre) pour protester contre l'entrée illégale de grains et de produits alimentaires au Mexique et pour exiger du Congrès de l'Union l'approbation de la Loi de l'Énergie pour le Domaine Agricole. Durant cette journée, les paysans permettent, sans révision douanière, le passage d'un nombre indéterminé de véhicules, mais maintiennent sous surveillance le transport commercial. La mobilisation reçoit tout l'appui du Front Démocratique Paysan et du *Barzón* Fédération.⁵⁹⁵

Le 3 juin, plusieurs dizaines de membres du Front Démocratique Paysan occupent les installations du Secrétariat à l'Agriculture, réclamant 40.8 millions de pesos du Programme de Soutien à la Commercialisation pour la surproduction de coton, de maïs jaune et de maïs blanc.⁵⁹⁶

Le 15 juin, a lieu ensuite le III Forum d'Etat Citoyen dans la ville de Chihuahua, avec la participation de députés fédéraux et locaux, de fonctionnaires du gouvernement de l'Etat et d'organismes comme le FDC, le *Barzón* Fédération et l'Union Paysanne Démocratique. Il y est décidé d'exiger la révision du Traité de Libre Commerce d'Amérique du Nord en matière agricole.⁵⁹⁷

A la mi-juillet 2002, est arrêté le dirigeant du Comité Pour l'Amélioration de l'Agriculture, Armando Villarreal Martha et emprisonné à Ciudad Juárez. Immédiatement, l'organisation entame des barrages de routes dans les Etats du Chihuahua, du Durango, du Zacatecas, d'Aguascalientes et du Guanajuato, exigeant l'immédiate libération de Villarreal. En outre, ils effectuent des prises de guérites de douanes sur la route de Janos à Nuevo Casas Grandes, dans la zone nord-ouest, tandis que le bâtiment des Quatrième, Cinquième et Sixième tribunaux

⁵⁹⁵ *El Diario*, Ciudad Juárez, note de Luz del Carmen Sosa et Alejandro Quintero.

⁵⁹⁶ *El Heraldo de Chihuahua*, 4 juin 2002, note d'Hugo Hernández.

⁵⁹⁷ *El Diario*, Chihuahua, 16 juin 2002.

de District à Ciudad Juárez est placé sous surveillance policière et son accès totalement restreint. Pour sa part, Jesus Emiliano García, conseiller du Front Démocratique Paysan, déclare qu'une centaine de producteurs agricoles et d'éleveurs se préparent déjà à réaliser une mobilisation à Ciudad Juárez jusqu'à ce que Villarreal Martha soit mis en liberté. Au même moment, Victor Quintana, également conseiller du FDC, informe que l'on cherche à obtenir l'intervention du Secrétaire de Gouvernement et de Députés Fédéraux pour que le Secrétariat aux Finances et au Crédit Public retire les accusations faites contre Villarreal Martha.

⁵⁹⁸

Le 18 juillet, plus d'un millier de producteurs du Comité Pour l'Amélioration de l'Agriculture, du FDC, du *Barzón* Chihuahua et du *Barzón* Fédération, de la CNC et d'autres organisations paysannes se concentrent pour protester contre l'appréhension de Villarreal Martha à Ciudad Juárez et bloquent pendant 12 heures le pont International Córdoba-Américas. Ils obtiennent que la Douane signe un accord avec les paysans pour retirer immédiatement l'accusation pour vol contre Villarreal Martha. Selon cet accord, une table ronde de négociation va s'ouvrir également pour analyser la problématique qui est à l'origine de l'introduction au Mexique de produits agricoles qui viennent seulement faire concurrence aux producteurs mexicains.⁵⁹⁹

Bien que les chefs d'accusation soient retirés, Villarreal Martha restera en prison plus d'un an, car il est aussi accusé d'émeute (délit politique), d'atteinte à la propriété, de menaces qualifiées, de lésions et de vol par la Commission Fédérale d'Électricité et la Banque Nationale de Crédit Rural. Toutefois, Villarreal n'acceptera jamais d'être libéré grâce à une négociation politique sans que les charges soient écartées ou son innocence démontrée.⁶⁰⁰

⁵⁹⁸ *El Diario*, Chihuahua, 16 juillet 2002, note de C. García et R. Lechuga.

⁵⁹⁹ *El Diario*, Ciudad Juárez, 19 juillet 2002, note de C. García, P. Torres et R. Ramos.

⁶⁰⁰ *El Diario*, Ciudad Juárez, 5 août 2002, note de J. Saucedo.

A partir de septembre 2002, le FDC est pratiquement mêlé à ce conflit, puisque la Coopérative d'Épargne et de Crédit elle-même prend part aux mobilisations de la lutte pour la renégociation du TLCAN en matière agricole et contre l'initiative de l'Aire de Libre Commerce des Amériques (ALCA) proposée par le président américain George W. Bush. Cela représentera un cycle de mobilisations sur presque un an que nous englobons sous le nom du *Mouvement Les Campagnes N'en Peuvent Plus*.

2.3 Le Mouvement : El Campo No Aguanta Más (Les Campagnes N'en peuvent plus) et le rôle qu'y a joué le Front Démocratique Paysan.

Démarrage du mouvement.

Le 12 octobre 2002, le pays est envahi d'actions de contestation contre l'ALCA, (Aire de Libre Commerce des Amériques), considérée par les organisations paysannes et populaires comme l'extension du TLCAN à toute l'Amérique : prise de ponts internationaux, fermetures de routes, marches et meetings permanents avec la consigne unanime : « Non à l'ALCA ». Au Chihuahua, paysannes et paysans du FDC et de la coopérative d'épargne et de crédit de ce dernier installent 60 barrages sur les routes du nord-ouest de l'État et un autre contingent bloque le pont international Córdoba-Américas à Ciudad Juárez. En outre, le *Barzón* Fédération et l'Union de Travailleurs Agricoles Frontaliers (UTAF), d'El Paso, Texas les soutiennent. Les pétitions des membres du Front et de toutes les organisations qui se manifestent au niveau national est de demander la renégociation du TLCAN en ce qui concerne le chapitre agricole et la non-négociation du traité pour l'Aire de Libre Commerce des Amériques (ALCA).⁶⁰¹

Le FDC manifeste un grand intérêt et un grand engagement dans cette lutte. Ainsi, le 12 novembre 2002, il est invité à une réunion de douze organisations paysannes à Mexico. Suite à cette réunion, celles-ci présentent un manifeste intitulé *Six propositions pour le sauvetage et la revalorisation des campagnes mexicaines*

⁶⁰¹ *El Heraldo de Chihuahua*, 13 octobre 2002, note de David Piñón.

auquel souscrivent les organisations suivantes : ANEC, AMUCSS, CEPCO, CNOC, CIOAC, CNPA, CODUC, FDCCH, FNDCM, Réseau MOCAF, UNOFOC, UNORCA. Les propositions sont les suivantes :

1. **Moratoire à l'article agricole du TLCAN.** Pour le sauvetage et la revalorisation de la campagne mexicaine, il est indispensable de freiner la concurrence déloyale des importations américaines, à partir de l'entrée en vigueur de la dixième année du TLCAN et de la loi agricole américaine (Farm Bill). A cet effet, comme indique notre Constitution, le Sénat de la République doit déclarer la campagne mexicaine en Etat d'urgence sociale, économique et environnementale et par conséquent décréter la suspension provisoire pour trois ans du chapitre agricole du TLCAN. De même, il est demandé que le Congrès de l'Union instruisse l'Exécutif afin qu'il entame un processus de renégociation de l'article agricole du TLCAN.
2. **Programme d'urgence 2003 et à long terme 2020.** Il ne suffit pas de suspendre et de renégocier le TLCAN. Pour que cela ait un sens, il faut réorienter les politiques publiques du secteur agricole au moyen de la formulation d'un programme d'urgence pour 2003 et d'un programme de changements structurels, basés sur la nouvelle loi de développement rural durable, dans une perspective allant jusqu'à 2020. Ce programme doit favoriser la production agricole pour le marché interne. Il doit réduire la dépendance alimentaire et reconstruire les chaînes alimentaires en réduisant les asymétries entre les producteurs et les régions rurales.
3. **Pour une véritable réforme financière rurale.** Créer une banque sociale rurale en soutenant des initiatives locales et la doter d'un fonds de ressources suffisant.
4. **Assignment de 1% par rapport au PIB au développement productif et de 1.5% au développement social et environnemental du secteur rural pour 2003.**
5. **Innocuité et qualité agroalimentaire pour les consommateurs mexicains.** Le libre commerce a entraîné pour les consommateurs mexicains l'importation d'aliments nuisibles, transgéniques, contaminés, d'aliments-poubelle et de déchets. C'est pourquoi il est exigé du gouvernement une politique de sécurité alimentaire et la garantie de l'innocuité et de la qualité des aliments sur le marché interne.
6. **Reconnaissance des droits et de la culture des peuples indiens.** Les organisations paysannes exigent l'application totale des Accords de San Andrés (entre l'Armée Zapatiste de Libération Nationale et le Gouvernement Fédéral, note de V.Q.) comme voie indispensable vers la reconnaissance des droits et de la culture des peuples indiens et vers la reprise des entretiens pour la paix au Chiapas.⁶⁰²

⁶⁰² Movimiento El Campo No Aguanta Más: *Seis propuestas para la salvación y la revalorización del campo mexicano*, doc. Privé, Mexico 2002.

Les organisations suivantes signent le document : Association Nationale d'Entreprises de Commercialisation Agricole (*Asociación Nacional de Empresas Comercializadoras del Campo*, ANEC), Union Nationale d'Organisations Régionales Paysannes Autonomes (*Unión Nacional de Organizaciones Regionales Campesinas Autónomas*, UNORCA), Centrale Indépendante de Travailleurs Agricoles et Paysans (*Central Independiente de Obreros Agrícolas y Campesinos*, CIOAC) Coordinatrice Nationale Plan d'Ayala, (*Coordinadora Nacional Plan de Ayala*, CNPA), Coordinatrice Nationale des Organisations Productrices de Café (*Coordinadora Nacional de Organizaciones Cafetaleras*, CNOC), Association Mexicaine d'Unions de Crédit du Secteur Social, (*Asociación Mexicana de Uniones de Crédito del Sector Social*, AMUCSS), Union Nationale d'Organisations Communautaires en Reforestation (*Unión Nacional de Organizaciones Comunitarias en Forestería*, UNOFOC), Coordinatrice d'Etat de Producteurs de Café Organique de Oaxaca, (*Coordinadora Estatal de Productores de Café Orgánico de Oaxaca*, CEPCO), Coalition d'Organisations Démocratiques Urbaines et Paysannes (*Coalición de Organizaciones Democráticas Urbanas y Campesinas*, CODUC) Front National de Défense du Domaine Agricole Mexicain (*Frente Nacional de Defensa del Campo Mexicano*, FNDCM), Réseau MOCAF : Réseau mexicain de Organisations Paysannes Forestières, (*Red Mexicana de Organizaciones Campesinas Forestales*, Red MOCAF) et Front Démocratique Paysan (FDC). Le manifeste commence par la phrase : *Les campagnes mexicaines n'en peuvent plus (El Campo No Aguanta Más)*, et un journaliste baptise ainsi le groupe d'organisations qui y souscrivent. A partir de là, le mouvement sera connu sous ce nom.

Première étape: les combats au Palais Législatif.

Le 3 décembre, dans le contexte de la discussion du *paquet économique* à la Chambre des Députés, les organisations membres du mouvement *Les Campagnes N'en Peuvent Plus*, organisent en compagnie d'une représentation nourrie du FDC, un rassemblement massif au Palais Législatif de San Lázaro, où

ils font connaître leurs *Six Propositions*... S'y joint le Conseil Agraire Permanent (*Consejo Agrario Permanente, CAP*) instance formée par le gouvernement depuis la dernière décennie, où prennent part 12 autres organisations. Seuls les législateurs du PRI et du PRD se présentent. Ils vont s'engager à soutenir les propositions du mouvement. Le même jour les membres du mouvement *Les Campagnes N'en Peuvent Plus* vont en manifestation à l'Ambassade des Etats-Unis au Mexique où ils remettent un document informant que, vus les préjudices causés à l'agriculture mexicaine, les organisations de paysans déclarent unilatéralement un moratoire au chapitre agricole du TLCAN.⁶⁰³

Les actes du 3 décembre causent un grand impact dans l'opinion publique et parviennent à placer le thème de l'agriculture au premier plan de l'agenda politique national. Ceci permet à quelques représentants de *Les Campagnes N'en Peuvent Plus* de soumettre une proposition à la négociation à la Chambre des Sénateurs. Il s'agit, au lieu d'éliminer la majorité des tarifs douaniers et des quotes-parts aux importations agro-alimentaires à partir du 1 janvier 2003, de rétablir ceux en vigueur au 31 décembre 1993, c'est-à-dire, jusqu'à la mise en vigueur du TLCAN. Des sénateurs des trois principaux partis politiques se montrent intéressés et font une contre-proposition : congeler pendant tout 2003 les tarifs douaniers et les quotes-parts de 2002, puisque les Etats-Unis ne permettraient pas de revenir aux conditions antérieures au TLCAN.⁶⁰⁴

Les Campagnes N'en Peuvent Plus voit avec de bons yeux la contre-proposition des sénateurs. Mais commence alors un intense labeur de manœuvres personnalisées de fonctionnaires de l'Ambassade des Etats-Unis aidés de fonctionnaires du Secrétariat à l'Économie, qui argumentent que maintenir les tarifs serait violer les termes du TLCAN et s'avérerait catastrophique pour le

⁶⁰³ Quintana Víctor: *El campo no aguanta más, cinco meses de movilización campesina*, dans l'ouvrage collectif: *El nuevo movimiento campesino mexicano*, Fund. Heberto Castillo Martínez, A.C., Mexico, 2004, pp.61 et suivantes.

⁶⁰⁴ Ibidem. pp.66-67

Mexique. Les législateurs se laissent convaincre et annulent le brouillon de l'accord auquel ils étaient déjà arrivés.⁶⁰⁵

Le 10 décembre, un contingent nourri du *Barzón* et de l'Union Nationale de Travailleurs Agricoles, (*Unión Nacional de Trabajadores Agrícolas*, UNTA) se présente au Palais Législatif de San Lázaro, à Mexico, exigeant également un moratoire au TLCAN en matière agricole et un accroissement budgétaire pour la campagne. Comme la manifestation campagnarde converge avec une autre de travailleurs de l'éducation, il se crée une confusion, une des portes du Palais Législatif est enfoncée et quelques meubles endommagés. La séance plénière de la Chambre de Députés répudie l'acte et accuse le dirigeant du *Barzón* Alfonso Ramirez d'en être l'auteur intellectuel. Des actions pénales sont mises en marche contre lui.⁶⁰⁶

Malgré cet incident, les mobilisations de décembre des différentes organisations de la campagne portent leurs fruits : le budget fédéral pour le développement rural, fixé aux environs de 34 milliards de pesos par l'administration de Fox, est augmenté à 47 milliards. D'autre part, la Chambre Basse approuve à l'unanimité la *Loi d'Énergie pour le Domaine Agricole (Ley de Energía para el Campo)* établissant des mécanismes pour réduire les coûts des sources d'énergie d'utilisation agricole. Toutefois, l'Exécutif ne cède pas d'un iota à la demande de moratoire au chapitre agricole du TLCAN. Ainsi, les organisations paysannes déclarent qu'elles entreprendront des mobilisations et des fermetures de ponts internationaux à partir du 31 décembre au soir.⁶⁰⁷

Deuxième étape: les grandes mobilisations de janvier.

L'Exécutif Fédéral craint une forte vague de mobilisations et s'empresse de convoquer diverses organisations de paysans pour négocier. Elles n'y répondent pas toutes. Ainsi, bien que le gouvernement de Fox annonce le 30 décembre qu'il

⁶⁰⁵ Idem.

⁶⁰⁶ Idem.

⁶⁰⁷ Idem.

n'y aura pas d'actions contestataires, *Les Campagnes N'en Peuvent Plus* réitèrent leur décision de s'implanter sur les ponts internationaux à la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis.⁶⁰⁸

Ainsi, à la première minute du 1er janvier, un contingent du Front Démocratique Paysan, accompagné par des leaders de l'Association Nationale d'Entreprises de Commercialisation Agricole (ANEC), de l'Organisation Populaire Indépendante et des Communautés Ecclésiastiques de Base, toutes deux de Ciudad Juárez et des organisations d'El Paso, Union des Travailleurs Agricoles de la Frontière (*Unión de Trabajadores Agrícolas de la Frontera*, UTAF) et Union des Travailleurs de la Frontière (*Unión de Trabajadores Fronterizos*), s'installent sur le Pont International Córdoba-Américas, dit le Pont Libre, entre Ciudad Juárez et El Paso, au Texas pour y faire la lecture du *Manifeste de Ciudad Juárez*. Dans cette proclamation, ils reprennent les exigences fondamentales du mouvement *Les Campagnes N'en Peuvent Plus* et lancent l'initiative d'un *Dialogue National pour le Sauvetage des Campagnes Mexicaines (Diálogo Nacional para la Salvación del Campo Mexicano)* en convoquant amplement tous les secteurs sociaux et politiques.⁶⁰⁹

Les dirigeants du FDC, Miguel A. Colunga, Jesús Emiliano et Victor Quintana, ainsi que Victor Suárez et Enrique Pérez, d'ANEC, commencent un jeûne et exhortent la citoyenneté à s'unir à la demande de moratoire au TLCAN en matière agricole. Dès le matin du 1^{er} janvier, de nombreuses personnes venant d'organisations sociales très diverses se donnent rendez-vous sur le Pont Libre pour se solidariser avec les paysans, bientôt rejoints par des groupes de la UNORCA de l'Etat de Durango et du Sonora. Au même moment la CNPA réalise des actions de protestation dans d'autres parties de la république, dans le Morelos et le Zacatecas.⁶¹⁰

⁶⁰⁸ Ibidem, p.67

⁶⁰⁹ Mouvement El Campo No Aguanta Más (MCNAM): *Manifiesto de Ciudad Juárez*, 1er janvier 2003, (photocopie), archives personnelles de Víctor Quintana.

⁶¹⁰ Quintana Víctor: *El campo....* (op.cit) p.68.

Le meeting permanent et son jeûne sur le Pont Libre obtiennent une grande diffusion nationale et internationale, ce qui oblige le Gouvernement Fédéral à accélérer les négociations et convoquer les diverses organisations au dialogue pour le lundi 6 janvier 2003. Avant de se retirer du pont, la PGR remet une convocation à un des dirigeants du FDC pour répondre à l'accusation d' « attaques aux voies générales de communication ». ⁶¹¹

Le 6 janvier, à la résidence du président de la République, Los Pinos, a lieu une grande réunion entre le Gouvernement Fédéral et les organisations rurales présidée par Vicente Fox, accompagné de son cabinet. Au préalable, au cours d'une réunion tenue à Veracruz avec la CNC, le Secrétaire à l'Agriculture, Javier Usabiaga est hué. Le Président offre d'entamer un dialogue pour chercher des solutions à la problématique de la campagne. La représentation du CAP accepte sans condition ; pour sa part, la représentation du mouvement *Les Campagnes N'en Peuvent Plus* qui a désigné Victor Quintana, du FDC, comme porte-parole, pose comme conditions de ce dialogue « des signes clairs indiquant que le gouvernement va renégocier le TLCAN en matière agricole » et « l'arrêt des actions pénales contre les paysans et leurs dirigeants ». ⁶¹²

Le même jour, l'UNORCA entame un jeûne à l'Ange de l'Indépendance du Paseo de la Réforma de Mexico et on convoque à la réalisation d'actes semblables dans d'autres parties de la République. Le 16 janvier termine le jeûne lors de la célébration, au Musée de la Ville de Mexico, du *Dialogue National pour le Sauvetage du Domaine Agricole*, avec la participation de nombreux intellectuels, artistes et leaders d'opinion. Le 20 janvier dans plusieurs Etats de la République a lieu une grande journée de mobilisation et protestation. On bloque des routes, on prend des bureaux publics, on effectue des marches, des meetings et des protestations. Au Chihuahua, le FDC, le Barzón et les Femmes pour le Mexique

⁶¹¹ Idem.

⁶¹² Idem.

barrent des routes. Ils annoncent que le vendredi 31 aura lieu une grande marche-meeting des divers groupements paysans à Mexico.⁶¹³

Parallèlement aux mobilisations se poursuivent les réunions de négociation avec le gouvernement. On décide d'entamer en février des tables rondes de dialogue sur la problématique de la campagne, en organisation conjointe entre le gouvernement fédéral et les organisations campagnardes. D'autre part, d'importants organismes syndicaux se rapprochent du mouvement. Autant l'Union Nationale de Travailleurs (*Unión Nacional de Trabajadores*, UNT) que le Front Syndical Mexicain manifestent leur solidarité avec les demandes paysannes et se disent disposés à en arriver à une grève nationale s'il le faut pour obtenir un moratoire au TLCAN en matière agricole.⁶¹⁴

L'Épiscopat se montre très intéressé par la problématique que présentent les organisations paysannes. Le Père Camilo Daniel, qui vient de laisser le Secrétariat Exécutif de la Commission Épiscopale de la Pastorale Sociale insister pour que celle-ci invite à dialoguer les dirigeants du mouvement ; Victor Suárez, de l'ANEC et Victor Quintana du FDC répondent à l'invitation. À partir de ce dialogue, la Commission Épiscopale de la Pastorale Sociale émet le 29 janvier le document « Pour la dignité des campagnes, pour la dignité du Mexique » (« *por la dignidad del campo, por la dignidad de México* »), où elle reconnaît les dommages causés à l'agriculture et à la société paysanne par les traités de libre commerce. Il nous semble opportun de citer l'un de ses paragraphes-clef :

« Les résultats de ce traité (TLCAN) ont été bénéfiques pour quelques régions et quelques producteurs du pays, mais la majorité des producteurs, petits producteurs, paysans et indiens ont vu sérieusement détériorées leur activité économique et leur qualité de vie. Comme exemple des secteurs favorisés nous avons les producteurs de cultures maraîchères et fruitières qui ont eu l'occasion de

⁶¹³ Ibidem, p.69.

⁶¹⁴ Idem.

*profiter des avantages du Traité. Toutefois, d'autres, comme les producteurs de grains et de viande ont été touchés négativement. Il convient de souligner que tandis que les premiers se comptent par dizaines de mille, les deuxièmes s'élèvent à trois millions ».*⁶¹⁵

Les évêques lancent un appel très clair :

*« Face à la situation d'urgence environnementale, économique et socioculturelle que vit la campagne, nous invitons le Gouvernement à écouter la société, à dialoguer avec les paysans et les autres producteurs et à utiliser toutes les ressources à leur portée afin d'assurer le bénéfice de la population actuellement exclue du développement. Les traités commerciaux ne représentent en aucune façon un engagement fatal et inamovible. Les parties intéressées ont toujours l'occasion de recourir à des mécanismes et sauvegardes en situations d'urgence. Le libre jeu des forces du marché ne corrige pas par lui-même l'exclusion et la pauvreté. Sauver le monde agricole signifie sauver l'occasion de construire un futur meilleur pour les générations à venir. Ceci est une obligation morale, une nécessité économique et un impératif politique ».*⁶¹⁶

Le 31 janvier convergent dans la ville de Mexico des contingents de toutes les directions du pays. Les plus nombreux au début sont ceux des organisations du mouvement *Les Campagnes N'en Peuvent Plus*. Font ensuite leur apparition ceux du *Barzón* avec des machines agricoles impressionnantes. Un groupe nourri du CAP s'intègre aussi. Au départ de la marche viennent s'ajouter les organisations syndicales et les organisations urbaines populaires, puis plus de trois mille

⁶¹⁵ Commission Episcopale de Pastorale Sociale: *Por la dignidad del campo, por la dignidad de México*, feuillet édité par elle-même, Mexico, 2003, p. 3.

⁶¹⁶ Ibidem, p.7

éléments de la CNC.⁶¹⁷ La population métropolitaine ovationne la plus importante manifestation paysanne des dernières décennies.⁶¹⁸

La marche culmine par un meeting combatif sur le Zocalo (place centrale de Mexico, NTD) envahi par plus de cent mille âmes. Un représentant de chaque groupement y prend part: *Les Campagnes N'en Peuvent Plus*, le *Barzón*, le CAP et la CNC avec en outre des orateurs de l'UNT et du FSM, ainsi que du Comité Mexicain pour la Paix. Cette grande marche-meeting marque l'apogée de l'étape de mobilisation massive de ce nouveau mouvement paysan unifié.

Troisième étape: le Dialogue National pour le Domaine Agricole, problèmes et réussites.

En raison de la force démontrée lors de la manifestation du 31 mai, il résulte que le Gouvernement se dépêche de chercher la négociation. Un comité conjoint d'organisation et de négociation se forme avec une représentation paritaire du Gouvernement Fédéral et des quatre groupements paysans présidé par le Secrétariat du Gouvernement. Au sein de ce dernier, on décide d'effectuer huit tables rondes de dialogue, toutes dans la Ville de Mexico, sur chacun des sujets suivants :

- I. Rôle du monde rural dans le projet de nation.
- II. Budget et financement pour le monde rural.
- III. Développement et politique sociale pour le monde rural.
- IV. Mise en ordre de la propriété rurale.
- V. Environnement et développement rural.
- VI. Domaine rural et gouvernabilité.
- VII. Agenda législatif pour le monde rural.
- VIII. Commerce intérieur, extérieur et TLCAN.⁶¹⁹

⁶¹⁷ La CNC est la Confédération Nationale Paysanne, organisation formée depuis les années trente à partir du gouvernement pour exercer un contrôle corporatiste sur la paysannerie. Elle a toujours appartenu au parti officialiste (au moins jusqu'à 2000) Parti Révolutionnaire Institutionnel, PRI.

⁶¹⁸ Voir la chronique de la manifestation dans les journaux de la ville de Mexico, surtout *La Jornada*, *El Universal* et *Reforma*, du 1er février 2003.

On décide d'entamer la première table ronde le lundi 10 février aux Archives Générales de la Nation ; le FDC y prend part comme représentant du mouvement *Les Campagnes N'en Peuvent Plus* à la table VIII, sur le commerce extérieur et TLCAN. Les tables de dialogue s'avèrent très riches en ce qui concerne la convocation et la participation. Outre les deux mille rapports environ qui sont présentés, il y a une importante représentation des régions, des secteurs et des organisations paysannes. A chaque table se présente, de plus, une conférence de la Chambre des Députés et une autre de la Conférence Nationale des Gouverneurs.

Le thème de la campagne prend ainsi la première place de l'agenda national, et il lui est accordé une grande importance face à l'opinion publique. Toutes les analyses et les avis s'expriment avec liberté. Cependant, un des effets collatéraux de tout ce processus de dialogue est que la mobilisation de l'étape préalable, avec une grande participation des bases, des régions, des communautés, entre dans une impasse et que le combat est centralisé dans la ville de Mexico.

Une grande lutte de sens commence ensuite. Le gouvernement comme les organisations paysannes effectuent chacun de son côté leur propre synthèse des tables rondes de dialogue, en accord avec leurs priorités et prétentions. Les quatre groupements paysans entament le lundi 17 mars un travail d'harmonisation de leurs résumés propres à la recherche de l'élaboration d'un projet commun. Miguel Colunga, Pedro Torres et Victor Quintana y prennent part en représentation du FDC. Après des sessions intenses, ils réussissent et le 24 mars publient leur document : *Proposition d'un accord national pour la campagne : pour le développement de la société rurale et la souveraineté alimentaire et avec les paysans comme éléments fondamentaux du projet de nation du Mexique au XXème siècle.*⁶²⁰

⁶¹⁹ Quintana Víctor, op. cit. pp 71 et ss.

⁶²⁰ Movimiento El Campo No Aguanta Más, CAP, CNC, El Barzón, *Propuesta de un acuerdo nacional para el campo: por el desarrollo de la sociedad rural y la soberanía alimentaria con campesinos como elementos*

Le document conjoint des quatre groupements paysans émis le 24 mars est une vision unitaire d'organisations rurales très diverses qui obtiennent d'en finir avec des années de profondes différences et de désaccords. C'est un apport critique non seulement à la situation actuelle des campagnes au Mexique, mais aussi aux politiques économiques d'ajustement dans le domaine rural, et en même temps un document qui propose un modèle différent, une alternative de projet de nation, à partir du monde rural. Il se présente comme un véritable *Plan paysan pour le XXIème siècle*.

En effet, ce document pose comme principes directeurs une série de *reconnaissances* : le rôle du monde rural, des agricultures paysannes et de l'indien comme priorité nationale. Reconnaissance du *principe de parité*, c'est-à-dire, de la pleine citoyenneté de toute la population rurale. Reconnaissance de la souveraineté alimentaire comme axe directeur de la politique agro-alimentaire. Reconnaissance du caractère multifonctionnel de l'agriculture et du droit des paysans d'être encore des paysans.⁶²¹

Il est proposé « un Accord Général sur les réformes structurelles, la nouvelle politique des campagnes et le nouveau pacte Etat-Société Rurale ». Viennent ensuite « les accords de base » groupés en 10 différentes rubriques : mesures d'urgence, souveraineté alimentaire, TLCAN et commerce extérieur, développement social à la campagne, budget pour le développement rural, financement, mise en ordre de la propriété rurale, environnement, gouvernabilité et changements constitutionnels et législatifs.⁶²²

Toutefois, cet accord n'est pas valorisé suffisamment en son temps par les organisations paysannes elles-mêmes. Il est remis à une table de rédaction des représentants du gouvernement fédéral. Ceux-ci font la contre-proposition d'un

fundamentales del proyecto de nación de México en el siglo XXI, Mars 2003, Mexico. (photocopies), archives personnelles de Víctor Quintana.

⁶²¹ Ibidem, pp. 6-7

⁶²² Ibidem, pp.8 et ss.

projet d'accord très limité et n'acceptent pas d'examiner celui des organisations paysannes, mais d'élaborer un document conjoint. Le thème provoque plus de deux semaines de discussions intenses et, de fait, de négociations. Naturellement, le document qui en résulte, le projet final de l'Accord National pour la Campagne, finit par être un hybride assez long, confus, contenant des avancées indiscutables, du moins dans ses propositions face à la politique agricole actuelle, mais s'éloignant énormément des propositions d'origine des organisations paysannes.

Au début d'avril un brouillon de l'Accord est donc déjà rédigé. Le Gouvernement fédéral fait pression pour qu'il soit signé dès que possible. Toutefois, les quatre groupements paysans décident de l'examiner de manière interne et de le soumettre aux bases. L'organisation qui en discute le plus est le Mouvement *Les Campagnes N'en Peuvent Plus*. Une bonne partie de ses organisations est d'abord réticente à la signature. Leurs principales objections sont que le Gouvernement Fédéral ne s'engage pas à réviser le TLCAN, ni à revenir sur les contraréformes à l'Article 27 constitutionnel. Ils argumentent également que la quantité de ressources fraîches pour la campagne est aussi très réduite et qu'il n'existe pas de volonté politique de suspendre les processus pénaux contre les paysans et les dirigeants. ⁶²³

Toutefois, dans ce contexte plusieurs facteurs interviennent qui contraignent les organisations du mouvement à signer l'Accord : la prolongation de la période de négociations ôte son élan au mouvement ; le fait que quelques groupements, comme la CNC et le CAP, soient disposés à le signer menace de briser l'unité et de faire courir le risque que les organisations opportunistes s'approprient les réalisations d'un mouvement qu'elles n'ont pas commencé. Le fait que les ressources de quelques programmes gouvernementaux ne seront pas libérées si l'Accord n'est pas signé a aussi son poids et l'ouverture de la période de

⁶²³ Quintana Víctor, op. cit. pp. 75-76

campagnes pour les élections fédérales qui auront lieu en juillet a également une influence.⁶²⁴

Ainsi, la situation à l'intérieur du mouvement *Les Campagnes N'en Peuvent Plus* arrive à son maximum de tensions pendant les jours préalables à la signature de l'Accord, programmée pour le lundi 28 avril. Il semble que la décision de signer ou de ne pas signer va ouvrir une brèche entre les organisations initiatrices du mouvement. Le débat qui s'organise dans la presse sur les avantages et les inconvénients de se rallier à la signature de l'Accord contribue aussi à cette tension. Pour essayer d'aplanir un peu les différences, il est convenu d'élaborer un « résumé » de l'Accord, sous forme de clauses avec des compromis clairs, évaluables et exigibles du gouvernement. Le résumé s'élabore, mais le vendredi 25 les représentants du Gouvernement Fédéral à la table de négociation, extrêmement irrités, le rejettent.⁶²⁵

L'UNORCA et le Front Démocratique Paysan du Chihuahua insistent sur le fait que le plus important est de maintenir l'unité du mouvement paysan au-delà de la signature ou non de l'Accord. Dans un document diffusé à toutes les organisations et à la presse, le FDC indique que « l'Accord National pour la Campagne ne doit pas être sacralisé et que l'on ne doit pas non plus mettre au bûcher ou canoniser ceux qui le signent ». Il propose qu'on respecte la décision de chaque organisation de signer ou ne pas signer, mais que l'accent soit mis sur le grand progrès obtenu par le mouvement, c'est à dire la « Proposition d'Accord National pour la Campagne », signé par les quatre groupements paysans le 24 mars, germe du Plan Paysan pour le XXIème siècle et base d'un compromis stratégique et unitaire de lutte.⁶²⁶

⁶²⁴ Idem.

⁶²⁵ Idem.

⁶²⁶ Front Démocratique Paysan, document sans titre sur la posture de l'organisation face à l'Accord National pour le Domaine Agricole, Chihuahua, 2003, p. 2.

Après plusieurs sessions de discussion et d'analyse, huit organisations du mouvement *Les Campagnes N'en Peuvent Plus* décident de signer avec la CNC, le CAP et le *Barzón*. L'UNORCA, le FDC, l'UNOFOC et le Front pour la Défense du Domaine Agricole Mexicain ne signent pas.⁶²⁷

Quatrième étape : l'Accord National pour la Campagne et les actions postérieures.

Le lundi 28 avril, au Palais National, le Président Fox, les secrétaires de l'Intérieur, de l'Agriculture, de l'Économie et de la Réforme Agraire signent l'Accord National pour la Campagne et du côté des organisations paysannes, la CNC, le CAP, le *Barzón* et huit des douze organisations du mouvement *Les Campagnes N'en Peuvent Plus*. Il s'agit d'un acte solennel, auquel assistent plusieurs centaines de personnes, et où une fois de plus le Secrétaire à l'Agriculture, Javier Usabiaga est hué.

Les portes-parole des organisations paysannes à cet acte insistent sur le fait que l'Accord est seulement un début et ne consacre d'aucune manière un accord qui serait déjà terminé, mais bien le début d'une nouvelle relation. Il s'agit selon eux d'un accord partiel et insuffisant. Ils insistent sur le fait que, même s'il y a eu une avancée, la lutte continuera.

Toutefois, le Gouvernement Fédéral voit les choses de manière différente. Pour lui, l'Accord marque déjà une nouvelle relation avec la société rurale et oblige ses représentants à se conduire dans les limites indiquées par la loi. Ainsi l'exprime Santiago Creel, le Secrétaire de l'Intérieur : « Une fois signé le présent Accord, il n'y aura plus de place pour des manifestations en dehors de la loi ou du cadre des institutions ».

⁶²⁷ Quintana Víctor, op. cit. p. 76.

Selon une des organisations signataires, l'ANEC, parmi les principales réalisations de l'Accord, ressortent ;

- L'exclusion du maïs blanc et du haricot du TLC tant qu'ont lieu les négociations correspondantes avec les gouvernements des Etats-Unis et du Canada. L'importation de maïs blanc est interdite et on entame une procédure de sauvegarde pour le haricot.
- La reconnaissance de la crise du secteur et de l'échec des politiques néolibérales. L'établissement de la souveraineté alimentaire comme objectif central de l'Accord.
- La reconnaissance de la nécessité d'un budget rural pluriannuel.
- La réalisation de façon conjointe, gouvernement-organisations, d'une étude pour la réforme intégrale des institutions rurales.
- Un programme d'actions immédiates dans lesquelles ressortent l'assignation de 2.800 millions de pesos additionnels et la révision des règles d'opération des programmes gouvernementaux dirigés à la campagne.
- Une commission de suivi de l'accord, une commission spéciale du pouvoir législatif et la création d'un Institut de politiques publiques pour le secteur rural.⁶²⁸

Ceux qui ne signent pas l'accord indiquent parmi leurs principales objections :

- C'est un document qui ne nomme pas les choses par leur nom : ce n'est pas un Accord National, mais une convention initiale, dont on ne devrait pas faire une publicité si pompeuse.
- L'Accord a un contenu de politique électorale plus que de revendications concrètes pour les paysans.

⁶²⁸ Quintana Víctor: *El movimiento campesino mexicano y su impacto en las políticas públicas*, (inédit), Chihuahua., 2004, p.20

- Dans les démarches et les gestions quotidiennes que font les paysans, on ne voit pas de signes d'une volonté politique du Gouvernement de changer la relation.
- Le Gouvernement ne s'engage pas à exclure le haricot et tout le maïs du TLCAN. Le maïs blanc représente seulement 200 mille tonnes des 6 millions du grain qui sont importés chaque année. Le reste est le maïs jaune, avec les importations duquel s'enrichissent de grandes compagnies américaines et mexicaines.
- Il n'y a pas non plus d'engagement pour réviser l'Article 27 de la Constitution.
- Il n'existe aucun engagement du gouvernement pour accomplir ce qui est stipulé dans les Accords de San Andres sur les droits et la culture des peuples indiens.
- En général, le Gouvernement n'accorde pas beaucoup plus que ce qu'il était déjà obligé de faire, soit en raison de la Loi pour le Développement Rural Durable, soit du Budget des Déficit de la Fédération tel qu'il avait été modifié par le Congrès sous la pression des organisations paysannes.⁶²⁹

Le 6 mai se constitue la Commission d'Évaluation et de Suivi de l'Accord National pour la Campagne avec des représentants du Gouvernement et des organisations. Le 12 du même mois, se forment trois grandes commissions mixtes de travail : une pour réviser les règles d'opération des divers programmes ruraux, une autre pour réviser ce qui se rapporte aux traités de libre commerce, et une troisième pour travailler l'agenda législatif et les affaires en rapport avec la gouvernabilité.

Cette Commission subit un fort processus de détérioration. Les raisons en sont variées : en premier lieu, elle exige une présence continue des négociateurs dans le District Fédéral (ville de Mexico, NTD), ce que beaucoup d'organisations ne peuvent pas financer. Deuxièmement, elle implique la participation à des discussions longues et confuses autour des règles d'opération des divers

⁶²⁹ Idem.

programmes fédéraux et les organisations paysannes disposent de peu de personnel ayant une formation adéquate. En troisième lieu, d'importants cadres des organisations se retirent du processus pour prendre part aux élections fédérales. Finalement, le Gouvernement Fédéral minimise l'importance de la Commission et tente de la fondre dans le Conseil National de Développement Rural Durable. Ainsi, en septembre, le mouvement se trouve déjà en reflux, avec une corrélation de forces plus défavorable et quelques tensions internes. Il est nécessaire de clarifier que le FDC pour toutes les raisons citées plus haut ne prendra jamais part à la Commission d'Évaluation et de Suivi.

Malgré cela, un impact significatif est obtenu quant à la politique du gouvernement mexicain face aux négociations de la Table Ronde de Cancún organisée par l'Organisation Mondiale du Commerce. Dès avant la réalisation de la réunion ministérielle sur cette plage des Caraïbes, la position du mouvement *Les Campagnes N'en Peuvent Plus* influence la décision du gouvernement de Vicente Fox d'intégrer le Mexique au *Groupe des 20 (G-20)*, qui comprend, entre autres, le Brésil, l'Argentine et l'Inde ; un groupe qui exige le retrait des subventions accordées aux exportations agricoles et des aides gouvernementales internes à l'agriculture des Etats-Unis et de l'Union Européenne. Pendant la réunion ministérielle à Cancún, la première semaine de septembre, les organisations du mouvement *Les Campagnes N'en Peuvent Plus* et les organisations paysannes d'autres pays, agglutinées dans la *Voie Paysanne* réalisent de violentes actions de protestation dans divers endroits de la ville. Finalement, la réunion de Cancún est un échec, puisque les Etats-Unis et l'Union Européenne ne cèdent pas au sujet des subventions agricoles et que les négociations sur d'autres sujets échouent également.

La présentation du Budget des Dépenses de la Fédération à l'automne 2003 donne l'occasion de mesurer la corrélation de forces entre l'Exécutif présidé par Vicente Fox et les demandes du mouvement paysan par le biais de ses représentants à la Chambre des Députés. L'Exécutif essaye de réduire le budget

destiné au développement productif de la campagne concernant plusieurs secrétariats d'Etat. Mais les commissions conjointes du Développement Rural, de l'Agriculture et de la Réforme Agraire de la Chambre, composées de plusieurs dirigeants du mouvement paysan critiquent le projet de Vicente Fox et augmentent ce budget d'environ 900 millions de dollars.⁶³⁰

2.4 Les luttes del FDC en soutien aux communautés indiennes.

Depuis le chapitre 4 nous avons dit que l'une des organisations fondatrices du FDC est le Forum de Sisoguichi, organisation constituée fondamentalement par des indiens rarámuri (un des groupes ethniques habitant la Sierra Madre Occidental du Chihuahua, appelés aussi Tarahumaras, NTD), bien que presque toujours dirigée par Bertha González, métis, leader de sa communauté. Dans ce chapitre et dans les suivants nous présenterons, de manière brève, certaines des dénonciations que le FDC a faites contre les spoliations de terres faites aux communautés rarámuri de la Sierra ainsi que de la dévastation des forêts réalisée au bénéfice de quelques négociants métis. Il faut dire que les indiens rarámuri ont pris part avec enthousiasme à la majorité des mobilisations de 1985 à 1995, même si les demandes formulées dans les différentes luttes ne les favorisaient pas vraiment : ils ont peu de terres, en général, ils n'utilisent pas de crédit pour leurs tâches agricoles, ni d'assurance et la plus grande partie de leur récolte est pour l'autoconsommation. Les indiens rarámuri se trouvent dans l'extrême sud-ouest de la zone d'influence du FDC et en général, leurs demandes ont été reléguées à un second plan au FDC à cause de la distance comme pour la prédominance des demandes des paysans de l'agriculture pluviale métis de la zone centre-occident et nord-occident.

Ce ne sera qu'à l'automne 2001 que Jésus Emiliano García conduira un campement de plus d'une semaine face au Palais de Gouvernement. Il accompagne entre autres les communautés indiennes de Sisoguichi, Repechiki,

⁶³⁰ Ibidem, pp. 21-22

La Laguna, Gupítare. Les demandes coïncident : récupérer les terres des communautés envahies par des propriétaires métis. Ils exigent, en outre, des soutiens pour développer de petites exploitations agricoles pour produire leurs propres aliments et des programmes de logement. Depuis lors ils obtiennent que différentes dépendances des gouvernements fédéral et de l'Etat, surtout celles qui ont à voir avec les questions agricoles et indiennes, comme le Secrétariat de la Réforme Agraire, la Procuration Agraire, la Coordinatrice d'Etat de la Tarahumara, etc. effectuent une réunion trimestrielle pour suivre la résolution des problèmes de tenure foncière, de la propriété et de l'administration des forêts, de la production, agricole, etc.

Toutefois, la résolution des problèmes agricoles est longue et très compliquée. La raison en est que beaucoup de communautés indiennes des régions de montagne n'ont jamais été reconnues comme telles par le gouvernement et qu'arriva un moment, après la Révolution de 1910, où les terres et les forêts qu'ils occupaient depuis des temps immémoriaux furent déclarés « terrains nationaux ». A partir de là, ce furent les métis qui réclamèrent ces terrains et le gouvernement les leur attribua sans prendre en compte le fait que des communautés indiennes y avaient vécu depuis toujours. Les conflits commencent alors à apparaître parce que les nouveaux propriétaires commencent à exploiter les forêts et à interdire que les indiens les utilisent pour leurs besoins minimaux de construction et de bois de chauffage. Ces communautés se dirigent alors vers des instances comme le FDC pour qu'il combatte en faveur de leurs terres et de leurs forêts. Cependant il existe déjà un imbroglio juridique à ce sujet puisque les propriétaires « légaux » sont les métis venant d'ailleurs et que souvent les indiens ne possèdent aucun document « prouvant » leur droit ancestral. Il est inutile de dire que très peu de problèmes de ce genre ont été favorablement résolus pour les communautés indiennes, puisque que la seule solution est souvent l'achat du terrain aux propriétaires métis ; le gouvernement fédéral qui est le seul à avoir les ressources pour le faire, préfère acheter dans des lieux où de vrais « foyers d'alerte » sont détectés et où des

conflits sont sur le point de déborder. Ce n'est pas le cas des communautés indigènes avec lesquelles a travaillé le FDC.

Les indiens ne cessent pas pour autant d'aller aux assemblées trimestrielles de suivi des problèmes agricoles, ni de prendre part aux actions solidaires avec d'autres luttes. D'autre part, ils ont obtenu quelques programmes de production d'aliments, comme des vergers en hydroponie, de l'aquaculture, du petit élevage et quelques ressources pour l'amélioration du logement.

Malgré tout, le FDC n'a pas abordé pleinement le problème des communautés indiennes, peut-être par manque d'intérêt, peut-être à cause des distances entre la Sierra Tarahumara et la capitale de l'Etat, peut-être par manque de rapprochement et d'une meilleure connaissance de l'idiosyncrasie des peuples indiens du Chihuahua. Malgré la participation généreuse des indiens à la plupart des luttes, le FDC est une organisation majoritairement conformées de paysans métis de style cow-boys du sud-ouest américain. Et ce « majoritairement » a souvent fait que les problèmes et les demandes des indiens passent toujours au second plan.

3) Les acteurs, les leaders et leur relation

La base sociale : Pendant cette phase, la réduction numérique de la participation des paysannes et paysans de la majorité des communautés et des *municipios* du FDC est déjà très notable pour plusieurs raisons : d'abord, l'émigration à laquelle les paysans ont été obligés à cause de la sécheresse et de la chute de la rentabilité agricole, (nous l'exposerons graphiquement dans la troisième partie), puis le vieillissement des membres du FDC, car il ne se présente pas de relève générationnelle, la plupart de leurs enfants émigrant aux Etats-Unis. Le FDC arrive à maintenir un minimum de participants aux mobilisations grâce à la participation permanente de communautés indiennes qui se sont intégrées,

comme Repechiki et La Laguna : De même pendant trois ans, un petit groupe de la région centre-sud de l'Etat s'est également intégré. Il faut aussi souligner que depuis septembre 2002, quelques-uns et quelques-unes des membres de la Coopérative d'Épargne et Crédit qui auparavant ne participaient pas, commencent à prendre part aux mobilisations contre le TLCAN.

Bien que réduit au niveau de ses contingents, le FDC réussit à réunir le nombre suffisant de personnes dans ses mobilisations pour exercer une pression et attirer l'attention de la presse. En outre, avec toutes ses limitations, c'est encore l'organisation paysanne qui a la plus grande capacité de convocation dans le Chihuahua.

Les leaderships : Il est remarquable que pendant cette étape ne s'incorporent pratiquement pas au FDC de nouveaux acteurs mais qu'il se produise plutôt une réorganisation de leaderships. En effet, au début de cette étape, le groupe de Dagoberto González, Mario Vázquez et Ignacio Galicia que nous avons déjà caractérisé dans le chapitre précédent, dirige le FDC, avec une orientation vers l'aspect de gestion. Fin 2000, Miguel Colunga et Victor Quintana reviennent au FDC, après un séjour de deux ans et demi auprès du gouvernement de la ville de Mexico. Peu de temps après, au printemps 2001, a lieu le Vème Congrès d'Etat du FDC au cours duquel une vague de membres du Front proches du PRD porte Pedro Torres à la coordination de l'Etat. Seul un mouvement de dernière heure obtient que José Granillo, du groupe de Mario Vázquez et Ignacio Galicia occupe le Secrétariat d'Organisation.

D'autre part, une fois passées les élections du Vème Congrès d'Etat, le groupe qui a dirigé le FDC depuis 1997 s'insère dans le processus des élections locales. Ainsi, en mars 2001, le coordinateur du FDC, Dagoberto González, annonce qu'aux élections de juillet de la même année où seront élus des députés au Congrès de l'Etat, des présidents municipaux et des syndics, environ soixante militants du FDC se présenteront à divers postes d'élection populaire dans le cadre

des trois principaux partis politiques : PRI, PAN ET PRD. On y remarque: Dagoberto González lui-même, candidat du PRD à la mairie de Ciudad Guerrero; Mario Vázquez, candidat du PAN à la mairie de Santa Isabel et Ignacio Galicia, candidat à député pour le XIème district, qui a comme chef-lieu la ville de Chihuahua. Le Professeur José Jesús Castañeda figure aussi comme candidat suppléant à député du PRD, pour le secteur n° IX, chef-lieu, Madera. On estime que 50 candidats se postuleront pour être conseillers municipaux, 70% d'hommes et 30% de femmes, venant du PRI, du PAN et du PRD dans les *municipios* de Bocoyna, Guerrero, Cusihuiríachic, Matachí, Temósachic, Ignacio Zaragoza, Namiquipa, Bachíniva, Santa Isabel et Buenaventura.⁶⁹

La nouvelle direction du FDC, ainsi que le départ de l'équipe dirigeante précédente afin de prendre part aux élections locales s'ajoutant au retour de Colunga et de Quintana, va produire un changement très important dans l'activité du Front pendant les années suivantes.

Mais d'abord, il faut parler un peu de Pedro Torres, le coordinateur de l'Etat de 2001 à 2003. Il peut être considéré comme le premier coordinateur totalement paysan. Il vient de l'*ejido* Manuel Avila Camacho, dans le *municipio* de Bachíniva où il a été président du commissariat de l'*ejido*. Il milite au FDC depuis 1989 et c'est l'un des fondateurs du PRD dans l'Etat. Il a été, en outre, trésorier municipal temporaire et candidat à député fédéral suppléant, en tandem avec Victor Quintana, en 1994. Son niveau d'études est celui de collège technique. Il se consacre totalement à l'agriculture, au bétail et à la culture de pommes dans sa communauté d'origine et par périodes, pour compléter ses revenus, il va travailler comme d'entraîneur de chevaux à Santa Fe, Nouveau Mexique aux Etats-Unis. C'est l'un des membres du Front les plus reconnus et qui a le plus de prestige. Quand il entreprendra sa campagne en vue de la coordination du FDC de l'Etat, il sera soutenu par le Prof. Dagoberto González, par Miguel Colunga, Victor Quintana et la majorité des dirigeants municipaux. Son adversaire est Francisco Ponce de León, jeune dirigeant du *municipio* de Guerrero, récemment entré au FDC, et soutenu par le groupe du PAN.

Pedro Torres remporte les élections et au cours d'une négociation de dernière heure, pour « préserver le pluralisme du FDC », on accepte que José Granillo, de Santa Isabel occupe le Secrétariat d'Organisation. Lui aussi est nouveau au FDC, il a des liens solides avec Mario Vázquez et Ignacio Galicia, il est fils de paysans et près de terminer la carrière d'Administration d'Entreprises.

Des le début, Pedro Torres, Miguel Colunga et Victor Quintana forment une équipe de travail cohérente et ils partagent de nombreux points de vue et perspectives sur le FDC et sa mission. Sans entrer en conflit avec la conduite des projets économiques qui sont aux mains de José Granillo, Jésus Emiliano et de Jean-Baptiste Cousin, ils vont orienter le travail du Front vers une réorganisation sociale et politique, la formation idéologique et la participation aux mouvements des producteurs agricoles de l'Etat ou nationaux. Pour eux, qui ont une orientation de gauche, le FDC doit être un instrument d'organisation, de formation et de lutte pour que les paysans et les paysannes réalisent des mouvements sociaux qui exigent de bonnes conditions de vie pour les familles rurales et revendiquent l'agriculture paysanne en tant que génératrice de souveraineté alimentaire pour le pays.

Le VI Congrès du FDC de l'Etat a lieu à Cuauhtémoc, les 27 et 28 septembre 2003, avec la conclusion préalable des congrès municipaux et sous-municipaux. Comme membres de la nouvelle direction sont choisis: Daniel Delgado, du *municipio* de Namiquipa, comme coordinateur ; Miguel Martinez, du *municipio* de Temósachi, comme Secrétaire d'Organisation ; Robert Montoya, du *municipio* de Guerrero, comme Secrétaire des Finances et Aurélia Quintana, du *municipio* de Matachí, comme Secrétaire de la Femme. Il s'agit d'une direction nettement paysanne. On remarque aussi que la coopérative d'épargne et de crédit commence à former des cadres pour la direction du FDC : c'est le cas de Miguel Martinez, d'Aurélia Quintana et Robert Montoya, tous promoteurs de cette coopérative.

La relation bases-conseillers : La combinaison de styles qui se présente pendant cette phase s'avère intéressante. D'une part, il y a une combinaison de la direction

pragmatique et de la gestion que nous décrivions dans le chapitre précédent. Elle se fait à l'intérieur des deux projets économiques principaux : la coopérative d'épargne et de crédit et l'intégratrice d'entreprises de commercialisation du FDC. Là, les conseillers ou les dirigeants principaux sont Jean-Baptiste Cousin, Ignacio Galicia et José Granillo, même si fin 2002, Jésus Emiliano remplace ces deux derniers. La relation se réalise au travers de la capacitation très spécifique en raison des habiletés et des connaissances qu'exigent ces projets : administration, achats, ventes, registres comptables, utilisation d'ordinateurs, etc. La relation consiste aussi en un suivi, en un accompagnement des paysans et des paysannes qui assument des positions de direction dans les entreprises.

D'autre part, on réactive à nouveau le leadership freirien-maoïste avec le retour de Colunga, Quintana et le soutien de Pedro Torres. Il se déroule à partir de la convocation à des réunions par communauté ou par *municipio* dans lesquelles la problématique la plus sensible est reprise, analysée de manière critique et structurelle et au cours desquelles sont décidées les actions les plus pertinentes pour la transformer. On adopte la méthode *voir, penser et agir* de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) pour la transmettre ensuite à toutes les réunions de groupes de la coopérative d'épargne et de crédit.

Ces styles ou façons d'exercer la direction, n'entrent pas en conflit, ils se complètent. Un exemple clair en est le bulletin *Force Paysanne* qui régularise et amplifie sa parution : il devient mensuel et se publie à plus de mille exemplaires. Le bulletin, élaboré surtout par Jean Baptiste Cousin, Colunga et Quintana combine l'aspect formatif idéologico-politique, avec un « thème de formation » traité par la méthode *voir, penser, agir*, des informations d'actualité sur les luttes du Front et sur la marche des projets productifs, avec une information mensuelle sur la marche de la coopérative d'épargne et de crédit.

4) Les formes d'organisation et d'action.

4.1 L'organisation interne du FDC.

Toutes ces années la structure organisatrice du FDC continue à se fortifier grâce à des mécanismes très divers : depuis 2000, le premier *Plan Stratégique du FDC* est élaboré avec l'aide d'un bureau de conseillers et peu après le Vème Congrès de l'Etat, en été 2001, ce plan est mis à jour et se précise, avec l'aide de l'équipe de conseillers. Le plan sera repris à nouveau pour être évalué et être mis à jour après le VIème Congrès d'Etat, en novembre 2003. Même si l'on ne suit pas au pied de la lettre le *Plan Stratégique* c'est une référence de base de l'action du FDC, et il sert, en outre, comme carte de présentation pour les organismes de financement ou le gouvernement. Les dirigeants des *municipios* où travaille le FDC prennent toujours part à l'élaboration et à la mise à jour du Plan.

Les évaluations externes, sollicitées par l'Union Européenne pour suivre le projet trisannuel qu'il développe avec elles aident aussi à fortifier le FDC. La première se réalise en 2000 et la deuxième en 2002.

En février 2001 est organisée une Rencontre de Femmes Paysannes, conduite par l'Equipe Peuple. Il y en aura d'autres par la suite, dirigées par Graciela Ramos, de l'organisation Femmes pour le Mexique, où il est mis l'accent sur la culture de l'identité sexuelle.

Les Vème et VIème congrès se réalisent aux dates prévues, en mars 2001 et septembre 2003 respectivement, après plus de vingt congrès municipaux et sous-municipaux, démontrant que le FDC continue à étendre sa zone d'implantation.

Du point de vue financier le FDC se fortifie aussi : bien que le projet tri-annuel de l'Union Européenne se termine, en été 2001, le Front reçoit la visite d'une délégation du Catholic Relief Service (CRS), des Etats-Unis, qui s'intéresse au travail avec les paysans et qui est devenu depuis lors la principale source de financement pour l'organisation.

D'autre part, le FDC continue à étendre ses relations internationales : Pedro Torres et Bertha González, puis José Granillo et José Jesús Castañeda vont en France, invités par le CCFD. D'autre part, Jésus Emiliano organise deux visites à Cuba avec une délégation de paysans pour prendre part aux cours sur l'agriculture organique, promus par l'Association Nationale de Petits Producteurs (*Asociación Nacional de Pequeños Productores, ANAPP*) de ce pays.

4.2 Participation dans d'autres organisations

Pendant cette phase, le FDC arrive à dépasser l'isolement relatif des années précédentes et intensifie sa participation dans des organismes coordinateurs, fronts et réseaux, tant au niveau local qu'au niveau de l'Etat et au niveau national que l'on peut classer de cette façon :

Fronts étatiques ponctuels : il s'agit de coalitions d'organisations sociales, de femmes, de droits de l'homme, de voisins, de consommateurs..., avec des objectifs très spécifiques et conjoncturels : contre les réformes au code pénal en matière d'infractions sexuelles ; contre le *fémicide*, etc.

Réseaux permanents locaux : C'est le cas du Réseau Citoyen dont le FDC est fondateur et participant très actif, au moins durant ses quatre premières années. Comme nous l'avons déjà dit plus haut, c'est un ensemble d'organisations sociales de la ville de Chihuahua dont le principal but est de fonctionner comme un observatoire formé de citoyens qui surveille le travail du Congrès de l'Etat

Coordination permanente d'organisations de producteurs ruraux au niveau de l'Etat : Sans constituer un nouvel espace comme *Tous pour Chihuahua*, les organisations de producteurs ruraux de l'Etat construisent un espace informel conjoint d'action et de demande depuis 2001. Elles se réunissent fréquemment, sans formalité de temps ni de hiérarchies, ni de charges, pour analyser leur problématique, entreprendre des mobilisations communes et négocier conjointement face au gouvernement. Les principales revendications autour desquelles ils travaillent sont : contre l'importation sans limite de produits agro-

alimentaires, pour des tarifs justes et compétitifs de l'énergie électrique pour l'irrigation agricole, contre les embargos décrétés par les institutions financières, pour la remise opportune, suffisante et transparente des subventions officielles à la campagne. A cette coordination *de facto*, sans nom ni règles explicites, prennent part le FDC, le *Barzón* Chihuahua, le *Barzón* Fédération, le Comité Pour l'Amélioration de l'Agriculture, l'Agro-dynamique Nationale et, occasionnellement, la CNC et quelques organisations par branche de production, comme les cotonniers et les cultivateurs de noyers.

Fronts nationaux d'organisations campagnardes : Il s'agit de coalitions d'organisations de producteurs ruraux autour de demandes ponctuelles et/ou structurelles. Pendant cette phase le FDC prend part à deux d'entre elles : en 2001, il est fondateur et membre du Front pour la Défense de la Campagne Mexicaine, qui réunit à un certain moment des producteurs de six ou sept Etats du nord et nord-ouest du Mexique. Ses demandes fondamentales sont : appuis et facilités pour la commercialisation du maïs, du haricot, du blé et du sorgho, et contrôle strict des importations agro-alimentaires. Le FDC cesse d'y prendre part fin 2001. Vient ensuite la participation, très intense, du FDC dans les organisations qui forment le mouvement national *Les Campagnes n'en peuvent plus*. Nous avons déjà décrit ces organisations, leurs demandes et leur processus. Il suffit de dire ici que l'organisation régionale, non nationale, qui obtient davantage de présence au sein de ce mouvement national est peut-être le FDC.

Associations nationales : le FDC depuis la phase précédente prend part très activement à l'Association Nationale d'Entreprises de Commercialisation de la Campagne (ANEC). Nous avons déjà dit que, d'une part, c'est une association qui soutient la qualification, l'organisation et le financement d'entreprises commerciales et, d'autre part, que c'est un espace d'analyse et d'organisation pour critiquer et proposer des politiques publiques en matière agricole. La coopérative d'épargne et de crédit, pour sa part, est insérée dans *La Ruche Millénaire*,

association nationale de caisses et coopératives d'épargne et de crédit. En outre, elle continue à prendre part au Réseau Équipe Peuple et au Réseau Mexicain d'Action Face au Libre Commerce.

4.3 Les formes d'action:

Bien que le FDC continue avec les formes d'action ordinaires et systématiques des projets économique-productifs dont nous parlions dans le chapitre précédent, les luttes de cette phase voient apparaître de nouvelles formes d'action de type *mouvementiste*, les plus importantes étant :

- La prise de douanes internationales : bien que le FDC ait de l'expérience en ce qui concerne la prise de ponts internationaux, pendant cette phase est inaugurée la modalité de prise de la douane internationale, d'empêchement du passage de containers chargés d'aliments et de grains de base importés et du passage des automobilistes sans qu'ils soient soumis à aucune révision. Cette modalité se montre très effective du point de vue symbolique, car elle fait prendre conscience de la mauvaise qualité des importations alimentaires et obtient la sympathie des automobilistes.
- La présence face à l'Ambassade des Etats-Unis : en ayant lieu dans la capitale de la République, sur l'avenue la plus importante, le rassemblement permanent face à l'ambassade américaine donna au mouvement *Les Campagnes n'en peuvent plus* une grande diffusion nationale.
- L'exposé des demandes devant un grand nombre de députés : Aux pourparlers traditionnels avec de petits groupes de législateurs, le mouvement *Les Campagnes n'en peuvent plus* ajoute un rendez-vous public et massif proposé aux 500 députés pour leur présenter leur pétition. Le résultat en est aussi très positif.
- L'utilisation de dates symboliques pour des actions significatives : le FDC prend l'initiative d'occuper le Pont International Córdoba-Américas la première minute du premier jour de 2003, année où entre en vigueur la dernière étape de dégrèvement en matière agricole du TLCAN. Il le fait en

s'inspirant de la rébellion de l'EZLN qui explose à la première minute de 1994, quand ce traité entrera en vigueur. Bien que le contingent qui prend le pont ne soit pas très grand, il réussit à attirer l'attention de la presse nationale et internationale en raison de la date et des conditions climatiques adverses. (8 degrés centigrades sous zéro).

- La convocation faites aux artistes, intellectuels, écrivains : le mouvement *Les Campagnes n'en peuvent plus* la réalise en janvier 2003 et obtient un appui significatif des intellectuels du pays.
- Les pourparlers avec les évêques catholiques : Le travail d'exposition des points de vue, des demandes du mouvement et la conviction personnelle de quelques évêques obtiennent que la Commission Épiscopale de la Pastorale Sociale émette un document qui donnera une grande légitimité au mouvement parmi l'assemblée catholique.
- Les tables rondes publiques de dialogue : le fait que les organisations paysannes n'aient pas accepté de dialoguer immédiatement et en lieu clos avec le gouvernement, provoque qu'à l'étape des tables rondes publiques de dialogue le sujet de la campagne se positionne pour la première fois en de nombreuses années au centre de l'agenda national.

5). Les résultats immédiats obtenus

5.1 *Résultats revendicatifs* : Malgré l'activité mobilisatrice intense de ces années, la phase que nous venons d'analyser est des moins productives en réalisations concrètes quant à des réponses effectives aux demandes paysannes. Malgré la force des mobilisations, la réalisation des principales demandes des différentes luttes n'est pas atteinte :

- On n'obtient pas la diminution des tarifs d'énergie électrique au prix exigé par les agriculteurs du Chihuahua : 14 centimes le kilowatt /heure.

- On ne réussit pas à empêcher l'entrée des produits agro-alimentaires en provenance des Etats-Unis, ni à leur appliquer des tarifs douaniers.
- On n'obtient pas éviter l'appréhension, ni la libération immédiate d'Armando Villarreal Martha.
- En général on n'obtient pas de solution aux demandes fondamentales de la pétition du mouvement *Les Campagnes n'en peuvent plus*.
- Plus localement, le FDC n'obtient pas la résolution des deux problèmes agricoles des communautés indiennes qui se sont mobilisées : La Laguna et Repechique.

Toutefois, on ne peut pas dire que cette étape soit exempte de succès quant aux demandes les plus immédiates du FDC ou des fronts dans lesquels l'organisation s'insère. Les plus importants sont :

- Grâce aux mobilisations de l'automne de 2002, on obtient de nouveau que le budget destiné au développement rural par le gouvernement fédéral augmente : des 34 milliards de pesos considérés initialement par l'Exécutif, le Législatif passe à 47 milliards.⁶³¹
- Grâce à ces mobilisations on obtient aussi que la Chambre des Députés approuve la Loi d'Énergie pour la Campagne qui établit des mécanismes pour réduire les coûts des sources d'énergie et des fertilisants d'utilisation agricole. Il faut rappeler que cette loi est une proposition des organisations paysannes du Chihuahua.⁶³²
- Grâce aux pressions du mouvement on obtient aussi l'établissement de schémas de *revenus-objectif* ou de *prix-support* pour le maïs, ce qui vient rétablir, dans une certaine manière, les prix de garantie.
- Une des quelques réalisations additionnelles de l'Accord National pour la Campagne est l'assignation de 2.800 millions de pesos additionnels au budget fédéral pour des programmes spéciaux, surtout pour soutenir des

⁶³¹ Quintana Víctor, *El campo no aguanta más...* op. cit. p.66

⁶³² A ce jour, l'Exécutif Fédéral s'est refusé systématiquement à appliquer la Loi d'énergie pour le Domaine Agricole.

organisations paysannes. On obtient aussi quelques programmes sociaux, comme celui des subventions temporaires pour le troisième âge.

- Au Chihuahua, bien que la Commission Fédérale d'Électricité n'accepte pas de baisser les tarifs, la lutte des organisations paysannes empêche les coupures d'énergie des puits et la saisie des installations.
- Le FDC agricole : amélioration du logement, aides face à la sécheresse, petites travaux de stockage et de retenue d'eau.

La non-réalisation des revendications fondamentales est due à leur propre caractère : elles posent des contradictions structurelles avec le modèle d'agriculture que les gouvernements fédéraux successifs ont mis en œuvre depuis 1982 et impliquent un choc frontal contre les programmes d'ajustement structurel dans l'agriculture mexicaine. Or, la corrélation des forces sociopolitiques ne permet pas d'imposer ces conditions au gouvernement. Toutefois, le peu obtenu, joint à l'absence de répression par les autorités, permet que la non-conformité et les désirs de continuer à se mobiliser ne s'éteignent pas.

5.2 Résultats sociopolitiques : Paradoxalement, pendant cette phase, le FDC obtient d'importantes réalisations sociopolitiques, qui n'influent peut-être pas directement sur l'amélioration individuelle des conditions de vie de ses affiliés, mais contribuent au renforcement de l'organisation comme acteur social et politique. Celles que l'on doit surtout souligner sont les suivantes:

- La participation très nourrie du FDC aux élections locales de 2001 révèle la force politique de l'organisation, en même temps que son caractère pluriel. Comme nous l'avons dit, trois principaux dirigeants sont candidats : Mario Vázquez et Dagoberto González, aux postes de maires, Ignacio Galicia à celui de député local, de même que le professeur Jesús Castañeda. Mario Vázquez gagnera la mairie de Santa Isabel et le professeur Castañeda sera

suppléant d'Octavio Perea, qui arrivera à la députation pour le PRD par la voie de représentation proportionnelle. A part eux, beaucoup de membres du Front, hommes et femmes occuperont des postes publics comme ceux de conseillers municipaux ou de présidents de sous-municipalités.

- Avec sa participation et sa direction dans la formation et le fonctionnement du Réseau Citoyen, au moins durant ses premières années, le FDC contribue à créer le premier effort citoyen de monitorat du Pouvoir Législatif qui ait été fait au Mexique jusqu'à ce jour. Le Réseau obtient que le Congrès du Chihuahua commence à rendre des comptes, accepte l'incidence de la citoyenneté dans l'élaboration ou la réforme de quelques lois, comme celle des délits sexuels, ouvre une page web et en général, que l'opinion publique soit attentive au travail du Congrès.
- Bien que la majorité de ses producteurs ne connaissent pas le problème des tarifs d'énergie électrique pour l'irrigation agricole car ils n'ont pas de puits, la participation du FDC à ces luttes lui fait gagner une grande présence parmi d'autres organisations paysannes de l'Etat, outre une certaine capacité de direction.
- Le FDC est l'organisation régionale qui acquiert davantage de présence nationale grâce à sa participation remarquable aux débuts et à la construction du mouvement *Les Campagnes n'en peuvent plus*. L'action initiale du 1er janvier 2003 fait du Front le porte-parole des organisations indépendantes face au Président de la République. En outre, sa position fondée et publique de ne pas signer l'Accord National pour la Campagne lui fait gagner une grande légitimité face à l'opinion publique et le respect des organisations paysannes, même celles qui signent l'Accord, vue la manière respectueuse du FDC d'exposer sa position.

Nous devons incorporer ici certaines des réalisations non spécifiques du FDC mais du mouvement *Les Campagnes n'en peuvent plus* dont le Front est un membre important :

- Le mouvement et les actions ultérieures des paysans organisés du Mexique réussiront du moins à *contenir* le processus de libéralisation des marchés agricoles, d'ouverture commerciale à l'extérieur et de retrait de l'Etat du milieu rural. Le FDC obtient, en outre, que le gouvernement du Mexique s'unisse au G-20 au cours des négociations de la Réunion de Cancún de l'Organisation Mondiale du Commerce pour rejeter la politique de subventions des Etats-Unis et de l'Union Européenne, et obtient de freiner une plus grande libéralisation des marchés internationaux. Il obtient aussi d'influencer la position du gouvernement de Vicente Fox par rapport au traité commercial avec le Japon et que celui-ci cesse la recherche de nouveaux traités.
- Une autre réalisation politique est la suivante : les producteurs agricoles organisés font appliquer la Loi de Développement Rural Durable et il leur est reconnue la possibilité de prendre part à l'élaboration des politiques publiques, au niveau national dans le Conseil National du Développement Rural Soutenable, comme au niveau de l'Etat et au niveau communal, dans les Conseils respectifs.
- Un des succès les plus importants du mouvement est que, au niveau national, le rôle hégémonique de la CNC comme agglutinante et représentante des intérêts des agriculteurs de tout type est brisé. Dans la lutte, la CNC ne prend part que comme l'un des quatre groupements qui convergent, non comme l'acteur principal.
- Le mouvement obtient de rendre public, de placer dans l'agenda national le problème de la campagne. De plus, il a un impact favorable sur l'opinion publique, qui, dans une enquête de fin janvier 2008, se déclare à 70% « favorable » à la renégociation du TLCAN en matière agricole.
- Le mouvement attire l'appui d'importants secteurs comme ceux des artistes, intellectuels, évêques catholiques et, en général, des gens de la ville, comme le démontre l'excellent accueil que la ville de Mexico offre à la marche du 31 janvier 2003.

5.3 Résultats éducatifs : Cette phase s'avère très riche, autant en événements éducatifs qu'en développement de connaissances, attitudes et habiletés de la part des membres du FDC. Comme nous le disions plus haut, pendant ces années la tâche formative s'intensifie sur deux aspects : la qualification pour la gestion des projets économiques que sont les entreprises commerciales et la coopérative d'épargne et de crédit et la formation politico-idéologique qui est donnée à travers des ateliers spécifiques, des sujets de formation proposés dans le bulletin *Force Paysanne* et repris ensuite dans les réunions des groupes d'épargne grâce à la réflexion qui se fait à partir des actions. C'est à partir de cela que nous pouvons identifier comme principaux résultats éducatifs :

- La qualification d'un solide noyau de cadres paysans formés pour l'administration et la gestion des entreprises de commercialisation et de la coopérative d'épargne et de crédit : membres des conseils d'administration, des conseils de surveillance, directeurs, promoteurs de l'épargne, *caissiers*, acheteurs de semence, etc.
- Les actions comme la prise des douanes et la détention des conteneurs important des aliments constituent, comme il est dit à ce moment-là : *« une pédagogie active, un laboratoire vivant de la mondialisation et de ses effets sur les petits et moyens agriculteurs, c'est ce que sont les actions courageuses et imaginatives de ces agriculteurs. Faire passer de force du diesel bon marché, faire rebrousser chemin aux conteneurs qui importent des produits déplaçant les leurs, rien de meilleur pour se montrer à eux-mêmes et à l'opinion publique ce que signifient les politiques économique, commerciale et agricole en vigueur : la ruine de l'agriculture nationale, la fin de notre souveraineté alimentaire, la grave détérioration de notre alimentation. »*⁶³³
- Grâce à ces actions, ainsi qu'aux thèmes de formation développés durant les assemblées du FDC et de la Coopérative d'Epargne et de

⁶³³Journal La Jornada, Mexico D.F., 13 mai 2002, article de Víctor M. Quintana S.

Crédit, le rejet des paysans du Traité de libre Commerce d'Amérique du Nord se fonde sur des données et ceux-ci sont motivés pour prendre part à la lutte pour exclure l'agriculture de ce traité.

- La diffusion des luttes elles-mêmes à la télévision nationale renforce la participation des membres du Front dans ces dernières de deux manières différentes : elle les fait se sentir fiers du rôle de leur organisation et les motive à y prendre part davantage. Ainsi le FDC, malgré la distance, peut envoyer plusieurs autobus à la grande manifestation du 31 janvier.
- Il se construit la conscience qu'il est nécessaire qu'un projet soutienne l'agriculture paysanne et que le projet du gouvernement fédéral, ainsi que des organismes comme la OMC favorisent seulement les transnationales des agroindustriels. Par conséquent, il faut se battre contre les traités commerciaux et pour l'exclusion de l'agriculture de l'OMC.

Conclusions partielles.

Cette phase, - la dernière que nous analysons du FDC- s'avère paradoxale, au moins en deux sens : d'une part, elle marque l'incursion du Front en tant que protagoniste, non unique, mais important, d'un mouvement national : *Les Campagnes n'en peuvent plus*, mais en même temps elle révèle que le FDC voit comment se réduit le nombre de personnes qu'il peut mobiliser au Chihuahua. D'autre part, se développe le mouvement paysan le plus important des dernières années, mais la force et la légitimité sociale auxquelles il parvient n'arrivent pas à changer – peut-être seulement à freiner- l'orientation de base de la politique du gouvernement mexicain en matière agricole.

Sous réserve de développer davantage cette question dans les conclusions finales de la thèse, nous allons avancer quelques éléments d'explication à cette contradiction entre force politique et incapacité à changer la direction des politiques d'ajustement dirigées à la campagne. Les changements induits dans

l'agriculture mexicaine par ces politiques d'ajustement augmentent certainement la non-conformité des paysans, ce dont profitent les organisations pour les agglutiner et lancer des initiatives d'actions. Mais, en même temps, sous l'effet de ces mêmes politiques, les conditions de vie des paysans se détériorent et rendent plus difficiles les luttes prolongées impliquant de grands investissements de temps et de ressources. Ainsi, les mobilisations, même très massives et combatives, ne peuvent pas durer longtemps, car il n'existe pas de *fond de résistance* qui permette aux paysans de résoudre les coûts directs et indirects de la lutte. C'est ce dont le gouvernement se rend compte ; c'est pourquoi il supporte l'intensité des mobilisations pendant un temps court et mise ensuite sur l'usure pour en finir avec elles. Il faut ajouter que, bien qu'indépendantes et combatives, les organisations paysannes font face à un adversaire très fort : il ne s'agit pas seulement de l'Etat mexicain et de ses appareils : ce sont aussi les pouvoirs transnationaux qui promeuvent ces politiques d'ajustement à la campagne et les dits *pouvoirs factiques* au niveau national. Faisons une digression pour parler des *pouvoirs factiques*: Selon Manuel Antonio Garretón « *les pouvoirs factiques sont des organismes qui traitent les décisions propres d'un régime politique en marge des règles du jeu démocratique. Ils peuvent être extra-institutionnels : groupes de pouvoir économique, corruption, crime organisé, groupes insurrectionnels ou paramilitaires, pouvoirs étrangers, organisations corporatistes ou moyens de communication. Pouvoirs autonomisés factiques : hyper-présidentialisme, partidisme, etc.* »⁶³⁴

Au Mexique les *pouvoirs factiques* ont été identifiés comme : les grandes corporations transnationales, comme Général Motors, Citigroup, etc. les oligopoles nationaux, comme Téléphones du Mexique (Telmex), Groupe FEMSA, (producteur et distributeur à la vente au détail de boissons et aliments), Industriel Minier Mexique, le duopole qui contrôle la télévision privée : Televisa et Télévision

⁶³⁴ GARRETON Manuel Antonio: *Democratización política pendiente y transformaciones Sociales. Las consecuencias para la acción colectiva y la cultura política*, dans LABASTIDA MARTIN DEL CAMPO Julio et CAMOU Antonio (coords.): *Globalización, identidad y democracia*, Siglo XXI Eds, Mexico, 2001, pp.60-61.

Aztèque, les grandes chaînes radiophoniques et de presse imprimée et les *cartels de la drogue*. Les *pouvoirs factiques* dans le cadre agro-alimentaire sont les grandes entreprises agro-alimentaires, comme la transnationale de souche mexicaine MASECA ou le grand producteur de pain et tortillas, BIMBO, le producteur de poulet BACHOCO, le complexe de produits lactés LALA, la transnationale agrochimique MONSANTO, etc. Nous y reviendrons.

Dans le cas particulier du FDC, ce qui attire l'attention est comment la transition de la phase précédente à celle-ci se produit sans grands conflits ni scission. Il est clair que l'on va de nouveau de l'intraversion à l'extraversion, y compris en prenant part et en figurant au niveau national. Il est clair aussi que l'on passe une fois de plus du style pragmatique et de gestion au style freirien-maoïste de direction et que la majorité de ceux qui intègrent la direction du Front est de nouveau de gauche, dans ce cas du PRD, contrairement à la phase précédente où prédominaient les affiliés au PAN. Toutefois, ces changements arrivent sans ruptures ni confrontation. Ceci peut être attribué au fait que les membres du PAN sortant s'intègrent pleinement au travail d'administration publique, puisque Mario Vázquez gagne la mairie de Santa Isabel en tant que directeur des travaux publics. Une autre raison en est que les membres du Front sympathisants du PAN se concentrent sur les entreprises de commercialisation et sur la coopérative d'épargne et de crédit et le temps et l'énergie que celles-ci demandent les empêchent d'exiger des espaces ou de provoquer des conflits politiques. Finalement, le nouveau coordinateur, Pedro Torres, n'entreprend aucune action de revanche contre ceux qui ont soutenu son adversaire aux élections internes du FDC et essaye de tendre des ponts avec tous, en donnant une place très importante à la coopérative d'épargne et de crédit.

Bien qu'il n'obtienne pas de solution aux demandes fondamentales des luttes de la période 2001-2003, le FDC ne s'en affaiblit pas pour plusieurs raisons : la participation aux marches et les actions nationales s'avèrent très motivantes pour les paysans du FDC qui s'y rendent ; le travail autour des demandes les plus

immédiates et locales n'est pas abandonné : gestion des problèmes familiaux et communautaires, pressions pour la remise opportune et suffisante des crédits sur parole, du PROCAMPO et des aides extraordinaires pour la sécheresse. En outre, le FDC, grâce en grande partie à la gestion de Jésus Emiliano, a trouvé un nouveau filon pour canaliser des ressources à de petits groupes : celle de chercher un financement pour de petits projets productifs par le biais du Secrétariat à la Réforme Agraire. Ceci permet de s'occuper, de manière immédiate, de divers groupes ayant des projets tels que la production de lait et le fromage, les petits commerces, l'élevage de porcs ou d'ovins, etc.

Finalement, il faut dire que le FDC pendant cette phase retrouve les organisations sociales du Chihuahua en faisant cause commune avec elles au sujet des problèmes les plus sensibles de l'Etat à cette époque : réformes légales à propos des délits sexuels, lutte contre le *fémicide*, développement du Réseau Citoyen pour obtenir transparence et information des comptes du Congrès de l'Etat. Bien que dans tout ceci la participation du FDC ne soit pas massive, mais qu'elle passe plutôt par le biais de ses dirigeants et conseillers, sa présence dans ces espaces lui donne une force politique et contribue au processus de démocratisation du Chihuahua.

Le FDC baissera le rythme et l'intensité de son action sociale et politique et tendra à se concentrer plus sur les projets économiques, ce qui réduira un tant soit peu sa présence au sein de la société du Chihuahua. Toutefois, il se maintiendra comme la principale organisation paysanne de l'Etat, dirigée par des paysans et comme un référent régional de base pour les luttes nationales.

CHAPITRE 9 : LES PROJETS ECONOMIQUES DU FDC: IMPACTS ET LIMITES.

1 Les projets économiques : un chantier longtemps laissé en déshérence.

Si sur bien des aspects le FDC est un mouvement dynamique et créatif, sur la question de la définition de son projet économique-productif, il peut paraître en retard, en comparaison avec d'autres mouvements paysans mexicains. Cela n'est pas dû au hasard mais est bien le résultat d'une politique des dirigeants « asesores » (« assesseurs ») du FDC pour lesquels le projet économique ne représente pas la priorité.

Cela est également dû au fait qu'il existe un décalage temporel entre les bouleversements macro-économiques et les adéquations nécessaires auxquelles les populations « victimes » de ses changements doivent faire face. Les petits paysans du FDC vont mettre plusieurs années avant de réaliser qu'ils ne peuvent plus continuer à produire comme avant, et que leur survie comme producteurs passe par une adaptation productive et économique au nouvel environnement créé par les politiques néo-libérales.

C'est à partir de la fin de l'année 1991 que le FDC commence à relayer les premières initiatives économiques de ses membres. Mais il faudra attendre 1995 pour que commence à s'ébaucher laborieusement une politique en la matière.

Armando Bartra, fin analyste du monde rural au Mexique, remarque lors de sa visite d'évaluation au FDC en 2002:

Cependant, vers le milieu des années 1990, la réalisation d'activités productives propres à l'organisation était encore un projet en attente. Le second congrès du FDC, qui se réalise en 1995, décide de corriger cette situation et avec près de dix années de retard par rapport au reste du mouvement paysan mexicain, le FDC définit son projet productif et économique⁶³⁵ (...) tandis que le FDC persistait à vouloir être un mouvement revendicatif, la tendance majoritaire du mouvement paysan indépendant mexicain choisissait la stratégie de « l'appropriation du

⁶³⁵ UGARTE Ernesto, BARTRA Armando, Rapport d'évaluation final du projet « Appui aux activités économiques du FDC », 2002, p.27

processus productif » qui, à la fin des années 1980, allait s'imposer grâce à l'alliance contre-nature avec le gouvernement du président Salinas⁶³⁶.

Le FDC se conçoit à ses origines comme un mouvement d'éducation populaire et de prise de conscience et non comme une organisation typique de producteurs. Pendant les premières années, le débat autour des projets économiques du FDC n'a pas lieu. Du fait de son caractère de mouvement cyclique saisonnier « ouvert » qui relaie les exigences ou dénonciations de ses membres, il n'y a pas d'intérêt, ni d'espace, ni de conditions, pour un travail organisé permanent tel que l'exige une activité économique.

Le profil des hommes qui assurent la direction du jeune mouvement est peu tourné vers le thème économique : Camilo Daniel, Antonio Becerra, Victor Quintana, Luis Aguilar n'en sont pas des « spécialistes ». Humberto Ramos est bien chef d'entreprise mais finalement il se fait plus connaître pour ses talents d'homme politique que pour le succès de ses affaires... Quelque part, pour ces gens-là, l'économie, l'argent est un domaine d'attention « peu noble » face à d'autres causes plus dignes d'intérêt ou au moins plus prioritaires : les droits des petits paysans, la fin du monopole du syndicat, « courroie de transmission » du parti hégémonique, l'héritage socio-culturel de la Révolution, la construction d'un mouvement démocratique indépendant, la participation à la transition démocratique...

Un autre argument qui explique ce retard, ou ce décalage entre ce qui se passe au FDC et la situation dans d'autres organisations paysannes semblables, réside dans la prise de conscience tardive, de la part des bases du FDC, du fait que, si la monoculture haricot ou maïs, dans une économie administrée et fortement subventionnée (modèle des années 60-70), peut être une alternative, ce n'est plus le cas avec le changement de politique économique des années 80 (le tournant libéral). Il faudra plusieurs années pour que les membres du FDC admettent qu'il faut inventer un nouveau paradigme productif.

⁶³⁶ Idem , p.27

L'accès au crédit a ainsi été la lutte phare des années 1989-1991. Mais à quoi sert le fait d'avoir accès au crédit si les prix des intrants sont tellement élevés et les prix internationaux des grains tellement bas que les coûts de production deviennent supérieurs aux prix de vente espérés. Comment le paysan pourra-t-il payer son crédit ?

Il a fallu du temps avant que le producteur, au delà de sa colère ou de sa désespérance, face à la brutale dégradation de sa relative sécurité alimentaire et économique des années 70, réalise qu'il était en train de basculer vers la pauvreté et que cela impliquait un changement de mentalité ou de comportement. Ceux qui ne voulaient pas affronter ce changement furent ceux qui émigrèrent le plus rapidement vers les Etats-Unis, généralement les plus jeunes.

Ainsi, à titre d'exemple, le peu d'intérêt que rencontre la Coopérative d'épargne lors de sa création tient au fait qu'en proposant une épargne de \$20 pesos par mois, elle place les membres du FDC dans une situation où ils doivent affronter le fait suivant : ils ne peuvent pas épargner plus, c'est-à-dire qu'ils sont pauvres. Les paysans porteront un regard altier et condescendant sur cette coopérative, eux qui sont habitués à demander des prêts de milliers de pesos... Ce ne sera pas la réaction de leurs épouses, elles sont déjà habituées à se battre pour affronter la vie chère.

Alors que les fondateurs du FDC s'éloignent, Miguel Colunga, Gabriel Borunda et Enrique Ochoa arrivent dans le groupe d' « asesores ». C'est ce dernier, féru de question productive, qui commence à promouvoir les projets d'élevage à base de prairies irriguées. Gabriel Borunda, un professeur de littérature, va lui aussi, à la demande de groupes organisés, accompagner les premiers projets productifs des communautés du FDC.

Après ces premiers projets, le FDC lancera diverses initiatives. La plus importante sera la Coopérative d'épargne. Mais le FDC gèrera directement plusieurs fonds et va investir également dans la question vitale de la commercialisation des grains.

2) : Une brève relation des projets productifs et autres fonds du FDC

Nom du projet	Responsable	Communauté	# bénéficiaires	Conseiller	Epoque	Partenaires	Situation	Investissement
Elevage bovin (viande)	ND ⁶³⁷	Rayo 1	20 familles	E : Ochoa	1991 - 1995	Crédit banque publique Fédérale	Projet terminé en raison des dissensions avec le conseiller	ND
Projets Misereor (élevage bovin et laiterie, élevage porcin)	Jesus (Chuy) Gómez, Rafael Corral, Juan Roque	Porvenir de Bachíniva, Independencia, El Centauro	12 familles	G. Borunda	1991 - 1994	Don de Misereor, bénéficiaires et FDC	Echec économique et organisationnel	ND
Fond Projet du FDC	Rafael Corral	Independencia, El Centauro, Saynápuchi, Lazaro Cardenas, Temosachi, Gómez Farías, El Rayo	200 familles	R. Corral	1993 - 1995	Subvention du gouvernement de l'Etat du Chihuahua	Le fond a disparu suite aux non paiements et à l'absence de suivi.	\$200.000 pesos (US \$ 66.000)
Fond Projet du FDC Guerrero	Dagoberto Gonzalez	Communautés de Guerrero	50 familles	D. Gonzalez	1995 - 2001	Subvention du gouvernement de l'Etat du Chihuahua	Le fond a disparu suite aux non paiements et à l'absence de suivi à partir de 2000.	\$100.000 pesos (US \$ 33.000)
Dotation capital caisse d'épargne Matachi	José de Jesus Castañeda jusqu'en 1997	Matachi, Buenavista, Tejolocachi, Rancho Antillón	300 familles	E.Ochoa (jusqu'en 1994), FONAES Empresas en solidaridad (Gouvernement Fédéral)	1993 - de nos jours	Subvention du gouvernement de l'Etat du Chihuahua	Cette caisse d'épargne fragile et sous capitalisée existe encore mais en dehors du giron du FDC.	\$360.000 pesos (US \$ 100.000)
Coopérative d'épargne Fedecoop	Ascención Ruelas, Jesus Palacios, Socorro Rodriguez	150 communautés en 2002	4,000 familles	G. Borunda (1993-1994), Jean-Baptiste Cousin (1993 - 1995), Kuata Perez (1995 - 1997), Jesus	1993 - de nos jours	Dons du CCFD, Apport en capital des actionnaires, apport en capital du gouvernement fédéral	Succès économique et organisationnel long à se dessiner mais spectaculaire à partir de 2002.	\$300.000 pesos (US \$ 30.000) par les sociétés, \$1.000.000 pesos (US \$ 100.000) par le gouvern

⁶³⁷ Non disponible

				Emiliano (1997 - 1999), Jean-Baptiste Cousin (1999 - 2008)				ement fédéral en 2002
Fond rotatif pour l'habitat rural	Rafael Corral (1993 - 1995), Martin Solis (1995 - 1997)	30 communautés	500 familles	I. Galicia	1993 - 1997	Subvention du Gouvernement de l'Etat du Chihuahua	Le fond a disparu suite aux non paiements et à l'absence de suivi.	\$300.000 pesos (US \$ 100.000)
Cuatro Milpas	Mario Vasquez (1995 - 2002)	10 communautés	50 familles	M.Colunga, I. Galicia, J. Granillo, M. Vasquez	1995 - 2002	Garantie bancaire du Gouvernement de l'Etat du Chihuahua et crédit	La société est en faillite suite à l'effondrement des prix du haricot en 2001	Plusieurs millions de pesos
Second Fond rotatif pour l'habitat rural	Dagoberto Gonzalez (1999 - 2001)	40 communautés	300 familles	Hortencia Rascón	(1999 - 2001)	Subvention du Gouvernement de l'Etat du Chihuahua	Le fond a disparu suite aux non paiements et à l'absence de suivi.	\$1.000,000 de pesos (US \$ 100.000)
Fond rotatif pour la commercialisation	Mario Vasquez (1999- 2002)	4 communautés	4 entreprises	I. Galicia	1999 - 2002	Subvention de l'Union Européenne et du gouvernement fédéral	Le fond a disparu suite aux non paiements et à l'absence de suivi.	\$300.000 pesos (US \$30.000)
Fond rotatif pour les fermes autosuffisantes	Jesus Emiliano (1999 - 2001)	14 communautés	120 familles	J. Emiliano	1999 - 2001	Subvention de l'Union Européenne et du gouvernement fédéral	Le fond a disparu suite aux non paiements et à l'absence de suivi.	\$300.000 pesos (US \$30.000)

3) FEDECOOP: la coopérative d'épargne et de crédit⁶³⁸

La Coopérative d'épargne et de crédit du Front Démocratique Paysan est devenue le plus important projet économique du Front Démocratique Paysan. Créée en 1993, soit 8 ans après la création du FDC, elle ne prend son envol qu'à partir de 1999 avec l'appui décisif du projet financé par l'Union Européenne, Frères des Hommes et le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement.

Bien qu'étant un projet économique, lors des premières années la Coopérative n'a rien d'économique pour le FDC. D'abord parce que c'est un projet coûteux, qui coûte beaucoup plus d'argent qu'il n'accumule de capital et ensuite parce que la Coopérative est projetée comme un instrument d'organisation et d'éducation autant qu'un instrument économique. Ce qui peut expliquer a posteriori ses succès.

.Breve narration historique

La naissance 1993 - 1995

L'idée du fond d'épargne naît en 1993, suite à l'intérêt croissant de certains membres du FDC pour construire un instrument économique, mais aussi suite à une première tentative de caisse de crédit conduite, à Matachi, par Enrique Ochoa, l'un des « conseillers » du FDC. Cette initiative est rapidement récupérée par les instances de contrôle du binôme « parti unique/gouvernement » à travers le programme « Solidaridad » cher au Président Salinas.

Le reste de l'équipe du FDC ne soutient pas le projet de Matachi pour trois raisons : la caisse est une caisse de crédit et ne développe pas l'épargne, il n'y a pas de processus organisationnel, ni éducatif, et le FDC rejette le contrôle du gouvernement sur le projet.

⁶³⁸ Il existe deux ouvrages publiés sur la Coopérative auxquels on pourra se référer pour de plus amples informations sur la Coopérative.

BARTRA, Armando, "Un proyecto de ahorro y organización campesina. Evaluación de la Cooperativa Fondo Solidario del Frente Democrático Campesino" 2004

COUSIN, Jean-Baptiste, "Cuando el ahorro organiza" in REYGADAS ROBLES GIL, Rafael et ZARCO MERA Carlos, "[Finanzas sociales, comercialización, desarrollo local en México](#)", 2006

Pour « contrer » cette initiative, Victor Quintana invite Alfonso Castillo du projet Tequisquiapan de Queretaro, qui a développé un intéressant volet d'épargne-crédit au sein d'un projet intégré de développement rural et d'éducation populaire.

La visite d'Alfonso éveille un intérêt certain au sein des « conseillers » et chez quelques membres du FDC qui acceptent de se lancer dans l'aventure, sans grande réflexion préparatoire. C'est à Gabriel Borunda et Jean-Baptiste Cousin que le projet est confié. Mis à part le coordinateur, Rafael Corral, il y a peu d'intérêt des instances du FDC pour cette nouvelle activité.

Alfonso Castillo restera le conseiller-inspirateur de la Coopérative et invitera le FDC à fonder un réseau d'institutions d'épargne-crédit et un processus d'éducation populaire en 1998 : il s'agit du réseau Colmena Milenaria qui jouera un rôle important dans l'accompagnement du projet.

Les premiers associés commencent à épargner en novembre 1993. Les participants sont quelques communautés historiques du FDC qui répondent favorablement à l'invitation des « conseillers » du FDC (Saynapuchi, Anahuac...), les communautés de Namiquipa, qui obéissent à l'injonction du coordinateur du FDC, originaire de ce *municipio*, et quelques nouvelles communautés dont la participation est rendue obligatoire en échange d'un appui que le FDC a arraché au gouvernement de Chihuahua lors des mobilisations de 1993 (le fond rotatif).

Le processus pour convaincre les premiers épargnants est extraordinairement ardu avec un nombre impressionnant de réunions pour un résultat mitigé (54 réunions en deux mois pour 250 épargnants). Les premières années, tous les mois, il y a des réunions des « cajeros », les chefs de groupe d'épargne, des assemblées générales chaque semestre, des formations spécifiques chaque année...

Le peu de succès rencontré provient du fait que les membres du FDC ne voient pas l'intérêt d'épargner et sont échaudés par la longue histoire de fraudes des caisses d'épargne.

Les coûts extrêmement élevés au vu de la faible accumulation de capital sont couverts par des subventions exceptionnelles obtenues de Misereor et du CCFD. On recrute des promoteurs, des paysans et paysannes, membres du FDC, qui assurent le suivi des premiers groupes.

A partir de 1994, Jean-Baptiste Cousin prend en charge le projet jusqu'en avril 1995. Ce mois-là, est fondée officiellement la Coopérative d'épargne et de crédit qui donne une figure légale aux activités d'épargne pour les 194 sociétaires.

Une jeunesse difficile (1995 - 1999)

La jeune coopérative va connaître ses années les plus difficiles entre 1995 et 1999. Maria Luisa « Kuata » Perez qui reprend le projet au moment du départ de Jean-Baptiste Cousin, approfondit le travail de formation et d'éducation des premiers membres en insistant sur la participation, ouvre de nouvelles communautés et parvient à regrouper 342 sociétaires. Mais le projet doit affronter une série de difficultés : des fraudes, des problèmes financiers récurrents (pas d'argent pour payer les promoteurs ou les frais de déplacements), des problèmes de relations entre les membres du FDC et les sociétaires de la Coopérative.

Mais c'est l'engagement de « Kuata » en faveur du candidat qui perd les élections pour la direction du FDC en 1997, qui rompt l'équilibre et la stratégie de neutralité bienveillante dont la Coopérative avait bénéficié du temps du coordinateur du FDC Martin Solis (1995 – 1997). Face à cette situation, « Kuata » se retire et laisse la place à Jesus Emiliano. Sans ressources financières (le FDC n'a pas d'argent) et sans appui politique de la part du nouveau coordinateur, Mario Vasquez (1997 – 1999), la Coopérative aurait presque disparue si quelques sociétaires imprégnés de la mystique des premières années n'avaient continué dans l'adversité le travail de façon bénévole.

Un nouveau départ (1999 – 2002)

En panne de fonds pour se maintenir et se développer et aussi en panne de projet, la Coopérative trouve une seconde vie avec l'appui du projet de l'Union Européenne, que Frères des Hommes et Equipo Pueblo, coordonnent avec l'appui du CCFD. Jean-Baptiste Cousin revient de France et se voit de nouveau confier les rênes de la Coopérative, alors que Jesus Emiliano prend la coordination du programme des fermes auto-suffisantes.

La Coopérative bénéficie de meilleures conditions pour amorcer son développement : la certitude d'avoir des fonds pour affronter les coûts à moyen terme, un appui décidé de la direction du FDC, en la personne de Dagoberto Gonzalez (1999 – 2001), une expérience de six ans qui permet de dessiner une vision stratégique et un modèle méthodologique adapté à la réalité des campagnes de Chihuahua, la constitution d'une équipe solide et motivée autour de Jean-Baptiste Cousin et du gérant Salvador Domínguez, une réorganisation administrative complète et centralisée, la mise en place progressive d'une gouvernance équilibrée avec un conseil d'administration...

Les résultats ne se font pas attendre et en 2001, la coopérative compte 1.384 sociétaires dans 50 communautés de 7 départements.

Un promoteur de la Coopérative, Pedro Torres (2001 – 2003) accède à la coordination du FDC et renforce la bonne coordination entre les deux institutions. L'évaluation de l'Union Européenne de 2002 confirme les grandes avancées d'un projet qui en termes économiques et en termes d'associés ne va pas tarder à dépasser son progéniteur : le FDC.

Un projet économique atypique

L'organisation permanente

Bien que la Coopérative du FDC soit sans aucun doute un projet économique, il s'agit par bien des aspects d'un projet atypique en raison de la priorité donnée au processus éducatif et d'organisation.

La création de la Coopérative se fait au moment où il existe un débat fort au sein de l'équipe du FDC. En effet en 1993, le FDC termine sa transition d'un mouvement social saisonnier vers une organisation paysanne permanente qui

assume le défi d'exister et de peser tout au long de l'année, comme l'explique l'un des conseillers du FDC, Ignacio Galicia.

Ce que Borunda nous disait c'était que malgré tout, le FDC continuait sa trajectoire de mouvement. Ce n'était qu'à partir du moment où quelque chose allait mal que les paysans s'organisaient et protestaient. Donc on continuait à vivre des cycles de protestations: en octobre pour les questions de commercialisation, en janvier et février pour les labours et les crédits. Borunda insistait sur une organisation plus permanente et un des moyens pour organiser les communautés, pouvait être l'épargne⁶³⁹.

En ce sens, l'un des inspirateurs du projet de la Coopérative, Gabriel Borunda, voit l'épargne comme la porte d'entrée idéale pour concrétiser cette organisation et cette présence permanente au sein des communautés. L'épargne a l'avantage d'être un thème de travail incluant (de l'enfant de 8 ans à la personne âgée de 80 ans) alors que, par exemple, l'aspect de la production se limite à un travail avec les producteurs.

L'auto-capitalisation

La création du fond d'épargne est également une « ligne de partage des eaux » dans la culture d'organisation du FDC. Jusqu'alors, le FDC, avant tout, exige du Gouvernement. Il exige les prix de garanties pour les cultures de bases, il exige l'accès au crédit, il exige justice sociale et égalité devant la loi. Son combat est centré sur les droits. Le projet de la coopérative, sans nier l'importance de ce combat, centre son approche sur la capitalisation et la peu excitante capacité d'épargne. Des objectifs peu attrayants et forts coûteux à atteindre au début mais lourds de conséquences à moyen et long terme, pour le plus grand bénéfice de la Coopérative. Plutôt que de solliciter son aide au gouvernement, la coopérative demande au sociétaire d'épargner et d'investir ses maigres liquidités disponibles ou de faire un effort pour augmenter (épargner) ses liquidités.

C'est un évaluateur de Equipo Pueblo, Santiago Martini qui, le premier, en 1995, formule ce fait intéressant:

⁶³⁹ COUSIN, Jean-Baptiste, "Cuando el ahorro organiza" in REYGADAS ROBLES GIL, Rafael et ZARCO MERA Carlos, "Finanzas sociales, comercialización, desarrollo local en México", 2006

A travers ce fond d'épargne, un changement substantiel est introduit dans la culture de l'organisation à partir du moment où l'épargne interne est choisie comme le moyen le plus sain de gestion financière pour parvenir à l'auto-développement indépendant des paysans comme solution à leurs problèmes.

(...)

La création de ce fond a introduit un changement essentiel dans la culture de l'organisation avec le renversement vers l'organisation de la responsabilité du financement auprès de ses propres membres. Utiliser les capacités d'épargne des membres au service du développement d'un système de crédit à la production ou d'attention des urgences familiales, c'est cimenter l'indépendance du mouvement pour son développement futur⁶⁴⁰.

Cette volonté de faire appel à la trop rare épargne des familles paysannes explique en partie les difficultés du projet au départ mais est certainement une explication de son succès plus tard. Ce n'est qu'en 2001 que la Coopérative acceptera de faire appel à des fonds externes pour augmenter sa capacité de crédit, quand la culture d'auto-capitalisation sera solidement ancrée.

Le corps de promoteurs « territoriaux »

Une autre innovation majeure de ce projet économique, est le recrutement et la formation d'une série de cadres territoriaux, les promoteurs, qui viennent rénover, parfois bousculer ou compliquer les structures territoriales existantes au sein du FDC.

Jean-Baptiste et Borunda sont rapidement convaincus, surtout après l'éprouvante période de promotion, qu'il est impossible de s'occuper de tous ces groupes depuis Chihuahua. Il faut aller vers la communauté pour ramener l'argent de l'épargne au moins une fois par mois, mais il faut aussi, afin de ne pas délaissier l'aspect organisatif et formatif, profiter de cette visite pour faire la réunion des épargnants dans le village. Jean-Baptiste propose de former des promoteurs paysans dans les communautés au lieu des conseillers de Chihuahua : « A moi, venant de France, il me paraissait absurde que les conseillers du FDC, organisent tout depuis Chihuahua. S'il est bien sûr nécessaire d'être présent dans la capitale politique de l'Etat, il était impossible de maintenir une présence intensive de l'équipe dans les communautés pour d'évidentes raisons de coûts, de temps et d'énergie. Il était nécessaire de chercher une structure intermédiaire qui soit les promoteurs. Mais la création de promoteurs répond aussi à la conviction, que Borunda partage, qu'il fallait former des cadres intermédiaires au sein du FDC. Donc notre travail est d'accompagner

⁶⁴⁰ Idem

et de former les promoteurs et chefs de groupe, plutôt qu'être présent dans les villages. »⁶⁴¹

Cette innovation a de profondes conséquences. D'abord parce que, pour la première fois, on fait appel à des membres des communautés paysannes pour exercer des tâches technico-éducatives (et non plus des professionnels comme les « asesores ») et ensuite parce que les promoteurs vont être une pépinière de cadres pour le FDC qui vont souvent renforcer mais parfois aussi entrer en concurrence avec les structures de représentation politique classiques, que sont les représentants municipaux (la Commission Permanente).

La participation des femmes

Même si les femmes sont bien présentes lors des premières luttes et des occupations pacifiques des entrepôts de l'Etat, à partir du moment où le FDC utilise les « sit in » dans la ville de Chihuahua comme principal mode d'action, il est de plus en plus difficile aux femmes de suivre les hommes dans les manifestations, en raison de leurs activités domestiques et familiales. De même dans les assemblées du FDC, ce sont à 95% des producteurs qui participent malgré la présence de quelques « pasionarias » comme Mercedes Mendoza, Bertha Gonzalez ou Aurelia Quintana.

Cependant l'épargne va éveiller un grand intérêt chez les femmes des communautés qui gèrent l'argent liquide du foyer. On peut dire que l'enthousiasme des femmes pour la coopérative est inversement proportionnel à la tiédeur des hommes pour ce nouveau projet. Les difficultés des premières années ont à voir notamment avec l'entêtement des initiateurs du projet à vouloir convaincre les producteurs d'épargner quand les femmes sont celles qui ne demandent qu'à être invitées. La coopérative organise une majorité de femmes. Cette majorité se retrouve dans les instances de l'institution.

C'est la Coopérative qui permet au FDC d'avoir une relation privilégiée avec les femmes au moment où celles-ci deviennent largement majoritaires dans les communautés marquées par l'émigration saisonnière des hommes.

⁶⁴¹ Idem

La culture de la légalité

Dès le départ, sous l'égide d'Alfonso Castillo, un travail central est réalisé autour du respect pour une norme commune entre les sociétaires : c'est le règlement, véritable « bible » que les promoteurs ressassent sans arrêt lors des réunions. Cette nouvelle manière de fonctionner, qui ne va jamais infiltrer le FDC, est l'amorce d'une relation dans la collectivité où, selon les principes coopératifs, tous les sociétaires ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. C'est l'état de droit qui régit les relations sociales avec un fort control social (tout le monde veille à ce que le règlement s'applique).

En résumé le projet d'épargne est un projet éminemment éducatif et organisationnel. Sous les ors d'un projet économique, c'est un projet d'éducation populaire qui se dessine. Les premières années sont marquées par des critiques internes sur ce « baril sans fond » qu'est la Coopérative pour le FDC. C'est un projet dont la rentabilité économique est nulle lors des dix premières années mais qui arrive malgré tout à survivre pour ses promesses organisationnelles. A partir de 2000, le projet prend une dimension économique qui commence à être conséquente.

Visions et valeurs de la Coopérative

Le projet de la Coopérative s'inscrit dans l'histoire de son procréateur, le FDC. Une partie des combats et des rêves du FDC sont repris dans le travail de la Coopérative.

C'est le cas de la notion de droit à l'accès au crédit car les banques et le gouvernement ont cessé de croire dans les paysans. Donner du crédit c'est croire en son prochain.

C'est également le cas de la culture du paiement. Dès le début et sous réserve de dilapider le précieux capital que les sociétaires investissent, la Coopérative doit porter une attention extrême sur le fait de récupérer les prêts consentis. Tout comme le FDC a défendu, à l'inverse des positions clientélistes de la CNC, le

syndicat « jaune » du Parti-Etat, le fait qu'il fallait payer le crédit Pronasol. Le paysan doit payer ce qu'on lui prête car cela fait partie de sa dignité.

L'organisation collective de la Coopérative reprend l'organisation collective du FDC. La Coopérative ne travaille pas avec des individus mais avec des groupes d'épargne, tout comme le FDC travaille avec des groupes organisés.

La construction d'un sujet social

Il existe plusieurs expériences de micro-financement au Chihuahua. Généralement il s'agit de fonds qu'une structure met à la disposition de clients. L'organisation prête, le client paye et la relation s'arrête là. Dans le cas de la Coopérative, il n'y a pas de clients sinon des associés ou des sociétaires. Ce qui permet que les excédents (quand il y en aura) soient répartis entre les bénéficiaires et non entre des actionnaires externes.

Mais cela permet aussi de construire une organisation, avec sa gouvernance basée sur les principes des coopératives, avec ses assemblées, ses réunions, ses instances de direction.

Cela développe un sentiment d'appartenance à une entité collective qui dépasse le simple cadre de la communauté, du *municipio*. Une entité collective basée sur l'appartenance volontaire qui se développe et croît. A la différence de nombreux projets collectifs que le Gouvernement corporatiste a insufflés, la Coopérative règle plus de problèmes qu'elle n'en occasionne. Quand elle compte plusieurs milliers de sociétaires qui se réunissent une fois par mois afin de s'organiser et de discuter de thèmes d'actualité avec le support de la pédagogie de l'éducation populaire, la Coopérative acquiert un nouveau statut et a la possibilité de devenir un acteur majeur dans le futur, tant pour sa capacité d'organisation que pour son ampleur financière.

Et quand on demande aux sociétaires ce qu'ils valorisent le plus dans le travail de ce projet du FDC, ils citent sans hésiter ; la construction de relations de confiance. Confiance entre la Coopérative et ses associés (par les prêts et l'épargne), confiance des sociétaires envers leur famille, leurs voisins et les autres familles paysannes qui décident, via ce contrat social permanent qu'est le

règlement, de risquer leur maigre patrimoine dans ce qui devient une formidable aventure collective.

La relation avec le FDC

Les relations entre la Coopérative et le FDC sont compliquées et s'apparentent aux relations, parfois compliquées, mais qui partagent toujours une communauté de destin, entre les parents et leurs enfants.

Lors des premières années, la Coopérative souffre d'un manque d'appui de la part du FDC et plus particulièrement d'un désintérêt de la part de la direction paysanne. On pourrait même avancer que si les « asesores » n'avaient pas été présents, le projet n'aurait sans doute pas existé du fait qu'il n'entraînait pas dans la vision de des dirigeants paysans et de la majorité des membres du FDC comme l'explique Gabriel Borunda :

*Le problème principal était que le modèle d'organisation de la coopérative d'épargne entraînait en conflit avec le modèle d'organisation du FDC qui rendait possible de grandes mobilisations paysannes. Alors que le modèle d'organisation de la petite caisse d'épargne était centré sur des processus éducatifs qui n'avaient pas d'utilité immédiate pour l'opération de grandes mobilisations.*⁶⁴²

Un autre élément qui n'a pas contribué à de bonnes relations fut le coût d'accompagnement de la Coopérative. Alors que le FDC ne « roulait pas sur l'or », voilà un projet qui grevait les finances du FDC et qui jusqu'en 2000, ne semblait pas être en mesure de produire un quelconque retour sur investissement.

Conséquence de ce manque de cohésion entre FDC et Coopérative, une partie des associés de la Coopérative n'est pas constitué par les bases historiques du FDC comme à Temosachi, Gómez Farías, Madera ou Buenaventura. Les grands *municipios* du FDC : Guerrero, Namiquipa, Cusi, Bachíniva, Matachi, sont absents de la Coopérative jusqu'en 2000. Donc, tout au long de ces années, il

⁶⁴² Ibidem

existe peu de débat productif pour savoir si les membres de la Coopérative sont ou ne sont pas membres du FDC.

Après 2000, la croissance de la Coopérative est intimement liée au fait que la direction paysanne du FDC assume le projet et lui donne une place et une légitimité forte au sein de l'organisation. Cela ne veut pas dire que tout soit résolu. Si l'autonomie progressive de la gouvernance de la Coopérative se passe plutôt bien, le dynamisme et la croissance du réseau de la Coopérative dans les *municipios* va commencer à créer des tensions avec l'organisation politique territoriales du FDC. Les représentants municipaux du FDC ne voient pas toujours d'un bon œil de nouvelles couches de cadres, les promoteurs, organiser toujours plus d'associés au profit de la Coopérative qui ne sont pas toujours en phase avec le FDC ou surtout avec ses chefs locaux. Le fait que le représentant municipal élu par son *municipio* soit bénévole alors que le promoteur choisi par le directeur de la Coopérative reçoive un salaire, même peu élevé, n'arrange pas les choses. Si on ajoute que 60% des associés de la Coopérative sont des associées, qui traditionnellement ne participent pas, sauf exception, aux structures du FDC, on peut imaginer les bouleversements au sein des *municipios*.

Alors recommence le sempiternel débat à propos des membres de la Coopérative et avec plus de force encore. Sont-ils ou ne sont-ils pas membres du FDC ?

4) Les fonds rotatifs

Parallèlement au développement de la structure autonome de la coopérative, le FDC est amené à gérer directement des fonds dont l'origine est généralement le résultat heureux d'un bras de fer avec le gouvernement ou, dans quelques cas, de dons de fondations. Ces ressources sont gérées par la commission exécutive après 1993 et ont certaines caractéristiques en commun:

- Elles ne sont pas réglementés. Il n'y a pas donc de transparence sur les critères et les conditions.

- Elles ne durent pas. Des critères d'attribution souvent personnels ou politiques ne favorisent pas la récupération. En outre, le FDC ne possède pas de véritable système de remboursement. Enfin la fausse perception que ces fonds viennent du gouvernement et non de l'organisation conduit à la culture du non paiement que le gouvernement lui-même a promu.

Même si leur capitalisation n'est pas négligeable (on peut l'estimer à près d'un million de dollars de 1993 à 2003), leur effet économique et organisationnel est presque nul. Les bénéficiaires sont des paysans (pour les crédits en matériaux pour l'habitat) ou des petits groupes familiaux regroupés autour d'un leader pour les petits projets ou les entreprises de commercialisation.

5) Les entreprises de commercialisation et l'entreprise intégratrice

Le projet productif du FDC, ratifié lors du second congrès de l'organisation en 1995, identifie la commercialisation des grains comme la première et principale préoccupation des paysans. C'est l'époque où un ensemble d'institutions publiques chargées de la commercialisation⁶⁴³, sont privatisées ou plutôt supprimées, quelques années avant l'ouverture totale des échanges dans le cadre de la seconde étape de l'ALENA. Le paysan mexicain, qui, depuis la mise en place des institutions post-révolutionnaires, ne s'est jamais préoccupé de vendre ce qu'il produisait, doit faire face à un nouvel environnement hostile dans lequel les intermédiaires remplacent en quelques années un Etat jusqu'alors omniprésent.

Même si le FDC participe aux manifestations contre la politique de privatisation de la chaîne de commercialisation publique, il commence dès 1994 à créer une première structure : la Cuatro Milpas de Santa Isabel, avant de se lancer dans la création d'une série d'entreprises de commercialisation à partir de 1999 et même une entreprise de second niveau en 2001.

⁶⁴³ CONASUPO, BORUCONSA...les entreprises publiques chargées du stockage et de la commercialisation des grains au Mexique.

La Cuatro Milpas

C'est l'équipe du FDC qui dirige le *municipio* de Santa Isabel lors de l'administration de Francisco Chávez en 1993 (Miguel Colunga, Mario Vasquez...) qui propose la création d'une entreprise de commercialisation pour les paysans du *municipio* du FDC. Au départ l'idée est de faire une petite centrale d'achats afin de négocier de meilleurs prix. Chose peu commune, les premiers membres de la société acceptent d'investir leur argent dans la construction du bâtiment de stockage sur un terrain cédé par la municipalité. Mais très vite la société se spécialise dans le stockage, le conditionnement et la commercialisation du haricot, produit en grande quantité dans la région. Bien que lors de ces années-là, CONASUPO existe encore et assume la commercialisation des grains, la Cuatro Milpas se livre, avec succès, à plusieurs campagnes de commercialisation. La société bénéficie de prêts des banques grâce à la garantie du gouvernement de l'Etat du Chihuahua, qui veut appuyer ce type d'initiatives productives. La société est bien gérée par Mario Vasquez, futur coordinateur du FDC, puis par José Granillo ; mais elle ne génère pas vraiment d'organisation. Les sociétaires les plus actifs sont les producteurs capables de générer suffisamment de surplus pour être intéressé par l'activité de commercialisation. Ils abandonnent, en toute confiance, la gestion et la logistique à leur leader qui offre de bonnes conditions de commercialisation. En cas de besoin, les membres de la 4 Milpas, par ailleurs membres du FDC, se mobilisent pour les opérations ou les manifestations sans rechigner.

Le réseau de commercialisation

Lorsque la disparition de CONASUPO ne fait plus de doute, le FDC participe à une coordination paysanne spécialisée dans la commercialisation : l'ANEC (Association Nationale d'Entreprises de Commercialisation). Cette structure va jouer un rôle essentiel pour appuyer et aider le FDC dans sa politique de commercialisation. Dirigée par Víctor Suarez, l'ANEC se convertit en un partenaire-clé du FDC pour la question productive, comme le fut à son époque

Equipo Pueblo pour le renforcement institutionnel ou la Colmena Milenaria pour la Coopérative d'épargne.

Suivant l'exemple entrepreneurial et peu participatif de la Cuatro Milpas, le FDC se propose de créer trois autres sociétés de commercialisation pour augmenter la couverture et la capacité de stockage. Mais fin 2000, ce sont treize sociétés qui se sont constituées. Grâce à la promotion dynamique du coordinateur de commercialisation du FDC, Ignacio Galicia, et grâce à un programme de capitalisation pour les entreprises de commercialisation des producteurs venant du gouvernement fédéral, les groupes de producteurs du FDC voulant constituer leur société se multiplient dans les *municipios* de Gran Morelos, Santa Isabel, Namiquipa, Cuauhtémoc, Guerrero, Namiquipa, Cusihiuriachi et Matachi. Ils peuvent récupérer une partie de l'infrastructure que CONASUPO rend aux communautés (de solides entrepôts construits lors de la mise en place de la réforme agraire). La recette est simple : un groupe de producteurs de haricot, une mise de capital au départ, des subventions du gouvernement pour la formation (technique) et des machines pour conditionner le grain, des entrepôts et le tour est joué.

Cependant trois ans plus tard, seules deux d'entre elles continueront à fonctionner : Carbajales de Cusi (un vrai succès), et Granos Dorados de Namiquipa, alors que trois autres vivent : Valle Grande de Guerrero, Unión y Lucha Campesina et Milpa Chica de Gran Morelos. La « Cuatro Milpas », elle-même, est en faillite.

Le gouvernement, sciemment ou inconsciemment, en annonçant la fin de CONASUPO, tout en n'organisant pas les conditions nécessaires pour que les producteurs puissent s'ériger en commerçants de leurs propres productions, après quarante ans de politique paternaliste en la matière, livre le marché du haricot aux mains des intermédiaires, des spéculateurs et des accapareurs. Le résultat est la chute de plus de 60% des cours du haricot en 2000-2001. Les efforts du FDC pour se coordonner avec les autres Etats producteurs ou pour exiger une intervention de l'Etat dans la constitution d'un fonds de garantie ou encore pour constituer une société de second niveau, ne changeront rien. Face à

cette conjoncture, que peu avaient prévus, la « Cuatro Milpas » assume une position politique volontariste et achète le haricot au prix habituel mais ne le commercialise qu'un an plus tard au tiers de sa valeur, enregistrant une faillite dont elle ne se remettra pas. Dès lors, le cercle vicieux est lancé : face à la chute des prix, les paysans cessent de produire du haricot et les entreprises de commercialisation ne peuvent opérer. Elles ont des installations mais pas de capital de travail et les paysans qui produisent encore, préfèrent travailler avec les intermédiaires qui payent mal mais « cash », plutôt qu'avec les entreprises du FDC qui sont pleines de bonnes intentions mais n'ont pas d'argent. En outre, selon le modèle de l'exemple « Cuatro Milpas », le FDC développe d'intenses sessions de formation entrepreneuriale mais, à la différence de la Coopérative, délaisse complètement un aspect fondamental : la conscientisation des actionnaires autour de valeurs communes et partagées.

Ernesto Ugarte, l'évaluateur du projet pour l'Union Européenne fait une analyse sévère de ces dysfonctionnements :

Le fait de tripler le numéro d'entreprises (de 4 à 13) fut une erreur stratégique et de conception. Même si ce débordement est dû à la volonté des producteurs, le FDC n'a pas analysé techniquement la signification de cette décision volontariste. Si le fait de créer de nouvelles entreprises est très positif, le niveau de fonctionnement de ces dernières est faible et la création de tant d'entreprises a atomisé l'offre.⁶⁴⁴

Les entreprises de commercialisation n'ont pas encore pu obtenir la confiance de leurs propres actionnaires. En moyenne, les actionnaires déclarent commercialiser 15% de leur production totale avec leurs entreprises. Le reste est dans les mains des intermédiaires.⁶⁴⁵

L'entreprise intégratrice

Face au marasme du marché du haricot, le FDC répond favorablement à l'invitation du gouvernement fédéral de créer pour chaque Etat, des entreprises intégratrices de second niveau afin de tenter de réguler le marché. L'entrent et

⁶⁴⁴ UGARTE et BARTRA, Appui aux activités économiques du FDC (1999-2001), rapport d'évaluation finale à l'Union Européenne, Frères des Hommes et CCFD, p.6.

⁶⁴⁵ Idem p.8.

le nombre de sociétés créées par le FDC (même si ce ne sont parfois que des coquilles vides) lui permettent de gagner la présidence de cette nouvelle structure face aux entreprises rivales du vieux syndicat CNC et aux entreprises de Mennonites.⁶⁴⁶ Mais José Granillo dirigeant du FDC, élu gérant et formé à la « Quatro Milpas » ne pourra jamais mobiliser un conseil d'administration « corporatiste » où seraient présentes toutes les sensibilités politiques de l'Etat. Il transforme alors l'entreprise intégratrice en une sorte d'entreprise particulière, qui va utiliser la flotte de camions mise à sa disposition par le gouvernement fédéral, et oublier complètement ses premières missions. En 2002, le FDC n'attend plus grand-chose de son entreprise intégratrice et songe à créer une seconde entreprise intégratrice composée uniquement de sociétés du FDC.

Conclusions partielles : Un bilan des projets économiques du FDC

Activité développée sur le tard, les projets économiques ne sont pas le point fort du FDC. La Coopérative fait figure d'exception notable et reprend quelque part la mystique d'organisation du FDC, même si les objectifs de la Coopérative ne peuvent se substituer à ceux du FDC. C'est après 2002, que commencera la période d'expansion et de croissance de la Coopérative qui deviendra même plus grande que son organisation fondatrice, avec toutes les tensions et synergies qui pourront en résulter.

A côté de cet exemple autonome et centralisé, les autres expériences du FDC se caractérisent par peu d'organisation et de piètres résultats économiques, dans un contexte adverse.

Les fonds gérés par le FDC ne durent jamais très longtemps. L'économie ne fait pas bon ménage avec le politique. Au-delà du succès prometteur de l'entreprise de commercialisation de Carbajal, la stratégie de création de petites entreprises autonomes est un échec et le FDC n'a pas encore d'impact sur la commercialisation des grains.

Sous l'influence de la politique du « projet productif » des gouvernements Zedillo et Fox, où tout producteur de grain est un agro-entrepreneur en puissance, le

⁶⁴⁶ Une communauté de 100.000 mennonites est établie autour de Cuauhtémoc depuis 1921.

FDC commence à multiplier l'appui à la constitution de petits projets. Vue la culture de l'organisation à partir de la fin des années 1990, il n'est pas surprenant que les bénéficiaires de ces projets financés par le gouvernement mais présentés et écrits par les conseillers du FDC, soient les membres des différentes commissions exécutives qui se succèdent ou les paysans proches du responsable des projets au sein de l'équipe du FDC. Une fois de plus, ces projets où l'aspect collectif est souvent virtuel, n'apportent rien en termes d'organisation politique, si ce n'est de la discorde et des envies.

Cependant, les acquis de la Coopérative et de la seule entreprise de commercialisation à succès, Carbajales, tournent au-delà de l'économique autour de la construction d'un sujet social nouveau dans la campagne du Chihuahua. Il s'agit d'une action patiente pour fabriquer du tissu social là où les politiques néolibérales sont entrées par la force tout en affectant profondément les familles et les communautés. On peut dire, aussi, que toutes ces initiatives économiques constituent des efforts parmi tant d'autres de construction de capital social. Celui-ci, dans une bonne mesure, suppose la construction de relations de confiance et d'une culture de légalité, de participation et de respect des engagements, toutes ces notions étant des animaux rares dans le monde bizarre du corporatisme rural mexicain.

Troisième partie :

Au-delà de l'action :

des résultats et des significations

CHAPITRE 10: Y A-T-IL EU UNE INFLUENCE SUR LE CHANGEMENT DE L'AGRICULTURE AU MEXIQUE ET AU CHIHUAHUA?

Les luttes que le FDC et beaucoup d'autres organisations paysannes régionales et nationales entreprirent à partir de 1985 peuvent se regrouper, en général, en une même orientation : se défendre des effets du Programme d'Ajustement Structurel de l'économie mexicaine pour l'agriculture.

Après avoir systématisé et analysé ces luttes au long de la deuxième partie de cette thèse, nous allons essayer dans ce chapitre de voir jusqu'à quel point le FDC a eu du succès dans ses revendications économiques. Nous allons situer ces revendications dans le contexte de celles, plus générales, formulées par les organisations paysannes au niveau national et analyser s'il y eut ou non des avancées dans leur exécution. Nous centrerons ensuite de nouveau notre analyse sur la spécificité de l'Etat du Chihuahua pour constater les transformations qu'a connu l'agriculture régionale depuis 1981, dernière année du modèle agricole antérieur, jusqu'à 2003 et les impacts économiques et sociaux que cela entraîna. Finalement, nous essaierons de répondre à la question : quelles réussites, du point de vue économique-revendicatif, obtint le FDC pour lui permettre de subsister en tant qu'organisation capable de convoquer et de mobiliser ?

1) Les revendications économiques du FDC et leur niveau de succès.

Nous commencerons par un résumé graphique et très schématique des demandes que le FDC formula au cours des luttes soutenues entre 1985 et 2003. Pour cela, nous avons réalisé le tableau suivant :

LUTTE	DEMANDE	NIVEAU DE SUCCES	NIVEAU D'OPPOSITION AU PROJET DOMINANT
1985-86 Pour l'augmentation des prix de garantie du maïs et du haricot.	Augmentation des prix de garantie du maïs et du haricot.	Est obtenu totalement.	Élevé, mais seulement au niveau régional.
1987-88 Pour l'augmentation des prix de garantie du maïs et du haricot.	Kilo de maïs = un litre d'essence; kilo de haricot = deux litres d'essence.	Partiellement: seulement au Chihuahua de grandes quantités additionnelles sont obtenues, mais non comme augmentation du prix.	Élevé, au niveau régional et national.
1988-1989: Contre la corruption de BANRURAL et ANAGSA.	Contre les encaissements injustifiés, contre la corruption de fonctionnaires et inspecteurs.	Des encaissements injustifiés sont presque totalement évités, dans leur majorité présentés par le FDC. Les principaux responsables sont confrontés à la justice.	Bas, au niveau régional seulement.
1990, 1991, 1992. Pour des crédits aux campagnes.	a) Contre l'exclusion du système BANRURAL. b) Pour l'inclusion dans le PRONASOL avec la même superficie d'hectares.	a) Ne réussit pas. b) Réussit en 1990 et 1991, seulement Partiellement en 1992.	Bas, au niveau régional. Bas, au niveau régional.
1992: Lutte face aux modifications à la Loi de Réforme Agraire.	Contre la modification à l'Art. 27 Constitutionnel et à la Loi Fédérale de Réforme Agraire.	Ne réussit absolument pas.	Élevé, au niveau national.
1992.-1994: Contre le TLCAN.	Contre l'inclusion de grains de base et de produits laitiers dans le TLCAN	Ne réussit absolument pas.	Élevé, au niveau national.
1994-1997: Lutte des crédits en arriérés de paiement.	Contre les saisies et les expulsions, en faveur de remise des intérêts des dettes et restructuration de celles-ci.	S'obtient en partie: de nombreuses saisies et expulsions sont évitées; des programmes officiels de remise des intérêts et restructuration de dettes sont obtenus.	Moyen, au niveau national.
1996: Lutte pour	Pour que soit donnée	S'obtient totalement.	Bas, au niveau local.

l'augmentation des prix du maïs et du haricot déjà acheté par la CONASUPO.	une quantité additionnelle aux producteurs de maïs et de haricot qui ont déjà remis leur grain à la CONASUPO.		
1996-1997: Lutte en faveur de l' <i>ejido</i> Palanganas.	Pour la restitution des terres à l' <i>ejido</i> et la reconstruction des demeures incendiées	presque totalement: la dotation de onze mille hectares est obtenue.	Bas, au niveau local.
1998-1999: Lutte pour la commercialisation du haricot.	Pour le soutien et le fidéicomis pour commercialiser le haricot.	Partiellement: un fidéicomis est constitué.	Très bas, au niveau local.
2001-2003: Contre l'importation de produits agroalimentaires.	Pour l'institution et la mise en pratique de contingents et d'impôts douaniers à l'importation d'aliments.	Seulement au niveau du discours et "sur le papier". Dans la pratique, l'importation sans contrôle continue.	Élevé, au niveau national.
2001-2003: Pour des tarifs électriques compétitifs pour l'irrigation agricole.	Pour que soit maintenue à 14 centimes le prix du kilowatt/heure des puits.	Seulement très partiellement: il ne monte pas jusqu'aux niveaux que prétendait le gouvernement, mais reste en moyenne à 32 centimes le kilowatt/heure.	Élevé, au niveau national.
2002-2003: En faveur de la Loi de Développement Rural IDurable.	Pour la promulgation de la Loi de Développement Rural Durable.	Très partiellement, l'Exécutif Fédéral met d'abord son veto. Ensuite elle est approuvée mais ne se met pas en pratique.	Élevé, au niveau national.
2001-2003: Pour la Loi d'Energie pour le Domaine Agricole.	Pour la promulgation de la Loi d'Energie pour le Domaine Agricole.	Très partiellement: tarde beaucoup à se promulguer, mais le Pouvoir Exécutif ne réalise jamais les prévisions budgétaires pour la mettre en pratique.	Élevé, au niveau national.
2002-2003: Mouvement <i>Les Campagnes n'en peuvent plus.</i>	Six demandes fondamentales, parmi lesquelles ressort la non-libération de quotes-parts et d'impôts douaniers pour maïs, haricot, lait en poudre et sucre.	Presque sur aucun aspect: ne réussit pas à obtenir le dégrèvement dans le cadre du TLCAN, ni aucune des cinq autres demandes.	Élevé, au niveau national.

Tableau 1: Les luttes du FDC et leur niveau de succès. (Elaboration personnelle)

Comme on peut le voir, les demandes qui sont résolues sont celles qui n'entraînent aucune contradiction ou défi envers le projet dominant en agriculture, c'est-à-dire le modèle promu par le gouvernement fédéral depuis 1982. Celles qui sont résolues impliquent que le FDC accède à une *meilleure répartition* de ce qui est déjà établi et elles n'entraînent aucun frais extraordinaire pour le gouvernement : Crédits du PRONASOL, soutiens à la commercialisation des grains de base, etc. La lutte contre la corruption de BANRURAL et ANAGSA va même servir de prétexte au gouvernement fédéral pour minimiser ou supprimer directement ces institutions. Les luttes pour des lois de soutien ferme à l'agriculture, au-delà du projet officiel, telles la Loi d'Énergie pour le Domaine Agricole ou la Loi de Développement Rural Durable obtiennent certains triomphes, mais seulement au niveau du pouvoir législatif car même si l'exécutif fédéral se voit dans l'obligation de les signer et de les promulguer, il ne les mettra jamais en pratique.

La lutte en faveur des débiteurs de la banque contre les intérêts bancaires excessifs, les saisies et les expulsions de leurs propriétés mérite une mention à part. Nous affirmons que leur niveau de succès est « moyen » car, bien qu'il n'ait pas réussi à ce que les débiteurs paient le capital et les intérêts pactés initialement, les banques ne purent non plus encaisser tout ce qu'elles prétendaient ou s'approprier des biens des débiteurs, le plus souvent défendus par le FDC, le *Barzón* et d'autres organisations. On obtient que le gouvernement fédéral mette en marche des programmes de «sauvetage » des banques et des débiteurs, qui soulagent un peu ces derniers du poids de la dette réclamée par les banques en évitant saisies et expulsions. Cependant, ceci ne suppose pas encore une contradiction irréductible pour le système politico-économique : permettre que les banques se payent comme elles le prétendaient et s'emparent des patrimoines aurait poussé le pays à la faillite totale. Il était donc nécessaire pour le modèle économique lui-même de trouver un compromis, ce en quoi consistèrent les différents programmes de «sauvetage ».

Ceci montre que, lorsque les luttes ou mouvements entrent en contradiction avec la logique du modèle promu par le gouvernement fédéral, ils n'obtiennent pas la résolution de leurs demandes centrales quelle que soit la force de la lutte ou du mouvement. Cependant, le gouvernement peut accéder à des demandes secondaires, très particulières ou locales dans différents buts : réduire la polarisation des affrontements, établir des accords avec les organisations pour leur octroyer quelques ressources, en les maintenant occupées par les démarches et les gestions correspondantes, ou, très clairement, pour les diviser, en attribuant de façon différentielle les soutiens et en négociant avec elles une par une.

2) Les revendications des organisations paysannes quant au modèle agricole.

Il est donc également important d'analyser à quel point les luttes des organisations paysannes, plus spécifiquement celles du FDC, peuvent influencer sur la modification du modèle agricole impulsé par le gouvernement et faisant partie des politiques d'ajustement de l'économie. Nous faisons référence à ce modèle de « modernisation » des campagnes –dont nous parlions déjà dans la première partie de cette thèse-, amorcé durant la gouvernement de Miguel de la Madrid en 1982, mais défini réellement par Carlos Salinas de Gortari qui cherchait à « ... *adapter le secteur agricole aux exigences d'une économie en changement qui fondera sa future croissance sur l'exportation et aspirera à s'intégrer à une ample région commerciale grâce au TLCAN avec les Etats-Unis et le Canada...Dérégulation, privatisation et ouverture commerciale sont les axes de la modernisation. L'Etat doit abandonner son rôle d'intermédiaire pourvoyeur de ressources et services du secteur et laisser le marché prendre sa place. Les ressources privées doivent substituer les publiques. Le rôle de l'Etat serait de créer le cadre institutionnel approprié pour assurer un flux de capital privé vers*

les campagnes au moyen de réformes à la politique sectorielle et à la restructuration des institutions publiques liées au monde rural .»⁶⁴⁷

Ce que nous prétendons donc est d'évaluer en quel sens évolua ce modèle tout au long de ces années. Pour ceci nous allons effectuer une analyse comparative du comportement des indicateurs de base du modèle agricole, selon les demandes des organisations paysannes elles-mêmes, en 1981, année antérieure à l'ajustement et pendant la période 2001-2003.

Les principales demandes des organisations paysannes autour du modèle de politiques agricoles peuvent se résumer et schématiser comme suit :

- 1) Souveraineté alimentaire : capacité de couvrir la consommation nationale d'aliments et d'augmenter leur disponibilité, toujours sur la base de la production nationale.
- 2) Investissement et dépense publics plus importants pour le développement rural.
- 3) Davantage de crédits aux campagnes.
- 4) Augmentation de la rentabilité des cultures principales (conséquence des précédentes).
- 5) Meilleures conditions de vie : Tout cela pour réduire la pauvreté et la migration des populations rurales.

Voyons comment se sont comportées les politiques du gouvernement fédéral face à ces demandes depuis la dernière année du modèle agricole du modèle économique du développement stabilisateur (1981) jusqu'aux années 2001-2003. Toutes ces données sont empruntées à différents travaux du Dr. José Luis Calva de l'UNAM :

⁶⁴⁷ APPENDINI Kirsten: *La transformación de la vida económica en el campo mexicano* dans le livre collectif de PRUD'HOMME Jean-Francois (coord.): *El impacto social de las políticas de ajuste en el campo mexicano*, ILET-Plaza y Valdés Ed. Mexico, 1995, pp. 58-59.

A. Souveraineté alimentaire: Nous allons l'évaluer selon plusieurs indicateurs : accroissement ou non de la production et de la disponibilité d'aliments ; pourcentage de la consommation nationale apparente d'aliments de base couvert par des importations, évolution du volume et de la valeur des importations :

a) Production d'aliments : le secteur agricole a crû en termes absolus, mais non en ce qui concerne la production par habitant. Ainsi, le PIB agricole et forestier dans le triennat 2001-2003 fut 11,1% inférieur à celui observé dans le triennat 1980-1982. En kilogrammes par habitant, la production des huit grains principaux s'est réduite de 10,8% pendant la même période; la production de viandes rouges par habitant a diminué de 30,2% et celle de litres de lait par habitant de 7,9%.⁶⁴⁸

b) Importations d'aliments : les importations de céréales de base (maïs, haricot, blé et riz), qui en 1985 s'élevaient à 16,3% de la consommation nationale apparente (CNA), ont atteint 28,9% de la CNA pendant le triennat 2004-2006 ; les importations d'oléagineux (soja, carthame, sésame et semence de coton) ont atteint 91,2% de la CNA dans le dernier triennat ; les importations de viandes de porc et bœuf qui, en 1985, s'élevaient à peine à 3,4% de la CNA, ont atteint 26,3% en 2004-2006 ; les importations agro-alimentaires globales, qui en 1985 s'élevèrent à 2 mille 129,4 million de dollars, atteignirent les 14 mille 309,9 millions de dollars annuel durant le triennat 2004-2006.⁶⁴⁹

Cette dépendance par rapport aux aliments importés s'exacerba avec la signature du TLCAN, un des piliers de la politique d'ajustement : ainsi le volume de devises que le Mexique dépensa en important de l'étranger, surtout des Etats-Unis, des aliments qui peuvent être produits ici, s'amplifia brusquement : selon les données de l'Institut National de Statistique, Géographie et Informatique

⁶⁴⁸ CALVA José Luis: *Política agrícola*, éditorial du journal *El Universal*, México D. F. 14 janvier 2005.

⁶⁴⁹ CALVA José Luis, *Vulnerabilidad alimentaria*, éditorial publié dans le journal *El Universal*, Mexico, 20 juin de 2007.

(*Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática*, INEGI), entre 1995 et 1999, furent introduits dans le pays des produits alimentaires pour une valeur de 29 mille 559 millions de dollars. Mais entre 2001 et 2005, la dépendance alimentaire s'aggrava, coûtant au pays 49 mille 547 millions de dollars.⁶⁵⁰

B. Davantage d'investissement et de dépenses publics pour le développement rural: Entre le triennat 1980-1982 et le triennat 2001-2003, l'investissement et les dépenses publiques pour le développement agricole diminuèrent respectivement de 94,7% et 70,7%, en termes réels.⁶⁵¹ D'autre part, il avait été dit que les réformes structurelles attireraient davantage d'investissement, surtout étranger, dans le domaine agricole. Il n'en a pas été ainsi : L'investissement étranger direct dans l'agriculture qui, en 1994, était de 10,6 million de dollars est passé en 2001 à 4,3 millions de dollars avec des hauts et des bas et la participation du total de l'IED fut de seulement 0,3%⁶⁵², ce qui affecta sérieusement l'expansion et l'amélioration de l'infrastructure productive. Un exemple : La surface annuelle ouverte à la culture irriguée diminua de 146,1 milliers d'hectares en 1981 à 5,8 mille en 2001.⁶⁵³

C. Davantage de crédits aux campagnes: La banque nationale de développement diminua (en soldes à décembre, à prix constants de 1994) ses crédits agricoles de 19,193 millions de nouveaux pesos en 1981 à seulement 4,018.9 en 2001. La surface de culture habilitée grâce aux crédits de BANRURAL passa de 73 millions d'hectares en 1981 à 1,5 million en 2001. Dans l'ensemble (privé et public), le crédit canalisé vers le secteur agricole par le système bancaire (commercial et de développement) chuta de 38,333.3 millions en 1981 à des prix de 1994, en 2001 avec 13,635.5 millions ; à cela s'ajouta que les crédits en arriérés de paiement, après tous les programmes de libération et

⁶⁵⁰ Données de l'INEGI, parues dans la note de Juan Antonio Zúñiga et Víctor Cardoso, dans le Journal *La Jornada*, Mexico, 29 mars 2006.

⁶⁵¹ CALVA José Luis: *Política agrícola*, éditorial du journal *El Universal*, México D. F. 14 janvier 2005

⁶⁵² Données du Secretariat de Commerce et Développement Industriel, Publiés dans la revue *Claridades Agropecuarias*, No. 112, décembre 2002, p. 33

⁶⁵³ CALVA José Luis: *La reforma estructural de la agricultura y de la economía en México: resultados y alternativas a nueve años del TLCAN*, en Schwentwssius Rita, Gómez Manuel Angel...op. cit, p 27.

remises, représentèrent en 2001 60% de cette somme (8,175.4 millions) de sorte qu'à la fermeture de 2001 le crédit en vigueur fut d'à peine 5,459.9 de millions (toujours à des prix de 1994), soit environ la sixième partie de celui du début des années quatre-vingts.⁶⁵⁴

D. Augmentation de la rentabilité des cultures principales: : Dans le triennat 2002-2004, les cultivateurs de maïs, une fois ajoutée au prix de vente la subvention du PROCAMPO équivalente par tonne, instituée en 1993 comme un instrument pour compenser la détérioration des prix dérivée de la libéralisation commerciale du TLCAN, perdirent 50,3% du pouvoir d'achat de leur grain par rapport au triennat antérieur à l'expérience néolibérale (1980-1982); les agriculteurs du blé virent s'envoler 49,6% de leur pouvoir d'achat de grain pendant la même période ; les cultivateurs de haricot perdirent 45,3% de ce même pouvoir d'achat ; les producteurs de soja perdirent 49,7% de leur revenu réel par unité de produit, et caetera.⁶⁵⁵

Même pour les auteurs de l'évaluation officielle du TLCAN quant à l'agriculture, pour la période 1993-2003, le prix réel du haricot, à des prix de 1993, a diminué d'environ 3.600 pesos à 300 pesos la tonne, en 2002, celui du maïs, de 2.500 pesos environ à 300 et celui de la tomate, de 2.900 à 700 dans le même temps.⁶⁵⁶

E. Meilleures conditions de vie: augmentation de l'emploi, diminution de la pauvreté et la migration rurales.

a) Emploi: La chute de la rentabilité des produits agricoles et des salaires dans le secteur affectent l'emploi, tant à cause de l'émigration, que de la tendance de la population à s'employer dans des activités rémunérées non agricoles. L'année

⁶⁵⁴ Ibidem, p.31.

⁶⁵⁵ CALVA José Luis: *Neoliberalismo agrícola*, éditorial publié dans le journal El Universal, Mexico, D. F. 9 septembre 2005.

⁶⁵⁶ ROMERO José y PUYANA Alicia, *Evaluación integral de los impactos e instrumentación del capítulo agropecuario del TLCAN*, document maître, p. 26

précédant le TLCAN, 1993, le nombre d'employés dans le secteur d'activité de l'agriculture, élevage, sylviculture, chasse et pêche, atteignait 8 million 842,274 et en 2003, 6 million 937 mille 881, ce qui signifie pour le secteur une perte nette de presque deux millions de postes de travail : un taux moyen annuel de croissance négative de l'emploi de -2.4%, en sens contraire des secteurs secondaire et tertiaire qui ont obtenu des taux positifs.⁶⁵⁷

b) Pauvreté: Il faut considérer diachroniquement le phénomène de la pauvreté en milieu rural au Mexique et en général dans le pays, pour pouvoir mesurer l'impact que le programme d'ajustement structural de l'économie y produisit.

Selon le Secrétariat au Développement Social du gouvernement fédéral,

« ... le pourcentage de population en pauvreté alimentaire, de capacités et de patrimoine se réduit de manière continue et importante entre 1950 et 1984 ; il se maintient à des niveaux presque constants entre 1984 et 1994, puis augmente significativement en 1996 avec la crise macro-économique par laquelle est passé le pays vers le milieu des années 90. L'accroissement de 1996 place la pauvreté à des niveaux semblables à ceux observés au début des années 60. Entre 1996 et 2004 revient la tendance de réduction de la pauvreté, au point que l'effet de la crise de 1994-95 se renverse et que l'année 2004 est, de fait, l'année qui enregistre les plus bas niveaux de pauvreté des dernières 54 années. »^{658 659}

Grâce à une analyse plus nuancée et critique, Julio Boltvinik et Araceli Damián concluent que : il existe une période très claire de diminution de la pauvreté au

⁶⁵⁷ ROSENSWEIG, Andrés, *El debate sobre el sector agropecuario mexicano en el Tratado de Libre Comercio de América del Norte*, CEPAL, serie Estudios y Perspectivas, Mexico, 2005, p.9.

⁶⁵⁸ SZEKELY Miguel: *Pobreza y desigualdad en México entre 1950 y 2004*, Secretaría de Desarrollo Social, serie documentos e investigaciones, Mexico 1995. (en línea) (Ref. 17 aout, 2009). Disponible sur :<http://sedesol2006.sedesol.gob.mx/publicaciones/CuadernosyDoctos/PDFs%20SEDESOL/PDFs%20Cuadernos/20%20Cuad.pdf>

⁶⁵⁹ *Pauvreté alimentaire*: la population dont le revenu par habitants est insuffisant pour acquérir une alimentation au minimum acceptable.

Pauvreté de capacités: la population qui, bien qu'elle puisse couvrir ses besoins minimaux d'alimentation (équivalents à la ligne de pauvreté alimentaire), compte sur un revenu par personne insuffisant pour réaliser un minimum acceptable d'investissements en éducation et en santé pour chacun des membres du foyer.

Pauvreté de patrimoine: la population qui, bien qu'elle puisse couvrir ses besoins minimaux d'alimentation, éducation et santé (équivalents à la ligne de pauvreté de capacités), compte sur un revenu par personne insuffisant pour acquérir les minimaux indispensables de logement, habillement et transport pour chacun des membres du foyer.

Mexique entre 1968 et 1981 (crise économique et politique d'ajustement) qui persiste jusqu'en 1996. Ainsi, selon la CEPAL, la pauvreté en 2000 touchait 41,1% de la population, soit seulement 1.4 points de pourcentage en dessous de 1968, mais presque cinq points au-dessus de 1981, 20 ans plus tôt. Ils signalent que la pauvreté augmenta au cours des années quatre-vingt-dix malgré la croissance accélérée que connut l'économie après 1996 et que l'augmentation de la pauvreté durant la crise de 1994 ne fut plus réversible (à l'exception de la pauvreté de patrimoine), car elle s'éleva de 14 à 17 points de 1995 à 1996, et diminua seulement de 10,1 et 10,7 points de 1996 à 2000.⁶⁶⁰

Nous pouvons nous demander maintenant : quel a été le comportement de la pauvreté rurale ? Suivant ces deux auteurs, le pourcentage de personnes pauvres en milieu rural, c'est-à-dire dans les localités inférieures à 2.000 habitants, évolua comme suit :

Année	%Pauvreté nationale	% Pauvreté urbaine	% Pauvreté rurale
1992	75.4	68.0	94.9
1994	75.8	68.5	94.4
1996	81.9	76.4	96.3
1998	80.3	74.4	96.4
2000	75.3	69.1	93.5

Tableau 2: Evolution du pourcentage de personnes pauvres en milieu rural, en comparaison avec les pourcentages nationaux et de milieu urbain. Fuente: Boltvinik Julio et Damián Araceli, loc.cit. p. 528.

Ainsi, nous pouvons conclure avec ces deux auteurs :

- En se basant sur l'observation depuis les années quatre-vingts, il est possible d'affirmer qu'avec l'actuel modèle de développement

⁶⁶⁰ BOLTVINIK Julio et DAMIAN Araceli *Evolución y características de la pobreza en México*, revue *Comercio Exterior*, Vol. 53, No. 6, juin 2003, pp. 519 et ss.

économique (le programme d'ajustement structurel), la montée de la pauvreté provoquée par les crises ne peut être freinée en période de croissance car celle-ci possède une tendance structurelle à croître.⁶⁶¹

- Dans les zones rurales, les niveaux élevés de pauvreté de revenu sont de caractère structurel et, pour autant, il ne suffit pas que l'économie croisse pour que cette pauvreté diminue. Preuve en est que même en périodes de croissance économique (1994 et 2000), elle a touché près de 90% de la population rurale. Ni les soutiens offerts par des programmes comme celui de *Progresse (Progresa)* (à l'heure actuelle *Opportunités, Oportunidades*) ni les bénéfices au compte-goutte promis par le changement structurel ni les politiques d'ouverture économique ne permettent d'abaisser effectivement la pauvreté des campagnes.⁶⁶²

c) Migration: le nombre d'émigrants du secteur rural vers d'autres régions du Mexique fut, en 1994, 182% supérieur à celui de 1980 et en 2002, 352% supérieur à 1980. Pour sa part, durant 1994, le nombre d'émigrants du secteur rural mexicain aux USA fut 92% supérieur à celui de 1980 et en 2002, 452% supérieur par rapport à 1980.⁶⁶³

Nous pouvons donc tirer les conclusions suivantes : les intenses mobilisations des organisations paysannes de 1982 à 2002, année du mouvement *Les campagnes n'en peuvent plus*, en passant par les luttes contre les réformes à l'article 27 de la Constitution et la Loi Agraire, ainsi que les actions contre l'inclusion de l'agriculture dans le TLCAN, ne réussirent pas à produire du point de vue structurel un revirement durable dans l'orientation du modèle économique et, plus concrètement, du projet officiel pour les campagnes ni à obtenir de

⁶⁶¹ Ibidem, p.530

⁶⁶² Ibidem, p. 529

⁶⁶³ YUNEZ Naude Antonio y TAYLOR Edward J. *Los impactos del TLCAN en la emigración rural*, feuillet informatif no. 2 du PRECESAM, Colegio de México, Université de Californie, Davis, pp.13 et ss

meilleures conditions de vie, plus d'emploi, moins de pauvreté et moins d'exode rural..

Mais donc, si au niveau national les luttes des organisations paysannes, y compris celles du FDC, ne purent pas faire grand-chose pour modifier en substance le modèle des politiques économiques consacrées au secteur rural, quel fut le résultat des luttes du FDC dans l'Etat du Chihuahua ? Comment durant toutes ces années la structure productrice de l'agriculture du Chihuahua changea-t-elle? Dans quelle mesure cette transformation se fit-elle dans le sens des demandes du FDC, c'est-à-dire d'une fortification de l'agriculture paysanne pluviale, productrice de grains de base, principalement haricot, maïs, avoine et éleveuse de bétail bovin à petite échelle ? Nous avons vu au début de ce chapitre comment il fut répondu aux demandes du FDC au niveau économique-productif. Nous verrons maintenant comment changea l'agriculture du Chihuahua entre 1981 –dernière année du précédent modèle économique et agricole- et 2005, ainsi que quelques-uns des effets sociaux qui en découlèrent.

3) Les transformations de l'agriculture de l'Etat du Chihuahua 1981-2003.

Il ne fait aucun doute que les politiques publiques qui favorisent le modèle de « modernisation » de la campagne au niveau national constituent un facteur décisif dans la transformation de l'agriculture de l'Etat du Chihuahua. A cela il faut ajouter que, durant presque la moitié de cette période, l'Etat du Chihuahua souffrit une des plus terribles sécheresses de son histoire.

Nous examinerons ci-dessous en détails ces transformations :

A) Les nouvelles politiques destinées à la campagne au Chihuahua :

a) *Investissement et dépense publics:* De même qu'au niveau national, l'investissement et la dépense effectués pour ce secteur ont souffert une forte contraction à partir de 1983 dans l'Etat du Chihuahua : entre 1994 et 2000, l'Etat

n'a reçu que 406,9 millions de pesos, se plaçant au dernier rang des Etats de la Frontière Nord : en outre, le rythme d'investissement a diminué, puisque la première année 67,1 millions furent investis et la dernière, 46,3 millions. Il n'existe pas de données détaillées antérieures à 1993.⁶⁶⁴

b) *Le crédit au secteur agricole* : En 1990 seulement 120.000 hectares furent enlevées du système de crédit de BANRURAL au Chihuahua pour cause de « faible productivité et de sinistralité élevée » et entre 1994 et 1997, 33.300 hectares furent encore retirées, le plus grand volume dans les Etats de la Frontière Nord. En ce qui concerne les crédits de la banque commerciale, entre 1997 et 2002 seulement, ils furent limités dans l'Etat à un taux moyen annuel de 4,6%.⁶⁶⁵

c) *Le prix des sources d'énergie*: Les politiques fédérales de prix et tarifs du secteur public ont sérieusement affecté les agriculteurs pratiquant l'irrigation par pompage dans un Etat où se trouvent environ 12.000 puits desservant les deux tiers de la surface irriguée. Entre 1996 et 2003 le tarif électrique No. 9M pour le pompage agricole augmenta brusquement d'une moyenne de 14 centimes par kilowattheure à 32 centimes, soit plus du double.⁶⁶⁶ D'autre part, entre janvier 1995 et janvier 2001, le prix du supercarburant passa de 1,36 pesos le litre à 5,30 pesos et celui du diesel de 99 centimes la première année à 4,39 pesos en 2001.⁶⁶⁷

En outre, il faut ajouter les politiques de réduction des subventions à l'agriculture, d'ouverture commerciale, de retrait de l'Etat, etc. que nous avons exposées précédemment dans ce chapitre.

⁶⁶⁴ INEGI: *El sector alimentario en México 2000*, Mexico, 2005. (En ligne) (Ref. 19 aout, 2009)

Disponible

sur:

http://www.inegi.org.mx/prod_serv/contenidos/espanol/catalogo/default.asp?accion=2&upc=702825180812&seccionB=cp

⁶⁶⁵ ⁶⁶⁵ ROMERO José y PUYANA Alicia, *Evaluación integral...* op. cit. p. 44.

⁶⁶⁶ Source: Données fournies par PEMEX (Pétroles Mexicains).

⁶⁶⁷ Données de la Gérance d'Etat de CONAGUA.

B.) La sécheresse au Chihuahua:

Un facteur qui a puissamment pesé sur les transformations de l'agriculture du Chihuahua est la sécheresse qui s'abattit sur l'Etat depuis 1992 et pratiquement jusqu'à 2003. Toutes les régions de l'Etat en furent affectées : celles qui avaient des moyennes historiques de précipitation pluviale d'environ 200 mm, les ont vues descendre à moins de 100 et même celles des zones de montagne pluvieuses diminuèrent; il y eut rarement une moyenne supérieure à 300 mm pour l'ensemble de l'Etat. Cette situation diminua la captation des barrages de plus de 60% en moyenne, provoquant la surexploitation de neuf des soixante-cinq nappes phréatiques de l'Etat et l'épuisement de deux d'entre elles.⁶⁶⁸ Les principaux effets de la sécheresse consistèrent en la diminution de la surface ensemencée et récoltée, la chute de la valeur de la production, l'épuisement des pâturages, le changement du patron de cultures, etc.

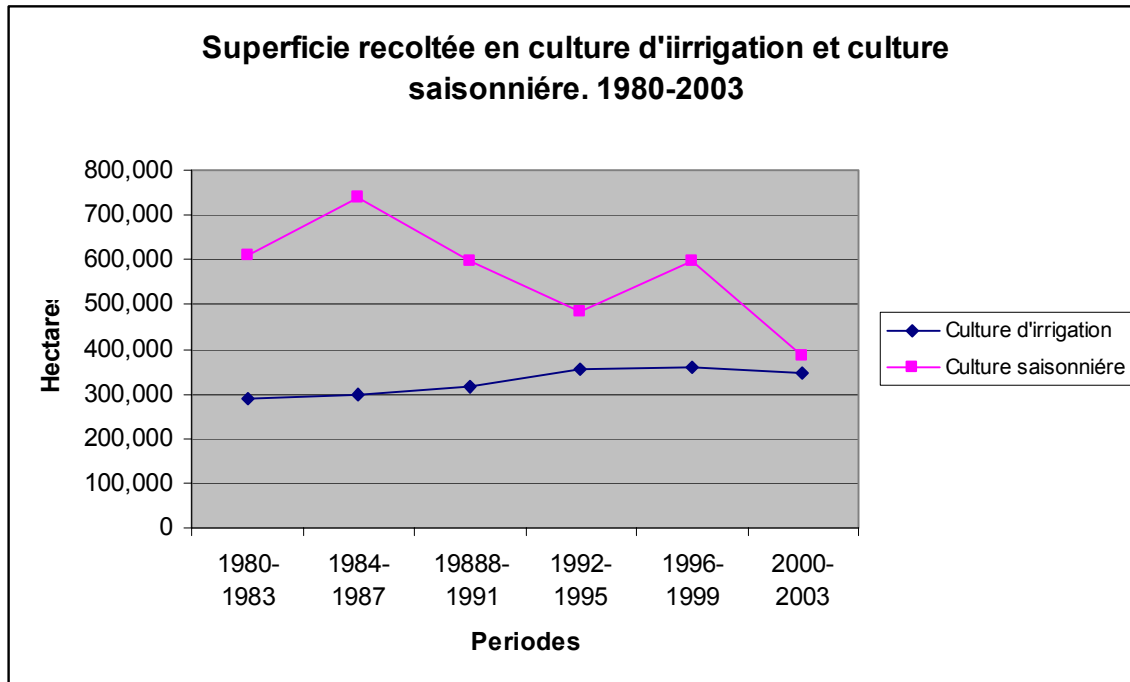
C). Changements dans la structure productive et la production du secteur agricole.

- a) *Superficie semée et superficie récoltée:* Par l'effet accumulé des nouvelles politiques et de la sécheresse, la surface pluviale ensemencée commence à se réduire et, bien qu'à un rythme très lent, la surface d'irrigation ensemencée augmente. Tandis que pendant la période 1980-1983, la moyenne d'hectares d'agriculture pluviale semées fut de 726.109, durant 2000-2003⁶⁶⁹ elle fut de 642.229, c'est à dire 11,6% de moins. Entre-temps, la moyenne d'hectares d'irrigation ensemencés fut de 312.595 en 1980-1983 et de 346.573 en moyenne pour 2000-2003, ce qui représenta une hausse de presque 11%, soit pratiquement le même pourcentage que la diminution de l'ensemencement pluvial. La surface récoltée a souffert une chute beaucoup plus prononcée : de 899.298 hectares en moyenne d'irrigation et de cultures pluviales pendant la période 1980-1983, elle

⁶⁶⁸ Données de la Gérance d'Etat de CONAGUA.

⁶⁶⁹ Nous avons regroupées les années en période de quatre pour rendre moins significatives les oscillations de superficie semée dues aux conditions climatologiques.

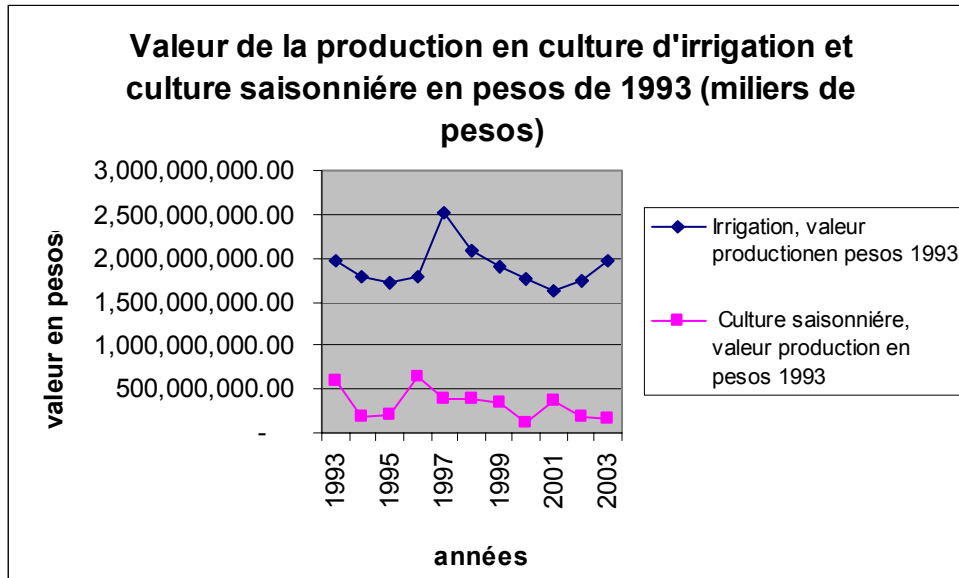
passa à 716.550 en 2000-2003, soit une diminution de 20,33%. Evidemment, on observe la plus grande partie du décroissement dans les cultures pluviales, comme le montre le graphique suivant:



Graphique 1: Elaboration personnelle à partir de données de SIACON-SAGARPA.

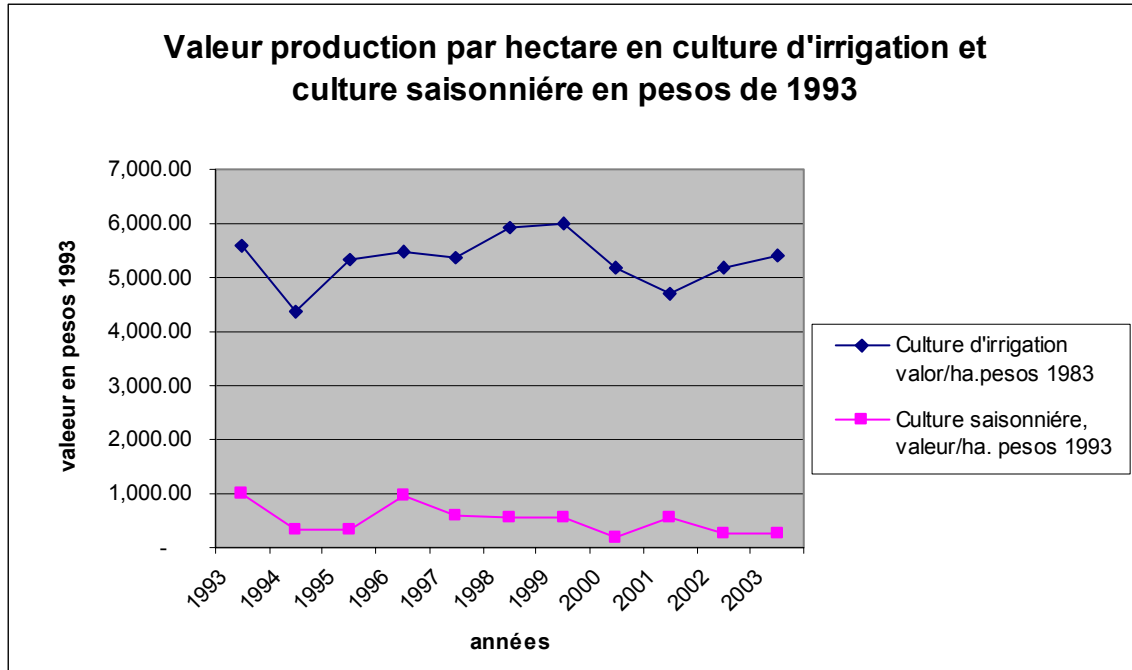
b) *Valeur de la production:* toujours sur la base des données du SIACON et en convertissant en pesos de 1993, nous obtenons le fait suivant : il y a une tendance très claire à la diminution de la valeur totale de la production dans la modalité pluviale, ceci étant beaucoup plus perceptible à partir de 1994. En effet, sauf une récupération en 1996, où elle atteint son maximum en 24 ans avec 631 millions de pesos, cette valeur n'arrivera même plus à 400 millions de pesos. Pour sa part, la valeur de la production d'irrigation, à des prix de 1993, bien qu'elle ait connu les oscillations propres de l'activité agricole, n'est descendue depuis cette année-là sous les 1,700 millions de pesos qu'en 2001. Tout ceci peut être

mieux observé avec les séries sur la durée à partir de 1993, comme le montre le graphique 2 :



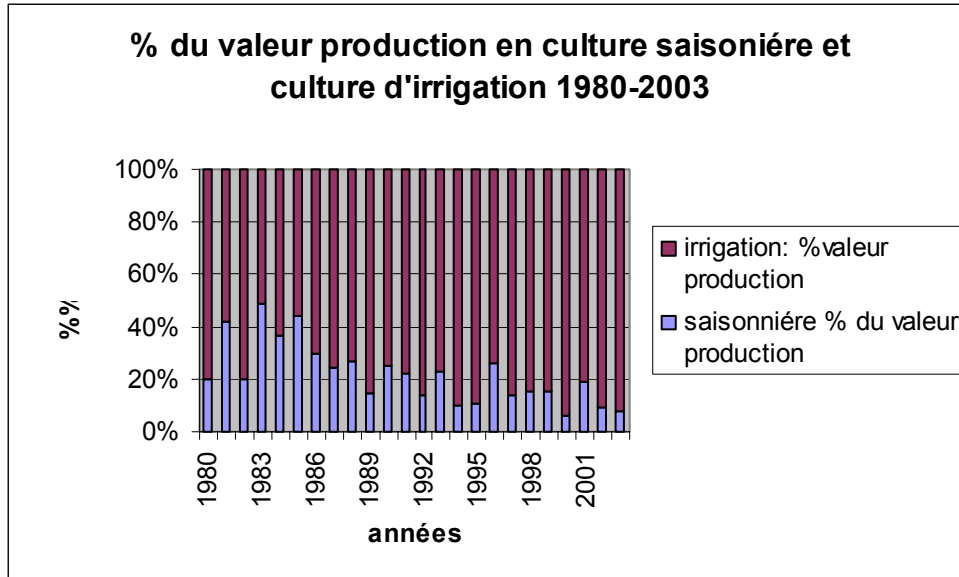
Graphique 2: Elaboration personnelle avec données de SIACON-SAGARPA.

Quant à la valeur de la production par hectare, les chiffres sont encore plus révélateurs de la détérioration quant à la valeur de la production de l'agriculture pluviale du Chihuahua : tandis que la production d'irrigation s'est maintenue à prix constants aux environs d'un peu plus de cinq mille pesos l'hectare, la pluviale, en revanche, a gardé une tendance soutenue à la détérioration, puisque des 987,98 pesos de 1993 elle est tombé à 268,88 en 2003. (Voir graphique 3)



Graphique 3: Elaboration personnelle avec données de SIACON-SAGARPA.

Ce processus a entraîné la réduction du poids spécifique de l'agriculture pluviale dans l'économie du Chihuahua : tandis qu'en 1981 la valeur totale de la production d'irrigation était à peine 1,3 fois supérieure à la pluviale, en 2003 elle était déjà 12 fois plus élevée. La contribution de la production pluviale à la valeur totale de la production a continué à diminuer de manière persistante, comme le présente le graphique 4 :

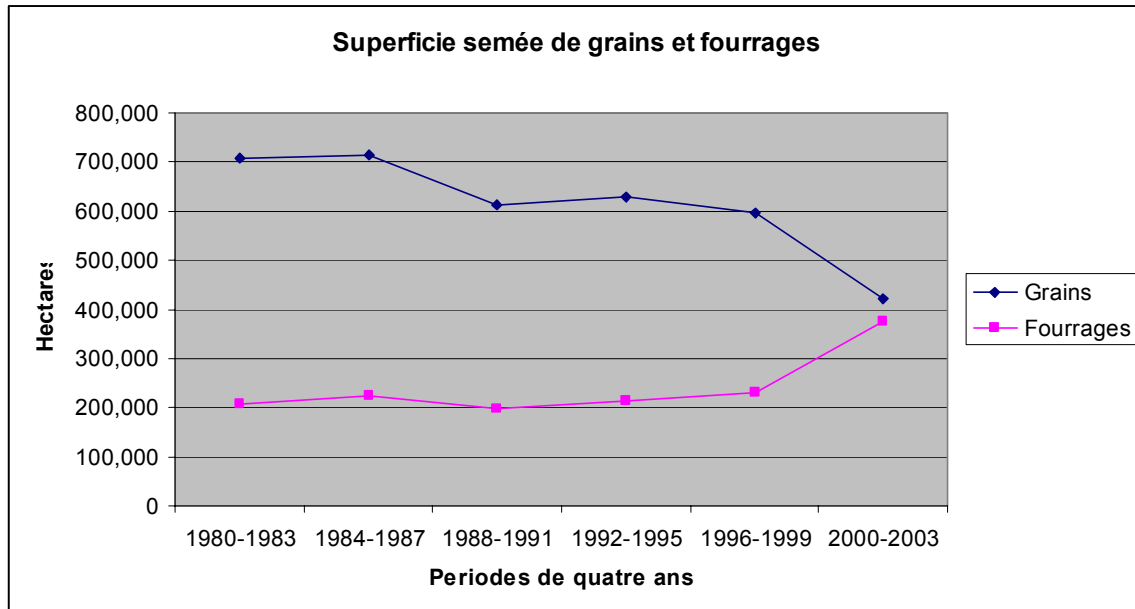


Graphique 4: Elaboration personnelle à partir de données de SIACON-SAGARPA.

c) *Profil de la production:* ce sont les données de la production en général, mais on peut analyser plus en détail le profil des produits fournis par l'agriculture du Chihuahua dans le laps de temps 1981-2003. Les changements survenus au long de deux décennies et demie sont très significatifs :

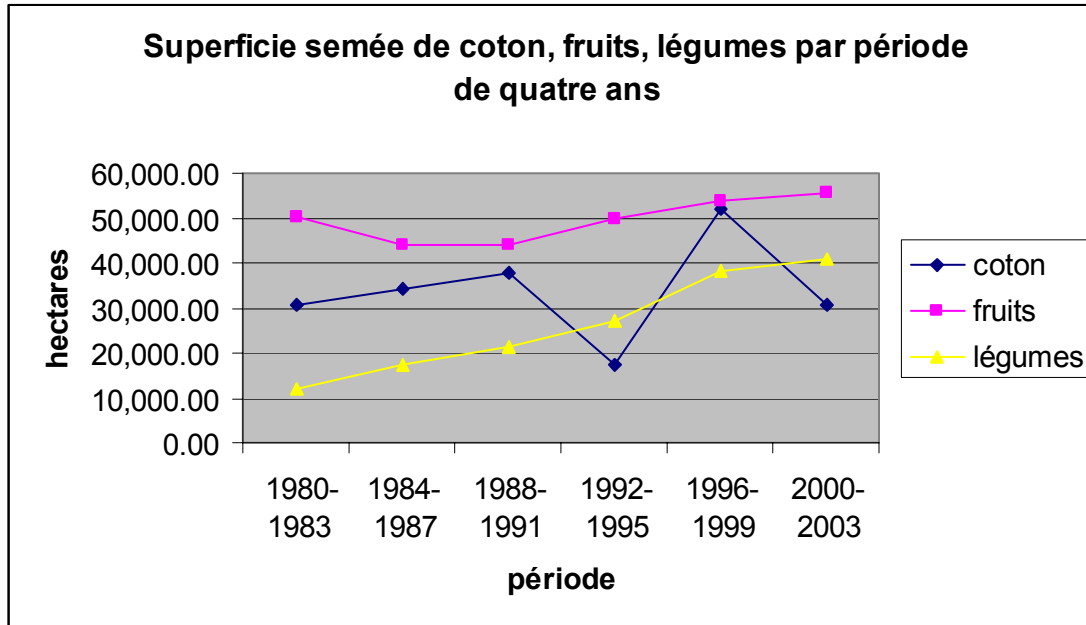
En premier lieu on remarque la diminution des grains de base (maïs, haricot, avoine), autant en hectares semés qu'en tonnes produites : 893.119 hectares semés en 1981 et seulement 367.144 hectares en 2003, une réduction proche de 60%.

Les fourrages (avoine fourragère, luzerne, sorgho, maïs et betteraves fourragères), sont maintenus stables quant à la surfaceensemencée et au volume de la production mais montrent une forte augmentation depuis la fin des années 90 : de 169.694 ha et 3.803.000 tonnes en 1981 on passe à 382.382 ha. mais le tonnage chute à 2.404.568 tonnes. La raison du décroissement de la production avec accroissement de surface est très claire : les fourrages prédominent de plus en plus dans la modalité pluviale.

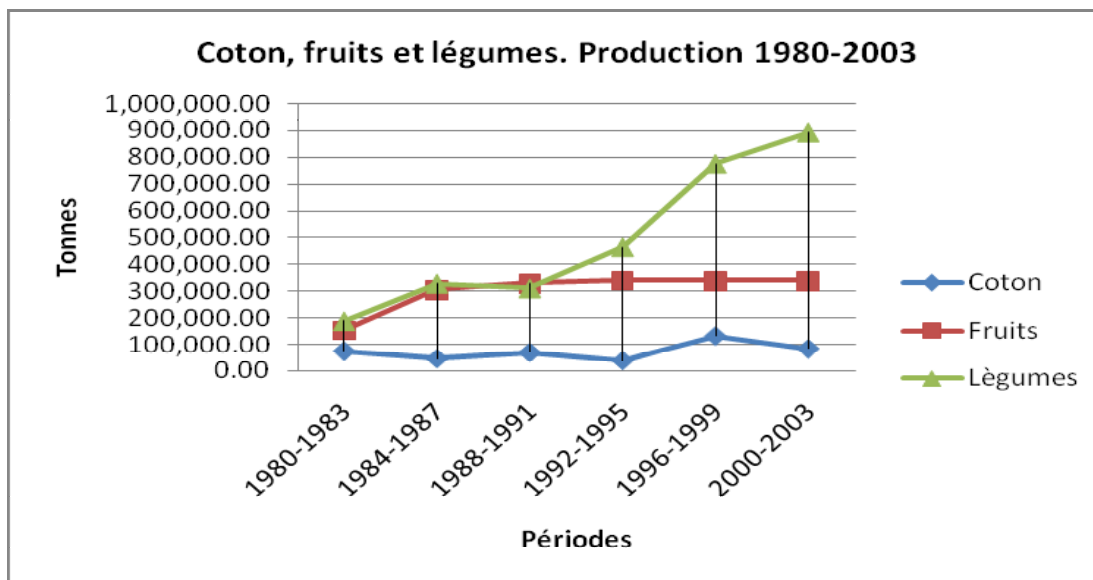


Graphique 5: Elaboration personnelle à partir de données de SIACON-SAGARPA.

À côté de ceux-ci, voyons l'évolution de trois autres groupes de cultures : le coton, les arbres fruitiers et les légumes. Le premier montre une série d'oscillations très liées aux prix internationaux et aux programmes internes de soutien. D'autre part, il semble que les arbres fruitiers, la pomme, la noix et la pêche aient atteint leur limite en ce qui concerne les hectaresensemencés ; on peut même dire que la surface a diminué à cause de la suppression des vergers des zones les plus froides et les moins rentables, bien que la productivité ait augmenté. Les légumes (dans le cas du Chihuahua, oignon et piment surtout) sont devenus la culture la plus dynamique, à la croissance la plus rapide, tant en surface cultivée qu'en production, comme on peut être le voir sur les graphiques suivants :



Graphique 6: Elaboration personnelle à partir de données de SIACON-SAGARPA.



Graphique 7: Elaboration personnelle à partir de données de SIACON-SAGARPA.

En effet, pendant la période 1980-1983, il avait été à peine semé une moyenne de 12.157 ha annuels de légumes, avec une production moyenne annuelle de 188.883 tonnes, tandis que de 2000 à 2003 la surface ensemencée s'était élevée à 40.745 ha en moyenne et la production à 894.022 tonnes.

Ceci vient changer radicalement le profil de l'agriculture du Chihuahua : du tableau des cinq cultures qui produisaient le maximum de valeur dans la production en 1981, ne restent que la pomme, la pomme de terre tandis que trois grains de base, le maïs, le haricot et le blé ont été remplacé par la noix, le piment et le coton, comme le démontre le tableau suivant :

1981		2003	
Cultures	Valeur Production	Cultures	Valeur Production
Maïs grain	3,571,605.00	Pomme	1,188,857,921.00
Haricot	2,006,115.00	Noix	1,080,804,735.00
Pomme	1,514,675.00	Pomme de terre	1,045,473,631.50
Blé grain	1,289,552.00	Piment (vert, sec et jalapeño)	844,583,328.20
Pomme de terre	1,030,239.00	Coton	731,472,260.00

Tableau 3: Comparaison entre les cinq premières cultures quant à la valeur de la production en 1981 et en 2003. (Elaboration personnelle à partir de données de SIACON-SAGARPA)

A elles seules ces cinq cultures, toutes d'irrigation, eurent une valeur 7,5 fois supérieure à toute la production pluviale en 2003 et elles représentèrent 57% de toute la production agricole de l'Etat.

La signification de cette transformation est très importante : l'agriculture pluviale du Chihuahua est celle qui s'identifie le plus avec l'agriculture paysanne : d'une part en raison de l'utilisation d'étendues non supérieures à 25 hectares, qui dépendent totalement de la pluie, d'autre part en raison du type de cultures : haricot, maïs et avoine, principalement, et de la seule utilisation de la famille comme main-d'œuvre permanente. Cette agriculture pluviale paysanne a donc éprouvé une réduction dans notre Etat. Bien que la surface qui lui est consacrée soit encore majoritaire, son poids spécifique, tant en volume qu'en valeur de la production, s'est effondré depuis le début des politiques d'ajustement. D'autre part, on assiste à une croissance de l'agriculture patronale, de petits, moyens et

grands chefs d'entreprise qui disposent d'irrigation de barrages ou de puits, beaucoup plus technicisés, orientés vers des cultures à la valeur ajoutée plus élevée : pomme, noix, oignon, luzerne, coton, piment, pomme de terre (dont la production du Chihuahua arrive en première position). Ceci réduit sans aucun doute non seulement le poids de l'agriculture paysanne en tant qu'acteur productif, mais aussi en tant qu'important acteur social et politique. Nous allons fournir davantage de données pour étayer ce qui précède.

4) Les impacts les plus importants des changements sur l'agriculture du Chihuahua.

Le changement de profil de l'agriculture du Chihuahua lors des deux dernières décennies n'a pas seulement atteint la production : il a aussi affecté la société rurale du Chihuahua sur des aspects très divers. L'agriculture n'est plus la même, mais les communautés paysannes et agricoles non plus:

A). Le changement démographique.

Pour dimensionner le changement démographique dans le domaine agricole du Chihuahua, voyons le tableau suivant. Il y est indiqué la population totale de l'Etat des 8 régions sociodémographiques : Nord-ouest, Vallée de Juárez, Sierra-Babícora, Chihuahua, Delicias, Camargo-Jiménez, Sierra et Lomeríos-Parral pour les années 1980, 1990, 2000 et 2005.

NOM	1980	1990	2000	2005
Chihuahua	2,005,477	2,441,873	3,052,907	3,241,444
Nord-ouest	88,124	107,416	120,479	117,734

Ascensión	11,985	16,361	21,939	22,392
Buenaventura	16,317	17,831	20,056	20,533
Casas Grandes	10,861	10,042	10,004	8,413
Galeana	3,184	3,130	3,876	3,774
Janos	8,906	10,898	10,214	8,211
Nuevo Casas Grandes	36,871	49,154	54,390	54,411
Valle de Juárez	596,118	827,866	1,249,655	1,342,727
Ahumada	12,100	11,871	11,901	11,727
Guadalupe	8,876	9,054	10,032	9,148
Juárez	567,365	798,499	1,218,817	1,313,338
Praxedis G. Guerrero	7,777	8,442	8,905	8,514
Sierra-Babícora	263,895	285,520	276,508	271,905
Bachíniva	8,332	8,139	6,403	5,843
Cuauhtémoc	85,589	112,589	124,378	134,785
Cusihuirachi	7,907	6,467	5,784	4,835
Gómez Farías	9,698	10,073	8,867	7,583
Gran Morelos	6,347	5,327	3,875	3,092
Guerrero	40,880	41,564	39,109	37,249
Ignacio Zaragoza	9,634	9,059	7,832	6,631
Madera	34,614	35,857	34,056	32,031
Matachí	4,591	4,109	3,221	3,169
Namiquipa	32,987	30,014	23,643	20,314
Riva Palacio	10,321	10,081	10,020	7,811
San Francisco De Borja	3,711	3,220	2,331	2,243
Temósachi	9,374	9,021	6,989	6,319
Chihuahua	481,476	597,792	737,830	819,376
Aldama	15,667	17,169	19,378	19,879

Aquiles Serdán	5,092	3,916	5,327	6,212
Coyame	3,353	2,262	1,708	1,453
Chihuahua	406,830	530,783	671,790	758,791
Doctor Belisario Domínguez	6,450	5,383	3,853	2,608
General Trías	6,060	5,269	4,759	3,820
Manuel Benavides	4,164	2,794	1,746	1,600
Ojinaga	26,421	23,910	24,307	21,157
Satevó	7,439	6,306	4,962	3,856
Delicias	166,919	191,416	207,222	217,550
Delicias	82,215	104,014	116,426	127,211
Julimes	5,828	5,641	5,165	4,507
Meoqui	34,727	34,995	40,018	41,389
Rosales	13,054	14,154	14,969	15,935
Saucillo	31,095	32,612	30,644	28,508
Camargo-Jiménez	92,947	97,701	97,080	99,758
Camargo	44,623	45,814	45,852	47,209
Coronado	3,282	2,914	2,205	2,046
Cruz, La	4,031	4,008	3,777	3,453
López	4,479	4,682	4,080	3,914
Jiménez	33,230	37,052	38,323	40,467
San Francisco De Conchos	3,302	3,231	2,843	2,669
Sierra	160,050	175,173	204,671	215,838
Batopilas	10,513	9,751	12,545	13,298
Bocoyna	18,113	22,417	27,907	29,907
Carichí	9,297	9,527	7,760	8,377
Chínipas	7,770	7,116	6,768	7,471
Guachochi	29,067	34,255	40,615	45,881

Guadalupe Y Calvo	30,231	34,954	48,355	51,854
Guazapares	9,381	10,082	8,066	8,010
Maguarichi	1,230	1,690	1,795	2,116
Morelos	6,746	6,547	9,482	7,172
Moris	5,448	4,945	5,219	5,144
Nonoava	3,714	3,516	2,946	2,810
Ocampo	7,590	7,211	7,276	6,298
Urique	13,814	15,848	17,655	19,566
Uruachi	8,036	7,314	8,282	7,934
Lomerios-Parral	154,958	158,989	159,462	156,556
Allende	10,850	9,411	8,561	8,263
Balleza	12,917	14,757	16,770	16,235
Hidalgo Del Parral	78,994	90,647	100,821	103,519
Huejotitán	2,132	1,733	1,169	1,036
Matamoros	5,346	5,306	4,429	4,304
Rosario	4,160	3,218	2,575	2,082
San Francisco Del Oro	12,185	9,486	6,054	4,838
Santa Bárbara	17,365	15,124	11,597	10,120
Tule, El	2,994	2,666	2,177	1,818
Valle De Zaragoza	8,015	6,641	5,309	4,341

Tableau 4: Elaboré par Loera Manuel, avec des données de l'INEGI, Recensement de Population et Logement.

De ce qui précède, nous pouvons déduire ce qui suit :

- Dans la région Sierra-Babícora, où se trouvent la majorité des *municipios* d'agriculture pluviale et la majorité d'affiliés au FDC, le *municipio* de

Cuauhtémoc est le seul à croître en population entre 1980 et 2005. Tous les autres souffrent des diminutions évidentes deux ans avant d'entamer le programme d'ajustement structurel de l'économie et ce jusqu'à 2005. Le cas de Cuauhtémoc s'explique pour plusieurs raisons : c'est la troisième ville de l'Etat, un centre de commerce, de services et d'industries très important, outre le fait que la surface irriguée s'y est énormément étendue grâce à la perforation de puits menée à bien par des producteurs mennonites et des cultivateurs de pomme.

- Une autre région, d'agriculture pluviale elle aussi, bien que moins importante, la *Lomeríos-Parral*, augmente très peu durant ces 25 ans et doit sa croissance à Parral, centre commercial et cinquième ville de l'Etat. Les autres *municipios* perdent de leur population.
- La région *Sierra* est celle qui montre le plus d'accroissement de population. Sept *municipios* augmentent nettement et sept diminuent un peu. Cette région est typiquement indienne. L'agriculture pluviale n'y est que de subsistance ou d'infra-subsistance. La croissance démographique est due à une amélioration relative des conditions de santé et à l'expansion des activités minières et touristiques.
- Il est donc très clair que les régions sans ou avec très peu de population indigène, avec comme principale activité l'agriculture pluviale, surtout celle de *Sierra-Babícora*, sont celles qui expulsent le plus de population à partir de 1980. L'émigration n'a pas lieu seulement dans la décennie des années quatre-vingt-dix, au cours de laquelle la sécheresse frappe davantage; elle commence à se présenter depuis l'imposition des changements structurels dans l'agriculture mexicaine.
- D'autre part on remarque que la croissance démographique de l'Etat du Chihuahua pendant ces 25 années se concentre à presque 90% dans deux grandes villes : Ciudad Juárez et la capitale de l'Etat, Chihuahua, ceci étant dû pour une bonne part au développement de l'industrie de la sous-traitance et des services.

Or, la majorité de la population que perd la zone d'agriculture pluviale part vers les Etats-Unis. Cela a pu être constaté dans les diverses entrevues et dans les foyers de discussion réalisés avec des membres du FDC dans plusieurs *municipios*. Bien que le Chihuahua soit un Etat qui attire une grande quantité de migrants venant d'autres Etats de la République, qui vont pour la plupart à Ciudad Juárez et quelques uns dans la capitale de l'Etat, c'est aussi l'Etat de la Frontière nord du pays qui a expulsé le plus de population vers les Etats-Unis pendant la période 1990-2000. Cette population provient surtout des zones rurales d'agriculture pluviale, ce qu'illustre le tableau 4 :

Unité territoriale	Migration nette internationale 1990-2000	Migration nette interne 1990-2000
ETATS FRONTIERE DU NORD	-3.0	3.8
Baja California	-2.5	12.4
Sonora	-2.7	1.8
Chihuahua	-3.6	4.3
Coahuila	-2.9	-1.4
Nuevo León	-3.1	2.9
Tamaulipas	-3.2	2.6

Tableau 5: Migration nette internationale et Migration nette interne pour les Etats de la Frontière du Nord 1990-2000.

Migration nette= émigration totale – immigration totale.

Source: Programme de Développement Régional Frontière Nord 2001 – 2006 SEGOB p.545

B) Le changement dans l'emploi.

Entre 1990 et 2000 dans l'Etat du Chihuahua, la population employée dans le secteur primaire a connu un taux annuel de croissance de -0.7% pour un

décroissement total accumulé pendant la décennie de 6.5%, le troisième plus grand décroissement des Etats de la Frontière nord du Mexique, comme le montre le tableau suivant :

Tableau 6: Population occupée en activités agricoles à la Frontière Nord: Taux Moyen Annuel de Croissance 1990-2000 et Augmentation Totale pendant la Période.

Région	TMAC	Augmentation totale pendant la période
Frontera Norte	-0.4	-3.7
Baja California	-0.5	-4.5
Coahuila	-2.0	-18.2
Chihuahua	-0.7	-6.5
Sonora	1.5	16.3
Tamaulipas	-1.5	-13.8

Elaboration personnelle à partir de données de: GRIJALVA MONTERDE Gabriela:
Generación de empleos en la frontera norte: ¿quiénes han aprovechado el Tratado de Libre Comercio?
 Revue Frontera Norte, vol. 16, No.31, janvier-juillet 2004, pp. 33-68.

Entre 1995 et 2002, la population employée dans le secteur primaire au Chihuahua est passée de 19,8% de la population employée dans le total de l'économie à 11,8%.⁶⁷⁰ Nous faisons ici référence aux personnes qui travaillent dans le secteur, quelque soit leur position dans le travail, mais si, pour plus de précision, nous considérons les travailleurs rémunérés permanents enregistrés à l'Institut Mexicain de Sécurité Sociale (IMSS), les chiffres se comportent ainsi : (voir tableau 6)

⁶⁷⁰ Source: CENTRO DE INFORMACION ECONOMICA Y SOCIAL DEL ESTADO DE CHIHUAHUA : *Prontuario de indicadores socioeconómicos*, octobre 2001 et avril 2004.

Tableau 7: TRAVAILLEURS PERMANENTS EN ACTIVITES AGRICOLES, SYLVICOLES, DE CHASSE ET DE PECHE ASSURES A L'INSTITUT MEXICAIN DE LA SECURITE SOCIALE DANS LES ETATS DE LA FRONTIERA NORD: 1997 et 2002

Chiffres au 31 décembre de chaque année

ETAT	1997	2002
Total National	420 442	404 785
Baja California	9 319	8 335
Coahuila	14 284	13 060
Chihuahua	21 324	11 603
Nuevo León	15 652	10 507
Sonora	31 326	24 153
Tamaulipas	17 870	16 590

SOURCE: IMMS. Rapport Mensuel de Population d'Assurés

Elaboration personnelle avec données de l'INEGI:

Le secteur agroalimentaire au Mexique, 2003.

Il est évident que c'est au Chihuahua que se sont perdus davantage d'emplois permanents dans le secteur primaire : en seulement 5 ans, ils ont été presque réduits à la moitié. Ceci complète d'une manière très claire le paragraphe précédent sur le changement de profil démographique : l'agriculture dans l'Etat non seulement a perdu un poids démographique, mais aussi un poids de travail : elle produit beaucoup moins d'emplois qu'auparavant.

5) Malgré tout: quelques succès économiques.

C'est alors que l'on peut se poser la question : si à un niveau supérieur le FDC n'a pas obtenu de faire rétrocéder significativement le modèle de modernisation agricole imposé par le Gouvernement Fédéral au début des années quatre-vingts, ni à freiner ses conséquences économiques et sociales, comment se fait-

il que les militants aient continué à prendre part à cette organisation et à ses luttes ?

Indéniablement, selon les entrevues et les réunions soutenues dans les foyers de discussion, les militants n'y sont pas seulement pour des motifs économiques et dans les chapitres suivants nous analyserons les attraits non économiques qui existent. Toutefois, il existe également quelques résultats favorables dans le secteur économique qui, bien qu'ils ne soient pas suffisants pour constituer un contrepoids significatif au modèle agricole dominant, entraînent de petites réalisations et des bénéfices additionnels pour les paysans et les paysannes du FDC, par rapport à ceux qui ne sont pas organisés ou sont organisés dans d'autres groupes :

- Le FDC est l'organisation paysanne du Chihuahua la plus mobilisée pour résoudre non seulement les grands problèmes des paysans, mais aussi les problèmes d'accès aux programmes officiels d'appui à la campagne qui persistent encore : PROCAMPO, Fonds pour les Désastres Naturels, Subvention au diesel et à l'essence, programme d'Alliance pour la campagne. Le rôle du FDC est ici d'être un instrument de pression pour que le peu de ressources arrive à temps, avec transparence et équité pour les paysans.
- Le FDC a réussi de diverses manières à ce que les paysans reçoivent davantage d'argent pour leurs récoltes : pendant la lutte de 1985-1986, il obtint l'augmentation d'un tiers du prix d'achat pour une tonne de maïs. Dans la mobilisation de 1987-1988, il obtient un fonds additionnel de 8 mille 300 millions de pesos (8,3 millions de nouveaux pesos) pour les producteurs de maïs et des appuis en espèce pour ceux de haricot. Dans la lutte de 1996, il obtient que le haricot, vendu initialement à CONASUPO à 2.500 pesos la tonne, se commercialise et se vende jusqu'à 5.000 pesos la tonne, tout ceci au bénéfice des producteurs.
- La lutte contre la corruption de BANRURAL et ANAGSA eut d'importants succès : la compagnie d'assurance élève les estimations de l'assurance

agricole et accorde une prorogation de deux ans pour le paiement des dettes ; les illégalités des inspecteurs et des fonctionnaires des deux institutions sont reconnues et des indemnisations sont payées à 21 communautés. A partir de la suppression de BANRURAL, grâce aux mouvements des printemps de 1990 et 1991, les paysans du Front obtiennent de prendre part au Crédit sur Parole avec la même quantité d'hectares qu'ils avaient avec la banque. Trois mille paysans s'incorporent au crédit et 32.000 hectares sont habilités. En 1993, s'ajoutent 1.100 nouveaux demandeurs avec une couverture de quatre millions de pesos. Tandis que le programme du Crédit sur Parole est éliminé dans d'autres organismes fédératifs dès la fin des années quatre-vingt-dix, au Chihuahua, grâce aux actions du FDC, il continue à être appliqué jusqu'à la moitié des années 2000.

- Grâce à la mobilisation de janvier 1993, le FDC a obtenu d'accéder au Programme de Logement du Gouvernement de l'Etat. Entre 1996 et 2000 seulement, le Front a canalisé 3.500 actions de logement dans 15 *municipios*. Le montant des actions fut de plus de deux millions de pesos destinés à la vente à bas prix de ciment, armatures, tôles pour toitures, meubles sanitaires et réservoir d'eau.
- Grâce au fonctionnement des entreprises commerciales, le Front est parvenu à ce que les paysans qui y prennent part reçoivent davantage d'argent pour leurs récoltes de haricot et il a élevé le prix payé au producteur dans les régions où ces entreprises opèrent.
- La coopérative d'épargne et de crédit donna une option de financement bon marché, si ce n'est pour la production agricole, du moins pour la consommation des familles paysannes de la région. A la fermeture des banques de la majorité des *municipios*, elle constitua une bonne alternative pour les prêteurs particuliers : C'est ce que démontre le fait que, seulement entre 1999 et 2001, le nombre de communautés

participantes s'est élevé de 13 à 67 et de partenaires actifs de 106 à 1624.⁶⁷¹

- Accès à la terre : grâce aux luttes du FDC, les *ejidatarios* de Palanganas ont récupéré 11.000 hectares en 1997. En 2001, les *ejidatarios* de La Pinta ont obtenu que l'Université Autonome de Chihuahua leur vende très bon marché 3.000 hectares et leur fasse cadeau d'un millier de plus appartenant au rancho « Las Canoas » ; la communauté indienne de la Laguna récupéra ainsi en 2002 huit cents hectares de forêt.
- Autres appuis : le FDC a obtenu toute une variété de soutiens pour les paysans : 1.000 millions de pesos pour les labours en 1991; assistance additionnelle pour la sécheresse ; accès aux ressources du Fonds National pour les Désastres. Tout ceci sans conditionner les paysans à voter en paiement pour le PRI comme autrefois.

C'est grâce à ces motivations, qui peuvent peut-être paraître mineures à certains, mais significatives pour quelques communautés et pour beaucoup de paysans, que le FDC continue à être considéré par ceux qui appartiennent à son domaine d'influence comme un instrument utile pour éviter une plus grande détérioration de leurs conditions de vie.

Conclusions partielles.

Au milieu d'une politique publique anti-paysanne violente d'imposition d'un modèle économique privatisant, qui favorise les grandes entreprises à la campagne, le FDC, comme beaucoup d'autres d'organisations paysannes s'est engagé dans une série de luttes pour obtenir un revirement de ce modèle, pour moduler et modeler ses effets sur l'agriculture paysanne, ou de moins les contenir ou les retarder.

⁶⁷¹ UGARTE Ernesto et BARTRA Armando, *Evaluación del proyecto apoyado por la Unión Europea, Frères des Hommes y CCFD*, Chihuahua, juin 2002, p. 49.

A un niveau plus global, très peu ou rien n'a été obtenu. Le modèle de « modernisation », imposé par les gouvernements fédéraux depuis 1982, a favorisé les grandes entreprises agricoles, d'origine nationale comme transnationale ; bien qu'il ait augmenté la production agricole nationale et l'exportation agro-alimentaire, il a provoqué d'autre part une plus grande importation et une dépendance des aliments de base produits à l'étranger. Parallèlement l'emploi s'est effondré, ce qui a généré une plus grande pauvreté des campagnes et une brutale augmentation de la migration.

Ces changements sont très évidents au Chihuahua, et aggravés par l'extrême sécheresse qui a affecté l'Etat durant plus d'une décennie. La brèche entre les deux agricultures s'est approfondie : celle d'irrigation, en majorité patronale et la pluviale, totalement paysanne. Par conséquent, les paysans ont été réduits démographiquement et leur poids spécifique comme acteurs économiques et sociaux a diminué.

Malgré tout cela, le FDC se maintient comme un acteur à la capacité de convocation et de lutte dans la zone d'agriculture pluviale. Ceci est dû au fait que sa force politique lui permet encore d'accéder aux ressources que le gouvernement destine au secteur rural d'une manière transparente et opportune. Ce qui joue aussi, est le fait que le Front développe avec un succès relatif des projets qui lui permettent de retenir un peu de l'excédent que les paysans produisent, grâce aux entreprises de commercialisation et à la coopérative d'épargne et de crédit. Ceci confère à l'organisation solidité et capacité de résistance. C'est précisément cette capacité de résistance qui permet que des organisations paysannes comme celle-ci et d'autres semblables développent une stratégie, à très long terme, d'accumulation de forces afin de construire avec succès un modèle d'agriculture paysanne orienté vers la souveraineté alimentaire et de meilleures conditions de vie pour les paysans, leurs

communautés et les travailleurs de la ville. Nous développerons ce thème dans des chapitres suivants.

CHAPITRE 11: LE FRONT DEMOCRATIQUE PAYSAN : FACTEUR DE DEMOCRATISATION ET DE CONTRE-POUVOIR?

Dans le chapitre précédent, nous avons évalué l'incidence des actions du FDC sur la modification du modèle d'agriculture promu par le gouvernement fédéral mexicain depuis 1982. Nous avons conclu à un impact faible quant à un revirement ou à une transformation substantielle du modèle, bien que nous ne niions pas que les succès, même mineurs, obtenus au niveau économique-productif par les luttes du Front et d'autres organisations aient stimulé les paysans et paysannes à maintenir leur participation à l'organisation. Nous prétendons maintenant répondre à d'autres questions de base posées dès l'introduction de cette thèse :

- Quel est l'impact politique des luttes du FDC ?
- Les luttes du FDC ont-elles contribué, et à quels niveaux, au processus de démocratisation du Chihuahua et du Mexique ?
- Peut-on considérer que les différentes actions du FDC ont généré un contre-pouvoir ?

Pour répondre à ces questions, nous allons diviser ce chapitre de la manière suivante : nous effectuerons en premier lieu une relecture du processus politique de construction du Front Démocratique Paysan en prenant comme toile de fond le processus de démocratisation dans le monde rural mexicain, puisque nous avons déjà vu, dans la première partie de ce travail, les avancées de la transition démocratique dans le pays. Dans une seconde partie, nous analyserons divers indicateurs pour évaluer l'éventuelle action de démocratisation du Front. Nous consacrerons la troisième partie à examiner jusqu'à quel point le FDC a réussi à générer un contre-pouvoir au Chihuahua et au Mexique. Nous terminerons par des conclusions partielles.

1)Le difficile cheminement vers une organisation démocratique.

Avec toutes ses spécificités, le processus de construction d'une organisation qui se prétend indépendante comme le FDCC a beaucoup en commun avec la construction d'autres organisations démocratiques dans le monde rural mexicain. Voyons donc:

La grande majorité des paysans et paysannes du FDC, jusqu'à la fin des années soixante-dix, appartenaient au moins passivement à la Confédération Nationale Paysanne proches du gouvernement (*Confederación Nacional Campesina*, CNC) ou à autres organisations également épaulées par le PRI, comme la Centrale Paysanne Indépendante (*Central Campesina Independiente*), le Conseil Agrariste Mexicain (*Consejo Agrarista Mexicano*), etc. Au Mexique, c'est une plaisanterie très proche de la réalité de dire: « *Il n'y a pas encore très longtemps, un paysan dès sa naissance était membre du PRI et de la CNC tant qu'il ne disait pas le contraire* ». Il en était également ainsi au Chihuahua : au moment où le FDC est fondé, pratiquement la totalité des *ejidos* et des colonies de l'Etat étaient contrôlés par la CNC, ainsi que les diverses organisations du milieu productif, comme les unions d'*ejidos*, les associations de producteurs de maïs, de haricot, de lait, etc.

Ceci obéissait à un modèle de représentation d'intérêts dans les campagnes mexicaines qui avait permis d'assurer la croissance économique et la stabilité politique, depuis la fin de la Révolution mexicaine jusqu'à l'entrée en vigueur des programmes d'ajustement structurel. Un modèle *unique en son genre* qui a donné lieu à la création d'institutions, d'instances de prises de décision, d'organisations et d'associations ainsi que de pratiques qui lui donnèrent vie.⁶⁷²

⁶⁷² PRUD'HOMME Jean-Francois: *El contexto del ajuste*, dans Pruh'homme Jean Francois (coord.), *El impacto de las políticas de ajuste en el campo mexicano*. ILET-Plaza y Valdés, Mexico, 2005, pp. 8 et suivantes.

Ce modèle à la campagne pourrait se décrire à grands traits comme suit : les différents gouvernements postrévolutionnaires se mirent à la tâche de promouvoir l'industrialisation et le développement du pays. Pour cela il était nécessaire de développer la production agricole comme source indispensable d'aliments et de matières premières bon marché pour l'industrie. Ceci impliqua que l'Etat mexicain, surtout depuis le gouvernement de Lazaro Cardenas (1934-1940) dût effectuer un grand bond dans la répartition de terres aux paysans et au même moment créer des institutions comme les banques de développement et les entreprises paraétatiques de gestion de la réserve d'aliments, pour assurer non seulement la production mais encore la productivité et le contrôle de l'Etat sur les facteurs de production à destination de la force de travail et de l'industrie. Ainsi, en plus de la répartition de millions d'hectares, les paysans, pour la première fois, eurent accès à des crédits, des assurances, des services d'extensions et des aides pour la commercialisation de leurs produits. Cela assura le *développement économique* du monde rural pendant cinq décennies. Mais les gouvernements postrévolutionnaires cherchaient aussi la *stabilité politique* et la trouvèrent au moyen d'un modèle de représentation d'intérêts fonctionnant de la manière suivante : les paysans avaient accès à tous les bénéfices promis par la révolution de 1910 : terre, eau, machines modernes, technologie, circuits de vente de leurs produits mais *seulement* s'ils s'affiliaient à la CNC, bras agraire du PRI. Il s'instaura ainsi un accord tacite Etat-masses paysannes : « *moi, l'Etat, je t'accorde ce que toi, paysan, tu demandes pour produire et vivre dignement et toi, paysan, tu accordes un soutien politique à mon gouvernement, mon parti, ma centrale et tu le prouves par ton vote au moment des élections* ». L'Etat acceptait donc d'assurer les droits citoyens des paysans en échange de leur consentement à être contrôlés politiquement par les institutions d'Etat. Ceci, il faut l'éclaircir, dans le cadre d'une corrélation de culture politique très importante : les cessions, au niveau des droits civils, économiques ou sociaux, n'étaient conçues ni par l'Etat ni par les masses paysannes comme obligations de l'Etat envers les droits citoyens, sinon comme un échange de faveurs, de dons : *Moi, l'Etat, je te fais la faveur de te donner des*

terres et des aides économiques et toi, paysan, tu me fais la faveur de m'aider par ton vote et ton soutien politique. Il s'agit en synthèse du corporatisme qui forma la colonne vertébrale de l'autoritarisme mexicain pendant cinquante ans avec quatre autres facteurs : le présidentialisme, le parti hégémonique, les élections non compétitives et le centralisme.⁶⁷³

Les paysans du FDC le manifestent ainsi : « ... avant nous ne pouvions rien obtenir sans prendre part activement à la CNC... » « ... bien qu'ils disent que le vote est secret, si dans une communauté le PRI ne gagnait pas, ce qui nous arrivait après, c'est qu'ils nous retiraient toutes les aides. » « ... on ne choisissait pas le commissariat de l'ejido que voulaient les gens mais celui que disait la CNC... » « ... ils nous aidaient pour les problèmes agricoles de l'ejido, mais après ils nous demandaient de voter pour les candidats du PRI et en plus, d'aller de force à leurs meetings de soutien. »⁶⁷⁴

Ceci obéissait à ce qu'Hubert C. Grammont et Horacio Mackinlay appellent, selon Manuel Antonio Garretón,⁶⁷⁵ le fonctionnement d'une matrice sociale et politique dans la constitution de la société et la formation d'acteurs. Selon eux, il y a trois types de matrices pour analyser la relation entre acteurs sociaux et instances politiques :

- *La matrice politique* : elle se caractérise ainsi : l'organisation sociale est subordonnée au parti politique au point qu'il est difficile de différencier les limites entre l'organisation sociale, l'administration étatique et le parti au pouvoir : le corporatisme étatique mexicain.⁶⁷⁶

⁶⁷³ Ibidem, pp. 15 y 16. 6

⁶⁷⁴ Groupes focaux avec paysannes et paysans du FDC, mars 2002, (version enregistrée).

⁶⁷⁵ GARRETON Manuel Antonio: *Cambios sociales, actores y acción colectiva en América Latina*, CEPAL, Santiago de Chile, 2001.

⁶⁷⁶ C. de GRAMMONT Hubert et MACKINLAY Horacio: *Las organizaciones sociales y la transición política en el campo mexicano*. En C. de GRAMMONT Hubert: *La construcción de la democracia en el campo latinoamericano*, CLACSO, Buenos Aires 2006, p. 24

- *La matrice sociale et politique* : ici les organisations sociales maintiennent leur autonomie face aux partis politiques, mais établissent des relations étroites avec ces derniers, en se basant sur l'idée que c'est seulement avec l'appui de la politique comme espace de socialisation des problèmes que l'on peut changer les règles et les institutions qui régissent la société. Il existe ici une participation des bases dans le cadre de l'organisation sociale, mais la représentation et la négociation sont partagée par la direction des organisations et le parti politique (et occasionnellement par plusieurs partis), lequel approuve les objectifs et les demandes fixées. La participation à la compétition électorale est le lien qui unit les organisations sociales avec les partis politiques. Il peut ici y avoir des variations : celles qui défendent l'idée du parti instrument ; celles qui défendent un nouveau type de corporatisme et de sujétion au parti, et une intermédiaire qui propose la nécessité du soutien mutuel et de la coordination entre organisation et parti.⁶⁷⁷
- *La matrice sociale* : les organisations rejettent toute relation avec les partis politiques parce qu'elles ont l'idée que dans leur lutte pour le pouvoir, ceux-ci ne font rien de plus que reproduire les structures de domination existantes. La stratégie ne consiste pas à influencer la prise de décisions gouvernementales, ni à essayer à prendre le pouvoir, mais à créer un anti-pouvoir cherchant à transformer le monde à partir de la société organisée, au travers de l'exercice de nouvelles formes organisatrices et de pratiques sociales quotidiennes. L'espace local est privilégié et l'action s'autolimité au cadre purement social.⁶⁷⁸

Ainsi fonctionnèrent les relations entre les paysans organisés, l'Etat mexicain, médiatisées par la CNC ou quelque autre organisation officialiste et le PRI durant près de cinquante ans. Toutefois, à la moitié des années soixante, les conditions

⁶⁷⁷ Ibidem, pp. 24 y 25.

⁶⁷⁸ Idem.

favorables à la rupture de cette matrice et à sa transformation commencèrent à se présenter. Structurellement le modèle d'agriculture du schéma de substitution d'importations commençait à s'épuiser, étant donné l'énorme transfert de valeur qui s'était fait des campagnes vers les villes ; C'est ainsi qu'a lieu en 1965 la première crise de production de grains de base entraînant la première vague d'importation d'aliments et de chômage dans les zones rurales. Le modèle de répartition agraire s'épuise aussi et la lutte pour la terre prend de l'essor, une lutte que ne peuvent diriger les organisations officialistes –en raison de leur subordination à l'Etat- et c'est ainsi que surgissent les premières organisations paysannes indépendantes qui commenceront à briser le modèle de représentation politique dans le monde agricole : l'Union Générale d'Ouvriers et Paysans du Mexique (*Unión General de Obreros y Campesinos de México*, UGOCM), proche du Parti Populaire Socialiste et la Centrale Paysanne Indépendante (*Central Campesina Independiente*) dont plus tard une partie deviendra officialiste, tandis que l'autre reste proche du Parti Communiste Mexicain et devient la Centrale Indépendante d'Ouvriers Agricoles et Paysans (*Central Independiente de Obreros Agrícolas y Campesinos*, CIOAC) et qui seront les plus importantes jusqu'à la moitié des années soixante-dix.

C'est alors qu'a lieu d'une part un changement dans les conditions économique-structurelles du domaine agricole, mais qu'en même temps vont se former de nouveaux acteurs, qui sont ceux qui influent sur ces conditions. Il n'y a pas une détermination automatique et déterministe de l'«économique», mais une dialectique d'influence mutuelle entre les « conditions objectives » et l'impatience des activistes, chefs et organisations qui interrogent le schéma précédent de relations et de représentation politique.

Au Chihuahua, se génère dans les années soixante un ample mouvement agraire qui exige la répartition des terres, surtout celles des latifundia d'élevage dont l'inaffectabilité agraire touche à sa fin. Il est dirigé par l'UGOCM et réalise d'importantes prises de terres et des actions de pression dans le centre-sud, le

nord, le nord-ouest et sud-ouest de l'Etat. Il a trois dirigeants principaux : Alvaro Ríos, et les instituteurs Pablo Gómez y Arturo Gámiz. Le Parti Populaire Socialiste, proche de l'organisation, prétend la contrôler et réduire son niveau de combativité. Une rupture survient alors et Gomez et Gamiz forment un des premiers groupes guérilleros du Mexique, celui qui effectuera l'attaque contre la caserne de Ciudad Madera, au nord-ouest de l'Etat, le 23 septembre 1965, jalon du mouvement armé dans le pays. Ils seront exécutés avec d'autres guérilleros. Malgré tout, la guérilla rurale ne se termina pas là, puisqu'un autre groupe qui se nomme *Mouvement Guérillero 23 Septembre* la reprend. Il est dirigé par Jorge González Eguiarte. Ils mènent à bien diverses actions contre l'entreprise *Forêts de Chihuahua (Bosques de Chihuahua)*, qui contrôle d'énormes étendues de terrain dans la Sierra Madre Occidentale, mais finalement cette guérilla sera démantelée et ses leaders exécutés sommairement par des membres de l'Armée Mexicaine pendant l'été 1968.⁶⁷⁹

Toutefois, ces mouvements ne terminent pas là. Ils portent énormément de fruits en ce qui concerne la construction de nouveaux acteurs pour le monde agricole et même pour le monde urbain. Une partie des activistes se concentre dans le *municipio* d'Ignacio Zaragoza et réalise un important travail d'organisation et d'éducation, dans le cadre du Parti Communiste mexicain (*Partido Comunista Mexicano*, PCM) puis du Parti Socialiste Unifié du Mexique, (*Partido Socialista Unificado de México*, PSUM) et ce *municipio* sera l'un des premiers à être régis par la gauche dans le pays lorsque celle-ci gagnera la Présidence Municipale, en juillet 1983, avec Cuauhtémoc Flores comme maire.⁶⁸⁰ Nous arrivons en 1985 au début du Mouvement Démocratique Paysan avec C. Flores et d'autres personnages comme les Professeurs Antonio Becerra et José Luis Aguayo ou Luis Aguilar, ces deux derniers ayant participé à diverses luttes agricoles et

⁶⁷⁹ QUINTANA Víctor M. *Los años rojos: en Historia contemporánea de los movimientos sociales en Chihuahua: 1940-1990* (inédito).

⁶⁸⁰ Pour renforcer la fait que les "acteurs sociaux ne surgissent pas par génération spontanée", il est nécessaire de préciser que Cuauhtémoc Flores Madrid, est le fils d'un paysan qui participa à la Révolution de 1910 et lutta avec succès contre le latifundium de San Miguel Babicora jusqu'à son expropriation et la constitution du *municipio* et de l'*ejido* d'Ignacio Zaragoza, dont il fut le premier maire.

paysannes des années soixante-dix et quatre-vingts avec la CIOAC, le PCM ou le PSUM. Ces dirigeants et ces activistes vont être des facteurs-clé dans la construction des organisations et des mouvements dans la campagne du Chihuahua qui vont rompre le monopole de la représentation politique des hommes et des femmes paysans du Chihuahua, d'abord avec le Mouvement Démocratique Paysan, puis avec le FDC

Bien que le modèle agricole de substitution d'importations s'épuise depuis le milieu des années soixante, les gouvernements de Luis Echeverría (1970-1976) et José López Portillo (1976-1982) réalisent des efforts gigantesques pour le réactiver, surtout au moyen du grand investissement public réalisé à la campagne grâce à des programmes comme le Système Alimentaire Mexicain (*Sistema Alimentario Mexicano*). Ces politiques, les dernières avant la marée néolibérale, favorisent l'apparition d'importantes organisations indépendantes comme la Coordinatrice Nationale Plan d'Ayala, (*Coordinadora Nacional Plan de Ayala*, CNPA), réseau d'organisations agraristes régionales indépendantes, formée à la chaleur de l'essor de la lutte pour la terre en 1979⁶⁸¹, ou l'Union Nationale d'Organisations Régionales Paysannes Autonomes (*Unión Nacional de Organizaciones Regionales Campesinas Autónomas*), plus centrée sur l'organisation économique, l'autogestion de projets, l'appropriation du processus productif, et « de la retenue de l'excédent économique dérivé des unités paysannes ».⁶⁸²

Avec ces processus, le début de la fin du corporatisme mexicain avait commencé. C Grammont et Mackinlay indiquent : « Pendant les années soixante-dix et quatre-vingts, la croissance considérable des organisations paysannes qui se maintenaient en dehors des relations corporatistes et revendiquaient l'exercice de la démocratie, est due à l'épuisement du corporatisme comme modèle de représentation sociale, à son autoritarisme

⁶⁸¹ BARTRA Armando: *Los herederos de Zapata*, México, 1985, Editorial Era.

⁶⁸² C. de GRAMMONT y MACKINLAY, op. cit. pp.32-33.

marqué, à la corruption généralisée et à la concentration excessive du pouvoir de décision dans les hautes sphères ». ⁶⁸³

Le coup de grâce qui achèvera ce modèle de représentation d'intérêts vient de l'action de trois facteurs : la crise de l'économie mexicaine à partir de 1982, la réponse à cette crise : les politiques d'ajustement structurel dans l'économie, c'est-à-dire les réformes néolibérales mises en marche depuis fin 1982 au Mexique et, finalement, la convergence d'activistes sociaux et civils provenant des luttes paysannes et des mouvements civiques, y compris armés, qui vont provoquer la formation de nouveaux mouvements et d'organisations démocratiques et autonomes à la campagne, ce dernier fait étant très lié aux processus de modernisation de la société mexicaine et du Chihuahua que nous avons exposé dans la première partie de cette thèse.

La crise économique de 1982 puis celle de 1994 et 1995, jointe aux politiques d'ajustement structurel des gouvernements de Zedillo et Salinas, le retrait de l'Etat de l'agriculture, l'inclusion des grains de base dans le Traité de Libre Commerce d'Amérique du Nord, la contre-réforme agricole qui annule sur beaucoup d'aspects la faculté régulatrice du gouvernement en matière agricole, l'orientation prioritaire des politiques envers les grandes entreprises agro-alimentaires, tout ceci affaiblit énormément les possibilités de médiation, de gestion et de canalisation de bénéfices qui avait constitué la grande forteresse des organisations paysannes proches du gouvernement. Pire encore, il les transforme depuis 1982 et pendant 20 années en défenseurs a fortiori des politiques rurales des régimes néolibéraux. C'est ainsi qu'est liquidé le modèle de représentation politique jusqu'à alors en vigueur dans la campagne mexicaine. C.Grammont et Mackinlay concluent :

« ... on peut affirmer que les répercussions des politiques néolibérales ont été dévastatrices pour les organisations paysannes apparues à l'époque de l'Etat bienfaiteur dont les espaces se réduisirent énormément au cours des années

⁶⁸³ C. de GRAMMONT y MACKINLAY, op. cit. p. 34.

*quatre-vingt-dix. Bien qu'elles aient abrité certains espoirs de pouvoir s'insérer favorablement dans le changement structurel par le biais de leurs organisations économiques, le processus historique qui s'effectua finit par les en séparer pour introniser les grandes entreprises et corporations agro-industrielles comme acteurs sociaux centraux, résultat qui n'était pas nécessairement prévu au début ni nécessairement inévitable. Elles perdirent le rôle et la reconnaissance dont elles jouissaient dans l'ancien modèle de développement et bonne partie de leur influence dans la négociation des politiques publiques ».*⁶⁸⁴

Le long des chapitres de la seconde partie, « l'action », nous avons analysé comment le FDC a été celui qui, depuis le milieu des années quatre-vingts, a repris les demandes paysannes les plus importantes dans l'Etat du Chihuahua. Durant le reste de cette décennie et jusqu'à 1992, le FDC et occasionnellement, la CIOAC sont pratiquement les seules organisations qui représentent les intérêts des paysans et effectuent des mobilisations pour les défendre : pour les prix de garantie, contre la corruption à BANRURAL et ANAGSA, pour les crédits sur parole, etc. Au cours de ces années-là, la CNC, les autres centrales gouvernementales et le PRI lui-même non seulement ne reprennent pas ces demandes et ne s'unissent pas aux mobilisations, mais encore ils les attaquent. Dans la mesure où ils procèdent ainsi, ils réduisent leur capacité de convocation et leur légitimité face à la population rurale. De fait depuis 1985 il n'y a eu dans l'Etat du Chihuahua aucune mobilisation de la CNC qui ait réussi à convoquer plus de participants que ceux que convoque le FDC.

Ainsi, dans ce contexte de rupture de l'ancien modèle de représentation politique, apparaît au Mexique une nouvelle génération d'organisations paysannes. C. de Grammont et Mackinlay l'expliquent ainsi : « ... à la suite des politiques que nous venons de résumer pendant cette période, apparaît une nouvelle génération d'organisations paysannes et de producteurs d'entreprises familiales qui, contrairement à leurs prédécesseurs qui sont nés dans le contexte de l'Etat bienfaiteur, ont émergé à cause de la privatisation et de la crise motivée par le modèle néolibéral. C'est le cas de la Coordinatrice Nationale d'Organisations Productrices de Café (CNOOC)... de la Coordinatrice d'Etat des

⁶⁸⁴ Ibidem, p. 44.

*Producteurs de Café de Oaxaca (CEPCO)... du **Front Démocratique Paysan du Chihuahua (FDC)** [les caractères gras sont de nous, NDA]... composé surtout de propriétaires privés de cet Etat touchés par le démantèlement du système des prix de garantie et du Barzón... Ces organisations et beaucoup d'autres dans des régions et des branches productives spécifiques, sont surtout restées en dehors du cadre du contrôle gouvernemental exercé à travers le CAP (Conseil Agricole Permanent) et se sont opposés aux politiques néolibérales ».*

685

Vu, donc, de l'extérieur, le FDC finit par être un nouveau type d'organisation paysanne, non soumise au schéma corporatiste étatique, indépendant du gouvernement et du parti du gouvernement. Or, cette autonomie du FDC est-elle totale en ce qui concerne les instances politiques ou est-ce un néo-corporatisme ? Analysons maintenant les aspects les plus « macro » de cette autonomie pour, dans le prochain chapitre, analyser la « microphysique » des relations de pouvoir dans le FDC.

Selon les catégories précédemment exposées, la pratique du FDC se situe surtout dans **la matrice sociale et politique insistant sur le social**, pour plusieurs raisons :

Le FDC, depuis sa naissance, se proclame « indépendant du gouvernement, des partis et des églises », et il obtient ce statut dans une ample mesure, même si à sa direction, on trouve des représentants des partis et de l'église catholique. Il n'est pas seulement indépendant parce qu'il le proclame et l'établit dans ses statuts : son fonctionnement quotidien fait que les décisions sont prises par les assemblées, le conseil, la commission permanente, la commission exécutive, le coordinateur lui-même ou les conseillers et que la logique de toutes ces instances ne répond pas automatiquement à celle d'un parti. En certaines occasions, comme au moment de la fondation du PRD en 1989, les militants du

⁶⁸⁵ Idem, pp. 45-46.

PRD qui avaient un poste à la direction du FDC firent l'objet de pression de ce parti pour que les paysans du Front s'affilient grâce à eux et que l'organisation se transforme ainsi en bras paysan du PRD. L'indépendance hors du parti a pu se maintenir pour plusieurs raisons : d'une part, la mystique plurielle créée par les fondateurs du Front. Au Front coexistent des paysans du PRD, mais aussi du PAN, du PRI et d'autres sans parti, ce qui fait contrepoids et permet que l'organisation ne s'incline pas à faveur d'un seul parti. D'autre part, par *racional choice* : les dirigeants ou conseillers du FDC qui ont été militants du PAN et surtout du PRD, ont davantage de pouvoir et de poids spécifique dans leurs partis respectifs si le FDC n'en est pas une simple courroie de transmission, outre le fait qu'ils le maintiennent hors des conflits pour les positions de pouvoir à l'intérieur des partis. En beaucoup de sens, être dirigeant du FDC dans quelques *municipios* ou même au niveau de l'Etat, peut représenter davantage de pouvoir dans certains milieux qu'être dirigeant d'un parti politique.

D'autre part, dans le FDC, on a toujours valorisé et même incité la participation des affiliés et militants dans le parti politique de leur choix ainsi que comme candidats à des postes d'élection populaire. Car on considère que l'instance politique est nécessaire pour réorienter les décisions en faveur des communautés et des paysans en général. Ainsi, le FDC a soutenu une alliance avec des dirigeants de partis politiques des Etats ou avec des députés locaux et fédéraux de diverses formations partisans, pour pouvoir influencer d'importantes politiques, comme il est montré dans la seconde partie de cette thèse. Ce qui est à la fois intéressant et décisif c'est que, même si des membres du FDC ont été députés, le Front a toujours cherché l'appui des représentants des différents partis au Congrès de l'Etat ou au Congrès de l'Union, cet appui pouvant venir de législateurs ou de maires autant du PRI que du PAN ou du PRD. Il en est de même des candidatures de membres du Front à des postes d'élection populaire ; bien qu'elles y en aient eu proportionnellement davantage du PRD, beaucoup sont venues du PAN, quelques-unes du PRI et même d'autres partis.

Cette *polyvalence politique*, le caractère de ces relations qui ne se centrent pas exclusivement sur un certain parti politique, confère au FDC une grande autonomie en ce qui concerne les formations politiques et le gouvernement à ses divers niveaux. C'est pourquoi nous considérons que la matrice sociopolitique prédomine et dans celle-ci peut-être plus la conception du *parti instrument*, puisque que l'on remarque une conception plus instrumentale qu'idéologique de la politique.

Finalement, pourquoi ajoutons-nous qu'il s'agit d'une « matrice sociale et politique insistant sur le social » ? Parce que, sans adhérer aux postures des organisations que les auteurs cités considèrent comme faisant partie de la *matrice sociale*, c'est-à-dire une stratégie qui rejette toute relation avec les partis politiques et ne cherche pas à influencer la prise de décisions gouvernementales, ni ne tente une prise du pouvoir, le FDC partage toutefois un trait important avec cette matrice : la création d'espaces sociaux à travers les processus de participation directe. Il y a au FDC plusieurs initiatives qui vont dans ce sens, comme par exemple, la Coopérative d'Épargne et de Crédit, certaines des entreprises de commercialisation de grains, etc. Là, l'accent est mis davantage sur l'action dans le cadre de la société et l'espace local est privilégié.⁶⁸⁶

Le FDC a donc obtenu, tout au long de ces années, un degré d'autonomie dans sa prise de décisions et dans son fonctionnement très considérable, vue la tradition corporatiste et de subordination à un parti politique que les organisations paysannes mexicaines avaient montré pendant plus d'un demi-siècle.

⁶⁸⁶ HOLLOWAY John: *Cambiar el mundo sin tomar el poder. El significado de la revolución hoy*: Editorial Herramientas-Universidad Autónoma de Puebla, 2002.

Nous passerons maintenant à d'autres aspects de l'impact politique de l'action du FDC. Pour ceci nous allons reprendre le cadre d'analyse proposée par un groupe de recherche de l'Institut d'Etudes du Développement Economique et Social (IEDES) de l'Université de Paris I, dirigé par Maxime Haubert et publié sous le titre « *Société civile* » et *démocratisation: une étude comparative au nord et au sud*.⁶⁸⁷ La question de base de cette analyse qui compare l'expérience de l'Algérie, du Mexique, de la Bosnie-Herzégovine et de la Roumanie est la suivante : *Quel est le rôle joué par les organisations de la "société civile" dans les processus de démocratisation, lorsque celle-ci va plus ou moins de pair avec la libéralisation économique ?*⁶⁸⁸

Dans la première partie de cette thèse, nous parlons déjà de ce que nous considérons comme « société civile » et de son avancée au Mexique. Nous reprenons ici ce qu'indiquent les auteurs dirigés par Maxime HAUBERT et Catherine DELHOUME, dans le sens que plutôt qu'utiliser la notion peu heuristique, normative, voire idéologique de « société civile », il est bon d'employer le concept de contre-pouvoirs. Pour plusieurs raisons : il présente l'avantage de situer l'analyse des processus de démocratisation dans le cadre de relations sociales réelles. Plus précisément, ils centrent leur analyse sur les relations entre le pouvoir d'Etat et les forces sociales qui ont, potentiellement, la capacité de le contrebalancer. Ainsi, ils peuvent aussi caractériser la démocratie comme un équilibre de pouvoirs et contre-pouvoirs. En outre leur hypothèse nous paraît très pertinente : *"Notre hypothèse est qu'une des dimensions les plus importantes de leur nécessaire autonomie (des organisations), du point de vue de la démocratie, est de permettre à différents groupes d'intervenir dans le système politique pour orienter l'action de l'Etat. Mais, pour cela, il faut que l'action politique elle-même conserve son autonomie »*⁶⁸⁹.

⁶⁸⁷ Revue *Tiers Monde*, t. XLV, no. 178, avril-juin 2004. Nous allons aussi utiliser la version complète de ce travail: HAUBERT Maxime, (Dir) DELHOUME Catherine (coord.): *Contre-pouvoirs et démocratisation: une étude comparative du rôle des syndicats et des associations dans quatre pays*. Loc.cit..

⁶⁸⁸ Ibidem, p. 443.

⁶⁸⁹ Ibidem, pp. 446, 451.

Pour effectuer cette analyse nous allons reprendre deux aspects fondamentaux qu'utilisent ces auteurs pour analyser les contre-pouvoirs : premièrement, l'action que ceux-ci, dans ce cas, le FDC, déploient en faveur de la démocratisation. Puis le niveau de constitution de contre-pouvoir que manifeste le FDC lui-même.

2) Comment les actions du FDC ont-elles contribué en faveur de la démocratisation?

Selon les auteurs cités, le rôle des organisations syndicales et associatives dans les processus de démocratisation peut être apprécié selon trois aspects principaux :

- Le changement de procédures institutionnelles, en d'autres termes, la démocratisation du régime politique, ce en quoi consiste la « transition » dans le sens strict du terme.
- L'établissement d'un Etat de droit qui reconnaît et respecte les libertés individuelles et collectives.
- Le développement de la citoyenneté compris comme la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques, soit sous l'aspect de la délibération, soit sous celui de la décision.

A: Le FDC et le changement de procédures institutionnelles.

Nous relatons dans la première partie de cette thèse la longue marche de la démocratisation au Mexique. En ce qui concerne l'aspect le plus spécifique de la lutte contre l'autoritarisme, Haubert et ses coauteurs signalent : « *Au Mexique, tout spécialement l'action des associations d'intérêt social⁶⁹⁰ a été a cet égard*

⁶⁹⁰ Les auteurs parlent d' "associations d'intérêt social habituellement regroupées sous le vocable négatif d'organisations non gouvernementales". Et pensent qu' "il vaudrait mieux parler d'organisations "non publiques" (c'est à dire privées) pour éviter une confusion entre le gouvernement et l'Etat. Il s'agit en fait d'organisations privées à objectifs publics", HAUBERT ET DELHOME, loc,cit. pp. 452-453

*très importante...Une fois engagé le changement institutionnel, les organisations associatives –et plus particulièrement, les associations d'intérêt social- ont contribué fortement à ce qu'il se traduise effectivement dans la vie politique, que ce soit par l'éducation civique ou par le contrôle de la transparence des opérations électorales ».*⁶⁹¹

Dans le cas particulier du FDC nous trouvons au long de son histoire plusieurs luttes pour la démocratisation, généralement en coalition avec d'autres organisations civiques et sociales, comme il est expliqué dans le tableau suivant :

Lutte politique	Acteurs	Demande	Résultat
Mouvement Démocratique Electoral: été 1986.	MDC, partis politiques: PAN, PSUM. Organisations civiques: COLUDE, FCPC, ANCIFEM, etc.	Reconnaissance officielle du triomphe du candidat du PAN aux élections Au poste de gouverneur.	Imposition du candidat du PRI.
Assemblée de Chihuahua pour la Démocratie: 1991.	FDC, Groupe Maquío, PA, PRD, PARM, PRT.	Elections propres et dignes de confiance.	Elections sans majeures controverses.
Vague pour la Démocratie : 1992	FDC, COSYDDHAC, INPRO, et de nombreux activistes sociaux.	Respect de la volonté populaire. Observation citoyenne des élections.	Première expérience locale à succès d'observation électorale. On reconnaît le triomphe de l'opposition au poste de gouverneur, et dans secteurs et communes.
Débat entre candidats à gouverneur. Mai 1992.	FDC.	Que les candidats exposent leurs propositions pour la campagne aux paysans du FDC.	Premier débat public devant un secteur social spécifique. Les candidats du PRD et du PAN y vont, pas celui du PRI.
Contestation du Triomphe du PRI à la mairie de Bachíniva. Juillet-octobre 1992.	Front Civique de Bachiniva, FDC, COSYDDHAC, PRD, PAN.	Reconnaissance du Triomphe du PRD, Contestation du candidat du PRI.	Des membres du Front s'incorporent à des postes-clé de l'administration. On forme un Conseil de citoyens de surveillance. En 1993 le maire tombe.
Contestation du triomphe du PRI à	FDC, citoyens de Temósachi,	Contestation du triomphe du PRI	On n'obtient pas la déposition du candidat triomphant du PRI.

⁶⁹¹ Idem,

la mairie de Temósachi. Juillet 1995.	PAN, PRD.	Reconnaissance du triomphe du PAN-PRD.	
Constitution et fonctionnement du Réseau Citoyen. 2001-2003.	FDC, COSYDDHAC, Femmes pour le Mexique, FEDECO, Etc.	Observatoire de la tâche du Congrès de l'Etat.	On effectue plusieurs rapports citoyens sur l'exercice du Congrès. Celui-ci ouvre sa page d'internet et commence à informer.

Comme on peut le voir, depuis qu'il a été fondé comme MDC, le FDC est présent pratiquement dans toutes les luttes pour la démocratisation dans l'Etat du Chihuahua. Il s'est aussi fait entendre avec les luttes pour la transition au niveau national. Grâce à ces faits, l'Etat du Chihuahua arrive à être le deuxième dans tout le pays où l'alternance au gouvernement de l'Etat et au Congrès en 1992 est obtenue, avec le triomphe du Parti Action Nationale. Cette alternance a lieu huit ans avant l'alternance à la Présidence de la République, lors du triomphe de Vicente Fox, du PAN, en juillet 2000. On obtient également l'institution d'un schéma d'alternance dans les *municipios* où le FDC est présent, comme le montre le tableau suivant : on y voit les cas d'alternance de partis politiques au gouvernement municipal, en comparant ceux antérieurs à 1985, date de fondation du FDC et ceux postérieurs à cette date. Nous incluons aussi les cas où se produit un conflit postélectoral, ainsi que les mairies dirigées par des membres du FDC ou avec participation de ceux-ci à d'autres postes :

MUNICIPALITE	ALTERNANCE JUSQU'EN 1985	ALTERNANCE APRES 1985 ET JUSQU'EN 2004	PARTICIPATION DE MEMBRES DU FDC AU GOUVERNEMENT.
Bachíniva	Non	Lutte postélectorale en 1992.	Au cabinet et au conseil municipal.
Cuauhtémoc	En 1983 avec le PST	1992, 1998 avec le PAN. 2004 avec PAN-PRD-Convergence.	Au conseil municipal en 1992.
Cusihuirachi	Non	1998-2001, avec le PT	Au conseil municipal.
Gómez Farías	En 1980 avec le PPS	Non	Au conseil municipal. en 2004
Gran Morelos	Non	Non	Non
Guerrero	Non	Non	Au conseil municipal. en 1989, 1992, 1995,

			1998, 2001.
Ignacio Zaragoza	En 1983 avec le PSUM	1995, 2001 con el PRD.	Presidente Municipal en 1995.
Madera	Non	1998 avec le PAN, 2004 avec PAN-PRD-Convergence.	Au conseil municipal en 1998 et 2004.
Matachí	Non	Alternance con el PAN en 1995, PAN-PRD-Convergencia en 2004.	Au conseil municipal en 1995.
Namiquipa	Non	1992, avec le PAN. 1998, 2001, avec le PRD.	Au conseil municipal. en 1992, 1995, 1998, 2001, et 2004.
Riva Palacio	Non	Non.	Non.
Santa Isabel	Non	1992, avec le PAN, 2001, avec le PAN, 2004, avec PAN-PRD-Convergence.	Maire en 1992, 2001 et 2004. Au cabinet les mêmes années. Au conseil municipal les mêmes années.
Temósachi	Non	Conflit postélectoral en 1995. Alternance en 2004 avec PAN-PRD-Convergence.	Non.

Le tableau est très clair : depuis 1985, date de fondation du MDC-FDC, date également de la grande « rébellion civique » au Chihuahua, qui précéda celle de 1988 au niveau national, la majorité des *municipios* où opère le FDC fait l'expérience de l'alternance des partis politiques au pouvoir municipal. Bien qu'au niveau national le processus de transition démocratique termine le 2 juillet 2001 avec l'arrivée du candidat du PAN à la Présidence de la République, cette transition commence à se développer avec l'arrivée au pouvoir de candidats d'opposition au PRI dans divers *municipios* et Etats de la République.⁶⁹² Cette arrivée est le fruit de la mise en marche d'un nouveau cadre normatif, exprimé dans les diverses réformes aux lois électorales fédérales et étatiques et d'un nouveau cadre de valeurs démocratiques. Sauf dans les cas de Cuauhtémoc et Madera, villes d'un poids démographique considérable, où la présence du FDC

⁶⁹² Cesar Cansino signale très clairement, se référant au triomphe du PAN aux présidentielles de 2000: “Le processus de transition conclut parce que l’alternance bouleversa jusque dans les fondations les traits dominants du régime politique mexicain.” Il fait référence au présidentialisme, au parti hégémonique et au succès de la mise en œuvre des réformes qui, en matière électorale avaient été approuvées des années auparavant. Cansino César: *De la transición continua a la instauración democrática*, revue Este País, N°126, septembre 2001.

n'a pas une présence aussi remarquable, dans les autres *municipios* l'action de cette organisation est un important facteur pour l'alternance et pour l'instauration de nouvelles institutions démocratiques. La participation de membres du Front dans les différentes administrations municipales en est la preuve.

B. Le FDC et l'établissement d'un état de droit qui reconnaît et respecte les libertés individuelles et collectives.

Bien que moins visible, la contribution du FDC de ce point de vue, au moins dans le cadre de l'Etat du Chihuahua, ne s'avère pas du tout négligeable. Il ne s'agit à aucun moment d'une action isolée, mais en coalition avec d'autres organisations sociales, surtout COSYDDHAC. Voyons certains de ces cas :

La lutte contre la corruption de BANRURAL et d'ANAGSA : Ce n'est pas une lutte pour les libertés, mais pour le maintien de l'état de droit, dont le viol par les fonctionnaires de la banque et de la compagnie d'assurances causait des préjudices sérieux au patrimoine des paysans. Le FDC arrive à démasquer la corruption et à en finir avec l'impunité des fonctionnaires corrompus. Ce type de pratiques a fini par être banni en grande partie.

La campagne Torture Jamais Plus (Tortura Nunca Más) : bien qu'elle soit lancée et patronnée par COSYDDHAC, elle reçoit en 1990 le soutien enthousiaste de la direction du FDC. On obtient la suppression de la torture comme pratique systématique dans les corps policiers de Chihuahua pendant un certain temps.

Les diverses luttes pour la libération ou contre des ordres d'appréhension envers des dirigeants et des militants du FDC, comme celle de 1992 pour libérer Luis Aguilar, prisonnier pendant presque deux semaines, ou contre l'emprisonnement en juin 1993 de plusieurs militants du Front Civique de Bachiniva, ou contre les ordres d'appréhension délivrés en 1994 contre Gabino Gómez et Victor Quintana, ou contre des dirigeants du mouvement Tous pour Chihuahua, sont, en réalité un combat en faveur des libertés démocratiques d'expression, de la

libre manifestation des idées et de la libre circulation. Avec la libération sans caution de Luis Aguilar, ou le retrait des ordres d'appréhension contre les autres dirigeants, le FDC et les autres organisations gagnent la rue et le droit d'y manifester, y compris en prenant des bureaux publics ou des bureaux bancaires, sans pour cela être réprimés. Personne ne dût payer de caution en sortant et tous obtinrent leur liberté inconditionnelle, ce qui démontre le succès des mobilisations. Grâce à cela, il existe au Chihuahua, contrairement à d'autres Etats du pays, un grand espace pour la libre manifestation des idées, même avec des actions de force, comme les prises de bureaux, alors que dans d'autres Etats les mobilisations sociales continuent à être réprimées.

Le FDC a donc, dans son cercle d'influence, une longue pratique de lutte pour l'instauration de l'état de droit et la défense des libertés démocratiques et des droits de l'homme.

C. Le FDC et le développement de la citoyenneté, comprise comme la participation des citoyennes et citoyens aux affaires publiques.

*« Avant d'entrer au FDC, la communauté de Saynápuchi était sérieusement abandonnée par le président municipal, mais dès que nous avons pris la mairie et que nous avons commencé à nous organiser et à exiger, les choses ont totalement changé : nous avons maintenant de bons services et ils nous traitent très bien ».*⁶⁹³ Cette phrase d'Elías Aguilar, un des fondateurs du FDC dans le *municipio* de Riva Palacio, illustre parfaitement les transformations dans la culture politique des individus, c'est-à-dire, dans leur relation avec le pouvoir, au moins au niveau de chaque communauté ou *municipio*. Grâce à leur participation au FDC, les paysans et les paysannes commencent à s'intéresser et à prendre part aux problèmes de leur communauté. Dans le tableau suivant nous présentons certaines des actions - au niveau communautaire ou municipal- qui

⁶⁹³ Foyers de discussion avec les membres de base du FDC, mars 2002, Cuauhtémoc, Chih.

impliquèrent leur participation active et organisée, outre les projets économiques présentés dans le chapitre 9 :

COMMUNE	COMMUNAUTE	Participation à activité communautaire	RESULTATS
Bachíniva	La cabecera, San José, Anexas, A.Camacho, etc.	Formation du Front Civique de Bachiniva et du Conseil de Surveillance	Co-gouvernement avec le président municipal pendant 1992-1995.
Bachíniva	El Porvenir	Installation de la ligne conductrice d'eau potable pour profiter d'une source	S'effectue avec succès.
Bocoyna	La Laguna	Lutte pour récupérer 800 hectares de forêt de la communauté	En cours.
Casas Grandes	Palanganas	Lutte pour récupérer les terrains de pâturages de l' <i>ejido</i> et reconstruction des logements incendiés.	On récupère onze mille hectares de pâturages et le lieu où s'établit le centre de localité.
Cuauhtémoc	Ejidos de la UPCALA	Collaboration à l'établissement et au soutien d'un projet scolaire modèle.	Il a été mené à bien et sert d'exemple pour les Centres Régionaux d'École Intégrale.
Cusihuirachi	Chopeque	Lutte pour récupérer une partie du terrain de pâturage de l' <i>ejido</i> .	On récupère le terrain pâturage.
Cusihuirachi	Chopeque	Gestion communautaire pour l'installation d'un centre de santé.	On installe le centre de santé.
Gómez Farías	La Pinta	Lutte pour que le bétail de l' <i>ejido</i> du ranch de l'Université ne soit pas délogé.	On obtient que l'Université vende à un très bon prix une propriété et en donne une autre à l' <i>ejido</i> .
Gran Morelos	La Paz	Lutte pour que le président municipal n'enlève pas son entrepôt à l'entreprise de commercialisation.	L'entrepôt reste à l'entreprise commerciale soutenue par le FDC.
Guerrero	Ranchos de Santiago	Gestion communautaire pour la construction d'une salle sociale.	On construit la salle avec l'appui de femmes solidaires.
Guerrero	Pachera	Lutte pour que des paysans sans terre soient dotés d'un terrain exproprié à des narcotrafiquants.	On obtient le terrain en première instance.
Riva Palacio	Saynápuchi	Lutte pour construire des bords de protection sur la rivière et un	On obtient les deux choses.

		bâtiment pour la présidence de section.	
--	--	--	--

Des actions comme celle-ci sont continuellement développées dans les diverses communautés et *municipios* où le FDC est présent. En outre, les paysans et paysannes du Front eux-mêmes expliquent que « nous qui appartenons au FDC, nous sommes les plus actifs de la communauté : nous faisons partie des directions des *ejidos*, des colonies, des sociétés de pères de famille, des groupes de l'Église, des comités pour les améliorations, etc. ». ⁶⁹⁴

Quelques données illustrent ce qui précède : en mars 2002, plus de 60 membres du Front, pour la plupart des femmes, occupaient divers postes dans leurs *municipios* : elles sont conseillers et conseillères municipaux (membres de la Mairie), présidents de section (instance de gouvernement local inférieur à la commune). En outre, deux présidents municipaux, celui de Santa Isabel et celui d'Ignacio Zaragoza étaient des membres du FDC, issus de deux partis politiques différents. Dans les ateliers des foyers de discussion qui ont été effectués en mars de cette année-là, la grande majorité des participants, plus de 90%, a indiqué qu'ils ont assumé ou assument une certaine charge publique ou de leadership communautaire ; conseiller municipal, président de section, dirigeant d'un certain parti politique, membre de la direction d'associations de pères de famille et enseignants des écoles, dirigeant de l'*ejido* ou colonie où ils vivent, y compris dirigeants d'organisations religieuses.

« On nous respecte comme organisation... on nous prend en considération pour les programmes fédéraux, étatiques et municipaux ; on nous informe et on nous demande notre avis sur ces derniers. Nous avons une présence dans les instances gouvernementales » ⁶⁹⁵

⁶⁹⁴Foyers de discussion, loc. cit.

⁶⁹⁵Foyers de discussion, loc.cit.

De cette façon, le FDC promeut la participation aux affaires publiques de ses affiliés et affiliées à plusieurs niveaux :

- Dans la communauté : assemblées d'*ejido* ou de colonie, de comités de travaux, comités de pères de familles et enseignants des écoles, organisations religieuses.
- Dans la commune : grâce aux membres du Front qui sont conseillers municipaux (membres du conseil municipal ou de la mairie), dans les comités municipaux de développement rural durable, les comités de développement de travaux municipaux.
- Dans l'Etat : surtout par le biais du Conseil d'Etat du Développement Rural Durable, par le biais aussi des organisations économique-productives comme celles du système-produit haricot, Comité d'Etat du Haricot, Conseil d'Etat de Développement Social. Ceci du point de vue formel, mais au niveau quotidien, le FDC prend part aussi à la planification, à la conception et à l'évaluation de quelques politiques publiques spécifiques, comme : les appuis spéciaux face la sécheresse, les comités mixtes pour la planification du budget annuel pour agriculture, etc.
- Au niveau national, le FDC prend part depuis la fin des années quatre-vingt-dix à l'élaboration et à la présentation, par les organisations paysannes, du Budget de Dépenses de la Fédération dans le *programme spécial simultané*, c'est-à-dire, de l'ensemble des ressources que toutes les dépendances fédérales exercent annuellement en relation avec la campagne. De même, avec d'autres organisations, il cherche à avoir une incidence sur la conception de politiques comme la réserve stratégique de grains de base, ou la biosécurité, ou le développement social.

Indéniablement, ceci constitue une nouveauté, une rupture avec la matrice centralisatrice et Etat-centriste du Mexique corporatiste, présidentialiste et autoritaire. En vérité, le FDC a réussi à propulser la citoyenneté, comprise comme la participation active des citoyens et citoyennes dans l'espace public,

surtout au niveau communautaire et même, avec d'autres organisations, avec des incursions au niveau national. Pour mieux l'illustrer cela, nous avons élaboré la classification suivante :

Niveau de participation	Acteurs participants	Formes de participation	Grade d'incidence
<i>Communautaire</i>	Bases des Communautés. Dirigeants communautaires	Comités pour les travaux, comités d'écoles, de comissariats, d' <i>ejidos</i> , conseils d'administration des colonies.	Élevé. Surtout sur la décision et la gestion de travaux communautaires.
<i>Communal</i>	Bases des Communautés. Dirigeants communautaires et communaux.	Assemblées et réunions de travail avec des fonctionnaires municipaux. Comité Municipal de Développement Rural Sostenible. Assemblées ouvertes.	Élevé: sur l'orientation des ressources dont dispose la commune.
<i>Étatique</i>	Dirigeants étatiques et municipaux. Bases quand on requiert mobilisation d'appui.	Conseil de l'Etat de Développement Rural Durable. Instances ad hoc de gestion de programmes pour le domaine agricole. Réunions de planification avec le Congrès. Comités par branche de production.	Moyen bas: On influence seulement l'orientation d'une partie des ressources qui arrivent du budget fédéral et de ce qu'apporte le Gouvernement de l'Etat (généralement dans une proportion 2/1). On n'influence pas le Budget de Dépenses du Gouvernement de l'Etat pour la campagne.
<i>National</i>	Dirigeants étatiques et bases d'appui dans mobilisations.	Réunions et instances spécifiques d'organisations paysannes avec Exécutif et Législatif Fédéral. Conseil National du Développement Rural Durable.	Faible: On a influé sur la quantité globale du budget fédéral, l'inclusion ou la conservation de quelques programmes et sur les quantités d'assignation directe à des organisations paysannes. Toutefois, on influence très peu la façon d'orienter les ressources, les délais, et très peu <i>les règles d'opération pour les exercer</i> . Presque rien en ce qui concerne l'orientation stratégique, les plans et programmes, qui continuent à favoriser l'agriculture à <i>deux-vitesses</i> .

Bien que le tableau précédent nous montre que le niveau où le FDC peut le plus influencer est le niveau communautaire, il est nécessaire de souligner, non seulement dans le cas du Front, mais aussi pour une grande partie des organisations paysannes indépendantes, que :

- On a réussi à rompre avec le monopole de la participation et de la représentation détenu pendant un demi-siècle par les organisations gouvernementales et corporatistes à tous les niveaux, puisque, à l'exception peut-être des communautés indiennes ou de peuples très traditionnels, la CNC et ses organismes connexes ont toujours détenu le contrôle de la participation à partir du niveau communautaire.
- Au moins dans les communautés et les *municipios* avec présence du FDC, outre le fait de briser le monopole CNC-officialiste, les membres du Front prennent part au même niveau que la CNC et avec tous ses droits. Ceci a favorisé l'alternance des partis politiques au sein du pouvoir municipal.
- La participation n'est pas conçue par les membres du Front comme une concession des autorités, mais comme un droit propre, gagné souvent après une mobilisation intense dans les rues ou sur les routes.
- Toutefois, un grand problème auquel il faut faire face est le manque de qualification pour pouvoir prendre part avec davantage d'efficacité aux affaires publiques, puisque très fréquemment elles requièrent un niveau de maniement d'information comptable, juridique, financier, technique, dont les paysans ne disposent pas.

Mais malgré tout, le nombre de membres du FDC et de population en général qui a rompu le paradigme de participation Etat centrique-autoritaire-corporatiste est très faible et minoritaire à l'intérieur de la communauté, du *municipio*, de l'Etat et du pays. En ce sens nous concluons ce paragraphe avec ce qu'indique le Groupe de Recherche de l'IEDES :

*“Enfin, sur le plan de la citoyenneté, bien que des progrès notables aient été obtenus par les syndicats de travailleurs et les associations d'intérêt social, seule une partie de la population s'implique ou se sent réellement impliquée dans la gestion des affaires publiques, sauf circonstances exceptionnelles...Quant à l'action des associations d'intérêt social pour la gestion des problèmes sociaux concrets, elle est très limitée autant en raison de l'amplitude des problèmes couverts que de celle de la population concernée ; et surtout, si elle favorise bien la « démocratie au quotidien », elle risque aussi très souvent d'aller à l'encontre d'un véritable élargissement de la démocratie, si elle se réalise en coupure plutôt qu'en complémentarité avec la société politique ».*⁶⁹⁶

3) Le FDC est-il en train de se constituer en contre-pouvoir?

En reprenant le travail de l'IEDES coordonné par HAUBERT et DELHOUME, nous allons analyser les quatre facteurs qui déterminent la capacité des associations de se constituer en *contre-pouvoirs* : leur base sociale, leur structuration, leur participation dans un mouvement organisé, leur légitimité et leur autonomie. Nous analyserons ensuite comment ils opèrent dans le cas du FDC :

A. La base sociale du FDC: hétérogène et réduite.

Quelle est la base sociale d'une organisation ? Il est difficile de répondre à la question, surtout au Mexique, où la simulation et l'« inflation » du nombre des personnes représentées sont des artifices très fréquemment utilisés par les associations pour obtenir davantage de bénéfices, surtout pour leurs dirigeants. Il court une anecdote qui reflète cette attitude : un employé du gouvernement demande à un dirigeant d'association : *« votre association a combien de membres? »*, le dirigeant répond : *« ... cela dépend de ce pour quoi vous voulez les compter... »* L'employé s'étonne et demande pourquoi ; le dirigeant répond : *« Si c'est pour recevoir des aides ou des subventions du gouvernement, nous sommes mille ; s'il s'agit de faire un travail volontaire, nous sommes des centaines, s'il s'agit de payer des impôts, nous sommes seulement une dizaine ».*

⁶⁹⁶ HAUBERT Maxime et DELHOUME Catherine (coordinatrice), loc. cit, p. 53.

Or, le FDC, pour des effets d'évaluation interne, a toujours essayé d'être très réaliste à ce sujet. Le problème vient de ce qu'il n'a pas été mis au point une façon efficace d'effectuer le comptage : le recensement une fois effectué compte beaucoup d'erreurs et n'a été jamais mis à jour, c'est pourquoi il n'est pas fiable. D'autre part, la participation aux mobilisations a été très variable, mais une mobilisation centralisée, la plus massive soit-elle, arrive difficilement à réunir un millier de personnes. Une autre façon de la mesurer serait de compter le nombre de délégués nommés dans les assemblées municipales pour prendre part au congrès de l'Etat. Le plus grand chiffre qu'aient atteint ces délégués est de 150, un pour dix personnes assistantes à son assemblée municipale respective. Ceci signifierait qu'au plus 1.500 personnes ont assisté aux différentes assemblées municipales. Pour ne pas compliquer les choses nous pouvons consulter le seul registre formel qui existe sur la base sociale du FDC. Il est de 1996 et a été élaboré par Federico Pohls Fuentesvilla, de l'équipe conseillère, à la demande et avec l'appui de l'Equipe Peuple. C'est une bonne référence parce qu'il est élaboré à l'apogée du pouvoir de convocation du FDC et depuis lors sa base sociale n'a pas augmenté, mais plutôt diminué en raison de la migration, comme le montre le chapitre précédent. Ce travail⁶⁹⁷ recense 4.950 membres du FDC en 1996, distribués dans 15 *municipios*, comme marque le tableau suivant :

COMMUNES	POP. TOTALE	P. E. A.	AFFILIES AU FDC.	% AFFILIES/PEA
Ahumada	12,661	3,564	ND	ND
Bachíniva	8,169	2,285	150	6.56%
Bocoyna	24,150	5,893	100	1.69%
Buenaventura	18,561	5,552	100	1.80%
Carichí	10,030	2,425	200	8.90%
Cusihuirachi	6,789	1,921	50	2.60%
Cuauhtémoc	45,085*	14,037	300	2.13%
Chihuahua	15,359*	4,782	50	1.04%
Gómez Farías	10,544	2,657	80	3.01%
Guerrero	43,890	11,793	2,000	16.95%
Gral. Trías (Santa Isabel)	5,627	1,491	500	33.53%

⁶⁹⁷ POHLS FUENTEVILLA Federico: *Problemas y perspectivas del agro chihuahuense. La zona temporalera*. IPC-DECA Equipe Peuple, Mexico 1996, pp. 48 et suivantes.

Matachí	4,331	1,082	500	46.21%
Namiquipa	31,470	8,223	800	9.72%
Riva Palacio	10,807	2,818	20	0.70%
Temósachi	9,545	2,373	100	4.21%
TOTAUX	257,038	70,896	4,950	6.98%

- Dans les *municipios* de Cuauhtémoc et Chihuahua, l'auteur de l'étude a éliminé les populations urbaines de la population totale et de la PEA, c'est à dire les concentrations des deux chefs-lieux et n'a considéré que la population rurale. Les données sont du recensement de 1990.
- Elaboration personnelle à partir de données de POHLS FUENTEVILLA, op.cit. pp. 48 et suivantes.
- L'Etat du Chihuahua, comme il a été dit dans la première partie de la thèse, est divisé en 67 *municipios*. Le FDC y est présent dans seulement un quart, presque tous situés à l'ouest et au nord-ouest. La raison en est qu'il s'agit de la région d'agriculture pluviale la plus importante du Chihuahua.

Ce tableau est très illustratif. A cette époque, peut-être une de celles où le FDC a eu la plus grande capacité de convocation, ses affiliés arrivent à peine à 7% de la population économiquement active des *municipios* où il est présent et à 2% du total de la population rurale totale de ces *municipios*. C'est donc un groupement très réduit et très peu significatif démographiquement que celui du FDC, bien qu'au niveau social et politique il soit très actif et ait une certaine possibilité d'incidence réelle, surtout au niveau communautaire. Or, on peut qualitativement dire deux choses : d'abord, les catégories sociales auxquelles appartiennent les militants du FDC dans leur majorité ne lui donnent pas un poids significatif : ce sont des indiens d'une extrême pauvreté dans le *municipio* de Bocoyna, et des paysans pauvres ou de classe moyenne dans le reste des *municipios*. Il n'y a pas d'intellectuels, sauf les conseillers du FDC. Ce qui donne à sa base sociale une certaine capacité d'influence est son organisation, sa participation active dans les affaires de la communauté, du *municipio* ou même de l'Etat.

B. La structure de l'organisation: jusqu'à quel point le FDC est-il démocratique?

Le groupe de recherche de l'IEDES insiste sur le fait que le fonctionnement démocratique des associations est crucial dans l'éducation pour la construction de la citoyenneté et de la démocratie et s'interroge donc: « ...peut-il y avoir une

*véritable démocratisation du système politique sans une démocratisation préalable de la "société civile" »?*⁶⁹⁸

Dans le prochain chapitre nous analyserons en détail cette « éducation pour la construction de la citoyenneté » comme elle se réalise au FDC, mais nous voulons analyser à présent la structuration interne et le fonctionnement du FDC pour voir s'ils sont démocratiques ou non.

La conception : Sur le papier, selon les statuts du FDC qui marquent sa structure et son organisation, il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'une organisation qui mêle les formes directes et représentatives de la démocratie : l'instance première de participation est l'assemblée de communauté du FDC, à laquelle tous les membres d'une communauté prennent part en égalité de conditions, sur le principe d'une personne, un vote et qui choisissent à la majorité leurs représentants au conseil municipal du Front dans chaque *municipio*. La même chose se passe au niveau communal : les représentants des diverses communautés d'un *municipio* choisissent démocratiquement leur Conseil Municipal. Donc, le coordinateur du conseil de chaque *municipio* prend part à la Commission Permanente du FDC, instance ordinaire de décision du FDC entre chaque congrès, qui se réunit mensuellement. Le représentant de chaque *municipio* y a droit à la parole et à un vote, indépendamment du nombre d'affiliés dans chaque *municipio*. Les réunions de la commission permanente sont coordonnées par le coordinateur de la Commission Exécutive du FDC, instance qui se doit d'être seulement « exécutive », c'est-à-dire qui mène à bien les décisions de la Commission Permanente. En outre, tous les trois mois, au lieu de la Commission Permanente, se réunit le Conseil Paysan, instance à laquelle doivent prendre part non seulement les représentants de chaque *municipio* mais aussi les représentants de chaque communauté. Le Conseil Paysan doit être une instance d'un niveau de décision élevé, et même la plus haute autorité du FDC entre chaque congrès et il doit être convoqué en cas de décisions très

⁶⁹⁸ HAUBERT Maxime et DELHOUME Catherine (coordinatrice), op. cit. p. 55

importantes. En outre, ses réunions trimestrielles ont pour but de maintenir le contact de la Commission Exécutive avec les représentants de chaque communauté et de construire une identité et une solidarité de groupe. Finalement, l'instance de décision du FDC de niveau supérieur, la seule qui peut changer les statuts et élire la Commission Exécutive, est le Congrès Paysan. Il se réunit tous les deux ans et les délégués de chaque congrès municipal ou sous-municipal, s'il s'agit de *municipios* ayant beaucoup d'affiliés, comme celles de Guerrero ou de Namiquipa, y prennent part. Il existe, en outre, un Conseil d'Honneur et de Justice pour effectuer un suivi de la Commission Exécutive et traiter les cas litigieux à l'intérieur du FDC.

Il semble donc que cette conception associe de façon plus ou moins adéquate la démocratie représentative avec la participative et établisse une série de poids et contrepoids : les communautés à l'intérieur d'un *municipio* fonctionneraient comme contrepoids du conseil municipal ; la commission permanente serait un contrepoids à la commission exécutive : la commission d'honneur et de justice serait un mécanisme qui oblige à rendre des comptes, etc. Il est très important de préciser que nous nous référons à l'organisation du FDC en tant qu'association paysanne, c'est-à-dire à l'organisation corporative, non à l'organisation économique, par exemple, de la coopérative d'épargne et de crédit ou des entreprises de commercialisation.

La pratique : toutefois, la réalité a été différente de ce qui était prévu dans les statuts :

- Il y a très peu de communautés qui tiennent ordinairement et systématiquement la réunion des membres du FDC et qui nomment leurs délégués au conseil municipal.
- Les Conseils municipaux ne fonctionnent pas non plus dans leur majorité. Dans la plupart des cas le représentant de chaque *municipio* va aux réunions de la commission permanente et informe peu souvent des accords qui y sont pris et des affaires traitées. Il y a quelques *municipios*

où le représentant s'est perpétué dans sa charge période après période et cela non seulement parce qu'il l'a voulu, mais aussi en raison du désintérêt des autres pour assumer les engagements que cela implique.

- La commission permanente opère comme une instance qui reçoit l'information et les comptes de la commission exécutive et qui prend des décisions sur les affaires que celle-ci lui soumet à considération. Toutefois, en général, il y a peu d'analyse -parce qu'il n'y a pas eu de formation à ce sujet- de ses membres pour exiger des comptes, les examiner et interroger la commission exécutive.
- Dans les faits le coordinateur de la commission exécutive détient un énorme pouvoir de décision au FDC. C'est seulement à partir de 2003, lorsqu'on a commencé à payer un peu le reste des membres de la commission exécutive, que les décisions ont commencé à circuler davantage entre ces derniers, le coordinateur et les conseillers.
- Les conseillers ont exercé le pouvoir de manière diverse, mais en ont toujours eu. De 1985 à 1993, tandis que se formait la commission exécutive, ils ont fonctionné comme dirigeants, portes-parole et représentants du FDC. De 1993 à 1997, ils ont maintenu un pouvoir partagé avec le coordinateur de la commission exécutive. De 1997 à 2001, ce pouvoir a diminué, à cause de la réduction du nombre de conseillers, et de la « suppression » formelle de la figure de conseiller en question. Ils le récupèrent en 2001 et l'exercent à nouveau en le partageant avec le coordinateur général du FDC. Nous l'analyserons plus en détail dans le chapitre suivant.
- La commission d'honneur et de justice n'a pratiquement jamais fonctionné. Hormis le problème suscité avec le conseiller Enrique Ochoa qui a abouti à son expulsion du FDC, en 1993, cette commission ne s'est jamais réunie à nouveau et encore moins examinée ou ne s'est prononcée sur une affaire. En réalité ce contre-poids prévu à la commission exécutive n'a jamais été réel.

Mais même avec ces déficiences, le FDC est un *rara avis* dans le milieu rural mexicain, où durant des décennies ont régné le caciquisme, le corporatisme, l'imposition, le manque de participation et autres vices antidémocratiques. Bien que la CNC dans sa version étatique, la Ligue des Communautés Agricoles, soit une organisation formellement démocratique, qui dispose de statuts, de processus d'élections, de rotation de postes, etc. il est du domaine public que, au moins jusqu'à 2000, elle a opéré au moyen de l'imposition de dirigeants depuis le PRI, autant au niveau de l'Etat qu'à celui des *municipios*, outre le fait que les instances réelles de participation à la prise de décision des bases n'aient jamais été activées.

D'autre part, deux organisations très proches du FDC, le *Barzón* Fédération et le *Barzón* Chihuahua, présentent encore plus de déficiences que le FDC quant à l'aspect démocratique : depuis leur fondation, vers le milieu des années quatre-vingt-dix, aucune d'elles n'a tenu de processus d'élection de ses dirigeants, qui se sont donc maintenus au pouvoir depuis lors. Il n'existe, dans aucune d'elles, d'instances formelles ni de schéma de procédures démocratiques réelles, bien que, pour les décisions importantes, des assemblées réellement participatives soient improvisées. Il n'y a pas de statuts qui régissent leur vie interne et la rotation des directions est inexistante.

Avec les failles et problèmes que nous indiquions, le FDC maintient, malgré tout, une conception formellement démocratique dans sa structure : en général, du moins jusqu'à 2005, on s'en est tenu aux statuts pour l'élection de la commission exécutive. Il n'y a pas de réélection du coordinateur général de la commission exécutive pour deux périodes consécutives. Bien que le rôle des conseillers soit encore très déterminant, leur pouvoir a été délimité depuis qu'on a commencé à élire le coordinateur général. D'autre part, la périodicité et la discipline en ce qui concerne la réalisation des réunions mensuelles de la commission permanente sont maintenues et des comptes lui sont rendus, même si ce n'est que de manière très générale. Tout ceci a constitué un *socle démocratique minimum* qui

a différencié le FDC d'autres organisations, lui a assuré la loyauté de la majorité de ses cadres et un certain niveau de légitimité devant des acteurs externes. Dans le prochain chapitre nous analyserons plus en détails la dynamique des relations et des micro-pouvoirs à l'intérieur du FDC.

C. Une constante au FDC: la participation à des mouvements sociaux organisés plus vastes.

Pour le groupe de Recherche de l'IEDES déjà mentionné, un autre des facteurs qui jouent pour la constitution d'un contre-pouvoir, est la participation à un mouvement social organisé : « *organisations fédératives d'orientation différente de celles qui perpétuent le système antérieur...*⁶⁹⁹ » Or, sur ce terrain, l'analyse de la pratique du FDC se révèle très positive. Le tableau suivant nous montre la participation du FDC aux coordinations de mouvements sociaux plus vastes, avec des objectifs qui vont au-delà du régional ou du corporatif.

TABLEAU: PRINCIPAUX MOUVEMENTS ET COALITIONS AUXQUELS A PARTICIPE LE FDC 1986-2003.					
Mouvement ou coalition	Années	Niveau et type d'organisation	Objectifs	Actions principales	Quelques résultats
Mouvement Démocratique Electoral	1986	Etatique, pluriel, Civico-politique	Contre la fraude électorale aux élections de 1986	Marches, jeûnes, prise de routes, etc.	Il contribue à l'alternance au niveau national et des Etats.
"Torture jamais plus".	1990-1991	Etatique, pluriel, civique, de droits de l'homme.	Contre la pratique de la torture par les corporations policières.	Forums, séminaires, marches.	Aide à bannir la torture et à en faire prendre conscience.
Réseau Mexicain d'Action Face au Libre Commerce	1991- a la fecha.	Etatique, pluriel, entre secteurs.	Protéger la souveraineté du pays et les droits des classes	Forums, séminaires, actions internationales, prise de ponts,	Fait connaitre les inconvénients et préjudices des traités

⁶⁹⁹ DELHOUME Catherine, loc. cit. p. 55

(RMALC)			travailleuses dans le cadre du libre commerce	conférences.	commerciaux excluants.
Vague pour la Démocratie	1992	Etatique, mais coordonné avec Alliance Civique Nacional. Civico-politique	Observation des citoyens des élections 1992	Qualification, forums, séminaires, observation du processus électoral. Diagnostic de ce dernier.	Il contribue à l'alternance au Chihuahua et au renforcement des organisations civiles.
Mouvement National de Résistance Paysanne	1991-1993	National corporatif, agrariste.	Pour une réforme agraire juste et contre la réforme agricole néolibérale	Marches, conférences de presse, campements. etc.	Il diffuse la position des organisations.
COCOSSA et Organisations paysannes en lutte.	1992-1993	Etatique, corporatif.	Contre l'usure pratiquée par les banques, pour des tarifs justes de l'irrigation agricole.	Prise de ponts internationaux, de banques, de routes, etc.	Il contribue à la défense du patrimoine des producteurs agricoles.
"Tous pour Chihuahua".	1995-1996	Etatique, pluriel, entre secteurs.	Contre l'usure bancaire, pour la défense du patrimoine des familles.	Actions contre expulsions, récupération véhicules confisqués, prises de banques, marches, etc.	Il contribue à la défense des débiteurs de la banque et des propriétaires de véhicules étrangers. Aide à la restructuration de dettes.
"Mouvement "Les Campagnes n'en Peuvent Plus"	2002-2003	National, pluriel, paysan	Pour la renégociation du TLCAN en matière agricole.	Prises de ponts internationaux, jeûnes, forums, marches.	Diffusion massive de la problématique et appui passif de la majorité de l'opinion publique.

Comme on peut le voir, malgré les limitations de sa base sociale et de sa démocratie interne, le FDC s'est inséré très activement dans les mouvements sociaux les plus importants de l'Etat et de la République à partir du milieu des années quatre-vingts. D'une part, il s'agit des mouvements et des coalitions qui

tournent autour des demandes qui concernent en priorité les paysans : contre la réforme agricole néolibérale, contre l'usure bancaire envers les producteurs agricoles, pour la renégociation du TLCAN en matière agricole. Mais le FDC est aussi inséré dans le grand processus de lutte pour la démocratie, la crédibilité et la fiabilité du système électoral, les élections honnêtes et l'alternance du pouvoir : depuis sa naissance en 1986 et en 1992, il contribue avec la Vague pour la Démocratie (*Ola por la Democracia*), à la naissance d'Alliance Civique (*Alianza Cívica*), une des organisations civiles piliers de la transition au Mexique. Il fait aussi partie des mouvements de la moitié des années quatre-vingt-dix, des grandes coalitions contre le processus asservissant d'expropriation du patrimoine des familles provoqués par les crises économiques et bancaires de 1994-1995 et contre les politiques que le gouvernement a dictaminées pour en sortir. Il faut noter, toutefois, qu'entre 1997 et 2002, le FDC ne prend presque pas part aux mouvements et coalitions nationales. Cela est dû au fait que les dirigeants de cette époque se sont plus concentrés sur les aspects d'organisation économique et de gestion et que deux des conseillers qui insistaient le plus pour prendre part à cet autre niveau, Miguel Colunga et Víctor Quintana, se trouvaient à Mexico et travaillaient au gouvernement.

La participation et même le leadership exercé par le FDC au sein de la majorité de ces mouvements et coalitions ont sans doute contribué à donner un prestige et une force politique majeurs à leur capacité de mobilisation et d'impact réel. Cela est dû en grande partie au point suivant que nous allons analyser :

D. Le difficile objet de la *légitimité*.

Si la légitimité est un indicateur en même temps qu'un facteur d'existence d'un contre-pouvoir, comme le signale le groupe de l'IEDES, il n'est pourtant pas facile de déterminer jusqu'à quel point ce facteur est présent dans la perception subjective qu'ont, d'une association, d'un mouvement ou une d'organisation, autant ses membres et ses affiliés que les acteurs externes. Pour ne pas éviter

le sujet, nous avons choisi diverses manières de nous approcher de cette perception, de ce jugement implicite qu'ont d'autres acteurs, ainsi que les individus qui en sont eux-mêmes les acteurs, sur un acteur collectif. Voyons se qui se passe dans le cas du FDC :

Une première forme d'approche de la légitimité du FDC est de considérer sa capacité de convocation : les gens, les *bases*, ne se rapprochent pas d'une organisation qui ne leur paraît pas légitime, c'est-à-dire qui ne les défend pas réellement, ni représente leurs intérêts ni se conduit avec une certaine honnêteté. Ils y participent ou s'y affilient encore moins. En ce sens, il est clair que le FDC atteint son niveau de légitimité le plus élevé, compris comme la capacité de convoquer de nouveaux groupes à participer à ses actions et à son organisation, durant les premières douze années de son existence : 1985-1990. En effet, dès 1985, avec le premier mouvement pour les prix de garanties, il commence à convoquer les premiers groupes de divers *municipios* : cette capacité se renforce aussi avec le second mouvement pour les prix de garantie et la lutte contre la corruption de BANRURAL et ANAGSA en 1989-1990. La lutte pour les crédits sur parole de 1990 à 1992, les luttes agraires de 1995 à 1997 et le mouvement *Tous pour Chihuahua* en intègrent encore davantage. Mais, à partir de 1997, un ralentissement dans l'expansion et la capacité de convocation du FDC commence à se noter, peut-être en raison de la concurrence face aux bases de nouvelles organisations comme le *Barzón*, le Comité en Faveur du Monde Agricole, etc. Cependant, dans la sphère d'implantation du FDC, la zone d'agriculture pluviale de l'ouest et du nord-ouest de l'Etat, il ne s'intègre pratiquement plus de nouvelles communautés ou bien ce n'est que de façon temporaire et elles se retireront par la suite. La capacité de mobilisation au cours des différentes actions diminue de la même façon. Bien que divers facteurs interviennent, le fait est que l'image du FDC face au paysannat de la région s'en ressent puisqu'il n'est plus perçu comme étant capable de représenter et de défendre les intérêts du paysannat lui-même.

Un autre facteur et indicateur de la légitimité d'une organisation est l'absence ou non de dissensions et divisions internes et leur caractère. En ce sens, jusqu'à 1995, malgré des tensions et des difficultés, il n'y a pas de scissions ni de fortes dissensions au FDC. Celles-ci commenceront à se présenter aux élections du IIème Congrès, quand la totalité des délégués des communautés du *municipio* de Guerrero, dirigés par le Professeur Dagoberto González, en protestation pour la façon dont ont été menées les élections internes, abandonnent le FDC pendant deux ans pour finalement se réintégrer en 1997. Au cours du IIIème Congrès, une scission se présente à nouveau: de la même manière, la liste qui perd les élections internes abandonne le FDC et forme le *Barzón* Chihuahua, dirigé par l'ancien coordinateur Martín Solís, Gabino Gómez et les communautés d'Abraham González, Bachiniva et Benito Juarez, Namiquipa. Par la suite se produiront des scissions moins visibles et formelles mais effectives; par exemple, en 2002 les dirigeants proches du Parti Action Nationale, Mario Vázquez, Ignacio Galicia et José Granillo se retirent du FDC, suivis discrètement par quelques militants des *municipios* de Gran Morelos et Santa Isabel. Ces faits révèlent une érosion de la légitimité et de la bonne perception qu'avaient les militants eux-mêmes de leur organisation.

Quant à la légitimité comprise comme la perception positive que d'autres acteurs ont du FDC, à défaut de pouvoir la mesurer précisément, nous croyons que le fait d'analyser l'appui que d'autres acteurs sociaux et politiques témoignent aux actions du FDC peut nous aider, ainsi que les invitations faites au FDC par d'autres acteurs pour s'intégrer avec eux au sein d'une coalition ou un front.

En ce sens, durant les six premières années du FDC, celui-ci jouit d'un grand prestige dans le secteur que nous pouvons appeler « d'opposition au PRI » au Chihuahua : des groupes de droite entrent ici, comme le Parti Action Nationale, le Comité de Lutte pour la Démocratie, etc., ainsi que des groupes de gauche : le Parti Mexicain Socialiste, le Parti Révolutionnaire des Travailleurs (trotskiste) et

l'Église Catholique ; nous relatons tout ceci dans la seconde partie de cette thèse.

Toutefois, cet appui pluriel d'autres acteurs sociaux va se réduire dans la mesure où le FDC se rapproche davantage des positions de gauche, pas tellement du PRD, mais d'actions plus radicales et combatives, dans la mesure où l'exige, vers le milieu des années quatre-vingt-dix, la lutte contre l'expropriation du patrimoine familial. Cet éloignement s'explique aussi par le fait que le FDC s'est montré très combatif dans la seconde partie de l'administration du gouverneur Francisco Barrio, venu du PAN.

Malgré tout, le FDC maintient une bonne image publique, non seulement au niveau de l'Etat mais aussi au niveau national. A part les critiques de la CNC et du PRI au moment des mouvements des premières années du FDC et la critique du gouverneur Patricio Martinez au sujet de la gestion du fidéicomis pour le haricot, le Front n'a jamais été l'objet d'attaques systématiques ou de discrédit dans les médias. Nous annexons un tableau comparatif des notes de presse de deux quotidiens de la ville de Chihuahua pendant toutes ces années : en général, les références au Front y sont « neutres » dans le sens où elles reproduisent juste les faits, ou bien elles sont positives envers lui. D'autre part, dans le quotidien national *La Jornada*, édité à Mexico, apparaissent 957 références au Front et aucune, pratiquement, n'est négative.

Finalement, le FDC est systématiquement invité à prendre part à des efforts de coordination et d'action conjointe par des organisations rurales, civico-politiques et même d'assistance, tant au niveau de l'Etat qu'au niveau national. De même il est convoqué systématiquement aux conseils consultatifs des instances de l'Etat, comme le Conseil d'Etat du Développement Rural Durable, le Conseil des Citoyens pour le Développement Social et, dans le cadre fédéral, le Conseil Consultatif du Secrétariat au Développement Social, le Conseil Consultatif du Secrétariat de l'Environnement et des Ressources Naturelles, etc.

Ceci veut dire que le Front maintient une bonne image et un certain niveau de légitimité, que non seulement ses pairs, les organisations campagnardes et sociales, mais aussi diverses instances et secteurs du gouvernement, reconnaissent son sérieux et sa capacité de représentation.

En synthèse, dans ce que l'on peut apprécier de sa légitimité, le FDC montre un double aspect : la légitimité, l'acceptation, la bonne image qu'il maintient face à ses militants et affiliés est descendue des niveaux optimaux du début des années quatre-vingt-dix sans pour cela éprouver de détériorations significatives. En ce qui concerne l'aspect externe, le FDC maintient une très bonne image face aux organisations sociales, instances de gouvernement, acteurs politiques, même si cette légitimité n'a pas la capacité de convocation diversifiée de la fin des années quatre-vingts et début de années quatre-vingt-dix.

Toutefois, le Front maintient une forte capacité de dialogue, surtout au niveau de l'Etat, face aux pouvoirs exécutif et législatif, ce qui est pourtant paradoxal : il peut être affaibli, ou même remis en question de l'intérieur, mais grâce à un « capital symbolique », produit tout au long de plus de vingt ans, il peut maintenir un poids politique spécifique et non négligeable pour obtenir un certain niveau d'incidence, en « se reposant sur ses lauriers ».

C'est précisément cette capacité d'incidence, même aussi limitée, qui offre au FDC sa légitimité « externe ». Comme l'indique le groupe de l'IEDES : « ...la légitimité des organisations doit provenir bien sûr de leurs propres vertus en ce qui concerne notamment la démocratie interne ou la transparence financière, mais surtout de leur capacité d'agir positivement sur l'ordre social ».⁷⁰⁰

⁷⁰⁰ DELHOUME Catherine, loc. cit. p. 56

E- De nouveau l'autonomie.

Le cinquième facteur-indicateur de l'existence d'un contre-pouvoir est l'autonomie. Le groupe de l'IEDES, faisant référence aux associations, nous dit: *"...Certes, une partie d'entre elles peuvent avoir un engagement avec le pouvoir. Le problème essentiel, dans ce cas, est toutefois celui de la dépendance par rapport aux financements extérieurs, qu'il s'agisse d'institutions caritatives ou humanitaires ou de subsides publics accordés dans la cadre de l'aide bilatérale ou multilatérale. Cela renforce leur autonomie par rapport à l'Etat national et conduit même parfois à des relations de concurrence, voire d'opposition, mais peut tendre à les transformer en simples appendices de l'aide extérieure ou même en chevaux de Troie de l'ingérence de la "communauté internationale", ce qui provoque en retour une défiance des acteurs locaux à l'égard de ces associations et affaiblit leur légitimité".*

Or, comme nous le démontrons dans la seconde partie de cette thèse, le FDC a soutenu au long de son histoire une série de positionnements politiques et sociaux importants au niveau des Etats et national, au cours d'événements aussi importants que : la fraude électorale en 1986, la contre-réforme agricole néolibérale en 1992, le Traité de Libre Commerce d'Amérique du Nord, les politiques d'ajustement structurel dans l'économie, les programmes de soutien aux débiteurs, la défense des droits de l'homme, l'Accord National pour le Domaine Agricole, etc. Ce qui est significatif c'est que le FDC y est intervenu avec sa propre position, élaborée par ses instances internes, sans jamais dépendre d'instances étatiques et il s'est autant opposé à des gouvernements émanant du PRI qu'à ceux issus du PAN. Il n'a pas non plus suivi la consigne d'un parti politique, même s'il a compté d'importants cadres du PAN et du PRD parmi ses rangs ; nous avons déjà dit que l'indépendance par rapport aux partis augmentait, face à ces derniers, le pouvoir de leurs propres militants faisant

partie de la direction du FDC. C'est précisément le non-compromis avec le pouvoir ce qui a doté le Front du capital symbolique dont nous parlions dans le paragraphe précédent. Un fait très important ; comme nous le rapportons dans le chapitre huit de cette thèse, le FDC a été au niveau national l'une des trois organisations qui n'a pas accepté de signer l'Accord National pour la Campagne, en avril 2003, quand l'immense majorité des organisations nationales et régionales le signèrent. La décision de ne pas le signer a été prise par la Commission Exécutive du FDC en consultation avec la Commission Permanente, le Père Camilo et les conseillers et le Front la prit bien qu'étant en minorité à l'intérieur du mouvement *Les Campagnes n'en Peuvent Plus*. Ce fut indéniablement une des actions qui consolidèrent son capital symbolique au niveau national.

Le FDC valorise en outre comme une de ses grandes forces le fait d'« être indépendant du gouvernement, des partis politiques et des églises ». Cette conviction fondamentale, inspirée par ses trois fondateurs, eux-mêmes très autonomes, le Père Camilo à l'intérieur de l'église catholique, le Professeur Becerra à l'intérieur du parti, ainsi qu'Humberto Ramos Molina, est restée en vigueur jusqu'à présent. :

Si le FDC s'est conduit avec une grande autonomie en ce qui concerne l'Etat, les partis politiques et les églises, que dire de sa relation avec les organisations appartenant à la coopération internationale qui l'ont financé ?

Le FDC a été financé en alternance ou simultanément par les organisations suivantes: Organisation Catholique Canadienne pour le Développement et la Paix (Canada), Misereor (Allemagne), Comité Catholique contre la Faim et Pour le Développement, CCFD (France), Frères des Hommes (France), l'Union Européenne et Catholic Relief Services, CRS (Etats Unis). A ce sujet il est nécessaire de dire qu'aucune de ces organisations n'a influencé ou n'a essayé d'influencer la position idéologico-politique du FDC. Les questionnements faits aux projets de financement qui leur étaient présentés

visaient plutôt des aspects de cohérence entre ce qui était prévu et ce qui était exécuté ou aux déficiences dans la relation avec les bases ou la non-inclusion des femmes. Il faut dire, en outre, que les projets financés par Misereor et l'Union Européenne se sont en majorité adressés aux activités économiques comme la coopérative d'épargne et de crédit ou les entreprises de commercialisation. D'autre part, le fait que Développement et Paix, comme le CCFD et le CRS appartiennent à la coordinatrice d'organismes catholiques de la coopération internationale, la CICDA, a donné une grande homogénéité et une communauté de buts à leur relation avec le FDC ; il a toujours existé un intérêt de leur part pour que la tâche fondamentale du Front soit orientée vers la formation des paysans comme sujets actifs, critiques et solidaires de leurs processus de prise de conscience, mobilisation et participation sociale, c'est-à-dire de construction de citoyenneté. L'orientation « freirienne-maoïste » dont nous parlons depuis les premiers chapitres de la seconde partie a été très favorisée par ces organisations qui n'ont jamais mis d'autre condition à leurs financements que l'accomplissement de ce qui était prévu, la clarté des programmes et la décision d'une formation dans une optique d'équité quant à l'identité sexuelle. En outre, il est nécessaire de dire et nous l'exposerons dans le chapitre suivant en détail, que les cadres du FDC comme ceux d'autres organisations ont appris avec succès à louvoyer au milieu des codes et des pratiques des organisations de la coopération internationale. C'est-à-dire que les organisations du sud développent un certain « savoir faire » qui leur permet de dire aux organismes financiers ce qu'ils veulent entendre ou lire pour approuver leurs projets et leur donner de l'argent, ainsi que de leur présenter les actions et les résultats que les organismes financiers veulent voir pour continuer à donner. Il est aussi très important de reconnaître qu'à l'intérieur des organismes de la coopération internationale, il existe un bon nombre de militants non seulement dans leurs pays d'origine, mais qui sont aussi allés dans les pays du sud comme coopérants, et qui sont devenus des alliés systématiques des organisations et des associations de base du sud.

Grâce à ceci le FDC est arrivé, comme dit le groupe de l'IEDES, à « ...*instrumentaliser cette aide en fonction de leurs propres objectifs, pour autant qu'elles gardent par ailleurs une autonomie suffisante* ». ⁷⁰¹

Malgré ceci, bien que le FDC n'ait pas été affecté dans son autonomie idéologico-politique par le fait de recevoir des ressources des organisations membres de la coopération internationale, il en a été affecté dans son autonomie opérationnelle et financière. Le FDC pendant ses deux premières années d'existence n'a survécu que grâce au travail volontaire des conseillers, à quelques dons sporadiques et aux maigres quotes-parts des affiliés. Cependant il a pu construire une structure organisatrice vaste et forte. En commençant à recevoir des dons des organismes de la coopération internationale et postérieurement, de quelques programmes du Gouvernement Fédéral, le Front n'a pas perdu son autonomie politique. Toutefois, au moment où l'argent de ces projets et de ces dons se tarit, le FDC s'affronte au problème de sa subsistance organisatrice et de son efficacité, puisque le fonctionnement du bureau central, le paiement de la commission exécutive et des conseillers, les frais de transport, de tenue de réunions, etc, en dépendaient.

En synthèse, grâce à une conviction ensemencée depuis son origine et cultivée constamment, le FDC a pu agir durant toutes ces années avec assez d'autonomie en ce qui concerne l'Etat, les partis politiques et les églises. On se demande toutefois jusqu'à quel point cette autonomie idéologico-politique est *durable* si le financement quotidien de l'organisation continue à dépendre d'organismes externes ou de la coopération internationale ou des programmes de gouvernement. On peut se demander ce qui arrivera lorsque ces ressources s'épuiseront : même si le FDC continue à défendre une position politique autonome, pourra-t-il la mettre en pratique dans les actions non seulement d'autonomie, mais d'opposition et de lutte, s'il ne compte plus sur des ressources suffisantes pour son fonctionnement quotidien ?

⁷⁰¹ Ibidem, p. 57

Conclusions partielles:

Le Front Démocratique Paysan est, comme beaucoup d'organisations sociales et paysannes créées dans les trois dernières décennies au Mexique, le résultat de plusieurs processus. L'un d'eux est la formation d'acteurs provenant de divers luttes et contextes, autant de démocratisation que de libération. Un second processus est l'épuisement du modèle corporatiste opéré par le système politique mexicain depuis le début des années trente jusqu'à la fin des années soixante-dix. Finalement et très en rapport avec ce qui précède, le troisième est le processus d'application radicale du programme d'ajustement structurel de l'économie au Mexique depuis 1982, qui a eu des impacts énormes sur l'économie du pays, les relations sociales, le tissu social et le schéma des relations de pouvoir. C'est en ce sens que le point de vue adopté par HAUBERT, DELHOUME et d'autres nous paraît beaucoup plus explicatif lorsqu'ils indiquent : « *Les analyses centrées sur le rôle des acteurs, en particulier, peuvent rejoindre celles qui soulignent l'importance des trajectoires historiques dans la mesure où les structures héritées du passé (et donc des acteurs des événements fondateurs antérieurs) peuvent laisser une marge de liberté relativement importante aux acteurs des transitions politiques.* »⁷⁰²

L'incidence du FDC dans le processus de démocratisation doit être délimitée avec précision. Il est très clair que, comme organisation, il a contribué à ce que ses affiliés prennent conscience de l'importance de prendre part non seulement à l'élection de ceux qui les gouvernent, mais aussi à l'orientation du gouvernement. Grâce à cela et à son implication dans des mouvements civiques-politiques, il a contribué à ce qu'aient lieu des élections honnêtes et fiables, favorisant l'alternance de partis et de groupes au pouvoir. Cette contribution du FDC est très claire dans les *municipios* les plus ruraux de son secteur d'influence, où il a même organisé des mouvements postélectorales contre l'imposition, ou même amené ses membres à diriger le gouvernement municipal ou à en faire partie. D'autre part, les mouvements civiques-politiques auxquels a pris part le FDC

⁷⁰² HAUBERT Maxime et DELHOUME Catherine, loc. cit. p.6

avec d'autres associations au niveau étatique ou national, comme le Mouvement Démocratique Électoral ou l'Alliance Civique, ont contribué aussi à ce qu'au Mexique se réalise le processus de transition à la démocratie.

Un autre aspect de la démocratisation pour lequel le FDC a joué un rôle au niveau de l'Etat du Chihuahua, est celui de l'instauration de l'état de droit. D'abord, dans la mesure où la lutte qui a été menée contre la corruption à BANRURAL et ANAGSA en 1980-1990, a contribué en partie à bannir cette pratique dans les institutions bancaires et les compagnies d'assurances des Etats et à obliger à davantage de contrôles sur ce type de fonctionnaires. Il a aussi contribué à réduire significativement la répression contre les mouvements sociaux et à réduire la pratique de la torture dans les corps policier. Le FDC a obtenu tout ceci en prenant part à des fronts, des coalitions et des luttes très amples et plurielles.

Finalement, dans l'Etat du Chihuahua, le FDC a joué un rôle sur un autre aspect de la démocratisation, la rupture du monopole de la représentation des intérêts des hommes et des femmes de la campagne autrefois détenu par la CNC et les organisations proches du PRI. Il a aussi rompu avec la pratique qui consistait à ce que les paysans ne prennent pas part à la discussion, à l'analyse et aux propositions autour des programmes et des actions de gouvernement les concernant. Ceci est possible parce que le FDC obtient, grâce à ses mobilisations, d'être pris en considération comme acteur au sein des instances publiques de définition et programmation de la politique agricole au niveau de l'Etat du Chihuahua. En outre, avec d'autres organisations paysannes régionales et nationales, il obtient de participer à la critique et contre-proposition du budget annuel pour la campagne et que le Conseil National et les conseils étatiques de Développement Rural Durable soient constitués.

Mais jusqu'à quel point le FDC s'est-il transformé en un *contre-pouvoir*, compris comme la capacité, en tant que force sociale, de « *contrebalancer [L'Etat]...*, de

*le limiter et de l'orienter en fonction de [ses] intérêts ou de [ses] valeurs... »*⁷⁰³?

La réponse à cette question est que le FDC a fonctionné comme *contre-pouvoir* de manière très limitée. Bien que le Front ait des points forts comme le fait de prendre part aux affaires publiques des *municipios* et à la problématique rurale au niveau de l'Etat et au niveau national et bien qu'il ait obtenu un certain degré d'autonomie face à l'Etat et aux partis politiques, bien qu'il prenne part à divers coalitions et mouvements dans le Chihuahua et dans toute la République, sa capacité de contre-équilibrer les décisions prises par les différentes instances de gouvernement est, en général, très réduite. Il peut contester et contre-proposer dans les *municipios*, il peut, avec d'autres organisations, prendre part à la définition de certaines politiques spécifiques dans la branche agricole ou orienter de petits volumes de ressources financières pour certains programmes au Chihuahua, mais il en reste là. Ceci est dû au fait que même en étant un contre-pouvoir effectif, il a aussi des faiblesses comme par exemple une base sociale réduite et hétérogène et le fait de ne pas avoir pu chasser quelques pratiques antidémocratiques internes. Mais, malgré ses limitations, le FDC constitue certainement une avancée dans le processus de démocratisation et dans la constitution de contre-pouvoirs dans la campagne mexicaine et, plus spécifiquement, au Chihuahua dans un espace rural totalement contrôlé par l'Etat, son parti et ses organisations, sans aucun contrepoids pendant cinq décennies.

Toutefois, malgré les nouvelles organisations paysannes, les coalitions et les fronts qu'elles ont formés, il subsiste un grand paradoxe : jamais, dans l'histoire du pays, il n'y avait eu tant d'organisations paysannes en faveur de la démocratie, critiques, faisant pression et cherchant à orienter l'action du gouvernement en ce qui concerne l'agriculture. Mais en même temps, pendant ces dernières années, la politique officielle envers le domaine agricole n'a jamais été aussi orientée en faveur de la grande agriculture, c'est-à-dire en faveur des

⁷⁰³ Ibidem, p. 8

grands chefs d'entreprises agricoles produisant principalement pour l'exportation et vers les oligopoles producteurs d'aliments. C'est alors que cette question se répète: sommes-nous sur le chemin d'une démocratie sans paysans ? Ou, en d'autres termes, la démocratie conquise par les organisations sociales et les partis politiques ne s'est-elle pas banalisée, vu qu'elle ne peut changer le modèle économique et social du pays, ce modèle étant défini par les *pouvoirs factiques* (organismes financiers multilatéraux, oligopoles, hautes sphères patronales et politiques) et la participation des citoyens et de leurs organisations se limitant à des aspects secondaires ou à des décisions purement locales.

Une seule réflexion de plus avant de finir ce chapitre : nous avons voulu effectuer l'analyse de la dimension politique des actions du FDC comme nous l'avons établi depuis la première partie de la thèse : nous n'utilisons pas le concept de « société civile » comme concept ordonnateur vues les insuffisances déjà indiquées autant par HAUBERT et DELHOME que par DAGNINO et OLVERA dans leurs travaux respectifs : un pouvoir heuristique et explicatif réduit. A sa place nous parlons d'une organisation sociale concrète, en rapport avec d'autres organisations sociales très concrètes aussi. Nous ne considérons pas que celles-ci, puisqu'elles font partie de la « société civile » sont, par définition, démocratiques et autonomes, parce qu'à tout moment nous montrons les limitations du FDC quant à la démocratie et à l'autonomie et dans le chapitre suivant nous analyserons d'ailleurs les aspects de domination qui s'y produisent. Nous ne considérons pas non plus que les organisations sociales se trouvent dans un limbe de perfection, isolées du système politique qui serait l'incarnation du mal. Ce que nous avons voulu montrer, c'est comment le FDC non seulement maintient une relation constante avec le système politique et cherche à en influencer les décisions, mais encore va jusqu'à inciter et soutenir ses membres dans la recherche d'un poste public, devenant eux-mêmes partie prenante du système politique, même si à l'intérieur de ce dernier ils essaient d'être différents. De là, la nécessité de montrer comment, dans la pratique quotidienne,

les organisations de la société, comme le FDC et l'Etat, s'interpénètrent et s'instrumentalisent mutuellement.⁷⁰⁴

⁷⁰⁴ Ídem.

CHAPITRE 12: LES RELATIONS INTERNES: *OLIGARCHIE, MACHOARCHIE. (PHALOCRATIE).*

Outre les impacts éventuels de l'action du FDC, tant au niveau économique et social qu'au niveau politique, il est important d'analyser comment se tisse la trame des relations internes entre les divers sous-groupes ou catégories du Front lui-même, par quels accords explicites et implicites et comment celles-ci les affectent-elles. Nous y consacrerons le présent chapitre, qui traite les relations internes selon trois perspectives : base-cadres, paysan-conseillers et participation des femmes dans le Front Démocratique Paysan.

1) La loi d'airain et la loi de soie de l'oligarchie

A. Evolution de l'organisation et de la direction du FDC.

Nous avons recours au concept le plus connu de Robert Michels comme titre et point de départ de ce paragraphe sur les relations des cadres paysans-conseillers, nous expliquerons pourquoi par la suite. Nous partons du fait que le FDC expérimente une évolution organisationnelle que nous pouvons décrire de la manière suivante :

1. *Phase charismatique-mouvementiste*: 1985-1988 : il s'agit d'un mouvement annuel, non d'une organisation constituée formellement. Il n'y a pas de structures permanentes, sauf celle des organisations particulières qui le conforment : UPCALA, Alliance Paysanne du Nord-Ouest. Les paysans répondent à l'appel d'un triumvirat de leaders charismatiques. Ils se dispersent lorsque le mouvement se termine.
2. *Phase de construction organisatrice*: 1988-1993. Le Mouvement Démocratique Paysan est devenu le Front Démocratique Paysan et les structures de base du FDC commencent à se construire: organisation municipale, conseil paysan. La direction est partagée, d'abord, entre les trois chefs charismatiques fondateurs et la *commission de suivi* qui se

transformera ensuite en équipe conseillère. Les assemblées mensuelles sont instituées et un groupe dirigeant paysan commence à se former.

3. *Phase de consolidation organisatrice*: 1993-1997: Les statuts du FDC sont élaborés et approuvés, le Congrès de l'Etat institué comme autorité maximale et instance d'élection des dirigeants et une nouvelle structure organisatrice créée: Commission Exécutive, Commission Permanente, Conseil Paysan, Comités Municipaux, Comités de Communauté, Équipe Conseillère. Le nombre de communautés et de *municipios* qui s'incorporent au FDC va croissant. La direction est exercée principalement par le coordinateur de la commission exécutive, accompagné de l'équipe conseillère.
4. *Phase de formalisation et organisation économique-productive* : 1997-2001. Durant cette phase, l'organisation économique-productive du FDC acquiert une grande importance. Son registre est promu afin qu'il soit bénéficiaire de projets formels du gouvernement fédéral et de l'Union Européenne. La direction paysanne acquiert une grande force en diminuant ou même faisant disparaître pendant un certain temps l'équipe conseillère et en transformant ses membres en « techniciens ».
5. *Phase de coexistence technico-mobilisatrice* : 2001-2005 : le FDC ne croît déjà plus quantitativement. Les projets de la coopérative d'épargne et de crédit et de quelques entreprises de commercialisation se consolident, de manière relativement indépendante de la direction du Front. L'équipe conseillère qui combine maintenant les deux aspects renaît : conseil technico-économique productif d'un côté et conseil politico-mobilisateur de l'autre.

Ceci nous révèle que, au fur et à mesure que le FDC change quant à sa base sociale, ses formes et instances de participation et sa façon d'établir des relations avec l'Etat, il change aussi quant à ses modalités de direction et ses mécanismes de représentation et à quelques aspects de la relation base-cadres

paysan-conseillers. De la complexité minimale d'un mouvement annuel avec une organisation mouvementiste-conjoncturel, il passe à une organisation complexe de plusieurs niveaux : communautaire, municipal, étatique et dans différentes sphères : sociopolitique et économique-productive. C'est-à-dire que le FDC s'étend et devient plus complexe et que dans cette mesure ses appareils de direction exigent davantage de temps, davantage de spécialisation et davantage de maîtrise technique, c'est-à-dire, davantage de bureaucratisation.

B. La différenciation des pratiques et de leurs sens.

En même temps que cette évolution dans les formes organisatrices et de direction se différencient les pratiques de chaque catégorie du FDC. Ces pratiques peuvent se caractériser avec le tableau suivant :

Acteur	Pratiques principales	Sens des pratiques	Bénéfices qu'il reçoit
Bases paysannes.	Présentent des problèmes. Actions de pression au niveau communautaire et communal. Vont à des mobilisations générales. Prennent part à des réunions	Amélioration de leurs conditions de vie, défense de leur patrimoine face à l'expropriation. Obtention d'appuis immédiats du gouvernement.	Meilleurs prix pour leurs produits, crédits, subventions du gouvernement, défense de leur patrimoine, terres.
Leaders paysans municipaux.	Ils convoquent à des réunions et à des mobilisations municipales. visitent des communautés. Transmettent l'information et convocations générales. Ils	Service à sa communauté et à sa municipalité. Reconnaissance des autorités municipales et de la direction étatique du FDC.	Reconnaissance au niveau municipal et de l'Etat. Pouvoir de négociation. Accès aux mêmes bénéfices matériels que les bases, bien qu'avec un coût majeur, en raison du temps et

	représentent le FDC devant les autorités municipales. Ils soutiennent la direction étatique dans d'importantes décisions.	des ressources qu'ils investissent dans leur leadership. Obtiennent financement pour leurs projets personnels.
Leaders paysans de (commission exécutive).	Représentation générale du FDC. Convoquent et dirigent des mobilisations. Visitent et organisent des communautés et des communes. Portes-parole face aux médias. Relation avec d'autres organisations.	Construction d'une organisation forte pour obtenir pouvoir, reconnaissance, amélioration des conditions de vie, etc.
		Reconnaissance personnelle devant des autorités de l'Etat et municipales. Projection politique. Un salaire. Financement de leurs projets personnels. Voyages et relations internationales.
Conseillers	Ils partagent la majorité des pratiques des chefs paysans de l'Etat. ce sont des portes-parole plus spécialisés face à certains medias et pour quelques thèmes plus complexes. Etablissent et maintiennent les relations avec la coopération internationale. Elaborent les projets de financement.	Construire une organisation forte qui améliore la vie des paysans et contribue au changement social et politique.
		Reconnaissance à divers niveaux. Un salaire. Projection politique. Possibilité de voyages et relations internationales.

De ce tableau nous pouvons extraire quelques conclusions :

Le FDC comme organisation et comme mouvement présente une différenciation interne très claire : quant aux pratiques des acteurs qui le composent, quant aux bénéfices qu'ils obtiennent et quant au sens qui est donné à ses actions. Reprenons cet aspect du « sens ». Selon Berger et Luckman, l'action est guidée par une perspective déterminée vers un bien préconçu et le sens apparaît comme « *l'action consciente d'un individu pour résoudre un problème dans son environnement naturel et social... Cependant, puisque la majorité des problèmes auxquels fait face l'individu affleurent en même temps dans les vies d'autres personnes, les solutions à ces problèmes ne sont pas seulement subjectivement mais aussi inter-subjectivement significatives. Les problèmes surgissent aussi de l'action sociale interactive, de telle sorte que les solutions doivent être trouvées aussi en commun* »⁷⁰⁵

En accord avec le contexte social dans lequel ils se meuvent, les sens subjectifs que divers acteurs assignent à l'action collective dans le FDC deviennent alors intersubjectifs. C'est-à-dire que divers groupes se forment selon leur façon de coïncider sur le type de problèmes que doit résoudre l'action du Front. Ainsi, nous trouvons ces divers sens, très liés chacun d'eux à un sous-groupe spécifique à l'intérieur du FDC :

- Sens revendicatif : La satisfaction de demandes immédiates, liées à la production agricole. Il est partagé par les paysans qui ont le moins de temps de militantisme au FDC et qui sont moins participatifs.
- Sens défensif : La construction d'un groupe, d'une organisation sociale forte, qui veille sur les intérêts des paysans et peut obtenir des concessions du gouvernement. Il est partagé par les paysans ayant une longue expérience au FDC, les leaders de communautés et quelques leaders communaux.

⁷⁰⁵ BERGER Peter L. y LUCMANN Thomas: *Modernidad, pluralismo y crisis de sentido. ¿Qué necesidades básicas de orientación humana deben ser satisfechas?* Dans la revue Estudios Públicos, Santiago de Chile, no. 63, hiver 1996, pp.4-7.

- Sens sociopolitique : La construction de la base sociale d'un grand mouvement de démocratisation politique, économique et sociale de la société mexicaine. Ce sont surtout les conseillers et quelques dirigeants du Congrès de l'Etat du Chihuahua qui assignent ce sens au FDC.
- Sens éthique : La mise à jour de la lutte permanente *pour la dignité des paysans*, qui ne s'identifie pas avec tel ou tel projet social et politique mais exige de façon permanente et systématique que les paysannes et les paysans soient traités avec dignité et qu'ils vivent ainsi, comme sujets de leurs processus. Ce sens, amplement partagé au début par les trois fondateurs du FDC, surtout le Père Camilo, l'a été également par la suite par quelques conseillers et leaders paysans.

Qu'est-ce qui permet que se forme une unité au milieu de cette différenciation ? Le fait qu'on parte toujours des besoins ou des demandes émanant des bases. Ceci, qui paraît très évident, est toutefois très important si l'on tient compte du fait que, pendant toute la phase corporatiste dans la campagne mexicaine, les demandes des bases n'étaient prises en considération que d'une manière très générale et les luttes ou les mouvements ne se structuraient pas autour d'elles. Au FDC comme dans les nouvelles organisations paysannes qui apparaissent avec l'épuisement du néo-libéralisme, le principe de base de l'action organisatrice et mobilisatrice est précisément de construire le mouvement et l'organisation à partir des demandes immédiates venant des bases. L'attention à leur demande concrète permet que les paysans et les paysannes se sentent écoutés, pris en considération et aient confiance en leur organisation. Ceci permet aux leaders et aux conseillers de se légitimer face aux bases et d'utiliser leur demande concrète comme une plate-forme pour la recherche d'objectifs plus vastes : la formation d'une organisation sociopolitique forte, qui change la corrélation de forces avec l'Etat pour obtenir un changement social dans le sens d'une plus grande justice et dignité. Formulé en termes plus contemporains, la demande posée par les bases devient ainsi *l'interphase*, point d'union base-leaders paysans-conseillers. C'est le point de départ et la cimentation d'un *pacte*

implicite entre les divers acteurs du mouvement et de l'organisation. Dans ce pacte implicite chaque type d'acteurs donne et reçoit quelque chose :

- Les bases paysannes prennent part aux actions et aux luttes pourvu qu'elles obtiennent des réponses à leurs nécessités communautaires ou individuelles. En échange, elles permettent que les leaders s'autonomisent: et parlent en leur nom, utilisent le pouvoir et le prestige de l'organisation pour négocier, prennent part aux coalitions, forums, etc.
- Les leaders municipaux prennent part aux actions et aux luttes pourvu que leurs électeurs voient leurs demandes prises en compte. Ils donnent une grande partie de leur temps et de leurs ressources. En échange, ils reçoivent la représentation municipale du FDC et le pouvoir de négociation que cela signifie et reçoivent un financement pour certains de leurs projets productifs.
- Les leaders paysans étatiques sont ceux qui articulent, présentent et mènent les actions pour répondre aux demandes des bases ; ils reçoivent un salaire mais de toute façon donnent énormément de leur temps à l'organisation ; dans certaines luttes, ils risquent la répression plus que les autres et doivent même négliger leur exploitation agricole. En échange de cela ils reçoivent la confiance des bases, l'opportunité de les représenter et de prendre d'importantes décisions sans avoir besoin de les consulter ; ils sont mis en avant politiquement et arrivent à recevoir des ressources pour leurs projets productifs personnels.
- Les conseillers, tout comme les leaders de l'Etat, bien qu'ils reçoivent un salaire depuis le milieu des quatre-vingt-dix, donnent beaucoup de leur temps à l'organisation, risquent d'être réprimés, aident à fonder et à articuler les demandes des bases. En échange, ils reçoivent la confiance des bases, la possibilité de les représenter et de se mettre en avant politiquement.

A partir des demandes concrètes des paysans se produit la convergence de sens ou de buts qui sont assignés à l'action collective dans le FDC, celle-ci pouvant soudain devenir le *dénominateur commun maximum*, c'est-à-dire le plus haut point de coïncidence. Mais en certaines occasions les bases, les leaders et les conseillers commencent à diverger. L'une d'elles concerne le soutien à un parti politique ou à un autre, ou l'alliance avec quelques groupes, par exemple : au début du FDC, il paraissait aux paysans que les membres du *Barzón* étaient de riches tricheurs ne voulant pas payer les banques et qu'il n'y avait aucun motif de les soutenir, tandis que les conseillers pensaient qu'il était nécessaire de créer une grande coalition pour tous ceux que la crise économique de 1994-1995 affectait.

Toutefois, lorsque cette convergence, cet accord ou pacte implicite entre les paysans et leurs leaders se présente effectivement, apparaît d'une part ce que Robert Michels considère la loi d'airain de l'oligarchie, et de l'autre, celle que nous superposons et appelons la loi de soie de l'oligarchie. Nous allons l'expliquer :

“Dans son œuvre Les partis politiques, [Robert Michels] formule la loi de l'oligarchie, par laquelle il affirme que "autant dans l'autocratie que dans la démocratie, gouvernera toujours une minorité". Tout groupe social commence par un leader guidé au début par la masse. Plus tard, cependant, l'élite cherchera à se perpétuer comme telle à n'importe quel prix. La " Loi d'airain de l'oligarchie" se base sur trois arguments:

- En premier lieu, plus les organisations grandissent, plus elles se bureaucratisent car, d'une part elles se spécialisent et d'une autre, elles doivent prendre des décisions toujours plus complexes et plus rapidement. Les individus qui savent comment traiter les thèmes complexes qu'affronte l'organisation deviennent indispensables et vont former l'élite.

- En deuxième lieu, se développe une dichotomie entre efficacité et démocratie interne, de sorte que, pour que l'organisation soit efficiente, elle a besoin d'un leadership fort, au détriment d'une démocratie interne moindre.

- En troisième lieu, la psychologie des masses elle-même nous indique que le leadership est désirable car les masses sont apathiques et attendent qu'on leur résolve les problèmes; elles ont de la reconnaissance pour le leader et tendent

au culte de la personnalité. Leur unique fonction serait donc de choisir de temps en temps leurs leaders."⁷⁰⁶

Il est très clair que le processus de bureaucratisation du FDC se produit dans la mesure où il cesse d'être un mouvement annuel et commence à être une organisation formée, avec ses instances et ses appareils de direction. Cette bureaucratisation du charisme, comme dirait Weber, deviendra encore plus grande lorsque le FDC devra être enregistré comme Association Civile en 1993 et devra alors remplir une série de conditions formelles pour recevoir l'appui de l'Union Européenne en 1999 et du gouvernement fédéral lui-même en 2001. Ceci fait qu'autant les paysans, totalement occupés par leurs tâches productives, que les trois chefs charismatiques fondateurs du FDC, abandonnent le poids de l'organisation à ceux qui disposent d'un certain temps pour séjourner dans la capitale de l'Etat, et qui, en outre, disposent des habiletés, de la préparation et de l'information pour mener à bien les nouvelles tâches qui se présentent au FDC : élaborer des projets pour la coopération internationale, rédiger des bulletins de presse, s'occuper des medias, élaborer des pétitions, négocier avec le gouvernement et mener à bien le processus de construction organisatrice. Ceux qui réunissaient toutes ces caractéristiques étaient les conseillers et c'est donc avec eux que se forme la première bureaucratie du FDC. Par la suite, le coordinateur de l'Etat s'incorpora à cette bureaucratie à partir du premier congrès et bien après le début des années 2000, le reste de la commission exécutive.

Ceci donne au groupe qui restait dans la ville de Chihuahua un poids symbolique énorme, un pouvoir de décision, de représentation et de négociation : il s'agit du coordinateur d'Etat et de l'équipe conseillère. Même s'ils essayaient de transmettre les décisions les plus importantes aux bases, et de convoquer au moins les leaders communaux, comme il le faisait avant de nommer la première commission exécutive, la pratique quotidienne obligeait les membres de ce petit groupe à prendre beaucoup de décisions et la plupart du temps à servir de

⁷⁰⁶ RUIZ MONDRAGON Ariel: *Michels Robert : los partidos políticos (síntesis)* (En ligne) (Ref. 24 septembre 2009) Disponible sur : <http://www.inep.org/content/view/231/55/>

représentants des paysans. Ceci s'accroît d'ailleurs au moment où le FDC a un producteur agricole comme coordinateur de l'Etat à partir de 1993, puisque celui-ci n'est pas obligé de justifier ses décisions, au contraire de l'équipe conseillère, en appelant quelques représentants paysans au moment de les prendre. Il commença d'ailleurs à les prendre avec la ferme conscience d'être un paysan et d'avoir été choisi pour cette raison.

Dans le paragraphe suivant nous allons voir comment la minorité utilise le pouvoir produit par la majorité. Nous voulons maintenant insister sur le fait que tout ce processus de concentration de décisions, de pouvoir et de prestige se caractérise, effectivement, par ce que Michels appelle la *Loi d'Airain de l'Oligarchie*. Toutefois, il faut ici ajouter quelque chose :

Dans le cas du FDC, le processus de concentration de décisions, de représentation et de pouvoir a été non seulement toléré, mais accepté de bon gré par les bases paysannes. La majorité d'entre elles étant entièrement consacrées à leur travail productif, très loin de la ville de Chihuahua et, du moins dans l'immédiat, sans la qualification suffisante pour entreprendre des tâches aussi spécialisées qu'élaborer des projets ou des propositions en présence des médias ou, pire encore, que mener un processus de négociation compliqué avec une institution officielle ; ces bases préféraient décharger ce poids sur les conseillers du FDC et par la suite sur le coordinateur de l'Etat.

Ces bases ne voyaient pas cela comme un « mal mineur », mais plutôt comme un avantage. Elles sentaient une satisfaction énorme quand le conseiller ou le coordinateur de l'Etat gagnait la discussion avec un fonctionnaire public ou lorsque, s'il n'y avait pas de négociation, on menaçait d'une mobilisation. Elles ne perdaient pour rien au monde les interventions des conseillers ou du coordinateur à la radio locale. Tout cela les faisait même se sentir fières de leur appartenance au FDC et renforçait leur identité collective. Plusieurs fois elles ont affirmé : « *Nous avons des leaders dont la CNC voudrait bien* ».

Tout ce qui précède donne raison à Henri Mendras puisque ce groupe de conseillers puis aussi de membres de la commission exécutive, surtout les coordinateurs, représente ce qu'il appelle des « médiateurs », assurant les relations de la société paysanne avec la société globale.⁷⁰⁷ Mendras confère cette qualité à tout un groupe de « notables », comme le sont les autorités locales, les chefs de clan, les grands propriétaires, les ministres du culte, les maîtres d'école etc. Les caractéristiques principales de cette fonction de médiation, comme les reprend Haubert, sont les suivantes :

- *Les médiateurs ont des relations pluridimensionnelles avec les paysans : économiques, sociopolitiques et culturelles.*
- *Comme ces relations sont de caractère personnel, elles sont difficiles à briser et c'est pourquoi les médiateurs exercent une espèce de monopole ou au moins d'« oligopole » sur les relations extérieures de la société paysanne.*
- *Pour que cette « médiation » soit effective les médiateurs doivent tisser des alliances à la fois avec la société locale et avec la société globale et être légitimés dans leur rôle autant par les paysans que par les acteurs dominants. Ils rempliront ainsi la fonction d'intermédiaires de la domination en même temps que d'intermédiaires de la protection sollicitée par les paysans.*⁷⁰⁸

En effet, grâce au fait que les assesseurs et coordinateurs tissent tout un réseau de relations personnelles, grâce au travail d'organisation et de luttes, ils gagnent la confiance des paysans pour les représenter, offrir leur « médiation » dans leurs relations avec la société extérieure et surtout dans ce cas avec l'appareil de l'Etat et les institutions de gouvernement en rapport avec la campagne.

⁷⁰⁷ MENDRAS Henri (1970-1995), cité par HAUBERT Maxime en HAUBERT Maxime (directeur): *L'avenir des paysans. Les mutations des agriculteurs familiales dans les pays du Sud*. Tiers-Monde, IEDES, PUF, Paris, 1999, pp. 15-16

⁷⁰⁸ HAUBERT Maxime, op. cit. p. 16

Pour maintenir cette qualité de médiateurs, les assesseurs et les coordinateurs du FDC vont fonctionner d'une certaine manière comme intermédiaires de la domination en ce sens : ce sont eux qui font connaître aux paysans les politiques, les décisions, les propositions du gouvernement, y compris en essayant de leur expliquer la logique que le gouvernement donne à ces décisions, ce sont eux aussi qui négocient au nom des paysans. Pour cela il leur faut un bon degré de légitimité face aux fonctionnaires publics. Dans le cas du FDC cette légitimité est obtenue premièrement par l'action de plusieurs facteurs : les « médiateurs » sont effectivement reconnus par les bases et tiennent leur parole quand ils accordent quelque chose avec le gouvernement. Deuxièmement, parce que les « médiateurs » - et ceci est tout à fait reconnu par les fonctionnaires publics qui ont eu une relation avec le FDC- ne demandent jamais quelque chose pour eux-mêmes, ne négocient jamais pour leur bénéfice personnel, même quand il leur revient des bénéfices en tant que producteurs, ils ne réclament rien de spécial. En troisième lieu, parce que, en général, les demandes que présentent les paysans sont justes, bien fondées et s'exposent aux fonctionnaires de manière respectueuse bien que ferme.

Mais les « médiateurs », c'est-à-dire, les consultants et coordinateurs doivent aussi être légitimés constamment par les paysans eux-mêmes. L'expérience du FDC sur ce point nous indique que dans les relations dirigeants-bases il y a un fort substrat de *confiance*. Ceci distingue le FDC d'autres organisations, surtout celles qui sont proches du gouvernement : les bases ne se préoccupent pas de savoir si la bureaucratie de l'organisation concentre un pouvoir politique et symbolique parce qu'elles sont sûres que leurs intérêts vont être bien canalisés et représentés. Peut-être le prix qu'il faut payer pour cette représentation adéquate est-il de trop déléguer aux dirigeants de l'organisation. Cependant, la pratique systématique et permanente du FDC d'écouter les bases, de construire les luttes en s'en tenant à leur demandes et de ne pas conclure une importante négociation sans les consulter auparavant est-il ce qui a construit cette culture

de confiance en la direction et non seulement de confiance, mais aussi de camaraderie et d'affection. Là se situe la légitimité de ces « médiateurs ».

C'est pourquoi, bien qu'au FDC la *loi d'airain de l'oligarchie* fonctionne comme elle est décrite, des relations de confiance, de considération et de camaraderie entre les bases et les chefs fonctionnent aussi, ce à quoi nous donnons le nom de *loi de soie de l'oligarchie*.

C. La plus-value du capital social y politique.

Le tableau suivant nous offre le meilleur point de départ pour l'analyse et la réflexion que nous ferons ci-dessous et qui décrit la trajectoire politique de la majorité des conseillers et coordinateurs de l'Etat une fois qu'ils ont commencé à prendre part au FDC :

NOM	PLACE DANS LE FDC	POSTES POLITIQUES OU CANDIDATURES	COMMENTAIRES
Père Camilo Daniel	Fondateur-conseiller		Légalement il ne peut pas être élu à un poste d'élection populaire. Il a été Secrétaire Exécutif de la Commission Pastorale Sociale de l'Episcopat mexicain 1999-2001.
Professeur Antonio Becerra G.	Fondateur-conseiller	Député au Congrès de l'Etat du PRD 1989-1992. Président du PRD de l'Etat	
Humberto Ramos Molina	Fondateur-conseiller	Candidat au poste de député fédéral du FDN en 1988, du PAN en 1997. Député local du PAN en 1998.	
Luis Aguilar Salazar	Fondateur-conseiller	Candidat au poste de député fédéral du PRD en 1991. Député local du PAN PRD en 1992-1995.	Mourut dans un accident avant d'avoir terminé son mandat.

Victor Quintana S.	Conseiller	Député fédéral pour le PRD en 1994 ; pré-candidat à gouverneur de l'Etat en 1998. Fonctionnaire du Gouvernement du Secteur Fédéral en 1998-2000. Candidat au poste de député local de PAN-PRD-CONVERGENCIA en 2004.	Gagna la députation locale en 2004, mais, contesté par le PRI, son triomphe ne fut pas reconnu. Il a été à nouveau député du PRD en 2007.
Rafael Corral	Coordinateur d'Etat du FDC 1993-1995	Candidat au poste de député fédéral du PAN en 1995. Fonctionnaire du gouvernement de l'Etat en 1996-1998.	
Martín Solís B.	Coordinateur d'Etat du FDC 1995-1997.	Candidat au poste de député fédéral du PRD en 2000.	
Miguel Angel Colunga	Conseiller	Secrétaire du <i>municipio</i> de Santa Isabel en 1992-1995 et 2004-2007.	
Ignacio Galicia De Luna	Conseiller	Candidat au poste de député fédéral du PAN en 2001, fonctionnaire du <i>municipio</i> de Santa Isabel en 2001-2004 et du <i>municipio</i> de Chihuahua en 2004-2007.	
Mario Vázquez	Coordinateur d'Etat du FDC 1997-1999.	Trésorier municipal de Santa Isabel en 1992-1995. Candidat au poste de maire de Santa Isabel du Partit Vert, en 1995. Maire de Santa Isabel en 2001-2004. Candidat au poste de député du PAN-PRD-CONV en 2004. Fonctionnaire du Secrétariat d'Agriculture (Fédéral) à partir de 2005.	
Dagoberto González	Coordinateur d'Etat du FDC 1999-2001.	Député local du PRD en 1995-1998. Candidat au poste de maire de Guerrero en 2001.	
Pedro Torres Ochoa	Coordinateur d'Etat du FDC 2001-2003	Candidat suppléant à député fédéral du	

		PRD en 1994. Membre du conseil municipal provisoire de Bachíniva en 1992-1993. Candidat au poste de maire de Bachíniva du PAN-PRD-CONV. en 2004.	
José Granillo	Secrétaire de la Commission Exécutive du FDC 2001-2003.	Fonctionnaire local du Secrétariat à l'Agriculture (Fédéral) 2003-2009	
Daniel Delgado Ch.	Coordinateur d'Etat du FDC 2003-2005	Député local suppléant du PRD en 1995-1998. Membre du conseil municipal Namiquipa en 1998-2001.	
Gabino Gómez E.	Conseiller	Candidat au poste de député fédéral du PRD en 2001. Membre du conseil municipal de la ville de Chihuahua en 2001-2004.	

Les conclusions tombent presque de leur propre poids : prendre part comme dirigeant ou conseiller du FDC fournit un capital social, compris dans le sens de Bourdieu : l'accès à une série de biens que fournit le fait d'avoir un réseau de relations sociales. Le FDC, en ce sens, donne accès à toute une série de relations avec des fonctionnaires publics, des législateurs, d'autres organisations locales, nationales et internationales. A part cela, il y a d'autres biens auxquels on accède en étant dirigeant du FDC : prestige, attention des dépendances publiques, visibilité, présence dans les médias, formation à certaines compétences : parler en public, négocier avec des fonctionnaires, s'adresser aux médias, etc. En outre, il faut tenir compte de la dotation de relations sociales préalables que les dirigeants du FDC apportent, par exemple, de par leur militantisme de parti, leur appartenance à la hiérarchie ecclésiastique, leur participation dans le monde académique, etc. De plus, comme nous le disions dans le paragraphe précédent, il est nécessaire aussi de disposer de la légitimité que ces dirigeants « médiateurs » obtiennent face aux autorités elles-mêmes

pour leur honnêteté, la solidité de leurs propositions, le traitement humain qu'ils ont avec eux, etc. Tout ceci vient représenter un capital social et symbolique qui, à un moment donné, peut s'échanger contre un capital politique, celui-ci étant compris comme les relations qui donnent accès à des postes publics ou à un bon degré de pouvoir dans les relations avec le gouvernement. Ceci est possible car les partis politiques, surtout ceux d'opposition, ont besoin de gens possédant le capital social et symbolique et les compétences dont disposent des dirigeants d'organisations sociales reconnues comme le FDC, parce qu'avec eux ils peuvent mieux réussir dans la compétition électorale.

Or, pourquoi utilisons-nous le concept marxiste de *plus-value* ? Parce qu'il nous paraît une bonne métaphore pour comprendre ce qui arrive dans la relation bases-dirigeants du FDC, en comprenant par dirigeants autant les leaders paysans que les conseillers. Le FDC par son action et ses mobilisations produit une force politique, c'est-à-dire, un pouvoir et un prestige qui servent son objectif fondamental : faire pression pour améliorer les conditions de vie des paysans. La majorité des affiliés au FDC s'en contente. Cependant, comme ce n'est pas un capital matériel, il a deux caractéristiques : il ne s'épuise pas et il est presque illimité. Pour autant, il sert beaucoup plus qu'à faire pression. Il possède un *surplus* que produisent la mobilisation et l'action organisée et qui sert en outre à donner pouvoir, visibilité et présence publique à ceux qui s'affichent comme dirigeants du FDC. Et ceux-ci en profitent car la majorité des conseillers et des membres de la commission exécutive de l'Etat a pu accéder à des postes publics ou, du moins, à des candidatures. Mais en outre, le fait qu'un dirigeant s'approprie de cette plus-value politique générée par le collectif ne la tarit pas et n'empêche pas un autre dirigeant de s'en emparer également. Ainsi, à plusieurs reprises des candidats du FDC, représentants de partis différents, furent candidats aux mêmes postes ou aux mêmes élections. Le capital social et politique produit par le FDC est tel que, comme le dit le slogan populaire, « il y en a pour tous ».

Ce qui est très clair est que ceux qui accèdent à ces postes élevés ou à ces candidatures ne sont pas les paysans de base, ni même la majorité des dirigeants municipaux, mais seulement les conseillers et les coordinateurs de l'Etat. Bien que ce ne soit pas mal vu par les bases qui voient même d'un bon œil que leurs représentants obtiennent un poste public, il n'en reste pas moins que c'est l'un des aspects élitistes et de concentration du pouvoir dont parle la *loi d'airain de l'oligarchie*. Pour en revenir à Mendras et à Haubert, le fait que les conseillers ou les dirigeants paysans arrivent à ces postes les transforme encore plus en « médiateurs » qui peuvent potentiellement obtenir de meilleures négociations et davantage de ressources pour les bases, tout en jouissant d'une légitimité supérieure face à la classe dominante en raison de leur charge. Ce fait nous révèle non seulement ce que nous avons déjà exposé sur les relations des dirigeants à l'intérieur du FDC, mais également les éléments de réflexion suivants :

Pouvoir accéder à un poste public peut représenter un attrait pour le militantisme de certains à la direction du FDC, ce qui peut ôter de la force à l'organisation et la décentrer de ses objectifs de base. Quelques acteurs externes indiquent que le Front est seulement une « plate-forme pour accéder aux postes publics de ses leaders ».

Les organisations rurales qui n'appartiennent pas au PRI, dans le Chihuahua et dans d'autres Etats de la République, ont offert aux partis d'opposition, surtout au PRD et au PT au niveau national et au PRD et au PAN au niveau de l'Etat, des cadres formés avec prestige et capacité d'action, un fait qui a contribué à renforcer le processus d'alternance aux deux niveaux du pouvoir.

Non seulement cela : dans le cas de Chihuahua, à l'arrivée du PAN à la Présidence de la République, les cadres de ce parti formés comme dirigeants du FDC lui ont fourni des fonctionnaires publics du secteur agricole connaissant le

milieu et les relations avec les organisations paysannes, ce dont a profité le gouvernement du PAN, d'extraction plutôt urbaine.

Pour tout ce qui précède, nous en revenons à une des approches finales du chapitre précédent sur la démocratisation et la constitution de contre-pouvoirs, tout-à-fait dans le sens de ce qui est exposé par HAUBERT et DELHOUME ainsi que par DAGNINO OLVERA et PANFICHI, depuis le chapitre 2 de cette thèse : il n'est pas vrai qu'il existe une division catégorique entre société civile et société politique dans nos pays. Il n'est pas vrai que celle-là soit la *bonne* et celle-ci la *mauvaise*. L'expérience d'organisations paysannes comme le FDC nous révèle qu'il y a une véritable rotation d'élites entre la société civile et la société politique au Mexique et que la première essaye à tout moment d'intervenir dans la seconde, de même que la société politique cherche à se servir des cadres de la société civile pour se légitimer et renforcer la gouvernabilité. C'est là que le concept de *trajectoires* de DAGNINO, OLVERA et PANFICHI s'avère très utile pour analyser le transit continu des acteurs de la société civile à la société politique et vice versa.⁷⁰⁹

2) La division sexuelle de l'action publique: la *machoarchie*.

Les femmes ont toujours pris part au FDC. Au démarrage de celui-ci, entre 1985 et 1998, elles faisaient office dans les mouvements d'arrière-garde logistique, chargées d'obtenir, de préparer et de distribuer les aliments. Elles restaient chez elles pour s'occuper des tâches de la ferme comme surveiller les animaux tandis que les hommes prenaient part à la mobilisation. Presqu'aucune d'elles ne participait aux luttes en rapport avec le processus productif, malgré leur rôle important dans l'unité familiale, considérée aussi comme une unité productive. La grande exception parmi ces femmes de la base était Bertha González, dirigeante du *municipio* de Bocoyna. Dès le début, elle fut leader du Forum de Sisoguichi et

⁷⁰⁹ DAGNINO, OLVERA et PANFICHI, op. cit. pp. 17-18

elle resta longtemps à la commission exécutive du FDC. La raison en est que Bertha était la seule femme non indienne à participer dans cette municipalité et que depuis longtemps elle avait élaboré un leadership chez les indiens, sans doute questionnable quant au respect de leurs us et coutumes. Cependant, en fin de comptes, Bertha était reconnue, du moins jusqu'à 2003, comme la dirigeante indiscutable de cette municipalité.

Un autre cas à considérer est celui de Mère Lolita Galiciens, une religieuse dont on a déjà parlé, excellente administratrice pendant les manifestations permanentes, très efficace pour obtenir des ressources économiques et matérielles afin de nourrir les gens dans ces installations et dans les campements. En outre, elle dirigea les femmes d'Anáhuac pour occuper les hangars et éviter ainsi que les hommes soient réprimés, lorsque la police de l'Etat encercla les entrepôts du village. Lolita s'est ensuite éloignée du travail quotidien du FDC et s'est consacrée à organiser la coopérative de consommation le Fermier Solidaire, devenue le supermarché le plus important d'Anáhuac et elle combine d'une manière très efficace la bonne gestion commerciale avec la conduite idéologico-formatrice en ce qui concerne la lutte et la solidarité avec les mouvements sociaux.

Le travail quotidien au FDC n'était pas, et n'est pas encore un espace où la femme soit reconnue et trouve toutes les occasions de progresser. Nous avons déjà dit comment, lors de la création de l'équipe de suivi ou équipe conseillère, en 1988, Elba Gómez et Graciela Ramos s'y intégrèrent, rejointes ensuite par Isabel Encerrado. Elles organisèrent la Première Rencontre de Femmes Paysannes cette même année et cherchèrent à promouvoir la participation de la femme au Front. Toutefois, elles se heurtèrent peu à peu à l'indifférence et au manque d'appui de la direction et du reste des conseillers et à l'été 1989 toutes deux avaient déjà abandonné leur travail de conseillères.

Ainsi, pendant de nombreuses années, l'apport de la femme au FDC n'a pas été reconnu, il a même même été saboté. La division sexuelle du travail à l'intérieur

de l'unité familiale paysanne paraît se reproduire lors de l'action collective au-delà de cette unité : l'homme est celui qui conduit le processus productif et prend les décisions de base sur ce dernier, reléguant la femme au rôle d'auxiliaire, peut-être très important dans ce processus, mais sans voix ni capacité de décision. D'autre part, la femme est le représentant de la reproduction domestique, dans le sens de reproduction biologique : avoir des enfants, préparer les repas, s'occuper des malades, surveiller les animaux de basse-cour et administrer le budget domestique : acheter la nourriture, les vêtements, les médicaments, etc.

Selon cette division du travail, donc, ce sont les hommes qui conduisent les grandes mobilisations, ce sont eux qui en sont la base principale, qui négocient avec les diverses instances de gouvernement : l'action publique leur revient. Les femmes soutiennent seulement et font entendre en peu d'occasions leur voix au niveau public.

Mais, peu à peu les femmes du FDC prendront leur revanche. De nouveau, selon la division sexuelle du travail, il leur revient de gérer non les grandes quantités d'argent du financement et du paiement de la production, mais celles du budget quotidien familial. A partir de là, les femmes sont celles qui commencent à édifier la Coopérative d'Épargne et de Crédit. Elles seront les premières épargnantes, et les premières caissières. Quand on aura besoin de promoteurs pour s'occuper de différents groupes d'épargne d'un *municipio* ou d'une région, les femmes seront de nouveau présentes au même niveau que les hommes. Elles prennent part à la construction de la coopérative, vont à des réunions nationales; elles font partie des conseils d'administration et de surveillance, dans la même proportion que les hommes. Voyons cette simple comparaison:

Au FDC, Bertha González pour le *municipio* de Bocoyna, Antonieta Rodriguez, pour le *municipio* de Buenaventura et, temporairement Aurelia Quintana, pour le *municipio* de Matachí ont seules pris part à la coordination communale.

L'équivalent pour la coopérative d'épargne et de crédit est représenté par les promoteurs et les promotrices : là, les femmes abondent : Meche, de La Laguna, Lolín Apodaca, de Lázaro Cárdenas, Isidra, de Namiquipa, Gloria Garay, de Cuauhtémoc, Myriam, de Temósachi, Aurelia elle-même, de Matachí, etc. A la différence près que les promotrices de la coopérative ont un travail plus intense (bien que rémunéré) que les coordinateurs municipaux du FDC : visiter des groupes, en former de nouveaux, rassembler l'épargne, prendre part aux réunions de coordination, etc. D'autre part, au FDC, le coordinateur de l'Etat n'a jamais été une femme, mais par contre, à la coopérative d'épargne et de crédit, deux femmes ont déjà été présidentes du Conseil d'administration.

Il peut y avoir deux clefs derrière cette autonomisation (*empowerment*) des femmes dans cette coopérative en comparaison avec les instances sociopolitiques du FDC : La première clef est que les femmes reçoivent dans la coopérative un salaire systématique pour leur travail, contrairement aux instances du FDC, où à l'exception des membres de la commission exécutive et des conseillers, personne d'autre ne reçoit de salaire. Le fait d'être rémunérées constitue une base très importante pour l'indépendance et le progrès de la femme : elles peuvent sortir de la localité où elles vivent sans avoir besoin de demander l'autorisation de leur mari puisque c'est grâce à un travail qui leur est payé : elles peuvent disposer d'une bonne quantité du temps de leurs tâches domestiques puisqu'elles participent au budget familial, etc. Elles ont aussi un meilleur accès à des sessions de formation et de qualification, elles voyagent à d'autres endroits de la République pour prendre part à des rencontres et des ateliers, ce qui vient promouvoir plus encore leur autonomie et leur développement personnel. La seconde clef est la suivante : l'expérience générale, non seulement au FDC, sinon partout, prouve que les femmes sont beaucoup plus efficaces dans les coopératives d'épargne et de crédit parce qu'elles économisent mieux et payent leur coopérative avec beaucoup plus de ponctualité et de loyauté.

En dépit de ce qui précède, depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, la participation des femmes dans les instances communautaires, communales, y compris de l'Etat, du FDC, a augmenté. Ceci est dû à plusieurs raisons : la première, est que la migration des hommes vers les Etats-Unis augmente et que par conséquent certaines femmes prennent la relève de leur conjoint dans les tâches productives et dans les tâches organisatrices. Ainsi, on remarque la présence de davantage de femmes dans les assemblées de communauté et de *municipio* et même dans les réunions de la commission permanente et dans les congrès de l'Etat. D'autre part, la majorité des cours qui sont organisés s'adressent précisément à elles. Il est nécessaire ici de préciser que l'organisation de ces cours est en grande partie induite par les organismes de coopération internationale qui financent le FDC, surtout par l'Organisation Canadienne pour le Développement et la Paix qui en arrive à poser comme condition pour continuer son financement que le Front s'occupe beaucoup plus de la formation des femmes et que les hommes s'instruisent quant à leur vision de l'identité sexuelle. (Ce dernier cours n'a été jamais été donné). Finalement, en 1999 le Secrétariat de la Femme est institué au sein de la commission exécutive du FDC (également après une certaine pression de Développement et Paix) et Bertha González est la première à occuper le poste. Avec l'appui de l'Équipe Peuple, elle reprend l'organisation des cours et les ateliers pour les femmes.

Même avec toutes ces difficultés internes, surtout l'opposition ouverte ou voilée des hommes ayant des postes de direction au FDC ou l'indifférence de la majorité des conseillers, les femmes du Front ont continué à conquérir des responsabilités. En mars 1992 par exemple, lorsqu'est réalisé un atelier de systématisation de l'expérience des femmes au FDC, celles-ci indiquent que la majorité d'affiliés au FDC qui à ce moment-là occupaient des postes aux conseils municipaux de la région, étaient des femmes. Quatre exemples : Consuelo Ortiz à Namiqipa, Guadalupe Fierro à Guerrero, Bertha González à Bocoyna et Antonieta Rodríguez à Buenaventura. Précisément ce sont elles et quelques

autres qui à l'intérieur de cet atelier se sont exprimées comme suit quand il leur a été demandé : *en quoi a changé ta vie le fait de participer au FDC ?*

Auto-estime : « *J'ai appris à avoir davantage de sécurité en moi même, à m'évaluer comme femme* ». « *J'ai appris à profiter de mes connaissances et habiletés* ». « *Je me suis rendue compte que nous, les femmes nous pouvons être quelqu'un* ». « *A être plus à l'aise devant les autres* ».

Nouvelles habiletés : « *J'ai appris à prendre part aux réunions* ». « *Je peux parler en public* ». « *Organiser les femmes de la Communauté* ». « *La comptabilité, élaborer des projets* ». « *Je peux maintenant conduire des assemblées* ». « *Je sais comme prendre part aux réunions* ». « *J'apprends à gérer des programmes et des appuis* ».

Nouvelles connaissances : « *Je connais mes droits comme femme* ». « *Distinguer les fonctions des divers niveaux de gouvernement* ». « *Je peux connaître les programmes de gouvernement* ». « *Je connais maintenant davantage de gens, davantage d'organisations* ».

Compétences pour travailler démocratiquement et au bénéfice de la Communauté : « *J'ai appris à voir les besoins des gens de la Communauté* ». « *Je sais ce que veut dire travailler avec pluralisme politique* ». « *J'apprends à respecter les idées de tous* ». « *J'ai appris que toutes nous devons décider, pas seulement les autorités* ».

Développement d'attitudes : « *Traiter bien les gens, sans distingo* ». « *Je suis plus consciente de l'importance de travailler unies et organisées* ». « *J'ai appris à me battre pour une vie digne* ». « *Maintenant j'essaie d'être plus responsable* ». « *J'aime aider* ». « *Je suis plus sociable* ». « *Moi, je me suis sentie libérée en prenant part la lutte* ». « *Je me sens créatrice, déjà je ne pourrais plus rester* ».

passive ». « *J'ai appris à ne pas avoir peur, à avoir de la patience* ». « *Je peux mieux me défendre* ». « *J'ose interroger les fonctionnaires et les candidats* »⁷¹⁰

Dans un milieu tellement machiste, ce qui a été obtenu n'est certainement pas peu de chose. En dépassant des difficultés énormes, tant à l'intérieur de leur famille propre, comme de la part des hommes de l'organisation elle-même, les femmes du FDC ont pu s'épanouir en conquérant des espaces. A la coopérative d'épargne et de crédit on peut dire qu'elles sont déjà au seuil d'une égalité substantielle de participation. Ce n'est pas le cas dans les instances sociopolitiques du FDC, car malgré les avancées, les hommes continuent à dominer, peut-être plus numériquement déjà, mais bien quant au contrôle du pouvoir, des ressources financières et matérielles et dans la lutte pour les significations à donner à l'action de l'organisation elle-même. Malgré tous les progrès, le quotidien du FDC est encore sous la domination des hommes, c'est-à-dire, une *machoarchie*.

Conclusions partielles

Le FDC ne naît pas ni ne grandit dans le vide organisationnel ni politique. Il ne peut pas non plus faire *table rase* de l'expérience collective de nombreuses années, c'est pourquoi il s'avère très difficile pour lui d'éliminer ou d'amoindrir deux des grands fardeaux des organisations sociales mexicaines en général : le premier est la concentration et la lutte pour le pouvoir entre les leaders, la dérive de presque toute organisation - y compris le Parti Social-démocrate allemand qu'analyse Robert Michels- vers la loi d'airain de l'oligarchie. Cette tendance est certainement présente au FDC, bien que, d'autre part, peu à peu, il ait pu créer certains contrepoids : les relations de confiance entre les bases et les leaders, l'attachement à certaines normes, par exemple, que les conseillers aient seulement une voix mais non le vote dans la prise de décisions, et la non-réélection pour deux périodes consécutives du coordinateur de l'Etat.

⁷¹⁰ Atelier de systématisation avec les femmes du FDC, mars 2002.

L'autre charge, beaucoup plus atavique, est le machisme : ne pas entreprendre d'actions ni d'établir de mécanismes effectifs pour supprimer ou réduire au maximum l'exclusion et les relations asymétriques par rapport à la femme. Sur cet aspect, le peu de progrès du FDC n'a pas tant été le fruit d'une prise de conscience des leaders hommes, mais bien une véritable conquête des femmes qui ont imposé leur présence et leur participation sur des aspects très divers de la vie de l'organisation ; elles ont assumé des tâches de plus en plus importantes dans l'unité paysanne, non seulement dans la reproduction biologique, mais aussi dans la production agricole et dans la vie de la communauté.

Que ces charges d'élitisme et de machisme pèsent encore au FDC vient aussi montrer ce que nous nous sommes efforcés de réitérer tout au long de cette thèse : les organisations de la société civile ne sont, comme quelques-uns l'ont prétendu, ni homogènes ni dépourvues de pratiques et d'attitudes antidémocratiques ou de discrimination selon l'identité sexuelle. La contradiction n'est pas entre une société civile organisée angélique, sans vices et sans pratiques antidémocratiques d'une part et un Etat rempli de vices et de pratiques autoritaires d'autre part. Le FDC et beaucoup d'autres organisations sociales, bien qu'elles se battent pour la démocratisation de l'Etat, doivent elles-mêmes déraciner de leur intérieur les pratiques antidémocratiques qu'elles critiquent de l'Etat.

CAPITULO 13: L'ACTION PEDAGOGIQUE DU FDC: UNE PEDAGOGIE DU PUBLIC, DE LA CITOYENNETE.

Dans le chapitre précédent, bien que nous ayons vu les progrès et les réalisations indéniables de l'action du FDC tout au long de ces années, nous avons davantage fait ressortir les limitations et les faiblesses. Dans ce chapitre, nous allons analyser un aspect de la pratique du FDC qui est, sans aucun doute, une des forces de l'organisation, ce qui la distingue d'autres organisations paysannes dans l'Etat du Chihuahua : le travail de formation, la pédagogie.

1 Ce que disent les paysannes et les paysans; ce qui est observable dans l'action.

Dans les foyers de discussion qui furent organisés pour analyser et systématiser le travail d'éducation du FDC, il fut demandé aux paysannes et aux paysans qui participaient : En quoi le Front t'a-t-il aidé à progresser et à réaliser un développement personnel ? La réponse la plus fréquente a été : « Le Front a été comme une école pour moi, grâce à lui j'ai appris beaucoup de choses que je ne savais pas » et plus spécifiquement :

Changements expérimentés: *« Avant, ma communauté ne m'intéressait pas ». « J'étais très apathique pour participer à toutes ces choses « J'avais peur des fonctionnaires et du gouvernement ». « Je ne me mettais pas dans des magouilles ». « Au Front, nous avons appris nos droits et à les faire respecter. » « Le Front nous a aidés à changer notre manière de penser. Maintenant nous nous organisons avant d'agir. » « Avant, nous avions même peur du commissaire de l'ejido, alors, vous vous imaginez du maire ! Maintenant nous obligeons les autorités à faire attention à nous, à nous aider et nous négocions avec elles. » « Le Front nous a encouragé à participer politiquement et nous occupons maintenant des postes publics à différents niveaux. »*

Développement de compétences: *“Nous avons appris à nous organiser”, “Nous avons appris à être des leaders”, “Nous avons appris à communiquer”,*

« Nous avons appris à nous défendre des “coyotes” (intermédiaires)”, “Nous avons appris à gérer la coopérative d’épargne”, “Nous avons appris à diriger nos propres entreprises de commercialisation du haricot”.

Développement d’attitudes: *“Nous avons appris à ne plus avoir peur”; “Nous avons appris à nous valoriser, à découvrir nos points forts”; “ Nous avons appris à être libres”.*

Développement de connaissance: *“Nous avons connu d’autres luttes et d’autres organisations”; “Nous avons connu les programmes du gouvernement pour les campagnes”; Nous avons connu d’autres expériences d’économie sociales”; “Nous avons appris à propos du traité de libre commerce et de quelle façon il nous affecte”.*

Voilà ce que disent les paysans. L'analyse de l'action que nous avons développée dans la seconde partie de cette thèse paraît le confirmer. En effet, après presque vingt ans de luttes et de mouvements du FDC, il est possible de voir clairement que :

- Le Front produit des luttes et des mouvements avec une bonne participation de la base, si l’on tient compte du fait que les actions surgissent précisément des besoins et des demandes des paysannes et paysans.
- Ces actions convoquent plus de paysans que ceux qui sont à l'origine de la demande, c'est-à-dire beaucoup de ceux qui s'identifient avec celle-ci.
- Les actions du FDC rompent avec les formes d'organisation corporative et d'action (si l'on peut considérer comme telle la passivité des organisations gouvernementales) qui avaient dominé le monde agricole mexicain en général et du Chihuahua en particulier pendant plusieurs décennies.
- Ces actions ont un impact diversifié sur le système politique et sur l'opinion publique.

- Quelque soit le résultat des actions, le FDC maintient sa capacité de convocation et d'action.
- Avec tous les problèmes déjà indiqués, le FDC, depuis deux décennies et demie, continue à être l'organisation qui convoque le plus de paysans de l'agriculture pluviale du Chihuahua, à laquelle ceux-ci participent le plus et dans laquelle ils figurent comme dirigeants à divers niveaux.

2.) Une pédagogie de l'action, du public.

Tout ceci a été possible parce qu'il existait de la part du FDC, au moins de ceux qui l'ont dirigé, une intention explicite et réelle de promouvoir la participation consciente, critique, collective et solidaire des hommes et des femmes du monde rural au diagnostic et à la solution de toutes les problèmes les concernant. Ceci coïncide amplement avec ce que de nombreux groupes de « promotion populaire » au Mexique et en Amérique latine ont conçu comme objectif :

*“...la “promotion populaire” a pour ambition de favoriser la transformation des groupes populaires en sujets de leur avenir, capables d'identifier et de résoudre collectivement leurs problèmes fondamentaux. Quelles que soient ses modalités concrètes, elle comporte donc toujours un double processus participatif d'éducation par la recherche et d'organisation pour l'action, ces deux composantes étant considérées comme indissociables ».*⁷¹¹

Bien que le composant de recherche dans les actions du FDC n'ait pas eu d'importance ou, plutôt se soit faite d'une manière quelque peu superficielle et improvisée, il n'y a pas de doute que les piliers des luttes du FDC consistent à partir d'une vision critique de la réalité et de l'action transformatrice de cette dernière.

⁷¹¹ HAUBERT Maxime: “Les “promoteurs populaires” au Mexique et en Amérique Latine”, dans HAUBERT Maxime et autres auteurs : »Etats et sociétés dans le Tiers-Monde : de la modernisation à la démocratisation ? », Publications de la Sorbonne, Paris, 1992, p.312

Quels facteurs de cette « pédagogie du public », de cette « pédagogie de l'action » peut-on identifier dans la conduite du FDC ?

Le point de départ sont les demandes et les besoins ressenties par la base:

Depuis l'apparition du Mouvement Démocratique Paysan, en 1985, les principales actions et les luttes du FDC partent toujours d'un besoin ressenti, exprimé de diverses manières par les paysans et paysannes, partagé, sans requérir une recherche très formelle ni compliquée. Il suffit parfois d'une réunion d'analyse au cours de laquelle les besoins sont exprimés, analysés, c'est-à-dire que l'on précise en quoi ils consistent, qu'on en identifie les possibles causes et que l'on visualise les possibles solutions. C'est alors que les nécessités ressenties collectivement se transforment en *demandes*.

Il faut profiter des problèmes ou des situations pouvant atteindre une plus grande échelle, c'est-à-dire, englober davantage de communautés et régions. Bien que le Front ne minimise pas les problèmes propres à une communauté, il se subordonne toujours aux problèmes qui englobent plusieurs communautés, toute une région ou tout un secteur. Comme il n'existe pas de ressources matérielles et humaines suffisantes pour effectuer un travail intense par communauté et comme il veut influencer sur les politiques publiques, il cherche toujours à aborder des problèmes plus généraux. Cette stratégie a l'avantage de doter l'action ou le mouvement d'une base sociale potentiellement plus grande, donc d'un pouvoir de négociation plus important et de construire, politiquement, davantage de capital social.

La grande majorité des problèmes et besoins partagés par une ou plusieurs communautés ne sont pas une affaire privée mais une affaire publique et ils doivent être résolus comme tels. C'est le premier point de rupture avec la vision traditionnelle prédominante entre les paysans. Quand un problème se présentait, lié par exemple, à l'accès au crédit ou à une subvention du gouvernement, la première réaction du paysan était de s'adresser au leader ou au fonctionnaire public pour qu'il « lui fasse la faveur » de le lui résoudre, à

cause d'une culture politique des faveurs, non du droit. Si le problème était résolu, l'intéressé le considérerait comme une faveur personnelle, et était en dette avec celui qui le lui avait résolu, perpétuant ainsi la chaîne corporatiste. Dès le début, le FDC a combattu cette façon de voir les choses : les problèmes, y compris ceux qui paraissent les plus privés, sont publics, c'est-à-dire, doivent être résolus avec le concours des citoyens concernés et les instances de gouvernement correspondantes. Leur résolution est une exigence du groupe, comme l'expression d'un droit et non l'humble requête d'un individu qui demande une faveur. Par conséquent, ils doivent être résolus par une politique générale, selon la sphère qu'ils affectent.

Les actions sont un point de départ pour l'organisation et la prise de conscience.

« Les gens ne se rassemblent pas pour des réunions, mais pour des actions », disait Don Manuel Rocha, sage paysan fondateur du FDC. Cette devise a orienté la vie du Front dès ses débuts. Contrairement à d'autres organisations qui investissent beaucoup de temps dans les tâches formatives préalables ou dans l'élaboration de plans d'action très complexes, le FDC a considéré les actions comme un détonateur, générateur de mouvements, d'incorporation de militants, de production de signifiés. Il suffit de tracer dans ses grandes lignes la stratégie, les tactiques et les demandes d'un mouvement pour le mettre en marche. Une fois lancé, le mouvement lui-même est un centre d'attraction pour d'autres personnes qui ont le même besoin ou la même exigence. Il sert aussi à remettre en question des affirmations devenues des lieux communs, comme : « contre le gouvernement on ne peut rien faire... », « il est très difficile de s'organiser... », « les gens sont apathiques... ». L'action elle-même engendre ce que Paulo Freyre appelle l'« inédit viable », une espèce de rupture épistémologique qui provoque que d'autres disent : « en effet on peut » et se joignent à la mobilisation ou du moins la voient de manière différente. L'organisation se construit dans l'action, dans la mobilisation.

Le leadership a deux fonctions de base : inspirer confiance et dissiper la peur. Après soixante-dix ans d'expérience de manipulation et de corporatisme, le mot « leader » lui-même a des connotations très négatives pour la paysannerie mexicaine. C'est pourquoi il est primordial que les dirigeants inspirent d'abord confiance aux bases. Pour cela, ils doivent agir avec honnêteté et transparence, sans souci de profit ou de bénéfice partisan. Ils doivent, en outre, être proches des gens, toujours disponibles et savoir écouter. D'autre part, le leader, par ses actions surtout, doit montrer aux bases qu'il est possible de faire face aux fonctionnaires, de discuter avec eux et qu'exécuter certaines actions - comme barrer une rue ou occuper un bureau- n'entraîne pas de graves conséquences personnelles. Le dirigeant, avec ses propres actions plus qu'avec des mots, doit aider à dissiper la peur de beaucoup de paysans face à la mobilisation et à l'opposition. Ce qu'a réalisé le FDC est réellement un apport face aux visions trop intellectualistes ou théorétiques de l'éducation populaire : les grandes digressions ou discussions ne sont pas toujours nécessaires pour que les bases soient encouragées à agir et se battre. Ce dont elles ont souvent besoin, c'est que quelqu'un leur montre dans la pratique une autre manière de faire les choses, un dirigeant, non pas seul mais accompagné d'un groupe, qui ose faire ce qu'elles ont toujours craint de faire : dire que l'on ne paie pas les inspecteurs corrompus de la banque, prendre la mairie jusqu'à ce que le maire s'engage à résoudre les problèmes les plus urgents d'une communauté, etc. Celles-ci sont, à notre avis, *les actions qui autonomisent (empowerment)*. Cette vision entre en contradiction avec celle pour laquelle il est nécessaire d'effectuer un diagnostic très complet de la situation avant d'agir, de faire des recherches très profondes sur le problème, vision qui dissimule souvent la domination des universitaires et des professionnels plus portés à théoriser la réalité plutôt qu'à essayer de la transformer.

L'action est une source de connaissance, si l'on sait en tirer profit. Une lutte est un grand événement cognitif, si on sait la diriger. Les bases qui y prennent part peuvent visualiser que le problème de chacun est celui des autres et celui

de beaucoup ; elles peuvent découvrir dans l'échange de nouvelles dimensions de ce problème. Dans l'analyse des causes et des solutions elles avancent dans la connaissance du fonctionnement des structures de domination de la société. Dans la confrontation-dialogue avec les instances du gouvernement elles comprennent le fonctionnement de celui-ci, comment se produisent les politiques publiques, leur cadre normatif, etc., elles découvrent quels groupes sociaux sont finalement leurs alliés et quels groupes sont leurs adversaires et pourquoi. C'est pourquoi, au cours de ses luttes, le FDC a toujours essayé, surtout à la fin de la journée, souvent à la chaleur d'un feu de camp, de faire un bilan de ce qui a été appris, des nouvelles connaissances construites au milieu de la lutte. Par la suite, on essaye de résumer tout cela dans des ateliers et surtout dans le bulletin mensuel « Force paysanne » afin de rétro-alimenter la réflexion des groupes.

Tout ceci constitue une *pédagogie de l'action*, comme nous l'avons dit depuis le cinquième chapitre. C'est ainsi que nous la considérons parce que la ressource qu'elle libère, provoquant la génération de connaissances, la prise de conscience, le changement d'attitudes, le développement de compétences, est *l'action collective organisée* : mobilisation, lutte, négociation, confrontation, organisation, etc. Il ne s'agit pas alors d'une pédagogie livresque, ni enfermée dans des salles de classe ou restreinte à des conférences ou à des échanges simplement théorétiques, mais d'instances où l'on agit, où on planifie l'action et où l'on réfléchit. Au FDC, il ne s'est pas agi d'éduquer pour l'action mais de produire des actions qui éduquent.

C'est aussi une *pédagogie du public*. Il est très clair que les paysans et les paysannes du Front, grâce à leur participation dans ce mouvement, ont développé le processus que Sáez de Nenclares appelle *la conversion vers le domaine public* : « Les sujets deviennent partie prenante de la vie publique au niveau macro ou micro. Ceux qui y participent resignifient le lieu où elle se produit. Elle cesse d'être l'habitat exclusif des politiciens et des fonctionnaires

publics et se remplit de nouveaux regards. »⁷¹² Tout d'un coup, les regards des paysans s'immiscent dans les institutions officielles et leurs regards se transforment aussi en voix, en critiques, en propositions pour modifier ce qu'autrefois les politiciens et les paysans eux-mêmes croyaient être la prérogative exclusive des premiers.

La conversion au domaine public implique que les paysans commencent à donner un autre sens à leur réalité, à leur problématique et à sa solution. Elle implique qu'ils adoptent de nouvelles dispositions, comme par exemple laisser de côté la résignation et commencer à voir la possibilité de faire eux-mêmes partie de la solution du problème dans la mesure où ils l'abordent avec solidarité et en coopération avec d'autres et où ils exigent conjointement que l'autorité fasse ce qui lui correspond.

Ceci est, sans aucun doute, un des apports fondamentaux du FDC et vers lequel toutes les philosophies de ses fondateurs et conseillers convergent finalement : faire que les paysannes et les paysans soient les *sujets de leurs processus*. Quand ils deviennent des sujets, ils deviennent des sujets politiques, ils se politisent dans la mesure où ils transportent vers la sphère publique leur agenda d'affaires, ils exigent que celles-ci soient discutées, avec leur propre participation et que leurs propositions soient prises en considération dans les résolutions. Ceci nous fait constater qu'en fin de compte la pédagogie de l'action, la pédagogie dans la sphère publique représente l'optique fondamentale du FDC.

3) Le Front Démocratique Paysan en tant qu'expérience de "Promotion Populaire" et d'éducation populaire.

Si l'on considère tous ces aspects, de pédagogie comme d'organisation et d'action, ce sont les approches et les expériences de « promotion populaire » ou d'éducation populaire qui ont eu lieu au Mexique et en Amérique latine qui nous viennent à l'esprit. Nous avons déjà défini plus haut le but de la « promotion

⁷¹² SAEZ DE NENCLARES Mauricio: *La disputa por lo público. Laboratorios ciudadanos de política pública*. Equipe Peuple, Mexico, 1987, p. 160.

populaire », selon Maxime Haubert, parce que nous croyons qu'il s'avère intéressant pour les buts de cette thèse de comparer l'expérience du FDC avec ces autres expériences, d'analyser leurs ressemblances et leurs différences. Pour cela nous avons élaboré le tableau suivant où nous comparons l'expérience du courant de promotion populaire avec celle du FDC quant à ses aspects les plus remarquables, selon le travail de Haubert déjà mentionné: (pp. 310 et suivantes) :

ASPECT	PROMOTION POPULAIRE	FDC
ORIGINE SOCIALE DES CONSEILLERS.	Militance politique, église engagée, promotion populaire (ONG)	De même militance politique, église engagée, promotion populaire. De plus, premiers cadres populaires surgis de l'église engagée et cadres formés par le FDC lui-même.
OPTIQUE PRIVILÉGIÉE DE L'ACTION.	Éducation populaire. (Très en accord avec la spécialité de conseillers ou promoteurs)	Action sociale transformatrice. (En accord avec les nécessités et les demandes quotidiennes que formule la base).
PROJET SOCIAL	Projet révolutionnaire	Faire réalité la dignité des paysans à chaque moment. Ensuite aussi « Pour une souveraineté alimentaire avec des paysans ».
DEGRÉ D'APPROPRIATION DU PROJET SOCIAL	Très élevée dans l'équipe promoteurs ou conseillers.	Divers, hétérogène, bien que les divers projets convergent dans l'exigence toujours actuelle « Pour la dignité des paysans ». D'autre part, vision immédiatiste (solution du problème immédiat) de la majorité des bases.
CADRE ORGANISATIF DANS LEQUEL IL S'INSÈRE	Une association, généralement de professionnels, d'un nombre peu élevé de membres	Mouvement social, donc organisation paysanne « mouvementiste » d'affiliation massive.
BUT IMMÉDIAT DU TRAVAIL	Que les membres des classes populaires soient les sujets de leurs propres processus économiques, sociaux, politiques, culturels.	De même : que les paysans et les paysans soient les sujets de leurs processus propres économiques, sociaux, politiques, culturels.
POINT DE DÉPART POUR	La prise de conscience de la réalité.	L'action transformatrice elle-même

L'ACTION TRANSFORMATRICE		est ainsi au niveau micro et immédiat. De là vient la conscience.
RÔLE DE LA RÉFLEXION ET DE L'ÉTUDE	Primordial.	Secondaire, subordonné à l'action de mobilisation.
RÔLE DU CONSEILLER OU DU PROMOTEUR.	Catalyseur, met à disposition les instruments de connaissance.	Diriger les actions, au moins au début, pour illustrer « l'inédit viable », donner de la confiance à l'action. Ensuite, promouvoir la réflexion et la prise de conscience.
LIMITES À L'ACTION DU CONSEILLER OU DU PROMOTEUR	Auto contention, en accord avec sa méthodologie d'éducation populaire.	Le conseiller ne fait pas partie de la commission exécutive, il n'a pas droit au vote dans la prise de décisions de l'organisation.
INSTANCE PRIVILÉGIÉE POUR L'ACTION COLLECTIVE	Le cadre de la « société civile »	Le cadre de la « société civile », mais aussi de la « société politique ».
RELATION AVEC DES PARTIS ET DES ÉGLISES.	Autonomie.	Autonomie.
RELATION AVEC DES ORGANISMES DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE.	Dépendance financière, autonomie politique, négociation d'agendas communs.	Dépendance financière, autonomie politique, négociation d'agendas communs.
RELATIONS VERS L'EXTÉRIEUR QUI SONT PRIVILÉGIÉES	Réseaux d'éducation populaire.	Coalitions d'organisations paysannes ou d'organisations populaires.
TENSION ENTRE L'ATTENTION AU QUOTIDIEN OU AU PROJET POLITIQUE	L'équipe des promoteurs privilégie des actions en faveur du projet politique.	Il est presque toujours résolu en faveur de l'attention au quotidien, bien que les formes essayent d'être faites en accord avec le projet politique.

Comme nous observons à partir de ce tableau, le FDC, tout en conservant quelques caractéristiques du courant appelé « de promotion populaire », arrive à une pratique différente. Il existe le même souci transformateur et de combinaison de l'action et de la réflexion ; il existe une interaction entre les conseillers ou promoteurs et les bases, avec toute la problématique qui en découle ; il existe aussi une relation de dépendance-autonomie avec les organismes de coopération internationale, autant dans la promotion populaire que dans le FDC. Toutefois, le FDC montre dans sa pratique une orientation beaucoup plus claire et décidée pour l'action, pour la lutte immédiate centrée sur la solution de la problématique immédiate de ses bases. C'est une conception activiste en comparaison avec la conception éducative ou formative, primordiale dans la promotion populaire. D'autre part, tandis que dans la promotion populaire on

investit beaucoup dans la conception et l'élaboration de dispositifs pédagogiques pour codifier-décodifier la réalité humaine et promouvoir la prise de conscience par le biais de « cercles de culture », ateliers, dynamiques, etc., au FDC on n'a recours à ces instruments que de manière secondaire et sporadique, car la principale ressource éducative est l'action : on n'éduque pas pour agir, mais on agit et à partir de là on éduque.

Bien que cette position ait des inconvénients et des dangers d' « immédiatisme » et d'anti-intellectualisme, il présente aussi des avantages : privilégier l'action, la mobilisation ; la lutte diminue un tant soit peu l'asymétrie entre intellectuels et bases, puisqu'ici ce ne sont pas les habiletés académiques des conseillers-promoteurs qui comptent le plus, mais un autre type de compétences plus liés à l'invention et à la conduite d'actions collectives, ce pour quoi la préparation scolaire n'est pas déterminante. En outre, le FDC commence là où beaucoup d'expériences de promotion populaire pratiquement terminent : la constitution d'une organisation qui peut entreprendre des mouvements sociaux. Le FDC est une organisation surgie d'un mouvement social et non d'un processus éducatif intentionnellement proposé comme tel.

Même ainsi, l'expérience du FDC constitue un bon apport pour le domaine de l'éducation et de la promotion populaire. Elle démystifie la formalisation excessive et le caractère artificiel auxquelles les organisations succombent parfois; elle permet de voir que l'objectif de donner « une éducation mobilisatrice » peut se réaliser sans le besoin d'une association plus ou moins formelle de conseillers ; elle démontre que le fait de ne pas simuler dans la salle de classe ou dans le salon de réunions des « situations limites » mais les vivre à la chaleur de la lutte peut déclencher les processus de conscientisation et d'organisation mobilisatrice que l'on prétend obtenir.

En ce sens la pratique du FDC atteint les deux principales dimensions de l'éducation populaire au sujet desquelles une grande partie des courants qui l'analysent converge :

1). *Un processus de production et d'appropriation de connaissances à partir de la pratique sociale.*

2). *Ce processus fait partie de la pratique politique des classes dominées pour transformer la société en accord avec leurs intérêts de classe et leur projet historique.*⁷¹³

Au FDC, ce processus a lieu à partir de la pratique sociale que sont les mobilisations, les luttes, les négociations, la construction d'organisation par les paysans. Cependant il faut signaler que, bien qu'il s'agisse d'une pratique politique des classes dominées en accord avec leurs intérêts de classe, le « projet historique » n'en est pourtant pas très clair et il ne l'a pas été non plus pour la majorité des paysans. Plus que de projet historique, nous pouvons parler d'une exigence stratégique permanente : il s'agit que, dans tous les aspects de leur vie, les paysans et les paysannes puissent vivre dignement, travailler, et se reposer et que ce projet devienne une réalité.

D'autre part, en reprenant de nouveau Ramos de Quintana, qui indique que « ...l'éducation populaire est la formation du peuple pour produire des connaissances et de la culture et pour produire la démocratie, la lutte organisée », il est très clair que le FDC, à partir de ses luttes, a favorisé les connaissances les plus diverses chez ses membres, et qu'il a collaboré jusqu'à un certain niveau, comme nous le disions dans le chapitre précédent, à construire la démocratie, surtout au niveau micro et à promouvoir la lutte organisée. En même temps, le FDC a mis en pratique deux autres caractéristiques de base de l'éducation populaire :

- « *L'éducation populaire n'est pas un processus simplement intellectuel de production de connaissances, elle implique aussi le développement de valeurs et la formation en termes d'habiletés :* » : ainsi le montrent la culture de la solidarité, l'habileté pour organiser des groupes, conduire des luttes, négocier, le changement d'attitude par rapport à la confrontation de l'autorité, etc.

⁷¹³ Elaboré à partir d'une réflexion personnelle autour de R. de QUINTANA Graciela: *Education populaire, actions et réflexions. Analyse des expériences à l'Ouest du Mexique (1977-1985)*. Mémoire de DUEPS à l'Université François Rabelais de Tours, 1987.

- Il y a quelque chose sur quoi le FDC a beaucoup insisté et, qui, nous le croyons, est l'un de ses apports : c'est le fait de répondre de façon adéquate aux demandes immédiates des familles paysannes et de rompre la domination qui a lieu aux niveaux inférieurs, comme par exemple, le fait que les maires en rendent pas de comptes quant à la livraison des aides du gouvernement. Le Front s'est libéré de la « tyrannie téléologique » qui subordonne toutes les actions à une entéléchie de projet historique interdisant souvent l'attention au présent. Ainsi, malgré une certaine dose d' « immédiatisme », le FDC a essayé de construire le pouvoir populaire en chaque lieu et dans chaque conjoncture en accord avec cette approche : « Les objectifs de l'éducation populaire... ne doivent pas être compris comme une tâche scatologique qui ne trouve son accomplissement qu'avec la création d'une nouvelle société : ils acquièrent un sens lorsque, dans chaque conjoncture et situation historique, ils servent à la formation des classes exploitées pour engendrer un pouvoir traduit en mouvements, luttes, œuvres, projets et développements concrets, comme le signale *Orlando Fals Borda*». ⁷¹⁴

Conclusions partielles

L'effet le plus important de l'action du FDC, en ce qui concerne les relations entre les membres et les divers groupes à l'intérieur de l'organisation, se trouve peut-être dans une formation pour la *construction de citoyenneté*, tant au niveau des individus que des communautés.

Nous comprenons cette formation de la construction de citoyenneté comme tout un ensemble d'actions qui permettent que les personnes et les communautés prennent conscience de leurs droits civils, sociaux, économiques, culturels et environnementaux, qui leur permettent également de prendre part aux instances

⁷¹⁴ Idem.

publiques les plus proches pour revendiquer ces droits face aux autorités qu'elles considèrent être celles auxquelles il faut demander des comptes (*accountability*). Plus encore, ce travail de construction implique non seulement l'*exigibilité* des droits, mais il inclut encore aussi à certains moments la participation des citoyens à la conception et à la proposition de politiques publiques qu'ils considèrent plus adéquates pour obtenir les droits qu'ils exigent. Ces types de processus sont les plus visibles, les plus clairs au long de l'histoire du FDC. Ils sont importants parce qu'ils viennent constituer toute une série de ruptures : rupture de la culture du « cadeau » pour la culture du « droit », de la subordination face au pouvoir à l'exigence des comptes et des droits. Une rupture de la culture dépendantiste-paternaliste pour une nouvelle culture de l'initiative et de la liberté démocratiques. Rupture, en fin d'une tradition clientéliste-corporatiste pour celle d'une d'organisation indépendante et participative.

Cette pédagogie de la citoyenneté ne possède pas seulement un côté politique visant à construire de nouvelles relations avec le pouvoir. Elle revêt aussi un caractère culturel et un caractère éthique. Culturel, parce qu'il change les *habitus* de relation des paysans et paysannes avec le pouvoir, c'est-à-dire, qu'il change la signification de ces relations dans leur esprit, il change leur culture politique. Mais le référent éthique de ces relations change aussi. Quand le FDC insiste tant auprès de ses bases et des autorités sur le fait que sa devise est « Pour la dignité des paysans et paysannes », il ne parle pas d'un projet idéologique de société. Il parle d'un impératif éthique : que soit respecté l'état de droit et la dignité de la personne dans le traitement donné aux femmes et aux hommes du monde rural et que soient bannis des relations publiques la corruption, l'iniquité, la discrimination envers les pauvres et les faibles. C'est ce qui attire l'attention en premier lieu lorsqu'on considère, par exemple, les luttes contre la corruption à BANRURAL et ANAGSA. Et il indique finalement que les paysans non seulement exigent le respect de leurs droits, mais qu'ils respectent aussi systématiquement

leurs obligations. La pédagogie de construction de citoyenneté, est donc *une pédagogie de l'éthique publique*.

Quelques soient les limites et les erreurs des dirigeants du FDC ainsi que les déficiences que montrent encore ses bases, il est indéniable que partout où l'organisation est passée et a travaillé, il existe des tentatives, des initiatives, des essais, certains plus achevés que d'autres, parfois avec plus de succès, parfois moins, pour mettre en pratique cette nouvelle forme de relation citoyen-gouvernement, cette nouvelle culture politique qui est le but immédiat du travail *de la pédagogie de la citoyenneté*.

CONCLUSIONS GÉNÉRALES.

Il y a peu de régions au Mexique et dans les pays du Sud comme les campagnes de l'Ouest du Chihuahua. L'État du Chihuahua, dont l'agriculture est une des moins arriérées du Mexique, mais en même temps, des plus vulnérables, a été un des fers de lance de l'implantation du modèle agro-exportateur néolibéral. C'est pour cela qu'elle subit un notable processus de « dépayssannisation ». Mais il y a d'autres raisons à ce processus : des raisons économiques, comme la réduction de la superficie récoltée et la diminution drastique du poids spécifique de la valeur de l'agriculture paysanne dans le produit agricole de l'état ; des raisons agro-écologiques, comme les cycles de sécheresse toujours plus imprévisibles, les gelées tardives, les pluies en quantité et en saison inattendues, l'épuisement des nappes aquifères, la surexploitation des pâturages, la déforestation, etc. ; des raisons sociales, comme la migration, le vieillissement de la population, l'abandon des communautés ; des raisons socioculturelles comme la croissante adoption de modèles de vie nord-américains, très liés à la migration au pays voisin du nord ou l'insertion de beaucoup de femmes dans l'industrie de sous-traitance ; des raisons de politiques publiques, comme l'ouverture commerciale aux produits subventionnés par le gouvernement nord-américain, la concentration des subventions sur les grands producteurs et les entreprises agro-exportatrices ou l'ouverture commerciale et la dérégulation.

Face à ce processus de dépayssannisation, les hommes et les femmes du domaine agricole du Chihuahua ont employé tout un arsenal de stratégies de résistance. Le Front Démocratique Paysan a été une de ces stratégies, peut-être la plus articulée et permanente de ces dernières années dans la région. Le FDC a opéré comme un générateur d'actions de résistance : luttes, gestions, négociations, efforts organisateurs, obtention de ressources, participation aux espaces publics, proposition de politiques, occupation de postes d'élection et de représentation populaire. Se pose alors la question : à quoi ont pu mener toutes

ces stratégies de résistance promues par le Front et menées à bien par les paysans du Chihuahua ?

Rapide retour sur les hypothèses.

A ce sujet ce qu'indiquent Armando Bartra et Ernesto Ugarte dans leur évaluation du FDC en 2002 nous semble très pertinent:

*« La région d'influence du FDC, dans le nord-ouest du Chihuahua, vit un lent mais irrésistible processus dépayannisation. Dans ce contexte, l'action du FDC a été avant tout de résistance : stratégiquement défensive bien que tactiquement offensive. Ses remarquables conquêtes ponctuelles n'ont pas pu renverser mais à peine atténuer la tendance au démantèlement de l'agriculture saisonnière dans le nord-ouest de l'état. »*⁷¹⁵

Nous en sommes d'accord, comme nous l'avançons dans l'hypothèse de base et le disons dans le chapitre 10 de ce travail : les actions du FDC n'ont pas été capables de transformer, ni même de stopper le modèle d'agriculture dominante imposé par l'État, qui porte atteinte sérieusement à l'agriculture saisonnière de cette région du Chihuahua. Il est certain que comme stratégies de défense les actions et les luttes du Front ont obtenu quelques réussites qui atténuent les effets de l'implantation de ce modèle : les paysans affiliés au FDC reçoivent le peu de ressources qui leur sont destinées avec davantage de transparence et de ponctualité et sans avoir besoin d'engager leur vote en échange, comme nous l'indiquons dans la première hypothèse subordonnée ; ils ont aussi accès à des financements pour un bon nombre de projets productifs, mais le manque de formation à tous les niveaux, en particulier en matière de production-administration et d'articulation entre la production et la commercialisation a fait

⁷¹⁵ BARTRA Armando et UGARTE Ernesto: *Evaluación del proyecto apoyado por la Unión Europea, Frères des Hommes y el CCFD*. FDC-Equipo Pueblo, Chihuahua, 2002, p. 66.

que la majorité de ces projets échouent. Tout ceci nous le présentons dans les hypothèses subordonnées 1 et 2 de notre introduction.

On constate aussi que les seuls projets obtenant un certain succès dans le domaine économique sont l'entreprise de commercialisation de haricot *Carbajales Unis* et la Coopérative d'Épargne et de Crédit. Peut-être la réalisation la plus importante est-elle que, dans une région où la modernisation économique a déstructuré familles et communautés, ces deux projets ont contribué très significativement à la reconstruction du tissu social, de relations de confiance et collaboration basées sur le respect des normes mutuelles, comme nous l'avons proposé dans l'hypothèse 2.

Or, le FDC a eu un impact significatif dans le processus de démocratisation au niveau local dans les trois aspects qui composent ce processus : alternance, respect de l'état de droit et rupture du monopole de représentation des intérêts des paysans. En premier lieu, il a contribué à l'alternance politique dans la majorité des mairies de sa zone d'influence grâce à sa participation active et même à celle de candidats et fonctionnaires municipaux comme le montre le chapitre 11. Il a aussi été un des acteurs qui, au niveau étatique, ont contribué à ce qu'on appelé *l'insurrection électorale* en 1983-1986 et à l'alternance dans le gouvernement de l'État. Dans cette mesure il a été une des nombreuses forces civiles qui ont contribué à la transition à la démocratie au Mexique. Ainsi l'indiquent Bartra et Ugarte: « ... *le Front a consolidé sa présence comme acteur indispensable dans le panorama sociopolitique de l'état, autant dans la revendication des droits paysans que dans la défense de causes générales à caractère civique.* »⁷¹⁶

De même le FDC, comme il est montré dans le chapitre 5, a déployé une importante lutte contre la corruption de BANRURAL et ANAGSA qui a abouti à l'épuration de ces institutions et à l'emprisonnement de plusieurs fonctionnaires

⁷¹⁶ BARTRA et UGARTE, loc.cit. p. 66.

corrompus. Peut-être cela eu-t-il l'effet pervers de donner au gouvernement fédéral le prétexte pour commencer à liquider ces institutions, mais son impact dans la communauté quant à l'exigence de respect de l'état de droit est indiscutable. Finalement, il est très clair que le FDC depuis 1985 est devenu un référent alternatif à la Confédération Nationale Paysanne (CNC) pour représenter et défendre les intérêts des paysans du secteur d'agriculture pluviale du Chihuahua, jusqu'à se placer au même niveau qu'elle quant au dialogue avec les autorités de l'État local. De même, les opinions et positions du Front apparaissent beaucoup plus dans les médias locaux que celles de la CNC. Tout ceci a ouvert une véritable *polyarchie* d'organisations rurales au Chihuahua, où le FDC lui-même, le Barzón Union, le Barzón Chihuahua, Agro-dinámica Nacional (Agro-dynamique Nationale), el Comité Pro Mejoramiento del Agro (le Comité en faveur de l'Amélioration de l'Agriculture) et, dans une moindre mesure, la CNC sont les protagonistes du dialogue et des mobilisations. On constate donc ce que nous énonçons dans l'hypothèse subordonnée 3.

Malgré tout, l'action du FDC comme contre-pouvoir a été limitée, bien que non négligeable. Certainement, elle n'a pas pu renverser les politiques nationales envers le domaine agricole - ce qui paraîtrait très disproportionné- mais elle n'a même pas pu modifier celles appliquées dans le Chihuahua. Toutefois elle a obtenu, par sa participation aux instances locales, étatiques ou nationales que les opinions des paysans soient écoutées lors de l'élaboration de politiques publiques et même de l'élaboration générale de budgets. Toutefois, au moment de définir les règles pour appliquer ces budgets, le gouvernement prend très peu en considération les organisations, cela ayant pour résultat que les ressources se concentrent sur les grands producteurs. Cependant, sans la participation du FDC, même ces maigres ressources ne parviendraient pas aux paysans. D'autre part, quant à l'autonomie, autre caractéristique d'un contre-pouvoir, le FDC se conduit positivement puisque ses décisions et prises de position fondamentales sont produites par ses instances internes et ne sont définies ni par l'État, ni par aucun parti politique, ni par les organisations de financement. Tout ce qui

précède donne au FDC un bon niveau de légitimité - autre composante du contre-pouvoir -, non seulement face à ses bases, mais aussi face aux instances gouvernementales et de la société civile. Alors, bien qu'au niveau économique les réalisations du FDC soient réduites, il arrive ce qu'observent Bartra et Ugarte : « ... *le Front s'est transformé en un important facteur pour négocier la participation des paysans de l'agriculture pluviale aux programmes gouvernementaux et... a consolidé sa présence comme acteur indispensable dans le panorama sociopolitique de l'État local, autant dans la revendication des droits paysans que dans la défense de causes générales à caractère civique.* ».

⁷¹⁷ Ceci vérifie l'hypothèse 4.

On constate de même qu'une bonne partie des succès du Front sont dus à sa façon de gérer les processus d'action-réflexion-action en son sein, ce que nous appelons *l'ingrédient pédagogique* dans les relations conseillers-leaders, paysan-bases. Sans tomber dans des technicismes, la méthodologie de mobilisation-apprentissage qui a été employée s'est révélée être un succès. C'est une application originale à la « pédagogie de l'opprimé » de Paulo Freyre, puisqu'au lieu de partir de la réflexion de situations codifiées, elle transforme l'action de lutte en un nœud de significations d'oppression-libération ; c'est-à-dire qu'en même temps qu'elle révèle une forme concrète d'oppression, elle révèle les possibilités de la dépasser que comporte cette action. Comme l'action a toujours lieu dans l'espace public et réclame la participation des paysans dans l'analyse de sa situation et dans les propositions de solution, nous sommes en présence d'un enseignement-apprentissage du public. Comme la base de la participation est la réflexion sur les droits que l'on a comme citoyens, en conséquence un des apports les plus importants du FDC est cette *Pédagogie de la Construction de Citoyenneté à partir de l'action*. (Hypothèse subordonnée 6).

Ces progrès indubitables dans la conduite de l'action-réflexion du FDC ont produit un bon niveau de confiance entre conseillers-leaders paysans et les

⁷¹⁷ Idem.

bases du FDC. D'autre part, les statuts ont empêché la concentration du pouvoir : ils interdisent la réélection des dirigeants à l'échelle de l'État du Chihuahua. En dépit de ce qui précède, nous démontrons dans le chapitre 12 que dans le Front le pouvoir continue à trop se concentrer dans les mains de leaders locaux et de conseillers et a tendance à accumuler les bénéfices économiques chez les leaders paysans. Le sexisme et le machisme n'ont pas été déracinés malgré la croissante participation de femmes non seulement au niveau des bases, mais aussi, et toujours plus, à la commission exécutive du Chihuahua. (Hypothèse subordonnée 5).

Avec leurs limitations et contradictions, les diverses formes de résistance du FDC toutes ces années représentent un effort de *densification du social*. Le FDC a pu récupérer un peu du *sol* social dans un milieu où la vie communautaire se raréfie toujours plus à cause de la migration, où les communautés s'affaiblissent, et où les stratégies individuelles ou au plus familiales prédominent. (Nous qui vivons dans des zones sèches, nous savons très bien ce qu'il en est du sol : le peu de pluie qui tombe sur un sol pierreux ou compact sans couverture végétale ne sert à rien. Le sol est récupéré en enlevant des pierres, en laissant prospérer de petites plantes qui créent un cadre de tiges et de racines où les gouttes d'eau amortissent leur chute et conservent l'humidité. Note de V.Q.). Le *sol social* qu'a construit le FDC dans l'Ouest dévasté du Chihuahua est cette vie organisatrice des groupes d'épargne de la coopérative, des assemblées communales, des réunions pour analyser les problèmes communs et se mettre d'accord pour les actions. C'est la solidarité avec les communautés voisines et d'autres mouvements sociaux. C'est l'apprentissage, à travers les ateliers et les bulletins, de savoir que l'on fait partie d'un grand mouvement national et international, de connaître ce qui existe au-delà de nous. Ce sont les petits progrès dans les conditions de vie obtenues par l'organisation, par exemple, vendre le haricot à un meilleur prix grâce à l'entreprise de commercialisation ou avoir accès à un prêt aux intérêts raisonnables par la coopérative d'épargne. Tous ces petits stimulants, pour commencer à « *réordonner le local et le régional* », comme le

signale justement Sergio Zermeño, sont de petits pas sur un grand processus à long terme : construire le « sédiment » pour densifier le social sans attendre l'arrivée ou la constitution de grands sujets historiques ou de grands projets de transformation sociale. (Hypothèse 7).

Actualisation et perspectives: quel est l'avenir des paysans de l'Ouest du Chihuahua?

Durant les années après 2003, le FDC a continué sa tâche sans sursaut : il y a eu des relèves de l'équipe de direction sans grand problème en 2005, 2007 et 2009. Se sont incorporées à l'organisation d'autres communes comme celles de Satevó, de Chihuahua et de Jiménez. On a formé une nouvelle entreprise qui intègre plusieurs entreprises de commercialisation, bien qu'avec beaucoup de problèmes. La coopérative d'épargne et crédit, de même que l'entreprise Carbajales Unidos continuent à fonctionner et s'agrandir. Le FDC a pris part à beaucoup de mobilisations avec d'autres organisations rurales du Chihuahua autour des problèmes des coûts élevés de l'énergie électrique pour l'irrigation agricole et de dettes envers la Commission Fédérale d'Électricité. Le FDC et le Barzón Fédération ont été deux piliers de la lutte contre l'introduction de maïs génétiquement modifié au Chihuahua et au Mexique. Au niveau national, le Front s'est intégré à la Coordinatrice Nationale d'Organisations Paysannes (Coordinadora Nacional de Organizaciones Campesinas, CONOC), avec la majorité des organisations qui ont formé le mouvement « El campo no aguanta más » (*Les campagnes n'en peuvent plus.*) Au niveau international, en 2005, le Front a été accepté comme membre à part à entière de l'organisation internationale La Vía Campesina (*la Voie Paysanne*). Le 1er janvier 2008, date pour le dégrèvement total des produits agricoles dans le Traité de libre Commerce d'Amérique du Nord, le Front et le Barzón, prirent à nouveau le Pont International pour entamer une grande mobilisation dans tout le pays, exigeant la

renégociation de ce traité, mobilisation qui n'eut pas de résultats concrets quant à la demande fondamentale.

Au niveau de l'État du Chihuahua, la crise économique mondiale qui a éclaté en septembre-octobre 2008 a signifié la perte de 92 000 emplois, la majorité d'entre eux liés à l'industrie automobile ; l'État du Chihuahua a pris ainsi la deuxième place parmi tous les États de la Fédération en ce qui concerne le taux de chômage. Mais la crise la plus forte est celle de la violence liée au crime organisé et aux opérations des gouvernements, fédéral et du propre État du Chihuahua pour le combattre. Devant la force croissante des cartels de la drogue, le président Felipe Calderón a entamé en 2007 une série d'opérations dans divers États de la Fédération pour les combattre. Au Chihuahua, fin mars 2008 a commencé l'*Opération Commune pour Chihuahua (Operativo Conjunto Chihuahua)* avec l'arrivée de dix mille membres de l'armée pour travailler en coordination avec les policiers fédéraux, régionaux et municipaux. A partir de là, les chiffres de la délinquance ont atteint des niveaux insoupçonnables il y a quelques années : l'État du Chihuahua occupe en 2009 la première place nationale en ce qui concerne l'importance des délits, avec un indice accumulé de 82,16 pour 100 000 habitants. L'indice des homicides et exécutions pour 100 000 habitants s'élève à 47,1, ce qui le placerait en quatrième position au niveau mondial si le Chihuahua e'était un pays, juste derrière l'Afrique du Sud, le Salvador et le Venezuela, qui ont les pourcentages les plus hauts.⁷¹⁸ Rien qu'en 2009 il y a eu 2408 meurtres dans l'État, presque la moitié du total national, dont 1810 ont eu lieu à Ciudad Juarez.⁷¹⁹

Bien que Ciudad Juarez soit le point le plus visible de la violence, ce qui arrive dans l'Ouest et le Nord-ouest de l'État du Chihuahua est plus grave proportionnellement. Depuis 2007 l'activité criminelle des cartels, déjà présents depuis des années dans la région a commencé à être plus agressive en raison

⁷¹⁸ Journal *El Universal*, Mexico, 7 octobre 2009.

⁷¹⁹ CIDAC *Indice de violencia delictiva y de violencia 2009*, consulté sur le site internet: <http://www.cidac.org/vnm/pdf/pdf/IncidenciaDelictivaViolencia2009.pdf>

de la présence de membres d'autres cartels venus d'ailleurs et des forces de l'ordre. Ainsi, ont commencé à se multiplier les exécutions, les kidnappings, les incendies de maisons, les disparitions de personnes. Les communes les plus touchées sont celles de la Haute Babócora : Madera, Gómez Farías, Ignacio Zaragoza et Namiquipa, où il y a une présence très significative du FDC. De fait, quelques paysans du Front ont dû se réfugier aux Etats-Unis face à la terreur semée par les criminels. Au mois de juillet 2009 a été kidnappé puis assassiné le dirigeant d'une entreprise commerciale affiliée à l'entreprise intégratrice du FDC. Toutes les communes citées sont pratiquement sous le contrôle territorial des narcotrafiquants. La vie quotidienne des communautés de cette région a radicalement changé : on ne programme déjà plus de réunions le soir, on a réduit au minimum les fêtes communautaires et beaucoup continuent à migrer. La terreur est la nouvelle donnée de la plus grande partie de l'Ouest du Chihuahua à l'automne 2009.

Bien que la situation se soit aggravée ces dernières années, depuis plusieurs lustres on pouvait en général observer la pénétration des « narcos » dans les campagnes du Chihuahua et du Mexique. Notre hypothèse est que, la délinquance organisée a occupé les espaces abandonnés au fur et à mesure que l'État mexicain s'en est retiré, et que les agriculteurs ont tombé dans la tentation des cultures illicites. Ainsi, la culture de la marijuana et du pavot qui se faisait déjà au Mexique depuis de nombreuses années a augmenté depuis l'entrée en vigueur du TLCAN : selon le Tribunal Supérieur Agricole il y a dans le pays 7.2 millions d'hectares où on sème ces plantes psychotropes.⁷²⁰ En outre, le flux de ressources du *blanchissement d'argent* pour financer les exploitations agricoles augmente dans la mesure où le crédit à l'agriculture a été diminué. D'un autre côté, en raison de la migration, beaucoup des jeunes ruraux adoptent non seulement les niveaux et règles de consommation des Etats-Unis, mais aussi les dépendances. Ils sont ainsi devenus les premiers transporteurs de drogues pour obtenir des revenus qui leur permettent de vivre à un niveau que

⁷²⁰ HERNANDEZ NAVARRO Luis: *El narcotráfico y la sociedad rural*, dans La Jornada, 6 octobre 2009.

l'agriculture ne donne pas, puis sont devenus eux-mêmes dépendants ; ensuite ils ont recruté eux-mêmes des hommes de main ou tueurs à gages (sicarios) Selon l'analyste du monde rural Luis Hernández Navarro : « *Le trafic de drogues a profondément modifié la société rurale. La décomposition du tissu social qu'il a provoquée dans plusieurs régions est importante et très probablement, irréversible. Le libre commerce est responsable de cette situation à bien des égards.* »⁷²¹

Face à cela il vaut la peine de se demander : **quel est le futur des paysans de l'Ouest du Chihuahua ?** Nous allons essayer de répondre pour ensuite nous poser la même question au sujet des paysans mexicains.

Nous pensons qu'il est très difficile d'arrêter le processus d'abandon des campagnes que vit la région d'agriculture pluviale de l'Ouest du Chihuahua (et encore plus d'autres régions comme celle des collines du centre de l'État. Les causes sont multiples : le changement climatique va rendre plus erratiques les saisons, avec des pluies imprévisibles, davantage de chaleur en même temps que plus de sinistres comme gels précoces ou tardifs. Les sols se détériorent, de même les pâturages qui sont saturés de bétail. Les nappes phréatiques sont presque épuisées ce qui rend pratiquement impossible d'étendre la surface irriguée, outre les coûts qu'implique le forage de nouveaux puits. Du point de vue économique-productif, la région produit avec davantage de coûts et moins de rendement la même chose que les Etats-Unis, par exemple le maïs, le haricot, le blé, l'avoine. Maintenant qu'on a totalement ouvert la frontière il n'y a pas de possibilités de leur faire concurrence A ceci il faut ajouter que la population paysanne de la région a diminué avec la migration.

Bartra et Ugarte résumant ainsi le défi auquel font face les agriculteurs du FDC:

« Le défi est énorme car, alors que le Chihuahua est l'État frontalier le plus paysan, il est aussi un État binational de symbiose historique avec le pays voisin. La résistance des communautés rurales mésoaméricaines est emblématique, mais dessiner un projet paysan viable en pleine frontière c'est défier la

⁷²¹ Idem.

mondialisation sur son propre terrain, en assumant ses prémisses comme risques et comme opportunités. Les migrants et les « remesas », la « maquila », l'intense flux transfrontalier de biens et services mais aussi d'information et de valeurs, sont arrivés pour rester et avec eux il faut assembler le puzzle d'une utopie possible. »⁷²²

Si l'hypothèse est qu'à l'Ouest du Chihuahua la population paysanne continuera à se réduire et que celle-ci aura davantage de difficultés pour produire et être concurrentielle dans une agriculture toujours plus globalisée, quelles alternatives, quelle stratégie devront mettre en œuvre le peu de paysans qui y subsistent ?

Si la stratégie est purement défensive, il n'y aura pas d'autre futur pour les paysans de cette région que leur disparition virtuelle dans un monde agricole dominé par quelques macro producteurs qui s'emparent de la terre, de l'eau et continuent à monopoliser les subventions. Les paysans seraient seulement des réminiscences, non des acteurs. Mais s'ils veulent subsister comme acteurs productifs et sociaux, leur stratégie ne pourra pas être unique mais devra s'adapter aux différentes microrégions. Il y a quelques microrégions qui n'ont pas autant souffert de la sécheresse et n'ont pas cessé de produire du haricot et qui sont préparées pour continuer à le faire. Mais la majorité n'aura pas d'autre remède que de se conformer à la variabilité des saisons et consacrer ses hectares cultivables seulement à la production de fourrage comme l'avoine en intégrant davantage l'élevage de bétail bovin. Ailleurs, il faudra récupérer les forêts de chênes et obtenir des ressources au moyen du charbon. En tout cas, il faudra diversifier les stratégies, comme l'indiquent Bartra et Ugarte :

« ... peut-être la stratégie régionale est qu'il n'y a pas une seule stratégie régionale. Qu'au lieu d'un paradigme productif unique et généralisable, il faut chercher de multiples stratégies micro-régionales. Des modèles de développement local, divers dans leur particularité et capables de profiter des potentialités et de la complémentarité des petits marchés, mais articulés par des stratégies sectorielles : systèmes financiers, commerciaux, d'approvisionnement,

⁷²² Ibidem, p. 67

*de production et transfert technologique, etc. Des plans de développement territorialisés et intégrés horizontalement, mais structurés aussi verticalement par des systèmes fonctionnels et des chaînes productives. »*⁷²³

C'est ici que nous touchons à nouveau le terrain de la *densification* du social, de la reconstruction sociale, comme le propose Sergio Zermeno. Le chemin pour y arriver, signale-t-il, doit être celui de construire des groupes dans des espaces intermédiaires, où soient possibles l'autonomie régionale, la démocratie participante, l'organisation vicinale. Des collectifs capables d'établir des relations d'égalité et de respect autant avec les forces extérieures qu'avec les forces intérieures, en « *freinant la domination et l'exploitation sauvages dans la famille, la communauté, la localité, la région* ». ⁷²⁴

C'est là où le FDC devra évaluer ses expériences et succès pour les améliorer, les valoriser et les porter plus loin. De sa stratégie de défense, il doit passer à une stratégie de résistance offensive, constructive et diversifiée par régions. A la pédagogie du public et de construction de citoyenneté il devra articuler une action prévue et diversifiée de création d'alternatives économiques soutenables. Tout ceci il devra le combiner avec l'exécution de programmes de développement social des communautés qui rendent effective l'intégralité des droits citoyens et, surtout, le Front ne doit jamais abandonner l'action politique, principal axe de sa force, de sa légitimité et de sa capacité d'agir comme sujet social. Parce que la modernisation et la libéralisation économique pourront avoir beaucoup détruit, mais la capacité des paysans du FDC pour agir comme sujets est encore là.

Quel est le futur des paysans mexicains?

⁷²³ Idem.

⁷²⁴ ZERMEÑO Sergio: *La desmodernidad mexicana*, op.cit. p. 106.

Avant de répondre à cette question il est nécessaire de faire un bref bilan ou, mieux, une brève énumération des dégâts de l'actuelle phase agro-exportatrice néolibérale ou, en d'autres termes, de 26 années de libéralisation et modernisation économique excluantes. L'agriculture paysanne mexicaine en soi, déjà très attaquée par la façon dont elle a été intégrée au système capitaliste, a été encore plus vulnérabilisée par la mise en œuvre du modèle économique et agricole néolibéral depuis 1982. Celui-ci a promu la concentration des ressources productives : capital, terre, eau, entre les mains de grandes entreprises et agro-industries, obligeant les paysans à la surexploitation et à la non-sustentabilité pour pouvoir faire concurrence. Au niveau économique, la libéralisation et l'ouverture commerciale ont obligé les paysans à entrer en compétition avec les produits venus de l'étranger, produits à bas coût et mieux subventionnés. Ils doivent aussi faire face à une baisse prolongée des prix des grains sur le marché international, qui les rend rentables seulement pour les grandes agro-industries.⁷²⁵

Non seulement les bases matérielles, mais aussi les acteurs sociaux du développement dans le domaine agricole sont affaiblies par cette forme de globalisation. On réduit le poids démographique du monde rural. Avec l'émigration, des communautés entières se trouvent au bord de la disparition ou voient réduite au minimum leur vie communautaire. On endommage les bases de l'interaction, de la participation et de l'aide mutuelle, étant donné la disparition des cadres dirigeants ruraux et la prolifération de la violence comme forme de relation entre les personnes. Les infrastructures elles-mêmes qui permettent l'interaction et la coopération, comme les centres communautaires et les écoles, sont abandonnées, et détériorées tant par la réduction du nombre d'utilisateurs que par la pénurie de budget.

⁷²⁵ HAUBERT Maxime: *Conclusion générale* dans: HAUBERT Maxime (Dir.) *L'avenir des paysans*..op.cit. p.173.

Les processus précédents d'exclusion et de subordination sont possibles parce qu'au Mexique, malgré le processus de transition à la démocratie, il n'y a pas eu une véritable démocratisation des politiques publiques, puisque l'État mexicain continue à les élaborer en faveur des oligopoles. Tout ceci ôte énormément de pouvoir de négociation aux acteurs ruraux face à l'ensemble de la société nationale, vide de contenu l'espace public et bloque la consolidation de la démocratie dans le pays.

Les facteurs culturels sont aussi très importants, parce que les processus d'abandon des campagnes, de migration, de l'inculturation qui lui est liée et l'influence des médias électroniques ont modifié les valeurs, les espoirs, les habitudes de consommation et de vie quotidienne et détruisent les identités communautaires en même temps que les savoirs traditionnels. Il faut ici aussi ajouter la suppression des activités de diffusion et divulgation scientifique et technologique par l'État qui en conséquence maintient les paysans attardés dans l'acquisition des connaissances et le développement des nouvelles techniques qui puissent améliorer sa productivité ainsi que sa durabilité.

Avec tout ceci, au lieu de pouvoir profiter des quelques espaces que la libéralisation et la modernisation pourraient offrir pour le développement, l'agriculture paysanne au Mexique est devenue plus marginalisée, exploitée et vulnérable. Seulement quelques données pour le démontrer : La politique agricole fédérale a augmenté les niveaux de dépendance alimentaire de l'étranger jusqu'à 42%, et l'on est arrivé au plus grand déficit de l'histoire dans la balance commerciale agro-alimentaire : 25 milliards de dollars en 2008. Le nombre de Mexicains affamés atteint déjà à 20 millions, deux habitants sur trois des campagnes vivent dans une extrême pauvreté, parallèlement à une plus

grande inégalité entre producteurs, puisque que 10% de la population rurale concentre 80% des revenus, des subventions et des crédits.⁷²⁶

Face à cette situation, les paysans mexicains ont la possibilité de divers scénarios pour les prochaines années :

1) Si la tendance actuelle continue, il y aura un plus grand abandon des campagnes surtout dans ces régions du pays où le changement climatique a les plus d'impact et où les ressources naturelles sont le plus détériorées. Pourront survivre les producteurs paysans des régions les plus fertiles et productives : producteurs de maïs de Jalisco, de l'État de Mexico ou de la zone de la Frailesca au Chiapas, et les *ejidatarios* les plus capitalisés des zones d'irrigation du nord du pays. Mais cela impliquera que survivent ceux qui peuvent accéder à davantage de ressources technologiques, à davantage de terres par la location ou l'acquisition de celles des migrants. Toutefois, ce scénario a des problèmes de viabilité que nous examinerons ensuite.

2) Une situation de grande volatilité et ingouvernabilité peut se produire avec la conjonction des facteurs divers : la crise économique, la crise environnementale, la violence, de même que la alimentaire aggravée par la raréfaction des aliments due à la sécheresse récurrente et à la non- création d'une réserve stratégique d'aliments de la part du gouvernement mexicain. La force de la délinquance organisée, qui jusqu'à présent n'a pas pu être définitivement vaincue, pourra développer son contrôle à de vastes zones du pays, surtout dans le milieu rural et recruter des milliers de jeunes paysans sans aucun futur dans une agriculture extrêmement polarisée. Ce scénario-ci, de multiplication de l'anomie, de la violence, a un dénouement imprévisible.

3) Le troisième scénario est celui de non-sustentabilité immédiate et à moyen terme vu que l'économie mexicaine ne pourra pas employer autant de main d'œuvre expulsée de l'agriculture paysanne, dans un contexte de concurrence

⁷²⁶ SUAREZ Victor: *Salvar al campo, transformar al país*. Dans *La Jornada del Campo*, 18 août 2009.

internationale cruelle, et que les ressources naturelles ne supporteront pas non plus la surexploitation. Il est alors possible de poser un quatrième scénario : une alternative qui est la voie, le chemin des paysans. Nous l'expliquons :

Une alternative “faite main”.

Nous partons de la proposition de Vergopoulos, Blond, Bartra et Haubert, dans le sens où la contradiction structurelle entre capitalisme et paysannerie aboutit toujours à l'oppression de celle-ci, et nous affirmons que c'est le cas du Mexique, où l'État, d'une manière ou d'une autre, a toujours subordonné les paysans. Avant la Révolution de 1910, il les opprima, spoliant leurs terres et les abandonnant à leur sort. Pendant l'étape du développementisme sans démocratie des années trente aux années soixante-dix, ce fut par le moyen de la manipulation politique et du corporatisme (l'époque des « avantages sans citoyenneté »), et maintenant, dans la phase néolibérale, il les exploite et les exclut bien qu'il y ait maintenant une « démocratie » (« citoyenneté sans avantages »,).

Alors, si le système de capitalisme de marché et d'État exploite et exclut les paysans, s'ils pensent à une alternative ils tendront naturellement à la rendre anti-systémique, comme le dit Bartra : *« ... les paysans ont construit des propositions qui lorsqu'elles affrontent les bords les plus coupants du capitalisme dans sa modalité agricole, ébauchent une alternative rurale anti-systémique non pas qu'elle soit guerrière et rebelle, mais radicale et visionnaire. »*⁷²⁷

Les axes qui doivent constituer l'alternative (de là l'« alter-mondialisme » des organisations paysannes) peuvent être : dans le socio-économique, couvrir les nécessités économiques de la famille rurale et lui offrir des conditions de vie digne, établir une nouvelle relation, juste, entre la ville et la campagne et entre agriculture et industrie ; chercher la coopération et les relations de solidarité sociale au niveau local et régional pour retenir des excédents dans la

⁷²⁷ BARTRA Armando: *Los campesinos, entre la Gran Crisis y la recesión.*, dans La Jornada del Campo, 12 septembre 2009.

communauté elle-même. Au niveau environnement : produire des relations d'interaction et non de déprédation avec les ressources naturelles, revendiquer les terres, eaux, forêts, pâturages en tant que biens collectifs, se défendre de l'usage d'organismes génétiquement modifiés. Dans l'aspect culturel, être ouvert aux nouveaux savoirs et aux nouvelles cultures à partir de la culture et des savoirs d'origine pour reconstruire et renouveler l'identité elle-même. Du point de vue territorial, la consolidation de petites unités territoriales autogestionnaires, participatives, où puissent être retenues et redistribuées les ressources de tout type produites dans la région. Dans le secteur politique, développer l'autonomie, l'autogouvernement avec transparence, information sur les comptes, la création continue d'espaces publics de délibération des citoyens et de contrôle des mécanismes de représentation populaire ainsi que des représentants, au moyen d'un organisme efficace de contrôle des citoyens.⁷²⁸ Bartra conclut que tout ceci est « ...un attentat aux principes du libéralisme individualiste forgés depuis les Lumières... Proclamer « le « bien vivre » comme option à un « progrès » et à un « développement », toujours discutables comme concepts et qui ont en outre négligé leurs promesses, n'est qu'une hérésie »

Ceci converge avec ce que Sergio Zermeno pose comme base pour la reconstruction sociale :

« ... la manière privilégiée de nous rapprocher de l'objectif d'améliorer la qualité de vie des gens dans un pays comme le nôtre (néolibéral, subordonné, en démodernisation) est par la création de champs sociaux moyens et de leur autonomisation, à partir de quoi il soit possible d'envisager la production- retenue de ce que nous pouvons appeler le générique d'énergie (comprise comme génération-retenu de richesse matérielle, densification humaine, pouvoir social, savoir scientifique-technique et identité culturelle). C'est seulement à partir de ces champs moyens qu'il est possible de résister aux pouvoirs du capital et de la sphère étatique-politique »⁷²⁹

⁷²⁸ BARTRA Armando, ibidem; OSWALD S. Ursula: *Reflexiones, retos y estrategias del movimiento campesino dentro del movimiento social global. ¿Tiene el campesinado futuro en un mundo globalizado?* UNICAM del Sur, mai 2007, p.10 et suivantes.

⁷²⁹ ZERMEÑO Sergio, op.cit. p. 110.

Améliorer la qualité de vie, le « bien vivre », vivre avec dignité dans des espaces moyens où les gens retiennent leurs excédents et coexistent dans l'autogestion économique et l'autodétermination politique est le résumé de la voie paysanne à la vie digne. Celle qui est poursuivie par des expériences comme celle des assemblées de Bon Gouvernement (Juntas del Buen Gobierno) dans *los caracoles* de l'EZLN au Chiapas ou du modèle d'économie de solidarité du Mouvement des Sans Terre (Movimiento de los Sin Tierra, MST) au Brésil. Il existe de forts arguments pour cette voie paysanne :

- a) D'efficacité économique : parce qu'elle est plus intensive, peut garantir l'autosuffisance, la sécurité alimentaire, est moins coûteuse et plus proche des consommateurs.
- b) D'efficacité sociale : elle utilise davantage de travail, réduit le chômage, le sous-emploi et la migration, ainsi que les risques de conflits sociopolitiques.
- c) D'efficacité quant à la sauvegarde de l'environnement et à l'aménagement du territoire : processus plus soigneux de conservation, de valorisation des ressources de chaque région et appui au développement rural soutenable.⁷³⁰

Alors que cette alternative se développe, il est nécessaire de construire un mouvement sociétal dans le même sens. Il est certain qu'il existe des difficultés pour la gestation d'un tel mouvement. Ainsi nous l'avons éprouvé au Mexique quand les organisations rurales confluèrent dans la protestation contre le Traité de libre Commerce d'Amérique du Nord en 2003 et 2008 : nous nous réunîmes pour protester contre les orientations stratégiques de l'agriculture d'après le gouvernement, puis chaque organisation négocia séparément sur ses problèmes immédiats. Ce qui est aussi un obstacle, c'est la différenciation de la paysannerie mexicaine, les régionalismes et les différences partisans, ainsi que la réduction du poids spécifique du secteur rural dans l'économie et dans la société

⁷³⁰ HAUBERT Maxime, op.cit. p.171.

mexicaine et surtout la grande pulvérisation provoquée par les effets déstructurants de la globalisation économique et excluante.

Toutefois, la confluence des crises, celle de l'économie, de la violence, de l'environnement et de l'alimentaire donne la base pour la construction d'un mouvement social. L'« enjeu », comme le signale Haubert,⁷³¹ n'est pas seulement la survie des paysans ou leur transformation en chefs d'entreprise, mais les conditions de « bien vivre » pour tous, l'inclusion, la consolidation d'une démocratie substantielle traduite dans des droits, l'identité et la diversité culturelles, la préservation de la souveraineté alimentaire, la défense et la viabilité des ressources naturelles et du patrimoine génétique.

Il y aura alors des bases pour la construction de la « totalité » qui traduit la demande fondamentale du mouvement. . Autour d'elle il peut alors être construit, - et c'est la grande tâche- un nouveau sujet social, formé par les paysans et tous ceux qui partagent toutes ces formes diverses d'exclusion, de domination que subit une société démodernisée et déstructurée comme la mexicaine. En font partie, évidemment, les paysans exclus, exploités, dépouillés de leurs ressources naturelles, tous les habitants de la ville dont la vie s'est précarisée en raison du manque d'emploi et de revenus ou en raison du harcèlement de la délinquance. En font partie ceux qui souffrent de dénutrition ou malnutrition en raison d'une politique alimentaire livrée aux profits des compagnies multinationales de l'agro-business, et tous ceux qui souffrent de discrimination sexuelle ou culturelle. Entre tous ils peuvent développer ce mouvement social, mais caractérisé plus dans les termes d'Alain Touraine, non comme un agent méta-social, d'une philosophie de l'histoire avec point d'arrivée terminé et prédéterminé :

« Les mouvements sociaux invoquent alors, chaque fois moins, la création d'une société, d'un nouvel ordre social, et chaque fois plus la défense de la liberté, la

⁷³¹ HAUBERT Maxime, op.cit. p. 163

sécurité et la dignité personnels », ⁷³² ou encore : « ... *le mouvement sociétal... ne peut pas non plus être qu'un effort pour unir la lutte contre des ennemis toujours menaçants et la défense des droits sociaux et culturels. Effort qui n'atteint jamais ses objectifs complètement, de sorte que le mouvement soit toujours fragmentaire et plein de contradictions. Loin d'être un personnage prophétique, un mouvement sociétal est un ensemble changeant de débats, de tensions et de déchirements... est à la fois lutte contre un pouvoir et combat pour une vision de société* ». ⁷³³

Futures lignes de recherche.

Comme l'on pourra voir, le point d'arrivée de cette thèse est plutôt un point de départ. Notre travail a essayé de récupérer de façon critique, en pensant depuis le Sud, les impacts de la nouvelle phase agro-exportatrice néolibérale, ou plus largement, de la globalisation économique exclusive et des stratégies variées de résistance qu'une organisation de paysans pauvres, le FDC, a mises en marche pour leur faire face. Avec ceci nous croyons que nous apportons un peu au répertoire de formes de lutte et de résistance des gens qui subissent les effets désorganisateur d'un capitalisme subordonné et exclusif et d'une démocratie purement formelle, de basse qualité et basse intensité. Mais dans cette même ligne, il y a beaucoup de tâches et de lignes de recherche dont nous croyons qu'elles doivent d'être poursuivies ou être entamées. Nous en exposons les principales:

Nous qui cherchons à faire une science sociale depuis l'Amérique Latine, depuis le Sud, nous ne pouvons pas nous détacher des préoccupations morales et politiques de base dans notre travail de production de la connaissance : construction d'une société égalitaire, démocratique, respectueuse des

⁷³² TOURAINE Alain: *¿Podremos vivir todos juntos? Iguales y diferentes*. Fondo de Cultura Económica, Mexico, 1997, p. 79.

⁷³³ *Ibidem*, pp. 104 et 131.

différences, d'une globalisation juste, incluante, soutenable, d'une vision non euro-centrique des sciences sociales.

Il y a un point de départ sur lequel coïncident Dos Santos et Zermeño : Le premier le formule ainsi : effectuer la critique de la philosophie de l'histoire de la modernité occidentale « ... qu'elle étende le présent de sorte qu'il donne place à beaucoup des expériences sociales qui sont gaspillées aujourd'hui... [Et que] l'exaltation du progrès soit remplacée par la recherche d'alternatives à la fois utopiques et réalistes »⁷³⁴

Pour sa part, Zermeño le pose de cette manière :

*« Le futur des sciences sociales dans nos pays est alors la production d'une sociologie de la porte de service, des déchets, d'une prise de distance par rapport à l'idéal de modernité, une sociologie pour obtenir que l'homme et les femmes vivent mieux... une sociologie de l'exclusion... une sociologie de la démodernité, où les secteurs du savoir et les universités travaillent à la frontière arrière, cherchant comment se défendre pour atténuer les effets destructifs du pillage mondialisé et de la souffrance... »*⁷³⁵

- Notre travail académique doit documenter les différentes situations d'anomie, de désordre, de violence de nos sociétés et les causes systémiques qui les ont induites. Par exemple, dans notre contexte de l'État du Chihuahua il est urgent que nous effectuions l'*archéologie sociale* de la violence et de l'anomie dont nous souffrons, ou que nous analysons les impacts de l'agriculture et de l'élevage industriels dans notre État.
- Un autre des défis que nous avons est, comme nous l'indiquons aussi dès l'introduction, d'articuler au moyen de notre recherche la pratique sociale des mouvements, les acteurs locaux, les formes de participation populaire, les expressions artistiques et culturelles de la diversité des

⁷³⁴ DE SOUSA SANTOS Boaventura: *La caída del Angelus Novus: Ensayos para una nueva teoría social y una nueva práctica política*. ILSA-Universidad Nacional de Colombia, Bogotá, 2003, p. 17 et suivantes.

⁷³⁵ ZERMEÑO Sergio, op.cit. pp.133-134

peuples et acteurs du Sud. Par exemple, les expériences des communautés ecclésiales de base, les résultats dans divers lieux des projets d'éducation et promotion populaire, les formes d'économie sociale et solidaire, en général tous ces processus de participation et organisation *depuis le bas*, très dédaignés par le monde des universités, pouvant apporter à la rénovation de la théorie politique.

- Un troisième défi est le lien systématique des chercheurs avec les acteurs sociaux, en prenant ceux-ci non seulement comme « informateurs privilégiés », mais comme pôle dialectique de confrontation, d'enrichissement des avis, comme coproducteurs de la connaissance.
- Finalement notre travail scientifique doit s'inscrire dans la construction d'alternatives viables, sociales, économiques, culturelles et politiques qui fassent réalité le « bien-vivre », la vie digne pour les majorités de nos pays.

Ces défis sont ceux qui orientent notre activité « post-thèse ».

Il ya presque un quart de siècle, un prêtre engagé envers son peuple, un maire démocrate de ville moyenne et un dirigeant historique communiste lancèrent un appel pour construire avec des actions ce qu'est maintenant le Front Démocratique Paysan. Le point commun de leurs idéologies, rêves et convictions a été une devise qui englobe la rébellion contre une situation d'injustice déjà intolérable en même temps qu'un principe moral commun indiscutable. Sont ensuite tombés des murs, s'est aussi effondrée la promesse néolibérale de la fin de l'histoire, mais la radicalité libératrice de cette devise est encore en vigueur : **Pour la dignité des paysans.**

Chihuahua, Mexique, octobre 2009 à trois cents ans de la fondation de la ville, à presque deux cents ans de la Guerre d'Indépendance du Mexique, à presque cent ans de la Révolution mexicaine.

Víctor M. Quintana S.

SOURCES

1. Bibliographie.

ALBERONI Francesco, *Génesis. Movements et institutions*. Ramsay, París, 1992. 692 p.

APPENDINI Kirsten: *La transformación de la vida económica en el campo mexicano* dans le livre collectif de PRUD'HOMME Jean-Francois (coord.): *El impacto social de las políticas de ajuste en el campo mexicano*, ILET-Plaza y Valdés Ed. México, 1995, pp. 58-59

AZIZ Alberto, *Territorios de alternancia, (El primer gobierno de oposición en Chihuahua)*, CIESAS-Triana Ed. México, 1996, 216 p.

_____ *Los ciclos de la democracia. Gobierno y elecciones en Chihuahua*, CIESAS, Porrúa, UACJ, México, 219 p.

DE SOUSA SANTOS Boaventura: *La caída del Angelus Novus: Ensayos para una nueva teoría social y una nueva práctica política*. ILSA-Universidad Nacional de Colombia, Bogotá, 2003, 303 p

BARTRA Armando, "*Los herederos de Zapata*", Ed. Era, México, 1ª. Edición, 1985, 164 p.

_____ *El capital en su laberinto. De la renta de la tierra a la renta de la vida*. UACM, CEDRSSA, ITACA, México, 2006, 382 p.

CALVA José Luis. *Crisis agrícola y alimentaria en México, 1982-1988*, Fontamara, México, 1988, 230p.

CANABAL, Cristiani Beatriz, CONTRERAS, Pérez Gabriel, LEDA, López Arturo: (Coordinadores) *Diversidad Rural –Estrategias Económicas y Procesos Culturales–* Universidad Autónoma Metropolitana- Unidad Xochimilco, Plaza y Valdés Editores. México, 2006 435 p

CANTON DE GRAMMONT Hubert: *El Barzón: clase media, ciudadanía y democracia*. Instituto de Investigaciones Sociales-Plaza y Valdés, 2001, 304 p.

CANTON DE GRAMMONT Hubert (Coord.) *La construcción de la democracia en el campo latinoamericano*. Buenos Aires, CLACSO, 2006 365 p.

CANTON de GRAMMONT Hubert et MACKINLAY Horacio: *Las organizaciones sociales y la transición política en el campo mexicano*. En C, de GRAMMONT Hubert: *La construcción de la democracia en el campo latinoamericano*, CLACSO, Buenos Aires 2006, p. 24

COBO Rosario, GONZALEZ FERNANDEZ Ana Luisa (Coord.) *El Nuevo Movimiento Campesino Mexicano*, Fundación Heberto Castillo Martínez, México, 2004, 216 p.

COUSIN, Jean-Baptiste, "Cuando el ahorro organiza" in REYGADAS ROBLES GIL, Rafael et ZARCO MERA Carlos, "Finanzas sociales, comercialización, desarrollo local en México", 2006 473 P.

DAGNINO Evelyn, OLVERA Alberto et PANFICHI Aldo: *La disputa por la construcción democrática en América Latina*, México, Fondo de Cultura Económica, CIESAS, UV, 2006. 536 p.

FERNANDEZ TORRES, J.E. (2005) L a crisis financiera de 1994-1995 y el TLCAN a diez años (en ligne) (Ref.10 juillet 2009). Disponible sur: www.eumed.net/libros/2005/jeft/

FOX Jonatan: *How Does Civil Society Thicken? The Political Construction of Social Capital in Rural Mexico*, dans EVANS Peter (Ed.) *State-Society Synergy: Government and Social Capital in Development*, University of California at Berkeley, 1996
 _____ *The Politics of Food in Mexico.- State Powder and Social Mobilization.*1992 – Cornell University. 280 p.

FRENTE DEMOCRATICO CAMPESINO –EQUIPO PUEBLO. *Problemas y perspectivas del agro chihuahuense. La zona temporalera.* DECA Equipo Pueblo, México, 1996, 143 P.

GARRETON Manuel Antonio: *Democratización política pendiente y transformaciones Societales. Las consecuencias para la acción colectiva y la cultura política*, dans LABASTIDA MARTIN DEL CAMPO Julio et CAMOU Antonio (coord.): *Globalización, identidad y democracia*, Siglo XXI Eds, México, 2001, pp.60-61

GARRETON Manuel Antonio: *Cambios sociales, actores y acción colectiva en América Latina*, CEPAL, Santiago de Chile, 2001 45 p.

GOMEZ CRUZ Manuel Angel, SCHWENTESSIUS R. Rita: *Estrategias para el Cambio en el Campo Mexicano* universidad Autónoma de Chapingo, Plaza y Valdés, México, 2001, 254 p.

GORDILLO Gustavo, *Más allá de Zapata*, Aguilar, Cal y Arena, México, 1992. 193 p.

HAUBERT Maxime: "Les "promoteurs populaires" au Mexique et en Amérique Latine", dans HAUBERT Maxime et autres auteurs : »*Etats et sociétés dans le Tiers-monde : de la modernisation á la démocratisation ?* », Publications de la Sorbonne, Paris, 1992, p.312

_____ : dans la Conclusion générale de HAUBERT Maxime, (directeur) : *L'avenir des paysans. Les mutations des agricultures familiales dans les pays du Sud.* Tiers Monde-IEDES-PUF, Paris, 1999, 187 p.

HAUBERT Maxime y DELHOUME Catherine (Coords): *Contre-pouvoirs et democratization: Une étude du rôle des syndicats et des associations dans quatre pays (Algérie, Bosnie-Herzégovine, Mexique, Roumanie).* (en ligne) (Réf. 5 septembre 2009), Disponible sur : <http://recherche-iedes.univ-paris1.fr/textederecherche/texte%20PDF/texte%20%2046.pdf>

HEWITT DE ALCANTARA Cynthia: *Imágenes del campo*, El Colegio de México, México, 1988. 267 p.

KATZ Friedrich: *Pancho Villa*, tomo I, Era, México 1998, 525 p...

LABASTIDA Julio et CAMOU Antonio, *Globalización identidad y democracia. México y América Latina*. UNAM-Siglo XXI, México, 2001, 487 p.

LAU Rubén y QUINTANA Víctor M. *Movimientos populares en Chihuahua*, UACJ, Ciudad Juárez, 1991, 119 p-

OLVERA Alberto (Coord.), *Sociedad civil, esfera pública y democratización en México* Université Veracruzana-Fondo de Cultura Económica, México, 2003 457 p.

OROZCO Víctor (Coord.) *Chihuahua Hoy 2003 Versiones de su Historia, Economía, Política y Cultura*, UACJ, Ciudad Juárez, 2003 670 p.

OROZCO Víctor (Coord.) *Chihuahua Hoy 2006 Versiones de su Historia, Economía, Política y Cultura*, Ciudad Juárez, 2006 429 p.

OROZCO Víctor: *Tierra de libres: los pueblos del distrito de Guerrero en el siglo XIX*, Ciudad Juárez, Université Autónoma de Ciudad Juárez, Gouvernement de l'Etat du Chihuahua, pp.14-16

PNUD *Informe sobre desarrollo humano 2006-2007*, PNUD, (en ligne), (Ref. 10 octobre 2009) México, 2007, p.23 Disponible sur: <http://www.undp.org.mx/desarrollohumano/informes/index.html>

PRUD'HOMME Jean-Francois: *El contexto del ajuste*, dans PNUD'homme Jean Francois (coord.), *El impacto de las políticas de ajuste en el campo mexicano*. ILET-Plaza y Valdés, México, 2005, 143 p.

PUTNAM Robert D.: *Bowling Alone The Collapse and Revival of American Community*, Simon and Schuster, New York 2000. 541 p.

QUINTANA Víctor M. *Los años rojos: en Historia contemporánea de los movimientos sociales en Chihuahua: 1940-1990* (inédito).

_____: *A gritos y sombreros: continuidad y cambio en la política agropecuaria del gobierno de Vicente Fox*, en el libro, *La nueva crisis mexicana*, Samuel Schmidt, coord. Ed. Aguilar, Nuevo Siglo, México 2003

_____: *El campo no aguanta más, cinco meses de movilización campesina*, en la obra colectiva: *El nuevo movimiento campesino mexicano*, Fund. Heberto Castillo Martínez, México, 2004

RAMOS Martha: *Sueño y realidad de un movimiento campesino en Chihuahua*, DECA, Equipo Pueblo, Chihuahua, 1996. 113 p.

REYGADAS Luis, BORUNDA Gabriel y QUINTANA Víctor: *Familia y trabajo en Chihuahua*, UACJ, Ciudad Juárez, 1994. 139 p.

RUBIO Blanca: *Explotados y excluidos. Los campesinos latinoamericanos en la fase agroexportadora neoliberal*. Universidad Autónoma de Chapingo, Plaza y Valdés, México 2003, 230 p.

RUBIO Blanca (Coord.) *Exclusión y Resistencia Social* (La Cuestión Rural en América Latina) 2006 – Universidad Autónoma de Chapingo. 438 p.

RUBIO Blanca (Coord.) *El sector Agropecuario Mexicano frente al Nueve Milenio*. Universidad Autónoma de México-Plaza y Valdés, México 2004, 267 p.

SAEZ DE NENCLARES Mauricio: *La disputa por lo público. Laboratorios ciudadanos de política pública*. Equipo Pueblo, Mexico 1997, 236 p.

SALMERON Pedro: *La División del Norte: la tierra, los hombres y la historia de un ejército del pueblo*. Planeta, México, 2006 529 p.

SÁNCHEZ, Albarrán Armando: (Coordinador) *El Campo No Aguanta Más – 2007 –* Universidad Autónoma Metropolitana, Unidad Azcapotzalco, Miguel Ángel Porrúa – Librero-editor. 297 p.

SCHWENTESSIUS Rita, GOMEZ Manuel Angel, CALVA José Luis y HERNANDEZ NAVARRO Luis (coord.): *¿El campo aguanta más?* Universidad Autónoma de Chapingo, México, 2003. 263 p.

TOURAINÉ Alain: *¿Podremos vivir todos juntos? Iguales y diferentes*. Fondo de Cultura Económica, México, 1997. 335 p.

ZERMEÑO Sergio: *México: una democracia utópica. El movimiento estudiantil-popular del 68*. Siglo XXI; 4ª. Edition, México 1984 336 p.

_____ : *¿Todo lo social se desvanece?*, en LABASTIDA Julio y CAMOU Antonio, (coord.): op.cit. p. 265

_____ : *La desmodernidad mexicana. Y las alternativas a la violencia y la exclusión en Nuestros días*. Océano, México, 2005 361 pp. 265-282

2. Thèses.

DOMINGUEZ RASCON Alonso: *Tradiciones selectivas, concepción de la tierra y formación del Estado. La formación del Estado mexicano como una revolución cultural*, thèse de maîtrise, CIESAS, Chihuahua pp.116-117

R. de QUINTANA Graciela: *Education populaire, actions et réflexions. Analyse des expériences à l'Ouest du Mexique (1977-1985)*. Mémoire de DUEPS à l'Université François Rabelais de Tours, 1987.

3. Hémérogaphie: (articles des revues et journaux).

BARTRA Armando: *Los campesinos, entre la Gran Crisis y la recesión.*, dans *La Jornada del Campo*, 12 de septiembre de 2009.

_____ : *El comportamiento económico de la producción campesina*, Cahiers Universitaires de Sciences Sociales, Université Autónoma de Chapingo, no. 3, 1982, p. 25

BOLTVINIK Julio et DAMIAN Araceli *Evolución y características de la pobreza en México*, revue *Comercio Exterior*, Vol. 53, No. 6, juin 2003, pp. 519 et ss.

CALVA José Luis: *Cuándo se hundió el campo*. Diario El Universal, México, 22 mai 2008

_____ *Disyuntiva agrícola*, journal El Universal, México, 8 novembre 2002

_____ *México y el Consenso de Washington*, diario El Universal, México, D.F. 17 juin 2005.

_____ : *Política agrícola*, éditorial du journal *El Universal*, México D. F. 14 janvier 2005.

_____, *Vulnerabilidad alimentaria*, éditorial publié dans le journal El Universal, México, 20 juin de 2007.

_____ : *El modelo neoliberal*, diario El Universal, México, D.F. 23 février 2007.

_____ : *Neoliberalismo agrícola*, éditorial publié dans le journal El Universal, México, D. F. 9 septembre 2005.

CASAR María Amparo, REVILLA MARTINEZ Eduardo et GUERRERO Amparán Juan Pablo: *Algunos aspectos relevantes del presupuesto 2000*, CIDE, (en ligne) (Ref.18 juillet 2007). Disponible sur: http://www.presupuesto.gastopublico.org/documentos/presupuesto/aspectos_relevantes_2000.pdf

CEIDAS: *Chihuahua social*, publié Dans le journal *Excelsior*, Mexico, 5 juin 2007.

CENTRE D'INFORMATION ECONOMIQUE ET SOCIALE, *Indicadores socioeconómicos del estado de Chihuahua*, Août-décembre 2008

CENTRO DE ESTUDIOS E INFORMACION PARA LAS FINANZAS PUELBICAS., (en ligne), (Ref. 18 juillet 2009), Disponible sur: <http://www.cefp.gob.mx/modpef99-05/pdf/pef2001.pdf>

CEPAL: *Efectos sociales de la globalización sobre la economía campesina. Reflexiones a partir de experiencias en México, Honduras y Nicaragua*. CEPAL, México pp. 1 et ss

CIDAC *Índice de violencia delictiva y de violencia 2009*, (en ligne) (Ref. 15 octobre 2009) Disponible sur: <http://www.cidac.org/vnm/pdf/pdf/IncidenciaDelictivaViolencia2009.pdf>

CIES Chihuahua, *Indicadores socioeconómicos del estado de Chihuahua*, Août-décembre 2008

_____*Prontuario de información geoestadística*, Chihuahua, novembre 2008 (en ligne), (Ref. 10 octobre 2009). Disponibles sur: <http://www.chihuahua.com.mx/nuevodisen/wire5.asp>

Revista *Claridades Agropecuarias*, ASERCA,-SAGARPA. No. 112, décembre 2002, p. 33

Crónica Legislativa, No. 2. Revue virtuelle de la Chambre des Députés du Congrès de l'Union, (en ligne) (Ref. 10 juillet 2009) Disponible sur : <http://www.cddhcu.gob.mx/cronica57/contenido/cont2/cronica2.htm>

DAVIS Benjamín: *Las políticas de ajuste de los ejidatarios frente a la reforma neoliberal en México*, Revista de la CEPAL, No. 72, décembre 2000, pp. 99 et ss

DE SOUSA SANTOS Boaventura: *La reinención del estado y el estado plurinacional*, (en ligne), (Ref. 15 octobre 2009) p. 142. Disponible sur <http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/osal/osal22/D22SousaSantos.pdf>

GRIJALVA MONTERDE Gabriela: *Generación de empleos en la frontera norte: ¿quiénes han aprovechado el Tratado de Libre Comercio?* Revue Frontera Norte, Vol. 16, No.31, janvier-juillet 2004, pp. 33-68.

HAUBERT Maxime et TORRES Gabriel, *Desenlace de las crisis y ajustes al modelo de desarrollo*, dans revue de l'Université de Guadalajara, printemps 2003, (en ligne) (Ref. 16 octobre 2009), Disponible sur <http://www.cge.udg.mx/revistaudg/rug27/dossier5.html>

HAUBERT Maxime y DELHOUME Catherine (Coords): *Contre-pouvoirs et democratization: Une étude du rôle des syndicats et des associations dans quatre pays (Algérie, Bosnie-Herzégovine, Mexique, Roumanie)*. (en ligne) (Ref. 5 septembre 2009), Disponible sur : <http://recherche-iedes.univ-paris1.fr/textederecherche/texte%20PDF/texte%20%2046.pdf>

HERNANDEZ NAVARRO Luis: *El narcotráfico y la sociedad rural*, en La Jornada, 6 de octubre de 2009

OSWALD S. Ursula: *Reflexiones, retos y estrategias del movimiento campesino dentro del movimiento social global. ¿Tiene el campesinado futuro en un mundo globalizado?* UNICAM del Sur, mayo de 2007, p.10 y ss

QUINTANA Víctor : *Transformation économique et crise politique au Chihuahua*, revue *Problèmes d'Amérique Latine*, No.86, 4ème. Trimestre 1987, Paris, La Documentation Française, pp. 43 et suivantes.

ROSENZWEIG, Andrés, *El debate sobre el sector agropecuario mexicano en el Tratado de Libre Comercio de América del Norte*, CEPAL, serie Estudios y Perspectivas, México, 2005, p.9. (en línea) (Ref. 17 août 2009), Disponible sur: <http://www.eclac.org/publicaciones/xml/4/20644/L650%20parte%202.pdf>

RUBIO Blanca: *La exclusión de los campesinos y las nuevas corrientes teóricas de interpretación*. Dans revue *Nueva Sociedad*, No. 182, Novembre-diciembre 2002, pp. 25 et suivantes

_____ : *La fase agroalimentaria global y su repercusión en el campo mexicano*. Dans la revue: *Comercio Exterior*, Vol 54, Num.11, noviembre de 2004, pp. 948 y ss.

RUIZ MONDRAGON Ariel: *Michels Robert : los partidos políticos (síntesis)* (En ligne) (Ref.. 24 septembre 2009) Disponible sur : <http://www.inep.org/content/view/231/55/>

SUAREZ Víctor: *Salvar al campo, transformar al país*. En *La Jornada del Campo*, 18 de agosto de 2009.

SCOTT James C. (2000), citado por HEAU LAMBERT Catherine: "*Resistencia y/o Revolución*", mars 2007, revue *Teoría Política*, 1ère année, numéro 2, mars 2007, pp. 56 et suivantes.

SZEKELY Miguel: *Pobreza y desigualdad en México entre 1950 y 2004*, Secretaría de Desarrollo Social, serie documentos e investigaciones, México 1995. (en línea) (Ref. 17 août, 2009). Disponible sur : <http://sedesol2006.sedesol.gob.mx/publicaciones/CuadernosyDoctos/PDFs%20SEDESOL/PDFs%20Cuadernos/20%20Cuad.pdf>

UGARTE Ernesto, BARTRA Armando, Rapport d'évaluation final du projet « Appui aux activités économiques du FDC », 2002 68 p.

UNDA GUTIERREZ Mónica: *Compendio de Política Económica de México 1980-2000*: édition privée, 143 p.

WOOLCOCK M., NARAYAN D.: *Social Capital: Implications for Development, Theory, Research and Policy*, en *The World Bank Research Observer*, Vol. 15, no.2, (August 2000)

YUNEZ Naude Antonio y TAYLOR Edward J. *Los impactos del TLCAN en la emigración rural*, feuillet informatif no. 2 du PRECESAM, Colegio de México, Université de Californie, Davis, pp.13 et ss

4. Autres sites d'internet consultés.

INEGI: *Estadísticas de matrimonios y divorcios 200*, (en ligne) (Ref. 10 octobre 2009) Disponible sur <http://www.inegi.org.mx/inegi/default.aspx?s=inegi&e=08>

INEGI: *El sector alimentario en México 2000*, México, 2005. (En ligne) (Ref. 19 août, 2009)

Disponible sur:
http://www.inegi.org.mx/prod_serv/contenidos/espanol/catalogo/default.asp?accion=2&upc=702825180812&seccionB=cp

5. Archives :

Archives du Frente Democrático Campesino de Chihuahua, Coronado 1202, Col. Centro, Chihuahua, Chih. México.

Archives personnelles de Víctor M. Quintana.

6. Journaux et revues. (notes journalistiques).

Ahora, Ciudad Juárez

Diario de Chihuahua (après, El Diario, Chihuahua).

Diario de Juárez.

El Fronterizo, Juárez.

El Heraldo, Juárez.

El Universal, México.

La Jornada, México.

Norte, Chihuahua,

Norte, Ciudad Juárez.

Revista Proceso.

NOTE: Tous ces journaux ont été consultés à l'hémérothèque digitale de Información procesada de Chihuahua. : <http://www.inpro.com.mx/>

Boletines "El tomabodegas", FDC.

Boletines "Fuerza Campesina", FDC.

ANNEXES

SIGLES:

- ACN.- Alianza Campesina del Noroeste.
- ALCA.- Area de Libre Comercio de las Américas,
- AMUCSS.- Asociación Mexicana de Uniones de Crédito del Sector Social:
- ANAGSA.- Aseguradora Nacional Agrícola y Ganadera, S.A.
- ANAPP.- Asociación Nacional de Pequeños Productores:
- ANEC.- Asociación Nacional de Empresas Comercializadoras del Campo.
- APACH.- Asociación de Productores Agropecuarios de Chihuahua
- BANRURAL.- Banco de Crédito Rural
- Boruconsa.- Bodegas rurales Conasupo, sociedad anónima
- CAP.- Consejo Agrario Permanente
- CCC.- Central Campesina Cardenista
- CCCOSSA.- Coordinadora de Centrales Campesinas y Organismos
- CCFD.- Comité Católico contra el Hambre y por el Desarrollo
- Superiores del Sector Agropecuario
- CCI.- Central Campesina Independiente
- CDP.- Comité de Defensa Popular
- CEPCO.- Coordinadora Estatal de Productores de Café Orgánico de Oaxaca
- CIOAC.- Central Independiente de Obreros Agrícolas y Campesinos
- CNC.- Confederación Nacional Campesina
- CNOC.- Coordinadora Nacional de Organizaciones Cafetaleras
- CNPA.- Coordinadora Nacional Plan de Ayala
- CODUC.- Coalición de Organizaciones Democráticas Urbanas y Campesinas
- COLUDE.- Comité de Lucha por la Democracia
- CONASUPO.- Compañía Nacional de Subsistencias Populares
- CONSUCC.- Consejo Nacional de Sociedades y Unidades con Campesinos y Colonos

- Coparmex.- Confederación Patronal de la República Mexicana
- CRS.- Catholic Relief Service
- COSSYDHAC.- Comisión de Solidaridad y defensa de los Derechos Humanos, A.C.
- CTM.- Confederación de Trabajadores de México
- DECH.- Desarrollo Económico del Estado de Chihuahua
- EZLN.- Ejército Zapatista de Liberación Nacional
- FAT.- Frente Auténtico del Trabajo
- FDC.- Frente Democrático Campesino
- FDOCCH.- Frente Democrático de Organizaciones Campesinas de Chihuahua
- FEDECO.- Frente de Consumidores
- FEDECOOP.- (Cooperativa de Ahorro y Crédito)
- FIRCAVEN.- Fideicomiso de Apoyo a Deudores con Cartera Vencida
- FNDCM.- Frente Nacional de Defensa del Campo Mexicano
- Fobaproa.- Fondo Bancario de Protección al Ahorro
- FSM: Foro Social Mundial
- FUPC.- Frente Unido de Productores del Campo
- IFE.- Instituto Federal Electoral
- INEGI.- Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática
- JOC.- Juventud Obrera Cristiana
- MDC.- Movimiento Democrático Campesino
- MDE.- Movimiento Democrático Electoral
- MONARCA.- Movimiento Nacional de Resistencia Campesina
- OCDE.- Organización para la Cooperación y Desarrollo Económico
- OCL.- Organizaciones Campesinas en Lucha
- Odepafa.- Organización para la Defensa del Patrimonio Familiar
- Onapafa.- Organización Nacional en pro del Patrimonio Familiar
- ONG.- Organización No Gubernamental
- PAN.- Partido Acción Nacional

- PARM.- Partido Auténtico de la Revolución Mexicana
- PCM.- Partido Comunista Mexicano
- PDM.- Partido Demócrata Mexicano.
- PEMEX.- Petróleos Mexicanos
- PFCRN.- Partido del Frente Cardenista de Reconstrucción Nacional
- PGR.- Procuraduría General de la República
- PIB.- Producto Interno Bruto
- PMS.- Partido Mexicano Socialista
- PMT.- Partido Mexicano de los Trabajadores
- PPR.- Partido Patriótico Revolucionario
- PPS.- Partido Popular Socialista.
- PRD.- Partido de la Revolución Democrática
- PRI.- Partido Revolucionario Institucional
- PROCAMPO.-
- PROFORTARAH.- Productos Forestales de la Tarahumara.
- Pronasol.- Programa Nacional de Solidaridad
- PRT.- Partido Revolucionario de los Trabajadores
- PST.- Partido Socialista de los Trabajadores
- PSUM.- Partido Socialista Unificado de México
- PT.- Partido del Trabajo
- PVEM.- Partido Verde Ecologista de México
- RMALC.- Red Mexicana de Acción Frente al Libre Comercio
- Red MOCAF.- Red Mexicana de Organizaciones Campesinas Forestales
- SAGARPA.- Secretaría de Agricultura, Ganadería, Recursos Hidráulicos, Pesca y Alimentación.
- SARH.- Secretaría de Agricultura y Recursos Hidráulicos
- SINTIHA.-
- SPP.- Secretaría de Programación y Presupuesto
- Telmex.- Teléfonos de México
- TLC.- Tratado de Libre Comercio

- TLCAN.- Tratado de Libre Comercio de América del Norte
- UCD.- Unión Campesina Democrática
- UGOCM.- Unión General de Obreros y Campesinos de México
- UNOFOC.- Unión Nacional de Organizaciones en Forestería Comunitaria
- UNORCA.- Unión Nacional de Organizaciones Regionales Campesinas Autónomas
- UNT.- Unión Nacional de Trabajadores
- UNTA.- Unión Nacional de Trabajadores Agrícolas
- UTAF.- Unión de Trabajadores Agrícolas Fronterizos
- UPCALA.- Unión para el progreso de los campesinos de la laguna
- UPM.- Unión de Pueblos de Morelos

(Communiqué au peuple de Chihuahua lors de l'arrivée dans la Ville de la Marche de la Dignité Paysanne, janvier 1988)

FRENTE DEMOCRATICO CAMPESINO

COMUNICADO No. 1. 15 DE ENERO DE 1988

AL PUEBLO DEL ESTADO DE CHIHUAHUA

Informamos que la Marcha de la Dignidad Campesina que partió de Cd. Cuauhtémoc, el lunes 11 del presente llegó a la ciudad de Chihuahua el jueves 14 por la tarde. Fuimos recibidos por una gran cantidad de personas que nos brindaron su apoyo moral y alimentos. Junto con ellos hicimos una marcha de más de 2 mil personas hasta el Palacio de Gobierno.

Ahí realizamos un Mitin donde expusimos y reiteramos los OBJETIVOS DE NUESTRA LUCHA:

1. Exigimos que se aumenten en un 43% los precios de garantía del maíz y del frijol.
2. Exigimos que el Gobierno vaya tomando las medidas para que a mediano plazo, el precio del maíz y del frijol de "indexe" con el de la gasolina. Es decir, que el precio de un kilo de maíz equivalente al de un litro de gasolina, y el de un kilo de frijol a dos litros de combustible.
3. Rechazamos el Pacto de Solidaridad Económica.

Después del Mitin continuamos nuestra marcha y visitamos los principales diarios de Chihuahua para pedirles que informen la verdad sobre nuestro movimiento.

Luego, instalamos en la Plaza Hidalgo el CAMPAMENTO DE LA DIGNIDAD CAMPESINA y permaneceremos ahí hasta que nuestras demandas sean satisfechas. Diariamente realizamos y realizaremos frente al Palacio de Gobierno un plantón silencioso que retumbe en la conciencia de Fernando Baeza.

Agradecemos las innumerables muestras de apoyo que hemos recibido de las organizaciones sociales, partidos políticos, comunidades eclesiales y ciudadanos particulares.

Esto nos demuestra que nuestra lucha es hoy el símbolo de la lucha del Pueblo de Chihuahua por la democracia.

Seguiremos pidiendo a todo el pueblo de Chihuahua su participación con nosotros. Queremos estar junto con ustedes codo a codo, en las acciones que convoquemos. Ante la falsedad y la antidemocracia del Pacto, demostremos juntos lo que es la verdadera solidaridad.

Desde hoy nos comprometemos a mantener una comunicación continua con el pueblo del Estado de Chihuahua.

SOLIDARIAMENTE

FRENTE DEMOCRATICO CAMPESINO.

(Communiqué au peuple de Chihuahua, lors de la fin de la lutte de 1988):

FRENTE DEMOCRÁTICO CAMPESINO

**MOVIMIENTO RUPERTO DOMÍNGUEZ
CHIHUAHUA, CHIH. Feb.1988**

COMUNICADO

No.8

Después de 50 días de lucha el Frente Democrático Campesino se levanta con victoria. Las múltiples acciones que realizamos con el apoyo solidario de la ciudadanía chihuahuense hicieron que el gobierno del Estado reconociera su postura y se comprometiera con nosotros a:

1. Otorgar el estímulo ya acordado de 8,300 millones de pesos a los productores de maíz.
2. Convocar en los próximos días a una reunión donde las organizaciones campesinas y el Gobierno del Estado determinarán la forma de otorgar estímulos a los productores de frijol.
3. Iniciar un proyecto de desarrollo regional en la zona temporalera.

A cambio de esto los integrantes del Frente Democrático Campesino nos comprometemos a:

- Terminar los ayunos solidarios
- Levantar los campamentos de Chihuahua, Juárez, Cuauhtémoc y Parral.
- Entregar las 40 bodegas tomadas por nuestra Organización.

Estamos convencidos de que esta lucha ha culminado con una gran victoria porque además de los avances económicos hemos logrado:

1. Romper, al menos en Chihuahua, lo impuesto por el Pacto de Solidaridad Económica sobre los precios de garantía.
2. Obtener el reconocimiento general de que nuestras demandas son justas. Así lo prueban las 78,400 firmas de ciudadanos que apoyan nuestro movimiento.

3. Generar un amplio movimiento de solidaridad proveniente de obreros, profesionistas, estudiantes, amas de casa, partidos políticos,, sindicatos, grupos religiosos.
4. Extender la influencia de nuestra naciente organización a poblados campesinos de 11 municipios del Estado de Chihuahua.
5. Entrar en comunicación con los habitantes de las principales ciudades del Estado y comenzar a formar un solo frente de lucha.
6. Vivir una intensa experiencia colectiva de fraternidad, de solidaridad, de compromiso, de servicio, de democracia durante os 32 días que duró el CAMPANMENTO DE LA DIGNIDAD CAMPESINA.

Este manejo de victorias es apenas el inicio de la lucha de los campesinos por su dignidad y de la lucha permanente que el pueblo tiene que dar para sembrar una nueva sociedad.

Para esto nos comprometemos a:

1. Intensificar en nuestras regiones un esfuerzo continuo de educación – de organización independiente.
2. Generar un proyecto campesino de desarrollo integral para el mejoramiento de las condiciones de vida de nuestras familias.
3. Mantener una relación estrecha y solidaria con los ciudadanos y organizaciones chihuahuenses que luchan por la democracia y la justicia.

**AGRADECEMOS LA SOLIDARIDAD DEL PUEBLO CHIHUAHUENSE
EXPRESADA EN:**

- su presencia cotidiana, alimentos, cobijas, papelería, dinero, camionetas, declaraciones, leña, sonido, tiendas de campaña, expresiones artísticas, formas de apoyo, etc.

Todo esto nos reafirma en la convicción de que nuestro triunfo es el triunfo de todo el pueblo de Chihuahua, y es el germen de una nueva democracia.

(Leerte du FDC au pape Jean Paul II, lors de sa visite a Chihuahua, mai 1990)

FRENTE DEMOCRÁTICO CAMPESINO

Calle Aldama No. 307, 2º. Piso Int.5 Tel.12-52-09, Chihuahua, Chih. – MÉXICO.

10 de Mayo de 1990.

S.S. Juan Pablo II

Queremos dirigirnos a Usted en el lenguaje directo de nuestros llanos, y contarle nuestros problemas, luchas y esperanzas como contamos las historias con los amigos en resolana

Nuestra situación como campesinos es muy difícil. No desesperada, porque la lucha diaria con el paisaje y con el clima nos ha hecho renunciar a la desesperanza. Ya van dos años en que las pocas lluvias y heladas tempranas nos han hecho perder las cosechas. Y van ocho años de sufrir la política que el Gobierno ha instrumentado contra los campesinos: bajos precios a lo que producimos, créditos caros y escasos, nulas inversiones y corrupción y antidemocracia.

Ahora se nos niegan los créditos para nuestras siembras. El pago de la deuda externa y las inversiones que sólo benefician a los ricos agotan los recursos y nada queda para los campesinos. Ya preparamos la tierra, ya nos llovió en nuestros campos, ya nos cosquillean los brazos para comenzar a sembrar. Pero ni siquiera tenemos la semilla que necesitamos. Cuando le Gobierno nos niega los créditos nos está negando el derecho sagrado al trabajo.

Estamos luchando, Padre Juan Pablo. Muchas veces hemos dejado nuestra tierra para gritar nuestra verdad en los palacios de los poderosos. Nos hemos organizado para conocer y difundir nuestros derechos. Todos los días trabajamos en nuestro ejido, en nuestra colonia, para construir la democracia desde abajo. Producimos aunque las trabas y la corrupción quieren que no produzcamos. Vivimos la paz aunque la injusticia y la explotación nos hacen la guerra. Y con espíritu de hermanos entregamos a todos el fruto de nuestro trabajo: el maíz de la tortilla que comen los pobres; el trigo del pan que Usted va a consagrar.

Seguimos luchando, Padre Juan Pablo, por la justicia, por la democracia y por la fraternidad. Y a Usted lo queremos claramente a nuestro lado. Queremos su mano y su

corazón enteros, como nosotros lo damos. Queremos su bendición a nuestras luchas y a nuestros esfuerzos, su solidaridad a nuestros reclamos.

Queremos que con nosotros condene los sistemas políticos que asfixian la democracia, que convierten a los seres humanos en simples números del producto interno bruto, que nos tomen en cuenta si contribuimos a las exportaciones, que nos rechazan si sólo producimos para alimentar a los pobres. Queremos que con nosotros denuncie que el libre mercado no es el criterio regulador de las sociedades y de las personas.

Para nosotros, lo decimos **como uno** de nuestros dirigentes, ser campesino no es sólo una actividad productiva. Es toda una opción de vida. Es una manera de amar la naturaleza, haciéndola fructificar sin violencias. Es una manera de vivir la fraternidad. Lo invitamos a compartirla, a mantenerla como un signo de los valores humanos y cristianos en un mundo en que los poderosos quieren modernizar destruyendo la naturaleza y ultrajando a las personas.

Así como le hablamos con lo llano de nuestros campos, queremos despedirnos compartiendo con Usted la paz de nuestros bellos atardeceres.

Con nuestro respeto y solidaridad, los campesinos de Chihuahua.

FRENTE DEMOCRATICO CAMPESINO.

(Maniféste lors de la Prise du Pont International Ciudad Juárez-El Paso le 1 janvier 2003 pour protester contre la nouvelle phase de l'ALENA)

MANIFIESTO DE CIUDAD JUÁREZ

Al Pueblo de México:

Hace exactamente nueve años entró en vigor el Tratado de Libre Comercio de América del Norte. Hace nueve años que se intensificó la guerra en contra de la agricultura campesina y, en general, del campo mexicano. Hace nueve años, también, nuestros hermanos zapatistas, lanzaron el primer grito de resistencia, apoyados en la razón y en las armas, en contra del modelo económico globalizador, concentrador de la riqueza en unos cuantos, desgarrador del tejido social, destructor de pueblos y violador de los derechos de comunidades y de individuos.

Hoy en este primer minuto del año, primer minuto del décimo año del TLCAN se inicia la penúltima etapa de la guerra contra nuestra agricultura, contra nuestra soberanía alimentaria, contra la base de nuestra independencia como país. Hoy se desgravan todas las importaciones agroalimentarias procedentes de los Estados Unidos y del Canadá, con excepción del maíz, frijol, leche en polvo y caña de azúcar. Hoy se suprimen todos los aranceles, aranceles-cuotas y cupos de importación. Hoy se derriban las trincheras que permitían todavía una precaria subsistencia de las cadenas alimentarias básicas para nuestra economía: carnes, lácteos, arroz, trigo, sorgo, y otras más. Hoy nuestros productores tendrán que defenderse solos contra los productos que cuentan con un subsidio del gobierno norteamericano hasta treinta veces superior al subsidio promedio que otorga el gobierno de México.

Sólo la ingenuidad o la ineptitud o la complicidad del Ejecutivo y de muchos de los legisladores no han podido discernir que tras esta nueva etapa del acuerdo comercial se esconde una verdadera guerra en contra de nuestra sobrevivencia como país independiente. Sólo las mentes más obstinadas y menos informadas se niegan a ver que la negativa del gobierno de George Bush a suspender esta desgravación es una pieza más en su estrategia belicista que lo mismo pasa por controlar el gas del Asia Central que el petróleo de Irak y de Venezuela y el suministro de alimentos de México. Porque dislocar nuestra producción agropecuaria, orientarla a producir sólo para la exportación y hacer depender la alimentación de nuestro pueblo de las importaciones procedentes de los Estados Unidos, controladas por unas cuantas transnacionales, es aceptar la madre de todas las derrotas: la de la comida de nuestra gente.

Por eso hemos llegado hasta acá las dirigencias de las organizaciones campesinas del Movimiento El Campo No Aguanta Más y las organizaciones sociales que nos apoyan. Aquí, en Ciudad Juárez, donde en 1911 los ejércitos campesinos terminaron con la dictadura porfirista de 40 años. Aquí, en la frontera con el país más poderoso del mundo, aquel cuyo gobierno se apresta a lanzar una nueva guerra para reforzar su dominio militar, económico y mediático sobre el planeta. Aquí, en el Puente Internacional de Córdoba por donde pretender pasar el alud de alimentos dirigidos a

nuestro país. Alimentos congelados por diez años, de desecho, transgénicos, de chatarra para avasallar nuestra producción local.

Precisamente de aquí, desde donde comienza la patria, desde donde empieza América Latina lanzamos este llamamiento al Pueblo de México. Anunciamos que en este mismo momento estamos en movimiento nacional de resistencia civil, pacífica, no violenta para salvar al campo mexicano y para salvar a México. Hoy lanzamos esta contraofensiva de paz, de razones, de propuestas, de acciones de desobediencia. Ya nos hicimos presentes, sin muchos frutos ante los poderes Ejecutivo y Legislativo. Ya declaramos unilateralmente la moratoria al apartado agropecuario del TLCAN a la Embajada de los Estados Unidos. Ahora nos declaramos en ayuno aquí en este puente internacional. Desde aquí lanzamos una convocatoria a celebrar en los próximos días un Diálogo Nacional para la Salvación del Campo Mexicano a todos los actores sociales, políticos, culturales, económicos interesados en rescatar nuestra agricultura. Desde aquí iremos dando a conocer las diversas acciones que componen la estrategia de nuestra contraofensiva: acciones de resistencia civil, recursos ante la Suprema Corte de Justicia, recursos ante la Corte Interamericana de Derechos Humanos, reiteración de nuestras propuestas al Legislativo y las diversas acciones que vayamos dando a conocer en el camino.

Nuestras demandas básicas son:

1. Moratoria al apartado agropecuario del TLCAN y renegociación inmediata del mismo.
2. Fuera el maíz y el frijol, alimento básico de nuestro pueblo, de los tratados comerciales con otras naciones.
3. Programa emergente para reestructuración de la agricultura nacional con participación de los campesinos.
4. Calidad y sanidad en los alimentos para los consumidores mexicanos.
5. Reconocimiento a los derechos y cultura de los pueblos indios conforme a los Acuerdos de San Andrés.

Nuestro interlocutor primero no es el gobierno, el destinatario primordial de nuestro llamado son ustedes, todos y todas quienes constituyen el Pueblo de México. Hacemos un llamamiento a la ciudadanía, a su conciencia, a aquellos sentimientos de la nación que invocó Morelos en su lucha. A nuestras hermanas y hermanos de todo el país los invitamos a participar a su modo, de acuerdo a sus posibilidades, en este Movimiento El Campo No Aguanta Más, realizando una o varias de las siguientes acciones:

- Manifestándose en los puentes internacionales y aduanas.
- Enviando cartas con firmas a sus senadores para que se declare la Situación de Emergencia Económica, Social y Ambiental en el Campo Mexicano.
- Portando un listón verde en la solapa de su blusa o camisa.
- Inscribiendo en las ventanas de sus casas o de sus vehículos leyendas como "Moratoria al apartado agropecuario del TLCAN" o "Salvemos al campo, salvemos a México" o "El campo mexicano no aguanta más".
- Enviando cartas a la redacción de los periódicos de su localidad o participando en los programas de radio de teléfono abierto apoyando nuestras demandas.

- Participando en el Diálogo Nacional para la Salvación del Campo Mexicano en la fecha y lugar que se darán a conocer a la brevedad.

Nuestra lucha no es por restaurar un pasado que no volverá. Es por reconquistar las bases, las raíces mismas de un futuro libre, soberano, próspero para las comunidades, para las personas, para los pueblos que componen nuestra patria. Nuestro combate no es el de unos cuantos, no es el de un sector particular, ni tampoco el de un cierto gremio. Combatimos por los derechos que se nos han conculcado a todos: el derecho a producir, el derecho a vivir dignamente de nuestro trabajo, el derecho a alimentarse sanamente, el derecho a construir una economía humana, basada en nuestra idiosincrasia y abierta a los avances de la ciencia y de la tecnología, el derecho a que nuestra agricultura y nuestras comunidades campesinas no sólo sobrevivan sino que vivan con dimensión de futuro y dignidad.

¡¡SALVEMOS AL CAMPO PARA SALVAR A MÉXICO.¡¡

Desde el Puente Internacional de Córdoba en Ciudad Juárez, comienzo de México, comienzo de nuestra América, al primer minuto del primero de enero de 2003.,

MOVIMIENTO EL CAMPO NO AGUANTA MAS.

**AMUCSS-ANEC-CIOAC-CEPCO-CODUC-CONC.CNPA-FDCCH-FNDCM-RED
MOCAF-UNOFOC-UNORCA.**

Résumé en Français:

Cette thèse a pour objet de reconstruire de manière critique les actions que le Front Démocratique Paysan (Frente Democrático Campesino, FDC) - dans le cadre de la nouvelle phase agro-exportatrice néolibérale de subordination de l'agriculture au capitalisme (comme une partie du processus de globalisation économique) et de la transition à la démocratie au Mexique - a réalisées dans l'Ouest de l'État du Chihuahua pour organiser les paysans et les aider à résister aux effets de la modernisation économique et politique. Elle analyse ainsi les différentes luttes du FDC contre l'ouverture commerciale, pour le prix des produits, contre la corruption et pour la démocratie, ainsi que la pédagogie de l'action et de construction de citoyenneté qu'il a menée et ses relations internes et externes. Sa conclusion est que les luttes et les actions d'organisation économique et sociale du Front Démocratique Paysan, même si elles convergent et s'articulent avec celles d'autres organisations, n'ont pas réussi à construire une corrélation de forces qui permette de changer ou freiner le modèle global d'exploitation et d'exclusion imposé par le gouvernement fédéral au Mexique depuis 1983 ; elles ont toutefois, au niveau local, eu une influence favorable sur les processus de démocratisation et de construction de contre-pouvoirs, sur la construction de citoyenneté et la « densification du social ».

Résumé en anglais :***PEASANTS AND CITIZENS: Peasantry resistance strategies against the modernization in Western Chihuahua, Mexico.***

This work intends to recall, from a critical perspective, the struggles undertaken by the *Frente Democrático Campesino* (FDC; Democratic Peasants' Front) in Western Chihuahua in order to organize peasantry and help them to resist the effects of economical and political modernization, within the frames of the new phase of neo-liberal agricultural exportation, and subordination of agriculture to capitalism (as part of the process of economical globalization), and in the context of transition towards democracy in Mexico. It analyzes the various struggles of the FDC against the opening of markets and for the price of basic agricultural products, against corruption and for democracy, the pedagogy of action and the process of citizenship construction that the FDC has undertaken, as well as its internal and external relationships. The conclusion of the thesis is that the struggles and economical and social organizational actions undertaken by the front, even though they have coincided and merged with those of other organizations, haven't been strong enough to stop, or even change, the global model of exploitation and exclusion imposed by the Federal Government in Mexico since 1983. Nevertheless, at a local level, these actions and struggles have shown a positive influence over the processes of democratization, construction of alternative counterbalances, citizenship construction and the "densification of the social".

Mots-clés: Paysans, modernisation économique, résistance, citoyenneté, contre-pouvoir, densification.

Key words: Peasantry, economic modernization, resistance, citizenship, counter balances, social densification.

**Thèse de doctorat en sociologie préparée à l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine
Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine
28, rue Saint Guillaume, 75007, Paris, tel. 33 144398660 et 33 144398671
Université Nouvelle Sorbonne – Paris 3
Ecole doctorale 122 : Europe latine – Amérique latine**